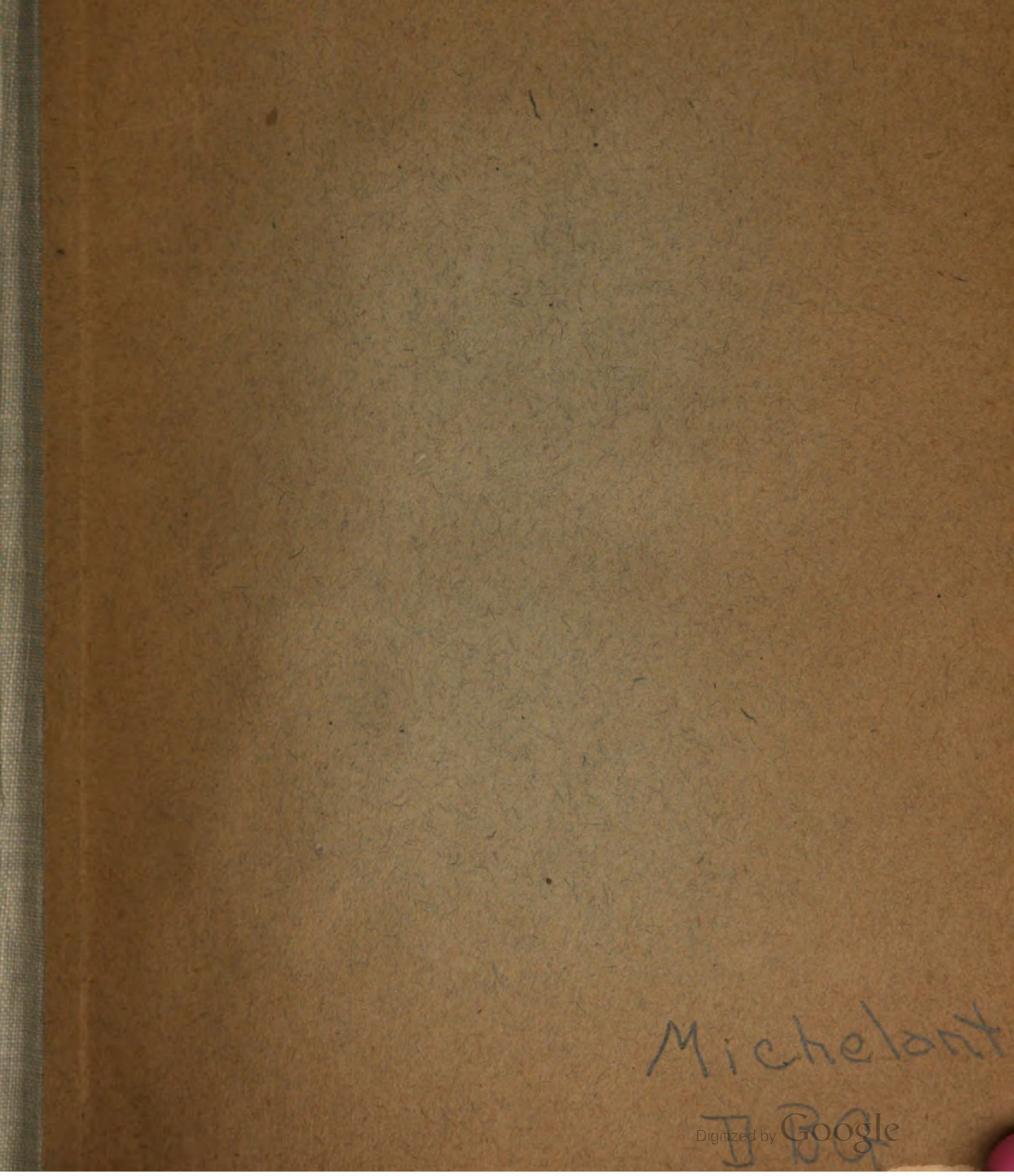

Michelant

ILLUSTRATIONS DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

FAITS MÉMORABLES

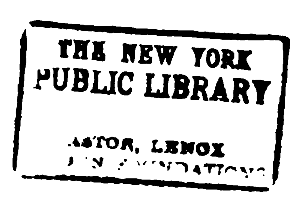
DE L'HISTOIRE

DE FRANCE.



Les caractères de cet ouvrage ont été fondus exprès par MM. Biesta et Laboulaye.


FAITS MÉMORABLES
DE L'HISTOIRE
DE FRANCE



R. Ogden Doremus.

FAITS MÉMORABLES

DE L'HISTOIRE

DE FRANCE,

PAR L^ouis^ MICHELANT;

PRÉCÉDÉS

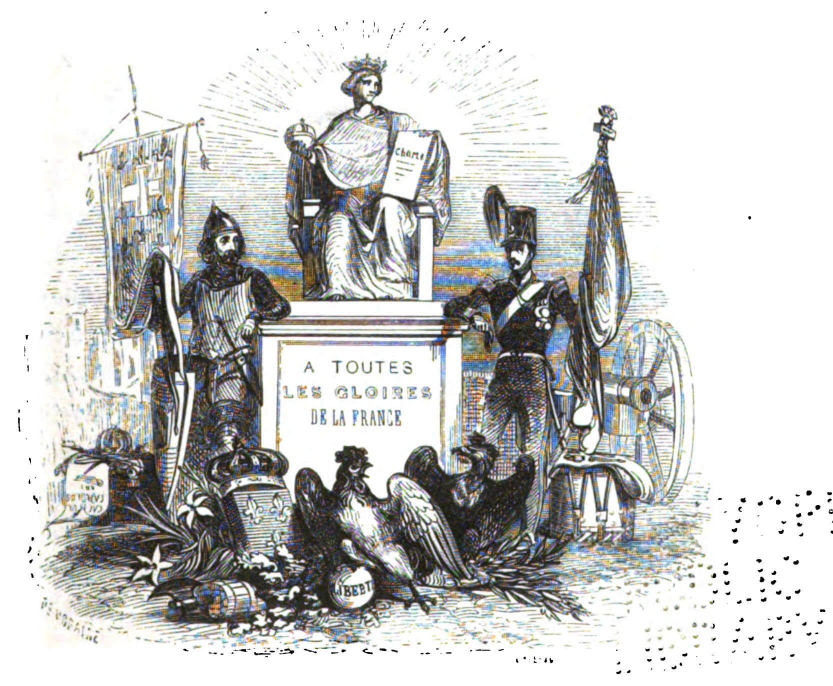
D'UNE INTRODUCTION PAR M. DE SÉGUR,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,

ET ILLUSTRÉS DE

120 TABLEAUX DE M. VICTOR ADAM

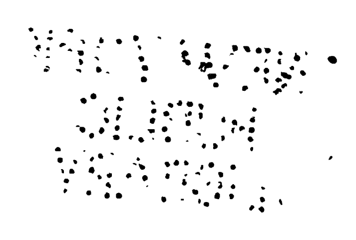
GRAVÉS PAR LES PREMIERS ARTISTES DE PARIS.



PARIS.

AUBERT ET CIE, ÉDITEURS, PLACE DE LA BOURSE, 29 | DIDIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR, QUAI DES AUGUSTINS, 35.

1844.



INTRODUCTION [1].

La gloire de notre nation ne craint aucune comparaison avec celle de Rome : nous pouvons fièrement opposer notre Clovis à son Romulus, Charles-Martel à Camille, Charlemagne à César.

Nos Godefroy, nos Raimond, nos Duguesclin, nos Dunois, nos Bayard, nos Coligny, nos Montmorency, nos Catinat, nos Turenne, nos Villars, nos Condé peuvent marcher à côté de ses consuls, et de nos jours une foule de héros égalént tous ceux de la Grèce et de l'Italie.

Saint Louis, Charles V, Louis XII, Henri IV semblent avoir été vivifiés par l'âme des Antonins; Louis XIV, comme Auguste, a donné justement son nom à son siècle; depuis, un nouvel Alexandre a brillé et a disparu ainsi que le Macédonien : génie immense, universel, conquérant rapide, guerrier long-temps indomptable, aussi belliqueux que Trajan, il a porté notre gloire, nos armes et son nom en Afrique, en Germanie, en Italie, en Espagne, en Scythie, au centre de l'Asie, et, comme lui, a perdu ses conquêtes pour avoir refusé de leur fixer des bornes, laissant à la fois après lui la renommée de la gloire et de l'infortune.

Sully, L'Hôpital et d'Aguesseau, célèbres par leurs vertus autant que par leur habileté; l'immortel Bossuet, le touchant Fénelon,

(1) Nous avons pensé ne pouvoir donner une plus juste appréciation du livre que nous publions, ni une meilleure introduction aux *Faits mémorables de l'histoire de France*, que ces pages extraites du remarquable ouvrage de M. de Ségur placé par tant d'excellents travaux au rang de nos meilleurs historiens.



l'illustre Montesquieu, le sublime Corneille, l'inimitable Racine, ce Montaigne si original, ce Molière et ce naïf La Fontaine, qui n'ont point eu de rivaux dans leur genre; enfin un nombre prodigieux d'écrivains brillants, d'ingénieux moralistes, de poètes harmonieux, de savants profonds et d'éloquents orateurs ne nous laissent rien à envier pour les palmes de la chaire, du barreau, de la tribune, du théâtre, et pour toutes les couronnes que décernent les muses.

Nos découvertes dans les sciences, nos progrès dans les arts, le perfectionnement de l'agriculture et de toutes les industries, le pinceau des Poussin, des Lesueur, des David; le ciseau de Puget, de Houdon, de Pigal et de leurs émules; la création de nos machines, la diversité de nos métiers, les prodiges de nos manufactures, la destruction de tout esclavage, la variété et la multiplicité des jouissances qui embellissent la vie des citoyens de tous les rangs, des laboureurs comme des citadins, nous feraient trouver aujourd'hui, si elles reparaissaient, Athènes sauvage et Rome barbare.

Soyons donc fiers de notre siècle et de notre France, de cette France que l'Europe liguée a tant redoutée dans ses triomphes, qu'elle a respectée encore dans ses défaites, et que ses efforts réunis ont ébranlée sans pouvoir l'anéantir.

Mais, avant d'écrire les fastes de la France, parcourons rapidement ceux des Gaulois et des Francs, nos aïeux; remontons orgueilleusement à la source de notre existence et de notre gloire; saluons avec respect nos vieux et rustiques monuments; pénétrons dans les vastes et sombres forêts qui ombrageaient notre berceau.

Au signal de la destruction de l'empire romain en Italie, l'Occident est devenu la proie des sauvages guerriers du Nord; une moitié du monde s'est vue esclave et musulmane, l'autre chrétienne mais barbare; les arts, les lumières, les richesses, la civilisation de tant de siècles ont fui devant le fer des Celtes et des Scandinaves; l'Olympe est sans dieux, le Parnasse sans muses.

Le voile sombre de l'ignorance s'est étendu sur ces belles contrées où les sciences jetaient naguère un si vif éclat : ce Capitole où montaient tant de triomphateurs, ce Forum où Cicéron enchaînait par son éloquence une foule attentive, cette superbe Rome que Virgile enorgueillissait en ressuscitant les héros troyens, cette cité célèbre où les vers harmonieux d'Horace disposaient le cruel Octave à faire chérir le pouvoir d'Auguste, où le sévère Tacite faisait pâlir les tyrans, ne retentissent plus que des cris de guerre des Hérules, des Goths et des Lombards.

L'indomptable Espagne a succombé sous les coups des Suèves, des Visigoths ; les Vandales l'ont traversée pour ravager l'Afrique. Enfin la Gaule, depuis long-temps plus tranquille, plus riche, plus florissante que l'Italie ; la Gaule, inondée par un torrent dévastateur de Goths, de Bourguignons, de Huns, d'Allemands, d'Alains et de Francs, a vu ses champs dépouillés, ses écoles désertes, ses temples renversés, ses cirques détruits, ses villes incendiées.

La Gaule, jadis la terreur de Rome et l'effroi de l'Asie ; la Gaule, qui coûta dix années de travaux à César ; la Gaule, rempart inexpugnable de l'empire contre les Germains ; la Gaule, si heureuse sous les Antonins, si paisible sous Constance, si chère à Julien, la Gaule est devenue l'esclave de mille tyrans.

Nous la voyons couverte d'épaisses ténèbres, mais elle n'est qu'abattue et non détruite ; à la lueur sanglante des glaives meurtriers qui se choquent dans son sein, admirons ses efforts pour se relever ! Bientôt elle va civiliser ses farouches vainqueurs ; bientôt cette Gaule fameuse, se frayant une nouvelle route à la gloire, va, sous le nom brillant de France, disputer encore à Rome son antique renommée, fonder un nouvel empire d'Occident, servir d'exemple au monde par ses lois, l'étonner par ses triomphes, l'éclairer par ses chefs-d'œuvre, l'enrichir par son commerce, et répandre la splendeur de son nom et de ses armes jusqu'aux extrémités de la terre.

C'est de cette France prospère que doit s'élever un nouveau monde, plus durable, plus riche, plus puissant, plus éclairé que

l'ancien ; c'est de cette France glorieuse que sortiront tant de royaumes célèbres, tant de génies immortels : c'est cette France, Capitole des héros modernes, asile des sciences, musée des arts, Panthéon de tous les talents, dont on a voulu retracer l'histoire.

Qu'à ce beau nom de France la vieillesse se glorifie par ses souvenirs ! que l'âge mûr suive avec fierté les progrès de la grandeur, toujours croissante pendant quinze siècles, d'un empire qui ne laisse point encore prévoir sa décadence ! que la jeunesse surtout étudie avec ardeur ces fastes d'un pays dont elle est l'espoir !

Puisse ce vaste tableau de la France antique et moderne inspirer le respect pour nos lois, l'attachement inviolable à la liberté, et surtout l'amour sacré de la patrie ! C'est lui seul qui a dicté cet ouvrage, c'est lui seul qui lui donne quelque espoir de succès ; et, en cédant à son inspiration, on n'a invoqué d'autre muse que la vérité.



SAINTE GENEVIÈVE ARRÊTE ATTILA

DEVANT PARIS.

Après avoir traversé l'Allemagne, ne laissant derrière lui que la ruine et la désolation, Attila pénétra dans les Gaules en 451, suivi de cette multitude furieuse, enivrée de ses sanglants succès, qu'il avait amenée des bords du Danube. C'était le dernier mais le plus terrible flot de ce torrent de barbares qui, depuis trois siècles, parcourait l'Europe en effaçant sur son passage et les villes et les nations. Jusqu'alors les peuples qui des profondeurs de l'Asie se précipitaient vers l'Occident s'étaient pour ainsi dire aisément rassasiés de leurs triomphes; et, à mesure qu'ils approchaient du monde civilisé, leur farouche courage s'amollissait : ils avaient fini par s'arrêter étonnés des splendeurs de l'empire romain, essayant d'imiter ses mœurs et les merveilles de sa civilisation.

Mais, cette fois, le vainqueur était impitoyable, il dédaignait les recherches du luxe; aux grandeurs des cités de l'empire romain, à leurs palais de marbre, à leurs magnifiques monuments, il préférait la solitude

de son village de bois, peint et tapissé; aux kiosques nombreux, aux couleurs variées; les vastes espaces des vertes prairies du Danube convenaient mieux à ses libre allures que les villes resserrées par une ceinture de murailles. Dans son camp, où s'entassaient les richesses que Rome lui envoyait humblement en tribut, Attila, abandonnant à ses compagnons les vaisselles d'or et d'argent, les étoffes de pourpre et tous les brillants trophées de la victoire, recevait, assis sur un escabeau, devant une table chargée de plats de bois et de mets grossiers, les envoyés des empereurs d'Orient et d'Occident. Étranger à tout ce qui émeut le cœur de l'homme, il se plaisait dans la terreur qu'il inspirait et se donnait lui-même avec une sombre fierté le surnom de Fléau de Dieu. Sa figure, son extérieur, tout en lui, d'après le portrait qu'en ont tracé les historiens, répond à la terrible renommée qu'il a laissée : sa taille courte et ramassée, sa large poitrine, attestaient la force; son nez écrasé, son front large, percé de deux yeux ardents, ses cheveux épars, rappellent à la fois son origine et sa destinée. Rien d'humain ne semble enfin avoir pénétré dans cette âme, animée seulement du besoin de la destruction, et qui s'éteint devant Rome après avoir accompli sur l'Europe entière son œuvre d'extermination.

La Gaule, tant de fois dévastée par les barbares, vit avec consternation approcher cet inflexible exterminateur, qui disait : « L'herbe ne croît plus partout où le cheval d'Attila a passé, » et répondait aux ambassadeurs de Théodose : « Croyez-vous qu'il puisse exister une forteresse ou une ville s'il me plaît de la faire disparaître du sol? »

Un hasard, prétend-on, avait conduit les Huns vers l'Occident; une biche leur avait indiqué une route à travers les Palus-Méotides : un hasard également avait armé Attila. Un pâtre se blesse au pied dans un pâturage; il découvre une épée sous l'herbe, il la porte au chef tartare : Attila la saisit, et jure ses droits à la domination du monde. « L'étoile tombe, la terre tremble, s'était-il écrié, je suis le marteau de l'univers. » La constance même de ses succès, l'inflexibilité plus qu'humaine de son cœur, tout remplissait les esprits d'un mystérieux et craintif étonnement, et paraissait révéler au monde une mission fatale.

La présence d'Attila s'annonça dans les Gaules, comme d'habitude, par le pillage, le massacre et l'incendie. Il menait avec lui une meute dévorante, qui n'attendait qu'un signe du maître pour se ruer sur les cités. Trèves, la métropole du Nord, Metz et une foule de villes furent ruinées par cette effrayante invasion, et ce fut précédé de ces sinistres éclats qu'il se présenta sous les murs de Paris ou plutôt de Lutèce. Quand ils

virent s'étendre sous leurs remparts cette foule de barbares, dont on portait le nombre à cinq cent mille hommes, les Parisiens considérèrent avec terreur sur les deux rives de la Seine ces hommes étranges, d'un aspect farouche, à peine couverts d'une misérable tunique, coiffés d'un grossier bonnet de peau, qui à cette heure étaient les maîtres du monde.

Épouvantés à leur approche, ils ne songent même pas à résister; la fuite leur semble l'unique chance de salut, et, réunissant toutes les barques qu'ils peuvent trouver, ils se préparent à abandonner Paris aux Huns. Dans cette population désolée un cœur seul garde sa confiance, une voix s'élève pour engager les habitants à se défendre · c'est celle d'une jeune fille de dix-neuf ans à peine, consacrée à Dieu dès son enfance, de sainte Geneviève.

Née vers 422 au village de Nanterre près de Paris, sainte Geneviève n'avait encore que sept ans lorsque saint Germain d'Auxerre, qui se rendait en Angleterre, la distingua parmi ses compagnes et lui annonça à quelle sainte mission le ciel la réservait. « Veillez sur cette jeune fille, dit-il à ses parents, au jour de sa naissance le ciel a dû se réjouir, car elle est venue au monde pour le salut de plusieurs. Elle sera grande devant Dieu et devant les hommes. » Geneviève ne trompa point ces pieuses prévisions. A quinze ans elle avait pris le voile; et, retirée à Paris dans la demeure de sa marraine, elle se livrait aux exercices de la plus rigoureuse austérité, quand l'arrivée d'Attila la fit sortir de sa retraite. Se rappelant sans doute l'œuvre de salut que saint Germain lui avait prédite, elle assemble les femmes, les exhorte à empêcher l'abandon de la cité pure et sans tache où jamais l'ennemi du Christ n'a pénétré, les entraîne, et les conduit au baptistère prier Dieu de réveiller la foi et le patriotisme éteints dans le cœur de leurs époux, de leurs frères et de leurs enfants. Puis, se rendant au milieu de l'assemblée des citoyens : « Pourquoi fuyez-vous? leur dit la courageuse vierge, celui qui a dit à la mer . Sépare tes flots; et au Jourdain : Remonte vers ta source, ne saura-t-il pas élever une digue entre vous et le torrent? Paris n'a rien à craindre de ce roi barbare qui se prétend la terreur du genre humain et le fléau de Dieu. Votre ville sera conservée, tandis que celle où vous voulez vous retirer sera pillée ou saccagée. Ayez confiance en Dieu, implorez son secours, et ne trahissez point par votre fuite la cause du ciel et de la patrie. » Mais ses efforts sont inutiles, une invincible crainte a frappé les Parisiens; et la multitude, dominée par la peur, accable sainte Geneviève d'outrages, l'appelant fausse prophétesse et sorcière. Bientôt des

injures on passe aux menaces, des cris de mort partent du milieu de l'assemblée. « A la Seine, s'écrie-t-on, à la Seine l'hypocrite, qu'elle soit punie de ses mensonges! » Déjà sa perte paraissait certaine, on s'excitait à la lapider ou à la noyer, quand l'archidiacre d'Auxerre pénètre dans la foule, apportant à sainte Geneviève, de la part de saint Germain, des *eulogies*, présents que les évêques adressaient en signe de respect et d'amitié. Cet hommage, rendu si publiquement à la vertu de sainte Geneviève, change aussitôt les dispositions des Parisiens : ils écoutent les conseils de la vierge de Nanterre, et se préparent à défendre la cité contre l'invasion des Huns. Mais ils n'eurent pas même à combattre; les prières de sainte Geneviève avaient été exaucées : pour la première fois Attila recule et se détourne de sa route, durant la nuit il part avec ses sauvages compagnons; Paris est épargné, et la haine que la veille sainte Geneviève inspirait se change en une admiration profonde. Attila, le terrible dominateur des peuples, que les maîtres de Rome n'abordaient qu'en tremblant, qui traînait à sa suite tant de tribus soumises, s'arrêtait devant une jeune fille qui n'avait pour elle que la ferveur de sa foi. C'était le triomphe de la religion de l'esprit et du dévouement sur la force matérielle; victoire touchante qui inaugure dans la Gaule les premiers temps du christianisme, et place sous une douce et pure protection cette contrée qui, plus tard, devait être la France.

Sainte Geneviève, après avoir, dans une autre occasion, sauvé de la famine Paris assiégé par Childéric, en se mettant courageusement à la tête de ceux qui allaient chercher des vivres; après avoir vu les barbares, dans la personne de Clovis, adopter le christianisme, et sauvé la Gaule des erreurs de l'hérésie, sainte Geneviève mourut en 512, laissant dans les plus saintes légendes un nom honoré par quatre-vingts années de vertu et de piété.

Paris reconnaissant plaça le cercueil de sainte Geneviève à côté de celui de Clovis, dans la basilique de Saint-Pierre et Saint-Paul, et choisit pour patronne dans le ciel celle qui deux fois l'avait gardé de la colère des barbares.



BATAILLE DE TOLBIAC.

Le grand mouvement des invasions qui changea si souvent la face de l'Europe, et dont le passage d'Attila fut un des plus funestes épisodes, s'était arrêté, et les peuples long-temps errants commençaient à former des établissements stables. Les tribus franques qui s'étaient fixées au nord de la Somme avaient, sous la conduite de Clovis, étendu leur domination jusqu'à la Loire. Dirigées par ce prince jeune, actif, audacieux, elles avaient défait une armée romaine; mais, malgré ces succès, malgré les insignes consulaires que l'empereur d'Orient envoyait au chef des Francs, il y avait loin de cette réunion confuse de soldats sous les drapeaux de Clovis à l'unité qui fait les nations. Les guerres, ou plutôt les violentes incursions inspirées par le besoin du pillage, formaient les seules ressources des Francs; leurs mœurs et leur religion, composée de croyances superstitieuses, étaient également barbares. Vainement le christianisme avait déjà fondé d'illustres églises dans les Gaules, les Francs persistaient dans une aveugle idolâtrie.

Clovis cependant avait épousé une princesse chrétienne, la nièce du roi

de Bourgogne, Clotilde, dont les écrivains contemporains vantent la grâce et la beauté ; la jeune reine ne cessait de supplier son époux de reconnaître le vrai Dieu et d'abandonner les idoles : mais, malgré ses puissantes sollicitations, le roi refusait le baptême. Deux tristes circonstances fortifiaient les résistances de Clovis : entraîné par les prières de Clotilde, séduit peut-être aussi par l'espoir de donner à son autorité naissante l'appui de l'Église, qui semblait disposée à le lui accorder, le roi avait consenti à ce que ses fils fussent baptisés. Bientôt il regretta de l'avoir permis : en effet, l'un d'eux, Clodomir, n'avait que difficilement échappé à une grave maladie ; et Ingomir, l'aîné, avait succombé. Dès lors Clovis se fit de la mort d'Ingomir une arme contre les instances de Clotilde : « Si l'enfant, lui disait-il, eût été consacré au nom de mes dieux, il vivrait encore ; mais, comme il a été baptisé au nom de votre Dieu, il est mort. » A ce reproche la pieuse mère avait trouvé le courage de répondre : « Je rends grâces au puissant créateur de toutes choses, qui ne m'a pas jugée indigne de voir associé à son royaume l'enfant né de mon sein ; » sans que son époux fût ébranlé par cette touchante résignation.

Enfin un événement important, dans lequel Clovis crut reconnaître la toute-puissance de l'intervention divine, triompha de sa longue obstination et décida sa conversion.

Les Allemands qui occupaient la rive droite du Rhin, jaloux de l'accroissement de la puissance des Francs et des richesses qu'ils avaient acquises par leurs victoires, leur déclarent la guerre et s'apprêtent à franchir le Rhin. En présence de cette invasion Clovis réunit ses soldats, et, fier des succès qui avaient étendu son empire au delà de la Seine, il se prépare à repousser l'agression étrangère. Les deux armées se rencontrèrent à quelques lieues de Cologne, dans la plaine de Tolbiac, aujourd'hui nommée Zulpich : la lutte fut terrible entre ces barbares également courageux, également impitoyables ; le combat durait depuis plusieurs heures, sans qu'un mouvement décisif eût fait présager qui l'emporterait, quand les soldats de Clovis, frappés d'une soudaine terreur, reculent tout d'un coup en désordre sans que la voix de leur chef pût les arrêter. Vainement Clovis leur montre l'ennemi, fait appel à leur courage tant de fois éprouvé, ils fuient : dans ce moment suprême Clovis, après avoir jeté un regard de détresse autour de lui et inutilement invoqué ses idoles impuissantes, lève les yeux au ciel et s'écrie : « Dieu de Clotilde, j'invoque avec dévotion la gloire de ton secours. Si tu m'accordes la victoire sur mes ennemis, je vivrai en toi et me ferai baptiser en ton nom. »

Puis il se jette avec une invincible ardeur au plus fort de la mêlée, et, soit que le danger de leur chef leur eût rendu toute leur audace, soit qu'une volonté supérieure aux efforts humains eût ranimé leur âme, les soldats de Clovis reforment leurs rangs, s'élancent sur les traces du fils de Childéric, et bientôt les Allemands, culbutés de toutes parts, implorent la générosité de leur ennemi victorieux.

Au retour de son heureuse expédition, Clovis, fidèle au vœu qu'il avait fait, se disposa à recevoir le baptême. Clotilde, qui avait appelé par tant de prières le moment où son royal époux partagerait sa foi, manda saint Remy, évêque de Reims, afin qu'il fît pénétrer dans le cœur du roi la parole de salut; et tout se prépara pour cette solennelle cérémonie., qui eut lieu à Reims. Avant de renoncer pour toujours au culte de ses idoles, Clovis, qui craignait que ses soldats ne vissent avec méfiance son changement, les réunit afin de leur faire connaître sa résolution; mais, loin de s'y opposer, ceux-ci, frappés sans doute encore du souvenir de Tolbiac, lui répondirent : « Pieux roi, nous rejetons les dieux mortels, et nous sommes prêts à obéir au Dieu immortel que prêche saint Remy. »

Le jour de cette grande régénération arrivé, tout prit dans Reims un aspect de fête. Des toiles peintes ombragent les rues, les églises sont garnies de riches tentures et ornées de voiles blancs; on dispose le baptistère; des nuages de parfums s'élèvent sous les voûtes sacrées, des cierges odoriférants brillent de toutes parts; et le temple, dit Grégoire de Tours, l'historien de cette époque, se remplit d'une ardeur divine qui ravit les assistants d'une pieuse et céleste joie : les barbares émerveillés se croyaient transportés au milieu des pompes du paradis. Enfin Clovis s'avance le premier, s'incline devant saint Remy, lui demande le baptême, et confesse un Dieu tout-puissant; alors, au moment où il s'agenouille pour recevoir l'eau sainte, l'évêque étend les mains sur lui, et, prenant pour ainsi dire au nom de l'Église possession des barbares, lui adresse ces éloquentes et fières paroles, que l'histoire a conservées : « Courbe humblement le front, Sicambre; brûle ce que tu as adoré, adore ce que tu as brûlé. » « Et Rome, a dit M. de Châteaubriand dans ses Études Historiques, Rome, reconnue des barbares eux-mêmes comme la source de la domination, parut recommencer son existence et continuer la ville éternelle. »

Cette cérémonie, qui donna à l'Église son *Fils Aîné*, est entourée de merveilleuses traditions qui attestent tout l'intérêt que le clergé des Gaules prit à la conversion de Clovis. Dès lors le chef des Francs fut pour ainsi dire couvert de sa protection, et, dans plusieurs circonstances, il

parut recevoir, comme à Tolbiac, un appui mystérieux du Dieu qu'il venait de reconnaître. Ainsi, lorsqu'il allait combattre les Visigoths, dont la foi était entachée d'arianisme, on raconte qu'une biche lui indiqua un gué pour traverser la Vienne : une colonne de feu s'éleva, ajoutent les chroniques, sur la tour de la cathédrale de Poitiers, pour éclairer sa marche durant la nuit. Saint Avitus, évêque de Vienne, n'hésitait pas alors à lui dire : « Quand tu combats, c'est à nous qu'est la victoire. » L'Église traça autour du chef converti comme un cercle de sainteté; et l'évêque de Rome, félicitant avec effusion le nouveau Constantin, lui écrivait : « Le Seigneur a pourvu aux besoins de l'Église en lui donnant pour défenseur un prince armé du casque du salut ; sois à jamais pour elle une couronne de fer, et elle te donnera la victoire sur tes ennemis. »

De son côté, Clovis ne méconnut pas cette bienveillance; il accordait au clergé de nombreux priviléges, il reconnaissait aux églises, et même aux demeures ecclésiastiques, le droit d'asile; enfin, il fit des concessions de terrain considérables et de riches donations au clergé des Gaules. Pendant ses expéditions, il obligeait ses soldats à respecter les terres qui dépendaient des évêchés et des abbayes. Près de Tours même, il frappa de son épée un soldat qui enlevait du pain sur le territoire de cette ville consacrée par le tombeau de saint Martin : « Où est, dit-il, l'espoir de la victoire, si nous offensons saint Martin ? »

Les deux sœurs de Clovis, Alboflède et Lantahilde, ainsi que trois mille hommes, reçurent également le baptême, à l'exemple du roi. La France était chrétienne, et désormais elle possédait le principe énergique qui devait tant contribuer à sa grandeur et aux progrès de sa civilisation. Ce n'est pas, il faut l'ajouter, que tout d'abord la religion qu'ils avaient adoptée ait changé les mœurs des Francs · ils étaient chrétiens, mais ils étaient encore barbares. Après son baptême, Clovis ne fut guère moins implacable dans ses vengeances, ni moins dissimulé dans sa politique, ses soldats ne furent pas moins cruels dans les combats ; mais lentement les préceptes de la foi nouvelle pénétrèrent dans les âmes, modifièrent les esprits, et amenèrent après bien des siècles, dans les pensées et dans les habitudes, cette complète révolution qui a produit la société moderne.



MEURTRE DE SIGEBERT.

Les partages successifs des possessions franques dans les Gaules, entre les descendants de Clovis, furent une des causes principales de l'affaiblissement rapide de la dynastie mérovingienne. C'est de ces divisions territoriales, fondées plutôt sur la valeur exacte des terres à partager que sur les convenances politiques, que naquirent cependant ces oppositions profondes qui armèrent les uns contre les autres les Francs-Neustriens et les Francs-Austrasiens. Le débat qui éclata en 573 entre Sigebert et Chilpéric, fils de Clotaire, et dont le meurtre de Galswinthe, sœur de Brunehaut, fut le prétexte, est l'origine de cette longue lutte entre les Neustriens et les Austrasiens, à la suite de laquelle ceux-ci conquirent aux Carlovingiens la domination conquise par Clovis.

En même temps que Sigebert épousait Brunehaut, Chilpéric, son frère, s'unissait à la sœur de la reine d'Austrasie, à Galswinthe; mais bientôt le roi de Neustrie sacrifiait Galswinthe à Frédégonde, et, pour se livrer librement à son penchant, il faisait étrangler sa légitime épouse.

En apprenant la mort violente de sa belle-sœur, Sigebert arma contre son frère et demanda justice. Dans une assemblée présidée par Gontran, roi de Bourgogne, Sigebert parut en accusateur; Chilpéric fut condamné, en expiation de son crime, à restituer les villes que la fille du roi des Wisigoths lui avait apportées en dot.

Chilpéric parut se soumettre à ce jugement rendu par les chefs francs réunis pour prononcer sur ce différend; les deux rois échangèrent, comme témoignage de leur acquiescement à la décision qu'on venait de rendre, une branche d'arbre, et ils semblèrent réconciliés. Mais cet accommodement n'était qu'apparent, surtout pour Chilpéric; aussitôt qu'il se crut assez fort pour le faire avec succès, il protesta par les armes et s'empara des villes qu'il avait dû rendre à l'épouse de Sigebert. A diverses reprises la guerre éclata, la paix fut signée, sans qu'une union sincère s'établît entre le roi de Neustrie et celui d'Austrasie. Enfin, à une dernière reprise d'hostilités du premier, Sigebert répondit par l'envahissement de la Neustrie : il parut sur les bords de la Seine avec une armée considérable formée en partie des populations franques les moins civilisées, de celles qui habitaient sur le Rhin, et composée, pour la masse des troupes, de véritables barbares; de ces hordes aux habitudes cruelles, aux figures étranges, qui avaient traversé la Gaule aux plus mauvais temps des invasions, à l'époque d'Attila. Bientôt le roi d'Austrasie fut maître de Paris; et Chilpéric, abandonné des siens, se refugia à Tournai avec Frédégonde : Sigebert cette fois avait résolu de terminer la guerre par la dépossession et probablement par la mort de son frère; Brunehaut avec ses trésors et ses enfants vint retrouver son époux à Paris, et les Neustriens se disposèrent à élire le vainqueur. Cependant, au moment où Sigebert quittait Paris afin de se rendre à Vitry, où l'élection populaire devait avoir lieu, il reçut un solennel avertissement; au milieu de son escorte, de ses cavaliers d'élite, un homme vêtu des habits sacerdotaux, le visage pâle, se présenta à lui comme les anciens prophètes : c'était l'évêque Germain; il essaya de calmer son ressentiment, il lui rappela que le vaincu était son frère : « Roi Sigebert, dit-il, si tu pars sans intention de mettre à » mort ton frère, tu reviendras vivant et victorieux; mais si tu as une » autre pensée tu mourras, car le Seigneur a dit par la bouche de Salo» mon : La fosse que tu creuses pour que ton frère y tombe te fera tomber » toi-même. » Mais cette tentative de réconciliation fut inutile, le roi d'Austrasie resta inflexible et continua sa route.

Au commencement de l'année 575, dans une plaine située sous les murs

de Vitry, les Francs formaient un vaste cercle au centre duquel se plaçait Sigebert environné de ses officiers et de seigneurs. Alors quatre robustes soldats, l'élevant sur un bouclier où il s'assit, firent trois fois parcourir au roi d'Austrasie le cercle vivant que présentait l'armée; sur son passage les soldats saluèrent le nouveau chef de la Neustrie de leurs acclamations, et l'applaudirent en frappant bruyamment de l'épée sur leurs boucliers garnis de fer. L'élection alors fut consommée; Sigebert venait de prendre possession de l'héritage fraternel, et la cause de Chilpéric semblait perdue. Assiégé dans Tournai, le roi de Neustrie attendait avec impassibilité, dans un complet découragement, la fin de cette lutte dont sa mort devait être l'issue. Mais Frédégonde n'avait pas renoncé à l'emporter; vaincue par les armes, elle eut recours au meurtre : parmi les hommes qui avaient suivi Chilpéric à Tournai, Frédégonde en avait remarqué deux dont le dévouement plein de fanatisme lui promettait une entière obéissance; elle les vit, sut les entraîner par le prestige de son rang, l'adresse de ses discours, les toucha du récit de ses malheurs, troubla leur raison à l'aide de boissons enivrantes, et, remettant à chacun d'eux un long couteau dont la lame était empoisonnée, les envoya vers Sigebert en leur disant pour dernier adieu : « Allez, et, si vous revenez « vivants, je vous comblerai d'honneurs, vous et votre postérité; si vous « succombez, je distribuerai pour vous des aumônes à tous les lieux saints. »

Sigebert était encore au milieu des joies du triomphe quand les deux envoyés de Frédégonde arrivèrent à Vitry; les salles retentissaient de l'éclat des fêtes, les banquets se succédaient. Bienveillant pour tous, le roi accordait audience à quiconque se présentait pour demander protection et justice; il payait, par ses largesses et par son accueil, son récent avénement. Les deux Neustriens purent aisément pénétrer jusqu'à lui, sous le prétexte de lui parler; pendant que le roi les écoutait, tous deux au même instant lui plongèrent leur couteau dans le côté. Sigebert poussa un cri et tomba mort. Charegisile, son chambellan, et un Goth nommé Sigila, accourus à sa défense, furent également tués; et ce ne fut pas sans peine qu'on réussit à s'emparer des assassins, qui se défendirent avec un enthousiasme héroïque.

La mort de Sigebert sauva Chilpéric; les Austrasiens, aussitôt qu'ils connurent l'événement, reculèrent vers leur pays et abandonnèrent la Neustrie, dont l'époux de Frédégonde reprit aussitôt possession. Chilpéric apprit sans remords et sans haine le meurtre de son frère, pour lequel il ordonna de royales funérailles : selon la coutume germanique, le corps

du roi d'Austrasie fut revêtu de vêtements magnifiques et enseveli avec pompe dans le village de Lambres sur la Scarpe.

La mort de Sigebert termine la première période de cette lutte qui avait commencé par le meurtre de Galswinthe. Les hommes de l'ouest et ceux de l'est s'étaient trouvés en présence, et ils devaient se rencontrer souvent encore sur le champ de bataille avant que ceux-ci l'emportassent. Cette fois c'était une querelle personnelle qui les avait armés; mais une haine plus profonde, née de la différence des mœurs, allait les diviser. Alors les passions brutales, les ambitions sans foi des fils de Clovis, les partages mal distribués, unis à cette antipathie nationale qui se caractérise chaque jour davantage, vont amener rapidement la décadence de la race de Clovis. « Le sceau d'une destinée irrésistible, dit M. Augustin Thierry dans ses *Récits des temps mérovingiens,* n'est dans aucune histoire plus fortement empreint que dans celle des rois de la dynastie mérovingienne; ces fils de conquérants à demi sauvages, nés avec les idées de leurs pères au milieu des jouissances du luxe et des tentations du pouvoir, n'avaient dans leurs passions et leurs désirs ni règle ni mesure. Vainement des hommes plus éclairés qu'eux sur les affaires de ce monde et sur la conduite de la vie élevaient la voix pour leur conseiller la modération et la prudence, ils n'écoutaient rien et se perdaient faute de comprendre; et l'on disait : Le doigt de Dieu est là. C'était la formule chrétienne; mais, à les voir suivre, en aveugles et comme des barques emmenées à la dérive, le courant de leurs instincts brutaux, on pouvait sans être un prophète deviner et prédire la fin qui les attendait presque tous. »

Au surplus les contemporains mêmes eurent le pressentiment de cette chute. Un jour, rapporte-t-on, que Salvius et Grégoire de Tours se promenaient autour du palais de Braine, où résidait alors la famille de Chilpéric, le premier tout à coup s'adressant à Grégoire de Tours en lui montrant le faîte de l'édifice : « Est-ce que tu ne vois pas quelque chose au-dessus du toit de ce bâtiment? — Je vois, répondit l'évêque de Tours, le nouveau belvéder que le roi vient d'y faire élever. — Et tu n'aperçois rien de plus? — Rien, répondit Grégoire; si tu vois autre chose, dis-moi ce que c'est. — Je vois, reprit l'évêque Salvius avec un grand soupir, je vois le glaive de la colère de Dieu suspendu sur cette maison. » Neuf ans plus tard, l'assassinat de Chilpéric commençait à réaliser cette fatale prédiction et annonçait la ruine de la famille de Clovis.



MORT DE BRUNEHAUT.

La mort de Brunehaut fut le tragique dénoûment d'une des plus intéressantes luttes des temps mérovingiens : celle de l'esprit de civilisation contre la barbarie; du pouvoir royal contre la fière indépendance des chefs austrasiens. Brunehaut, fille d'Athanagild, roi des Wisigoths, fut mariée dans tout l'éclat de sa jeunesse et de sa beauté au roi d'Austrasie Sigebert, petit-fils de Clovis. La jeune reine en arrivant en Austrasie y apporta les idées d'administration et d'unité de pouvoir sur lesquelles s'était formé l'empire des Wisigoths; elle ne trouvait pas de plus belle organisation que celle de cette grande autorité romaine, dont toutes les parties étaient si régulières, où le calme naissait de l'action respectée de la loi. Dès que son mariage l'eut associée au gouvernement de l'Austrasie, elle prétendit régner souverainement, faire respecter les lois, y soumettre les grands et les punir sans considération de leur rang. La royauté neustrienne, qui avait réussi à faire prévaloir les traditions romaines dans l'ouest, encourageait les efforts de Brunehaut; elle se voua dès lors à cette tâche difficile, et, bien que ses débats avec Frédégonde aient plutôt donné une longue popularité à son nom, c'est dans le gou-

vernement intérieur de l'Austrasie que cette grande individualité de la première époque de notre histoire apparaît dans toute sa force. Ses tentatives de réforme échouèrent contre les libres habitudes des Austrasiens; moins mêlés que les Neustriens à la population gallo-romaine, rajeunis constamment pour ainsi dire par le contact des Germains, ils résistèrent à tous les souvenirs du vieil empire, ils rejetèrent violemment la civilisation qu'on prétendait leur imposer : Brunehaut succomba à la fin, mais on n'en doit pas moins admirer l'étonnante énergie de ce caractère qui durant cinquante ans, et parfois avec succès, lutta contre l'opposition puissante des Austrasiens. Elle réussit d'abord dans ses desseins; sa grâce, la supériorité de son esprit lui acquirent sur son époux une influence considérable : « La jeune vierge, dit Grégoire de « Tours, avait de la noblesse dans ses actions; elle était belle à voir, « ses manières respiraient la politesse et la grâce; elle était bonne pour « le conseil, et ses discours charmaient. » Sigebert se laissa surprendre par tant de séductions : la belle et noble fille du midi domina le barbare; les lois austrasiennes furent réformées, et la peine de mort substituée à l'expiation pécuniaire. Pendant neuf années, tant que Sigebert exista, l'Austrasie quoiqu'avec impatience subit ces réformes; mais à la mort de celui-ci commença pour Brunehaut une lutte remplie de périls et de vicissitudes, les haines long-temps contenues éclatèrent avec véhémence. Dès que Sigebert fut tombé sous les coups de Frédégonde, les Austrasiens refusèrent de combattre pour l'étrangère; ils l'abandonnèrent en face de Chilpéric, dont Sigebert avait envahi les possessions. Brunehaut préféra encore le ressentiment de celui-ci à la haine de ses *leudes;* elle demeura à Paris, d'où le roi de Neustrie, n'osant la faire périr, l'envoya prisonnière à Rouen tandis que les Austrasiens, enlevant son fils Childebert, à peine âgé de cinq ans, le ramenaient à Metz. Lorsqu'après son mariage avec Mérovée, fils de Chilpéric, Brunehaut s'échappa de la tour de Rouen et revint en Austrasie, elle y trouva les leudes maîtres absolus sous un roi enfant; elle essaya cependant de ressaisir l'autorité : un parti puissant se forma en sa faveur, mais il fut vaincu; et comme au moment du combat elle voulait intervenir pour sauver Lupus, duc de Champagne, les grands qu'elle avait espéré soumettre la repoussèrent avec dédain : « Retire-toi, ô femme, dirent-ils à la reine, si tu ne veux « être foulée aux pieds de nos chevaux; qu'il te suffise d'avoir gouverné « le royaume sous ton mari : maintenant c'est ton fils qui règne, et son « royaume est sous notre protection. »

A la majorité de Childebert, ou pour mieux dire dès qu'il put porter une épée et commander par lui-même, l'influence de Brunehaut reprit son ascendant. Une conspiration des leudes contre Childebert fut déjouée, les chefs principaux en furent mis à mort, et le roi d'Austrasie reprit une autorité absolue. Ce fut la période la plus heureuse du gouvernement de Brunehaut; elle se vit si bien affermie qu'à la mort de son fils elle resta, sous le nom de ses petits-fils, seule maîtresse du pouvoir en Austrasie. Elle était alors respectée des papes, des empereurs, des rois barbares; obéie des grands; elle protégeait les arts, construisait des monastères, réformait les mœurs du clergé et correspondait avec le pape Grégoire-le-Grand, qui, au sujet de la conversion des Anglo-Saxons, à laquelle elle avait pris part, lui écrivait : « L'autorité doit être basée « sur la justice; vous tenez inviolablement à cette règle, on le voit « à la manière digne d'éloges avec laquelle vous gouvernez tant de peu- « ples divers. Votre zèle est ardent, vos œuvres précieuses, votre âme « affermie dans la crainte de Dieu. » Autour de Brunehaut, en même temps que les lois s'exécutaient, les monuments s'élevaient, les routes se traçaient à l'imitation des grandes voies romaines; elle apportait à ces travaux une telle ardeur que, « de mon temps, écrit Aimoin deux siècles « plus tard, on montre encore une foule d'édifices que Brunehaut a « construits : ils existent en si grand nombre et dans toutes les parties « de la France que l'on a peine à croire qu'ils soient l'ouvrage d'une « même femme. » Aujourd'hui même, en Bourgogne, en Lorraine, en Flandre, on rencontre les restes de plusieurs chaussées, de quelques édifices que les habitants nomment : *levées de Brunehaut, chemins de la Reine, tour de Brunehaut*. Le souvenir de la reine d'Austrasie, qui gouverna, on peut le dire, pour assurer les droits des faibles autant que ceux de la royauté, s'est conservé traditionnellement dans le peuple.

Ce furent les dernières prospérités de la vie de Brunehaut : chassée d'Austrasie par Théodebert, son petit-fils, elle est obligée de se réfugier auprès du second fils de Childebert, Théodoric, roi de Bourgogne; elle l'arme contre son frère. Le roi d'Austrasie vaincu à deux grandes batailles, à Toul et à Tolbiac, est tué avec ses enfants par le conseil de son aïeule. Brunehaut semble de nouveau triompher; mais au milieu de ses succès Théodoric meurt lui-même, laissant quatre fils encore enfants à la tutelle de la vieille reine. Celle-ci se disposait à s'emparer de l'Austrasie et de la Bourgogne et à rétablir, selon l'ambition de sa vie entière, un vaste empire sur le modèle de Rome, quand les leudes d'Austrasie

crurent arrivée l'occasion d'en finir avec leur implacable adversaire. Une ligue se forme; et Brunehaut, qui marchait avec une armée de Bourguignons et d'Austrasiens contre Clotaire II, roi de Neustrie, lui est livrée par les siens, comme déjà quarante ans auparavant on l'avait abandonnée à la fureur de Chilpéric.

A la vue de l'ancienne ennemie de sa mère, le fils de Frédégonde sentit s'éveiller en lui une invincible haine; il accabla d'injures la reine d'Austrasie, lui reprocha la mort de tous ceux qui s'étaient engagés à diverses époques dans sa cause, et il condamna à un supplice affreux cette femme énergique qui avait un instant commandé à deux royaumes, qui était fille, sœur, épouse et mère de rois. Pendant deux jours il la fit traverser les rangs de son armée, honteusement montée sur un chameau, exposée aux mépris et aux rires de ses soldats; puis, quand la malheureuse reine eut épuisé jusqu'à la fin cette flétrissante ignominie, le roi la fit attacher par les cheveux, par un bras et par un pied à la queue d'un cheval indompté. Bientôt le sang de Brunehaut, ses membres déchirés couvrirent l'espace que l'animal, excité par le fouet et par les cris des soldats, parcourait dans une course furieuse.

Suivant une ancienne tradition, le corps meurtri fut placé sur un monceau de bois auquel on mit le feu; ensuite on plaça sous le grand autel de l'église d'Autun les cendres et les os à demi brûlés qu'on avait recueillis sur le bûcher. En 1462 ce tombeau fut couronné d'une arcade dans l'intérieur de laquelle on plaça une inscription consacrée à la mémoire de Brunehaut.

A la mort de la reine d'Austrasie commence la déchéance de la race mérovingienne, qu'elle avait essayé d'affermir par de grandes institutions; l'autorité des maires du palais se substitue au pouvoir royal, et dès lors, dans les luttes de la Neustrie et de l'Austrasie, on voit apparaître au premier rang les chefs de la race carlovingienne. Les écrivains qui ont raconté la vie de Brunehaut obéirent aux ressentiments des Austrasiens, sur qui elle avait prétendu appesantir le joug de la loi; sa mémoire fut flétrie d'accusations odieuses, et l'on plaça long-temps sur la même ligne Frédégonde et la princesse wisigothe. Sans doute Brunehaut imita souvent les exemples cruels que donnaient les barbares; mais néanmoins, par son courage, par l'énergie de son caractère, par l'élévation de son esprit, même par sa bonne et sa mauvaise fortune, la fille d'Athanagild reste la plus imposante figure de ce temps.



BATAILLE DE TESTRY.

La bataille de Testry, l'une des plus importantes de notre histoire, fut l'issue de la grande lutte de l'Austrasie contre la Neustrie. Le débat d'abord tout personnel avait pris à la longue, et surtout depuis que l'autorité royale s'était effacée devant celle des maires du palais, le caractère d'une véritable haine nationale. A mesure que les Neustriens se mêlaient davantage aux populations gallo-romaines et adoptaient la civilisation des vaincus, les différences de mœurs s'étaient accrues entre eux et leurs adversaires. Les Austrasiens, voisins du Rhin, étendus sur ses rives, conservaient les traditions germaniques, la fière indépendance, la sauvage liberté de leurs pères; ils ne voyaient pas sans quelque dédain les Neustriens, entraînés à toutes les coutumes et à tous les vices de la société romaine, perdre pour ainsi dire leur supériorité de conquérants et se confondre avec ceux qu'ils avaient autrefois soumis. Farouches, belliqueux, fortement unis, appuyés encore à la terre nationale, les Austrasiens s'attribuaient exclusivement le nom de Francs et donnaient avec mépris celui de Romains aux Neustriens.

A cette cause principale, qui avait divisé en deux peuples la même

race, s'ajoutait la situation politique également différente dans l'une et dans l'autre contrée. Sous la domination des rois neustriens, les plus directs héritiers de Clovis, l'influence des leudes, des grands propriétaires, des chefs principaux s'était lentement affaiblie, et avait cédé au pouvoir royal; en Austrasie, au contraire, l'aristocratie était demeurée forte, supérieure à tout pouvoir, maîtresse dans l'État : à la soumettre Brunehaut avait succombé; et Pépin-d'Héristal, le maire du palais d'Austrasie, petit fils de Pépin-le-Vieux par sa mère, de saint Arnould par son père, lui qui tenait aux plus illustres familles, qui avait pu faire disparaître de Metz jusqu'au vain fantôme de la royauté, Pépin d'Héristal n'était puissant que par l'appui des leudes, dont il fut le représentant. Tant d'éléments divers dans les habitudes et dans l'organisation avaient créé d'inconciliables oppositions, un profond dissentiment, qui, avec la soumission des Francs de l'ouest aux Francs de l'est, amena la ruine de la race mérovingienne, et plaça sur le trône une dynastie nouvelle.

C'est à Testry que ces principes ennemis se rencontrèrent; c'est là que se décida la question, et que triompha avec l'Austrasie la famille d'où Charlemagne devait sortir. Pépin d'Héristal était alors seul maître en Austrasie; en Neustrie régnait Théodoric III, ou plutôt le maire du palais : Berthaire car déjà les Mérovingiens ne comptaient plus guère dans l'histoire que par leur nom. Berthaire continuait la pensée d'Ébroïn; il combattait victorieusement l'influence des leudes et les obligeait à se soumettre ou à quitter la Neustrie : cette persécution active fut l'occasion de la guerre entre les deux contrées. Les fugitifs s'étaient liés avec Pépin et l'excitaient à armer contre Berthaire; la cause des leudes était en Austrasie une cause favorable. Pépin d'Héristal l'embrassa avec ardeur : il demanda à Berthaire qu'il rendît leurs biens aux chefs exilés de la Neustrie et qu'il les rappelât; le maire du palais de Neustrie répondit avec orgueil qu'il les irait chercher en Austrasie. Pépin, ayant alors réuni les leudes et les auxiliaires d'outre-Rhin, les tribus germaniques, marche vers la Neustrie; il s'avance jusqu'à une forêt située sur la limite des deux pays, assemble encore une fois les chefs austrasiens, leur expose ses intentions et demande leur avis : ceux-ci l'applaudissent à la fois du bruit de leurs armes et de leurs acclamations; puis l'armée, après avoir invoqué le secours de Dieu, entre dans le Vermandois jusqu'à un lieu nommé Testry, à peu de distance de Saint-Quentin. De son côté, à la nouvelle de cette invasion, Théodoric ou plutôt Berthaire forme une armée et vient au-devant des Austrasiens. Pépin, en présence de ses adver-

saires, envoie demander au roi de Neustrie le rappel des leudes dont il avait pris le parti : il est de nouveau refusé et se dispose à combattre.

Dans cette circonstance décisive, le maire d'Austrasie apporta une prudence et une habileté remarquables; jusqu'au dernier instant il voulut conserver l'apparence du droit, et lorsqu'il fallut en venir à un engagement il mit dans ses dispositions une intelligence supérieure à celle que les Francs montraient habituellement dans leurs rencontres. Une petite rivière séparait les deux armées, pendant la nuit Pépin la franchit avec ses troupes et va s'établir sur la rive orientale, au-dessus du camp qu'occupait Théodoric; ayant ensuite formé les rangs, indiqué à chacun son commandement, il attend patiemment le jour pour attaquer l'ennemi, « avec » le secours de Dieu, aux rayons du soleil levant. »

Dès que l'horizon s'éclaire, on vient dire à Théodoric que le camp des Austrasiens est désert et incendié en partie; aussitôt le roi sort avec ses troupes, afin de leur donner le pillage du camp abandonné et de poursuivre Pépin : c'est alors que celui-ci accourt et se précipite sur les Neustriens. Le combat fut long et acharné : malgré le désordre dans lequel on les surprenait, les soldats de Théodoric luttèrent avec courage; mais enfin il fallut céder, le succès de la journée de Testry resta à l'Austrasie, et le monde barbare, la société germanique l'emporta encore une fois sur la civilisation romaine. Berthaire fut tué avec ses leudes, les meilleurs chefs succombèrent; Théodoric et les débris de son armée s'enfuirent en toute hâte et ne s'arrêtèrent qu'après avoir mis la Seine entre eux et leurs vainqueurs. Pépin cependant ne tarde pas : il donne à peine aux siens le temps de piller le camp des vaincus et vient assiéger Paris, où s'était retiré le roi de Neustrie; après une faible résistance les habitants, abandonnant la cause de leur chef, amènent Théodoric à Pépin. Le descendant de Clovis, le souverain de la Neustrie est conduit en captif au maire du palais d'Austrasie; mais cette royauté mérovingienne était devenue si débile, si inoffensive, que Pépin d'Héristal dédaigna de déposer Théodoric : il lui laissa le titre de roi, se réservant d'en conserver le pouvoir.

La bataille de Testry termine la destinée de la dynastie mérovingienne; son nom subsiste encore quelque temps, mais sans gloire et sans autorité. La race de Clovis s'affaisse obscurément dans son impuissance, soumise entièrement aux caprices des maires du palais. Alors s'accomplit l'étrange prédiction qui, dit-on, fut faite à Childeric Ier par Bazine, sa femme. Le père de Clovis ayant enlevé Bazine, l'épouse du roi de

Thuringe, « celle-ci, selon une vieille légende que rapporte Grégoire de Tours, lui dit la première nuit de leur mariage : « Va; et ce que tu » auras vu dans la cour du palais, tu le diras à ta servante. » Childeric, s'étant levé, vit des lions, des licornes, des léopards qui se promenaient; il revint et dit ce qu'il avait vu. La femme lui dit alors : « Va » voir de nouveau, et reviens dire à ta servante. » Il sortit et vit cette fois des ours et des loups. A la troisième fois il vit des chiens et d'autres bêtes chétives. Bazine dit alors au Franc : « Ce que tu as vu des » yeux est fondé en vérité; il nous naîtra un lion, tes fils courageux ont » pour symboles le léopard et la licorne. D'eux naîtront des ours et des » loups pour le courage et la voracité. Les derniers rois sont les chiens, » et la foule des petites bêtes indique ceux qui vexeront le peuple mal » défendu par ses rois. »

Quelque singulier que soit ce récit, n'est-ce pas après tout la fidèle histoire de la famille de Clovis, qui s'en va constamment en s'affaiblissant, en perdant les fortes qualités qui avaient commencé sa fortune? « La dégénération est en effet rapide chez ces Mérovingiens, dit M. Michelet : des quatre fils de Clovis, un seul, Clotaire, laisse postérité; » des quatre fils de Clotaire, un seul a des enfants; ceux qui suivent » meurent presque tous adolescents; il semble que ce soit une espèce » d'hommes particulière. Tout Mérovingien est père à quinze ans, caduc » à trente : la plupart n'atteignent pas cet âge; Charibert II meurt à » vingt-cinq ans; Sigebert II, Clovis II, à vingt-six, à vingt-trois; Childeric II, à vingt-quatre; Clotaire III, à dix-huit; Dagobert II, à vingt- » six ou vingt-sept. »

En mourant, Pépin d'Héristal laissait un successeur qui devait continuer vaillamment sa tâche et achever, à la bataille de Vincy, remportée en 717 sur les Neustriens et les Aquitains réunis, l'œuvre commencée à Testry : c'était Charles-Martel, l'heureux vainqueur des Saxons, des Neustriens et des Sarrasins d'Espagne; le hardi conquérant, qui, sûr de sa force et de sa puissance, ne désira même pas y ajouter le titre de roi. La dynastie carlovingienne, qui devait sitôt déchoir et succomber sous l'aristocratie féodale, comme celle de Clovis était tombée devant l'influence des leudes, commençait avec éclat, et ses premiers chefs lui acquéraient des titres solides de renommée. A une époque où la société moderne n'était pas encore fondée, Pépin d'Héristal a sauvé d'une ruine complète la domination franque en l'enlevant, dans la journée de Testry, aux Neustriens affaiblis et en quelque sorte dégénérés.



BATAILLE DE POITIERS.

Tandis que le christianisme étendait lentement sur l'Europe son influence civilisatrice, un homme doué d'une imagination merveilleuse, d'une énergie peu commune, d'une éloquence irrésistible, Mahomet, proclamait en Asie une doctrine, mélange confus des traditions juives et de certaines hérésies chrétiennes, qui allait devenir la religion de l'Orient. Appuyée sur l'implacable loi du fatalisme, animée du sombre fanatisme de son chef, la secte nouvelle avait fait de rapides progrès ; maîtresse de l'Asie, elle avait pénétré en Afrique et soumis à ses principes toute la côte septentrionale ; arrivée au détroit, en face de l'Espagne, elle l'avait hardiment franchi et s'était solidement établie dans l'empire détruit des Visigoths ; en moins d'un siècle enfin, de 622, première année de l'Hégire, jusqu'en 711, la loi de Mahomet, le Coran, avait fait reconnaître son autorité des bords de l'Indus jusqu'au pied des Pyrénées. Ces éclatants et prompts succès n'avaient cependant pas satisfait les musulmans ; le fanatisme de leurs convictions et l'ardeur du pillage les poussaient vers l'Europe chrétienne, et, paisibles possesseurs de la Péninsule, ils convoitaient encore les Gaules. Déjà ils avaient fait dans le Midi de rapides et désastreuses invasions ;

l'Aquitaine avait dû repousser leurs attaques sans complétement y réussir, lorsque *Abd-el-Rahman* ou Abdérame, l'émir de Cordoue, le gouverneur de l'Espagne, résolut de tenter la conquête de la Gaule, qui assurait en Europe le triomphe de l'islamisme. Il réunit une armée considérable, fait d'immenses préparatifs et, traversant les Pyrénées au passage de Roncevaux, se précipite sur l'Aquitaine, que gouvernait le duc Eudes, descendant éloigné de la race mérovingienne. Rien ne résiste à l'impétuosité des Arabes, Eudes essaie inutilement de s'opposer à leur invasion; ils surmontent tous les obstacles, détruisent sur leur passage les villes et les églises, remportent une victoire importante sur les rives de la Garonne et s'emparent, après un assaut sanglant, de la ville de Bordeaux, qu'ils pillent et brûlent ensuite : l'Aquitaine était conquise, et Abdérame continuait vers le nord sa marche victorieuse.

La prise de Bordeaux et la soumission de l'Aquitaine par les Arabes émurent non-seulement la Gaule mais toute l'Europe chrétienne. Le péril était imminent, de toutes parts on voyait s'avancer l'étendard de Mahomet; tandis que les musulmans entraient dans les Gaules par les Pyrénées, ils se montraient en Sicile et menaçaient l'Italie : sur leur passage la terreur était profonde; leur conquête était impitoyable, leur autorité inflexible, leur marche persévérante, et un moment on se demanda si dans le monde entier le Coran n'allait pas remplacer l'Évangile. C'était aux Francs, c'était au fils de Pepin d'Héristal, à l'aïeul de Charlemagne, que devait appartenir l'honneur de sauver la civilisation chrétienne. Le duc d'Aquitaine, fugitif, désespéré, s'était adressé à Charles-Martel pour obtenir son appui contre les Sarrasins. Charles, maître, sous le nom des derniers rois mérovingiens, de la Neustrie et de l'Austrasie, avait combattu Eudes et convoitait pour ses leudes la riche province d'Aquitaine; mais, également pressé par les Sarrasins et les Francs, Eudes avait encore préféré la dangereuse alliance de ceux-ci à la domination arabe. Forcé de reconnaître une suzeraineté, il avait choisi celle de Charles-Martel, du duc des Francs, comme il se nommait. Charles, certain, en s'opposant à l'invasion, de défendre ses propres intérêts autant que ceux du duc d'Aquitaine, assemble une formidable armée et marche contre Abdérame.

Les Arabes, poursuivant leur route à travers le pillage et la destruction, étaient arrivés à Poitiers, qui leur avait résisté avec courage. Ce fut là que Charles les rencontra et que se décida, sur les bords de la Loire, cette grande lutte entre les deux croyances, entre la loi du fatalisme et celle du dévouement.

Les Francs se présentaient nombreux, vigoureusement disciplinés; tandis qu'au contraire les soldats d'Abdérame, embarrassés de leur immense butin, traînant à leur suite des captifs, des troupeaux, marchaient dans un désordre d'un funeste présage pour la bataille qui se préparait. Les deux armées demeurèrent sept jours en présence, se considérant réciproquement avec un curieux étonnement. Enfin, un samedi du mois d'octobre 732, les deux armées s'attaquèrent, et la cavalerie musulmane, renommée par son agilité, par la vivacité et la précision de son mouvement, vint se heurter aux lignes franques hérissées de fer : elles résistèrent à ce choc impétueux, auquel elles opposèrent une calme immobilité; les charges multipliées des cavaliers arabes ne purent ébranler les solides bataillons de Charles-Martel, et la nuit survint sans que le succès fût décidé d'aucun côté. Le lendemain, au jour naissant, les deux armées, qui n'avaient point quitté le champ de bataille, renouvelèrent leurs efforts : les cavaliers d'Abdérame réussirent enfin sur quelques points à pénétrer dans les rangs serrés des Francs, mais leurs coups glissaient pour ainsi dire sur les pesantes armures et les fortes épées de ceux-ci; les pesantes framées des hommes du Nord au contraire atteignaient sans merci ces intrépides soldats, qui n'avaient d'autre défense qu'un *burnous* flottant ou une légère cuirasse. Après plusieurs heures de combat, où cependant les avantages furent partagés, une manœuvre habile du duc des Francs lui donna la victoire. Un détachement de chrétiens ayant pénétré dans le camp arabe, une partie de l'armée d'Abdérame quitta le champ de bataille pour aller défendre les riches dépouilles enlevées à l'Aquitaine; ce mouvement jeta parmi les troupes de l'émir un désordre dont les Francs profitèrent, et avant la fin de cette seconde journée la cause du christianisme et de la civilisation l'avait emporté sur l'ascendant si long-temps victorieux de l'islamisme : « les nuées de cavaliers orientaux, armés de larges cimeterres, se brisèrent contre les murs de glace des fantassins du Nord armés de piques et de francisques. » L'émir Abdérame tenta vainement de ramener ses soldats au combat; ils l'abandonnèrent et le laissèrent, avec quelques braves demeurés fidèles qui voulurent partager sa destinée, au plus fort de la mêlée, où il tomba sous les lances chrétiennes. Le camp arabe, rempli des dépouilles de la Gaule méridionale, devint la proie de la Gaule du nord, et l'obscurité de la nuit sauva seule les musulmans de la poursuite des Francs.

Selon les historiens chrétiens de la bataille de Poitiers, la retraite des Arabes fut couverte d'un mystère qui lui donne un caractère étrange et

qui exprime singulièrement la crainte qu'inspiraient les peuples de l'Orient. D'après leur récit, vers la fin de la seconde journée de la bataille de Poitiers, la victoire n'était pas encore certaine pour les chrétiens et la nuit une seconde fois avait suspendu la lutte; les Francs attendaient impatiemment que le jour leur permît de recommencer le combat. Dans le camp des Arabes régnait un profond silence que l'obscurité rendait plus solennel encore; redoutant quelque surprise, frappés d'une terreur superstitieuse devant cet ennemi, même vaincu, les chrétiens n'osaient entrer dans le camp des musulmans bien que le jour eût paru : des éclaireurs, s'étant enfin avancés vers les premières tentes, s'aperçurent seulement alors que le camp était désert; l'armée d'Abdérame était partie sans bruit durant la nuit, abandonnant la plus grande partie de ses bagages.

Cette journée si importante pour l'avenir de la civilisation, cette rencontre solennelle entre le Nord et le Midi, entre les chrétiens et les mahométans, causa une vive impression sur le monde de cette époque. L'imagination des chroniqueurs est frappée d'une émotion que reproduisent leurs récits; la perte des Arabes est évaluée à 375,000 hommes par les auteurs chrétiens. Charles y gagna une immense renommée, le courage qu'il avait montré dans les guerres contre les Neustriens et les Aquitains sembla s'être encore accru en présence des musulmans. C'est à cette bataille de Poitiers qu'il reçut le surnom de *Martel*, « pour ce que, dit la Chronique de Saint-Denis, comme li martiaus debrise et froisse le fer et l'acier, ainsi froissoit-il et debrisoit-il tous les ennemis. » Après la victoire de Poitiers, Charles-Martel poussa jusqu'en Languedoc; il assiégea inutilement Narbonne, entra dans Nîmes et essaya de brûler le grand amphithéâtre romain, les arènes, dont on avait fait une forteresse. Enfin le héros du Nord, ayant parcouru le Midi en vainqueur, remonta vers l'Austrasie, où l'appelait l'invasion germanique, ramenant avec d'immenses richesses une multitude de captifs.

Ce fut surtout à cette grande journée de Poitiers qu'il fit reconnaître ses titres à la royauté, et c'est véritablement en face des musulmans, en sauvant l'Europe du fatalisme de Mahomet, qu'il donna la couronne à son fils, à Pepin-le-Bref, et qu'il établit sur une base glorieuse la dynastie carlovingienne.



ROLAND A RONCEVAUX.

Au retour d'une expédition contre les Maures d'Espagne, Charlemagne, ayant imprudemment divisé son armée dans le passage des Pyrénées, fut attaqué par les Basques, qui défirent complétement son arrière-garde engagée dans la vallée de Roncevaux. Voici comment Éginhard, l'historien de Charlemagne, raconte cet échec du grand empereur : « Charles, dit-il, ramena d'Espagne ses troupes saines et sauves. A son retour cependant, et dans les Pyrénées, il eut à souffrir un peu de la perfidie des Basques. L'armée défilait sur une ligne étroite et longue, comme l'y obligeait la conformation du terrain. Les Basques se mirent en embuscade sur la crête de la montagne, qui, par l'étendue et l'épaisseur de ses bois, favorisait leur stratagème. De là, se précipitant sur la queue des bagages et sur l'arrière-garde destinée à protéger ce qui la précédait, ils la culbutèrent au fond de la vallée, tuèrent, après un combat opiniâtre, tous les hommes jusqu'au dernier, pillèrent les bagages, et protégés par les ombres de la nuit, qui déjà s'épaississait, s'éparpillèrent en divers lieux avec une extrême rapidité.

» Les Basques avaient pour eux dans cet engagement la légèreté de leurs armes et l'avantage de leur position. La pesanteur des armes et la difficulté du terrain rendaient au contraire les Francs inférieurs en tout à leurs ennemis. Egghiard, maître-d'hôtel du roi ; Anselme, comte du palais ; *Rotland*, commandant des marches de Bretagne, et plusieurs autres, périrent dans cette occasion. »

Son nom mêlé au récit de la défaite de Roncevaux, voilà le seul souvenir que l'histoire, dans sa réalité, consacre à Roland. Mais, si Roland n'a historiquement qu'une médiocre importance, sa figure s'agrandit et prend, dans le récit poétique, dans les traditions chevaleresques, des proportions héroïques. Alors ce n'est plus le commandant des marches de Bretagne dont Éginhard ne nous a transmis que le nom et le titre; Roland, le chevalier du moyen âge, est un des principaux personnages de ces naïves épopées où Charlemagne et sa cour apparaissent avec des mœurs imaginaires, des caractères de pure fantaisie, où la personnalité humaine et la réalité historique se transforment sous les inventions capricieuses de l'imagination, où enfin le moyen âge revêt de son costume et anime de ses sentiments, de sa vie toutes ces fortes figures des premiers temps de la France, qui se montrent à lui dans un passé dont l'éloignement change la véritable physionomie. C'est cependant ce héros imaginaire, ce brillant chevalier de la cour du grand roi Charlemagne dont nous avons ici voulu rappeler le souvenir; pour un instant nous avons quitté l'histoire pour le roman, si toutefois c'est abandonner la vérité historique que de se mêler un moment aux goûts littéraires, aux habitudes, à la vie de toute une époque. Nous avons laissé l'annaliste raconter, avec sa sévère exactitude, la défaite de Roncevaux; mais le nom de Roland mérite véritablement une autre attention, et il tient dans l'histoire une place plus considérable que celle qu'il occupe dans le récit d'Éginhard.

Roland, le glorieux vaincu de Roncevaux, le héros des poèmes chevaleresques du moyen âge, rappelle donc tout un ensemble de littérature, représente les mœurs de toute une époque; et c'est sous cet aspect que nous l'avons surtout voulu considérer : c'est Roland revêtu de son armure, serrant sur sa poitrine la célèbre Durandal, que nous nous sommes efforcé de reproduire, plutôt que le commandant des marches de Bretagne. Celui-ci n'est qu'un nom jeté au hasard dans la foule de ceux qu'écrit le chroniqueur; l'autre est le personnage illustre de bien des chants héroïques : c'est la personnification la plus brillante, la plus animée, de cette chevalerie qui née vers le milieu du onzième siècle se prolongea jus-

qu'aux derniers jours du douzième dans sa réalité, et jusqu'au règne brillant de François Ier dans son apparence et dans sa forme. La chevalerie, dont la figure imaginaire de Roland est un des types les plus précis, les plus brillants, fut une institution d'une haute importance à une époque où la force semblait la seule loi, le seul droit. Fondée sur trois grandes passions : la foi, la valeur et l'amour; prenant pour devise : *Dieu et ma dame*, la chevalerie, tant poétique, tant idéale malgré l'imperfection et le vague où elle demeura, fit faire de grandes choses, excita l'enthousiasme et influa heureusement sur le développement moral de la société. A la fois, pour ainsi dire, prêtre et soldat, le chevalier s'appuyait sur le courage et la religion : il faisait bénir cette épée qu'il consacrait à la défense du bon droit; dans son noviciat, il apprenait l'obéissance et la valeur; enfin, avant que le jeune écuyer reçût l'accolade, fût armé chevalier par son maître, il devait avoir fait preuve de vertu, de courage, de piété, et s'être lié par ses serments à protéger le faible, l'orphelin, et à ne combattre que pour la bonne cause; puis il partait pour les grandes aventures, pour les *emprises* d'armes, pour les lointaines expéditions. Ce sont ces mœurs, ces vertus héroïques, cette pureté de cœur, cette vaillante audace que célébraient les poèmes chevaleresques, et, pour en rehausser sans doute l'éclat, on les mit sous le patronage des hommes qui avaient laissé dans l'histoire un nom célèbre, glorieux. C'est ainsi que Charlemagne fut le héros d'un roman, d'une épopée où le vainqueur des Saxons se transforme sous l'armure du chevalier. Dans ces récits l'histoire et la fantaisie, la réalité et l'idéalité se confondent, se mêlent à ce point que, plus tard, l'histoire hésita long-temps sur la voie qu'elle devait suivre, ignorant où était la vérité, et qui elle devait adopter, de ces physionomies idéales, resplendissantes de dévouement, de franchise, de piété, ou de ces barbares et courageux vainqueurs des invasions saxonnes, dont les traits sont durs, sauvages, dont la politique est adroite, rusée, la foi intéressée. Roland est une des plus intéressantes et aussi une des mieux conservées de ces figures à demi réelles, à demi inventées; sa défaite à Roncevaux, son courage et celui des douze pairs qui l'accompagnent, forme un des épisodes les plus remarquables de ce vaste ensemble de poèmes appelé *le Cycle de Charlemagne*, dont la célèbre Chronique de l'archevêque Turpin a fourni les premiers et les principaux traits, et qu'animent Renaud de Montauban et ses frères, Merlin, Gannelon, tous ces personnages fameux des fantaisies chevaleresques du moyen âge.

Nous avons donné d'après les historiens le récit de la défaite et de la mort de Roland. Voici comme la tradition chevaleresque raconte cette journée dont Roland fut à la fois le héros et la victime. Surpris par les Sarrasins dans la vallée de Roncevaux, Roland et les douze pairs se défendent vaillamment; mais, accablés par le nombre, ils succombent. Cependant, « navré de quatre coups de lances, forcé de pierres, » Roland parvient à échapper seul aux Sarrasins. « Lors commença Roland, blessé » qu'il étoit, à aller droit à la voie, tirant vers Charlemagne; tant alla qu'il » vint jusqu'au pied de la montagne de Césarée, au-dessous de la vallée de » Roncevaux, où il trouva un beau préau d'herbe, auquel avoit un bel arbre » et un grand perron; là, descendit de cheval, et s'assit pour soi reposer, et » se trouva si malade que plus ne se pouvoit soutenir, et se tourna le » visage vers Espagne en faisant de grièves complaintes; et lors tira son » épée Durandal toute nue, et, après qu'il l'eut longuement regardée, il » commença à la regretter en pleurant : — Espée très-belle, claire et flamboyante, j'aurai trop grande douleur si mauvais ou paresseux chevalier te » possède après moi! Et ce disant, il se leva, et en frappa trois coups sur » le perron qui étoit là pour la briser et la rompre, et frappa de telle puissance qu'il brisa ledit perron tout en travers et demeura son espée saine » et entière. Alors son cor d'ivoire mit à la bouche, et sonna de si grande » force et vertu qu'il le fendit, et tant s'efforça de souffler qu'il se rompit les » nerfs et veines du col. » Charles entendit l'appel de son neveu; mais le traître Gannelon, qui avait préparé l'embuscade de Roncevaux, l'empêcha de retourner sur ses pas. « Ne voyez-vous pas, dit-il, que Roland » chasse dans la forêt et qu'il n'a pas besoin de vos secours? » Son frère Beaudoin vient enfin à son aide; mais « quand il retourna à lui, il le » trouva prenant mort; il bénist l'âme de lui; son cor, son cheval, son espée » prit et s'en alla droit à l'ost de Charlemagne. »

De tous les souvenirs chevaleresques, celui de Roland est demeuré le plus populaire; à chaque pas, dans le Midi, on retrouve les traces de cette fabuleuse et héroïque figure : la brèche de Roland, dans les Pyrénées, vaste défilé au milieu des montagnes, atteste encore la trempe de sa puissante épée; dans le Roussillon, le pas de Roland maintient son souvenir; à Blaye on a long-temps conservé son cor d'ivoire, ce cor merveilleux dont les sons se faisaient entendre à sept lieues de distance et avec lequel il adressa à son oncle Charlemagne ses suprêmes adieux; enfin souvent nos soldats, dans les guerres contre les Anglais, s'animaient au combat en chantant la romance dont les aventures de Roland forment le sujet.



CHARLEMAGNE VISITE LES ÉCOLES.

En même temps que Charlemagne arrêtait l'invasion des barbares, il essayait de rendre à l'empire sur lequel s'étendait son pouvoir le goût des lettres et des sciences, et de faire jaillir quelques purs rayons de lumière dans cette ignorance profonde et cette complète barbarie où, depuis la chute de l'empire romain, le nord de l'Europe était plongé. Bien que ses efforts n'aient pas obtenu de considérables résultats, et que l'influence littéraire, qu'il avait tenté de fonder, se soit perdue au milieu de ces luttes et de ces agitations dans lesquelles sa race s'est éteinte, cependant il faut reconnaître que ces travaux de l'esprit, qu'il a encouragés et de son exemple et de ses récompenses, forment une des plus nobles portions de sa gloire. Ils donnent à son époque un caractère élevé et pour ainsi dire tout moderne. Cette première renaissance, qui précéda de huit siècles celle qui a définitivement inspiré les littératures modernes, rappelle lointainement par ses études les grands siècles littéraires; et les noms d'Alcuin, d'Éginhard, de Clément d'Irlande, de Théodulfe, de Leidrade, qui forment un savant cortége à celui de l'empereur d'Occident,

méritent quelques respects du moins pour leur zèle, sinon pour l'utilité réelle de leurs recherches. Toutefois leurs études ne furent pas complétement infructueuses; et si elles manquent de cette unité, de ce but formel qu'elles ont dans l'histoire de l'intelligence moderne, elles présentent cependant un caractère de sérieuse érudition, d'attentive application, qui atteste un progrès certain dans les esprits dont elles établissent nettement la direction. C'est la théologie qui occupe alors le premier rang, c'est elle qui excite les plus vives discussions, et l'empereur d'Occident se plaît à prendre une active part aux débats que font naître les questions de controverse religieuse. C'était là le côté vivant et passionné de la littérature de ce temps, si l'on peut employer cette expression.

L'étude des langues latine et grecque, seules véritablement littéraires à cette époque, tirait lentement de l'oubli les élégances de l'antiquité et multipliait dans les monastères les copies des œuvres les plus remarquables du passé. Mais le côté le plus sérieux de ce mouvement intellectuel fut la fondation des écoles nombreuses que Charlemagne établit dans tout l'empire et jusque parmi les Saxons, qu'il voulait civiliser à la fois par la religion et par l'éducation. L'Anglo-Saxon Alcuin et l'Irlandais Clément secondèrent ou plutôt réalisèrent avec courage et intelligence les intentions de l'empereur : ils imitèrent son ardeur pour le rétablissement des écoles dans les villes épiscopales et les grands monastères, et de toutes parts s'élevèrent ces centres d'études d'où sortirent les hommes célèbres des siècles suivants. Dès lors les élèves remplissent les écoles de Ferrières dans le Gâtinais, de Fulde dans le diocèse de Mayence, de Reichenau dans celui de Constance, d'Aniane dans le Languedoc, de Saint-Wandrille en Normandie.

L'école établie par Charlemagne dans son palais d'Aix-la-Chapelle, et dirigée par Alcuin lui-même, devint le modèle de toutes celles qui furent ensuite fondées. On y enseignait la grammaire, la jurisprudence, la poésie, l'astronomie, l'histoire naturelle, la chronologie, l'explication des saintes Écritures, la révision des manuscrits sacrés et profanes, enfin la musique, ou plutôt le chant religieux. Charlemagne, qui à trente-deux ans avait commencé son éducation et par l'énergie de sa volonté était devenu un des hommes les plus savants de son siècle après Alcuin, fut toujours l'un des plus assidus élèves de l'*École du palais*, et ceux qui désiraient lui plaire devaient en suivre les leçons avec zèle. Il marchait à grands pas dans la voie intellectuelle qu'il s'était ouverte, et il exigeait que les hommes de son siècle l'y suivissent avec un égal empressement.

Il animait chacun de son exemple, se montrait dans l'étude actif, infatigable aussi bien que dans ses guerres; sur toutes matières il recevait les enseignements d'Alcuin, qui continuait l'éducation impériale qu'avait commencée Pierre Pisan, et, au milieu des incessantes agitations de sa vie militaire et politique, Charlemagne trouvait le temps d'éclairer son esprit et de donner à tous par ses progrès l'exemple de l'étude. La nuit il se levait soit pour écrire sur ses tablettes, soit pour se livrer aux recherches astronomiques; le jour il assistait régulièrement à cette sorte d'académie, de société littéraire formée dans son propre palais, et parfois la présidait sous le nom poétique de *David*, du roi-poète, qu'il avait pris dans son naïf amour de la science et des lettres.

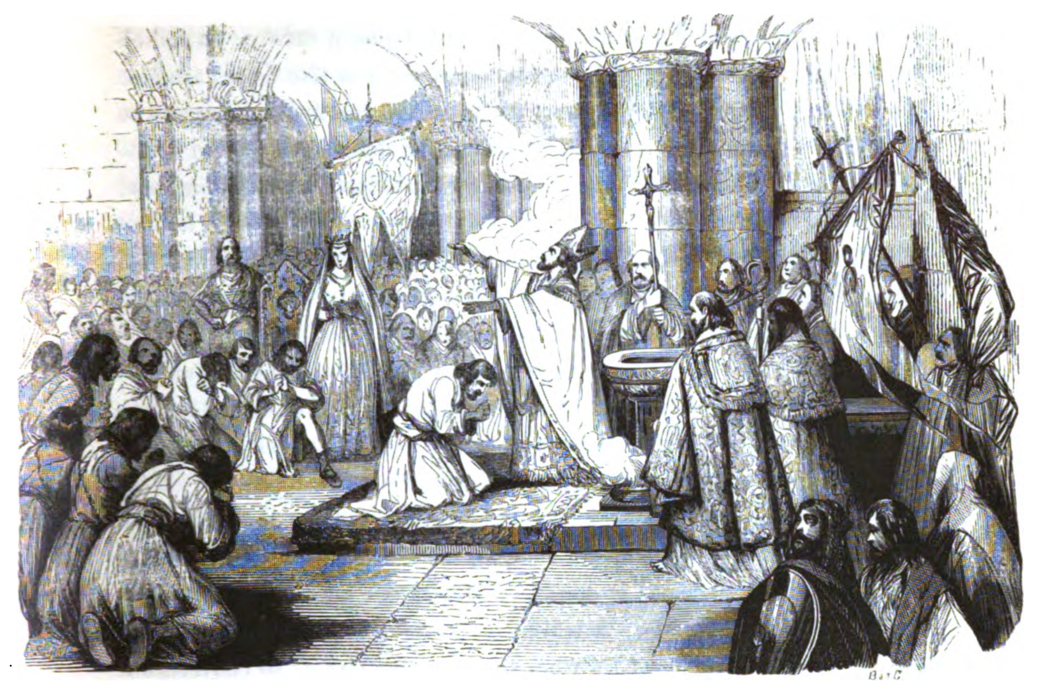
Lorsque, après être allé combattre et soumettre les Saxons au fond de l'Allemagne, il revenait à Aix-la-Chapelle, sa première visite était pour l'École du palais. Chacun alors subissait ses questions : il s'informait des progrès accomplis durant son absence; et lorsqu'ils ne lui semblaient pas suffisants, quand il remarquait quelque négligence dans les études, son mécontentement éclatait en amers reproches. Éginhard, son secrétaire et l'historien de sa vie, raconte un de ces sévères examens, qui prouvent tout l'intérêt que l'empereur d'Occident portait aux écoles qu'il avait fondées dans les Gaules.

Au retour d'une expédition, Charlemagne alla visiter des enfants de diverses conditions. dont il avait confié l'éducation au savant Irlandais Clément, et voulut qu'ils lui montrassent leurs lettres et leurs vers. S'étant aperçu que, comptant sans doute sur les priviléges de leur rang, les plus nobles de ces élèves avaient négligé l'enseignement qu'on leur donnait, tandis que les plus pauvres présentaient des œuvres au-dessus de toute espérance, *confites dans tous les assaisonnements de la sagesse,* ajoute le biographe, le monarque fit ranger les uns et les autres autour de lui. S'adressant alors à ceux qui avaient le mieux répondu à ses désirs : « Mille grâces, mes fils, leur dit-il, de ce que vous vous êtes appliqués de tout votre pouvoir à travailler selon mes ordres et pour votre bien. Maintenant efforcez-vous d'atteindre à la perfection, je vous récompenserai et toujours vous serez honorables à mes yeux. » Puis se tournant, en leur jetant un regard de colère, vers les élèves qui avaient trompé sa confiance : « Vous autres, nobles, continua-t-il, fiers de votre naissance, vous avez négligé mes ordres et votre gloire et l'étude des lettres, vous vous êtes livrés à la mollesse, au jeu et à la paresse; par le Roi du ciel! je ne me soucie guère de votre noblesse, et tenez ceci pour

dit, que, si vous ne réparez par un zèle vigilant votre négligence passée, vous n'obtiendrez jamais rien de Charles. »

Charlemagne apportait une même sollicitude à tout ce qui pouvait hâter les progrès intellectuels dans les Gaules; il montrait pour la musique le goût naturel que la race germanique a pour cet art. Il avait réformé le chant religieux et introduit le chant grégorien; lui-même assistait aux offices, indiquait du doigt ou avec une baguette le clerc qui devait chanter, et remarquait impitoyablement ceux qui s'acquittaient mal de leur devoir. Partout sa vigilance éclatait, et la persévérance qu'il avait mise à s'instruire avant de vouloir enseigner lui donnait le droit de se montrer exigeant.

Demandant aux savants qu'il attirait à Aix-la-Chapelle des leçons à un âge où on n'essaie guère d'apprendre, il ne s'était pas contenté de savoir sa langue nationale, il avait étudié le latin et le grec et avait réussi à parler la vieille langue de Rome avec autant de facilité que la sienne propre. Dans l'année même de sa mort, il corrigea les quatre Évangiles avec des Grecs et des Syriens; précédemment il avait composé une grammaire tudesque et des poésies latines. Enfin il prétendait par les sciences et les lettres donner à son règne l'éclat des beaux siècles de l'antiquité; ce fut là sa passion, ce fut là son plus cher délassement, et il aurait voulu que l'empire entier s'unît à ce mouvement intellectuel qu'il essayait de propager par tous les moyens. Mais le génie littéraire des Francs n'était pas encore éveillé, et ils se refusaient aux efforts de Charlemagne. Alcuin, qui comprenait à la fois son impatience et les obstacles qui l'entravaient, lui écrivait : « Il ne dépend ni de vous ni de moi de faire de la France une Athènes chrétienne. » En effet, comme l'a remarqué M. Guizot, « le mouvement donné aux intelligences comme à la société était hâtif et superficiel, et l'œuvre de Charlemagne devait finir avec lui. » Mais cependant il faut louer les efforts de cette puissante volonté et l'énergie avec laquelle elle essaya d'asseoir sur l'unité de l'enseignement la stabilité et la grandeur de l'empire qu'elle avait fondé. Aussi la France n'a-t-elle pas oublié ces nobles désirs qui attiraient Charles vers les conquêtes de l'esprit; le souvenir de l'élève d'Alcuin, autant que celui du vainqueur des Saxons, s'est conservé précieusement dans nos écoles, dans nos grands établissements d'instruction publique, dans l'université tout entière.



WITIKIND REÇOIT LE BAPTÊME.

La soumission des Saxons fut la grande tâche militaire du règne de Charlemagne; il consacra à cette œuvre de conquête trente-trois années, durant lesquelles il accomplit vingt campagnes. Toujours vaincus par lui, les Saxons se révoltaient toujours contre le joug impérial; il fallut que le chef des Francs passât tout un hiver à poursuivre les tribus saxonnes pour les réduire complétement. Afin d'arrêter leurs menaçantes invasions, Charles se jeta lui-même au milieu des forêts germaniques et alla « chercher les barbares chez eux pour en épuiser la source. » Il avait rencontré des ennemis dont l'activité l'effrayait, et il sentait que la sûreté de l'empire dépendait de ses victoires. M. Mignet, dans un savant mémoire sur l'introduction de l'ancienne Germanie dans la société civilisée de l'Europe occidentale, indique avec sa raison précise le motif impérieux qui poussait ainsi le roi des Francs vers la Germanie : « Charlemagne, » dit il, comprit encore mieux que son père et que son aïeul combien il » importait à la sécurité de son empire de dompter les peuples demeurés » barbares sur ses limites, et de faire entrer ces peuples dans la commu-

« nauté européenne. Aussi ne se contenta-t-il pas d'envoyer au milieu « d'eux des missionnaires, il s'y rendit lui-même à la tête de ses armées. « L'entreprise ainsi conduite dut avoir un succès certain; mais ce succès « fut lent, à cause de la résistance prolongée et désespérée que lui oppo- « sèrent ces populations long-temps indomptables, toujours battues, « jamais soumises. »

La confédération saxonne, qui avait succédé aux Francs dans la Germanie, était partagée en quatre principales tribus, et avait les mœurs, la fière valeur des anciens Germains. Campés pour ainsi dire entre l'Elbe et le Weser, les Saxons, à mesure que les Francs avaient fait un pas dans la Gaule, s'étaient eux-mêmes rapprochés de l'Occident et touchaient presque au Rhin. Mettre un terme à ce perpétuel mouvement des populations européennes, placer une barrière entre l'empire et les barbares à peine arrêtés à l'orient vers la Vistule, telle fut la mission que Charlemagne se proposa; et son énergie, les efforts d'un long règne suffirent à peine pour contenir dans leurs forêts ces guerriers ardents qui voulaient chercher fortune à travers le monde. Cependant il atteignit son but. Les Saxons, arrachés à un grossier paganisme, se convertirent au christianisme; la nationalité germanique se fonda par la puissante intervention du chef des Francs : dès lors un invincible obstacle arrêta les bouleversements de l'Occident.

Dans cette lutte Charlemagne déploya une fermeté pleine de violences, le glaive plus que la parole fut employé dans les conversions qu'on obtint à diverses reprises; mais, pour vaincre tant d'opiniâtres résistances, pour subjuguer cette nationalité, nulle voie moins impitoyable ne s'ouvrait à la volonté de l'empereur d'Occident : il devait vaincre; les développements de la société européenne étaient intéressés à ses triomphes, et cette nécessité supérieure se traduisit dans l'action en cruelles mais inévitables rigueurs. Enfin il eut à combattre un adversaire dont l'intrépidité, la vigueur, l'infatigable activité exigeaient toutes les ressources de son génie. Witikind paraît en 772 à la tête des Saxons, et, jusqu'au jour où il se réconcilia avec Charlemagne en recevant l'eau du baptême, il ne quitta plus un instant le champ de bataille; ou du moins, s'il s'en éloigna par moments, ce fut pour chercher de ennemis au roi des Francs. Celui-ci venait de renverser le glorieux symbole de l'indépendance germanique, le monument d'Arminius ou plutôt d'Hermann, l'héroïque chef qui arrêta les légions de Varus, lorsque Witikind appelle les Saxons aux armes et les conduit contre les bandes

de Charles : défait, il se retire ; puis il reparaît en 776 avec de nouveaux soldats. Charlemagne l'emporte encore, il oblige les Saxons d'implorer sa miséricorde et de recevoir le baptême : dans une assemblée qu'il convoque à Paderborn, les principaux chefs de la nation vaincue se réunissent aux leudes francs pour rendre hommage au vainqueur ; Witikind seul s'abstient d'y venir et, tandis que ses compagnons fléchissent devant la fortune du chef des Francs, il se rend dans le Nord vers Sigefroid, roi des Danois, et lui montre la route du Midi, le chemin de l'empire de Charlemagne.

La guerre recommença durant l'expédition du roi en Espagne ; au moment de la défaite de Roncevaux il apprend que les Saxons marchent de nouveau contre lui, il accourt et les oblige de fuir. En 782 l'insurrection éclate de nouveau, plus générale, plus forte que lors des guerres précédentes ; cette fois la victoire favorise Witikind, qui, dans cette campagne, remporte une complète victoire au pied du mont Sonnethall sur les rives du Weser. Charlemagne revient en Germanie, et, pour l'emporter sur cet ennemi, il se décide à une guerre d'extermination : il poursuit sans trêve les tribus affaiblies, et livre dans le camp de Verden quatre mille cinq cents Saxons à la mort ; puis il s'établit au milieu des forêts et des marais de la Germanie, s'opiniâtre à y rester malgré l'hiver, et enlève à ses ennemis leurs derniers refuges, les bois où ils se cachaient après la défaite, les marais derrière lesquels ils se retranchaient. Il ne quitta cette contrée qu'après l'avoir réduite à une obéissance absolue : les vaincus reçoivent le baptême ; des siéges épiscopaux, confiés à des hommes habiles, sont fondés dans huit villes, à Brême, Halberstadt, Hildesheim, Verden, Paderborn, Minden, Osnabruck et Munster ; les terres sont distribuées au clergé ; enfin des moines, des serfs, des artisans appelés de la Gaule remplacent les populations chassées du territoire. Ces impitoyables mesures anéantirent toutes les résistances : « Dix mille de ceux qui habitaient les bords de l'Elbe sont dispersés avec leurs femmes et leurs enfants çà et là en mille endroits différents de la Gaule et de la Germanie, raconte Éginhard, l'historien de Charlemagne ; alors, le pays étant ruiné, la moitié de la nation détruite, ses dieux regardés désormais comme impuissants, la guerre finit à la condition, prescrite par le roi et acceptée par les Saxons, que ceux-ci renonceraient au culte des idoles et aux cérémonies religieuses de leurs pères, embrasseraient le christianisme, recevraient le baptême, et se mêleraient aux Francs pour ne faire avec eux qu'un seul peuple. »

Les Saxons étaient soumis; mais leur chef, la voix éloquente qui si souvent les avait soulevés, le bras courageux qui avait tant combattu pour cette cause. Witikind avait une seconde fois fui dans le Nord Charlemagne, plutôt que de l'engager dans une lutte désespérée, chercha à le rattacher à sa domination; au lieu d'armées nouvelles, il lui envoya des prélats chargés de lui porter des paroles de foi et de conciliation : le chef saxon accueillit volontiers ces messagers de paix; et bientôt, plein de confiance, il vint avec Abboin, l'un des chefs saxons, trouver Charlemagne à la ville royale d'Attigny sur l'Aisne. Son cœur s'est enfin ouvert au christianisme, Witikind consent à se faire baptiser. Le fier Saxon, couvert de la robe blanche des néophytes, accompagné de plusieurs guerriers qui imitèrent l'exemple qu'il leur donnait, s'agenouilla devant la croix et ne se leva que chrétien. Charles, ses leudes, toute la cour du roi des Francs assistaient à ce nouveau triomphe de l'Évangile sur la barbarie; l'encens s'éleva en nuages dorés, les bannières et les étendards s'agitèrent, l'évêque invoqua Dieu et répandit l'eau sainte sur le front des Saxons : l'Église, en ouvrant les portes du temple à Witikind et à ses compagnons volontairement courbés sous la bénédiction épiscopale, affermissait par la religion les conquêtes de Charlemagne; elle prenait possession de la Germanie comme autrefois elle s'était emparée des Francs en donnant le baptême à leur chef, à Clovis. La conversion de Witikind fut sincère, il pratiqua avec une pieuse exactitude la religion qu'il avait acceptée. Charlemagne avait nommé Witikind duc de Saxe et l'avait renvoyé en Germanie; le chef saxon resta fidèle à ses engagements, désormais il ne prit plus part aux mouvements qui appelèrent à diverses reprises l'empereur d'Occident dans la Saxe du Nord. Witikind laissa en Germanie un nom populaire autant que celui de l'héroïque Hermann : des races royales ont fait remonter jusqu'à lui leur origine; et même, selon certaines traditions, Witikind, par un singulier retour de fortune, serait le chef de cette famille des Capétiens qui devait remplacer un jour sur le trône la dynastie carlovingienne.

Charlemagne, après trente-trois années de guerre, demeura enfin maître, et par les armes et par la religion, de la Germanie soumise. Mais dans cette grande lutte ses adversaires s'étaient servis contre lui d'une arme qui devait être fatale à sa race : Witikind réconcilié laissait, pour venger sa nationalité vaincue, les Normands, dont il avait été autrefois réclamer l'alliance et qu'il avait conduits vers l'empire de Charlemagne.



CHARLEMAGNE

SACRÉ EMPEREUR D'OCCIDENT.

Charlemagne est un de ces hommes supérieurs qui apparaissent dans le monde à de longs intervalles, et dont la gloire, illuminant à la fois l'avenir et le passé, illustre tout un siècle. Tout ce qui fait la grandeur d'une époque, les succès militaires, les études littéraires, les magnifiques constructions, concourut à l'éclat de ce règne de quarante-six ans. C'est à dater de Charlemagne que la France prend dans l'Europe une place importante : « C'est sous sa main, a dit un écrivain de notre » temps, M. Guizot, que s'est opérée la secousse par laquelle la société » européenne, faisant volte-face, est sortie des voies de la destruction » pour entrer dans celles de la création. » Charlemagne arrête la décadence continue des siècles précédents; il comprime le désordre ; il porte, violemment il est vrai, la civilisation chez les peuples barbares, et met un terme à leurs perpétuelles invasions ; il fortifie le clergé, introduit dans l'état une constitution régulière et jette les premières bases de l'unité administrative. Après sa mort, ce vaste empire, dont toutes les parties

ont été si péniblement réunies, doit se démembrer, mais les principes d'organisation qu'il a posés survivront à sa puissance et se perpétueront dans l'avenir.

Tout, dans l'existence de Charlemagne, révèle la passion des grandes choses ; ce n'est plus, comme ceux qui l'ont précédé, un chef barbare ne songeant qu'à la guerre, ne se préoccupant que du pillage ; s'il combat, c'est pour protéger ses frontières et assurer le succès des plans politiques qu'il médite. Au retour de ses expéditions contre les Saxons, contre les Avars, il occupe son repos de tout ce qui peut éclairer les hommes auxquels il commande et hâter les progrès de la civilisation. Partout il fonde des églises nouvelles : à Aix-la-Chapelle, son séjour de prédilection, une superbe basilique s'élève par ses soins; il y prodigue l'or et l'argent, l'orne de portes et de grilles de bronze massif, l'enrichit de candélabres magnifiques, et tire à grands frais de Ravenne et de Rome les marbres nécessaires à la décoration de ce monument, témoignage éclatant de sa foi. En même temps qu'il embellissait Aix-la-Chapelle, il ne négligeait pas les travaux d'utilité générale; il avait réuni les rives opposées du Rhin par un pont en bois qu'un incendie détruisit peu de temps avant sa mort et qu'il voulait remplacer par un pont en pierres. En Allemagne, il commença l'exécution d'un canal destiné à joindre le Rhin au Danube et à faciliter la défense de l'empire en cas d'invasion; projet gigantesque dont s'empare aujourd'hui la science moderne.

Secondé par Alcuin, le savant le plus renommé de ce temps, par Benoît d'Aniane, par Eginhard, son secrétaire et l'historien de cette époque, Charlemagne avait établi de nombreuses écoles, où tous étaient admis et dont lui et ses filles étaient les élèves les plus assidus. Après les longues absences qu'exigeaient ses guerres, il revenait avec empressement à ses études, s'informait des progrès de chacun, examinait lui-même les compositions des écoliers, encourageait les plus studieux de ses éloges, et leur accordait sa bienveillance et sa protection. Le soir et le matin le prince assistait aux chants de l'église, dont il surveillait attentivement l'exécution ; enfin, après une journée si complétement remplie, souvent la nuit il se levait soit pour travailler, soit pour décider sur les contestations qu'on lui soumettait.

Cette rare activité, cette forte intelligence, cet instinct supérieur des nobles actions avaient acquis à Charlemagne l'admiration de ses contemporains. La papauté se plaisait à le nommer son fils bien-aimé; il entretenait des relations avec l'empire d'Orient, et recevait des ambassades

des pays les plus éloignés. La plus célèbre est celle qui lui fut envoyée de l'Asie par le calife de Bagdad, Haroun-al-Raschid. Il fit offrir à Charlemagne les clefs du Saint-Sépulcre, et parmi les présents magnifiques qu'apportaient ses envoyés, les Francs virent avec un étonnement profond une horloge sonnante, la première qui fut introduite en France; un singe et un éléphant, merveilles jusqu'alors inconnues aux hommes du Nord. Des diverses contrées de l'Europe, les princes se rendaient à la cour d'Aix-la-Chapelle, soit pour solliciter l'amitié du roi des Francs, soit pour réclamer son appui. Ainsi Egbert, roi de Sussex, Eardulf, roi de Northumberland, venaient se former à la cour de Charlemagne, qui plus tard les rétablissait tous deux dans leurs états; Lope, duc des Basques, était aussi élevé auprès de lui; les rois chrétiens et les émirs d'Espagne le suivaient jusque dans les forêts de la Bavière, implorant ses secours contre le calife de Cordoue; Alfonse, roi de Galice, offrait au roi des Francs les riches tapisseries qu'il avait prises au siége de Lisbonne. Tous étalaient un luxe, une magnificence, qui contrastaient avec la simplicité de Charlemagne, fidèle au costume des anciens Germains, et dont habituellement les vêtements différaient peu de ceux des gens du commun. Il portait une tunique serrée par une ceinture de soie; des sandales, maintenues par des bandelettes qui se croisaient sur ses jambes, chaussaient ses pieds, et toujours il était couvert du vaste manteau des Francs; il repoussait les habits étrangers, quelque riches qu'ils fussent, et ne souffrait pas qu'on l'en revêtît. Dans les grandes solennités, et quand il donnait audience aux ambassades des nations étrangères, il se montrait alors avec un justaucorps brodé d'or, des sandales ornées de pierres précieuses, un manteau retenu par une agrafe d'or, et un diadème tout brillant d'or et de pierreries.

Un hommage solennel que lui rendit le pape Léon III mit le comble à la puissance de Charlemagne.

L'an 800, une conspiration ayant éclaté à Rome, le pape Léon III, dont les jours avaient été menacés, s'était réfugié auprès du roi des Francs, qui bientôt après l'avait renvoyé triomphant dans la ville sainte. Voulant mieux affermir encore l'autorité papale, Charlemagne était passé en Italie pour punir les rebelles. Le pape, la main sur l'Évangile, avait protesté contre les accusations de ses ennemis. « Comme j'espère, avait-il dit, au jour du jugement dernier participer aux bienfaits du saint Évangile, je suis innocent des crimes qu'on m'a faussement imputés. » Les calomniateurs avaient été arrêtés et envoyés en exil; l'ordre était rétabli dans Rome.

Quelque temps après, le jour de la fête de Noël, le roi assistait à la messe dans l'église des Saints-Apôtres; il était agenouillé devant l'autel de Saint-Pierre, absorbé dans sa prière, quand, tout d'un coup, le pape, qui avait célébré l'office, se dirigeant vers lui, versa l'huile sainte sur son front et posa sur sa tête une couronne d'or. Tout le peuple romain qui remplissait l'église, se levant alors, s'écria par trois fois : « A Charles, AUGUSTE, couronné par Dieu grand et pacifique empereur des Romains, vie et victoire. » Puis, après *Laudes*, pour rendre cette consécration plus respectable encore, Charlemagne, suivant la coutume des anciens princes, fut adoré par le pape, et, quittant désormais le titre de patrice, il prit celui d'empereur et *auguste*.

Cet acte important, qui après trois siècles renouvelait l'empire d'Occident dans la personne du roi des Francs, donna à son pouvoir une force nouvelle. Toutefois Charlemagne ne se trompait pas entièrement sur la durée de son empire, et il sembla, pour ainsi dire à l'heure même de son triomphe, prévoir les rudes épreuves qui devaient en amener si rapidement la décadence.

Avant d'entrer en Italie pour rétablir l'autorité de Léon III, Charlemagne, ayant parcouru la Gaule, arriva inopinément dans une ville maritime de la Gaule Narbonnaise. Tandis qu'il dînait, sans s'être encore fait reconnaître, des corsaires normands vinrent pour exercer leurs pirateries jusque dans le port; en apercevant les barques, les uns crurent que c'étaient des marchands juifs ou africains, d'autres disaient bretons; mais Charles les reconnut à la légèreté de leurs bâtiments. « Ce ne sont pas là des marchands, dit-il, mais de cruels ennemis. » A ces mots, tous les Francs, à l'envi les uns des autres, coururent à leurs navires; mais inutilement : les Normands s'étaient enfuis. Alors l'empereur, s'étant levé de table, se mit à une fenêtre qui s'ouvrait vers l'orient, et demeura long-temps en silence le visage inondé de larmes. Comme personne n'osait l'interroger, il dit aux grands qui l'entouraient : « Savez-vous, mes fidèles, pourquoi je pleure amèrement? Certes, je ne crains pas qu'ils me nuisent par ces misérables pirateries; mais je m'afflige profondément de ce que, moi vivant, ils ont été près de toucher ce rivage; et je suis tourmenté d'une violente douleur quand je prévois ce qu'ils feront de maux à mes descendants et à leurs peuples. »

Douloureuse prophétie, qui devait se réaliser presque dès le lendemain de la mort de Charlemagne.



TRAITÉ DE VERDUN.

A la mort de Louis-le-Débonnaire, en 840, Lothaire, son fils aîné, associé depuis vingt-trois ans à l'empire et reconnu dans une assemblée générale des Francs comme le successeur du dernier empereur, réclama auprès de ses frères le titre et les droits fixés en 817 par la *Constitution impériale*. Il prétendit exercer sur eux une supériorité réelle; il exigea l'hommage et le serment de fidélité de Charles-le-Chauve, roi de Neustrie, et de Louis-le-Germanique, roi de Bavière « Il envoya donc des messagers par tous les pays des Francs pour annoncer qu'il prenait possession de l'empire et pour se faire prêter serment, » annonçant qu'il voulait continuer l'unité de l'empire et gouverner seul avec ses frères pour lieutenants. Mais c'était un vain projet que de songer à réunir sous un pouvoir unique les contrées diverses, opposées de mœurs et d'intérêts, dont Charlemagne avait autrefois formé son vaste empire. Il avait fallu, pour les maintenir sous sa domination, le joug violent de la conquête; après lui, dès le règne de son fils, les oppositions profondes des peuples vaincus commencent à se manifester et se prononcent énergiquement dans les guerres que les révoltes de ses enfants suscitèrent à Louis-le-

Débonnaire. Quand le vieil empereur mourut au milieu du Rhin, sur cette frontière qui devait partager son empire en deux grandes portions, l'union devenait de plus en plus impossible; et, lorsque les frères de Lothaire, pour se soustraire à son autorité, armèrent contre lui, ils furent secondés dans leurs hostilités par ce besoin d'indépendance, de nationalité, pour ainsi dire, qui pressait les diverses parties de l'empire d'Occident. Sans se rendre nettement raison du sentiment qui les faisait agir instinctivement en quelque sorte, les provinces des deux côtés du Rhin, les Francs de Charles-le-Chauve et les Germains de Louis de Bavière, s'emparèrent volontiers des querelles des fils de Louis-le-Débonnaire pour en faire le prétexte d'une séparation.

Lothaire le premier donne le signal de la grande lutte qui allait s'engager et marche contre ses frères; ils le supplient de « ne pas » troubler les royaumes que Dieu et leur père leur ont confiés. » L'empereur ne voulut pas se retirer, et il attaqua Charles-le-Chauve, qui le battit, tandis que Louis passait le Rhin et défaisait également les troupes impériales. Enfin les trois frères, Charles et Louis d'une part, Lothaire de l'autre, se trouvèrent de nouveau en présence à Fontanet ou Fontenay près d'Auxerre. Avant d'en venir aux mains les rois de Neustrie et de Germanie essayèrent encore de fléchir l'orgueil de Lothaire, et lui offrirent une dernière fois la paix. Celui-ci, qui attendait Pepin, roi d'Aquitaine, son allié, feignit un instant d'accueillir ce projet de conciliation; mais, lorsqu'il eut réuni toutes les forces dont il pouvait disposer, il envoya dire à ses frères : « Sachez que le titre d'empereur m'a » été donné par une autorité supérieure, et que j'ai besoin de toute gran- » deur pour remplir une si haute charge. » Toute espérance de paix disparaissait, on se disposa à remettre la décision de ce débat au jugement du Dieu tout-puissant. Charles et Louis se préparèrent au combat par le jeûne et la prière, et le 25 juin 841 s'engagea sur les bords de l'Endrie, près d'Auxerre, la bataille de Fontanet. Toutes les nations dont l'empire se composait étaient représentées dans cette journée solennelle, qui amena la conclusion du traité de Verdun, d'où sortit l'organisation de l'Europe moderne. Trois cent mille hommes furent aux prises durant six heures, et les historiens de cette époque disent que quarante mille hommes demeurèrent de chaque côté sur le champ de bataille; Lothaire cependant fut vaincu et s'enfuit devant ses frères. Ceux-ci, soit épuisement, soit par un reste de pitié, ne le poursuivirent pas, et remercièrent Dieu de sa protection par un jeûne de trois jours.

L'année suivante Lothaire reprit les armes contre Charles-le-Chauve; mais le roi de Neustrie appela de nouveau Louis-le-Germanique à la défense de la cause commune, et, pour donner à leur alliance un caractère plus stable, ils voulurent en promettre publiquement le maintien. Les deux rois réunirent leurs troupes sous les murs de Strasbourg, sur les rives mêmes du Rhin, et là, en présence de leurs armées qui étaient comme les témoins de leur engagement, après avoir chacun exposé la légitimité de leurs demandes, la justice de leur cause, ils jurèrent de maintenir la séparation nationale et de ne point faire la paix l'un sans l'autre. Afin de donner à leur serment plus de force, le roi de Bavière, Louis, le prononça dans la langue des Francs, en langue romane ou française, et Charles-le-Chauve le répéta en langue germanique. Cet engagement, dont le texte est le plus ancien monument des langues française et allemande, et qui pour la première indique positivement la division de l'Europe en deux peuples distincts, était ainsi conçu dans la langue romane, formée du celtique, du latin et du germain : « *Pro Don amur, et pro christian poblo, et nostro commun salvamento, dist di in avant, in quant Deus savir et podir me dunat, si salvareio cist meon fradre Karlo et in adjudha, et in cadhuna cosa, si cùm om per dreit son fradre salvar dist, in o quid il mi altre si fazet. Et ab Ludher nul plaid nunquam prindrai qui meon vol cist meo fradre Karlo in damno sit.* » Voici, d'après M. Augustin Thierry, la traduction de ce premier et précieux titre de notre langue nationale, que nous a transmis Nithard témoin de la bataille de Fontanet et de l'assemblée de Strasbourg : « Pour l'amour de Dieu, et pour le peuple chrétien, et notre commun salut, de ce jour en avant, et tant que Dieu me donnera de savoir et de pouvoir, je soutiendrai mon frère Karle ici présent, par aide et en toute chose, comme il est juste qu'on soutienne son frère, tant qu'il fera de même pour moi. Et jamais, avec Lother, je ne ferai aucun accord qui de ma volonté soit au détriment de mon frère. »

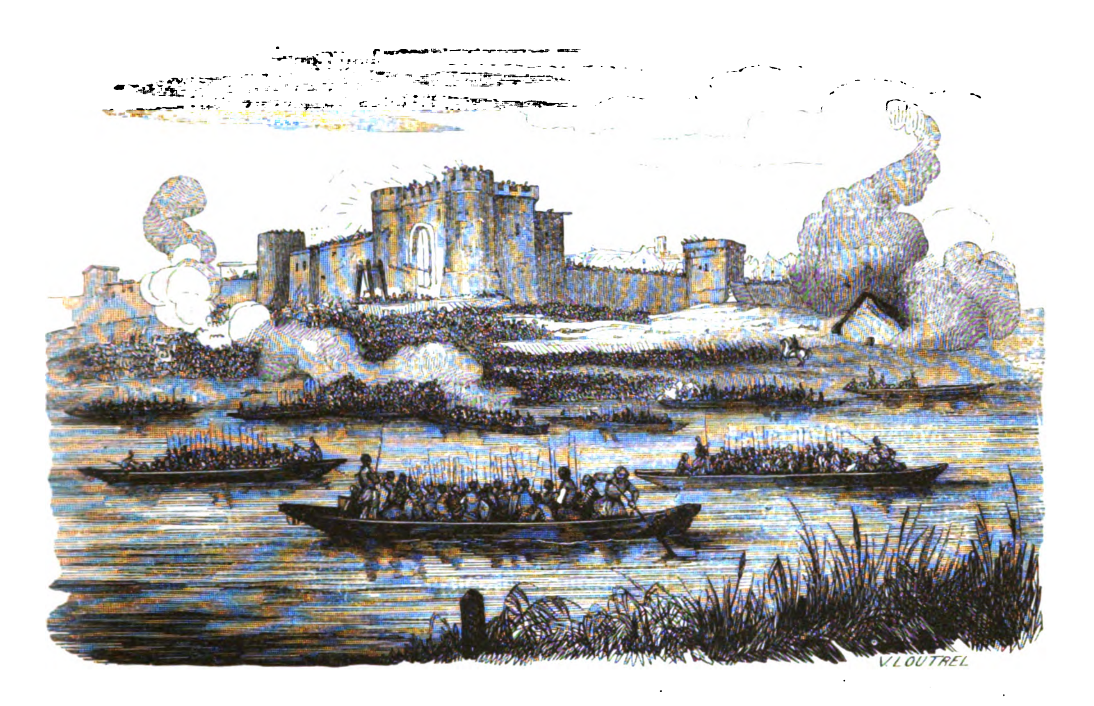
Après que les deux rois se furent unis par ces solennelles paroles, les Francs et les Teutons se lièrent également par un serment à la cause de leurs chefs : « Si Louis garde le serment qu'il a prêté à son frère Charles, dirent les *Français*, et si Charles, mon seigneur, de son côté ne le tient pas, je ne lui donnerai aucune aide contre Louis. » Les *Allemands* répétèrent cet engagement en changeant seulement l'ordre des noms des deux rois.

La conclusion de cette alliance jurée dans des termes si précis, sur

la limite de ces royaumes qui venaient pour ainsi dire de se former, devant ces armées qui s'étaient associées aux serments des petits-fils de Charlemagne, fut longuement célébrée par des réjouissances et des fêtes militaires. « La volonté de maintenir ce bon accord, qui devait leur » procurer l'indépendance, était si forte dans l'esprit des peuples, dit » M. Augustin Thierry, qu'on n'apercevait plus la moindre trace de leur » ancienne hostilité. » Des combats simulés mirent aux prises les nations que Charlemagne avait autrefois armées l'une contre l'autre, sans qu'aucun ressentiment vînt troubler ces jeux. « Des Gascons, des Austra- » siens, des Saxons et des Bretons en nombre égal luttaient l'un contre » l'autre dans une course rapide, rapporte Nithard. ..... C'était un spec- » tacle digne d'être vu, à cause de sa magnificence et du bon ordre qui y » régnait; car, dans une si grande foule et parmi tant de gens de diverse » origine, il n'y eut personne de blessé ou d'insulté. »

Ainsi réunis, les deux frères se mirent à la poursuite de Lothaire et l'obligèrent à reconnaître leur souveraineté. Le traité de Verdun, conclu en 843, consacra définitivement le partage de l'empire de Charlemagne entre ses trois petits-fils. Charles-le-Chauve reçut toute la partie de la Gaule renfermée entre l'Escaut, la Meuse, la Saône, le Rhône, la Méditerranée, les Pyrénées et l'Océan; ce fut le *royaume de France* dont la féodalité devait un moment briser l'unité pour la rendre plus tard aux efforts patients des Capétiens. Le royaume de Louis-le-Germanique comprit les pays situés entre le Rhin, la mer du Nord, l'Elbe et les Alpes, qui formèrent la nationalité *Allemande*. La portion attribuée à Lothaire se forma de l'Italie, qui devait bientôt échapper à ses descendants, et de diverses parties de territoire prises entre les possessions de Louis et de Charles.

Le traité de Verdun, le premier acte véritablement politique de notre histoire, détermine la division actuelle de l'Europe en trois grandes nations principales : la France, l'Allemagne, l'Italie. Le monde romain et le monde barbare disparaissent également pour faire place aux peuples modernes; les populations, long-temps flottantes, s'arrêtent et fondent leurs nationalités sur l'organisation nouvelle.



SIÉGE DE PARIS PAR LES NORMANDS.

Ce n'est pas sans raison que Charlemagne, à la vue des barques normandes qui venaient sous ses yeux tenter quelque pillage, s'alarmait sur le sort de l'empire. Aussitôt qu'il n'est plus, en effet, les pirates renouvellent sans relâche leurs excursions; vainement les faibles successeurs du grand empereur achètent-ils la paix, les hommes du Nord, encouragés par les riches rançons qu'ils obtiennent, souvent sans combattre, reviennent jusqu'à ce qu'ils aient enfin reçu pour établissement la province à laquelle depuis ils ont laissé leur nom. Après avoir pillé Rouen, Nantes, Bordeaux, ils s'aventurèrent dans leurs frêles embarcations vers Paris, Orléans et Toulouse en suivant dans l'intérieur du pays le cours des fleuves. Sur leur passage tout éprouvait la férocité de ces barbares; les riches abbayes, les hameaux étaient incendiés, les habitants emmenés captifs ou tués impitoyablement, et malgré tant d'excès personne n'osait leur résister : « Nul roi, nul chef, nul défenseur ne se levait » pour les combattre. » La plus célèbre de leurs nombreuses expéditions contre Paris fut celle qui les amena en 885 sur les rives de la Seine. Paris,

épuisé par trois invasions successives des Normands, n'occupait plus qu'une île jetée au milieu de la Seine comme un vaisseau échoué au lit du fleuve ; au nord et au midi la cité avait jeté, sur les rivages où s'était autrefois étendue dans toute sa splendeur romaine la Lutèce de Julien, deux ponts, chacun défendu à son entrée par une tour. Les Normands se présentèrent à la fin du mois de novembre 885 au nombre de quarante mille hommes environ, montant sept cents grandes barques « et un nombre si considé- » rable de petites, dit Abbon, qui a raconté le siége de Paris dans un long » poème, que la rivière en était couverte dans un espace de deux lieues » au-dessous de la ville. » Cette armée, conduite par quatre chefs, était commandée par l'un d'eux nommé Sigefroy : d'abord il s'adressa à Gozl'n, évêque de Paris, et lui demanda le passage pour lui et ses troupes ; l'évêque et le comte de Paris, Eudes, refusent, et le chef normand se retire en proférant d'horribles menaces.

Le lendemain, 27 novembre 885, le siége de Paris commença ; les Normands, campés sur la rive du nord, au bas des hauteurs de Montmartre, dirigèrent leurs attaques contre la tour qui de ce côté protégeait l'entrée du pont. Gozlin, l'abbé Ebbles son neveu, le comte Eudes, ces vaillants chefs qui devaient durant treize mois résister aux efforts des Normands, s'y renfermèrent avec les meilleures troupes, les combattants les plus courageux. Un premier assaut fut donné dans lequel les Normands furent repoussés, non pas sans avoir battu à coups de pierres et de flèches l'édifice dont ils voulaient s'emparer. Le lendemain ils reviennent avec plus d'ardeur encore dès le lever du soleil, et ils trouvent la tour plus forte et plus haute que la veille. Pendant la nuit les assiégés, sans prendre de repos, avaient réparé le dommage causé par les Normands et ajouté de nouvelles constructions. Le succès de cette seconde journée fut vivement disputé ; les assaillants lançaient aux Parisiens des fl`ches, des pierres, et cherchaient à saper la tour du haut de laquelle les assiégés répandaient de la poix, de la cire fondue, de l'huile bouillante et précipitaient les assiégeants dans le fleuve en s'écriant : « Allez rafraîchir » vos brûlures dans la Seine, ses eaux répareront votre chevelure et la ren- » dront plus lisse. » Vers la fin de la journée, comme les Normands étaient parvenus à ouvrir une brèche, Eudes et Ebbles font une sortie, en tuent trois cents, et rentrent après les avoir encore obligés de reculer.

Les Normands, découragés par ces deux tentatives infructueuses, préparèrent des moyens puissants avant d'essayer un troisième assaut. Pendant deux mois ils suspendirent leurs attaques contre Paris ; mais ils

mirent à feu et à sang la rive droite de la Seine, profanant les lieux saints, ruinant les principaux édifices, pillant et tuant partout sans miséricorde. Le 28 janvier 886 ils s'avancèrent vers la tour dont ils voulaient s'emparer, traînant une immense machine en bois montée sur seize roues et portant à chaque étage un bélier manœuvré par soixante hommes; ils achevaient le dernier étage sous les yeux mêmes des assiégés, quand une pierre lancée par une baliste frappe les deux inventeurs de cette machine et la rend inutile.

Toutefois, sans perdre courage et durant trois jours, les Normands reviennent à l'assaut; ils enveloppent la tour de la ville de trois côtés, essaient de rompre le pont par lequel elle communique avec Paris, et avancent sous les murs en lançant des pierres, des flèches, des balles de plomb qui tombent jusque dans la ville. La grandeur du péril appelle tous les citoyens au combat, les cloches sonnent, les trompettes retentissent; de toutes parts on invoque le nom de saint Germain, le patron de la cité, et on se rend vers le côté que menacent les ennemis. Eudes, le vaillant comte de Paris, Robert, son frère, donnent à leurs soldats l'exemple du courage; les assiégeants, animés par l'opiniâtre résistance qu'on leur oppose, égorgent les prisonniers qu'ils ont faits et jettent leurs cadavres dans les fossés, afin de les combler. « A cette vue le saint prélat (Gozlin), rapporte » Abbon, ne peut retenir ses larmes; il invoque à haute voix la mère du Dieu » sauveur : à l'instant un trait volant du haut de la tour apporte à un » ennemi le sort que lui souhaitait Gozlin. »

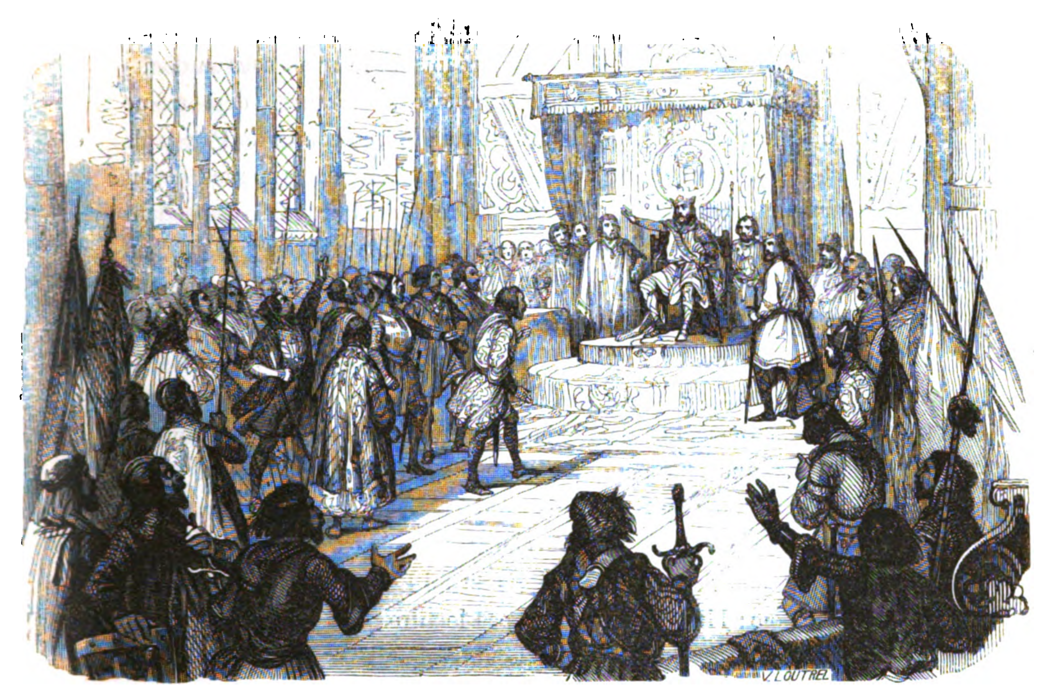
Les Normands essayèrent encore d'incendier le pont et la tour : ils remplirent plusieurs barques de bois, de feuillage, de paille, et, y mettant le feu, ils les abandonnèrent au courant du fleuve; mais elles vinrent se heurter contre les piles en maçonnerie du pont sans l'endommager. « Aussitôt le » peuple de Dieu, continue le poète historien du siége de Paris, descend » auprès de ces feux ennemis, les plonge dans les eaux, s'empare des » barques en vainqueur, et trouve sa joie dans ce qui tout à l'heure fai- » sait sa douleur et ses larmes. »

Cependant les Normands commençaient à douter du succès, ils s'étaient retirés dans leur camp, laissant sur place en face de Paris deux béliers, quand la rupture du pont méridional de la ville, renversé par un débordement subit, sépara de la cité la tour de défense, où douze guerriers se trouvaient alors renfermés. Aussitôt les Normands traversent la Seine, se répandent sur la rive du midi, et attaquent avec énergie la tour à laquelle on ne pouvait plus porter aucun secours. Abandonnés de leurs

concitoyens, en face de ces bandes de barbares qui se renouvellent incessamment pour l'assaut, les douze guerriers ne perdent pas courage et ils résistent avec une admirable fermeté : « Les citoyens voudraient en vain » courir à la tour, dit Abbon, ils voudraient porter le secours de leurs » armes à ces défenseurs qui, haletants, au nombre de douze, combattent » vaillamment sans avoir craint jamais les formidables épées des Nor» mands. Il est difficile, ajoute-t-il, de raconter leurs combats, mais voici » leurs noms : Ermenfred, Ervée, Ériland, Odoacre, Ervic, Arnold, So» lie, Gozbert, Uvid, Ardrade, Eimard et Gozsuin ; » noms d'intrépides combattants qui méritent d'être en effet conservés dans l'histoire. Au milieu de l'incendie qu'allumaient les Normands, enveloppés par les flammes et la fumée, ces douze braves combattirent toute une journée. Enfin vers le soir leurs adversaires leur crient : « Guerriers, venez vous » remettre à notre foi, vous n'avez rien à craindre. » Ils sortent alors de la tour, espérant se racheter par une rançon ; mais quand leurs ennemis les voient en leur pouvoir, trahissant la parole qu'ils viennent de donner, ils massacrent ces hommes, dont ils n'avaient pu loyalement triompher.

Depuis plusieurs mois, les Parisiens luttaient avec une admirable persévérance contre les Normands ; toujours ils avaient espéré que le roi Charles-le-Gros viendrait les secourir, mais rien n'arrivait. Les Normands étaient maîtres des deux rives de la Seine ; au loin on n'apercevait que le camp des barbares, et cependant les ressources diminuaient : les maladies, la famine épuisaient les forces des assiégés ; l'un des chefs, le courageux Gozlin, était mort. Dans cette extrémité, le comte de Paris se dévoua afin d'aller presser l'arrivée du roi ; de grand matin il traverse au galop le camp ennemi et va trouver Charles-le-Gros. Au mois d'avril, Eudes, de retour de sa mission, paraissait sur les hauteurs de Montmartre : les Normands veulent s'opposer à son passage, le vaillant comte de Paris se jette parmi eux, franchit leurs rangs, et rentre dans la ville. Charles avait promis de prompts secours, mais l'indolent monarque n'arriva que dans les derniers jours d'octobre 886 ; encore n'osa-t-il pas combattre, il préféra payer de sept cents livres d'argent l'éloignement des barbares qui étaient depuis une année devant Paris.

C'est à ce moment que commence l'illustration des Capétiens ; tandis que Charles-le-Gros se déshonore par sa lâche insouciance, le courage et l'activité du comte de Paris lui gagnent une influence qui prépare l'avénement de sa famille au trône des Carlovingiens.



ÉLECTION DE HUGUES CAPET.

L'empire de Charlemagne, partagé d'abord entre les fils de Louis-le-Débonnaire par le traité de Verdun, s'était lentement divisé en grands fiefs, bientôt héréditaires, qui méconnaissaient complétement l'autorité royale. Cet édifice, hardiment élevé par la maison d'Héristal, s'était brisé dans des démembrements successifs, et les derniers Carlovingiens, sans pouvoir, sans influence, réduits à un vain titre, rappelaient dans leur affaiblissement le triste spectacle offert à l'histoire par les Mérovingiens. Au centre même de leur domination, à Paris, les Carlovingiens n'étaient plus maîtres; la puissance leur échappait avec la possession réelle du territoire et, tandis qu'ils s'éteignaient dans leur incapacité, une famille obscure, sans passé, sans souvenirs, s'élevait rapidement et préparait à la France une glorieuse dynastie. Par les services qu'elle rendait au pays elle se créait un parti et acquérait pour l'avenir des titres solides; c'était elle qui luttait courageusement contre les Normands auxquels les chefs de l'empire n'osaient résister : Robert-le-Fort mourait en les combattant; Eudes, son fils, alors que Charles-le-Gros abandonnait lâchement Paris aux attaques des

hommes du Nord, défendait vaillamment la cité assiégée. Aussi, lorsqu'à la mort de Charles-le-Gros les royaumes réunis un moment sous sa domination se séparèrent, les habitants du duché de France, déjà même on peut dire les Français, proclamèrent roi Eudes, comte de Paris, fils de Robert-le-Fort, cet aventurier d'origine saxonne, dont la race devait porter plus de couronnes qu'aucune autre maison royale. Cependant Eudes ne fut pas le chef de la dynastie nouvelle; après lui, par un inexplicable dédain de Hugues-le-Grand, son fils, pour la couronne, un Carlovingien, Louis d'Outremer, monta sur le trône et régna sous la tutelle immédiate et impérieuse du duc de France. A Louis d'Outremer succédèrent deux princes, Lothaire et Louis V, derniers représentants de Charlemagne; deux ombres qui n'ont laissé d'autre souvenir dans l'histoire que leur nom. Le moine Gerbert, qui illustra le trône pontifical sous le nom de Sylvestre et qui s'était placé à la tête du clergé de France pour conduire le mouvement auquel les Capétiens allaient devoir la couronne, disait avec mépris du roi Lothaire : « Il est roi seu- » lement de nom; Hugues n'en porte pas le titre; mais il est roi et par » le fait et par les œuvres. » Et de Louis V : « Il ne fit rien; à charge » à ses amis, il ne donnait pas beaucoup d'inquiétudes à ses ennemis et » pendant ce temps la grande affaire de sa ruine se traitait sérieusement » en secret. »

Hugues Capet avait hérité de tout le pouvoir de Hugues-le-Grand; toutefois, plus ambitieux que son père, il voulait avec cette autorité le titre de roi qui lui manquait encore. Il avait souffert le règne de ces princes à qui Hugues-le-Grand avait accordé son appui, mais il s'apprêtait à s'emparer de leur succession. Cette importante révolution, décidée par tant de causes, s'accomplit enfin; la dynastie des Carlovingiens céda le trône à celle des Capétiens, et le changement se fit presque sans secousse, sans contestation.

Louis V, après une année de règne, était mort sans enfants; cependant il restait des héritiers de sa couronne : Charles, duc de Basse-Lorraine, second fils de Louis d'Outremer, frère de Lothaire, avait des droits légitimes. Avant qu'il eût pu les faire valoir Hugues-Capet réunit ses partisans, les principaux seigneurs du duché de France, à Noyon, et à la fin du mois de mai de l'année 987 il est élu ou plutôt choisi, reconnu roi de France. Quel fut le caractère de cette assemblée, on l'ignore; mais il n'y faut vraisemblablement chercher ni règles précises, ni acceptation réfléchie : ce fut un mouvement spontané, une acclamation en quelque sorte.

« Cette élection, dit M. Augustin Thierry dans ses *Lettres sur l'histoire de France*, n'eut point lieu avec des formes régulières; on ne s'avisa ni de recueillir, ni de compter les voix des seigneurs, ce fut un coup d'entraînement, et Hugues Capet devint roi des Français parce que sa popularité était immense. »

L'archevêque de Reims, Adalberon, sacra le nouveau souverain et ratifia au nom de l'Église le choix des seigneurs francs. Hugues Capet n'oublia jamais la protection que lui avait donnée le clergé; arrivé au trône en s'appuyant sur lui, il ne cessa de rechercher son concours : trop humble pour porter la couronne, il revêtait seulement aux jours solennels la chape de saint Martin et n'usait de la souveraineté dont on venait de l'investir qu'avec une prudente reserve. Les es chefs égaux à Hugues par l'étendue de leur domaine ne semblent avoir fait aucune opposition à son élection. Au nord les services de son père et de sonaïeul l'avaient rendu populaire; puis ces seigneurs féodaux s'accommodaient mieux d'un roi d'origine récente : ils préféraient aux Carlovingiens, à qui ils avaient ravi leur royaume province par province, à qui ils avaient arraché des concessions révocables après tout, un roi pris parmi eux et dont en fait la véritable force ne s'augmentait pas. L'assemblée de Noyon n'étendit pas la puissance réelle du fils de Hugues-le-Grand, elle le laissa duc de France; seulement elle revêtit cette domination d'un titre plus général, dont les Capétiens devaient par une sage politique se faire une supériorité profitable.

Enfin Hugues Capet était en quelque sorte protégé par l'orgueil même de ceux qui l'avaient reconnu; le titre qu'ils lui accordaient leur semblait sans importance, ils prétendaient à une complète égalité de rang et surtout de pouvoir avec le successeur des Carlovingiens. Arnould II, comte de Flandre, et Herbert III, quatrième comte de Vermandois, se faisaient contraindre par les armes à reconnaître la dignité nouvelle du duc de France, et c'était là tout ce que Hugues pouvait obtenir d'eux. Richard Ier, duc de Normandie, accordait l'hommage au roi de France, mais il l'exigeait à son tour de lui. Conan-le-Tors, comte ou duc de Bretage, restait entièrement étranger à la royauté capétienne. Enfin Hugues Capet, afin d'assurer l'avénement de son fils aîné, convoqua les seigneurs francs à Orléans et fit reconnaître à l'avance Robert comme son successeur. Pendant deux siècles les rois imitèrent cet exemple, et cette politique persévérante rendit à la longue la couronne de France héréditaire.

Au midi à peine s'inquiéta-t-on de celui qui prenait le titre de roi, tant son influence était vaine sur les grands fiefs situés au sud de la Loire. On ignorait son nom, et les seigneurs des provinces méridionales après son élection inscrivaient toujours en tête de leurs actes : « Dieu régnant en at- » tendant un roi. » Hugues Capet voulut essayer son pouvoir, il ne réussit guère à le faire accepter. Ainsi Adalbert Ier, comte de Périgord, s'étant allié avec Foulques-Nerra, cinquième comte d'Anjou, assiégea Tours, qui appartenait à Eudes Ier, comte de Blois. Celui-ci eut recours au roi de France, qui ordonna au comte de Périgord de lever le siége. Comme Adalbert n'obéissait pas, Hugues lui envoya dire : « Qui t'a fait comte? » — « Qui t'a fait roi? » répondit fièrement Adalbert.

Toutefois l'avénement de la troisième dynastie est un événement considérable; définitivement la royauté française, nationale est constituée. Long-temps encore elle restera faible, peu étendue, dépendante des seigneurs féodaux qui sont restés maîtres du territoire de la Gaule; mais la patience, le temps, une singulière habileté, une modestie opportune unie au courage et à l'intelligence lui préparent de grandes destinées et finissent par lui assurer une autorité suprême, immense, incontestable.

M. Augustin Thierry, qui a apprécié avec son habituelle supériorité cette révolution nationale, en exprime ainsi les résultats et le caractère : « L'avénement de la troisième race est dans notre histoire nationale d'une » bien autre importance que celui de la seconde; c'est à proprement parler » la fin du règne des Francs et la substitution d'une royauté nationale au » gouvernement fondé par la conquête. Dès lors notre histoire devient » simple; c'est toujours le même peuple qu'on suit et qu'on reconnaît, » malgré les changements qui surviennent dans les mœurs et dans la civi- » lisation. » Un singulier pressentiment de cette longue succession de rois paraît avoir saisi l'esprit du peuple à l'avénement de la troisième race; le bruit courut qu'en 981 saint Valeri, dont Hugues Capet, alors comte de Paris, venait de faire transférer les reliques, était apparu en songe au roi futur et lui avait dit : « A cause de ce que tu as fait, toi et tes des- » cendants vous serez rois jusqu'à la septième génération; c'est-à-dire à » perpétuité. »

Cette parole était prophétique; pendant neuf cents ans les Capétiens. toujours grandissant au milieu des désastres, des révolutions, des attaques extérieures et intérieures, occupent le trône sans interruption et donnent des rois à la plupart des peuples de l'Europe.



PRÉDICATION DE LA PREMIÈRE CROISADE

A CLERMONT EN AUVERGNE.

Depuis long-temps déjà la papauté jetait vers l'Orient des regards d'amertume; Jérusalem, la cité sainte, le berceau du christianisme, était chaque jour insultée par quelque nouvel outrage des musulmans; les pèlerins y allaient vainement chercher l'expiation de leurs fautes, on leur refusait l'approche du Saint-Sépulcre, ou, s'il leur était permis de s'agenouiller devant la tombe du Christ, il leur fallait acheter cette faveur par la plus humble soumission. Les pontifes de Rome s'étaient inutilement adressés au dévouement des princes de la terre pour obtenir la délivrance des lieux saints; Grégoire VII avait écrit à l'empereur d'Allemagne; après lui Victor III avait inutilement appelé les chrétiens en Orient; on plaignait la misère des pèlerins, on déplorait la servitude de Jérusalem, et là s'arrêtait le zèle religieux.

Enfin, en 1094, la voix éloquente d'un moine obscur, qui, à travers tous les périls d'un voyage en Palestine, était allé prier à Jérusalem, décida ce grand mouvement religieux qui devait, pendant deux siècles,

remuer toute l'Europe. C'était un pauvre chevalier, nommé Pierre, et d'origine picarde, croit-on, car sa famille, sa naissance sont à peine connues. Dégoûté du monde et des hommes, après avoir vainement essayé d'occuper l'activité de son esprit tour à tour par l'étude des lettres et les fatigues de la guerre, il s'était renfermé dans la plus austère solitude pour se livrer tout entier à la prière et à la méditation. Arraché à sa retraite par le bruit des pèlerinages en Orient, emporté peut-être par une force secrète, supérieure à sa volonté même, il était allé en Palestine; il avait vu l'abaissement de Jérusalem, les souffrances des chrétiens, la cruauté des Infidèles, et son cœur s'était profondément ému des malheurs de la Terre-Sainte : il avait versé des larmes sur cette désolation, pour laquelle l'Europe semblait sans pitié. A son retour Pierre-l'Ermite se rendit à Rome auprès d'Urbain II, qui occupait le trône pontifical; il lui peignit avec toute la vivacité de sa douleur l'état d'abandon de Jérusalem, et, entre lui et le pape, il fut résolu qu'un concile serait assemblé pour y faire un appel à la piété et au courage des chrétiens.

Ce fut à la suite de cette solennelle entrevue que Pierre parcourut l'Italie et la France, proclamant partout la misérable situation de la Palestine et appelant chacun à la délivrer. Monté sur une mule, un crucifix à la main, la tête découverte, les pieds nus, ceint d'une corde et couvert d'un manteau de bure, il racontait avec une émotion pénétrante le spectacle douloureux dont il avait été témoin; le peuple se pressait autour de lui pour entendre cette parole, d'une si puissante éloquence « qu'il semblait, dit un historien des croisades, qu'il y eût en lui quelque chose de divin. » Tandis que Pierre-l'Ermite excitait ainsi le zèle du peuple, Urbain II avait réuni un concile à Plaisance; mais les Italiens, perdus dans les agitations de leurs républiques naissantes, avaient à peine répondu à son appel. Le pape résolut alors d'invoquer le dévouement de la France, cette nation, à la fois chrétienne et guerrière, à laquelle a toujours été réservée l'initiative des grandes entreprises; et il convoqua, à Clermont en Auvergne, un nouveau concile, qui fut ouvert le 18 novembre 1095. Cette fois, ses espérances ne furent pas déçues : les prédications de Pierre-l'Ermite avaient ému tous les cœurs, ranimé partout le zèle de la religion; de toutes parts on arrivait à Clermont; les hommes renommés par leur sainteté et leur science, les prélats, les plus nobles seigneurs de la France s'y étaient rendus; les princes y avaient envoyé des ambassadeurs : « de sorte, rapporte un chroniqueur, que vers le milieu de novembre les villes et villages des environs se trouvèrent

remplis de peuple, et furent plusieurs contraints de faire dresser leurs tentes et pavillons au milieu des champs et des prairies, encore que la saison et le pays fussent pleins d'extrême froidure. »

La foule était telle que l'église ne la pouvait contenir, et la prédication de la première croisade dut se faire en plein air sur la place spacieuse qui s'ouvrait devant le parvis de la cathédrale; un peuple immense la remplissait, avide d'entendre de la bouche même du chef de l'Église l'ordre d'aller défendre la foi en Orient : le pape ayant pris place avec ses cardinaux sur l'estrade qu'on avait élevée pour cette séance du concile, Pierre-l'Ermite parla le premier des misères de l'Orient avec sa passion et son enthousiasme habituels. Urbain II, se levant ensuite, adressa aux chrétiens réunis à ses pieds un discours entrecoupé de pleurs et de sanglots : « C'est du sang chrétien, dit-il, racheté par le sang du Christ, qui se verse en Asie; c'est de la chair chrétienne de même nature que la chair du Christ qui est livrée aux bourreaux. Et vous, hommes de France, nation chérie de Dieu, que vos âmes s'émeuvent au souvenir de vos ancêtres! rappelez à votre esprit leurs dangers et leur gloire; ils ont sauvé l'Occident de la servitude! Vous aussi, vous délivrerez l'Europe et l'Asie. » Alors le pape retraça en traits énergiques les supplices qu'enduraient les chrétiens d'Orient, les injures dont on les abreuvait, les persécutions qu'ils avaient à subir : « Enfin, ajouta-t-il en terminant, éteignez toute haine, que les querelles se taisent, que les guerres s'apaisent. Prenez la route du Saint-Sépulcre, arrachez Jérusalem à ses ennemis; cette cité royale, située au milieu du monde, vous demande et souhaite sa délivrance. Prenez donc cette route en rémission de vos péchés, et partez assurés de la gloire impérissable qui vous attend. » Ce tableau animé des malheurs de la Terre-Sainte, ces accents passionnés excitèrent un enthousiasme indicible; des cris de vengeance, de bruyantes acclamations éclatèrent dans cette foule émue, et, d'une seule voix, l'assemblée s'écria : *Dieu le veut! Dieu le veut!* Chevaliers, prêtres, nobles, peuple, femmes, enfants, tous se pressaient aux pieds du pape, tous demandaient la croix, tous voulaient à l'heure même partir pour Jérusalem.

Bientôt cette ardeur se propagea dans toute l'Europe : sur toutes les épaules on voyait briller la marque du pieux engagement; les hauts barons, les chevaliers allaient demander aux évêques la bénédiction de leurs armes et de leurs drapeaux, ils recevaient leur épée humblement agenouillés devant les prélats, qui leur rappelaient, en la leur remettant,

le but de la sainte expédition : « Recevez cette épée, disaient-ils, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Servez-vous-en pour le triomphe de la foi ; mais qu'elle ne répande jamais le sang innocent. Les seigneurs engageaient leurs biens; les pauvres vendaient le peu qu'ils possédaient pour prendre la croix. Ce fut le signe de ralliement des armées saintes, comme cette parole du concile de Clermont : *Dieu le veut!* devint leur cri de guerre. Les croisades, ces lointaines expéditions, auxquelles devaient prendre part les plus illustres princes de l'Europe, étaient commencées; et si elles ont apporté quelque gloire au monde du moyen âge, la France en peut fièrement revendiquer sa part : car la première croisade fut prêchée par un moine français, ouverte en France par un pape français, et le premier chevalier qui mit le pied sur les remparts de Jérusalem fut un chevalier de France, Godefroi de Bouillon.

Enfin ce fut la France qui, par son ardeur, son dévouement, donna l'exemple des croisades et montra le chemin de Jérusalem à toute l'Europe, « si bien, comme le remarque Michaud dans son *Histoire des croisades*, qu'on eût dit que les Français n'avaient plus d'autre patrie que la Terre-Sainte, et qu'ils lui devaient le sacrifice de leur repos, de leurs biens et de leur vie. »

La première armée de croisés, multitude confuse où se confondaient tous les âges, aussi irréfléchie qu'enthousiaste, partit vers le milieu de 1096, sans attendre que les immenses préparatifs qui se faisaient en France fussent terminés. Croyant, à chaque ville forte, à chaque village, apercevoir la cité vers laquelle ils couraient, et s'écriant, à tous les hameaux : *Est-ce là Jérusalem?* ils traversèrent l'Allemagne dans les transports d'un enthousiasme qui cependant ne put les sauver d'une ruine complète. Après s'être attiré, par leur indiscipline, leurs fureurs aveugles, de nombreux échecs au milieu même de l'Europe chrétienne, les soldats de Pierre-l'Ermite, attaqués à l'improviste dans l'Asie-Mineure, sous les murs de Nicée, périrent presque tous, malgré une vaillante défense, dans leur première bataille contre les infidèles. Mais, derrière ces bandes en désordre, l'élite du monde chrétien s'armait, et bientôt toute la chevalerie de France allait demander compte aux musulmans, sous les murs même de Jérusalem, des insultes qui depuis si long-temps outrageaient le tombeau du Sauveur du monde.



PRISE DE JÉRUSALEM PAR LES CROISÉS.

Aux bandes indisciplinées qui, sous la conduite de Pierre-l'Ermite, de Gauthier *Sans-Avoir*, de Godescald, étaient allées se perdre ou périr dans l'Asie-Mineure, avait succédé la véritable armée des croisés, celle qui devait accomplir l'œuvre sainte prêchée au concile de Clermont, la délivrance de Jérusalem. L'élite de l'Europe se trouvait réunie sous les étendards de la foi; dans les rangs nombreux de la noblesse française, allemande et italienne on voyait d'abord Godefroi de Bouillon, le héros de cette expédition par sa vertu, son courage, son dévouement, celui qui devait être le véritable chef de la première croisade; puis, se pressant à ses côtés le comte de Vermandois, frère du roi de France; Robert, duc de Normandie; les frères de Godefroi, Eustache et Baudouin; Robert, comte de Flandre; le vieux Raimond de Saint-Gilles, comte de Toulouse; Bohémond, prince de Tarente; l'aventureux et hardi Tancrède, son cousin; enfin toute la fleur de cette brillante chevalerie, l'orgueil du moyen âge.

Godefroi de Bouillon était parti le premier, le 15 août 1096; bientôt il fut rejoint par les différents princes croisés, et tous arrivèrent à Con-

stantinople choisie pour le rendez-vous général. A la vue de cette multitude où se rencontraient tous les langages, tous les costumes, toutes les armes de l'Europe, l'empereur Alexis regretta l'appel qu'il avait fait aux Latins ; et « les Grecs énervés du Bas-Empire ne virent pas sans terreur défiler devant eux cette effrayante revue du genre humain, ne pouvant croire, a dit M. Michelet, que le torrent passât sans les emporter. » Mais, sauf quelques ambitions individuelles, excitées par les richesses que renfermait la ville de Constantin, par ces dômes d'or, ces palais de marbre, par tant de chefs-d'œuvre de l'art antique entassés, pour ainsi dire, dans la capitale de l'empire, la foule des croisés ne voyait que la Palestine; elle ne demandait, dans son ardeur, que les lieux saints : Jérusalem ! Jérusalem ! était toujours son cri de guerre et d'espérance.

Le 10 juin 1099 les croisés, après avoir lentement traversé la Syrie et la Palestine, après avoir enduré d'inexprimables souffrances, atteignirent enfin Jérusalem, le cher objet de leurs vœux. Ils arrivèrent durant la nuit sous ces murs consacrés; encore quelques heures, et ils allaient pouvoir contempler cette terre illustrée par les sublimes mystères de la religion : ce fut une attente pleine d'émotion. Tous les yeux fixés sur la ville sainte essayaient de pénétrer les ténèbres pour l'apercevoir ; chacun voulait le premier la saluer de ses prières : une même pensée, un même délire agitaient tous les cœurs, enflammaient tous les esprits. Lorsque le soleil éclaira enfin la cité révérée, un seul mot circula d'abord dans cette armée de pèlerins rangée en bataille sur les hauteurs de Sion et le mont des Oliviers : « Jérusalem! Jérusalem! Dieu le veut ! »

Puis éclata un admirable désordre; les uns s'agenouillaient et baisaient cette terre sainte; d'autres contemplaient en pleurant la cité silencieuse, enfoncée, cachée parmi les rochers; tous priaient, tous poussaient des cris d'amour, des cris de vengeance, et d'une seule voix ces soixante mille hommes chantèrent ces paroles prophétiques du psaume : « Lève-toi, Jérusalem, sors de la poussière ! voici le libérateur qui vient briser tes fers. » Ils étaient donc devant Jérusalem, Jérusalem qui pour eux était plus que la patrie, que la ville natale, qui était la cité de rédemption. Dans les premiers transports de leur enthousiasme ils voulurent l'enlever à l'improviste, et s'avancèrent en ordre vers les remparts. Jamais l'armée chrétienne n'avait montré tant d'ardeur ; et s'ils eussent eu des échelles et des machines de guerre, ce jour même les croisés fussent entrés dans Jérusalem. Mais leurs efforts furent inutiles, et, après plusieurs tentatives, ils se virent obligés de regagner leur camp : pour délivrer la

cité captive il fallait se résigner aux lenteurs d'un siége, dernière et pénible épreuve que les ardeurs de la foi pussent seules faire supporter aux croisés. Dès leur approche, les Égyptiens, maîtres de Jérusalem, après leur avoir vainement offert la paix, avaient tout préparé pour une résistance désespérée. Autour de la ville sainte tout avait été ravagé, les maisons incendiées, les arbres rasés; sous ce ciel brûlant l'eau et l'ombre manquaient également, de toutes parts on ne rencontrait qu'une terre aride, desséchée par le soleil, ruinée par les assiégés. Il fallait, pour le siége qu'on allait entreprendre, des machines, des retranchements, des échelles, et on n'avait pas de bois. Une solitude désolante; derrière eux le désert, devant eux une ville qui renfermait quarante mille combattants· voilà quelle était la situation des croisés, ils faillirent y succomber; un instant ils doutèrent, et le succès leur parut impossible. Dévorés par la soif, ils se roulaient dans le sable; et, jetant un regard d'adieu et de désespoir à Jérusalem, où ils avaient espéré le triomphe et la délivrance, ils n'attendaient plus que la mort ou l'esclavage.

Enfin on découvrit au fond d'une caverne quelques poutres, et l'on put commencer les travaux. Bientôt une flotte génoise apporta des provisions et des outils; un Syrien indiqua, à quelques lieues du camp des chrétiens, près de Naplouse, une forêt où les ouvriers trouvèrent en abondance les bois nécessaires pour la construction des machines. Les plus importantes furent trois immenses tours du haut desquelles on pouvait dominer les remparts de la ville; ces mobiles forteresses avaient trois étages : au premier se tenaient les ouvriers qui en dirigeaient les mouvements, les deux autres étaient destinés aux combattants; au sommet de ces tours on avait disposé un pont-levis qui devait s'abattre sur les murs et fournir un chemin pour pénétrer dans la place.

Quand toutes les dispositions furent prises, les croisés se préparèrent à un assaut général par une grande cérémonie religieuse. Après trois jours d'un jeûne rigoureux, l'armée tout entière, la tête et les pieds nus, enseignes déployées, précédée de prêtres vêtus de blanc, fit processionnellement le tour de la ville sainte en récitant des cantiques. Lorsqu'elle fut arrivée sur la montagne de Sion, on célébra le sacrifice de la messe en face de ce Golgotha où le Christ avait racheté les hommes au prix de son sang divin; puis le cortége reprit sa marche en continuant ses prières, et rentra au camp. Tandis que les croisés faisaient retentir de leurs chants les hauteurs du mont des Oliviers et les échos de la vallée de Josaphat, les Sarrasins, réunis sur les remparts, accablaient la croix

et les chrétiens de malédictions, jurant de défendre une ville qu'ils nommaient la maison de Dieu. Le soir, la voix grave des imans, qui, du haut des minarets, appelaient les musulmans à la prière, se confondit encore une fois avec celle des chrétiens; de part et d'autre on invoqua le Dieu tout-puissant pour le combat du lendemain; puis tout rentra dans le silence, et la nuit couvrit de ses ombres la dernière veille des croisés.

Le jeudi 14 juillet 1099, dès que le jour parut, les fiers accents du clairon éclatèrent dans le camp, les croisés s'armèrent, les machines s'ébranlèrent; enfin on entendit le signal de cet assaut si impatiemment attendu. Pendant la nuit les tours avaient été approchées des murs de Jérusalem, et du haut de leurs plates-formes les chefs animaient l'armée par leur exemple; Godefroi de Bouillon, dont la forteresse était surmontée d'une croix d'or, se signalait surtout par sa vaillance : placé au premier rang, il défiait les Sarrasins, et chacun des traits qu'il lançait portait la mort parmi eux. Aux pierriers, aux mangonneaux qui leur envoyaient une grêle de pierres, aux béliers qui venaient frapper le pied des murailles, aux nuées de traits des arbalétriers, les assiégés opposaient l'huile bouillante, le terrible feu grégeois, les flèches empoisonnées; enfin la nuit sépara les combattants sans qu'on pût encore prévoir l'issue de la lutte.

Le lendemain le combat reprit avec un nouvel acharnement : à diverses reprises les assiégeants s'approchent des remparts sans pouvoir pénétrer dans la ville, Godefroi de Bouillon lui-même essaie vainement d'ouvrir un passage aux siens; la résistance désespérée des Sarrasins menace les croisés d'un second échec, déjà leur courage faiblissait, ils demeuraient immobiles, quand, disent les chroniqueurs de la première croisade, apparut sur le mont des Oliviers un cavalier agitant un bouclier et faisant signe aux croisés d'entrer dans Jérusalem. Godefroi et Raimond, qui l'aperçurent les premiers, crièrent aux combattants que saint Georges venait à leur aide. Cette parole jetée au milieu du tumulte ranime l'ardeur des chrétiens, ils tentent un dernier et suprême effort; Godefroi de Bouillon réussit à jeter le pont-levis de sa tour sur le rempart, et il ouvre aux siens un chemin glorieux. A ce brusque retour les Sarrasins troublés hésitent, reculent, et, le vendredi 15 juillet 1099, à trois heures, à l'heure et au jour même de la Passion, l'armée chrétienne se précipite dans Jérusalem au cri de victoire : « Dieu le veut! Dieu le veut! »

La première croisade était accomplie, l'étendard de la foi flottait sur Jérusalem; les chrétiens désormais pouvaient venir librement se prosterner devant le Saint-Sépulcre.



AFFRANCHISSEMENT DES COMMUNES.

L'affranchissement ou, pour parler plus exactement, la formation des communes est la première protestation du moyen âge contre la dure constitution féodale. Bien des révolutions différentes, les unes au profit du pouvoir absolu, les autres en faveur de la liberté, devaient encore s'accomplir avant qu'on atteignît à l'égalité politique et civile; mais néanmoins ce fut là le réveil de l'esprit d'indépendance dans les classes inférieures : ces mouvements tumultueux indiquent un progrès, annoncent un développement moral et matériel qui allait se poursuivre durant des siècles. Toutefois on se tromperait sur le caractère de ces insurrections locales, de ces affranchissements particuliers de quelques villes, si on les attribuait à une volonté réfléchie, à une pensée bien nette; elles naissent un peu au hasard : le malaise de la servitude, la tyrannie exagérée de l'autorité féodale les engendrent plutôt que le sentiment d'un droit légitime. « Le principe des communes du moyen âge, dit M. Augustin » Thierry dans ses *Lettres sur l'histoire de France*, l'enthousiasme qui » fit braver à leurs fondateurs tous les dangers et toutes les misères,

« c'était bien celui de la liberté, mais d'une liberté toute matérielle, si « l'on peut s'exprimer ainsi, la liberté d'aller et de venir, de vendre et « d'acheter, d'être maître chez soi, de laisser son bien à ses enfants. « Dans ce premier besoin d'indépendance qui agitait les hommes, au « sortir du chaos où le monde romain avait été comme englouti depuis « l'invasion des barbares, c'était la sûreté personnelle, la sécurité de tous « les jours, la faculté d'acquérir et de conserver qui étaient le dernier but « des efforts et des vœux. »

Les effets de cette cause principale se modifièrent d'après les traditions, les souvenirs laissés par les divers conquérants sur la vaste étendue de la Gaule. Ainsi, dans les états méridionaux, en Provence, en Languedoc, où l'administration romaine avait laissé de plus profondes traces que partout ailleurs, les communes se forment ou plutôt elles se continuent obscurément durant les invasions et reparaissent fortes et organisées au premier instant de repos. A peine l'intervention du pouvoir souverain, des seigneurs, apparaît-elle dans la libre constitution des villes de la Provence, du Languedoc, de l'Aquitaine; elles ont tout d'abord l'aspect, les mœurs et l'orgueil des républiques italiennes. Plus tard, quand ces vastes provinces se soumettent à la royauté française, elles réservent leurs droits et forcent les conquérants à les respecter.

Au nord le mouvement est plus violent, moins régulier; les villes conquièrent véritablement les droits communaux, n'en jouissent que d'une façon incertaine et les perdent dès que le pouvoir royal se sent assez fort pour les leur enlever. Cependant les luttes pour la liberté qui s'accomplissent dans cette France du douzième siècle, encore si resserrée, fermée de toutes parts par les grands fiefs féodaux, excitent mieux peut-être notre intérêt que les paisibles établissements du midi. L'influence de la royauté, ses rapports avec le peuple, dont elle devait faire triompher la cause, apparaissent pour la première fois dans les insurrections des villes de Laon, Cambrai, Noyon, Saint-Quentin, Soissons, Amiens, Beauvais, qui tour à tour réclament avec la charte d'affranchissement ces droits communaux qui, d'après un chroniqueur contemporain, consistaient seulement à ne payer qu'une fois l'année au maître les dettes ordinaires de la servitude, à racheter les délits par une amende, et à demeurer entièrement exempts de toutes charges et redevances qu'on a coutume d'imposer aux serfs. Pour obtenir ces biens, qui nous semblent si incontestables aujourd'hui, les habitants trop long-temps opprimés d'une ville se réunissent dans une église ou sur la place publique, et font le serment sur les choses saintes de se

donner les uns aux autres foi, force et aide. La *commune* est établie, les conjurés se forment en milice et doivent, au premier signal du beffroi, se rendre en armes sur la place pour la défense de la commune Le plus souvent on achetait au seigneur féodal à prix d'argent la confirmation de l'association communale, parfois aussi on l'arrachait hardiment les armes à la main; successivement les villes recourent à ces deux moyens, selon qu'elles sont ou plus fortes ou plus riches. Alors, et pour assurer la durée de leur concession, les communes sollicitaient du roi, du souverain, la ratification de la charte accordée par le baron; mais cette royale intervention n'avait pas le caractère bienveillant et libéral qu'on lui a souvent attribué : c'était un acte nécessaire de politique plus qu'une concession. Le chef à peine écouté de la France aimait à voir sa protection réclamée contre la féodalité; il soutenait volontiers les institutions communales contre ses vassaux trop puissants. Mais dans les domaines royaux, où l'autorité du roi s'exerçait directement, les concessions communales furent rares et accordées seulement aux cités d'un ordre inférieur.

Partout dans le nord les vicissitudes de ces mouvements populaires furent semblables. Aussi nous suffira-t-il d'en indiquer l'aspect général en reproduisant, d'après un chroniqueur, l'insurrection communale de la ville de Laon, une des plus célèbres *conjurations* du nord. « En 1110, le » clergé et les grands de la ville offrirent de lui accorder, pour une » somme convenable, de former une commune . nom nouveau et exé- » crable, » ajoute l'historien.

Le peuple de Laon, accablé des vexations féodales, accepta le marché qu'on lui proposait; en l'absence de l'évêque, qui exerçait sur la cité l'autorité temporelle en même temps que le pouvoir spirituel, ses délégués accordèrent l'établissement d'une commune semblable à celle de Noyon. A son retour l'évêque, après quelques hésitations, confirma la concession, qui fut encore ratifiée par le roi Louis VI en retour de riches présents et d'une rente annuelle que lui offrirent les habitants de Laon. Après avoir laissé durant trois années une existence paisible à la commune, l'évêque de Laon, qui avait dissipé les sommes dont elle avait été le prix, et qui d'ailleurs préférait à l'impôt régulier qu'on lui payait ces redevances qu'il exigeait selon ses caprices, demanda au roi de détruire la commune, en lui promettant de payer sept cents livres. Louis VI accepta, vint à Laon au mois d'avril 1112, révoqua la charte royale et quitta précipitamment la cité le jeudi saint, prévoyant les troubles qui allaient éclater. En effet les bourgeois, accablés de vexations

nouvelles malgré les sacrifices qu'ils avaient faits pour s'en affranchir, résolurent de recouvrer leur indépendance communale. Un parti se forma, on tint des assemblées secrètes, et quarante personnes jurèrent de tuer l'évêque et tous ceux des nobles qui avaient avec lui travaillé à la ruine de la commune.

L'évêque fut averti, mais il répondit avec dédain : « Fi donc! moi » mourir de la main de pareilles gens! » et il poursuivit ses projets : cependant il n'osa pas se rendre à l'église. Mais le jour de Pâques, à l'heure de la procession, craignant d'être accusé de lâcheté, il se mit en marche accompagné de son clergé, suivi de ses domestiques et de quelques chevaliers armés sous leurs vêtements. Pendant que le cortége défilait, il s'éleva quelque tumulte du milieu de la foule; l'un des quarante conjurés, croyant l'instant favorable pour commettre le meurtre, sortit tout à coup de dessous une voûte en s'écriant à plusieurs reprises : *Commune, commune!* Le peuple s'agita, mais ce mouvement mal concerté fut aisément réprimé. Cependant, loin de se calmer, l'effervescence populaire s'était accrue, et le jeudi qui suivit Pâques elle éclata dans toute sa violence. Les bourgeois se soulèvent aux cris de *Commune, commune!* Au moment où le prélat en pleine sécurité discutait avec un de ses archidiacres sur de nouvelles mesures, une foule furieuse le vient assiéger dans le palais épiscopal, s'en empare ainsi que de l'église, massacre l'évêque, insulte à ses restes, brûle les hôtels de la noblesse et proclame la commune au milieu des désordres et des excès. Après avoir satisfait leur vengeance, les bourgeois, saisis de terreur, abandonnèrent la ville et cherchèrent un refuge dans les châteaux de Thomas de Marle, sire de Coucy. Thomas de Marle et ses protégés furent excommuniés; et Louis VI, s'étant emparé du château du baron de Marle, fit pendre les conspirateurs, et vint rétablir l'ordre à Laon. Toutefois les bourgeois ne se découragèrent pas entièrement; seize ans après cette malheureuse tentative ils obtinrent par la constance de leurs efforts le rétablissement de la commune, mais sous le nom d'institution de paix : « parce que celui » de commune fut toujours abominable. » La commune de Laon subit encore de nombreuses révolutions et fut définitivement abolie en 1331. Sa destinée fut celle de la plupart des communes du nord : à peine peut-on regretter que ces essais prématurés d'indépendance aient échoué, si l'on réfléchit que leur mauvais succès a sauvé la France d'un morcellement semblable à celui de l'Italie du moyen âge et qu'il a secondé l'établissement de notre forte nationalité.



BATAILLE DE BOUVINES.

Philippe-Auguste, en montant sur le trône, y apporta, avec un vif sentiment de ses droits, une haine profonde contre la puissance féodale qui enchaînait la royauté dans tous ses mouvements, et faisait de la souveraineté plutôt un vain titre d'honneur qu'un pouvoir supérieur à tous les autres et respecté de tous. Menacé par ces coalitions de grands vassaux qui rappelaient si souvent sa faiblesse à la couronne : « Quelque chose qu'ils fassent maintenant, disait-il avec amertume, leurs forces et leurs grands outrages il ne me convient de souffrir. Si à Dieu plaît, ils affaibliront et envieilliront, et je croîtrai en force et en sagesse; j'en serai alors vengé à mon tour. » Sa plus chère ambition fut de donner à l'autorité suprême plus de vigueur et d'indépendance. « Le nouveau roi, a dit » M. Guizot, appréciant avec son habituelle fermeté d'esprit les déve- » loppements de la civilisation française, le nouveau roi employa son » règne tout entier à refaire le royaume, ensuite à mettre la royauté de » fait au niveau de la royauté de droit; à faire en sorte que sa situation

» extérieure, réelle, fût en harmonie avec les idées déjà répandues et » accréditées sur sa nature. »

Philippe-Auguste possédait d'ailleurs les qualités nécessaires à l'accomplissement de cette tâche périlleuse : il était ferme, courageux de sa personne, d'un esprit prompt, résolu, et néanmoins prudent; habile à profiter des circonstances, il savait attendre patiemment qu'elles lui fussent favorables. Ne pouvant pas soumettre ses grands vassaux à son autorité, il sut, en les associant pour ainsi dire à son gouvernement, étendre l'action de la royauté et en faire le centre auquel vinrent aboutir toutes les forces de la France. Renouvelant au profit de sa politique les traditions de la cour fabuleuse de Charlemagne, il régularisa l'assemblée des barons, appelés à prononcer avec lui sur des questions de droit féodal, et institua la cour des pairs; elle fut fixée à douze membres : six pairs laïques, qui furent les ducs de Normandie, de Bourgogne et d'Aquitaine, les comtes de Flandre, de Champagne et de Toulouse; six pairs ecclésiastiques, l'archevêque de Reims, les évêques de Laon, de Noyon, de Beauvais, de Châlons et de Langres. Le règne turbulent, héroïque de Richard Cœur-de-Lion, et les fautes de Jean Sans-Terre, servirent les projets du roi de France; le meurtre d'Arthur, duc de Bretagne, lui fournit, pour reprendre les possessions que le divorce de Louis VII avait livrées à l'Angleterre, une occasion qu'il ne laissa pas échapper : prononçant la déshérence du meurtrier pour toutes les terres qu'il possédait en France et qui le soumettaient à la juridiction royale, Philippe-Auguste s'empara de la Normandie, de la Bretagne, du Poitou, de la Touraine et de l'Anjou. La lâcheté et l'inaction de Jean Sans-Terre rendirent ces conquêtes faciles, et, forte de ses agrandissements territoriaux, la royauté commença d'être à la fois une puissance de droit et de fait.

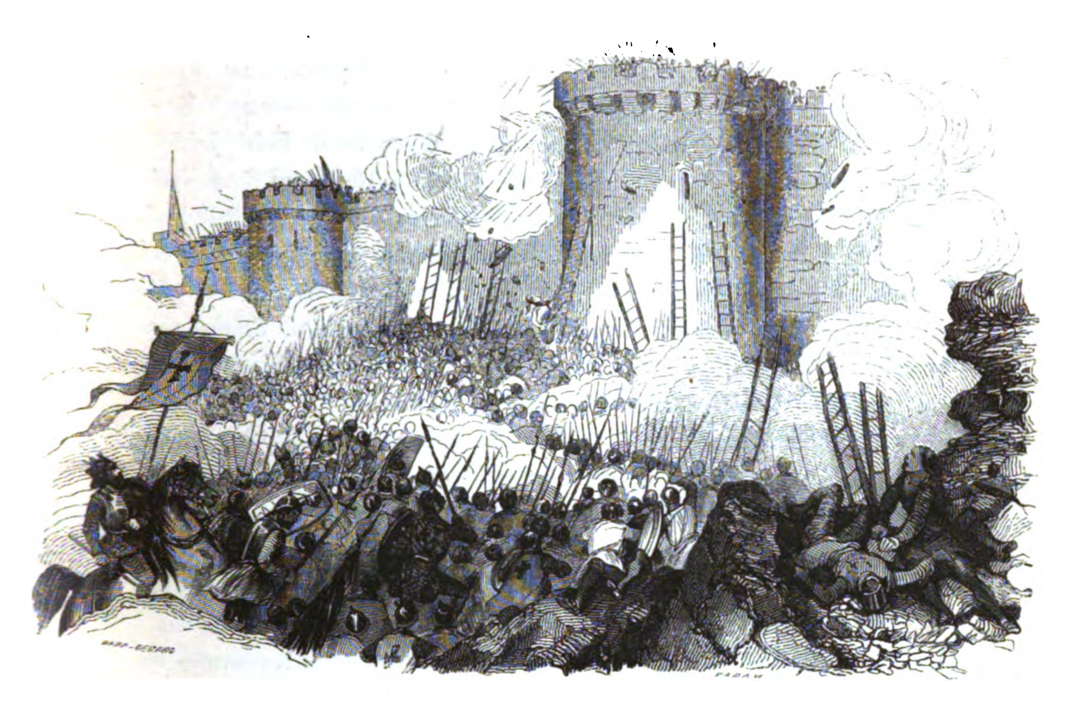
Il ne manquait plus à Philippe-Auguste que la consécration d'une grande victoire; il l'obtint dans les plaines de Bouvines. Jean Sans-Terre s'était enfin décidé à la guerre, et il avait entraîné dans son parti l'empereur d'Allemagne, son gendre, Othon IV. Tandis que le roi d'Angleterre pénétrait dans le Midi, où Louis fils aîné de Philippe-Auguste était allé le combattre, le roi de France s'avançait vers le Nord, afin de repousser l'invasion allemande dirigée par l'empereur Othon, qui avait trouvé des auxiliaires dans les comtes de Flandre et de Boulogne jaloux de l'influence chaque jour croissante du pouvoir royal.

Philippe-Auguste entra dans la Flandre au mois d'août, et, le 27, il rencontra les ennemis au pont de Bouvines, sur la Meuse, entre Lille et Tournai. Ne comptant pas sur une attaque immédiate, le roi avait donné à son armée l'ordre de passer la rivière; une partie avait franchi le pont, quand on vint annoncer que l'empereur Othon mettait ses troupes en mouvement et se disposait à engager une bataille. En ce moment, le roi, fatigué de la marche, du poids de son armure, qu'une chaleur accablante rendait encore plus insupportables, se reposait sous l'ombre d'un frêne, auprès d'une église. Aussitôt qu'il apprend que les ennemis s'approchent, il se lève, entre dans l'église, où il adresse une courte prière au Ciel, puis, revêtant ses armes, qu'il avait déposées, il monte à cheval le visage animé, « avec une joie aussi vive, dit Guillaume-le-Breton, son chapelain et son biographe, que si on l'eût appelé à une noce; » de toutes parts retentit le cri : Aux armes, barons, hommes de guerre! aux armes! Les trompettes résonnent, les rangs se forment, les troupes, qui avaient déjà traversé la Meuse, reviennent sur leurs pas, et bientôt les deux armées se trouvent en présence. Autour du roi de France se pressait l'élite de la chevalerie; derrière lui, les hommes des communes appelés à combattre sous la bannière royale : du côté opposé, au milieu des rangs serrés des Allemands se tenait l'empereur Othon; près de lui, pour servir de signe de ralliement, s'élevait, dressée sur un char, une longue perche surmontée d'un aigle doré aux ailes éployées, au-dessous duquel flottait une large bande d'étoffe taillée en pointe.

Avant de donner à son armée le signal du combat, Philippe-Auguste adressa à ses chevaliers quelques mots d'encouragement; puis, ayant élevé la main, il invoqua pour eux la bénédiction du ciel : aussitôt les trompettes sonnèrent de nouveau, et la bataille s'engagea. Les Français avaient l'avantage de la position; le roi avait disposé ses soldats de façon qu'ils eussent le soleil derrière eux, tandis que ses rayons ardents aveuglaient leurs adversaires : de part et d'autre, on combattit avec acharnement. Philippe-Auguste donna à son armée l'exemple du courage; il se jeta au milieu de la mêlée, et faillit succomber. Des archers flamands, l'ayant enveloppé, le jetèrent à bas de son cheval à l'aide de lances garnies de crochets, et ils l'eussent certainement tué, rapporte le chroniqueur, témoin de la bataille, s'il n'eût été protégé par la main de Dieu et par une armure incomparable. L'empereur Othon eut son cheval tué sous lui, et ne dut son salut qu'au

dévouement de ses chevaliers, qui le dégagèrent; son étendard, renversé, brisé à ses côtés, fut pris par les Français; enfin il se vit obligé d'abandonner le champ de bataille, et d'échapper par une prompte fuite au spectacle de sa défaite. La France venait de remporter une brillante et décisive victoire : les comtes de Flandre et de Boulogne, trois autres comtes, quatre princes allemands et vingt-cinq chevaliers baronnets, étaient prisonniers; le surplus, chevaliers et soldats, imitait l'empereur et fuyait au plus vite. Cinq cents routiers brabançons résistèrent seuls jusqu'au dernier moment et se firent tous tuer plutôt que de se rendre aux Français. Le combat, commencé à midi, avait duré environ six heures. Le retour du roi de France fut un éclatant triomphe; la victoire de Bouvines était véritablement nationale, bien qu'au fond Jean Sans-Terre ne fût que le chef d'une coalition des grands vassaux contre Philippe-Auguste. Les noms du roi d'Angleterre et de l'empereur d'Allemagne avaient donné à cette guerre l'aspect d'une agression étrangère; aussi la France attacha à ce succès une haute importance. Les milices communales avaient prêté au roi une vigoureuse assistance; le peuple l'accueillit comme un sauveur qui venait d'affranchir le territoire de l'invasion allemande; les témoignages d'admiration et de reconnaissance éclatèrent partout sur son passage; dans toutes les villes qu'il traversait, les maisons étaient tendues de riches étoffes, de courtines, de tapisseries de soie, les rues jonchées de fleurs et de verdure; le clergé lui adressait des remerciements solennels; de tous côtés on accourait pour le saluer, et pour voir le terrible comte de Flandre, Ferrand, qu'il traînait enchaîné à sa suite; chacun voulait considérer le vainqueur et le vaincu, le roi de France et son vassal rebelle. A Paris, l'enthousiasme s'accrut encore : les écoles, le clergé, la bourgeoisie, se rendirent au-devant de Philippe en chantant des hymnes et des cantiques. Les fêtes se prolongèrent durant une semaine, et la nuit même ne les interrompait pas; de nombreux flambeaux éclairaient les danses et les festins, « si bien, dit Guillaume-le-Breton, que la nuit paraissait aussi brillante que le jour. »

C'était l'éclatante et première explosion de l'esprit public, la France avait pour ainsi dire reconnu sa nationalité sur le champ de bataille de Bouvines; le roi et le peuple s'y étaient rencontrés réunis contre un ennemi commun, la féodalité : ils l'avaient vaincu. Philippe-Auguste, loin d'y avoir, comme on l'a si souvent écrit, offert sa couronne aux barons réunis autour de lui, venait, au contraire, de la dégager de leur orgueilleuse tutelle, et de conquérir pour elle la force et l'indépendance.



SIÉGE D'AVIGNON PAR LOUIS VIII.

Le règne de Louis VIII, placé entre ceux de Philippe-Auguste et de saint Louis, demeure pour ainsi dire effacé à côté des noms du vainqueur de Bouvines et du vainqueur de Taillebourg. Cependant Louis VIII ne resta pas étranger, durant son règne de trois ans, à la tâche d'agrandissement que se léguèrent successivement les descendants de Hugues Capet : d'abord il envahit le Poitou, et obtint la soumission de La Rochelle, de Limoges, de Périgueux; puis il tourna ses armes vers le midi, où les Albigeois tentaient de derniers efforts après une persécution de quatorze ans. Dans cette expédition il fut en apparence l'instrument de la papauté, qui voulait à tout prix réduire les états indépendants du midi, les comtés de Toulouse, de Foix, de Béziers, centres de l'hérésie nouvelle; mais au fond Louis VIII combattit pour la France, pour l'accroissement de la domination royale, et sa campagne dans le Languedoc, signalée par le siége d'Avignon, prépara la réunion définitive des provinces méridionales de l'ancienne Gaule à la couronne de France.

Quand Louis VIII monta sur le trône, une nouvelle génération de

princes allait continuer la guerre des Albigeois; le célèbre Simon de Montfort était mort au siége de Toulouse, et ses adversaires, en voyant tomber leur plus ardent persécuteur, avaient repris courage. Raymond VII, comte de Toulouse, Roger Bernard, comte de Foix, jeunes, pleins d'activité et de bravoure, s'étaient unis à Raymond Trancavel, comte de Béziers; et leur cause, qui n'était plus celle de l'hérésie mais bien celle du droit contre la force, reprit quelque avantage. Dans ces extrémités Amaury de Montfort, voyant les fiefs conquis par son père lui échapper successivement, vint à Paris et céda au roi de France tous ses droits sur l'héritage de Simon de Montfort, et désormais la guerre des Albigeois devint personnelle à la royauté. Elle avait attendu ce moment avec une remarquable patience; Philippe-Auguste s'était tenu à l'écart des partis jusqu'à ce qu'ils fussent épuisés les uns par les autres, et que la France n'eût à lutter contre aucune ambition fière et puissante. Cette sage politique avait réussi, et Louis VIII allait en recueillir les bénéfices; une croisade contre le malheureux pays des Albigeois avait été décidée, le roi de France fut chargé de la conduire. Le comte de Toulouse, cependant, avait offert sa soumission au pape dans les termes les plus humbles : « Régner, avait-il dit, c'est obéir à la sainte Église Nous » obéirons donc humblement et dévotement en tout et pour tout aux » ordres du pape, sans toutefois porter atteinte à la domination de nos» seigneurs le roi de France et l'empereur. » Mais ces supplications furent inutiles; on voulait enfin briser l'organisation démocratique, les municipalités libres du midi par la féodalité du nord. « Vainement Ray» mond supplia le légat, dit Mathieu Paris, de venir visiter chacune des » cités de sa province, et de questionner chacun sur sa foi; et s'il trou» vait quelqu'un qui différât de la croyance catholique, il protesta qu'il » était prêt à faire de lui la plus sévère justice suivant le jugement de » l'Église. Quant à lui, il était prêt à subir l'examen de sa foi; et s'il » avait péché, d'en faire publiquement pénitence. » Mais le légat rejeta toutes ces demandes avec mépris; on imposa au comte de Toulouse des conditions impossibles, on exigea qu'il renonçât à son héritage pour lui et les siens : sur son refus, il fut excommunié; et Louis VIII poursuivit activement son expédition, sa croisade contre la nationalité provençale, « que les Français s'engageaient à anéantir, » disaient avec colère les habitants.

On réunit une armée considérable, qui comptait, rapporte-t-on, plus de cinquante mille cavaliers, et Louis VIII, accompagné du cardinal-

légat qui dirigeait la croisade, marcha sur le Languedoc en suivant la vallée du Rhône. A l'approche de ces forces immenses, de cette armée que le roi de France conduisait en personne, la terreur devint générale dans le midi; on se rappelait les rigueurs, les cruautés des précédentes guerres, et on redoutait de semblables excès; les villes et les seigneurs se hâtèrent de céder et envoyèrent des otages, Raymond seul, qui n'espérait ni grâce ni pitié, se prépara à combattre. Louis VIII, après avoir descendu le Rhône, se trouva devant Avignon, qu'il fallait traverser pour entrer dans le Languedoc. Cette ville, excommuniée depuis douze ans, s'était fait remarquer dans la guerre des Albigeois par son énergie; défendue par des tours nombreuses, environnée de hautes murailles, elle était capable d'une longue résistance. Bien qu'elle dépendît du comte de Toulouse, elle offrit cependant au roi de France passage pour lui et son armée par les faubourgs; celui-ci exigea qu'elle se livrât complétement et voulut traverser la cité en triomphateur : Avignon ferma ses portes, et l'armée des croisés se disposa à faire le siége de la ville hérétique. Ce premier engagement devait avoir sur l'expédition une grande influence; la résistance d'Avignon allait en partie décider de celle du midi, et, si le roi de France se voyait obligé de reculer dès le début de la croisade, le succès de cette campagne religieuse et politique à la fois pouvait être gravement compromis : aussi Louis VIII se disposa à agir vigoureusement.

Avignon fut investie par trois côtés, le roi et ses barons firent le serment de ne se point éloigner que la ville ne fût réduite, et le siége commença vers les premiers jours du mois de juin et se continua jusqu'au milieu du mois d'août. On avait élevé autour d'Avignon de fortes machines de guerre : les balistes, les pierriers lançaient incessamment des projectiles parmi les assiégés; les béliers battaient les murailles sans qu'on eût encore ouvert de brèches. Plusieurs fois l'assaut fut tenté inutilement, les Avignonnais se défendaient courageusement : cependant les maladies enlevaient chaque jour de nombreux soldats à Louis VIII, son armée diminuait; néanmoins il ne pouvait se décider à lever le siége. Enfin il fit dresser à la hauteur des murailles de grandes tours en bois dont les ponts-levis s'abattaient au sommet des remparts d'Avignon; l'armée fut dirigée sur trois points principaux et on donna le signal d'un assaut général. La lutte fut acharnée, les assiégés se défendaient avec une fureur égale à l'ardeur des assiégeants; ils tenaient vaillamment sur les remparts, sur les plates-formes des tours crénelées d'Avignon, où les

défenseurs se succédaient sans relâche; les flèches et les pierres se croisaient dans l'air, les soldats tombaient, les meilleurs chefs succombaient, sans qu'on voulût s'éloigner d'aucun côté; enfin Gui, comte de Saint-Paul, ayant été frappé d'une pierre lancée par une baliste, Louis VIII ordonna la retraite. Les Avignonnais restaient encore maîtres de leur ville, mais le siége, ils le savaient, n'était point terminé; leur vigoureuse défense avait épuisé leurs ressources, ils n'avaient plus d'espoir d'être secourus : ils offrirent de se rendre; leurs portes s'ouvrirent enfin au roi de France, à qui deux cents des plus honorables citoyens furent livrés comme otages. Par l'ordre du roi et du légat les fossés de l'intrépide cité furent comblés; trois cents maisons fortifiées, garnies de tours, qui étaient dans la ville, furent détruites; on ruina les murailles, et Avignon demeura démantelé et sans défense. Après cette exécution rigoureuse la cité fut absoute et reçut un évêque.

La prise d'Avignon décida du succès de la guerre; Louis VIII parcourut la Provence, et toutes les villes, forteresses et châteaux qui environnaient Toulouse se soumirent à son autorité; pour la première fois un gouverneur commanda au nom du roi de France dans les provinces méridionales de la Gaule, jusqu'alors indépendantes de la souveraineté du nord. En revenant à Paris, le roi de France fut attaqué à Montpensier, en Auvergne, de l'épidémie qui avait sévi contre son armée; il mourut au mois de novembre 1226 en faisant jurer aux seigneurs qui entouraient son lit de mort de reconnaître pour roi son fils Louis, âgé de onze ans.

Louis VIII avait commencé la conquête du midi, la reine Blanche, cette femme courageuse et intelligente qui défendit avec tant de fermeté la couronne de son fils, de ce jeune prince qu'elle formait aux plus nobles vertus, à la piété et à la justice, acheva, au milieu des troubles de sa régence, l'œuvre de son époux et la consolida par un traité signé à Paris en 1229. Raymond VII se soumit, désarmé, et souscrivit à tout ce qu'on exigea de lui. Dès lors le midi fit réellement partie de la France, bien qu'il n'en ait accepté le nom que trois siècles plus tard. Sa civilisation déclina, sa langue et ses mœurs s'altérèrent, son commerce et son industrie dégénérèrent; ce furent les idées, les habitudes, les lois des conquérants qui prévalurent; mais cependant l'esprit d'indépendance était tellement énergique, d'origine si ancienne, qu'il se conserva et protesta long-temps par des révoltes et des murmures contre la domination du nord.



JUSTICE DE SAINT LOUIS.

Un des plus remarquables côtés du caractère de saint Louis, c'est sans contredit ce profond sentiment d'équité qui fut la règle constante de toute sa vie. Rien de plus élevé, rien de plus pur que cette âme dévouée au bien, au bon droit, sans autre aiguillon que le devoir. On peut trouver, dans l'histoire de la France, un règne brillant d'un plus vif éclat ; mais il n'en est point dont le récit offre autant que celui-ci des exemples parfaits de justice et de loyauté. Dans les grandes aussi bien que dans les plus médiocres circonstances, qu'il ait à juger les querelles qui arment les barons anglais contre leur roi ou les différends des bourgeois de Paris, saint Louis montre une égale sincérité de cœur, une semblable impartialité, et ses propres intérêts même ne peuvent altérer cette pieuse candeur, qui puise sa force dans les inspirations de la foi.

Chez la plupart des princes, l'illustration est pour ainsi dire inséparable des gloires du champ de bataille ou des splendeurs de la royauté ; jamais, au contraire, saint Louis ne paraît plus admirable que lorsqu'on pénètre dans l'intimité de son existence : il tire de lui seul une grandeur

particulière qu'on ne retrouve qu'à de bien rares intervalles dans les pages de notre histoire.

Sa valeur n'était pas dégénérée de celle de ses prédécesseurs, les exploits de Taillebourg en font foi ; mais, au-dessus des succès militaires, il estimait le bonheur de son peuple. Les paroles qu'il adressa à son fils durant une dangereuse maladie qu'il fit à Fontainebleau, où il se plaisait à passer de longues retraites dans le recueillement et la prière, révèlent la tendre inquiétude que lui inspirait le repos de la France :

« Beau fils, dit-il au jeune prince, je te prie que tu te fasses aimer du peuple de ton royaume ; car vraiment j'aimerois mieux qu'un *Escot* (Écossais) vînt d'Écosse et gouvernât le peuple du royaume bien et loyalement, que tu le gouvernasses mal apertement. »

Cette constante sollicitude n'est pas exprimée avec moins de force dans les dernières instructions qu'il donna à son fils, Philippe-le-Hardi, au moment où, mourant sous les murs de Tunis, il remit entre ses mains les destinées du royaume de France :

« Aie le cœur doux et pitoyable pour les pauvres, les chétifs, les malheureux, et les reconforte en aide autant que tu pourras. Maintiens les bonnes coutumes du royaume et détruis les mauvaises... Sois loyal et roide pour tenir justice et droit à tes sujets, et soutiens la querelle du pauvre jusqu'à ce que la vérité soit éclaircie... Et si tu entends que tu tiennes nulle chose à tort, ou de ton temps ou du temps de tes prédécesseurs, fais-le de suite rendre, bien que la chose soit considérable, ou en terre, ou en deniers, ou en autre chose. »

Pour rendre la véritable expression de cette grande figure, dont nous essayons de réunir les traits divers, nous ne pouvons mieux faire que d'emprunter au naïf biographe de Louis IX, à Joinville, le récit des assises populaires tenues par le saint roi sous les hautes verdures de Vincennes, ou dans le jardin de son palais de Paris.

» Maintes fois il advint qu'en été il alloit s'asseoir au bois de Vincennes après la messe, et se accostoit (s'appuyait) à un chêne, et nous faisoit asseoir autour de lui ; et tous ceux qui avoient affaire venoient lui parler sans empêchement d'huissier ni d'autres. Et lors il leur demandoit de sa bouche : « Y a-t-il ici quelqu'un qui ait partie (procès) ? » Et ceux qui avoient partie se levoient, et lors il disoit : « Taisez-vous tous, » et on vous expédiera l'un après l'autre. » Et lors il appeloit monseigneur Pierre de Fontaines et monseigneur Geoffroy de Villette, et disoit

à l'un d'eux : « Expédiez-moi cette partie. » Et, quand il voyoit quelque chose à amender dans le discours de ceux qui parloient pour autrui, lui-même il l'amendoit de sa bouche. Je le vis aucune fois en été que pour expédier ses gens il venoit au jardin de Paris vêtu d'une cotte de camelot, d'un surtout de tiretaine (laine) sans manches, d'un manteau de cendal (taffetas) autour du cou, moult bien peigné et sans coiffe, et un chapel de paon blanc sur la teste, et faisoit étendre un tapis pour nous seoir autour de lui. Et tout le peuple qui avoit affaire par-devant lui se tenoit debout autour de lui, et lors il les faisoit expédier en la manière que je vous ai dit devant au bois de Vincennes. »

Cette justice paternelle, sans gardes ni huissiers, si simple dans ses formes, n'excluait cependant pas à l'occasion la fermeté, et saint Louis se sentait alors d'autant plus fort qu'il ne cédait qu'aux plus impérieuses convictions.

Enguerrand de Coucy, chef de la maison de Coucy, qui avait pris pour devise ces fières paroles : *Je ne suis roi, ne duc, prince, ne comte aussi ; je suis le sire de Coucy*, avait fait pendre trois jeunes gens nobles qui, dans l'ardeur de la chasse, étaient venus tuer du gibier sur ses terres. Aussitôt que le roi de France eut appris cette exécution faite à la hâte, il cita devant lui le sire de Coucy, le fit arrêter, conduire à la tour du Louvre et comparaître devant sa cour pour rendre compte de cette violence. L'accusé, dont la famille était alliée à toutes les maisons souveraines, et même à celle de France, demandait la preuve en combat singulier, et sa prétention était appuyée par le duc de Bourgogne, les comtes de Champagne, de Bar, de Soissons, qui s'étaient rendus auprès du roi pour défendre leur parent et leur ami. Mais le roi se refusa à cette épreuve, qui le plus souvent donnait gain de cause à l'épée la mieux trempée plutôt qu'au bon droit. « Au fait des pauvres, des églises et des personnes dont il faut avoir pitié, l'on ne doit pas aller avant par gage de bataille, répondait-il à leurs instances, car on ne trouveroit pas facilement aucuns qui voulussent combattre pour de telles personnes contre les barons du royaume. » Malgré toutes les sollicitations, la justice eut son cours régulier. Le sire de Coucy, privé du droit de haute justice et de chasse, fut condamné à une amende de douze mille livres et à de nombreuses expiations.

Ce jugement *par voie de droit* excita de violents murmures parmi les barons, qui le considéraient comme une atteinte à leur indépendance politique et à leur liberté personnelle. L'un d'eux même, Jean Thourot,

châtelain de Noyon, qui avait pris vivement la defense du sire de Coucy, osa dire ironiquement au roi : « Si j'avois été le roi, j'aurois fait pendre tous les barons ; car, un premier pas de fait, le second ne coûte plus rien. — Certainement je ne ferai pas pendre mes barons, reprit sévèrement le roi, mais je les châtierai s'ils méfont. » Cette énergie, si différente de la douceur habituelle de saint Louis, ajoute encore, il nous semble, à l'éclat de ce caractère, qui fut la gloire du moyen âge.

Inflexible envers les autres, il ne l'était pas moins envers lui-même ; tourmenté par des scrupules de conscience sur le droit qu'il pouvait avoir de conserver les provinces conquises sur l'Angleterre durant les règnes précédents, après d'attentives consultations il se résolut à les rendre, avec un désintéressement que la politique a pu condamner, mais que cependant on est obligé d'admirer.

Nous insistons sur cette équité naturelle, sur ces qualités supérieures aux passions ordinaires du cœur humain, parce que ce sont elles surtout qui font de saint Louis « l'homme modèle du moyen âge, en qui on ne sait lequel plus admirer, a dit M. de Châteaubriand, du chevalier, du clerc, du patriarche, du roi et de l'homme. »

Sa piété si vive, si profonde, que chacun, les *prestres mesmes, désiroient suivre sa vie*, n'obscurcit jamais cette pure raison, qui recherchait avant tout la vérité et la préférait à toutes choses ; obligé de défendre contre le pape les droits de l'église de France, il le fit avec fermeté. Sa célèbre ordonnance connue sous le nom de *Pragmatique Sanction*, qui posa les premières bases des libertés de l'église gallicane, témoigne de son indépendance vis-à-vis du saint-siége. Quand bien même, comme l'a prétendu, et sur de fortes présomptions, M. Ch. Lenormand, on ne devrait pas attribuer cette énergique protestation contre les empiétements de la cour de Rome à Louis IX, l'accord avec lequel les historiens font remonter jusqu'à lui cet acte important serait encore un indirect hommage rendu à sa raison et à l'ascendant de sa vertu.

Quel prince pouvait en effet mieux juger ces délicates questions que celui dont le cœur semble dégagé de toute préoccupation mondaine et personnelle ? En qui pouvait-on avoir plus de confiance qu'en ce saint roi, qui, dans l'ardeur de sa foi, écrivait à sa fille pour dernier adieu : « Chère fille, la mesure par laquelle nous devons aimer Dieu, c'est de l'aimer sans mesure. »



BATAILLE DE TAILLEBOURG.

Saint Louis n'eut pas seulement le privilége des douces vertus, de la justice, de la piété. Intrépide autant qu'aucun de ceux qui l'ont précédé ou suivi sur le trône, il sut au besoin porter vaillamment l'épée. « Heureux les pacifiques! » se plaisait-il à dire dans la modération de son cœur; mais, que son droit fût méconnu, il combattait avec un courage qui en fait le modèle de l'héroïsme chevaleresque, comme ses qualités supérieures en font l'exemple glorieux de la royauté. A peine appelé à l'exercice du pouvoir par sa majorité, il montra aux adversaires de son autorité qu'il n'était disposé à céder aucune portion de l'héritage qu'il devait aux laborieux efforts, à la politique de ses ancêtres et que, si l'on pouvait tout attendre de son équité, il fallait redouter son légitime courroux.

C'est à Taillebourg et à Saintes que Louis IX fit ses premières armes : il dirigea habilement cette entreprise militaire, dont il assura le succès par son courage; et l'éclat de ses victoires, la rapidité de ses conquêtes prouvèrent suffisamment que les pieuses habitudes de son caractère n'en avaient pas étouffé l'énergie.

Excité par les conseils impérieux de sa femme Isabelle, veuve de Jean-Sans-Terre et mère de Henri III d'Angleterre, Hugues de Lusignan, comte de la Marche, après avoir reconnu la suzeraineté d'Alphonse, comte de Poitiers, frère du roi de France, avait désavoué son hommage; il s'était présenté fièrement au comte de Poitiers, et lui avait dit : « J'avais été déçu et circonvenu quand je me proposais de te faire hom- » mage; aujourd'hui j'ai changé d'avis et je viens te jurer et t'affirmer » que jamais je ne me tiendrai pour ton homme. » Puis, s'élançant sur son cheval, il s'éloigna.

Cette rétractation était une véritable déclaration de guerre. Dès que Louis l'apprit, il se prépara à combattre; et, tandis que le comte de la Marche, s'alliant au comte de Provence, provoquant le soulèvement du midi et formant une ligue à laquelle il appela les rois d'Angleterre, d'Aragon et de Navarre, se disposait à défendre énergiquement son indépendance féodale, le roi de France assemblait une armée, réunissait des armes, des machines de guerre, des munitions et convoquait la chevalerie de France à Chinon. Enfin, au commencement d'avril, il vint à la royale abbaye de Saint-Denis pour prendre l'oriflamme, l'étendard de guerre des rois de France : « Dieu, s'écria-t-il en le saisissant, par la » grâce et prières de notre glorieux patron, monseigneur saint Denis, » nous doint avoir victoire de tous nos ennemis. » Il confia la bannière à la garde d'un chevalier, revint à Chinon avec le connétable de France, Humbert de Beaujeu, et l'armée se mit en marche pleine de confiance en la cause de son chef. L'activité de Louis IX avait devancé celle de Hugues de Lusignan : le roi d'Angleterre était venu au secours du comte de la Marche, mais sans amener ses barons d'Angleterre, avec lesquels il était toujours en querelle. Les seigneurs du midi ne remuaient pas encore, et, sous la menace de l'invasion française, le temps s'était perdu en fêtes, en joutes, en réunions brillantes; c'est seulement lorsqu'on apprit que Louis, après s'être rendu maître des principales forteresses du Poitou, s'avançait sur le château de Taillebourg que les fêtes cessèrent. Alors Hugues, Henri III et son frère Richard, comte de Cornouailles, allèrent au-devant du roi de France afin de défendre le passage décisif de la Charente. Les deux armées furent en présence à la fin du mois de juillet 1242. Louis, sur la rive droite du fleuve, occupait le château et la ville de Taillebourg, que lui avait livrés le sire de Rancon, qui y commandait. Ses adversaires s'étaient établis dans une prairie qui s'étendait sur la rive gauche.

Le 23 juillet, la bataille s'engagea par une attaque des Français ; ils voulaient s'emparer du pont de Taillebourg et de la chaussée de Saint-James, qui partageait la prairie. Le comte de Poitiers dirigeait ce premier mouvement : il passa le pont sans obstacle; mais à la chaussée il fut repoussé par les arbalétriers anglais. Les soldats dispersés reculèrent en désordre, plusieurs furent jetés dans la rivière; et déjà l'armée du roi de France hésitait, quand Louis, accourant l'épée nue, suivi seulement de huit chevaliers, rallie son avant-garde et s'élance sur le pont au plus fort de la mêlée. Sans considérer le péril, il frappe et renverse tout archer anglais qui se présente à ses coups. Il avait ainsi franchi le pont et s'en était rendu maître; mais ce premier succès faillit lui devenir funeste : son ardeur l'avait emporté; pendant un instant il resta presque seul au milieu des ennemis. De tous côtés on l'entourait, et « pour un » homme qu'il avoit quand il fut passé, dit Joinville, les Anglois en avoient » bien cent. » Heureusement les barons avaient vu la situation du roi; son danger les anime : les uns accourent sur ses pas, en même temps que d'autres traversent la Charente dans des barques; et les Anglais, qui déjà pensaient triompher, sont obligés de céder à l'impétuosité de cette nouvelle attaque. Ils s'ébranlent, reculent, tandis que Louis IX les pousse avec plus d'ardeur. Enfin ils cèdent, s'enfuient dans un désordre complet, et à midi la bannière royale flotte sur le camp du comte de la Marche et de ses alliés.

Hugues de Lusignan et Henri III eussent été faits prisonniers vraisemblablement, si Richard, comte de Cornouailles, en qui le roi de France honorait un des héros de la dernière croisade, n'eût intercédé pour son frère. Tandis que celui-ci attendait avec anxiété, Richard, déposant son armure et couvert d'une simple robe de pèlerin, se rendit avec confiance au camp de Louis IX. Celui-ci le reçut avec bienveillance et plutôt en ami qu'en ennemi vaincu : « Sire, lui dit Richard, je vous » demande une suspension d'armes de vingt-quatre heures. — J'y con- » sens, » répondit le roi. Puis il ajouta : « Beau cousin, la nuit porte » conseil; donnez-en aussi un salutaire au roi d'Angleterre. — Oui, sire. » — Comte, faites surtout qu'il le suive. » Et il reconduisit le comte jusqu'à l'extrémité de cette chaussée que le matin même il avait si vaillamment enlevée à ses ennemis. Dès que Richard eut rejoint son frère et le comte de la Marche, tous trois au galop de leurs chevaux regagnèrent Saintes.

Le délai qu'il avait accordé s'étant écoulé sans qu'il eût reçu de propositions de paix, Louis IX s'avança avec son armée sous les murs de

Saintes et il y remporta une victoire, sinon plus brillante, du moins plus décisive encore que celle de Taillebourg. Louis s'y exposa à tous les dangers, comme il l'avait fait au pont de la Charente; son courage s'y montra avec autant d'éclat et entraîna le succès de la bataille. En trois jours le roi de France avait donc remporté deux victoires et forcé à la retraite ces adversaires qui s'étaient promis avec tant de haine de réduire la puissance du *fils de l'Espaignole*. Quelque juste que pût être son ressentiment, Louis IX usa de ses droits de vainqueur avec cette modération à la fois sainte et habile qu'il sut toujours conserver aux plus heureux instants de sa fortune et qui s'alliait si admirablement à la constance d'âme, à la fermeté qu'on le vit opposer plus tard aux revers.

Le soir même de la bataille de Saintes, le fils aîné du comte de la Marche était venu solliciter pour son père la clémence du roi et lui présenter la soumission de Hugues de Lusignan; Louis l'accepta et entra dans Saintes, dont les échevins, les bourgeois et le clergé lui apportèrent les clefs, en souverain pacifique plutôt qu'en conquérant, ordonnant le respect des biens et des personnes, et disant aux chevaliers qui lui amenaient des prisonniers : « Ah, que moins vous priserois, beau sire, si » l'aviez tué et féri à outrance! » Cependant, à la nouvelle de l'accommodement du roi et du comte de la Marche, Henri III avait fui précipitamment à Blaye, puis à Bordeaux; de là il proposa une trêve de cinq ans, et Louis consentit à traiter : « pensant en soi-même que nul méchant » cœur n'acquit oncques salut. »

L'heureuse expédition de Louis IX affaiblit du même coup la domination anglaise en France et l'orgueil des grands vassaux du midi : la plupart des barons anglais établis dans le Poitou, l'Angoumois, le Maine et la Saintonge furent obligés d'opter entre les deux souverainetés et de se prononcer pour Henri III ou de rendre hommage au roi de France. Toutefois Louis leur laissa la liberté de choisir entre lui et leur souverain Henri, déclarant qu'aux termes de l'Évangile on ne pouvait servir deux maîtres à la fois. La tentative du comte de la Marche, derrière qui se cachaient tous les seigneurs du midi, fut la seule qui, depuis la majorité du fils de Blanche de Castille, troubla le règne de Louis IX; la défaite de Hugues de Lusignan assura définitivement sur le midi la supériorité de la royauté capétienne, dont l'influence s'étendit encore par le mariage de Charles d'Anjou, frère du roi, avec la comtesse Béatrix, la riche héritière de Provence.



CAPTIVITÉ DE SAINT LOUIS.

Bien que saint Louis ait constamment réuni à un égal degré les vertus éminentes qui ont fait à son nom une éternelle gloire, cependant, en quelques circonstances, certaines parties de son caractère semblent dominer et se montrer avec plus d'éclat. Ainsi, à Taillebourg, Louis IX est surtout le roi chevalier, combattant plein de courage et d'ardeur pour l'affermissement de sa couronne. Sa justice apparaît dans toute sa touchante simplicité quand sous les ombrages de Vincennes, ou dans le jardin du Louvre, il admet chacun à son audience et prononce sur le bon droit, sans considérer ni le rang ni la fortune. Sa piété, sa résignation chrétienne ne se sont jamais manifestées mieux qu'aux deux croisades où il s'engagea pour la délivrance des lieux saints. On dirait en quelque sorte que Dieu lui suscite les cruelles épreuves qui ont signalé ces grandes expéditions, afin d'en faire sortir sa vertu plus sainte et plus respectable. La seconde fois qu'il abordera en Afrique, il doit y donner l'admirable exemple de sa mort; la première fois il témoigne, durant sa captivité, une constance dans sa foi, une soumission à la volonté divine et une fermeté qui étonnent et fléchissent les infidèles eux-mêmes.

Les chrétiens venaient de perdre Jérusalem, ce but de tant d'efforts et de vœux. Les Mongols avaient repris sur la croix cette précieuse conquête, lorsque saint Louis, presque mourant encore, fit vœu d'entreprendre une croisade pour la délivrance des lieux saints. C'était à la fois un acte de dévouement et de reconnaissance envers Dieu, qui l'avait enlevé à une mort imminente; durant cette maladie, on avait désespéré de sa vie : une des dames qui le gardaient, le voyant étendu sans voix et sans mouvement sur son lit de douleur, voulait même jeter le drap sur son visage, quand, par miracle, pour ainsi dire, il revint à la vie. Dès qu'il alla mieux il fit placer sur son lit et sur ses vêtements la croix rouge, et annonça sa résolution. Sa mère, les prêtres, ses plus intimes officiers le pressaient d'y renoncer, mais il fut inflexible; et quatre ans après cet engagement, en 1248, il réalisait son dessein et s'embarquait à Aigues-Mortes, laissant à la reine Blanche, sa mère, le gouvernement du royaume.

Les commencements de l'expédition furent heureux : la flotte française atteignit sans obstacle l'île de Chypre, désignée pour le rendez-vous général des croisés; saint Louis y passa l'hiver et arriva au printemps de l'année 1149 en vue des côtes d'Égypte, où devaient se porter ses principales attaques. Damiette se rendit immédiatement, et le roi en fit le centre de ses opérations et son dépôt d'approvisionnements. Après quelques mois de séjour l'armée chrétienne marcha vers le Caire; et c'est alors que se succédèrent cette suite de revers dont la captivité du roi de France devait être la fatale issue à la déroute de Mansourah, où le comte d'Artois, frère de saint Louis, emporté par son ardeur, périt misérablement en compromettant avec lui l'élite de l'armée. Les croisés sortirent de ce péril à force de courage; mais ils y perdirent une partie de leur enthousiasme et de leur confiance, tandis qu'au contraire les musulmans étaient encouragés par ce premier succès. Après un second engagement également désastreux pour les soldats du Christ, on se décida à songer à la retraite; mais il était déjà trop tard. Les chemins étaient interceptés, les galères de transport encombrées de blessés et de malades; car la contagion avait semé ses mortelles influences parmi les croisés. On voulut obliger saint Louis à monter sur les vaisseaux; il s'y refusa : « J'aime mieux mourir, dit-il, que d'abandonner mon peuple. » Et, se plaçant à l'arrière-garde, il protégea jusqu'au dernier moment la marche de ses soldats. Malgré ses souffrances et son épuisement il se défendait encore et donnait l'exemple du courage à ceux qui l'entouraient, lorsqu'un héraut d'armes s'écria, ou par trahison ou par lâcheté, que

Louis ordonnait de se rendre. Alors la déroute fut complète, le corps de bataille se laissa prendre sans résistance; tout fut froidement égorgé par les Sarrasins, qui ne conservèrent que le roi, ses barons et ses chevaliers, dont ils espéraient obtenir de riches rançons.

Saint Louis était le prisonnier de ces infidèles qu'il avait espéré soumettre; mais, dans cette extrémité, sa fermeté ne fut pas un instant abattue. Il conserva son indépendance; et, en face des menaces et des insultes des mamelucks, il demeura maître de lui-même et fidèle à sa foi. Aux demandes impérieuses du sultan d'Égypte, alors qu'on le plaçait entre la torture et la déloyauté, il répondait avec calme : « Dieu t'a » rendu maître de mon corps; mais mon âme est entre ses mains, et tu ne » peux rien sur elle. » Cette inflexibilité, mêlée de tant de résignation, l'emporta sur les exigences et l'orgueil du vainqueur, et un traité d'échange fut conclu, par lequel saint Louis rendait Damiette pour prix de sa liberté, et payait pour celle de ses compagnons de captivité neuf cent mille besants d'or. Toutefois le roi ne se soumit à ces conditions qu'autant que la reine Marguerite, sa femme, maîtresse de Damiette, les accepterait. « Comment, s'écria avec dédain le mahométan, un homme peut-il » se soumettre à une femme? — C'est ma dame et ma compagne, » repartit le roi. C'était en saint Louis le dernier reflet de ce respect profond que le moyen âge vouait aux dames.

L'heure de la liberté semblait arrivée, les prisonniers avaient été embarqués et descendus jusqu'à Fariskur, lorsqu'une révolte des mamelucks, qui coûta la vie au sultan d'Égypte Touran-Schah, renouvela les épreuves cruelles que le roi de France avait subies. Un moment les prisonniers crurent qu'ils allaient mourir : les mamelucks, enivrés de leur sanglant triomphe, se refusaient à maintenir l'engagement du sultan; ils accablaient les malheureux croisés d'outrages et de menaces. Ils pénétrèrent en foule dans la tente de saint Louis, et l'on put douter si jamais la France reverrait le saint roi. Les sabres brillèrent au-dessus de sa tête, les poignards effleurèrent sa poitrine, sans que cependant il en fût ému : « Fais-moi chevalier! dit le chef de ces soldats transportés de leur vic- » toire. — Fais-toi chrétien! répond le héros avec une tranquille sérénité, » et je te ferai chevalier. » Tant de vertu, tant de calme au milieu des dangers, domptèrent l'ardeur furieuse des mamelucks, ils cédèrent à l'ascendant de ce grand caractère et le traité précédemment conclu fut reconnu et accepté. Tous les obstacles paraissaient enfin surmontés, quand le serment qu'on exigeait du roi faillit rompre encore une fois les négociations.

Les émirs demandaient à saint Louis de déclarer s'il manquait aux conventions : qu'*il fût honni autant que le chrétien qui renie Dieu et sa loi, et qui, en mépris de Dieu, crache sur la croix et marche dessus.* Le roi refusa de s'engager par des paroles si contraires à sa foi; il risquait sa liberté, sa vie même dans cette lutte, mais il préférait les sacrifier toutes deux plutôt que de flétrir par ce serment outrageant ses plus chères croyances. Vainement l'envoyé des émirs lui annonça à quel ressentiment il s'exposait : « Sire, lui disait-il, soyez certain que si vous ne » le jurez ils vous feront couper la tête et à tous vos gens. » Saint Louis demeura inébranlable, et les musulmans durent se satisfaire de la parole de ce « prince franc qu'ils nommoient le plus fier chrétien qu'on eut ja- » mais vu en Orient. » Damiette fut livrée, la rançon des chrétiens payée avec une scrupuleuse exactitude; et le roi de France put regagner la Syrie, où les chrétiens possédaient plusieurs places de refuge.

Saint Louis avait perdu une partie de son armée, il rachetait sa liberté par de durs sacrifices, et cependant on peut dire qu'il revenait parmi les siens en vainqueur et plus grand qu'avant sa défaite. Jamais la vertu et la force du chrétien ne s'étaient montrées avec plus d'éclat; au Caire, le roi de France, par son courage au combat, sa fermeté et sa pieuse résignation dans la captivité, laissait une renommée plus brillante que celle qu'eût pu lui donner aucune victoire. Sa personne avait inspiré un tel respect « que, dit Joinville, les amiraux avoient délibéré de le faire » soudan de Babylone, et ce dessein n'échoua pour autre chose que parce » que ils disoient que le roi étoit le plus ferme chrestien qui se pût trouver » et que, si ils le faisoient soudan, il les occiroit tous ou ils deviendroient » chrestiens. »

Après sa délivrance, saint Louis ne se crut pas encore dégagé de son vœu; il resta quatre années en Terre-Sainte, délivrant les captifs, réparant les fortifications de Césarée, Sidon, Jaffa, Ptolémaïs, et s'efforçant par tous les moyens de relever l'influence chrétienne en Orient. La mort de la régente le rappela enfin en France. Cette triste nouvelle lui parvint à Saytte; pendant deux jours il ne voulut voir personne et demeura seul, abîmé dans sa douleur, pleurant cette mère bien-aimée qui avait conservé sa couronne et fortifié sa naturelle piété de ses religieux conseils. Lorsqu'il revit Joinville, son serviteur et son ami, il n'eut que la force de s'écrier : « Ah! séneschal, j'ai perdu ma mère! » et ses larmes coulèrent de nouveau et la prière s'échappa de ses lèvres.



MORT DE SAINT LOUIS.

Vainement, pendant l'espace de deux siècles, l'Europe s'était pour ainsi dire précipitée vers la Terre-Sainte afin de l'affranchir du joug des infidèles, elle n'avait pu réussir à faire prévaloir sa domination. Le nombre des villes où flottait l'étendard de la foi diminuait constamment; et après tant d'efforts on pouvait prévoir l'époque où de ces glorieuses expéditions il ne resterait presque qu'un souvenir, qui lui même s'effacerait sous l'autorité inflexible et fatale des disciples de Mahomet.

Pour sauver la Terre-Sainte, il aurait fallu l'enthousiasme qui enflammait les soldats de Godefroid de Bouillon; mais l'ardeur religieuse se perdait en Europe, et les souverains s'inquiétaient déjà plus d'assurer leur supériorité politique que d'écarter les dangers qui menaçaient les chrétiens dans l'Orient. Un prince cependant avait conservé dans son cœur tout le dévouement, toute la ferveur des premiers temps des croisades; au milieu de l'indifférence générale, il rêvait encore la délivrance des lieux saints; la captivité de Mansourah n'avait pas attiédi la foi de saint Louis, et ses vœux les plus chers l'attiraient incessamment vers

Jérusalem. Aussi, lorsqu'un jour l'Europe apprit que les dernières villes possédées en Orient par les chrétiens venaient d'être enlevées par Bibars, sultan d'Égypte; quand on sut qu'Antioche avait été emportée d'assaut par les mamelucks, que dix-sept mille chrétiens avaient été massacrés et cent mille envoyés en esclavage, le roi se prépara à une nouvelle croisade, quelque difficile que pût être cette entreprise.

Le 25 mai 1267, jour de l'Ascension, ayant convoqué dans la grande salle du Louvre tous les seigneurs de sa cour, saint Louis paraît au milieu d'eux portant en ses mains la couronne d'épines; après avoir exposé les nouvelles désastreuses arrivées d'Orient, il annonce la résolution qu'il a prise d'aller venger ces injures et proclame la croisade nouvelle autorisée par le pape. « Vrais serviteurs du Roi des rois, dit-il, suivez-moi pour laver les affronts qu'endure depuis si long-temps le Sauveur du monde. » Puis aussitôt, le cardinal Raoul de Grosparmy lui remet la croix. L'entraînement fut général : chacun s'empressa de suivre l'exemple de Louis IX, et un moment on sembla revenu à l'enthousiasme fervent des premières croisades.

Le roi consacra plus de deux années aux préparatifs de son expédition, et durant cet intervalle il réussit à rallier à cette noble cause les princes les plus puissants de l'Europe.

Alphonse de Poitiers et Charles d'Anjou, roi de Sicile, frères du roi; ses trois fils, Philippe, qui devait lui succéder, Jean-Tristan, comte de Nevers, et Pierre, comte d'Alençon; le roi de Navarre; les comtes d'Artois et de Flandre; Édouard, fils du roi d'Angleterre; les rois d'Aragon, de Castille et de Portugal, marchaient dans les rangs des croisés conduits par le roi de France.

Avant de quitter Paris, saint Louis avait fait son testament et nommé régents, durant son absence, Matthieu de Vendôme, abbé de Saint-Denis, et Simon, comte de Nesle. Ayant enfin tout réglé à l'intérieur, pourvu autant qu'il l'avait pu au repos et à la sûreté de l'État, le 14 mars 1270, saint Louis se rend à l'église de Saint-Denis, et, après avoir invoqué l'aide de Dieu, il prend l'oriflamme, le glorieux étendard des rois de France, et reçoit des mains du légat le bourdon, l'écharpe et l'escarcelle, symboles touchants du pieux pèlerinage. Le 1er juillet 1270 il s'embarquait à Aigues-Mortes, avec son armée, sur les vaisseaux fournis par l'État de Gênes, et le 18 du même mois il abordait à la plage africaine en face de Tunis.

Saint Louis touchait enfin au but de ses désirs; mais, hélas! tout

d'abord ses pieuses espérances furent déçues. Le soudan de Tunis, qui lui avait promis un concours actif et lui avait même laissé croire qu'il était disposé à recevoir le baptême, manifesta dès son arrivée des intentions bien différentes. Tous les chrétiens qui résidaient à Tunis furent emprisonnés; et quand on lui rappela ses engagements, le soudan répondit fièrement qu'il viendrait chercher le baptême à la tête de cent mille hommes. Bientôt un horrible fléau, excité par le manque d'eau et surtout par les mortelles chaleurs de cette saison et les fétides exhalaisons des marais, vint ajouter aux périls qui menaçaient les croisés; la peste se déclara parmi eux, et s'attaqua sans pitié aux plus humbles soldats comme aux chefs les plus illustres. Les comtes de Vendôme, de la Marche, de Viane, les sires de Montmorency, de Brissac, de Piennes, d'Apremont, le légat du pape, enfin le plus jeune des fils du roi, Jean, comte de Nevers, succombèrent en quelques jours à cette fatale contagion. Mais la constance du roi restait supérieure à ces désastres; on eût dit presque que cette terrible épreuve avait été envoyée pour faire briller d'un plus vif éclat encore ses grandes qualités et sa foi inébranlable. Il montrait tout à la fois, pour ses soldats, la sollicitude d'un père et la prévoyance du général; il visitait chaque tente, prodiguait ses consolations aux malades, et revenait prier pour eux.

Jusqu'alors il avait déployé des vertus toutes royales, bientôt il donna aux croisés l'exemple de toutes les vertus du martyr. La peste qui avait fait tant de victimes ne respecta pas la tête du roi de France; saint Louis fut frappé du mal général; sa santé languissante fut aisément abattue; et il vit la mort s'approcher, sans toutefois que sa grande âme fût un moment ébranlée. Consoler sa famille, qui entourait son lit de douleur; donner à son fils Philippe de suprêmes recommandations pour le gouvernement du royaume, et prier Dieu, furent les derniers soins du roi de France : quant à son mal, à peine semblait-il y songer.

Le 25 août 1270, dès l'approche du jour, les croisés virent abattre les pans du pavillon royal; et le roi, soutenu par ses chevaliers, pressant une croix sur son cœur, fut déposé en présence du camp sur un lit couvert de cendres. La veille déjà on s'était agenouillé devant un cortége solennel, composé de prélats, de chapelains en habits sacerdotaux, qui se dirigeait vers la tente du roi, auquel on portait l'hostie sainte. Désormais il ne restait plus d'espoir, et la douleur éclatait sur tous les visages; saint Louis seul conservait un front serein. Environné de ses filles, de la reine de Navarre, d'Isabelle d'Aragon, de la comtesse de Poitiers,

de leurs nobles époux, de chevaliers, d'aumôniers, qui tous versaient des larmes abondantes, il se préoccupait encore du salut de son peuple et du sort de cette armée abandonnée sur une terre lointaine. « Beau sire Dieu, murmurait-il, aye merci de ce peuple qui ici demeure et m'a suivi sur ce rivage; oh! conduis-le en son pays, afin qu'il ne tombe aux mains de ses ennemis et ne soit contraint de renier ton saint nom. » Après ses adieux à sa famille, il avait cédé à un pénible sommeil, avant-coureur du trépas, quand tout d'un coup, à midi, il se réveille en sursaut, s'écriant avec enthousiasme : « Jérusalem! Jérusalem! nous irons à Jérusalem! » A l'heure de l'éternelle séparation, sa dernière pensée était consacrée à cette ville sainte, dont la délivrance avait été le vœu le plus cher de sa vie. Enfin, à trois heures de l'après-midi, au moment où s'échappaient de ses lèvres mourantes ces paroles du psaume : « J'entrerai dans votre maison, Seigneur, et je vous adorerai dans votre saint temple, » saint Louis expira, laissant à la France un nom glorieux et révéré qui rappelle toutes les vertus des grands rois.

A peine venait-il de rendre le dernier soupir, que la mer se couvre au loin de mâts, de voiles blanches qui étincellent au soleil, d'étendards fleurdelisés, de banderoles éclatantes; l'air retentit d'une joyeuse musique, le son des clairons, des hautbois, des cors, les brillantes fanfares troublent le deuil des croisés : c'était le roi de Sicile, Charles d'Anjou, qui arrivait. Surpris du silence profond qui règne dans le camp, il s'élance des premiers sur le rivage, rempli d'inquiétudes : « Comment se porte mon frère? » s'écrie-t-il.

« — Jamais vif ne le verrez, » lui répond avec tristesse un homme d'armes. A ces mots Charles court à la tente royale, se précipite sur le corps inanimé du roi, l'embrasse à plusieurs reprises, baise ses pieds, ses mains, les inonde de ses larmes, et demeure absorbé dans une religieuse et muette douleur. Puis, après ce premier instant consacré aux regrets, il se relève, et reprend avec fermeté : « Songeons à l'avenir! »

Sous les ordres du roi de Sicile, les croisés obtinrent un avantage décisif, qui rendit plus facile leur retour en Europe.

Quelque temps après ce cruel événement, la flotte des croisés regagnait les côtes de France, portant le cœur et les ossements du roi enveloppés d'une fine toile imprégnée de parfums et renfermés dans un coffre précieux. Philippe-le-Hardi, suivi d'un funèbre cortége, accompagna jusqu'à l'église de Saint-Denis ces saintes reliques, que saluait partout sur leur passage la douleur du peuple.



QUERELLE

DE BONIFACE VIII ET DE PHILIPPE-LE-BEL.

Le besoin d'argent, qui augmentait à mesure que grandissait l'action du pouvoir royal et que s'étendait sa dispendieuse administration, fut, sinon l'unique, du moins le principal mobile de la politique de Philippe-le-Bel. Cette nécessité pressante, qui devait décider l'abolition de l'ordre des Templiers, qui cherchait des ressources dans les impôts nouveaux. dans l'altération des monnaies, dans l'expulsion des juifs et la confiscation de leurs biens, amena la lutte la plus importante de la fin du treizième siècle, celle dans laquelle la papauté, jusqu'alors supérieure à toutes les puissances, reçut une première et violente atteinte. La querelle de Philippe-le-Bel contre Boniface VIII, cette réaction énergique du pouvoir temporel contre l'autorité spirituelle, à laquelle s'intéressent non-seulement la France et l'Italie, mais l'Europe entière, qui en attend l'issue avec une inquiète impatience, commença par une question d'argent.

Philippe-le-Bel, pour continuer la guerre contre l'Angleterre, voulut soumettre le clergé de France aux redevances générales : il lui demanda

de payer l'impôt. Le pape, qui prétendait que le clergé relevait de sa seule autorité, ordonna de résister aux ordres du roi de France; et, par une première bulle, « il excommunia tout clerc qui consentirait à » payer un impôt sans l'ordre du saint-siége, et tous ceux qui établiraient » un pareil impôt, quels qu'ils fussent. » Ce fut l'origine de ce débat, dont les proportions s'agrandirent bientôt et qu'envenima rapidement le caractère des deux adversaires. Philippe et Boniface étaient également hautains, opiniâtres; le roi de France, fier de son autorité, prétendait l'exercer sans contrôle; le pape, énergique et habile, ne voulait pas de son côté laisser déchoir les priviléges et la suprématie du saint-siége. Toutefois, uni par d'anciens liens à la France, dont l'influence lui avait donné le trône pontifical, se rappelant avec quelle fidélité la royauté avait défendu en toute circonstance la cause de l'Église, Boniface VIII essaya d'abord d'obtenir par la modération et la douceur la réconciliation de Philippe; mais celui-ci était offensé trop profondément pour se soumettre. A la bulle pontificale qui defendait au clergé de consentir à aucune dîme sans l'autorisation du pape, Philippe répondit en prohibant la sortie hors de son royaume de l'or, de l'argent, des vivres et des chevaux. C'était frapper indirectement Rome, qui tirait ses ressources des divers impôts levés sur le clergé européen; Boniface VIII adressa au roi une bulle nouvelle, qui se terminait par ces paroles sévères : « Nous » exhortons donc ta sérénité royale à recevoir avec respect les remèdes » que t'offre la main paternelle et à corriger ton erreur. Conserve notre » bienveillance et celle du saint-siége, et ne nous force pas à recourir à » des moyens inusités que nous n'emploierions que malgré nous alors » que nous y serions réduit par la justice. »

Ce mélange de menaces et d'exhortations amicales ne ramena point Philippe-le-Bel. Entre les deux souverains les témoignages d'hostilité se multiplièrent : les avertissements du pontife devinrent constamment plus sévères, tandis que le roi de France se maintenait dans ses usurpations. Enfin Boniface envoya à la cour de France, comme légat, Bernard Saissetti, évêque du diocèse de Pamiers, formé dans le midi contre la volonté du roi; c'était mal choisir l'intermédiaire d'une réconciliation. Saissetti, à la fois par sa position et par la hauteur inopportune de ses reproches, excita plus encore la colère de Philippe, qui le fit arrêter et juger par son conseil. Cet acte décida l'éclat inévitable, la rupture violente qui se préparait depuis cinq ans entre les cours de Rome et de France. Le pape adressa à Philippe-le-Bel une bulle demeurée célèbre, et qui commence

ainsi : « *Écoute*, *mon fils*, *les conseils d'un père*, » et dans laquelle il expose et incrimine sans ménagement, avec amertume, l'administration du prince. Le roi, transporté de fureur, fit brûler l'audacieuse réprimande, fit répandre, au lieu de la longue et éloquente bulle, une pièce falsifiée d'une insolence brièvement impérieuse et une réponse remplie de grossièreté. Cependant la position de Philippe-le-Bel devenait difficile : le respect pour la papauté se réveillait, on n'était pas habitué à la voir aussi violemment attaquée, et, sans juger la question, on condamnait le roi. Alors il rechercha l'appui de la nation et convoqua une assemblée, où les trois ordres de l'État étaient réunis : ce fut la première réunion des *États-Généraux*. Les trois ordres s'associèrent à la cause royale, la noblesse et les députés des villes avec véhémence, le clergé avec une certaine réserve. Le pape, de son côté, assembla un concile à Rome, y exposa ses doctrines, prétendit qu'en vertu de sa puissance spirituelle il avait droit de veiller sur la conduite des rois dans l'exercice de leur pouvoir, et fulmina l'excommunication du roi de France, du petit-fils de saint Louis. Celui-ci en appela à un concile général, pour lequel les barons, les prélats, les villes et les communautés religieuses lui envoyèrent sept cents adhésions; l'Université, toujours traitée avec faveur par la royauté, se déclara pour elle, et le pape fut publiquement accusé devant les États-Généraux de simonie, d'hérésie et de vices infâmes.

A cette attaque Boniface, renonçant à tout accommodement, laissa tomber sur le roi de France cet avertissement solennel : « Que tout le » monde le sache, c'est pour avoir voulu panser la plaie de ses péchés et » lui imposer l'amertume d'une pénitence, qu'il regimbe contre nous et » nous charge d'injures atroces. Si l'on ouvre ce chemin aux princes, la » papauté est avilie. Dieu nous garde de donner l'exemple d'une telle » lâcheté! Je trancherai le mal dans sa racine. » Et le pape prépara contre Philippe-le-Bel une bulle de déposition qui transférait la couronne à Albert d'Autriche. Le roi fut averti à l'avance, et il résolut de détourner ce coup en faisant signifier à Boniface son appel de ses sentences à un concile général. Nogaret, qui dirigeait depuis la mort du chancelier Flotte le gouvernement du royaume, et Sciarra Colonna, l'ennemi personnel de Boniface, qui l'avait chassé d'Italie, furent chargés de cette mission dont on pouvait déjà prévoir l'issue violente.

Boniface, redoutant quelque entreprise de ses ennemis, se tenait renfermé à Agnani, sa ville natale et son séjour habituel, lorsque les envoyés de Philippe-le-Bel arrivèrent en Italie. Nogaret réunit alors une troupe

d'aventuriers, de *condottieri*, achète des magistrats d'Agnani l'entrée de la ville, et, la veille du jour où devait être lancée la bulle de déposition, Nogaret, Colonna, les condottieri qu'ils conduisaient pénètrent dans la résidence de Boniface aux cris de : « Meure le pape, vive le roi de France! » Et ils marchent sur le palais pontifical, dont ils brisent les portes. Dans cette extrémité, Boniface VIII revêt les habits pontificaux, se couvre du manteau de saint Pierre, se couronne de la tiare, prend les clefs et la crosse, s'assied dans la chaire apostolique près de l'autel, et, plein de calme et de fermeté, ce vieillard de quatre vingt-six-ans attend ses ennemis. Bientôt ils l'entourent, l'accablent d'outrages, le menacent de leurs armes sans respect ni pour son âge ni pour sa suprême dignité. « Fils de Satan, » lui crie Colonna avec fureur, cède la tiare que tu as usurpée! — Voilà » mon cou, voilà ma tête, répond le pape; mais trahi comme Jésus-Christ » et prêt à mourir, du moins je mourrai pape. » A ces mots Colonna s'approche du pontife, du chef de la chrétienté; sa main se lève, et, de son gantelet de fer, il frappe à la joue le malheureux vieillard. Durant trois jours, livré à cette troupe furieuse, le successeur de saint Pierre subit tous les outrages. Sans la prudence de Nogaret, Colonna l'eût tué; mais du moins il humilia profondément son ennemi, il l'accabla de traitements odieux et la majesté pontificale fut exposée aux injures publiques. Boniface, couvert de la pourpre pontificale, monté sur un cheval sans frein, fut lâchement traîné, dit-on, par les rues d'Agnani et livré aux railleries de ses ennemis. Enfin le peuple d'Agnani, revenu de sa stupeur, se soulève, prend les armes et chasse les Français.

Boniface était libre; mais, brisé par la douleur, il perdit la raison, et quelques jours après l'attentat de Nogaret on le trouva tout sanglant mort dans son lit. Le pape, martyr de la toute-puissance pontificale, s'était brisé la tête contre la muraille dans un transport de délire.

L'expédition impie de Nogaret remplit d'horreur le monde chrétien; mais personne ne s'arma pour la défense du saint-siége. Bien qu'on en frémît, c'était une victoire pour tous les souverains de l'Europe, pour tous les chefs temporels que l'humiliation profonde qu'avait éprouvée le saint-siége.



SUPPLICE DES TEMPLIERS.

L'Europe fut frappée d'un étonnement profond et, pour ainsi dire, d'une sorte de terreur quand elle apprit que, le même jour, le 13 octobre 1307, et presque à la même heure, les chevaliers du Temple venaient d'être arrêtés dans toute l'étendue du royaume de France, d'après un ordre envoyé à l'avance aux commandants des provinces par Philippe-le-Bel.

Fondé en 1119, par neuf gentilshommes français, pour la défense de la Terre-Sainte, l'ordre du Temple avait acquis en moins de deux siècles des richesses et une autorité redoutables. Son orgueil, qui depuis longtemps démentait ces humbles paroles inscrites sur ses étendards : *Non nobis, Domine, non nobis, sed nomini tuo da gloriam,* était soutenu par une influence que de nombreuses affiliations étendaient sur toute l'Europe; et les princes chrétiens, plus inquiets que reconnaissants, oubliaient aisément les services qu'avait rendus à la cause de la chrétienté cette association puissante, pour ne songer qu'aux périls dont elle menaçait leur repos.

Dans une émeute récente du peuple de Paris contre Philippe-le-Bel, celui-ci avait pu juger du pouvoir des Templiers. C'est au Temple qu'il était allé chercher un refuge, c'était presque à la seule intervention des

chevaliers qu'il avait dû son salut ; on ajoute que les trésors immenses réunis à la commanderie de Paris, qui était le siége de l'ordre, avaient tout ensemble augmenté ses méfiances et excité son avidité. Du jour de cette dangereuse visite, son projet fut arrêté ; et s'il en ajourna l'exécution, ce fut pour mieux en assurer le succès.

Philippe-le-Bel ne témoigna rien de ses soupçons; peu de temps même avant la proscription qui menaçait l'ordre, Jacques Molay, attiré à Paris, fut choisi pour parrain de l'un des enfants du roi de France. Le 12 octobre encore, à l'enterrement de la comtesse de Valois, belle-sœur de Philippe, le grand-maître tenait un des coins du poêle ; et le lendemain 13 il était prisonnier au Temple.

Dès lors, Philippe-le-Bel poursuivit ce grand procès avec une infatigable persévérance ; tous les moyens lui semblèrent légitimes pour atteindre son but, l'anéantissement de l'ordre. De toutes parts on accusa les Templiers ; on leur reprocha d'effrayantes impiétés, une corruption inouïe, et pas une voix n'osa s'élever pour les défendre. Le pape seul voyait avec regret une mesure qui privait l'Église d'un de ses plus fermes appuis ; mais il n'avait ni l'autorité ni l'indépendance nécessaires pour résister à Philippe, qui exigeait impérieusement l'assentiment de Clément V.

Les chevaliers eux-mêmes, abattus par un retour de fortune si soudain, plus habitués d'ailleurs aux luttes des champs de bataille qu'aux débats judiciaires, se troublèrent d'abord, et, dans les premiers instants de la poursuite, surent à peine, devant leurs juges, affirmer leur innocence. Mais enfin, revenus de l'émotion et de la surprise de leur arrestation, ils se ranimèrent, pour ainsi dire, par l'excès même de leur accablement ; alors, de ces prisons où ils étaient si durement traités, où tout leur manquait, la nourriture et les vêtements, s'éleva une plainte immense, un long cri de douleur qui ramena à eux toutes les sympathies. Effrayé de l'intérêt qu'excitait la protestation des Templiers, Philippe résolut d'en finir de ce procès qui chaque jour lui apportait des dangers nouveaux. Surmontant les hésitations du pape, il le décida à convoquer des conciles provinciaux autorisés à poursuivre ce grand débat conjointement avec la commission établie à Paris par Clément V. Alors les jugements se succédèrent avec une effrayante rapidité, les bourreaux au besoin arrachèrent des aveux et les bûchers s'allumèrent dans les diverses provinces ; mais la violence des accusateurs ne fut poussée nulle part aussi loin qu'à Paris, où siégeait le concile de Sens, présidé par Philippe de Marigny, frère du ministre de Philippe-le-Bel.

C'était un pitoyable spectacle de voir ces vétérans de la Terre-Sainte, ces chevaliers naguère si glorieux, maintenant si profondément déchus, couverts de leur vaste manteau blanc sur lequel éclatait la croix rouge, insigne de l'ordre, traverser chaque jour la Seine pour se rendre dans la Cité, en présence de leurs juges. Leurs visages pâles, amaigris par la détention, leurs membres brisés par la torture, attestaient leurs souffrances ; et le peuple, oubliant les crimes monstrueux dont on les accusait, se prenait de pitié pour leurs misères.

Rien cependant n'arrêtait les conciles provinciaux, ni les cris de vengeance, ni les supplications, ils envoyaient au bûcher tous ceux qui persistaient à défendre l'honneur de l'ordre. En un seul jour, le mardi 13 mai 1310, cinquante-quatre chevaliers, à peine entendus, furent condamnés au feu, et, malgré leur appel à la commission papale, le soir même les lueurs de leur bûcher éclairaient les hautes tours de la porte Saint-Antoine. Dans l'horreur du supplice, ils restèrent inébranlables : les flammes les dérobaient déjà à tous les yeux, qu'on les entendait encore chanter les saints cantiques et protester de leur innocence.

Ce noble courage aurait peut-être sauvé les Templiers, si Philippe-le-Bel avait pu s'arrêter dans sa persécution ; mais ni son orgueil ni sa politique ne le lui permettaient. Bien qu'à Ravenne, à Mayence, à Bologne, à Salamanque on eût reconnu l'innocence des Templiers, Clément V, cédant aux instances du roi, prononça en 1313, dans un consistoire secret, l'abolition de l'ordre, qui fut proclamée la même année devant le concile de Vienne. Les biens immenses des Templiers furent attribués aux Hospitaliers.

En sacrifiant l'existence de cette institution, Clément V avait espéré, après tant de rigueurs, pouvoir sauver les chefs, qui depuis sept années languissaient dans les prisons : Philippe en avait encore autrement décidé.

Le 13 mars 1314, Guy, commandeur de Normandie, et le grand-maître Jacques Molay furent amenés sur la place du Parvis, en face de la vieille cathédrale de Notre-Dame de Paris, pour y confesser publiquement leurs erreurs devant le peuple et une assemblée de prélats réunie par une spéciale décision du pape pour les entendre.

Jacques Molay, né en Bourgogne, admis dans l'ordre du Temple en 1265, avait été élu grand-maître à l'unanimité, en 1298, après d'éclatants services. Lorsqu'il fut mis pour la première fois en présence de la commission pontificale, le vieux chevalier montra d'abord beaucoup de fermeté et déclara qu'il était prêt à défendre ses frères. Plus tard cepen-

dant, espérant peut-être sauver l'existence de l'ordre par quelque condescendance, il avait fléchi, et dès lors on l'avait tenu à l'écart. C'était après un intervalle de sept années qu'on appelait le grand-maître à justifier par une déclaration publique la conduite du roi de France.

Pour ajouter encore au funèbre et solennel aspect de cette scène, un bûcher se dressait, comme une menace, en face de l'échafaud du haut duquel les accusés devaient parler. Ils paraissent enfin, escortés de soldats et chargés de chaînes. Un légat monte en chaire et somme le grand-maître et le commandeur de Normandie de renouveler devant le peuple la confession qu'ils avaient faite. Jacques Molay s'avance alors en relevant fièrement le front, proteste au nom de Dieu contre les accusations infâmes dont on a souillé l'honneur des Templiers, et déclare que : « dans » un si terrible jour, aux derniers moments de la vie, le seul crime qu'il » ait commis c'est d'être convenu de ceux qu'on imputait avec tant d'in- » justice à un ordre que la vérité l'oblige de reconnaître pour innocent. » Cet incident imprévu excita parmi les spectateurs une émotion profonde et diverse. Tandis que le peuple, pressé aux abords du Parvis, applaudissait à cette déclaration solennelle, les prélats remettaient les accusés aux mains du prévôt de Paris pour les garder jusqu'à ce qu'ils eussent délibéré. Mais dès que Philippe-le-Bel apprit cette protestation, qui pour lui était une insulte et une condamnation, il réunit en toute hâte son conseil dans son palais, et, au mépris de toute justice, ordonna pour le jour même le supplice des Templiers.

Le soir, le grand-maître et le commandeur de Normandie montaient ensemble sur le bûcher dressé pour eux, dans une petite île située à l'extrémité de la Cité, non loin du jardin royal. Jusqu'au dernier moment les illustres martyrs persistèrent dans leur rétractation ; on ajoute que leur voix, déjà étouffée par la fumée, « ajourna Clément, juge inique et cruel » bourreau, à comparaître dans quarante jours au tribunal de Dieu, et » le roi de France dans une année. » Leurs dénégations, la constance avec laquelle ils soutinrent les flammes frappèrent la multitude de stupeur.

Nous ne saurions prononcer ici entre les opinions si diverses exprimées au sujet de ce grave événement : mais ce que nous avons voulu rappeler, ce qui appartient aux pages glorieuses de notre histoire, c'est l'inébranlable fermeté de ces martyrs, le courage de leur rétractation ; c'est enfin cette fière résolution avec laquelle, jusque sur le bûcher, ils relevèrent l'honneur de leur ordre, compromis par leurs premiers aveux.



DÉVOUEMENT DES CITOYENS DE CALAIS.

La fortune de la France venait d'être abattue à la fatale journée de Crécy; la noblesse française, après avoir vaillamment lutté, avait été vaincue par les archers anglais, et, tandis que Philippe de Valois regagnait Amiens en toute hâte, accompagné seulement de cinq chevaliers, lui qui commandait naguère à cent mille hommes, Édouard III triomphant allait assiéger Calais. Un double intérêt l'y poussait : maîtresse de ce point important, l'Angleterre pouvait à toute heure jeter ses soldats sur la France; elle pouvait audacieusement pénétrer au cœur même du pays, certaine en cas d'échec d'une retraite assurée. Puis la rivalité maritime, qui a si souvent armé l'Angleterre, l'irritait encore : les vaisseaux de Calais avaient fréquemment surpris sa marine; ils avaient causé des dommages infinis à son commerce. La prospérité et l'orgueil britanniques exigeaient également une réparation.

Aussi l'empressement fut-il unanime pour seconder les projets d'Édouard : toutes les villes maritimes contribuèrent à l'armement d'une flotte qui barra l'entrée du port de Calais; et, l'armée anglaise ayant in-

vesti la place, Édouard l'enveloppa, l'emprisonna véritablement dans une autre ville qu'il fit élever autour des murs de Calais. Ce n'était plus un camp, c'était une cité anglaise avec ses rues, ses halles, ses édifices, ses maisons, ses fêtes et ses marchés à jour fixe. Le roi d'Angleterre était résolu d'attendre patiemment que la faim obligeât les habitants à se rendre; rien ne le pressait, rien ne put le décider à s'éloigner : ni une guerre avec les Écossais, ni les préparatifs que faisait le roi de France pour réparer le désastre de Crécy.

De leur côté les habitants de Calais ne montrèrent ni moins de constance, ni moins de fermeté; ils n'ignoraient pas que Philippe, épuisant toutes ses ressources, réunissait une armée pour venir à leur aide, et, pendant une année, ils supportèrent avec un inébranlable courage toutes les rigueurs de ce siége. Enfin, au delà du camp anglais, on vit reluire les lances des soldats français; on aperçut l'étendard royal, sur lequel étincelaient les fleurs-de-lis d'or : tous les yeux, depuis si longtemps fatigués de la vue des bannières anglaises, regardaient avidement le drapeau de la France; l'oreille essayait de saisir au loin les fanfares de l'armée de Philippe : pour Calais, cet éclat retentissant du clairon était le signal de la délivrance; du moins on le croyait : mais Édouard avait habilement pris ses mesures; tous les passages étaient interceptés; sept cent trente-huit navires gardaient la mer; les marais formaient d'une part une infranchissable barrière, de l'autre les dunes étaient sous le feu des bombardes anglaises. Le roi de France voulut d'abord combattre, Edouard évita tout engagement; Philippe essaya de négocier, on s'y refusa.

Les Calaisiens, qui attendaient avec impatience les résultats de l'arrivée du roi, virent un jour avec un inexprimable désespoir ces bannières, toute cette armée s'éloigner et les abandonner. Cependant la situation était désespérée : tout manquait dans la ville; on s'était vu forcé de renvoyer cinq cents personnes, femmes, enfants et vieillards, faute de vivres. Peu de temps auparavant, Jean de Vienne, gouverneur de la ville, avait écrit cette lettre énergique au roi : « Nous avons pris accord entre nous que, si » n'avons bientôt secours, nous sortirons de la ville pour combattre, pour » vivre ou pour mourir; car nous aimons mieux mourir honorablement en » pleine campagne, que nous manger l'un l'autre. » La détresse était arrivée au dernier point, et tout espoir s'évanouissait; les Calaisiens ne pouvaient même pas mourir l'épée à la main. Édouard, sûr de sa conquête, refusait l'honneur d'une facile victoire, il lui suffisait d'avoir de la patience pour que Calais se rendît.

Enfin, réduits aux dernières extrémités, sans ressources, sans espérances, il fallut que les Calaisiens s'en remissent à la clémence du vainqueur. Ils proposèrent donc de se rendre moyennant la vie sauve; mais Édouard, irrité de tant de délais, de l'énergie de leur défense, exigea qu'ils se soumissent sans condition, se réservant de disposer de leur vie et de leurs biens à son gré. Cependant, sur les instances de ses chevaliers, il consentit à pardonner aux Calaisiens pourvu que six des plus notables d'entre eux vinssent, selon le vieil usage, la tête nue, la corde au cou, lui apporter les clefs de Calais et se remettre à sa discrétion.

Jean de Vienne, qui s'était chargé de cette négociation, aussitôt qu'il en connut la triste issue fit sonner la cloche de la ville, et bientôt toute la population de Calais remplit la place des Halles. Quand le gouverneur lui eut transmis la rigoureuse décision d'Édouard, une profonde douleur éclata parmi cette foule : « et tous commencèrent, dit Froissard, l'éloquent historien de ce grand acte de dévouement, à pleurer tellement et si amèrement, qu'il n'est si dur cœur au monde, s'il les eût vus se désoler, qui n'en eût pris pitié. »

Tout à coup, du sein de cette agitation, et dominant les sanglots et les cris de désespoir, s'élève une voix : c'était celle d'Eustache de Saint-Pierre, le plus riche bourgeois de la cité. « Grande pitié et grand meschief seroit de laisser mourir un tel peuple, dit le courageux citoyen. J'ai si grande espérance d'avoir grâce et pardon envers notre Seigneur si je meurs pour sauver ce peuple, que je veux être le premier et me mettrai volontiers en la merci du roi d'Angleterre. » Quand sire Eustache eut dit cette parole, chacun l'*alla adorer de pitié :* et plusieurs hommes et femmes se jetaient à ses pieds, pleurant tendrement. Le noble exemple qu'il donnait trouva des imitateurs : sire Jean d'Aïre, les deux frères de Wissant, et deux autres citoyens dont les noms sont restés inconnus, mais auxquels la France ne doit pas moins d'admiration, déclarèrent qu'ils voulaient se joindre à sire Eustache, et qu'ils réclamaient comme lui l'honneur de mourir pour sauver Calais.

Quelques heures après, six hommes, couverts seulement d'une grossière chemise, le cou entouré d'une corde, tenant les clefs de la ville et du château, franchissaient les murs de Calais, et se dirigeaient vers la tente ou plutôt le palais d'Édouard III. Dès qu'on eut annoncé leur arrivée au roi, il sortit pour satisfaire son orgueil de la vue de cette suppliante ambassade. Les victimes expiatoires présentèrent au vainqueur les clefs de la ville. « Alors, continue Froissart, le roi les regarda très-

) 0 c

ireusement : car il avoit le cœur si dur et si épris de grand courroux, qu'il ne put parler; et quand il parla, il commanda qu'on leur coupât tantôt les têtes. »

Toute la noblesse qui entourait l'inflexible monarque était singulièrement émue à la vue de cette noble misère, de cette ferme résignation. Gauthier de Mauny tenta même d'intercéder pour les malheureux Calaisiens; Édouard III seul restait insensible. « Messire Gauthier, répondit-il en grinçant les dents, taisez-vous, il n'en sera pas autrement; mais qu'on fasse venir le bourreau. » Tout effort était inutile; les chevaliers gardèrent le silence, tandis qu'Eustache de Saint-Pierre et ses compagnons attendaient leur sort avec calme. Édouard III se souvenait du temps perdu à vaincre l'obstination de ces bourgeois, des sommes énormes dépensées pour ce siége; il lui fallait une vengeance, tout retour de clémence semblait impossible, quand la douce tendresse d'une femme, de la reine d'Angleterre, vint sauver les Calaisiens de la mort, et l'honneur de son époux d'une inutile cruauté.

Elle arrivait d'Angleterre, du champ de bataille de Newill-Cross, où sa présence avait décidé la victoire en faveur des armes d'Édouard; lorsqu'elle apprit la résolution du roi, elle se rendit aussitôt vers lui, tellement troublée qu'à peine pouvait-elle se soutenir, et, tombant à ses genoux : « Ah! gentil sire, depuis que je repassai la mer en grand péril, je ne vous ai rien requis ni demandé; or, vous prié-je humblement et requiers que, pour le fils de sainte Marie et l'amour de moi, vouliez avoir de ces six hommes merci. » Le roi attendit un petit à parler, regarda la bonne dame sa femme, qui pleuroit tendrement, et dit : « Ha, dame! j'aimasse trop mieux que vous fussiez autre part que cy. Vous me priez si acertes, que je ne vous le ose refuser. Et bien que je le fasse à regret, tenez, je vous les donne, si en faites à votre plaisir. » Alors la reine se leva, fit lever les six bourgeois et leur ôta les liens d'entour du cou, les fit revêtir et donner à dîner, et conduire hors du camp en sûreté. »

Toutefois, le pardon d'Édouard ne fut pas sans réserve; il chassa de Calais tous les habitants, distribua leurs biens à ses chevaliers, et fit de cette loyale cité, qu'il appelait la clef de la France, une ville Anglaise. Ce n'est que deux siècles après, en 1558, que se dénoua glorieusement, par la reprise de Calais, cette histoire dramatique, qui relève le grand caractère de la France, au commencement de cette lutte durant laquelle elle devait voir son épée brisée à trois reprises différentes : à Crécy, à Poitiers et à Azincourt.



LE ROI JEAN PRISONNIER

APRÈS LA BATAILLE DE POITIERS.

A l'heure de mourir Philippe VI fit appeler le duc de Normandie et le duc d'Orléans, ses fils, et, se tournant vers le premier, l'héritier de sa couronne, il lui adressa ces touchantes paroles, où revivait le souvenir funeste de Crécy : « Mon fils, défendez courageusement la France après » ma mort. Il arrive quelquefois, comme j'en ai fait l'expérience, que ceux » qui combattent pour une chose juste éprouvent des revers; mais ils doi- » vent mettre leur espoir en Dieu, qui ne permet pas que le règne de » l'iniquité soit durable... Aimez-vous, mes fils; maintenez la justice et » soulagez les peuples. »

Jean accepta avec ardeur l'héritage de réparation que lui léguait son père; et, tout ému encore de cette journée de Crécy, où il avait combattu quatre années auparavant, il désira l'effacer par un grand succès. Mais il n'était pas le prince qui devait affermir la couronne des Valois; il n'avait aucune des qualités nécessaires pour lutter contre l'habileté de ses adversaires. C'était un vaillant soldat, d'un inébranlable

courage; mais l'intelligence du commandement lui manquait; violent, passionné, prodigue au milieu de la misère publique, aveugle dans ses colères, trop faible, trop inconstant, pour ainsi dire, dans ses vengeances, il ne sut guère que combattre avec ardeur, avec témérité, comme un loyal et hardi chevalier, et non pas comme un roi.

Le prince de Galles, fils d'Édouard III, surnommé le prince Noir pour la couleur de son armure, offrit bientôt au roi de France, s'il eût été plus habile, l'occasion de réparer la honte de Crécy. Débarqué à Bordeaux, le prince Noir, après avoir ravagé le Languedoc, le Limousin, l'Auvergne et le Berri, était remonté vers la Loire afin de se réunir à l'armée du duc de Lancastre. Jean, aussitôt qu'il avait appris la descente du fils d'Édouard et sa marche vers le Poitou, avait fait le serment de le poursuivre et de le combattre partout où il le rencontrerait. Les députés des villes venaient récemment de consentir de nouveaux impôts qui permettaient au roi de lever une armée. Il convoque alors ses barons, grands vassaux, seigneurs, gentilshommes, chevaliers et leur ordonne de se rendre en armes sur les marches de Blois et de Tours, où bientôt s'assemble une armée composée de cinquante mille combattants choisis dans l'élite de la noblesse française. Le prince de Galles, qui avait perdu du temps au siége de Romorantin, fut surpris dans sa retraite par le roi de France, qui se trouva placé entre les archers anglais et la Guienne de façon à leur fermer toute voie de retour. Le fils d'Édouard III se trouva alors dans une difficile position. Devant lui cinquante mille hommes barraient la route du midi, derrière lui la Loire, aucune issue pour échapper, et partout un pays ruiné, dévasté, où les vivres manquaient; il ne restait nulle ressource aux Anglais : il fallait se rendre ou combattre; et la bataille leur offrait si peu de chances, qu'à peine valait-il tenter cet effort. Cependant, avec deux mille cavaliers, quatre mille archers, deux mille fantassins, en tout huit mille hommes, le prince de Galles ne se découragea pas; il se rappelait Crécy, où son père avait, dans une situation aussi désespérée, remporté une éclatante victoire, et il s'inspira de ce souvenir. Il établit son camp à Maupertuis, sur une hauteur coupée de haies, de buissons, de vignes, impraticable à la cavalerie, ouverte au milieu seulement par un chemin étroit, profond, bordé de haies épaisses. Là il s'entoura de chariots, de palissades, creusa des fossés et forma une redoute vigoureusement défendue, dans laquelle il renferma ses troupes. Toutefois il ne se dissimulait pas le danger : cette armée brillante qui s'étendait devant lui, dont il entendait les clairons résonner, dont il voyait se déployer au soleil les riches bannières, n'avait même pas besoin de

tirer l'épée pour l'obliger à se rendre; il lui suffisait d'attendre, et, pressé de toutes parts, dépourvu de ressources, il était forcé d'accepter toutes les conditions. Il offrit encore de rendre tout ce qu'il avait pris dans son expédition, places et prisonniers, et de ne pas servir contre la France pendant sept ans : Jean n'y consentit pas.

Le roi de France ne voulait ni traiter ni attendre, toute la noblesse qui l'entourait demandait le combat; lui-même le désirait. Il donna le signal, et, le 19 septembre 1356, les Français se mirent en mouvement; ils étaient disposés sur une ligne oblique en trois *batailles* ou divisions : l'aile gauche commandée par le duc d'Orléans, frère du roi; le centre, par le dauphin Charles; l'aile droite, par le roi lui-même. Une compagnie de trois cents gendarmes, s'engageant dans le chemin qui conduisait au camp anglais, commença l'action. A peine y avait-elle pénétré, que les archers cachés derrière les haies lancent une grêle de flèches longues, barbues, dentelées. A cette attaque le corps qui suivait se rejeta avec désordre sur l'aile gauche et rompit ses rangs; au même moment la division du centre était prise en flanc par six cents cavaliers placés en embuscade derrière une colline : le dauphin résista à peine et s'enfuit du champ de bataille tandis que l'aile gauche se réfugiait derrière la division du roi.

Le prince de Galles, de son camp, vit cette déroute : « Sire, chevau- » chons avant, lui dit Jean Chandos, un célèbre capitaine anglais, la jour- » née est vostre; marchons au roi de France. Je sais bien que par vail- » lance il ne fuira point, ainsi il nous demeurera. » Le prince écoute ce conseil, il crie : « Bannière, chevauchez avant au nom de Dieu et de » saint Georges. » Et, avec son armée, il descend la colline.

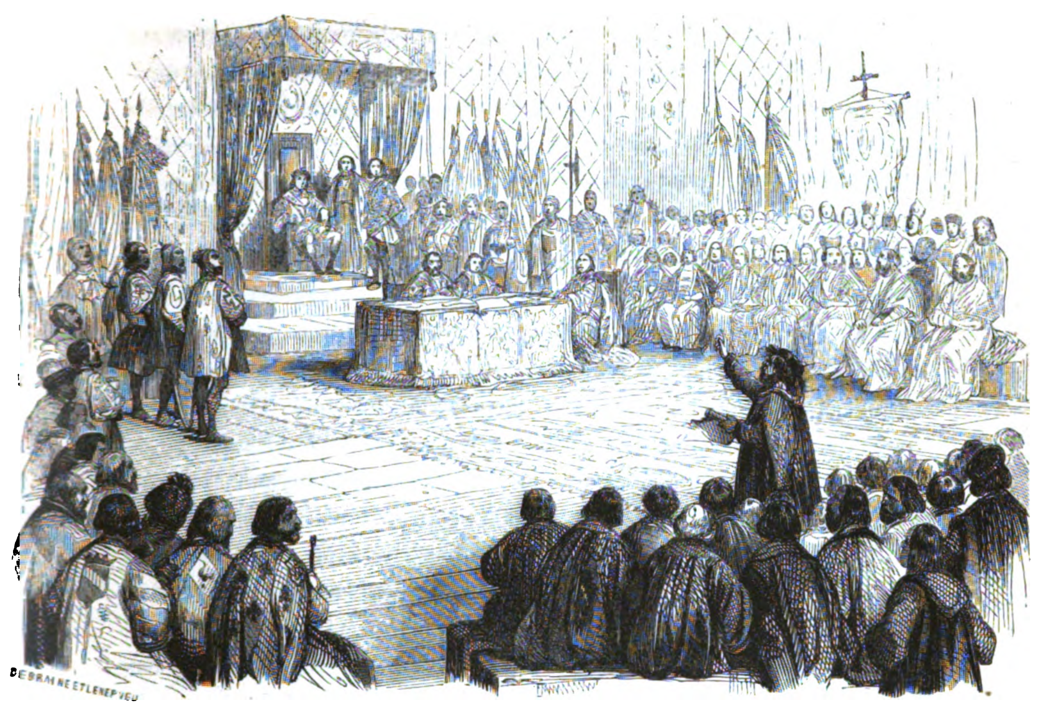
Les Anglais s'étaient étendus en plaine, où les Français pouvaient reprendre l'avantage. Malheureusement le roi Jean se souvenant que le désastre de Crécy avait été causé par la cavalerie, cria : « A pied! à pied! » Et lui-même se jeta à pied devant tous les siens une hache de guerre en ses mains. Alors ce ne fut plus un combat, ce fut une horrible et sanglante mêlée; tous ces chevaliers, embarrassés dans leur lourde armure, ne pouvaient se mouvoir et tombaient sans défense sous les haches des cavaliers anglais et contre les flèches des archers. Au milieu de ce tumulte, le roi demeura inébranlable à sa *bataille;* il mit son honneur à ne point reculer et se défendit avec une intrépidité qui méritait meilleure fortune. Son plus jeune fils, Philippe, qui, à peine âgé de quatorze ans, conquit le surnom de Hardi à cette journée, resta constamment à ses côtés, et, tandis que le roi frappait sans relâche de sa

hache d'armes, le courageux enfant veillait sur le monarque en disant : « Mon père, prenez garde! à droite, à gauche, derrière vous! » à mesure qu'approchait un ennemi. Les Anglais de toutes parts criaient au roi : « Sire, rendez-vous! » Jean, épuisé de fatigue, blessé au visage, luttait toujours. Enfin il fallut céder; le roi jeta son gant à un chevalier français, qui, après un meurtre, avait fui en Angleterre, en lui disant : « Je me » rends à vous; » et il se remit à sa garde avec son fils.

Le prince de Galles accueillit avec un respect profond son noble prisonnier, et rendit à ce courage malheureux plus d'hommages que n'en eût reçu un vainqueur; il s'inclina à l'approche du roi de France, en lui adressant de courtoises paroles, et lui présenta le vin et les épices en signe de *fort grant amour*.

Le soir arrivé, le roi de France, entouré comme à son royal hôtel de Paris, de la plus illustre noblesse de France, se plaça pour souper à une table dressée dans la tente du prince de Galles. Mais celui-ci refusa de s'asseoir auprès du roi, à côté d'un si grand prince et d'un si vaillant homme; il voulut le servir lui-même, et, comme des larmes de douleur s'échappaient des yeux de Jean anéanti par cette défaite, qui avait brisé son orgueil : « Cher sire, lui dit le prince Noir, ne vous laissez abattre, » si Dieu n'a pas voulu aujourd'hui ce que vous désiriez; Monseigneur » mon père vous traitera avec tous les honneurs que vous méritez, et » s'accordera avec vous si raisonnablement que vous demeurerez bons » amis ensemble à toujours. Et m'est avis que vous avez grand'raison de » vous réjouir, combien que la besogne ne soit tournée à votre gré; car » vous avez aujourd'hu conquis le haut nom de prouesse et avez passé » tous les mieux faisans de votre côté. Je ne die cela, cher sire, pour » vous consoler, car tous mes chevaliers qui ont vu le combat s'accordent » à vous en donner le prix et la couronne » Mais c'étaient de tristes consolations que ces louanges données par un ennemi victorieux, et au milieu de ces hommages le roi ne pouvait oublier qu'il était prisonnier de ce prince qui le servait si humblement à sa propre table.

La défaite de Poitiers coûta à la France onze mille morts et deux mille prisonniers; la noblesse, frappée d'une si cruelle blessure à Crécy, venait d'éprouver un deuxième échec et d'être battue par les archers, par les hommes des communes : « Là, dit Froissard, périt la fleur de la cheva- » lerie de France, de quoi le noble royaume fut durement affoibli. » En effet, à Crécy les Anglais n'avaient gagné que Calais; mais la bataille de Poitiers leur livra avec le roi de France toutes nos provinces du midi.



ÉTATS-GÉNÉRAUX DE 1356.

La liberté est d'origine ancienne en France, dès les premiers temps de notre histoire la nation prend plus ou moins directement part aux affaires; si son intervention s'efface sous les premiers rois de la troisième dynastie, elle reparaît bientôt avec la convocation des États-Généraux. Les Mérovingiens avaient eu les grandes réunions militaires du Champ-de-Mars; Charlemagne y avait substitué les assemblées du Champ-de-Mai, quand il rétablit les assemblées nationales oubliées durant les désordres et les guerres qui troublèrent le règne des derniers Mérovingiens : les descendants de Hugues Capet renouvelèrent cette tradition en appelant à eux, dans les circonstances importantes, les États-Généraux, composés des trois ordres de la nation.

Philippe-le-Bel semble le premier avoir cherché un appui dans la réunion des États-Généraux : à l'occasion de ses débats avec le pape Boniface VIII, il leur demanda de soutenir la royauté contre la cour de Rome, de la défendre contre les prétentions de la papauté; et non-seulement il convoqua la noblesse et le clergé, mais aussi la bourgeoisie,

sous le titre de députés des villes. Alors le peuple prend définitivement place dans l'histoire. Mais il faudra encore bien des luttes, bien des combats, avant qu'il obtienne sa complète émancipation de la dure tutelle qui l'opprime; c'est seulement après quatre siècles d'efforts qu'il arrivera à la liberté, qu'on proclamera cette parole nouvelle et hardie : Le tiers-état est tout.

Les États-Généraux, réunis par Philippe-le-Bel, s'assemblèrent le 10 avril 1302 dans l'église Notre-Dame de Paris en présence du roi. Le chancelier Pierre Flotte exposa les entreprises de la cour de Rome, ses exigences, et demanda au nom du roi que chaque ordre adressât au saint-siége une lettre dans laquelle fût exprimée l'opinion des États. Philippe-le-Bel proposa ensuite la guerre contre les Flandres, réclama de nouveaux impôts, et congédia les États-Généraux après les avoir pour ainsi dire associés à sa cause et s'être affermi contre Boniface VIII de la grande voix du peuple. Depuis, les États-Généraux, plus ou moins complets, sont fréquemment convoqués par les Valois; Philippe V et Philippe VI leur font consacrer la légitimité de leurs droits de succession au trône. C'est en 1317 et 1328 que cette représentation nationale, encore imparfaite sans doute, proclame comme loi fondamentale de l'État le principe de la loi salique, fondé sur un article du code des anciens Francs Saliens, ainsi conçu : « De la terre salique que nulle » portion d'héritage ne vienne à la femme, mais que l'héritage de toute » la terre parvienne au sexe viril; » article dont on forçait singulièrement les conséquences pour en conclure l'exclusion des femmes du trône de France.

En 1355 le roi Jean réunit les États-Généraux et leur fit d'importantes concessions : il leur accorda le vote des impôts et la vérification de leur emploi; le droit de prise, par lequel on levait des réquisitions forcées de vivres, de meubles et de charrois pour le service du roi, fut supprimé; nul ne devait plus être distrait de ses juges naturels; toutes entraves au commerce et à l'agriculture, tous priviléges attribués à certains officiers de cour furent abolis. Enfin, ces réformes, si elles eussent été durables, accomplissaient dès le quatorzième siècle l'organisation constitutionnelle que nous a transmise la révolution. « Les États de 1355 et » ceux qui suivirent, dit M. de Chateaubriand, eurent des idées beau- » coup plus nettes des droits d'une nation que le parlement britannique » n'en avait alors; on ne sait où des bourgeois à peine émancipés, où des » prélats et des seigneurs féodaux avaient pu puiser des notions si claires

« du gouvernement représentatif au milieu des préjugés du temps, de « l'obscurité et du chaos des lois : la promptitude de l'esprit français « supplée à l'expérience des siècles. »

Les États-Généraux de 1355 s'étaient ajournés au mois de novembre 1356; dans l'intervalle des deux réunions, de la session, pourrait-on dire, les événements augmentèrent encore l'importance de cette assemblée, qui avait déjà pris si hardiment sa part du pouvoir. Le 19 septembre 1356 le roi Jean avait perdu la funeste bataille de Poitiers et était demeuré prisonnier aux mains de ses ennemis; le jeune dauphin Charles, qui avait quitté le champ du combat avec une précipitation qui ressemblait à de la lâcheté, accourut à Paris et convoqua, en qualité de lieutenant-général du royaume, les États-Généraux pour le 17 octobre. La noblesse, entièrement abattue à Poitiers, accablée sous la honte de cette récente défaite, se tenait à l'écart, et d'ailleurs « il restait en France peu de nobles à qui « on pût avoir recours. » On s'adressa au peuple, on demanda à ses représentants de venir en aide au pays et à la royauté, dont la sûreté et l'indépendance étaient en péril. Les États-Généraux de 1356 réunirent huit cents députés, dont quatre cents étaient envoyés par les villes; les évêques, les princes du sang, les pairs, assistaient aux séances : ce fut une véritable représentation nationale, qui ne manquait ni de talent, ni d'intelligence, ni d'énergie. Mais, l'heure n'était pas encore arrivée d'une entière révolution politique, l'unité nationale n'était ni assez forte ni assez profondément sentie pour que le royaume pût subir sans danger l'épreuve d'une organisation nouvelle, et on ne peut regretter que l'influence de la bourgeoisie si puissante un moment se soit perdue dans les mouvements et les agitations de la commune de Paris.

Cependant la bourgeoisie sentait trop bien la force que lui donnaient les circonstances pour n'en pas profiter, et, conduite par un homme d'une ferme volonté, d'une grande hardiesse, par Étienne Marcel, prévôt des marchands de Paris, elle s'empara tout d'abord de la direction des affaires et usurpa l'autorité royale.

Le 17 octobre 1356, le dauphin, lieutenant-général du royaume, accompagné du chancelier de France, Pierre Laforest, fit l'ouverture des États-Généraux. Le chancelier parla le premier, et, ayant exposé le courage avec lequel avait combattu le roi, la triste issue de la journée de Poitiers, il réclama des députés aide et conseil pour la défense et le gouvernement du royaume ainsi que pour la délivrance du roi. Jean de Craon, archevêque de Reims, au nom du clergé; le duc d'Orléans, frère du roi, au

nom de la noblesse, et Étienne Marcel pour la bourgeoisie, demandèrent qu'on accordât aux États le temps de délibérer, et chaque ordre s'assembla séparément pour discuter sur la situation du pays : puis, afin de donner de l'unité à leurs opérations, les trois ordres créèrent un comité de quatre-vingts membres « pour savoir et ordonner comment le royaume de France » seroit gouverné, jusques à donc que le roi seroit délivré, et encore plus » avant ce que le grand trésor qu'on avoit levé au royaume étoit devenu. » Ces paroles de Froissard nous montrent suffisamment quelle était la puissance de cette commission. Elle refusa d'admettre à ses séances les conseillers royaux, examina sévèrement tous les comptes, toutes les dépenses, s'assura des prodigalités de la cour et fit approuver ses décisions par les États. Jusque-là les mandataires de la nation usaient des priviléges de leur réunion; mais ils les outrepassèrent bientôt. Ils adressèrent au dauphin d'amères censures au sujet de sa conduite à la bataille de Poitiers, puis ils exigèrent la destitution de vingt-deux officiers et conseillers du prince. En tête de la liste de proscription se trouvaient les noms du chancelier de France et du premier président du parlement, Pierre de Bucy; les autres appartenaient à des magistrats, à des gens de finance, à des officiers de la maison royale. Le dauphin promit d'examiner, mais il n'était pas assez fort pour lutter contre ce mouvement : il essaya d'ajourner les décisions; il quitta même Paris pour aller solliciter l'appui de l'empereur d'Allemagne, Charles IV. Ces détours ne réussirent pas. Les États, redoutant le mauvais vouloir du prince, s'emparèrent complétement de l'autorité, et, jusqu'à la mort d'Étienne Marcel, qui était le grand agitateur de ce temps, on peut dire que ce fut véritablement lui et la commune de Paris qui gouvernèrent la France. Malheureusement, trop préoccupés de réformes politiques à un moment où le salut de l'État devait dominer tous les autres intérêts, discutant des théories d'administration quand le prince de Galles, le fils d'Édouard III, envahissait la France, les États-Généraux ne surent pas accomplir la tâche dont ils avaient voulu se charger. La royauté, avec ses formes absolues, son unité d'action, était encore nécessaire à la France; et c'est elle, sous l'habile administration de Charles V, que nous verrons réparer les fautes d'une assemblée qui, malgré ses lumières, son énergie et des intentions libérales, compromit l'indépendance nationale.



LE PRÉVOT DES MARCHANDS ET LE DAUPHIN.

Les États-Généraux de 1357 poursuivirent hardiment l'œuvre de réformation commencée en 1355 et 1356. Une ordonnance rendue par le dauphin avait reconnu la légitimité de leurs demandes, et bientôt, encouragés par ce succès, ils avancèrent encore dans la voie où ils étaient entrés. Un conseil de trente-six membres fut institué et gouverna la France sous les inspirations du prévôt des marchands, Étienne Marcel. Paris, dans ce mouvement, était devenu une véritable république, dont Marcel était le chef réel, et dans laquelle le dauphin n'avait plus d'autre privilége que de promulguer les ordonnances rendues par les États; afin même qu'on ne pût se méprendre sur l'origine de ces actes d'administration, ils étaient précédés de cette formule : « De l'avis de notre grand-conseil des » États et des hommes des bonnes villes. »

Cependant le jeune prince ne se résignait que difficilement à cette sorte d'abdication; il disputait son autorité aux États et cherchait, par tous les moyens que lui suggérait un esprit adroit et prudent presque jusqu'à la perfidie, à ressaisir les droits de la royauté. Il s'entourait d'hommes dé-

voués, rappelait les anciens ministres qu'on l'avait obligé de renvoyer en 1356, demandait à son père des ordonnances qui abolissent celles que lui arrachait la commune de Paris et excitait secrètement les résistances aux mesures qu'elle ordonnait. Un moment il se vit assez fort pour congédier les États et dissoudre le conseil des trente-six. Alors il déclara à Marcel qu'il ne voulait plus de tuteurs et qu'il prétendait gouverner seul; mais bientôt il fut contraint de subir de nouveau le gouvernement populaire. Marcel reprit son influence, rétablit le conseil, rappela l'assemblée des États, et, pour donner un chef qui pût imposer au peuple par sa naissance, tira le roi de Navarre de la prison où Jean l'avait renfermé; c'était un acte d'hostilité ouverte contre le dauphin : Charles-le-Mauvais avait des prétentions au trône et était l'ennemi déclaré de la royauté. Le jeune dauphin essaya de défendre l'entrée de Paris au roi de Navarre; mais le prévôt des marchands s'emporta et lui dit durement : « Faites amiablement ce qu'on vous requiert, ou il sera fait, que vous » vouliez ou non. » Charles de Navarre entra triomphant dans la capitale du royaume et harangua aux Halles la bourgeoisie, dont il reçut les applaudissements; le dauphin voulut parler aussi, mais on l'écouta froidement. Dès lors la lutte recommença entre lui et Étienne Marcel : il parut fréquemment aux assemblées populaires qui se tenaient chaque jour aux Halles et au Pré-aux-Clercs; il réunit des hommes d'armes, et en même temps chercha à se faire un parti dans la bourgeoisie. Plus le dauphin se liait intimement aux hommes qu'il avait tout d'abord soutenus, aux conseillers qu'il avait choisis, et qu'il protégeait, plus Marcel s'appuyait sur le peuple. Il lui avait ouvert en quelque sorte les assemblées publiques, il l'arma; et, pour distinguer ses partisans, il leur fit porter des « chaperons ou bonnets my-partiz de drap rouge et pers » (bleu), avec cette inscription : *A bonne fin*, en signe d'alliance de » vivre et morir avec ledit prévost contre toutes personnes. » Paris était rempli d'agitation. Les réunions tumultueuses, les harangues séditieuses se multipliaient; la commune, les échevins de la ville exigeaient toujours davantage, tandis que le dauphin résistait de tout son pouvoir. Une collision était imminente; elle éclata par un incident de médiocre importance. Un partisan de Marcel, un changeur appelé Perrin Macé, à qui le dauphin devait le prix de deux chevaux, tue dans une dispute le trésorier des finances, Jean Baillet, et se réfugie dans l'église Saint-Jacques-la-Boucherie, en réclamant le droit d'asile. Sur l'ordre du dauphin le maréchal de Clermont arrache le coupable de l'église, lui fait couper

le poing et l'envoie au gibet. Le lendemain Marcel suivait le cercueil de Macé, et le dauphin assistait aux obsèques de Baillet. Cependant cette violation du privilége de l'Église avait ému la foule et le clergé : une excommunication est lancée contre les hommes du dauphin; le peuple s'anime, se réunit, et, sous les ordres du prévôt, force l'hôtel royal et pénètre jusqu'à la chambre du prince.

Le dauphin, qui avait à ses côtés ses conseillers habituels, les maréchaux de Champagne et de Normandie, reçut les séditieux avec une fermeté inaccoutumée. Marcel lui adressa de dures remontrances : « et lui » requit moult aigrement, rapporte Froissart, que il voulût entreprendre » la paix des besognes du royaume et y mettre conseil, afin que le royaume » qui lui devoit parvenir fût si bien gardé, que telles manières de com» pagnies qui régnoient n'allassent gâtant ni pillant le pays. » A ces reproches injustes, dans un moment où on lui ravissait toute autorité, le prince répondit hardiment : « Je le ferois volontiers si j'avois de quoi le » faire; mais c'est à celui qui a les droits et profits à avoir aussi la garde du » royaume. » La discussion ainsi commencée s'aigrit aisément. Le prévôt éclata : « Monseigneur, dit-il, ne vous étonnez de rien de ce que vous » allez voir, il faut qu'il en soit ainsi. Et vous, continua-t-il en s'adres» sant aux hommes qui l'avaient accompagné, faites vite ce pourquoi vous » êtes venus. » A ces mots des hommes armés se jetèrent sur le maréchal de Champagne et le tuèrent; puis, poursuivant le maréchal de Normandie dans un cabinet où il s'était réfugié, ils le massacrèrent également. Le sang de ses officiers avait rejailli jusque sur les vêtements du dauphin épouvanté. Se croyant aussi menacé, il demande à Marcel de le sauver; celui-ci le rassure, et, pour sauvegarde, lui donne son chaperon aux couleurs populaires et prend celui du prince. Lui montrant alors les corps des maréchaux précipités dans la cour du palais : « Ne vous effrayez pas, » monseigneur, dit le prévôt au dauphin pénétré d'une douleur et d'un » effroi profonds à la vue de ce sanglant spectacle, ce qui s'est fait s'est » fait pour éviter de plus grands périls et *de la volonté du peuple*. »

Étienne Marcel resta maître dans Paris; mais cette violence, qui gâta sa cause, lui devint fatale et fut sa dernière victoire. Le dauphin réussit à sortir de la ville rebelle; il assembla des États-Généraux à Compiègne, et affaiblit, en la divisant, l'influence encore incertaine de la représentation nationale.

Les paysans s'étaient, eux aussi, révoltés : la Jacquerie, cette grande sédition du peuple des campagnes, menaçait à son tour la bourgeoisie.

Marcel, pour dominer Paris, dont les habitants étaient las de se gouverner, rechercha l'appui des serfs; mais ils furent ramenés à la soumission, et le prévôt des marchands vit l'autorité décidément lui échapper : il était suspect à la bourgeoisie et menacé des violences dont il avait donné l'exemple. Enfin il manquait à la fois d'argent, de vivres et de soldats; lui, autrefois si populaire, était accusé de tous les revers. Dans cette extrémité il ne songea plus qu'à sa sûreté : Charles de Navarre avait été chassé de Paris, Marcel voulut l'y faire rentrer et lui donner le commandement général. Un traité fut conclu entre eux; le prévôt des marchands promit de livrer à Charles-le-Mauvais la Porte-Saint-Denis et la Bastille Saint-Antoine dans la nuit du 31 juillet au 1er août.

A l'heure convenue, Marcel se trouvait à la Porte-Saint-Denis; mais il n'y était pas seul. Un échevin, Jean Maillart, qui s'était rallié au parti du dauphin, soit hasard, soit qu'il eût deviné le dessein du prévôt, l'attendait avec quelques hommes au rendez-vous de trahison. Dès qu'il l'aperçut : « Étienne, Étienne, dit-il, que faites-vous ici à cette heure? — » Jean, à vous qu'importe de le savoir! répond celui-ci, je suis ci pour » prendre garde de la ville dont j'ai le gouvernement. — Pardieu, reprit » Maillart, vous n'êtes ci à cette heure pour nul bien, pour trahir la ville. » Marcel s'avance et dit : « Vous mentez. — Pardieu, traître, interrompt » Maillart, mais vous, vous mentez; » et, se tournant vers ses gens : « A mort, crie-t-il, à mort tout homme de son côté, car ils sont traîtres! » et, avant que le prévôt pût se défendre, il tombait frappé à mort. Alors les partisans du dauphin parcoururent la ville, criant : « Montjoie Saint-» Denis! au roi, au duc! » On était fatigué de troubles, de désordres; personne ne défendit la cause de la commune de Paris. Trois jours après cet événement, en même temps que le roi de Navarre, trompé dans ses espérances, se retirait vers le midi, le fils du roi Jean, le lieutenant-général du royaume, rentrait dans Paris, et la royauté recouvrait son action pour sauver la France.

La mort du prévôt des marchands fut le dénoûment du drame populaire commencé après la bataille de Poitiers. Étienne Marcel avait été le défenseur le plus ardent de cette révolution prématurée entreprise pour la liberté; c'est lui surtout qui l'avait dirigée : et quoiqu'il faille lui reprocher les coupables violences, les excès auxquels il entraîna son parti; par les grandes qualités d'esprit, par l'intelligence, par l'énergie remarquable qu'il déploya en de difficiles circonstances, Marcel, ce tribun du quatorzième siècle, mérite dans notre histoire une place importante.



CHARLES V

REMET A DU GUESCLIN L'ÉPÉE DE CONNÉTABLE.

A la mort du roi Jean, arrivée presque subitement à Londres en 1364, son fils avait recueilli avec sa couronne le lourd héritage de ses fautes. Lorsque Charles V monta sur le trône, les conséquences désastreuses de la bataille de Poitiers, perdue dix années auparavant, pesaient encore de tout leur poids sur la France; le traité de Brétigny, l'un des plus désastreux que le pays ait été forcé de conclure, avait livré à l'Angleterre en pleine souveraineté, « pour les tenir perpétuellement et à toujours, » les principales provinces du midi et du nord, qui formaient avec l'ancienne Aquitaine un véritable royaume au prince de Galles, fils d'Édouard III, surnommé le prince Noir. A l'intérieur, les troubles survenus durant la captivité du roi et la minorité de son fils n'étaient pas encore calmés; la Jacquerie, cette terrible révolte du peuple des campagnes, des paysans contre la féodalité, des opprimés contre les oppresseurs, était à peine réprimée; à Paris la bourgeoisie se rappelait encore le temps où avec Marcel elle était maîtresse du royaume; enfin le roi de Na-

varre, Charles-le-Mauvais, ne discontinuait pas ses intrigues et poursuivait le roi Charles V des attaques qu'il avait dirigées contre le régent de France Charles. Au moment même où Jean mourait à Londres, vingt-huit bourgeois de Paris étaient décapités « pour fait de conspiration » pour la liberté et le roi de Navarre. » Le roi de France ne s'effraya pas cependant de tant de périls, il accepta la lutte; et, dans la situation la plus mauvaise où se fût peut-être jamais trouvée la royauté, il conserva tout son sang-froid et toute sa présence d'esprit. Du fond de l'hôtel Saint-Paul, qu'il ne quitta guère, il sut diriger les événements et recouvrer lentement, à force de persévérance et d'habileté, tout ce que la guerre lui avait fait perdre. Au milieu des habitudes guerrières de ce temps, en présence des armées anglaises qui si souvent poussent leurs invasions jusque sous les murs de Paris, c'est un spectacle intéressant de cette époque de voir le successeur du prince impétueux et irréfléchi qui avait succombé si vaillamment à Poitiers regagner par l'adresse de ses négociations, par sa patience, ce que son père avait livré par sa témérité. Le peuple de France, tout en considérant avec quelque mépris la prudente réserve de Charles V, à laquelle ses rois l'ont si peu accoutumé, demeure surpris de trouver à la fin sa politique supérieure au courage entreprenant de ces chefs hardis contre lesquels avait échoué l'audacieuse valeur de Jean.

Toutefois il ne suffit pas de négocier : avant de s'éloigner, les Anglais obligèrent Charles V de combattre malgré ses pacifiques inclinations; mais, pour la première fois, le roi de France ne parut pas sur le champ de bataille, et remit à des mains étrangères l'épée royale. Ce fut un obscur chevalier breton, un aventurier presque, qui fut choisi pour servir de son bras l'active pensée qui conduisait les affaires de la France. Bertrand Du Guesclin exécuta constamment avec une fidélité et un dévouement admirables, surtout dans un temps où le gain décidait seul de la foi militaire, les plans que méditait le roi. La victoire de Cocherel, remportée sur le captal de Buch, qui commandait les troupes du roi de Navarre, inaugura heureusement le règne de Charles V. En se jetant parmi les bataillons ennemis : « Or, avant, mes amis, s'écria le valeureux « Breton, la journée est à nous; pour Dieu, vous souvienne que nous avons « un nouveau roi en France : qu'aujourd'hui sa renommée soit étrennée « par nous. » Il tint parole; et, le jour même de son sacre, Charles V recevait la nouvelle de ce succès, le premier qui signala les armes de la France depuis la funeste journée de Poitiers.

Le brillant succès de Cocherel avait affermi la couronne de France sur la tête du roi; Du Guesclin entreprit alors de rendre quelque calme au royaume en le délivrant de ces routiers, de ces *Grandes-Compagnies*, bandes indisciplinées et avides, que de si longues guerres y avaient attirées et qui, à défaut de combats, vivaient au milieu des campagnes de brigandages et de violences. Il se rendit vers elles et les décida à l'accompagner en Espagne, où il allait défendre la cause de Henri de Transtamare contre son frère Pierre-le-Cruel, roi de Castille. Après avoir d'abord réussi dans ses desseins, Du Guesclin échoua à la bataille de Najara devant la fortune du prince Noir; les Castillans qu'il commandait furent mis en pleine déroute, lui-même resta prisonnier entre les mains de son heureux adversaire. Rendu à la liberté au prix d'une rançon que Charles V paya en partie, Du Guesclin effaça en 1369 le souvenir de sa défaite par la victoire de Montiel, où don Pedro fut vaincu, et qui plaça sur le trône de Castille Henri de Transtamare, l'allié du roi de France.

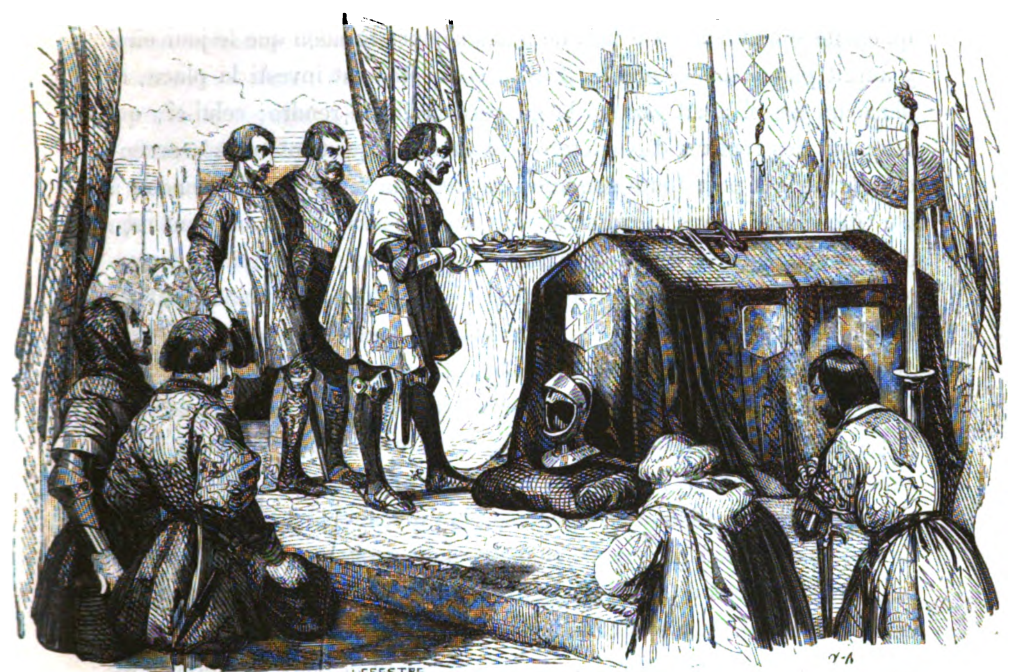
Tandis qu'au midi Du Guesclin assurait l'influence de la France, combattait si vaillamment pour le protégé de Charles V, éloignait les pillards qui ruinaient le royaume; les Anglais pénétraient dans le nord, s'étendaient jusqu'à Reims et revenaient effrayer Paris de leur présence. Des hautes tours de Sainte-Geneviève, des fenêtres de l'hôtel Saint-Paul, on pouvait apercevoir les flammes et les fumées des villages qu'ils incendiaient. Trois armées commandées par les frères du roi tenaient la campagne; mais Charles V avait défendu de livrer bataille : il ne voulait plus remettre les destinées de la couronne aux hasards d'une journée décisive; il préférait des attaques partielles, une guerre d'escarmouches, de siéges, d'embuscades, dans laquelle l'Anglais s'épuisât lentement. Quelque douleur que lui causât la hardiesse des Anglais, bien qu'il ne les vît pas sans une haine profonde s'aventurer impunément jusque sous les murs de la capitale, il attendait, contenant de son impassible main la fougue de ses chevaliers, leur répétant : « Laissez-les aller et se fouler, ils ne pour» ront tollir (enlever) mon héritage par fumières. » Enfin, quand il vit les Anglais abattus, épuisés, dispersés, il appela à lui Du Guesclin pour terminer cette guerre; mais, avant de l'envoyer combattre, il récompensa ses services passés et ses futurs efforts par la remise de l'épée de connétable, « comme au plus vertueux et fortuné en ses besognes, rapporte » Froissard, qui en ce temps s'armât pour la couronne de France. »

Le vaillant capitaine fut reçu à Paris en libérateur; sur son passage les rues étaient remplies d'habitants, à toutes les fenêtres on se pres-

sait pour voir ce chef célèbre, dont la renommée effaçait presque celle du prince Noir, si long-temps victorieux. Son nom retentissait bien plus que celui du roi; on était avide d'applaudir l'homme dont les succès avaient rétabli la fortune de la France, le chevalier dont les hardiesses avaient si souvent étonné l'ennemi. On racontait des histoires merveilleuses sur Du Guesclin; on disait qu'à ses premières années, lorsque sa mère, effrayée du caractère violent du jeune Breton, de ce « mauvais » garçon, toujours blessé, ou battant ou battu, » désespérait d'en faire jamais un chevalier, une pieuse femme lui avait prédit la haute fortune de cet enfant; on prétendait qu'il descendait d'un roi maure autrefois retiré en Bretagne, qui, chassé de ce pays par Charlemagne, y aurait laissé un fils que celui-ci fit baptiser, et qui devint le chef de cette famille où la France devait trouver un sauveur.

Charles V, environné de sa cour, attendait Du Guesclin à l'hôtel Saint-Paul. Dès que le vainqueur de Montiel fut en présence du roi, il fléchit le genou devant son souverain : celui-ci ne le voulut pas souffrir, et, le relevant aussitôt, il lui dit qu'il le désirait avec impatience, ayant à la fois besoin de sa tête et de son épée pour repousser les Anglais, qui faisaient d'étranges ravages dans tout le royaume; puis il ajouta que, pour lui donner plus de courage à se bien acquitter de cette mission, il avait résolu de lui remettre l'épée de connétable. D'abord Du Guesclin refusa, « disant qu'il étoit un pauvre homme et de basse venue; qu'il n'oseroit » commander aux frères, neveux et cousins du roi. » Mais Charles V insista avec une fermeté qui ne permettait pas de résister plus long-temps. En présence de ses frères, des plus illustres seigneurs de France, le roi présenta l'épée de connétable à Bertrand Du Guesclin. Le héros breton reçut avec respect cette distinction, la plus éminente que pût conférer la royauté; mais cependant il demanda hardiment au prince, avant de le quitter : « *que si aucun traître, en son absence, par trahison » rapportoit aucun mal de lui, il ne croiroit point le rapport; ne jà ne » lui en feroit pis, jusqu'à ce que les paroles fussent relatées en sa pre- » sence.* » A cette condition il accepta, puis il partit afin d'aller mériter, mieux encore qu'il ne l'avait fait, la haute dignité qu'on venait de lui remettre. Pied à pied il disputa la France aux Anglais, il les repoussa jusqu'à la côte, les obligea de repasser le détroit, et, vers les dernières années du règne de Charles V, ils ne possédaient plus de places importantes dans ce pays, dont ils avaient été les maîtres un instant, que Bayonne, Bordeaux et Calais.





MORT DE DU GUESCLIN.

Si la vie de Bertrand Du Guesclin, comblée de la gloire et des honneurs que méritait l'homme qui avait délivré la France des Anglais, forme une des plus nobles pages de notre histoire, sa mort et les circonstances touchantes dont elle fut entourée expriment mieux encore, peut-être, l'estime qu'inspirait ce beau caractère aussi bien à ceux qu'il combattait qu'au peuple pour qui il tirait l'épée.

Du Guesclin s'était rendu en Auvergne afin de compléter le grand œuvre d'affranchissement auquel il avait consacré sa vie; les Anglais, chassés des plus importantes provinces, étaient encore maîtres de quelques forteresses que le connétable voulait leur enlever. Au commencement du mois de juin, il rejoignait le maréchal de Sancerre, son ami, devant le château de Randon, où s'était renfermé une de ces compagnies franches auxquelles le meurtre et le pillage étaient habituels et qui désolaient le pays de leurs excès. Du Guesclin pressa le siége avec vigueur : à diverses reprises, il avait tenté l'assaut sans réussir à pénétrer dans la place; mais la résistance qu'on lui opposait, loin de le décourager, n'avait

qu'excité son ardeur, et il jura de n'abandonner Randon que le jour où il y aurait planté son étendard. Il avait complétement investi la place, et plusieurs fois il avait sommé le gouverneur de se rendre; celui-ci, qui attendait des renforts d'Angleterre, avait énergiquement refusé, acceptant seulement pour toute condition de livrer la forteresse de Randon à Du Guesclin si, dans un intervalle de quinze jours, il n'avait point reçu de secours. Durant cette négociation, Du Guesclin était tombé dangereusement malade; mais on avait réussi à cacher au commandant de Randon ce triste événement : le maréchal de Sancerre avait été l'intermédiaire de sa soumission conditionnelle, et l'orgueil irrité du connétable avait servi de prétexte pour expliquer son absence.

Le mal fit de rapides progrès, et bientôt Du Guesclin dut faire à ses amis d'éternels adieux; il leur adressa ses derniers conseils, leur recommandant, avec une humanité qu'on se plaît à voir unie à tant de valeur, de ne jamais considérer comme ennemis, dans quelque pays qu'ils fissent la guerre, les gens d'église, les femmes, les enfants, les vieillards et tout le pauvre peuple. Se tournant enfin vers Olivier de Clisson, son compagnon d'armes : « Messire Olivier, lui dit-il, je sens que la mort m'approche de près, et ne vous puis dire beaucoup de choses. Vous direz au roi que je suis bien marry que je ne lui aye fait plus long-temps service, de plus fidèles n'eussé-je pu; et si Dieu m'en eût donné le temps, j'avois bon espoir de lui vuider son royaume de ses ennemis d'Angleterre. Il a de bons serviteurs qui s'y emploieront de mesmes effets que moi, et vous, messire Olivier, pour le premier. Je vous prie de reprendre l'espée de connestable et la lui rendre : il saura bien en disposer et faire élection de personne digne. Je lui recommande ma femme et mon frère; et adieu, je n'en puis plus. »

Ce souvenir touchant de Du Guesclin, à sa dernière heure, pour le prince à qui il devait sa fortune, semble heureusement démentir cette mésintelligence qu'on prétend avoir séparé, sur la fin de leur vie, le connétable et le roi de France, le serviteur fidèle et dévoué et le maître reconnaissant. Lorsqu'on le voit sur son lit de mort se préoccuper si vivement encore du salut de la France, on a peine à croire qu'il eût dès lors résolu de porter ses services à l'Espagne et d'abandonner le pays pour lequel il avait si vaillamment et si long-temps combattu.

Bertrand Du Guesclin, le bon connétable, comme on l'appelait, mourait le 13 juillet 1380, et le même jour expirait le délai accordé au gouverneur de Randon pour la reddition de la place qu'il avait courageuse-

ment défendue. Lorsqu'il se présenta au camp français, il le trouva silencieux et triste; les soldats, dans ce chef qui les avait conduits si souvent à la victoire, pleuraient leur défenseur et leur père, celui qui avait fait leur fortune, et qui plus d'une fois avait payé de ses propres deniers la rançon qu'exigeait l'ennemi. Le capitaine anglais, reçu par le maréchal de Sancerre, traversa le camp, et lorsqu'il arriva à la tente de Du Guesclin il vit le connétable, à qui il venait faire sa soumission, étendu inanimé sur son lit de mort. Toutefois il ne se crut pas dégagé de sa promesse; mais il ne voulut remettre qu'au connétable seul les clefs du château de Randon. Réunissant ses troupes, il revint à cette tente, où il ne restait plus qu'un noble souvenir, déposer sur le cercueil de Du Guesclin les clefs de cette forteresse qu'il livrait pour ainsi dire à la glorieuse mémoire du brave chevalier breton.

Cet hommage touchant, qui honore également le vainqueur et le vaincu, fut bientôt suivi de ceux de toute la France; la mort de Du Guesclin fut l'objet d'un deuil auquel toutes les villes s'associèrent. le peuple n'avait pas oublié que c'était Du Guesclin qui avait chassé l'Anglais du sol national, et il voulut que ses regrets témoignassent hautement de sa reconnaissance. « Partout où le cortége passa, dit un historien, il fut » accompagné d'un concours prodigieux de peuple, qui, avec de grands » gémissements, priait pour le connétable et le comblait de bénédictions et » d'éloges. Les chapitres et les évêques le recevaient dans leurs églises, et il » n'en partait qu'après les services qui se faisaient pour lui et les oraisons » où on le nommait le conservateur du royaume et le libérateur de la patrie. »

Le convoi se rendait à Dinan, où Du Guesclin devait être enseveli, quand un ordre du roi changea la direction de cette marche funèbre. Charles V avait réservé un honneur suprême au vaillant chevalier, au connétable dont les services avaient affermi sur son front la couronne de France : il voulut que les restes de Du Guesclin reposassent à Saint-Denis, dans la noble sépulture des rois de France.

Le cercueil de Du Guesclin arriva à Saint-Cloud dans le commencement du mois d'août, et de là, sans traverser Paris, il se rendit à Saint-Denis. Sur son passage se pressaient les Parisiens empressés de saluer encore une fois le héros à qui la France devait son indépendance. La cérémonie fut célébrée avec une pompe royale; tous les princes qui se trouvaient à Paris et les plus grands personnages de la cour de Charles V y assistèrent, et l'illustre connétable qui fut « Bayard dans sa jeunesse, Turenne dans son âge mûr, » a dit M. de Chateaubriand, reçut, avant de

prendre pour toujours place parmi les cendres royales, des honneurs dont l'éclat prouve que la France était digne de la grandeur de son dévouement.

Deux mois après la mort de Du Guesclin, le 16 septembre 1380, Charles V mourait, et à côté des restes du connétable on déposait le corps du roi : la pensée persévérante et sage et le courage inébranlable qui avaient réparé les malheurs du règne précédent étaient réunis dans leur éternel repos, comme ils l'avaient été pour le salut de la monarchie dans leur heureuse activité.

En 1389, Charles VI, dont la démence devait ramener en France les ennemis que la sagesse de son père en avait éloignés, rendit dans l'église de Saint-Denis un nouvel hommage à la mémoire de Du Guesclin. La popularité du bon connétable s'était accrue depuis sa mort; sa vie avait été écrite pour l'enseignement du jeune roi, qui admirait avec passion les hauts faits du chevalier breton, dont l'écrivain qui nous les a transmis dit dans son naïf enthousiasme : « Ses actions n'étaient que hérauts de sa gloire; les défaveurs, théâtres élevés à sa constance; son cercueil, embasement d'un immortel trophée. » Charles VI et avec lui le duc de Touraine, son frère; le comte de Nevers, fils du duc de Bourgogne, qui depuis fut Jean-sans-Peur; le fils du roi de Navarre; Clisson, qui avait obtenu la charge de connétable; tous portant l'épée nue, environnés d'écuyers qui tenaient chacun une bannière éployée aux armes de Du Guesclin, d'argent, à l'aigle impérial de sable, avec sa devise, vinrent solennellement à Saint-Denis, dont les voûtes retentirent encore une fois de l'éloge de l'Aigle de l'Ouest, comme les chroniques nomment parfois le chevalier breton.

La tombe de Du Guesclin, placée dans l'église royale, était de marbre noir et surmontée de sa statue en marbre blanc; sur cette tombe on lisait cette épitaphe :

ICY GIST
MESSIRE BERTRAND DU GUESCLIN,
COMTE DE LONGUEVILLE, CONNESTABLE DE FRANCE,
QUI TRÉPASSA AU CHATEL-NEUF DE RANDON EN GÉVODAN,
EN LA SÉNÉCHAUSSÉE DE BEAUCAIRE,
LE TREIZIÈME DE JUILLET 1380.

Long-temps une lampe brûla incessamment devant le tombeau du noble chevalier dont le nom, au milieu de nos guerres fatales contre l'Angleterre, jette un si pur et si vif éclat dans l'histoire de la France.



DÉMENCE DE CHARLES VI.

La sage administration de Charles V, ses prudents efforts semblaient promettre au pays un heureux avenir; la cruelle blessure faite à la France dans la journée de Poitiers était guérie, les Anglais avaient dû reculer et lâcher les conquêtes qui les avaient amenés jusqu'au centre du royaume; les finances se rétablissaient, de riches réserves étaient cachées dans les résidences royales; enfin la vigilance de Charles V et l'épée de Du Guesclin avaient préparé à Charles VI un règne facile et prospère, s'il eût hérité quelque peu de la prévoyance et de l'habileté de son père. Mais pendant plus d'un demi-siècle tous les hommes qui gouvernent le pays paraissent frappés d'une profonde incapacité. Tour à tour l'avidité, l'ambition, la démence s'emparent des chefs de l'État; tous songent à leur intérêt personnel, aucun ne se préoccupe un instant des devoirs de la royauté. D'abord, à la mort de Charles V, ses frères se disputent la régence durant la jeunesse de son fils à peine âgé de douze ans, mais c'est pour piller le trésor public et se partager les provinces. Quand finit la minorité de Charles VI, son intelligence est déjà énervée en quelque

sorte par l'excès des plaisirs, troublée aussi par ce grand succès de Rosebecque, qu'il obtient à quatorze ans. Avant tout il voudrait retourner au combat : il demande successivement la guerre contre l'Angleterre, les Flandres et l'Allemagne; puis, lorsque les mésintelligences et les dilapidations de ses oncles l'obligent à la paix, à défaut de batailles il lui faut des fêtes, des tournois, des prodigalités sans fin. Cependant, au milieu de ces ardeurs de l'imagination, Charles VI avait le désir du bien; dès qu'il a atteint sa majorité, en 1388, il remercie ses tuteurs de leurs soins, rappelle alors les habiles conseillers de son père et s'appuie sur le connétable de Clisson, nature violente, emportée, mais dévoué à la royauté. Charles VI, enfin, sans renoncer aux brillantes cérémonies, aux joyeuses et splendides journées, essayait de faire revivre les sages traditions du gouvernement paternel, quand sa raison affaiblie l'abandonna complétement et le livra pour le reste de son règne aux tristes inspirations de la démence.

Le connétable de Clisson, à qui Charles VI portait une sincère affection, s'était à la fois attiré la haine de la noblesse de France et du puissant duc de Bretagne. Auprès du roi il combattait les prétentions des seigneurs; en Bretagne il les soutenait contre le duc Jean IV : les ressentiments divers qu'il avait excités s'entendirent, un ennemi de la maison d'Anjou, à laquelle Clisson était allié, le sire de Craon, se chargea de la vengeance commune. Le 13 juin 1392, au moment où le connétable revenait d'une fête donnée à l'hôtel Saint-Paul, quarante bandits, conduits par Pierre de Craon, se jetèrent sur lui et le laissèrent pour mort percé de blessures, frappé à la tête. Charles VI, averti du meurtre, se rendit en toute hâte auprès de Clisson et jura de le venger, en affirmant que jamais chose ne serait payée plus cher que celle-là.

Le meurtrier s'était réfugié en Bretagne; le roi résolut de poursuivre à la fois l'assassin et le duc de Bretagne, qui avait conseillé le crime. Quelque répugnance qu'ils eussent à s'armer pour la cause de Clisson, Charles VI exigea que ses oncles lui amenassent leurs vassaux et l'accompagnassent dans son expédition. Les princes retinrent le jeune roi autant qu'ils purent; mais il fallut enfin obéir, on se mit en marche vers la Bretagne. Charles, à peine relevé d'une grave maladie, était encore souffrant, néanmoins il ne voulut écouter aucun avis; dès qu'il se sentit assez fort, il monta à cheval et fit déployer l'étendard royal : il était déjà livré à une agitation fiévreuse, et cherchait à échapper par le mouvement et les aventures aux troubles de son esprit.

On était alors au milieu de l'été, vers les premiers jours du mois d'août; un soleil ardent brûlait la campagne affaissée pour ainsi dire sous une étouffante chaleur. Charles VI, chargé d'un lourd habit de velours noir, couvert de ses armes, coiffé d'une toque également en velours, précédait son escorte et s'avançait seul dans une forêt voisine du Mans. Tout à coup des profondeurs du bois s'élance un homme de mauvaise mine, vêtu seulement d'une cotte de toile grossière; il se jette à la bride du cheval du roi en criant d'une voix terrible : « Arrête, noble roi, ne chevauche plus » avant; retourne, tu es trahi! » suit quelques instants le roi, puis rentre dans la forêt, tandis que Charles continue pensivement sa route. Il était environ midi lorsqu'il sortit du bois du Mans pour traverser une plaine aride de sable; tout le monde marchait silencieusement, supportant avec accablement les pénétrantes ardeurs du soleil. Charles VI, toujours en avant des hommes de sa suite, semblait plongé dans une sombre méditation, quand, au milieu de ce calme qu'interrompait à peine le pas amorti des chevaux, un page qui portait la lance royale la laisse tomber sur un casque. A cet éclat inattendu, à ce bruit du fer qui frappe le fer, Charles tressaille, tire son épée et, courant à son escorte, s'écrie : « Sus, sus aux » traîtres, ils veulent me livrer! » Il s'élance ainsi vers son frère le duc d'Orléans, qu'il menace l'épée haute; le jeune prince échappe à la fureur du roi, mais, avant qu'on eût pu s'emparer de Charles, il tua, dit Monstrelet, quatre hommes de sa suite. Enfin, un chevalier le saisit par derrière; on le désarme, on le descend de cheval, et on le couche doucement sur la terre. Lorsqu'il revint un peu à lui et qu'il apprit ce qu'il avait fait, Charles fut désespéré; il demanda pardon, se confessa et offrit de religieuses expiations. L'accès de fureur était calmé, mais le roi de France était insensé; à peine échappé à l'avide tutelle de ses oncles, la démence le replaçait sous celle de son cousin et de son frère dont les rivalités devaient être si fatales à la France. Cependant on conservait quelque espoir de guérir cette intelligence malade; parfois de passagères lueurs de raison venaient encore l'éclairer, quand un funeste accident augmenta la folie qu'on essayait de guérir.

La reine donnait un bal splendide pour fêter le mariage d'une de ses dames. Pour prendre plus complétement part aux divertissements de cette soirée, le roi et cinq seigneurs avec lui eurent l'idée funeste de se déguiser en sauvages; chacun se fit coudre dans une toile enduite de poix sur laquelle on colla des étoupes, et l'étrange mascarade pénétra dans les salles où Isabeau de Bavière avait réuni la cour de l'hôtel Saint-Paul.

Une partie de la nuit se passa joyeusement, personne n'avait reconnu le roi, lorsque le duc d'Orléans, soit pour plaisanter, soit par étourderie, ignorant que son frère fût mêlé à ces bizarres figures, approcha un flambeau de ces costumes. En un instant ils furent enflammés; au milieu des cris d'angoisses de ces malheureux retentirent ces mots : « Sauvez le roi! » La duchesse de Berry, la jeune épouse du vieil oncle de Charles VI, devina en quelque sorte son neveu parmi ces malheureux, elle le saisit, l'enveloppa dans sa robe et le sauva. Les compagnons du roi moururent dans d'horribles souffrances.

Charles VI avait échappé au danger, mais l'émotion de cette soirée lui ravit entièrement la raison; les instants de calme furent plus rares, les souffrances plus vives, l'oubli de la réalité devint plus profond. Il prétendait n'être point marié et n'avoir pas d'enfants, puis il se méconnaissait lui-même; il ne voulait plus être ni Charles, ni le roi de France : « Je » m'appelle Georges, disait-il, mes armes sont un lion percé d'une épée. » Et, s'il apercevait des lis sur les vitraux, sur les murailles, il les brisait ou les effaçait. Dès lors le mal empira de jour; en jour et ce prince si fier, si heureux au début de son règne, couronné à quatorze ans par la victoire de Rosebecque, termina sa vie dans un triste abandon, livré à des mains étrangères, délaissé de sa famille, de la reine, manquant parfois de pain et de feu. Le peuple de Paris garda seul souvenir de son roi; il n'avait pas oublié sa bonté, ses louables intentions, sa politesse affable pour chacun : on l'aimait, on le respectait malgré sa démence; dans les jours de misères et de désordre, c'est encore de lui qu'on attendait le repos, le bonheur; et peut-être, si dans son palais, si parmi ses parents il avait trouvé autant de tendresse et de dévouement que chez ses sujets, la raison lui fût-elle revenue. Mais la folie de Charles VI ne fut qu'une occasion pour l'ambition de son frère, de ses oncles et de son cousin : ils ne songèrent tous qu'au pouvoir, qu'ils se disputèrent avec fureur; profitant tour à tour des moments de calme du souverain pour lui faire approuver leurs intrigues. L'autorité royale ne parut même pas suspendue, Charles semblait toujours exercer ses fonctions; on n'établit pas de régence, chacun des princes était trop jaloux de ses adversaires pour accorder à l'un d'eux une telle supériorité : ils formèrent un conseil que présidait le duc de Bourgogne et dans lequel se discutaient les affaires de l'État. Charles VI régna encore près de trente années, mais il n'y eut plus de gouvernement; ce fut une lutte qui s'animait chaque jour davantage, et dont le meurtre et la trahison furent le dénoûment.



ASSASSINAT DU DUC D'ORLÉANS.

Quand l'apparition de la forêt du Mans eut ravi au fils de Charles V la raison et l'autorité, pour ne lui laisser qu'un vain titre, qui ne fît que mieux ressortir l'abandon et la misère où Charles l'insensé termina sa vie, le gouvernement du royaume devint l'objet d'âpres ambitions. Les plus ardents à la poursuite du pouvoir vacant furent le duc d'Orléans, frère du roi, et Jean-Sans-Peur, duc de Bourgogne; la lutte entre eux fut acharnée et commença cette longue suite de troubles et de guerres civiles qui conduisirent la France à une ruine presque complète. Dès que la démence de Charles VI l'eut mis dans l'impossibilité de diriger les affaires, le duc d'Orléans réclama la régence comme premier prince du sang; toutefois, tant que vécut Philippe-le-Hardi, chef du deuxième duché de Bourgogne, le duc d'Orléans, son neveu, contint ses désirs. Mais lorsque Jean-Sans-Peur succéda à son père, les prétentions rivales des maisons d'Orléans et de Bourgogne éclatèrent sans réserve : les deux cousins avec une profonde animosité se disputèrent l'administration du royaume, s'appuyant, l'un sur la bourgeoisie de Paris, parmi laquelle il

s'était rendu populaire; l'autre, le frère de Charles VI, sur les seigneurs qu'il attirait par les séductions de son esprit, par le luxe de ses habitudes.

Durant trois années cependant, de 1404 à 1407, la querelle fut entre eux en quelque sorte toute politique, ils s'attaquaient seulement encore par les mesures qu'ils obtenaient réciproquement du conseil institué pour administrer le pays. Le duc de Bourgogne apportait une constante opposition à tout ce que décidait son adversaire : il protestait hautement contre l'établissement des impôts excessifs levés pour payer les immenses prodigalités, les ruineuses magnificences du frère de Charles VI; il s'unissait intimement aux Parisiens, relevait leurs barricades et les soulevait contre l'épouse et le frère de Charles VI. En 1405 ses intrigues excitèrent une révolte dans Paris, il la seconda avec une petite armée, s'empara du jeune dauphin, et obligea le duc d'Orléans et la reine Isabeau de Bavière à fuir; la guerre était imminente, le duc fugitif était revenu vers Paris avec une armée, on allait combattre, quand les négociations du duc de Berry amenèrent un accommodement. Le duc d'Orléans se vengea l'année suivante, en faisant échouer, par l'influence qu'il exerçait sur le gouvernement, une entreprise d'un haut intérêt pour la France et pour la popularité de son adversaire : en 1406 le duc de Bourgogne avait fait des préparatifs considérables contre Calais, il avait assemblé des troupes, lorsqu'il fut arrêté par la pénurie du trésor, qu'avaient épuisé les largesses et les fêtes splendides de son rival; il reçut l'ordre de licencier ses soldats et revint animé d'une haine violente contre celui qui l'avait empêché d'accomplir la conquête brillante qu'il méditait. A ces ressentiments politiques, à cette lutte d'ambition, se joignaient dans les derniers temps des raisons plus intimes, des injures domestiques qui compromettaient également l'honneur des deux princes.

Encore une fois cependant, le duc de Berry tenta de réconcilier ses neveux; il parvint même à leur faire jurer paix et amitié en présence du conseil du roi, ils rompirent ensemble l'hostie sainte en témoignage de leur sincérité et s'embrassèrent. Mais chez le duc de Bourgogne ces bienveillantes démonstrations n'étaient qu'apparentes, il gardait toujours un désir féroce de vengeance et, à l'instant même où il promettait l'oubli devant Dieu, il méditait une horrible violence.

Le 23 novembre 1407, le lendemain même d'un repas offert aux deux princes par le duc de Berry pour sceller mieux leur réconciliation, le duc d'Orléans étant allé dans la soirée visiter la reine Isabeau de Bavière à son hôtel de la rue Barbette, un valet de chambre du roi, complice de ses

ennemis, lui vint dire : « Monseigneur, le roi vous mande que sans » délai veniez devers lui et qu'il a à parler à vous hâtivement et pour » chose qui grandement touche à lui et à vous. » Le prince, sans défiance, sans aucun soupçon, sortit aussitôt accompagné seulement de deux écuyers, de quelques pages et de quatre ou cinq valets de pied portant des torches. Il s'en allait, vêtu simplement d'une robe de damas noir, en arrière de ses gens, chantant à demi-voix en se jouant avec insouciance, quand tout à coup vers la moitié de la rue Barbette une troupe d'hommes armés, cachée dans une maison, se précipite sur son escorte, renverse les torches, les foule aux pieds, et court au duc en s'écriant : « A mort! à mort! » D'abord le prince crut à une méprise et s'écria : « Je » suis le duc d'Orléans. — C'est ce que nous demandons! » lui répondirent les meurtriers, et ils le jetèrent en même temps de sa mule en redoublant leurs violences. Ce fut un instant d'affreux désordre, où se confondaient les cris de douleur et les menaces de mort; les assassins frappaient de haches et d'épées leur victime, qui essayait vainement de parer les coups avec son bras. Le duc tomba sans que la fureur de cette attaque se ralentît : ses cris éveillaient au loin l'écho sans qu'on accourût à lui; les fenêtres restaient fermées, la rue déserte. Cependant, au commencement de ce tumulte, les chevaux des écuyers qui précédaient le duc s'étaient emportés, et quand ils purent les arrêter ils aperçurent la mule de leur maître qui les suivait sans porter de cavalier. Alors ils redoutèrent un malheur et revinrent sur leurs pas; en voyant le duc d'Orléans accablé par cette bande d'assassins, ils coururent à l'hôtel de la reine en criant : « Au meurtre! » Enfin on s'agita, on vint au secours du prince; alors un homme caché jusqu'aux yeux sous un grand chaperon rouge, sortant d'une maison voisine, s'approcha des meurtriers en leur disant : « Éteignez tout, allons-nous-en, il est bien mort, » et tous s'enfuirent en semant la rue de chausses-trappes et en incendiant une maison pour arrêter les poursuites. Cette triste lueur éclaira une scène de désolation : le prince était étendu dans la boue, la tête brisée, le corps couvert de blessures, un main séparée du bras; à ses côtés gisait un jeune écuyer, autrefois son page, qui avait été tué en le défendant. Ces misérables restes soigneusement recueillis furent placés dans un cercueil de plomb et ensevelis avec solennité; tous les seigneurs qui formaient surtout le parti du duc d'Orléans, ses oncles les ducs de Berry et de Bourbon, les comtes de Nevers, de Clermont, de Vendôme, de Saint-Pol assistèrent à la funèbre cérémonie. Le duc de Bourgogne se mêla à cette foule et vint donner de feints

regrets à sa victime; mais il ne trompa personne, nul n'ignorait le nom de l'assassin : tout d'abord on avait désigné Jean-Sans-Peur; on prétendit même l'avoir aperçu parmi les hommes de la rue Barbette.

Cependant le conseil des princes se réunit pour découvrir l'auteur du crime, et le duc de Bourgogne, qui avait repris son audace, s'avoua hardiment comme le meurtrier et se réfugia dans ses états. Cette précaution était inutile, on n'osa pas le poursuivre; la duchesse d'Orléans, Valentine de Milan, demanda justice sans pouvoir l'obtenir, et la voix seule de cette épouse désolée s'éleva contre cette lâche et horrible violence. Les Parisiens, qui détestaient le duc d'Orléans pour son faste et son orgueil, applaudirent hautement; les états de Flandre et de Bourgogne, auxquels le duc exposa « comment il avoit fait occire le duc Louis et la cause pour» quoi il l'avoit fait, » approuvèrent également sa conduite.

Le duc de Bourgogne ne resta pas long-temps éloigné de Paris, il revint avec une armée, malgré les défenses du roi, et fut reçu comme un protecteur par les Parisiens; ils saluèrent son retour de leurs acclamations, et l'entrée du meurtrier du frère de Charles VI sembla un triomphe. Afin qu'il fût complet, Jean-Sans-Peur fit prononcer publiquement en présence de la cour, par un cordelier appeler Jean Petit, une apologie de son crime; étrange monument des mœurs de ce siècle, lâche discours qui déshonorait tout à la fois et celui qui le prononçait et ceux qui l'écoutaient. On profita d'un instant de calme pour faire déclarer à Charles VI qu'il ne conservait aucune déplaisance de la mort de son frère, et le duc de Bourgogne se crut suffisamment absous. En 1409 de nouvelles négociations eurent lieu, et la reine et les princes d'Orléans, qui jusqu'alors s'étaient refusés à toute paix, consentirent à pardonner au meurtrier du duc d'Orléans.

La réconciliation eut lieu dans l'église de Chartres : les fils du duc d'Orléans jurèrent qu'ils ne gardaient aucune malveillance contre leur cousin, et celui-ci voulut bien demander pardon au roi « pour le fait » commis en la personne du duc d'Orléans pour le bien du royaume et » de sa personne; » on se promit solennellement, en face de l'autel, une inviolable amitié et l'oubli du passé.

Jean-Sans-Peur put alors croire son crime entièrement expié; mais il avait donné aux partis un exemple fatal, qui ne fut point oublié : un jour on devait, lui rappelant l'assassinat de la rue Barbette, le frapper en prétextant le bien du royaume, comme il l'avait fait lui-même pour justifier sa vengeance.



BATAILLE D'AZINCOURT.

Henri V, roi d'Angleterre, profitant des troubles de la France, débarqua en 1415 à Harfleur avec une armée de vingt mille archers et de six mille hommes d'armes. Les luttes d'ambition des Bourguignons et des Armagnacs portaient leurs fruits, et la guerre civile enfantait la guerre étrangère. Les Anglais, chassés avec tant d'efforts par Charles V, traversaient de nouveau le détroit; et cette fois ce n'était plus de quelques villes, de quelques provinces qu'ils devaient s'emparer, c'était presque de tout le royaume. Du front de Charles VI, la couronne allait un instant tomber sur la tête du roi d'Angleterre; et, tandis que le fils de Charles VI, l'héritier légitime, proscrit, fugitif, s'appellera dérisoirement le roi de Bourges, le fils de Henri V sera le roi de France et régnera à Paris.

Toutefois l'entreprise du roi d'Angleterre, même au milieu des agitations de la France, était hardie, téméraire, et il y eût vraisemblablement succombé sans l'imprévoyance et l'aveuglement de cette noblesse dont les débats lui avaient ouvert l'entrée du pays. Mais la fortune et l'habileté étaient pour lui. Où il devait échouer il réussit; et, comme avant

lui Édouard III à Crécy, le prince de Galles à Poitiers, Henri V à Azincourt remporta un de ces avantages surprenants qui soumettent pour long-temps les destinées d'un peuple.

Après s'être emparé de Harfleur, Henri V, dont l'armée s'épuisait par une épidémie, résolut, afin de lui donner du repos, de gagner Calais en traversant la Normandie et la Picardie. Cependant une armée française se réunissait à Orléans; depuis celle qui avait été vaincue à Poitiers, c'était la plus brillante et la plus nombreuse qu'on eût assemblée en France : elle formait un corps de quatorze mille hommes d'armes et de cinquante mille fantassins. Toute la noblesse de France avait levé l'étendard contre l'invasion anglaise, et à la tête de ces troupes vaillantes, bien équipées, marchaient les princes d'Orléans, les ducs d'Anjou, d'Alençon, de Bourbon. Pour arriver à Calais, pour passer la Somme, il fallait que Henri V perçât, avec des forces deux fois inférieures, cette menaçante armée qui lui barrait la route; il essaya de franchir la Somme à Abbeville, les Français gardaient toutes les villes. Alors il remonta jusqu'à Saint-Quentin et réussit à passer la rivière; mais en se dirigeant vers Calais il rencontra encore devant lui l'armée française. Inquiété dans sa retraite, coupé de sa ville de refuge, Henri regretta peut-être à ce moment son imprudente expédition et jeta des regards d'envie vers les côtes d'Angleterre. Enfin il fit à ses adversaires des propositions d'accommodement; elles furent repoussées par cette noblesse ardente, qui, se croyant invincible malgré deux défaites, désirait à tout prix une bataille, une revanche de Crécy et de Poitiers. Elle envoya demander au roi d'Angleterre, selon les coutumes chevaleresques : « A quel jour et à quel lieu » la bataille? » Henri n'avait plus pour ressource que de combattre résolument; il répondit fièrement qu'il allait droit à Calais, qu'il n'entrerait dans aucune ville, qu'ainsi on le trouverait toujours en plein champ, ajoutant : « Nous engageons nos ennemis à ne pas nous fermer la route et à » éviter l'effusion du sang chrétien. »

Le jeudi 24 octobre 1415, les deux armées se rencontrèrent au château d'Azincourt. C'est là, sur le chemin de Calais, que les Français attendaient le roi d'Angleterre, voulant l'obliger à une bataille s'il essayait de poursuivre sa route. Henri se prépara activement à la lutte à laquelle on le forçait; il choisit bien son terrain, disposa habilement les douze mille hommes qui lui restaient et forma son plan de combat sur les souvenirs de la journée de Crécy. La nuit arrivée, l'armée anglaise pria; les hommes d'armes descendirent de cheval : et, s'agenouillant à côté des

archers, tous demandèrent à Dieu la victoire. Du côté des Français, au contraire, il n'y avait que tumulte et confusion. Chacun se disputait la première place au combat; toute cette chevalerie, couverte de fer et d'or, s'était engagée entre deux bois, dans un terrain marécageux où les chevaux piétinaient une terre grasse, épaisse, dans laquelle ils ne pouvaient avancer. Toute cette lourde cavalerie richement caparaçonnée, couverte de lourdes armures, d'or et d'acier, formait trois énormes bataillons sans espace, sans mouvement, pressés l'un sur l'autre, se gênant réciproquement dans leurs efforts. Des feux allumés de toutes parts livraient le secret de ce désordre, qu'augmentaient les cris, les querelles personnelles, l'accumulation de cette foule indisciplinée. La bataille fut retardée d'un jour afin d'attendre le connétable de France, qui n'était pas arrivé.

Le 25 octobre, le roi d'Angleterre entendit trois messes selon sa coutume, puis se couvrit de son casque, orné d'une couronne d'or, et au pas de son cheval il traversa les rangs de ses soldats en les encourageant de quelques paroles brèves et énergiques : « Souvenez-vous, dit-il, que » vous êtes de la vieille Angleterre, que vos parents, vos femmes, vos » enfants vous attendent là-bas; il faut avoir un beau retour. Les rois » d'Angleterre ont toujours fait belle besogne en France... Gardez l'hon- » neur de la couronne, gardez-vous vous-mêmes. » A ce moment Henri tenta encore d'obtenir la paix; il n'y réussit pas, et le maréchal d'Angleterre jeta son bâton en l'air en disant à haute voix : « Maintenant » frappe! » Les Anglais répondirent par un cri de courage et ils attendirent; l'armée française ne remua point : les étendards, les bannières, les armes, les longues lances s'agitaient; les hommes et les chevaux demeuraient en place, attachés à cette terre où leurs pieds s'étaient lourdement enfoncés. Les archers anglais commencèrent l'attaque en lançant leurs traits contre cette masse immobile : elle s'ébranla enfin; mais, lorsque le premier escadron atteignit les retranchements ennemis, des douze cents hommes qui le formaient il n'y en avait plus moitié, les flèches des archers qui garnissaient les bois où s'étaient inprudemment engagés les Français avaient abattu le surplus. Ceux qui restaient jetèrent en reculant le désordre dans l'avant-garde, où les rangs étaient nombreux, pressés, sans pouvoir agir, dans la position qu'avait choisie l'armée française. Ce fut alors un horrible désastre; les Anglais, voyant devant eux cette foule impuissante, incapable de se mouvoir, étaient sortis de leur camp et l'attaquaient de la hache, de l'épée, de la masse plombée, presque sans trouver de résistance. L'avant-garde et le centre furent ainsi enfoncés;

l'arrière-garde, laissée sans chef, ne combattit même pas, elle prit tout d'abord la fuite et donna l'exemple de la déroute. A vrai dire, il n'y eut pas de bataille; l'intrépidité de la noblesse française ne se retrouva que dans quelques actions individuelles : ainsi, dix-huit gentilshommes, qui avaient fait vœu de mourir ou d'abattre la couronne du roi d'Angleterre, s'acharnèrent contre lui et succombèrent tous dans la lutte. Le duc d'Alençon s'attacha également, dit-on, à combattre Henri; il fendit en deux la couronne qui décorait son casque et tomba frappé par le roi d'Angleterre. Au moment où l'avant-garde était déjà rompue, le duc de Brabant, frère du duc de Bourgogne, dont on avait refusé les secours, arriva en toute hâte sur le champ de bataille; il avait devancé tous les siens et ne s'était même pas revêtu de sa cotte d'armes : au défaut il prend sa bannière, y fait un trou, y passe sa tête et se jette à travers les Anglais, qui le tuent à l'instant même.

De fatigue les Anglais s'arrêtèrent, et le massacre cessa. Les Français avaient perdu dix mille hommes; l'élite de la noblesse ou était demeurée sur le champ de bataille, ou se rendait captive en Angleterre. Parmi les morts on comptait deux frères du duc de Bourgogne, les ducs de Brabant et de Nevers, le connétable d'Albret, le duc de Bar et ses deux frères. Il n'y eut que quinze cents prisonniers, le reste de cette brillante chevalerie tout étincelante d'or, d'acier, vêtue de velours. était étendu dans la boue et le sang ; mais les prisonniers étaient les ducs d'Orléans fils de Louis d'Orléans assassiné par Jean-Sans-Peur, le duc de Bourbon, le comte d'Eu, le comte de Vendôme, le comte de Richemont, le maréchal de Boucicaut : tous les noms illustres de la France s'étaient donné rendez-vous à Azincourt, et tous y restèrent aux mains du roi d'Angleterre.

La France apprit avec consternation l'immense défaite d'Azincourt. Du moins, à Crécy, à Poitiers, on avait combattu. on s'était vaillamment défendu; mais à Azincourt à peine si l'armée, une armée de chevaliers, avait résisté aux archers anglais. Les intérêts et l'honneur du pays avaient à la fois succombé, la route de Paris était ouverte, la France encore une fois appartenait aux Anglais, contre eux tous les efforts allaient être vains jusqu'au jour enfin où l'héroïque épée de Jeanne d'Arc les chasserait pour toujours de la France.



ENTREVUE

DU DAUPHIN ET DU DUC DE BOURGOGNE AU PONT DE MONTEREAU.

Après douze années de luttes et d'efforts, le duc de Bourgogne était le maître à Paris; le duc d'Orléans onze années auparavant avait succombé sous ses coups, le comte d'Armagnac venait d'être assassiné : Jean-Sans-Peur n'avait plus d'adversaire que le dauphin; il commandait en France, mais c'était un triste pouvoir que le sien. Sur son passage on criait : « Vive Bourgogne! » et il était obligé d'assister passivement aux excès des bouchers de Paris; il avait accusé les Armagnacs du désastre d'Azincourt et lui-même n'osait tirer l'épée contre les Anglais, ils s'emparaient de la Normandie, ils prenaient Rouen, et le duc de Bourgogne se voyait obligé de rester paisible spectateur de leurs triomphes. D'abord ils avaient demandé son appui, maintenant ils l'exigeaient; et ils lui faisaient pressentir avec une hauteur insultante qu'au besoin on saurait traiter sans lui et malgré lui. Dans une conférence qu'il eut le 5 juin 1419 avec le roi d'Angleterre, Henri V se montra exigeant et orgueilleux jusqu'à dire au duc de Bourgogne. « Mon cousin, nous voulons que vous sachiez

» que nous aurons la fille de votre roi et tout ce que nous avons demandé » avec elle; sinon nous le débouterons de son royaume et vous aussi. » « Sire, répondit Jean-Sans-Peur, vous en parlez selon votre plaisir; mais » avant d'avoir débouté monseigneur et moi hors du royaume, vous » aurez de quoi vous lasser, nous n'en faisons nul doute, et vous aurez » assez à faire de vous garder dans votre île. » La réplique était fière; mais le duc de Bourgogne comprit dès lors que son propre salut était lié à celui du royaume, et qu'un rapprochement avec le dauphin devenait nécessaire : maître pour maître, suzerain pour suzerain, il préférait encore au roi d'Angleterre le fils de Charles VI. Jean-Sans-Peur menacé par l'ambition croissante de Henri V, le dauphin désavoué par Isabeau de Bavière, sa mère, et abandonné de Paris, du parlement, de l'université, avaient également besoin l'un de l'autre : le premier pour se soustraire à la lourde alliance de l'Angleterre, le second pour recouvrer son royaume. Des négociations s'ouvrirent donc entre Charles et l'ancien adversaire des Armagnacs; mais la nécessité n'était pas encore assez puissante pour faire taire toutes les haines et toutes les ambitions. Le duc de Bourgogne mettait ses secours à haut prix; les Armagnacs se rappelaient le meurtre du duc d'Orléans, du chef de leur parti, et redoutaient en même temps une paix qui devait leur enlever une portion de leur influence.

Une première entrevue eut cependant lieu entre le fils de Charles VI et le duc de Bourgogne; le 8 juillet 1419, ils se rencontrèrent à une lieue de Melun, du côté de Corbeil, sur un ponceau en pierre de la chaussée des étangs de Vert. Là on avait dressé un pavillon de feuillage et de branches garni de draperies, d'étoffes de soie : à chaque extrémité de la chaussée s'élevaient des tentes pour la suite des princes. Après être restés ensemble jusqu'à onze heures du soir, ils se retirèrent tous deux mécontents; surtout le dauphin, qui n'avait rien pu gagner sur l'esprit altier du duc de Bourgogne. Deux jours plus tard ils se revirent au même lieu. Le duc de Bourgogne, dès qu'il aperçut le dauphin, s'inclina humblement; celui-ci lui prit la main et le voulut relever, mais Jean-Sans Peur s'y refusa un instant : « Monseigneur, dit-il, je sais comment » je dois vous parler. » Ils causèrent durant quelque temps avec confiance, et cette fois un traité fut signé entre eux.

Cependant, à mesure que l'accommodement avançait, les partisans du dauphin s'en irritaient davantage, ils essayaient de ranimer les dissentiments entre les partis, et la conduite du duc de Bourgogne ne secondait que trop ces méfiances; bien qu'il eût conclu la paix avec le fils du

roi de France, il ne lui venait guère en aide; les vassaux de Bourgogne, qui devaient avec les Armagnacs repousser les Anglais, n'arrivaient point; L'Ile-Adam, chargé de toute la confiance du duc Jean, s'était laissé enlever, par un coup de main qui ressemblait à une trahison, la ville de Pontoise confiée à sa garde. Néanmoins le dauphin et le duc s'écrivaient avec amitié, et une nouvelle entrevue fut convenue entre eux; mais l'heureux accord, la sincérité d'intentions de leur dernière conférence étaient diminués, les Armagnacs avaient repris tout leur ascendant sur le dauphin, et la réunion du pont de Montereau fut précédée d'une vague inquiétude, de secrets avertissements qui semblaient présager une catastrophe. Toutefois, malgré les soupçons qu'on voulait lui inspirer, Jean-Sans-Peur se décida à aller trouver le dauphin.

Tanneguy Duchâtel avait réglé avec le duc tous les détails de l'entrevue; au milieu du pont de Montereau on avait construit un grand pavillon en charpente, qui n'était point, selon la coutume, divisé par une barrière : on en avait mis seulement aux deux extrémités du pont. Les princes devaient être accompagnés chacun de dix hommes d'armes, dont ils se communiquèrent réciproquement les noms; on se donna des sûretés et on convint de jurer, par parole de prince, de ne se porter mutuellement ni mal ni dommage. Tandis qu'on discutait ces garanties, le valet de chambre du duc vint le trouver en toute hâte en s'écriant : « Monseigneur, » avisez à vous-même sans faute! vous serez trahi! pour Dieu, songez-y! » Le lendemain, 10 septembre, au moment où Jean se rendait au pont de Montereau, un de ses serviteurs le supplia encore de prendre garde, lui disant qu'on voyait nombre de gens armés dans les maisons de la ville qui touchaient au pont. Un instant le duc hésita, il envoya même le sire de Giac examiner les lieux; celui-ci rapporta qu'il n'avait trouvé personne : enfin, entraîné par le désir de la paix, poussé d'ailleurs par ceux en qui il avait le plus de confiance, il franchit la barrière. Le sire de Beauveau et Tanneguy Duchâtel l'attendaient à l'entrée du pont : « Venez vers monseigneur, il vous attend! » dit Tanneguy. Le duc prêta son serment, et ajouta en saluant les envoyés du dauphin : « Messieurs, » vous voyez comme je viens! » il montra que lui et ses gens ne portaient qu'une épée et une cotte d'armes; puis frappant sur l'épaule de Tanneguy. « Voici en qui je me fie! » dit-il, et aussitôt il pénétra dans le pavillon où le dauphin l'attendait; la foule, agitée d'un pressentiment fatal, suivait des deux extrémités du pont les mouvements des princes, dont les paroles ne pouvaient arriver jusqu'à elle. On vit Jean-Sans-

Peur, dès qu'il fut en présence du fils de Charles VI, ôter son chaperon de velours noir, et s'agenouiller lentement devant le dauphin, qui lui tendit une main amicale. A peine le duc de Bourgogne était-il relevé, qu'on aperçut un grand mouvement dans le pavillon; on entendit des cris : « Alarme, alarme! tue, tue! » Les Armagnacs s'étaient précipités sur Jean et le frappaient de leurs haches et de leurs épées, tandis que Tanneguy Duchâtel, prenant le jeune dauphin dans ses bras, l'emportait rapidement vers la ville, que les Armagnacs occupaient; en même temps les gens du dauphin franchirent la barrière, traversèrent le pont et tombèrent à l'improviste sur les Bourguignons, qui s'enfuirent. Peu après le lieu de l'entrevue était désert, et sur le pont de Montereau il ne restait que le corps sanglant et inanimé du duc de Bourgogne.

« Ainsi, dit M. de Barante dans son *Histoire des ducs de Bourgogne*, « fut vengé par un crime le crime que douze ans auparavant avait com- « mis le duc de Bourgogne. Depuis lors il n'avait pas eu un moment de « repos, sa vie avait été livrée à de continuelles traverses; son honneur « avait reçu sans cesse de nouveaux affronts, il n'avait connu que mé- « fiance, crainte, irrésolution : le meurtre qu'il avait commis avait livré « le royaume à douze années de désordres et de guerres civiles, le « meurtre commis sur lui donnait la France aux Anglais. Tant les crimes « des princes devaient causer de maux aux peuples! »

L'assassinat de Jean-Sans-Peur fut diversement expliqué : d'après les Bourguignons ce serait une trahison longuement méditée et à laquelle le dauphin s'associa. Selon un récit plus favorable à l'honneur du prince, les Bourguignons auraient donné le signal de la violence : Jean-Sans-Peur, arrivé en présence du dauphin, aurait dit qu'on ne pouvait traiter qu'auprès du roi et que tous deux devaient s'y rendre. Le jeune Charles reprit doucement : « J'irai à ma volonté et non à la vôtre. » Le sire de Navailles, avec une violence toute méridionale, mettant une main sur son épée et de l'autre saisissant le dauphin, s'écria : « Que vous le vouliez ou non, « vous y viendrez, monseigneur! » Alors les Armagnacs, pour défendre le dauphin, auraient frappé le duc et ses gens.

Quelle que soit la vérité, cet événement causa au dauphin un tort longtemps irréparable : le parti bourguignon se ranima afin de venger son chef, il y eut explosion de haine contre l'héritier de la couronne; Paris l'abandonna entièrement, et, loin d'être calmée par le meurtre de Jean, la guerre civile se poursuivit avec plus d'ardeur qu'auparavant.



JEANNE D'ARC PRÉSENTÉE A CHARLES VII.

La France appartenait pour ainsi dire aux Anglais : maîtres déjà des provinces qui bordent le littoral de l'Océan, ils commandaient encore dans le nord. Calais, Amiens, Rouen étaient en leur pouvoir, ils s'étaient emparés de Paris, et, à la mort de Charles VI, le fils et le successeur de Henri V d'Angleterre, le jeune Henri VI, avait pris le titre de roi de France; tandis que Charles VII, l'héritier légitime de la couronne, caché dans les montagnes de l'Auvergne, se faisait obscurément reconnaître de quelques seigneurs dévoués. Cette longue suite de désastres, qui avait commencé par la fatale journée de Crécy, semblait ne devoir se terminer que par la ruine complète de la France. Après avoir tant fait pour marquer glorieusement sa place parmi les nations, elle était menacée de voir son nom effacé de l'histoire pour descendre au rang d'une province anglaise. La foi aux destinées de la patrie s'éteignait dans les cœurs, étouffée par l'anarchie et les sanglantes misères de l'invasion, quand du milieu de ce peuple Dieu suscita l'héroïque courage,

le sublime dévouement qui devait délivrer la France de la domination étrangère.

Une jeune fille ignorante, modeste, timide, dont jusqu'alors la vie s'était passée au milieu des champs, fut l'instrument choisi pour sauver une grande nation. Elle se nommait Jeanne d'Arc : son père était un pauvre laboureur du village de Domremi, situé entre la Lorraine et la Champagne, et relevant de la ville de Vaucouleurs, cédée en 1335 au roi de France par la famille de Joinville. Jeanne ne savait ni lire ni écrire, mais son cœur avait été de bonne heure frappé d'une double impression qui explique jusqu'à un certain point les secrets entraînements de sa mission. La religion, que sa mère lui avait racontée plutôt qu'apprise, et la guerre qui désolait la France avaient excité en elle de longues méditations; durant ces chaudes journées où seule au milieu de la campagne elle gardait ses troupeaux, ces vifs souvenirs pénétraient lentement son âme : elle songeait naïvement aux malheurs du pays, et, par un retour naturel de son éducation religieuse, c'est en Dieu seul qu'elle en voyait la fin. A mesure que sa raison se développait, ces vagues rêveries, prenant plus de consistance, devenaient de fermes convictions dont son isolement, sa vie tout intérieure augmentaient encore la force. Enfin, vers 1423, dit-on, par une des plus chaudes journées d'été, se trouvant dans le jardin de son père, qui touchait aux murs de l'église de Domremi, Jeanne eut une vision; il lui sembla voir une éblouissante lumière d'où sortit une voix qui lui dit : « Jeanne, sois bonne et sage enfant; va souvent à l'église. » Une autre fois encore elle vit cette brillante clarté, elle entendit la voix divine; mais alors dans cette apparition lumineuse se trouvaient de nobles figures, et l'une d'elles, qui avait des ailes et semblait un *sage prud'homme*, s'adressa à la jeune fille : « Jeanne, lui dit-elle, va au secours du roi de France, et tu lui rendras son royaume. » Puis ces visions devinrent plus fréquentes : elles poursuivirent constamment la jeune fille. C'étaient de blanches figures de saintes qui apparaissaient la tête parée de couronnes au milieu d'un éclatant nuage; leurs douces voix lui rappelaient l'œuvre de salut à laquelle elle était destinée, et l'engageaient à se rendre vers le roi de France : pendant cinq années elle reçut ainsi, dans de saintes transfigurations, les ordres d'une volonté supérieure. Étaient-ce les rêves animés de son imagination qui la trompaient, était-ce en effet une manifestation divine dont son âme épurée percevait la réalité? Que sert de résoudre cette question? Si on ne doit ni ne peut assurer la vérité de ces

visions, du moins peut-on aisément en accepter la tradition; et, s'il fallait un miracle pour sauver cette France si chrétienne, si fidèle à sa foi, il ne semble pas impossible que Dieu l'ait accompli.

Jeanne ne douta pas, elle ne s'interrogea pas; embrasée d'une ardeur, d'un dévouement supérieurs à tous les sentiments humains, elle résolut d'obéir sans plus tarder à ces avertissements célestes. Bravant avec une héroïque douleur les ordres de son père, qui ne voulait pas lui permettre de partir, Jeanne, accompagnée de son oncle, se rendit à Vaucouleurs et alla trouver Baudricourt, qui commandait la place; elle lui annonça la mission dont le ciel l'avait chargée, et lui demanda les moyens d'arriver jusqu'au roi. L'incrédule capitaine se rit d'abord de la villageoise inspirée; mais, dans la situation désespérée de la France, il crut cependant devoir faire connaître au roi ce bizarre événement. Bientôt il reçut l'ordre d'envoyer Jeanne d'Arc à Chinon, où la cour de Charles VII résidait. Celle-ci, de son côté, avait gagné à ses convictions les gens de Vaucouleurs; l'assurance de sa parole, son inébranlable confiance, la ferveur de piété qui éclatait dans ses regards, le mélange de candeur et de fermeté de ses réponses, tout avait excité les sympathies générales : on espérait en elle. Avant son départ, les habitants de Vaucouleurs se réunirent pour équiper Jeanne d'Arc et lui fournir un cheval; et, dans le courant de février 1429, elle se dirigea vers Chinon. La saison était rude, la route difficile et dangereuse; partout la guerre avait laissé des traces : les champs dévastés, les ponts rompus entravaient incessamment le voyage; puis les chemins étaient remplis de soldats grossiers, hardis au pillage, pleins d'insolence, disposés à la querelle sur le moindre prétexte. Pour une jeune fille qui jamais n'était sortie de son village, cette première épreuve était difficile. Jeanne la supporta avec courage : « Ne craignez rien, disait-elle à ses compagnons, Dieu me fait ma route, c'est pour cela que je suis née. » Elle marchait avec une admirable sécurité, elle se sentait véritablement protégée et guidée par une force supérieure : « Mes saints du paradis me disent ce que j'ai à faire. » Elle arriva enfin à Chinon, et, après quelques délais, on l'introduisit près du roi. Charles VII la reçut avec un appareil royal; mais, pour éprouver cette sorte de divination qu'on attribuait à l'héroïne de Vaucouleurs, il se mêla d'abord aux seigneurs de la cour, laissant à sa pénétration le soin de le distinguer parmi eux. C'était le soir; cinquante torches éclairaient la salle de réception, remplie d'une foule avide de voir la jeune inspirée. Jeanne,

qui avait alors dix-huit ans, était une belle fille, assez grande de taille, à la voix douce et pénétrante. Son entrée fut solennelle : chacun la considérait avec une curiosité mêlée de doutes et d'espérances; trois cents chevaliers et seigneurs, réunis autour de Charles VII, attendaient pleins d'émotion vers qui elle se dirigerait d'abord.

Jeanne d'Arc se présenta humblement « *comme une pauvre petite bergerette*, » cependant sans trouble, sans hésitation, et, du premier regard, elle reconnut le roi et le désigna en disant : « Dieu vous donne bonne vie, très-noble roi ! » Puis, embrassant ses genoux, elle ajouta : « Gentil dauphin, j'ai nom Jehanne-la-Pucelle. Le Roi des cieux vous » mande par moi que vous serez sacré et couronné en la ville de Reims; » et vous serez lieutenant du Roi des cieux, qui est roi de France. »

On céda à l'ascendant de Jeanne d'Arc; et Charles VII se résolut à remettre ses destinées et celles du royaume de France aux mains de la villageoise de Domremi. On lui composa une maison militaire, un *état*, comme à un chef d'armes; elle eut un écuyer, deux pages, deux hérauts d'armes, un aumônier, une suite de douze hommes d'armes : et bientôt Jeanne, vêtue d'une armure blanche, couverte d'un casque surmonté de plumes, portait au milieu des combats son étendard blanc semé de fleurs de lis d'or. Dans les premiers jours d'avril 1429 elle marcha vers Orléans en remontant la Loire, et y pénétra le 29 du même mois. La situation d'Orléans semblait alors désespérée : assiégée depuis sept mois, les Anglais l'avaient emprisonnée dans une enceinte de forteresses; et, réduite à la dernière extrémité, la cité allait se rendre, quand la présence de Jeanne d'Arc vint relever l'espérance des Orléanais.

Jeanne d'Arc entra à huit heures du soir à Orléans. La foule se pressait sur ses pas et lui permettait à peine d'avancer; chacun voulait la voir, chacun voulait toucher ses vêtements, son cheval : on la regardait comme si on eût vu Dieu, disent les chroniqueurs contemporains. Aussitôt arrivée, Jeanne d'Arc appela les Orléanais au combat : le 7 mai elle s'emparait des forteresses situées au midi d'Orléans; et le lendemain, dimanche 8 mai, les Anglais abandonnaient celles du nord et se retiraient vers Paris.

Le 18 juin suivant, Jeanne d'Arc remporta à Patay une seconde victoire qui ouvrit à Charles VII la route de Reims, de la ville du sacre, où la fille inspirée de Domremi allait faire reconnaître le légitime héritier de la couronne de France.



SUPPLICE DE JEANNE D'ARC.

Le 9 juillet, Charles VII s'était emparé de Troyes avec cette merveilleuse facilité qui partout accompagnait l'étendard de Jeanne d'Arc. Le 15 du même mois il faisait son entrée à Reims, et le dimanche, 17, l'archevêque de Reims sacrait solennellement le roi de France dans la cathédrale de Saint-Remi, l'antique baptistère de la royauté française. Toute la noblesse restée fidèle à la destinée du fils de Charles VI assistait à cette grande cérémonie, dans laquelle la France retrouvait pour ainsi dire sa nationalité; et le roi, sa force. Jeanne d'Arc, qui depuis Bourges avait amené à Reims ce *gentil dauphin*, comme elle l'appelait, pour poser sur son front la couronne de France; Jeanne, placée auprès de l'autel, tenant en main son glorieux étendard, protégeait pour ainsi dire de sa présence cette consécration de sa victoire.

La solennité fut brillante, ainsi qu'aux meilleurs jours de la royauté; aucune des cérémonies de ce grand acte ne fut omise. Après les saintes onctions, le duc d'Alençon arma chevalier le jeune prince; puis, conformément aux vieilles traditions, comme pour rappeler que la reli-

gion et l'épée étaient les véritables soutiens du trône de France, Charles fut soulevé sur son siége par les pairs ecclésiastiques et servi durant le sacre par les pairs laïques. Enfin, au moment où le roi fut sacré, Jeanne, se jetant à ses pieds, embrassa ses genoux en versant des larmes abondantes : « O gentil roi, lui dit-elle, maintenant est exécuté le plaisir de Dieu, qui voulait que vous vinssiez à Reims recevoir votre digne sacre, en montrant que vous êtes vrai roi et celui auquel le royaume doit appartenir. » Alors le peuple, laissant éclater ses transports, fit retentir les voûtes des cris entremêlés de : « Vive le roi de France Charles le septième ! Vive Jeanne d'Arc ! »

La mission de l'héroïne d'Orléans était terminée : les Anglais, abattus par de successives défaites, cédaient à l'ascendant victorieux des armes françaises; Charles VII, le petit roi de Bourges, comme ses ennemis le nommaient avec dérision, avait ceint la couronne. Jeanne voulut déposer son épée, retourner aux champs qu'elle avait quittés pour sauver le pays; mais elle était trop nécessaire à la cause royale : on refusa de la laisser partir. Il fallait que sa destinée s'accomplît tout entière, il fallait que le martyre couronnât cette vie de triomphe.

Au milieu de l'enthousiasme du sacre, quand cependant elle songeait déjà au retour, Jeanne eut comme un pressentiment de l'épreuve que le ciel réservait à son courage et à sa résignation. Lorsqu'elle entrait dans Reims avec le roi, et que tout le peuple venait au-devant d'eux en chantant des hymnes : « O le bon et dévot peuple ! dit-elle; si je dois mourir, je serais bien heureuse qu'on m'enterrât ici. — Jeanne, lui répondit l'archevêque, qui accompagnait le roi, où croyez-vous donc mourir ? — Où il plaira à Dieu, reprit la jeune fille ; j'ai fait du moins ce que Notre Seigneur m'avait recommandé de faire. » Malgré ses secrètes agitations, ses vagues inquiétudes, Jeanne obéit au roi, elle resta ; mais, toujours pieuse, toujours dévouée, toujours intrépide, elle n'eut plus en elle-même une semblable foi.

Toutefois l'héroïne d'Orléans continua de combattre : elle se présenta avec l'armée royale sous les murs de Paris, et fut blessée en montant à l'assaut ; puis elle alla dégager Saint-Pierre-le-Moustier sur la Loire, et emporta la ville. Enfin le duc de Bourgogne, allié aux Anglais, étant venu assiéger Compiègne, principale place des Français, Jeanne d'Arc, à cette nouvelle, se jette dans la place; le jour même de son arrivée elle fait une sortie et surprend presque les assiégeants ; mais ceux-ci, après un premier instant de trouble, se rallient et repoussent les assiégés jusqu'au pont. Jeanne,

protégeant la retraite de ses soldats, reste la dernière ; et, soit que dans la confusion on la crût à l'abri, soit qu'une lâche trahison voulût, comme on l'a soupçonné, la livrer à ses ennemis, on ferme la barrière avant que l'héroïque jeune fille ait pu rentrer. Son costume la désignait; bientôt elle est entourée, tirée à bas de cheval, et saisie malgré ses efforts. C'était un soldat picard qui l'avait prise ; il la vendit à Jean de Luxembourg, qui, trafiquant pour lui-même et au nom de son maître, le duc Philippe de Bourgogne, de sa noble prisonnière, la livra à ses plus acharnés ennemis, aux Anglais.

Après avoir été traînée durant six mois de prison en prison, Jeanne fut enfin amenée à Rouen : et alors, sous la présidence d'un homme à jamais flétri dans notre histoire, de l'évêque de Beauvais, Pierre Cauchon, qui se fit le honteux instrument de la haine et de la terreur de l'Angleterre, commença cet assassinat judiciaire que les Anglais ont décoré du nom de procès. Dans le cours de cette longue procédure, Jeanne conserva presque constamment sa fermeté devant ses juges : si on peut appeler ainsi les hommes qui siégeaient au tribunal de Rouen. En leur présence cette jeune fille, enlevée à ses campagnes pour aller au champ de bataille, cette enfant qui ne savait ni lire ni écrire, si simple, disent les chroniqueurs, que tout au plus connaissait-elle son *Pater* et son *Ave*, trouva de sublimes réponses aux demandes les plus captieuses, aux insidieuses interrogations de ces docteurs. Ainsi, l'évêque lui demanda si elle se croyait en la grâce de Dieu; question subtile, qui présentait un piége à son orgueil ou à sa pureté : « Si je n'y suis, Dieu veuille m'y mettre; si j'y suis, Dieu veuille m'y tenir! » répond l'innocente accusée. Une autre fois on lui dit : « Pourquoi portiez-vous votre étendard près de l'autel au sacre de Charles? — Il avait été à la peine, c'était bien raison qu'il fût à l'honneur! » reprit-elle. Dans cette assemblée, où pas un regard bienveillant ne s'arrêtait sur elle, jamais sa foi en son pays n'hésita, jamais sa haine de l'oppression étrangère n'essaya de se voiler.

Un jour on lui dit : « Dieu hait-il les Anglais? — De l'amour ou de la haine que Dieu a pour les Anglais, et ce qu'il fait de leurs âmes, je n'en sais rien; mais je sais bien qu'ils seront mis hors de France, sauf ceux qui y périront, » réplique fièrement l'héroïque fille.

Le temps cependant s'écoulait, et l'âpre ressentiment des Anglais ne laissait ni trêve ni repos aux juges de Jeanne d'Arc; il fallait à tout prix une victime à leur vengeance. La mort de l'héroïne d'Orléans était le salut du roi; et quand une grave maladie faillit la soustraire au supplice

par la mort, lord Warwick disait hautement : « Le roi va mal, la fille ne sera pas brûlée ; il faut qu'elle meure par justice, qu'elle soit brûlée... » L'orgueil hautain de ces vainqueurs de la France ne pouvait supporter la honte de tant de revers que Jeanne leur avait fait éprouver ; il fallut que Cauchon se résignât et qu'il fît taire les scrupules devant lesquels il hésitait, qu'il condamnât au plus vite.

L'heure du sacrifice enfin arriva : le 30 mai 1431 un vaste bûcher se dressait sur la place du Vieux-Marché à Rouen ; c'est là que Jeanne d'Arc devait payer de sa vie l'honneur d'avoir sauvé la France. Bientôt elle parut, assistée de ses deux confesseurs, et traversa, dans une misérable charrette, la foule tremblante sous l'épée des soldats anglais. Le cardinal de Winchester et toute la noblesse d'Angleterre assistaient à ce triste spectacle. Que l'impression fut différente de celle qu'ils attendaient ! Quand tout ce peuple vit arriver Jeanne d'Arc revêtue d'une longue robe blanche, triste, épuisée, mais saintement résignée ; quand on vit cette fille, hérétique, disaient les juges, demander instamment une croix et la serrer pieusement sur son sein, les larmes coulèrent de toutes parts : les juges, le peuple, le bourreau, l'évêque de Beauvais lui-même, tous pleuraient. Elle parvint enfin au haut du bûcher, qu'on avait singulièrement élevé afin de prolonger le supplice ; Jeanne alors, jetant un dernier regard sur cette ville silencieuse et immobile à ses pieds, lui accorda une parole de pardon : « Ah ! Rouen, Rouen, j'ai grand'peur que tu n'aies à souffrir de ma mort ! » A cet instant, le bourreau mit le feu ; la nature se réveilla un moment dans cette âme absorbée par Dieu, Jeanne poussa un grand cri ; puis les flammes, s'élançant vers leur proie, la dérobèrent à tous les yeux ; elle laissa tomber sa tête en s'écriant : « Jésus ! » et l'ange gardien de la France monta au ciel.

Dix mille hommes pleuraient, les soldats anglais autant que les bourgeois de Rouen ; à peine quelques-uns songèrent-ils à leur haine. Un d'entre eux, qui s'approcha pour attiser le feu, recula aussitôt et se trouva mal. « J'ai vu, disait-il hors de lui-même, j'ai vu de sa bouche avec le dernier soupir s'envoler une colombe. » Le bourreau épouvanté alla se confesser, ne pouvant croire que Dieu lui pardonnerait ; et, le jour même de cette cruelle immolation, un secrétaire du roi d'Angleterre disait tout haut : « Nous sommes perdus, nous avons brûlé une sainte. »



BATAILLE DE MONTLHÉRY.

Si Louis XI préféra la voie des négociations, les détours de la diplomatie aux hasards de la guerre, ce n'est pas qu'il redoutât pour lui-même les périls du combat; dès les premiers jours de son règne il avait fait ses preuves de courage, et sa conduite à la journée de Montlhéry lui donna le droit d'user plus des ressources de son esprit que des lances de ses hommes d'armes. La ligue du Bien-Public, qui n'eut guère d'autre motif que la défense des intérêts et des priviléges féodaux contre l'autorité royale, venait de se déclarer; les premiers actes de Louis XI, qui révélaient déjà les desseins de sa politique, avaient armé contre lui tous les princes et seigneurs de France; on accusait le roi de vouloir abaisser la puissance des grands détenteurs de fiefs; on lui avait entendu dire qu'il mettrait bien en servage les deux ou trois seigneuries qui restaient indépendantes, et à cette parole imprudente Jean II, duc de Bourbon, Jean, duc de Lorraine, et enfin le frère de Louis XI, le duc de Berri lui-même, avaient répondu en s'unissant au duc de Bretagne pour combattre Louis XI; bientôt le comte de Charolais, après avoir obtenu de son

père une armée et des États de Flandres des subsides, vint seconder de son concours cette coalition qui prenait le titre de ligue du Bien-Public « parce qu'elle s'entreprenoit sous couleur de dire que c'étoit pour le bien » du royaume, » quoiqu'elle n'eût au fond d'autre but que la satisfaction d'ambitions individuelles. Devant cette révolte générale, redoutable par son ensemble et par ses forces, Louis XI ne perdit pas courage : l'imprudence de ses résolutions, la liberté avec laquelle il les avait annoncées, la lui avaient attirée; pour la réprimer il retrouva toute son activité, toute son adresse.

Au manifeste de la ligue il répondit en dévoilant les projets formés contre lui par les seigneurs : « Si j'avois voulu, dit-il, augmenter leurs » pensions et leur permettre de fouler leurs vassaux comme par le passé, » ils n'auroient jamais pensé au bien public. » Puis il s'occupa de s'assurer du midi, il négocia avec les princes de Bourbon et d'Armagnac; et quand il les eut forcés par l'habileté de ses démarches et par la vigueur de ses armes à se séparer de l'union il revint à grandes marches vers le nord et dirigea tous ses efforts contre Charles de Bourgogne, qui s'était mis au premier rang de ses ennemis et déclaré le véritable chef de la ligue du Bien-Public.

A la nouvelle de l'arrivée du roi le comte de Charolais traversa la Seine et alla à sa rencontre; les deux armées se trouvèrent en présence à Montlhéry; la lutte entre la royauté, qui chaque jour grandissait, et la féodalité encore puissante s'engagea sous les tours mêmes de ce château si célèbre dans l'histoire du moyen âge par ses résistances au pouvoir royal, et que les premiers successeurs de Hugues Capet ne gagnèrent qu'en s'alliant aux seigneurs de Montlhéry. Louis XI, qui désirait éviter la bataille, s'y vit obligé; mais, une fois qu'on fut aux prises, il sut prouver qu'aucune crainte personnelle ne l'engageait à reculer et que, s'il redoutait de compromettre la cause du roi de France dans un combat incertain, il n'était point préoccupé de sa propre sûreté.

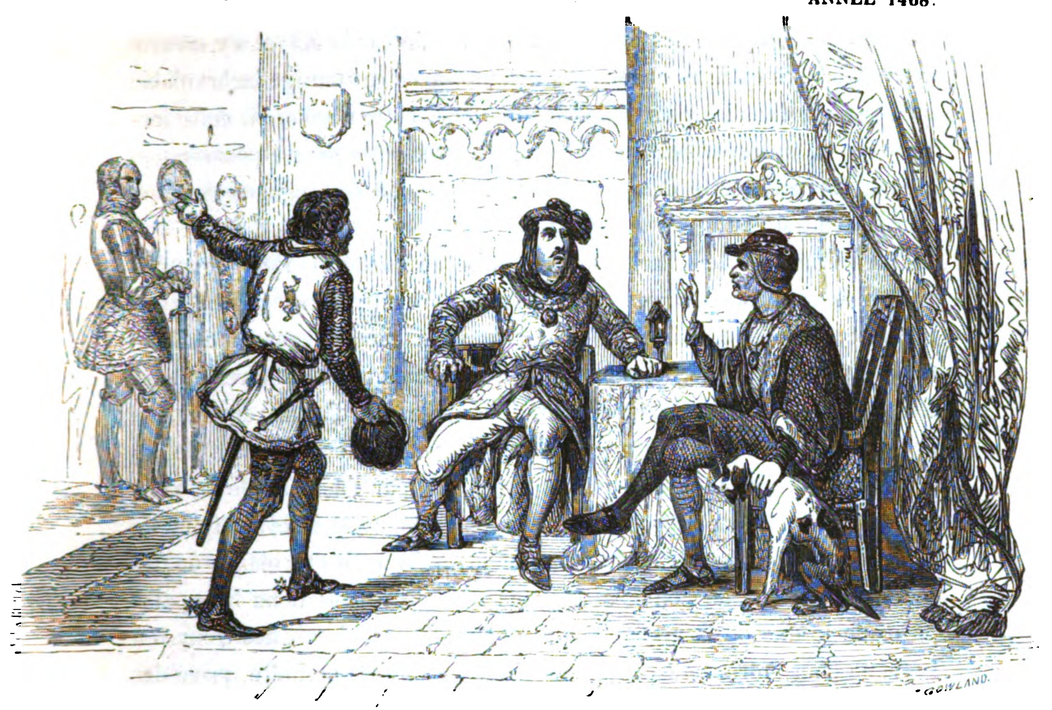
Après s'être observés toute la matinée, les deux chefs mirent leurs troupes en mouvement le 16 juillet 1465. Vers midi le comte de Charolais donna le signal et s'avança contre les lignes de l'armée de Louis XI, formées, derrière un fossé, au bas de la côte que domine la vieille tour féodale. Jusqu'au dernier instant on avait pensé qu'il n'y aurait pas d'engagement; les manœuvres de l'armée bourguignonne étaient précipitées et mal dirigées, aussi la mêlée fut pleine de désordre : on s'attaqua mollement, et on se poursuivit sans haine et sans acharnement. Enfin, après

plusieurs heures de combat, on se sépara sans qu'aucun avantage marqué décidât à qui appartenait le succès de cette journée : toutefois on eût obtenu des résultats plus positifs si les soldats avaient suivi l'exemple de leurs chefs et imité la bravoure, la vaillante hardiesse de Louis XI et du comte de Charolais; l'un et l'autre s'exposèrent sans ménagement et luttèrent avec un égal courage. Le roi de France eut un cheval tué sous lui au plus fort de la mêlée; un moment on le crut mort et il ne dut sa liberté qu'au dévouement des archers de la garde, qui le transportèrent à Montlhéry après l'avoir dégagé des mains des soldats de Bourgogne. Aussitôt qu'il fut revenu à lui, Louis XI, réparant le désordre qu'avait causé son accident, rallia ses troupes et trois fois les ramena sur le champ de bataille; vraisemblablement il l'eût emporté sans l'abandon du comte du Maine et de l'amiral de Montauban, qui, dès le commencement de l'action, avaient fui lâchement. Enfin vers le soir le roi, jugeant que plus d'efforts seraient inutiles, donna l'ordre de la retraite et se replia sur Corbeil, d'où il restait maître du chemin de Paris : c'était un point essentiel pour lui et il put considérer cette journée comme gagnée à son profit. Néanmoins le comte de Charolais, demeuré maître du champ de bataille, « estima la gloire être sienne, ce qui depuis, dit Comines dans ses Mé- « moires, lui a coûté bien cher, car oncques il n'usa de conseil d'homme, « mais du sien propre, et par là fut finie sa vie et sa maison détruite. »

Sûr de Paris, où il avait pénétré, Louis XI eut alors recours aux négociations : il demanda une entrevue au comte de Charolais afin de traiter directement de la paix avec lui. Presque sans suite, avec la plus apparente confiance, Louis XI se rendit au camp bourguignon, et là il essaya sur l'ancien compagnon de sa jeunesse la séduction de sa parole. Accompagné seulement de trois ou quatre personnes, il demanda pour toute garantie au comte de Charolais : « Mon frère, m'assurez- « vous? » car autrefois celui-ci avait épousé Catherine de France, sœur de Louis XI; Charles répondit : « Monseigneur, oui, comme « frère. » Satisfait de cette assurance, le roi aborda; et, seul au milieu de cette armée ennemie, au pouvoir de cette ligue formée contre son autorité, il causa librement, d'un visage tranquille et souriant, avec le comte de Charolais. Il lui rappela le passé, les menaces qu'il lui avait faites et qu'il n'avait que trop réalisées : « Mon frère, lui dit-il, je connois « que vous êtes gentilhomme de la maison de France. — Pourquoi? lui « répondit le comte. — Parce que, continua le roi, quand j'envoyai mes « ambassadeurs à Lille, naguère, devers mon oncle votre père et vous,

» et que ce fol Morvilliers parla si bien à vous, vous me mandâtes par » l'archevêque de Narbonne, qui est gentilhomme, et il le montra bien, » car chacun se contenta de vous, que je me repentirois des paroles que » vous avoit dites ledit Morvilliers, avant qu'il fût le bout de l'an; vous » m'avez tenu promesse et encore beaucoup plus tôt que le bout de l'an. » — Et dit le roi ces paroles en bon visage et riant, poursuit Comines, » qui nous a conservé les détails de cette entrevue, connoissant la nature » de celui à qui il parloit être telle qu'il prendroit plaisir auxdites pa- » roles. » Cet abandon était en effet le plus sûr moyen d'entraîner le comte de Charolais, qui s'abandonna aux souvenirs de sa première amitié : entre ces deux ennemis, l'un si adroit, si réservé au fond, l'autre si violent, si impérieux, la conversation fut amicale, franche, sincère; ils discutèrent sans trop d'amertume et posèrent les bases de l'accommodement du roi de France avec ses grands vassaux. Le roi, entre le comte de Charolais et le comte de Saint-Pol, se promena long-temps sans avoir laissé paraître aucun signe de défiance; enfin Louis XI se retira en faisant à son frère de gracieux adieux, remonta dans son bateau et regagna Paris. Cette démarche hardie, qu'il devait renouveler avec moins de succès dans une circonstance semblable, si elle ne ramena pas complétement à lui l'héritier du duché de Bourgogne dissipa une partie des ressentiments qui les séparaient.

Deux mois plus tard, le 29 octobre 1465, la paix fut enfin signée à Conflans, entre la ligue du Bien-Public et le roi de France; elle lui coûtait cher aussi : « Les princes butinèrent le monarque et le mirent au pil- » lage; chacun emporta sa pièce. » Le duc de Berri obtint la Normandie en souveraineté héréditaire; le comte de Charolais reprit les villes de la Somme, rachetées deux cent mille écus quelques mois auparavant; le duc de Bretagne, le duc de Lorraine, le duc de Nemours, chacun eut sa part; on donna à Saint-Pol révolté l'épée de connétable, on rendit ses biens à Chabannes. Tant de sacrifices semblèrent pénibles au roi; mais l'important pour lui était de dissoudre cette dangereuse coalition, isolément il comptait bien obtenir lentement justice de toutes ces ambitions qu'il n'aurait pu vaincre réunies : il n'épargna donc rien pour en rompre le faisceau, il s'humilia, prodigua les caresses, les dons; et, au moment où il méditait de s'affranchir de cette orgueilleuse tutelle, il sut se plier à la nécessité, et sembla se remettre pour ainsi dire entre les mains de cette noblesse sur laquelle il devait prendre une si complète revanche.



ENTREVUE DE PÉRONNE.

Quelque jugement que l'on porte sur la politique de Louis XI, qu'on en blâme les ruses et les détours, qu'on en condamne sévèrement les inutiles cruautés; cependant on doit reconnaître les vues élevées qu'elle renferme, les convictions qui l'animent, et surtout le dévouement courageux avec lequel, au péril même de sa vie, le roi de France en poursuivit les résultats. En toute occasion, lorsqu'il le crut utile, il s'engagea de sa personne, et ce prince dont les méfiances sont devenues célèbres, qu'on voit habituellement renfermé avec tant de soin au Plessis-lès-Tours, s'environnant de gardes, de défenses, se risqua parfois avec une témérité qui forme un singulier contraste à côté de ses réserves ordinaires. Il semble, il faut le dire, que lorsque le devoir de sa royauté le pousse, quand le succès dépend de son audace, il oublie sa sûreté personnelle : à Montlhéry nous le voyons combattre en soldat, s'exposer sans ménagement; peu après, à l'entrevue de Péronne, il se livre hardiment à son ennemi, il va seul trouver Charles-le-Téméraire en se contentant d'une parole pour toute sûreté. Cette visite est sans contredit

une des plus importantes époques de la vie de Louis XI; il s'y montre avec toutes ses qualités et tous ses défauts, avec ce courage inébranlable qu'il gardait dans les plus difficiles situations, cette résolution, cette fermeté qui ne désespéraient jamais, et aussi avec cette finesse poussée jusqu'à la duplicité, cette déloyauté, cet abandon de ses engagements qui lui coûtaient si peu.

A l'avénement de Charles-le-Téméraire au duché de Bourgogne, la ligue des grands vassaux contre l'autorité royale s'était reformée en France; moins redoutable qu'en 1465, mais encore menaçante. Toutefois Charles, occupé de reprimer le soulèvement des Flandres et surtout celui de la turbulente cité de Liége, ne put d'abord donner son appui à l'union des seigneurs, et Louis XI profita heureusement de ces délais pour la dissoudre soit par la force, soit par l'adresse de sa politique; il conclut une trêve avec le duc de Bretagne et enleva au duc de Berri, son frère, le duché de Normandie, qu'il avait été obligé de lui céder par le traité de Conflans De tous ses adversaires il ne lui restait plus que le duc de Bourgogne, qui, libre enfin, réunissait des troupes à Péronne pour entrer en France; mais il n'était plus à craindre, privé des alliés que l'activité du roi de France lui avait enlevés. Cependant Louis XI, maître d'une belle et forte armée, ne voulut pas combattre quand il le pouvait avec tant de chances; entraîné par les habitudes de son caractère, il aima mieux obtenir par les négociations ce qu'il pouvait exiger les armes à la main. Confiant dans les ressources de son esprit. dans le charme de sa conversation toujours caressante et enjouée, il se plaisait à faire l'épreuve de ces séductions et à remporter des succès par l'insinuante adresse de son intelligence plutôt que par la force. Sûr donc de lui-même, mécontent de ses négociateurs, il résolut d'aller traiter en personne d'un accommodement, et sur une lettre du duc de Bourgogne, malgré les représentations de ses conseillers, il partit sans escorte et vint trouver son plus ardent ennemi dans ses propres États, au milieu d'une armée considérable, qui se grossissait de tous les mécontents français; il se livra enfin absolument à son adversaire, s'entoura de ses archers, alla loger dans le château même de Péronne, et ne conserva avec lui que quelques personnages de distinction. Le duc Charles avait accueilli avec respect son suzerain, les pourparlers étaient entamés entre lui et le roi, quand on apprit à Péronne le soulèvement de Liége; l'évêque prince de Liége, parent du duc de Bourgogne, était prisonnier, et plusieurs de ses chanoines et de ses gens avaient été mas-

sacrés. A ces fâcheuses nouvelles, la colère de Charles éclata avec fureur; tout d'abord il accusa Louis XI de cette révolte : « C'est le » roi, dit-il, qui a excité ces mauvaises gens de Liége, mais il aura » sujet de s'en repentir. » Aussitôt les portes du château de Péronne furent fermées; on sépara Louis XI des siens et on le renferma dans la tour du château, dont la sinistre renommée ajoutait aux inquiétudes du prisonnier. Six siècles auparavant, en 924, un comte de Vermandois avait par trahison arrêté le roi Charles-le-Simple et l'avait retenu jusqu'à sa mort au château de Péronne; c'était un fatal exemple, que Charles pouvait imiter, et, comme si l'on eût voulu avertir Louis XI du sort qui l'attendait, souvent on lui répétait en lui montrant la prison de Charles-le-Simple : « C'est ici qu'est mort un roi de France. »

Dans les premiers transports de son ressentiment, le duc de Bourgogne prenait les résolutions les plus extrêmes; il songea tour à tour à tuer le roi de France et à le retenir prisonnier. Son esprit ardent, impétueux l'entraînait aux violences; et, s'il ne s'y abandonna pas, il le dut aux prudents conseils de Comines, qui réussit à modérer sa colère. Louis XI était captif, isolé de tout appui, au pouvoir d'un ennemi offensé; cependant il ne fut pas découragé : c'est alors qu'il retrouva pour ainsi dire toute sa prudence, toute son habileté, afin d'échapper au danger qu'il avait si inutilement cherché. De sa prison, il parvint par ses promesses et ses corruptions à gagner plusieurs conseillers du duc; par sa douceur, par son apparente tranquillité, il calma l'irritation de Charles, et fut rendu à la liberté en renouvelant le traité de Conflans. Les conséquences de ses succès récents lui étaient ravies, mais c'était beaucoup de n'avoir plus à craindre pour sa vie ou pour sa couronne : toutefois il ne put rentrer en France sans s'être soumis à l'humiliante condition d'aider le duc de Bourgogne à réduire Liége; Louis XI y consentit, et, lui qui avait suscité ces troubles, encouragé les Flamands, marcha contre eux de concert avec leur maître, aussi calme que s'il eût été étranger à cette révolte.

L'armée bourguignonne se dirigea vers Liége; et le roi s'y rendit avec le duc de Bourgogne, portant comme lui sur sa poitrine la croix de Saint-André et criant : « Vive Bourgogne! » Les Liégeois furent épouvantés de cette audacieuse défection; mais Louis XI ne fut pas troublé par leurs malédictions : sa liberté était au prix de cette trahison; il n'hésita pas. Le duc de Bourgogne l'observait avec une méfiance profonde, c'était en quelque sorte à regret qu'il renonçait à se venger, il

ne demandait qu'une occasion de rompre de nouveau avec Louis. Celui-ci soutint son caractère jusqu'au bout, il combattit sans pitié les rebelles, dirigea les attaques sur quelques points, et quand Liége, après une résistance pleine de désespoir, subit la vengeance du duc de Bourgogne, plus horrible dans ses excès que ne l'avait été l'insurrection, le roi, toujours calme, impassible, cachant sous un extérieur serein les secrètes agitations de son âme, trouvait encore la force de féliciter son « bon frère. » On reste étonné de cette fermeté d'esprit si lâche en face du massacre de Liége, si réellement courageuse dans la prison de Péronne; et, bien qu'on doive énergiquement flétrir cette conduite perfide, cette conscience si facile à se jouer de ses serments, on ne peut véritablement refuser une certaine admiration à ce génie profond, maître toujours de lui-même, qui demeure constamment supérieur à sa mauvaise fortune.

Louis XI, reconduit jusqu'à la frontière de France par deux seigneurs bourguignons, rentra dans son royaume lié par un traité : il s'était engagé à rendre à son frère un apanage, et avait promis de lui livrer la Champagne. Mais avant de quitter le duc de Bourgogne : « Si d'aventure mon frère qui est en Bretagne, lui avait-il dit, ne se contentait du partage que je lui baille pour l'amour de vous, que voudriez-vous que je fisse? — S'il ne le veut prendre, répondit brusquement et sans réflexion le duc de Bourgogne, mais que vous fassiez qu'il soit content, je m'en rapporte à vous deux. » Le roi de France sut profiter de cette ouverture : il réussit tellement à surprendre les volontés du duc de Berri, qu'en échange de la Champagne, qui ouvrait la frontière de France à la Bourgogne, il lui fit accepter la Guienne, où son isolement le laissait sans influence.

Dans l'entrevue de Péronne, le caractère de Louis XI se produit sous ses bons et ses mauvais aspects; on sait mieux après cela quelle part d'éloges ou de blâme revient au prince le plus intelligent certainement de la race des Valois. Il ne faut pas dissimuler les vices de cette nature non plus que ses excès; mais, pour demeurer impartial, on doit se rappeler l'époque dans laquelle vivait Louis XI, les luttes qu'il dut soutenir; s'il paraît plus habile que les princes qui l'entourent, on ne le trouve ni plus cruel ni plus perfide qu'eux. Les trahisons le rendirent soupçonneux, impitoyable; ne pouvant directement arriver au but qu'il se proposait, il employa les voies détournées, les ruses coupables : mais n'oublions pas que ce but, qu'il poursuivait si ardemment, et qu'il atteignit, c'était la grandeur et l'unité de la France.



DÉFENSE DE BEAUVAIS.

Le plus intéressant spectacle de la fin du quinzième siècle est sans contredit celui de la lutte de Louis XI contre Charles-le-Téméraire; du génie politique naissant en Europe contre l'orgueil féodal, dont le duc de Bourgogne fut le dernier représentant. Jamais peut-être on ne vit aux prises de si divers caractères, des esprits si opposés : l'un, rempli de fierté et d'ardeur, marche à son but avec violence, sans calculer aucune chance; l'autre, courageux au fond, n'estime véritablement que la prudence. Les liens qui avaient autrefois uni le roi de France au comte de Charolais ajoutent encore à l'intérêt de ce débat, dans lequel se trouva si fortement engagée la grandeur de la France.

Avant même que la mort de Philippe-le-Bon, son père, livrât au comte de Charolais, à Charles-le-Téméraire, le duché de Bourgogne, il s'était déclaré contre Louis XI; dans la guerre du Bien-Public, il avait été un des chefs les plus actifs de la ligue féodale formée contre le nouveau roi de France. Lorsqu'il prit enfin le gouvernement du duché de Bourgogne, sa haine éclata tout entière; et jusqu'à sa mort les guerres se succédèrent presque sans interruption entre la France et la Bour-

gogne : celle qui suivit la mort du duc de Guienne, frère du roi, est l'une des plus importantes par les desseins menaçants du duc de Bourgogne, par les rigueurs qu'il exerça contre la France, et surtout par la résistance héroïque des habitants de Beauvais, qui arrêtèrent Charles dans sa course victorieuse et l'empêchèrent d'échanger contre une couronne de roi sa couronne ducale.

En 1472 une ligue nouvelle avait réuni contre le roi de France le roi d'Angleterre, le roi d'Aragon, le duc de Bretagne, le frère même de Louis XI, le duc de Guienne, et enfin le duc de Bourgogne, qui était l'âme de cette coalition, dont le but n'était pas un mystère. On avait résolu le démembrement de la France : « J'aime mieux le bien du royaume qu'on ne pense, disait Charles; car pour un roi qu'il y a, j'y en voudrais six. » Le partage était fait : Charles-le-Téméraire prenait la Picardie et la Champagne; le roi d'Angleterre, la Guienne et la Normandie, et Charles de France, duc de Guienne, devait ceindre la couronne à demi brisée de son frère. Jamais la situation n'avait été plus désespérée pour Louis XI : « Personne ne veut plus de lui, disait-on; Anglais, Bourguignons et Bretons vont lui courir sus. » La mort imprévue du duc de Guienne vint heureusement rompre cette menaçante union et rétablir ses affaires, ou du moins en diminuer les périls; il s'empara rapidement de l'apanage fraternel; le roi d'Angleterre hésita; et de tous ses ennemis, le duc de Bourgogne fut le seul dont la résolution ne fut pas ébranlée. Il avait rassemblé une armée considérable sur la frontière de Picardie; aussitôt qu'il apprit que le duc de Guienne venait de succomber, il pénétra en France, s'empara de Nesle, publia un manifeste dans lequel il accusait Louis XI d'avoir empoisonné son frère; il poursuivit sa route vers la Normandie, où il voulait se réunir au duc de Bretagne.

La courageuse défense des habitants de Beauvais changea l'issue de cette guerre et assura le succès de la politique de Louis. Charles-le-Téméraire avait espéré surprendre Beauvais : la ville n'avait pas de garnison et il pensait n'avoir qu'à se présenter pour la soumettre; mais on n'était plus au temps des luttes funestes, où les divisions intérieures aidaient au triomphe des Anglais. La France avait retrouvé le sentiment de sa nationalité; elle commençait à rattacher ses intérêts à ceux de la royauté, et les diverses provinces se sentaient unies par ce lien commun qui fondait l'unité du royaume.

A l'approche des Bourguignons, les citoyens de Beauvais, livrés à eux-mêmes, fermèrent leurs portes, montèrent sur les remparts et réso-

lurent de résister à cette armée si belle et si nombreuse que conduisait Charles-le-Téméraire. Les soldats du duc de Bourgogne s'emparèrent aisément des faubourgs; mais lorsqu'ils furent en face des murailles, ils s'aperçurent que ce siége présenterait plus de difficultés qu'on ne l'avait supposé : les postes étaient gardés; les arquebusiers, les coulevrines amenées par les gens de la ville garnissaient les remparts, et tout annonçait une ferme résistance. Chacun se disposait à payer de sa vie, s'il le fallait, le salut de tous, et cette milice bourgeoise réunie à la hâte se tenait aussi fièrement aux plus périlleux endroits que les meilleurs soldats. Cependant Charles donna le signal de l'assaut et l'armée s'élança contre la ville : les échelles manquaient aux assiégeants, et celles mêmes qu'ils avaient étaient trop courtes; mais le succès semblait si facile que ces obstacles ne les arrêtèrent pas, et, s'aidant les uns les autres, animés par la présence du duc de Bourgogne, ils essayèrent de forcer la porte où se dirigeait leur attaque et d'escalader les murs. C'est alors que, partageant héroïquement les dangers de leurs époux et de leurs frères, les femmes de Beauvais donnèrent l'exemple d'un courage qu'on ne pouvait attendre de leur sexe. Conduites par l'une d'entre elles dont l'intrépidité dépassait encore celle de ses compagnes, par Jeanne Hachette, car nous conserverons à Jeanne Lainé le surnom que lui valut l'arme dont elle fit si glorieux emploi, elles arrivent sur les remparts et se mêlent aux combattants. Sans crainte, sans trouble au milieu du tumulte, des éclats du canon, des flèches qui de toutes parts tombent sur les assiégés, elles s'emploient selon leurs forces, apportent des pierres pour charger les coulevrines, des traits pour les arquebusiers; versent sur les assiégeants l'eau chaude, l'huile bouillante, la graisse fondue. Cependant les Bourguignons ne se décourageaient pas : l'un d'eux même avait atteint le sommet du rempart, sur lequel il allait planter l'étendard de Bourgogne, lorsqu'une femme, c'était Jeanne Hachette, s'élance vers lui, saisit son drapeau, le lui arrache; et tandis que le soldat, rudement repoussé, roule au pied de la muraille, la jeune héroïne échauffe encore le courage des défenseurs de Beauvais en élevant au-dessus d'eux le trophée de sa victoire. Ce combat, dans lequel Beauvais montra tant de fermeté et de constance, durait depuis neuf heures, quand tout à coup, vers le soir, on entendit un grand bruit; c'était la garnison de Noyon qui venait au secours de Beauvais, le peuple l'accueillit aux cris joyeux de : « Noël! » et sans même prendre de repos, après une marche de quatorze lieues, la milice de Noyon monta aux remparts.

Le lendemain et les jours suivants, d'Amiens, de Senlis, de Paris, arrivèrent de nouvelles troupes, et en même temps des farines, du vin, de la poudre, des outils, qui multiplièrent les moyens de résistance. Cependant Charles, après des assauts inutiles, ne pouvait se résoudre à céder, il voyait son honneur engagé à la prise de Beauvais. Son artillerie battait incessamment la ville, les bombardes y allumaient à chaque moment l'incendie; mais les bourgeois voyaient brûler leurs maisons avec cette fermeté inébranlable qu'ils avaient montrée sur les remparts.

Un mois presque s'écoula ainsi, sans que Charles eût obtenu d'avantage décisif; et la garnison, qui s'augmentait constamment, rendait son entreprise chaque jour plus incertaine. Enfin il ordonna, contre l'avis de tous les capitaines, de tenter encore une fois l'assaut. Le 9 juillet 1472, à sept heures du matin, les soldats bourguignons se présentaient de nouveau devant les remparts de Beauvais; tout avait été préparé pour cette attaque : on avait jeté un pont sur le fossé, les eaux qui l'emplissaient avaient été détournées; les assaillants étaient pleins de hardiesse et d'ardeur. Mais les assiégés n'en avaient pas moins, et leur énergie d'ailleurs s'augmentait encore par le succès de leur résistance. Les femmes, toujours dirigées par leur glorieuse Jeanne Hachette, revinrent au combat avec autant d'empressement qu'au premier assaut : elles apportaient les traits et les pierres, distribuaient aux combattants des brocs de vin, se montraient partout où il y avait du danger, ramassaient les flèches qu'envoyaient les Bourguignons pour les donner aux archers qui défendaient Beauvais. Tous les efforts des Bourguignons furent vains; trois fois ils plantèrent sur la muraille l'étendard de Bourgogne, et trois fois ils furent repoussés et rejetés au bas des remparts. Après quatre heures d'une rude mêlée, Charles-le-Téméraire dut, avec une colère qu'il ne savait plus contenir, donner le signal de la retraite.

Le 22 juillet, pendant la nuit et dans un profond silence, l'armée abandonna Beauvais et se dirigea vers la Normandie; mais Louis XI avait eu le temps de préparer la défense du royaume et de négocier· grâce à la résistance de Beauvais, sa couronne était sauvée. Aussi il témoigna royalement sa reconnaissance : la ville, par lettres patentes, fut déclarée exempte de tout impôt et reçut le privilége d'élire son maire et ses échevins. Jeanne Hachette, qui parmi les bourgeoises de Beauvais est demeurée la plus célèbre, fut anoblie et mariée par les soins du roi; et l'étendard qu'elle avait enlevé aux Bourguignons, long-temps conservé dans l'église des Jacobins, est déposé aujourd'hui à l'hôtel-de-ville de Beauvais.



MORT DE CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE.

Il n'est guère de destinées qui soient marquées par de plus éclatants retours, par de plus merveilleux contrastes que celle de Charles-le-Téméraire. Maître de ce beau duché de Bourgogne, dont la richesse et la puissance étaient proverbiales en Europe, roi par l'étendue de son autorité ainsi que par son influence, sinon par son titre, on peut dire que Charles gâta à plaisir sa fortune et compromit volontairement, par les excès de son orgueil, les glorieuses espérances qu'il avait pu concevoir. En quelques mois, vaincu à la fois par son obstination et par la politique adroite de Louis XI, il vit s'écrouler le vaste établissement qu'il avait fondé; et ce prince, qui s'était égalé aux plus grands de l'Europe, après avoir à deux reprises échoué contre le rude patriotisme des paysans suisses, vient mourir misérablement dans un marais à quelques pas de Nancy, tandis que le duc de Lorraine, cet adversaire dont Charles-le-Téméraire avait dédaigné si fort la jeunesse, entrait en triomphe dans la fidèle cité.

Complétement défait à Granson, où il laissa la plus grande partie de ses trésors, les étendards bourguignons et un immense matériel au pouvoir de ces Suisses qu'il trouvait à peine dignes de sa colère, le duc de

Bourgogne persista dans cette guerre et se fit battre de nouveau trois mois plus tard à Morat. Cette constance dans les revers n'abattit pas son orgueil, mais l'irrita jusqu'à le plonger dans un accablement profond qui, pendant près d'un mois, lui enleva son activité et son énergie habituelles. Il laissa croître ses cheveux et sa barbe, et se refusa à tous les soins et à toutes les consolations; se renfermant dans la solitude et le silence, pour s'abandonner à la douleur sans qu'aucun témoin vînt blesser sa fierté.

La nouvelle des succès du duc de Lorraine, qui successivement avait repris les villes les plus importantes de son duché et qui venait enfin de chasser les Bourguignons de Nancy, rappela Charles à lui-même; il sortit de son isolement, et vint au mois d'octobre 1476 assiéger Nancy avec six mille hommes. Le duc René, à son approche, était allé chercher des alliés; il avait promis aux Nancéiens d'être bientôt de retour, et ceux-ci, dévoués à leur légitime souverain, connaissant d'ailleurs les vengeances implacables du duc de Bourgogne, sa dureté envers ses ennemis vaincus, opposèrent à Charles une résistance désespérée, et durant deux mois il s'épuisa en assauts inutiles. Enfin le duc René arriva devant Nancy dans les premiers jours du mois de janvier 1477, amenant avec lui une armée de vingt mille hommes en partie composée des vaillants soldats de Morat et de Granson, avec lesquels René avait naguère combattu pour l'indépendance de la Suisse, et qui venaient à leur tour prêter à la Lorraine le secours de leur épée.

Tandis que les troupes du duc de Lorraine arrivaient remplies d'ardeur, pourvues d'armes et de vivres, les soldats du duc de Bourgogne, fatigués d'un siége sans résultats, manquant de tout, campés sur une terre glacée, couverte de neige, n'étaient plus arrêtés dans la désertion que par la volonté impitoyable de Charles. Lui seul, insensible aux rudes atteintes de l'hiver, demeurait inébranlable; son orgueil ne souffrait aucun conseil et l'aveuglait plus que jamais : quelque inégales que fussent les conditions d'une bataille, il ne pouvait supporter la pensée de reculer devant un enfant, devant René de Vaudemont, qui, au lieu de se montrer digne chevalier, venait à la tête de cette canaille, disait-il en désignant les Suisses. Aux avis de ses capitaines qui lui représentaient l'épuisement de son camp, le découragement de l'armée, l'infériorité de ses forces, la dernière réponse du duc de Bourgogne fut : « Ce soir nous allons donner l'assaut à la ville, et demain nous aurons la bataille. »

L'assaut ne fut pas plus heureux que les précédents : un immense bûcher enflammé sur le haut du clocher de Saint-Nicolas, à peu de distance

de Nancy, avait annoncé à la courageuse cité la présence du duc de Lorraine, et les citoyens, certains d'une prochaine délivrance, se défendirent vigoureusement; ils firent une sortie, repoussèrent les assaillants et incendièrent une partie du camp.

Il ne restait plus au duc de Bourgogne que la ressource d'une bataille, et, quelque désavantageuse que fût sa situation, il s'y résolut et donna l'ordre d'attaquer. Mais il agissait plutôt avec la sombre fermeté du désespoir qu'avec la hardiesse qu'inspire l'espoir du succès. Tout semblait lui présager une défaite; ses troupes ne marchaient plus au combat que par la frayeur des châtiments dont il les menaçait. La lâche défection du comte de Campo-Basso, qui, à la veille de la bataille, avait quitté le camp bourguignon pour passer à l'ennemi, l'avertissait du peu de confiance qu'il pouvait avoir dans le dévouement de son armée. Charles, sans renoncer à son dessein, se sentit pénétré de tristes pressentiments; son âme, si long-temps habituée aux succès, était troublée, et, pour la première fois peut-être, il doutait de sa fortune. Le matin même de la bataille de Nancy, lorsqu'il voulut mettre son casque, le lion doré qui en formait le cimier se détacha et tomba : « *Hoc est magnum signum Dei.* — C'est un grand avertissement de Dieu, » dit tristement le prince; et néanmoins il alla ranger son armée.

On était au 5 janvier 1477; le froid était rude; la neige, qui descendait lentement en flocons épais, obscurcissait le jour; à peine les deux armées pouvaient-elles se voir. Une décharge de l'artillerie des Bourguignons engagea l'action; les Suisses, avant d'y répondre, s'agenouillèrent pour entendre la prière d'un vieux prêtre de leur pays, qui termina par ces paroles : « Dieu combattra pour vous; le Dieu de David, le Dieu des batailles. » Après lui le duc René, revêtu par-dessus son armure d'un vêtement aux couleurs de Lorraine, adressa quelques mots à ses soldats : « Mes enfants, dit-il, puisque l'ennemi est assez téméraire pour nous attendre et accepter la bataille, il nous en faut tirer une mémorable vengeance. »

En quelques heures l'armée du duc de Bourgogne fut mise en pleine déroute : en vain, entouré de ses meilleurs officiers, de Contai, de Galeotto, de Chimai, de Rubempré, il fit une héroïque résistance; il fallut céder au nombre. La mort de Galeotto, chef des mercenaires italiens, commença la défaite; les lignes furent enfoncées. Tandis que les Suisses et René à la tête de sa cavalerie chargeaient d'un côté les Bourguignons, la garnison de Nancy fit une sortie qui acheva de jeter le désordre dans

leurs rangs. Toute l'armée fut en peu d'instants dispersée. La poursuite fut terrible; Lorrains, Allemands, Suisses, tous couraient aux fuyards et les tuaient sans pitié. Les uns essayèrent de traverser la Meurthe, les autres s'enfoncèrent dans les bois; mais bien peu réussirent à échapper à la mort.

Ce jour même le duc René entra dans Nancy, qui partout était illuminée sur son passage, et alla dans l'église Saint-Georges remercier Dieu de sa protection. Pendant qu'il reprenait possession du duché de Lorraine on envoyait de tous côtés pour savoir ce qu'était devenu le duc de Bourgogne. On l'avait vu combattre jusqu'à la dernière extrémité; puis, dans le tumulte du combat, il avait disparu : était-il fugitif comme à Granson, à Morat; était-il mort, on l'ignorait. Enfin, après deux jours de vaines recherches, on découvrit le corps de Charles-le-Téméraire dans le marais Saint-Jean, situé à quelque distance de Nancy. Une pauvre blanchisseuse, en parcourant ce lieu, aperçut au doigt d'un corps entièrement dépouillé un anneau où brillait une pierre; elle s'avança vers ce cadavre, et, le retournant, elle s'écria : « Ah, mon prince! » Ce cadavre mutilé, perdu sous la glace, c'était le puissant duc de Bourgogne. On le reconnut à une cicatrice qu'il avait reçue à Montlhéry, à la longueur de ses ongles, à l'anneau qu'il portait.

Le corps du duc de Bourgogne, soigneusement lavé, fut porté à Nancy par quatre gentilshommes. On le revêtit d'une robe de satin blanc, d'un manteau de satin cramoisi; sur son front on posa la couronne ducale, et il fut exposé solennellement dans l'église Saint-Georges. Le duc René, en venant le saluer, lui prit la main et, les larmes aux yeux, il dit : « Ah, cher cousin! Dieu veuille avoir votre âme! vous nous avez fait bien des maux et des douleurs! » Puis il baisa la main qu'il tenait et resta un quart d'heure en prières.

La défaite de Charles-le-Téméraire ne fut pas un triomphe seulement pour le duc de Lorraine; ce fut surtout une victoire pour le roi de France, pour Louis XI : il l'avait préparée de tous ses efforts, il avait excité les Suisses contre son redoutable adversaire, il avait aidé le duc René à le vaincre; et sa politique, aussi bien que la cause de la Lorraine, l'emporta sur le champ de bataille de Nancy. La féodalité en effet avait perdu son chef le plus puissant, le seul qui pût relever son influence : la royauté absolue restait maîtresse en France. « Oncques puis ne trouva, a dit Comines, le roi de France homme qui osât lever la tête contre lui, ni contredire à son pouvoir. »



BATAILLE DE FORNOUE.

Si les résultats politiques des guerres d'Italie ne répondirent pas aux espérances des princes qui les ont entreprises et leur ont consacré toutes les richesses pendant plus d'un demi-siècle, et tout le sang de la France, l'influence considérable que ces grandes expéditions ont exercée sur la politique générale de l'Europe, sur la littérature et les beaux-arts en France, leur donne une place importante dans l'histoire. Les champs de bataille de l'Italie deviennent tour à tour les brillants théâtres de l'ambition des plus puissants souverains : c'est là que se rencontrent François I[er] et Charles-Quint ; c'est aussi à Fornoue, à Agnadel, à Ravenne, à Marignan, à Cérisoles et encore à Pavie, que combattent les plus illustres généraux de cette époque. La royauté, qui jusqu'ici avait borné son action à se défendre contre les invasions étrangères et les révoltes féodales, enfin sûre d'elle-même, tente des guerres extérieures ; elle porte au loin son drapeau et se fait suivre de tous ces fiers seigneurs dont elle a conquis l'obéissance.

Mais à la France, les guerres d'Italie ne valent pas seulement des al-

liances nouvelles, quelque gloire et des conquêtes éphémères; l'esprit national reçoit de ces courses militaires au delà des Alpes de profondes impressions; nos armées, en revenant de Naples, de Rome, de Florence, vont rapporter des idées et des désirs jusqu'alors ignorés; le merveilleux spectacle qu'offre l'Italie, où les arts, les lettres et les sciences brillent du plus vif éclat, saisit d'enthousiasme les ardentes imaginations. La France se forme à cette noble école où, pour maîtres, elle trouve Michel-Ange, Raphaël, Tasse, et tous ces érudits échappés au sac de Constantinople, qui avaient apporté à l'Italie pour prix de son hospitalité les précieux restes des chefs-d'œuvre de l'antiquité. A cette époque commence le seizième siècle, le siècle de la renaissance, durant lequel se transforme complétement la société française.

Charles VIII, et après lui Louis XII et François Ier, ne prévoyaient pas ces sérieuses conséquences de leurs expéditions; ils ne songèrent qu'au but de leur ambition, à la conquête du royaume de Naples et du Milanais, sur lesquels ils firent valoir des droits incertains dont la politique prudente de Louis XI ne s'était jamais préoccupée. Charles VIII surtout, d'un esprit faible, d'une constitution débile, n'avait guère de vues précises, de plans arrêtés; il se laissait entraîner aux séductions d'exploits héroïques dans cette contrée renommée par sa richesse, son élégance et son luxe. Nourri de lectures romanesques, il rêvait la gloire des conquérants et prétendait égaler Alexandre et Charlemagne. Aussi, quand on le vint engager à faire valoir sur la couronne de Naples les droits que le comte du Maine, le neveu du roi René, avait légués à Louis XI, le roi de France accueillit avec ardeur ce projet périlleux, dont ses plus sages conseillers essayèrent de le détourner. Rien ne put arrêter le jeune souverain, au milieu des fêtes et des tournois il se prépara à passer en Italie; et, malgré sa légèreté, ses imprudences, son dessein s'accomplit avec une admirable facilité et un succès inouï : ce que les plus habiles n'obtiennent qu'à force de prudence, de prévoyance, encore lorsque la fortune leur veut être favorable. Charles VIII y réussit pour ainsi dire en se jouant, « si bien que faut conclure, dit Commines, que ce voyage fut conduit de « Dieu tant à l'aller qu'au retourner »

Le roi de France entra en Italie au mois de septembre 1494, suivi d'une armée considérable, remplie d'ardeur et vaillamment équipée. Il avait une artillerie formidable pour cette époque; sa maison militaire seule se composait de douze cents gentilshommes, et, avec les nombreux volontaires de la noblesse, la suite immense des valets de bagages, Charles VIII

comptait autour de lui plus de soixante mille hommes. Avec une rapidité que secondaient les divisions des différents états italiens, l'heureux et jeune souverain successivement entra en triomphe à Florence, à Pise, à Rome et enfin à Naples, sans qu'il eût presque à combattre.

Lorsque le pape, effrayé de la marche victorieuse des Français, se fut retiré au château Saint-Ange et leur eut permis l'entrée de Rome, Charles y pénétra avec des transports de joie le 31 décembre 1494; il fit, la nuit, à la lueur des flambeaux, son entrée dans la ville éternelle « en bel et furieux ordre de bataille, trompettes sonnantes et tambour battant, » se croyant déjà égal aux héros de l'antiquité par l'admiration et la terreur que ses armes inspiraient à l'Italie. Le roi de Naples, Ferdinand II, essaya vainement de se défendre, il fut abandonné par ses condottieri, qui passèrent sous les drapeaux français, et forcé de se réfugier à Ischia. A Naples, Charles VIII voulut renouveler les magnificences de son triomphe de Rome; pour lui cette conquête de l'Italie était bien moins une affaire politique qu'une occasion de fêtes et de plaisirs. Les Napolitains accueillirent avec enthousiasme l'armée française et son chef; Charles fut salué comme un libérateur et comme un legitime souverain rendu à l'amour de ses sujets : « Jamais peuple ne montra tant d'affection à roi, ni à nation, » dit encore Commines, qui accompagna le roi dans son expédition.

On était maître du royaume de Naples; mais pour conserver cette brillante conquête, il eût fallu autant de sagesse qu'on avait eu jusqu'alors de bonheur : et Charles, enivré de ses succès, ne songeait plus qu'aux joies du triomphe. Tandis que l'Italie, réunie par le commun péril, formait une ligue menaçante contre son vainqueur, le roi de France mécontentait les seigneurs aragonais et angevins qui lui avaient ouvert les portes de Naples. Il ne se défiait de personne, donnait des tournois, se faisait couronner roi de Jérusalem, et jouait pour ainsi dire avec sa fortune au moment où elle allait l'abandonner. Cependant l'union italienne s'était formée, et un jour Charles dut songer à traverser de nouveau l'Italie pour regagner la France; mais cette fois il n'avait plus d'alliés. de toutes parts on armait contre lui, on se disposait à lui fermer le chemin de son royaume. L'armée italienne, concentrée dans les défilés des Alpes près de Fornoue, était forte de quarante mille hommes, lorsque Charles VIII se présenta pour franchir ces passes difficiles. Obligé de laisser des garnisons dans les forteresses qu'il avait occupées, une armée pour conserver Naples, le roi de France n'avait guère avec lui que neuf mille hommes. D'abord il négocia pour qu'on lui livrât le passage;

mais, après quelques conférences, les confédérés italiens, se croyant certains de vaincre les Français, rompirent toutes négociations, et des deux côtés on se prépara à combattre. Les Français ni leur chef ne furent découragés en face de cette nombreuse armée, à laquelle il fallait disputer la route de la patrie. Le péril au contraire avait exalté tous les courages, les soldats étaient pleins de confiance et d'enthousiasme; le roi, s'animant par le sentiment même de sa situation, se montra supérieur à lui-même : « Le petit roi, raconte Commines, n'étoit plus reconnoissable, tant il étoit » grand, ferme, audacieux. Je vins à lui, et le trouvai armé de toutes » pièces et monté sur le plus beau cheval que j'aie vu de mon temps : et » sembloit que ce jeune homme fût tout autre que sa nature ne por- » toit, ni sa taille, ni sa complexion; et ce cheval le montroit grand, » et avoit le visage bon et la parole audacieuse et sage. » Le lundi 6 juillet 1495 la bataille s'engagea par l'artillerie, et bientôt les deux armées furent aux prises; la mêlée ne dura pas une heure : l'ennemi enfoncé par la furie française, taillé en pièces, poursuivi jusqu'à son camp, s'enfuit en désordre, laissant plus de trois mille hommes morts sur le champ de bataille; deux cents Français seulement avaient été tués, et encore étaient-ce la plupart des valets de bagages. Le roi combattit avec courage à la tête de sa noblesse; deux fois il fut en danger d'être pris, on mit même un moment la main sur la bride de son cheval pour l'entraîner. Enfin, après avoir vaillamment risqué sa personne, après avoir soutenu presque seul, dans un instant où il était séparé des siens, l'attaque d'une compagnie de gendarmes, après s'être aventuré à la poursuite de l'ennemi, il ramena ses troupes en France, parées dans leur retraite d'une gloire qui maintenait leur réputation en Italie.

La victoire de Fornoue pouvait rendre au roi de France la possession de l'Italie; mais Charles avait hâte de rentrer dans son royaume. Son imagination, qui seule l'avait poussé au delà des Alpes, était satisfaite et il ne désirait plus que le repos et les plaisirs. La première expédition d'Italie était accomplie, le fils de Louis XI ne devait plus revoir Naples; mais la voie était ouverte, et après lui les Français, conduits par Louis XII et François Ier, allaient souvent encore porter au delà des Alpes la renommée de la France et en ramener toutes les magnificences qui donnèrent tant d'éclat au seizième siècle.



LOUIS XII PROCLAMÉ PÈRE DU PEUPLE

PAR LES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Quoique Louis XII se soit laissé entraîner avec passion aux guerres d'Italie, qu'il ait sacrifié tant d'hommes et dépensé tant d'argent à cette conquête impossible, où vint se heurter pendant plus d'un demi-siècle la fortune des rois de France, néanmoins la générosité de son caractère, son affabilité, ses louables intentions, l'impartialité et la justice de son administration lui valurent, malgré les erreurs de sa politique, la sincère et constante affection de ses sujets. On aimait le *bon roi*, et on oubliait volontiers les fautes graves de son gouvernement pour ne s'attacher qu'à cet heureux naturel qui se sentait si fort disposé au bien, à la clémence; on se rappelait cette noble parole qui inaugura si favorablement le règne de Louis XII : « Ce n'est pas au roi de France à venger les injures » du duc d'Orléans. » Jamais cette généreuse assurance ne s'était démentie; La Trémouille, qui sous le règne de Charles VIII avait fidèlement et énergiquement combattu l'opposition du duc d'Orléans, fut conservé dans tous ses honneurs et dignités par Louis XII, qui le pria de

« lui être aussi loyal qu'à son prédécesseur. » Tous les ministres vieillis au service de Louis XI et de Charles VIII demeurèrent les conseillers du nouveau roi, dont aucun souvenir de haine, de ressentiment, même légitime, ne troubla jamais l'administration. Aussi Louis XII fut-il toujours regardé comme un excellent roi par le peuple; et le gouvernement intérieur de la France justifia pleinement cette popularité, que n'altérèrent ni les revers ni les erreurs de sa politique extérieure. Il régla la distribution de la justice, exigea des juges une complète indépendance, le respect le plus absolu de la loi; il disciplina les compagnies militaires. les hommes d'armes; s'efforça de ne point augmenter les impôts et protégea avec sollicitude les paysans et l'agriculture. Les défaites d'au delà les monts, les alliances avec les Borgia, l'imprévoyance dans les conquêtes. les traités désastreux échappaient au jugement de la foule, qui ne voyait que les bienfaits assurés directement par la sage direction des affaires; on disait : « Ce bon roi maintient la justice et nous fait vivre « en paix, il a ôté la pillerie des gens d'armes et gouverne mieux « qu'aucun roi ne fit; prions Dieu qu'il lui donne bonne vie et longue. » Bientôt après, sous le règne brillant mais si pesant de François I[er], on se souvint de Louis XII, et on s'écriait en subissant les surcharges d'impôts et de tailles : « Qu'on nous règle et remette seulement sous le « règne de ce bon roi Louis XII. »

Les États-Généraux avaient été réunis à Tours, au commencement du mois de mai de l'année 1506, pour décider sur la validité du traité de Blois, conclu deux ans auparavant entre la France et l'Autriche, par lequel un projet de mariage avait été formé entre Claude, fille aînée de France, et l'archiduc d'Autriche. La fille de Louis XII devait apporter en dot, seulement après la mort du roi, les duchés de Milan, de Bretagne, Gênes, Asti, Blois et enfin la Bourgogne, si Louis XII mourait sans enfants mâles. C'était, on le voit, un véritable démembrement du royaume, et cependant ce funeste traité avait été signé par Louis XII, par François de Valois, héritier présomptif de la couronne, par plusieurs princes du sang; mais le roi reconnût bientôt sa faute, et pour dégager sa parole il en appela à la nation. Les États-Généraux s'assemblèrent afin de prononcer sur cette imprudente négociation; mais, au moment même où ils refusaient leur consentement au traité de Blois, ils voulurent racheter pour ainsi dire leur blâme et témoigner dignement de l'amour du peuple pour Louis XII en lui décernant le beau titre de *Père du peuple*.

Le 14 mai, le roi, placé au fond de la salle des États sur un trône,

ouvrait cette solennelle assemblée qu'il appelait à prononcer sur de si grands intérêts. D'un côté se tenaient les principaux ministres de Louis XII, le cardinal d'Amboise, le cardinal de Narbonne, le chancelier Guy de Rochefort, et auprès d'eux les évêques et archevêques du royaume; en face de ceux-ci siégeaient à la suite du comte d'Angoulême, duc de Valois, héritier direct de la couronne, les princes du sang, les seigneurs et barons, le premier président du parlement; enfin au fond de la vaste enceinte étaient placés les députés des *bonnes villes*, qui s'étaient rendus en grand nombre à l'appel de la royauté. Les États réunis avaient choisi pour orateur Thomas Bricot, chanoine de Notre-Dame, premier député de Paris, célèbre par son éloquence; il fut chargé d'offrir au roi le titre que lui accordait la nation. Lorsqu'il eut obtenu la parole il commença par un pompeux éloge du roi, il rappela les bienfaits de son administration : « Il a soulagé le peuple, dit-il, et diminué d'un tiers les « tailles; les abus introduits dans le sanctuaire de la justice ont été sup- « primés, le laboureur n'a plus tremblé à l'aspect du guerrier. Quelles « actions de grâces pouvaient lui rendre des sujets qu'il avait protégés, « comment s'acquitteraient-ils de leurs obligations? Daignez, sire, pour- « suivit l'orateur, accepter le titre de *Père du peuple* que vos sujets vous « défèrent par ma voix. » A ces mots un mouvement d'attendrissement agite l'assemblée, et bientôt éclatent les applaudissements et les témoignages de joie. Lorsque Thomas Bricot put reprendre la parole, après avoir rappelé par quelques mots touchants la maladie à laquelle le roi avait failli succomber, après avoir présenté les craintes qui troublèrent alors la France, il termina en disant : « Puisse, sire, le suprême Arbitre « des destinées prolonger la durée de votre règne! puisse-t-il, pro- « pice à nos vœux, vous donner pour successeur un fils qui vous res- « semble! Mais, si ses décrets éternels s'opposent à nos vœux, s'il ne « nous juge pas dignes d'une si grande faveur, adorons sa justice et ne « songeons qu'à faire usage des dons qu'il nous a faits. Sire, vous voyez « devant vous un précieux rejeton du sang des Valois; formé par vos « conseils et par votre exemple, il promet d'égaler vos aïeux : qu'il soit « l'heureux époux de votre fille, et puisse-t-il retracer à nos yeux l'image « de votre règne! »

Ces derniers mots rappelaient l'intérêt important qui avait décidé la réunion des États-Généraux à Tours, la révocation du traité de Blois, et répondaient aux secrètes intentions de Louis XII, qui avait désiré qu'une grande manifestation justifiât la rupture de sa négociation Tou-

tefois il ne répondit immédiatement qu'à la première partie du discours de Thomas Bricot, il n'avait pas entendu sans une profonde émotion l'orateur des États lui faire un si touchant hommage au nom de la reconnaissance nationale; des larmes avaient coulé de ses yeux, et, après un instant de délibération entre les cardinaux d'Amboise et de Narbonne, le chancelier se leva par l'ordre du roi et dit à l'assemblée : « Messieurs des États, le » roi, notre souverain et naturel seigneur, voit avec la plus vive satis- » faction à quel point la patrie vous est chère; il accepte le titre de *Père* » *du peuple* que vous lui déférez, vous ne pouviez lui faire un don qui » lui fût plus agréable. »

Quant à la résolution relative au traité de Blois, elle fut ajournée; mais elle n'était pas douteuse : dans un conseil extraordinaire, convoqué par Louis XII et auquel assistaient les principaux chefs du royaume, des seigneurs, des prélats. les premiers présidents des parlements de Paris, de Rouen, de Bordeaux, on décida que le serment du roi, à son sacre, que le vœu de la nation liaient invinciblement Louis XII, qu'il pouvait et devait en toute sûreté de conscience et d'honneur manquer de foi à l'Autriche; que tout à la fois l'intérêt et les lois de l'État le commandaient.

Le 19 mai, le roi vient de nouveau à l'assemblée des États; le chancelier de France déclare, en son nom, que tous les princes du sang, les barons et les principaux conseillers du royaume sont d'avis du mariage de madame Claude de France avec M. le duc de Valois : il invite les députés à assister, le 21 mai, à la cérémonie des fiançailles. Cette solennité, en rompant une négociation fatale à la France, termina la session des États-Généraux de 1506.

« Cette assemblée ne ressembla, dit un historien, à aucune de celles » qu'on avait eues jusqu'alors en France : l'orateur était ordinairement » chargé de porter au roi les griefs de la nation, d'exposer à ses regards » la misère publique; Bricot, au contraire, ne retrace au monarque que » ses bienfaits, et lui paye un tribut excessif de louanges. »

Le titre de *Père du peuple*, le plus précieux de tous ceux qu'on ait accordés à un roi, fut confirmé à la fois par toute la nation et demeura à Louis XII jusqu'au dernier jour. Lorsqu'à sa mort on transporta son corps du palais des Tournelles à l'église Notre-Dame, le cortége funèbre était précédé d'hommes qui s'écriaient : « *Le bon roi, Père du peuple,* » *est mort!* » et les larmes de la foule répondaient silencieusement à cette douloureuse parole.



BATAILLE DE RAVENNE.

Louis XII, en montant sur le trône, se jeta avec passion dans cette grande voie ouverte par Charles VIII vers l'Italie; il rêva toute sa vie, avec une ardeur égale à celle du jeune fils de Louis XI, la conquête de cette terre privilégiée dont l'Europe se disputait la domination.

Non seulement Louis XII, ainsi que son prédécesseur, revendiqua la couronne de Naples; mais il réclama encore au nom de son aïeule, Valentine Visconti, la souveraineté du duché de Milan, dont la possession était passée aux Sforce : toutefois le droit du duc d'Orléans était contestable, car l'empereur Venceslas, en conférant ce duché aux Visconti, en avait exclu les femmes; mais les entraînements de l'ambition, l'éclat de ces guerres, troublaient trop l'imagination du roi de France, pour que son équité naturelle n'en fût pas obscurcie. Louis XII inaugura son règne par l'heureuse invasion de la Lombardie, et dès lors, dans les plus dures extrémités, il ne put se résoudre à abandonner ses prétentions, à repasser les Alpes.

La conquête de l'Italie fut le but de toute sa vie, le mobile de toute sa

politique; elle décida de ses alliances et de ses inimitiés. C'est au delà des monts que se répandit le plus noble sang de la France; c'est là que se forment nos grands généraux du seizième siècle et qu'ils vont chercher leurs premiers triomphes.

En Italie, les destinées de Louis XII furent diverses, parfois heureuses, souvent contraires. Maître un instant de Milan et de Naples, il compromit ses succès par l'inhabileté de sa politique, par les brusques changements de ses alliances, et surtout par des exigences qui lui firent perdre le fruit de ses premières expéditions. Ses qualités mêmes tournèrent contre lui : résolu à combattre, il ne voulait pas que ses sujets se ressentissent des charges de la guerre; et cette économie mal entendue diminua ses avantages. Après avoir conquis la Lombardie avec l'aide de Venise, Louis XII, redoutant l'ambition de la république, l'avait subitement délaissée et avait réuni tous ses ennemis contre elle, dans la ligue de Cambray, formée en 1508. Quand le pape Jules II, le plus ardent adversaire du roi de France, qui néanmoins avait adhéré au traité de Cambray, eut repris sur le Lion de Saint-Marc les villes de la Romagne, il rejeta son apparente amitié, s'unit aux Vénitiens contre le conquérant du Milanais, et, pour le chasser d'Italie, provoqua entre le Saint-Siége, le roi d'Aragon et Venise une union nouvelle qui prit le nom de Sainte-Ligue, et à laquelle accéda secrètement Henri VIII, roi d'Angleterre. Par sa faute, Louis XII se trouva dans une dangereuse situation; il s'était aliéné ses plus chers appuis : Venise, par la dernière guerre dirigée contre elle; les Suisses, en leur refusant une augmentation de subsides. La France restait seule devant la moitié de l'Europe, la cause de Louis XII semblait perdue de l'autre côté des Alpes, quand Gaston de Foix, ce héros de vingt-deux ans qui devait briller d'un si vif et si rapide éclat, releva notre fortune militaire par son génie et son audace, et vint épouvanter la Sainte-Ligue d'une admirable suite de victoires. Gaston, à qui Louis XII, son oncle, portait une profonde affection, avait été nommé gouverneur du Milanais, et commandait l'armée française en l'absence du roi retenu en France par ses souffrances. La Ligue avait de toutes parts cerné Gaston de ses soldats; d'un côté s'avançaient les Vénitiens, tandis que d'un autre seize mille Suisses marchaient sur Milan et qu'une armée espagnole assiégeait Bologne. Le jeune prince ne s'effraie pas du nombre de ses ennemis; il réunit ses troupes et commence une campagne dont l'habile stratégie rappelle celle que Bonaparte déploya sur le même théâtre deux siècles plus tard. Avec treize cents lances et

quatorze mille fantassins, Gaston court à ses adversaires, les attaque séparément, triomphe successivement, par d'actives manœuvres et une audacieuse activité, des Suisses, qu'il force à reculer, et des Espagnols, qui abandonnent Bologne à son approche; il enlève Brescia aux Vénitiens et vient enfin assiéger Ravenne afin d'attirer vers lui les troupes de la Sainte-Ligue et de l'obliger à une affaire générale.

Son projet réussit selon ses désirs. Le 11 avril 1512, le jour de Pâques, s'engageait, sous les murs de Ravenne, la célèbre bataille qui devait être le triomphe du *Foudre d'Italie*, comme on nommait Gaston. La défaite des armées italienne et espagnole combinées fut complète. Successivement rompus par l'artillerie et chargés par la gendarmerie française, les bataillons ennemis cèdent à l'impétuosité des soldats que commandent Trivulce, La Palice et Gaston de Foix, qui, couvert de sa riche armure, le visage fier et assuré, se porte intrépidement partout où éclate le danger. Enfin, après huit heures d'une lutte sanglante, la victoire demeure au jeune héros de l'Italie. La cavalerie pontificale s'enfuit en désordre; le vice-roi de Naples, général des alliés, abandonne le premier le champ de bataille, et bientôt il est suivi de ses principaux officiers : les vieilles bandes espagnoles, ralliées par le vaillant Pierre de Navarre, reculent seules en ordre et en protégeant de leur fermeté la déroute de l'armée italienne. Gaston était vainqueur, il avait conquis dans cette journée une renommée qui le plaçait au premier rang des grands capitaines de son temps; un glorieux avenir lui paraissait réservé, lorsqu'un mouvement d'imprudente ardeur anéantit tant d'espérances.

Encore au milieu du champ de bataille, tout couvert de sang et de sueur, il abandonnait à regret la poursuite des Espagnols; Bayard le vit alors : « Monseigneur, lui dit-il, vous avez gagné la bataille et demeurez » aujourd'hui le plus honoré prince du monde; mais ne tirez plus avant » et rassemblez votre gendarmerie en ce lieu. Le capitaine Louis d'Ars et » moi allons après ces fuyants; et pour homme vivant, monsieur, ne dé» partez point d'ici que ledit capitaine et moi ne vous venions querir. » Le prince se rendait à regret à cet avis, quand il aperçut une troupe d'Espagnols qui se retirait en conservant une ferme contenance; à cette vue il ne peut résister aux instincts de son courage : « Qui m'aimera si » me suive, je ne saurois souffrir cela! » s'écrie-t-il; et, s'élançant contre cette terrible infanterie, à laquelle il ne veut même pas laisser le mérite d'une retraite honorable, il s'engage sur une étroite chaussée entre un canal profond et un fossé fangeux, et se jette sur les Espagnols, qui, à

son approche, s'étaient rétournés et lui présentaient le fer de leurs piques. Le malheureux prince ne sait pas reculer, à peine le peut-il d'ailleurs; il charge avec fureur et le victorieux de Ravenne tombe percé de blessures au sein même de son triomphe.

Dès que la nouvelle de cette mort se répandit dans le camp, nos soldats en furent à ce point troublés, disent les mémoires de cette époque, que, si l'ennemi se fût rallié, l'armée française, déjà maîtresse du champ de bataille, était défaite. La Palice prit le commandement de nos troupes, laissa sept à huit mille hommes dans la Romagne, et ramena le corps du neveu de Louis XII à Milan, où un triomphe funèbre fut décerné à ces restes héroïques. Dix mille soldats la pique baissée en signe de deuil, le marquis de Pescaire, l'intrépide Pierre de Navarre et avec eux tous les prisonniers faits à Ravenne suivaient le cercueil, devant lequel on portait quarante enseignes et guidons enlevés à l'ennemi. On déposa sous le dôme de la cathédrale de Milan le corps de Gaston, à qui on dressa un glorieux trophée des armes et des drapeaux des vaincus. Cette tombe, que protégeait une si haute renommée, fut lâchement violée quand les revers qui suivirent la mort de Gaston chassèrent les Français de Milan; le cardinal de Sion fit arracher de son asile sacré le corps du héros, qui fut secrètement transporté dans un couvent. En 1515, François Ier, vainqueur à Marignan, répara cet outrage et consacra à la mémoire du *Foudre d'Italie* un magnifique monument.

La douleur de la France lorsqu'elle apprit la mort de Gaston de Foix égala celle de l'armée d'Italie : la Sainte-Ligue était vaincue, ses meilleurs généraux demeuraient prisonniers, un immense butin et une formidable artillerie restaient entre nos mains, mais ces avantages étaient encore trop chèrement achetés : on regretta comme une défaite la victoire de Ravenne, où nos adversaires avaient perdu, avec douze mille hommes de leurs meilleurs troupes, leurs bagages et leurs canons. Louis XII fut long-temps affligé du revers soudain qui avait attristé la journée de Ravenne : « Dieu nous garde de pareilles victoires! s'écria-t-il en lisant la » lettre de La Palice qui lui annonçait le double résultat de la bataille; » je ne l'ai point gagnée, mais bien perdue. » Il appréciait justement son malheur autant comme roi que comme parent : la mort de Gaston de Foix ramena la fortune du côté de la Sainte-Ligue. Bientôt la défaite de Novarre obligea les Français de repasser les Alpes; le Milanais, tant de fois conquis, tant de fois perdu, échappa à Louis XII, et ce furent les frontières mêmes du royaume qu'il fallut sauver d'une invasion européenne.



BATAILLE DE MARIGNAN.

François Ier, monté sur le trône en 1515, à l'âge de vingt et un ans, tourna tout d'abord ses regards vers l'Italie, dont Charles VIII et Louis XII lui avaient montré la route. Vaillant, enthousiaste, d'un esprit brillant, le jeune monarque se sentait invinciblement attiré vers cette terre de la poésie et des arts, à laquelle l'Europe entière demandait alors des inspirations. L'ambition, le désir de la gloire, l'impatience d'illustrer par quelque action d'éclat son règne à peine commencé, offraient à son imagination de trop vives séductions pour qu'il ne se décidât pas à une conquête à laquelle l'engageait d'ailleurs la situation politique de l'Europe. Henri VIII, trompé par ses alliés dans les guerres précédentes, était las de combattre sans profit pour l'Angleterre; l'empereur d'Allemagne, Maximilien, aussi bien que le roi d'Aragon, Ferdinand-le-Catholique, préféraient tous deux le repos aux chances incertaines des batailles; Charles d'Autriche, qui plus tard, sous le nom de Charles-Quint, devait disputer la supériorité politique au roi de France, n'avait encore d'autre souveraineté que la Castille, et la turbulence de ses sujets

lui faisait une nécessité de la paix. Autour de François Ier tous les princes qui auraient pu le troubler dans ses ambitieux projets désiraient le calme et la tranquillité; c'était une trêve entre les guerres qu'ils avaient soutenues contre Louis XII, et la lutte qu'ils allaient bientôt engager avec son successeur. Le roi de France seul ne pouvait se résigner à l'inaction.; il résolut d'entrer dans le Milanais, et de faire valoir les prétentions qui avaient armé quinze ans auparavant Louis XII contre la maison des Sforce. Aux premières déclarations d'hostilités, François Ier fut encouragé par la soumission de Gênes, dont le doge échangea son titre contre celui de gouverneur perpétuel au nom de la France; et par l'alliance des Vénitiens, dont il s'était assuré. Les Suisses, qui à la vérité passaient pour la meilleure infanterie de l'Europe, s'étaient seuls déclarés en faveur du duc de Milan et de la ligue formée par le pape et le duc de Florence, afin de repousser l'invasion qui menaçait l'Italie.

Ayant confié durant son absence la régence du royaume à Louise de Savoie, sa mère, François Ier se rendit à Lyon, où son armée était réunie : elle se composait de vingt-deux mille fantassins allemands, appelés lansquenets, commandés par le duc de Gueldres et son neveu le comte de Guise; de six-mille Basques ou Gascons, conduits par Pierre de Navarre; de huit mille soldats français à la tête desquels marchaient le roi de France d'abord, puis Bayard, le Chevalier sans peur et sans reproche; le maréchal de Chabannes, Trivulce, de Lorges, Maugiron; enfin, d'un corps de trois mille pionniers et d'une nombreuse artillerie. François Ier se disposait à entrer en Italie, lorsqu'il apprit que seize mille Suisses s'étaient emparés des défilés du mont Genèvre et du mont Cenis, par lesquels il comptait pénétrer dans le Milanais. Il était impossible de forcer ces positions, et l'on ne pouvait descendre vers Nice et changer de route sans de longs retards et des dépenses considérables. Dès le début de la campagne l'armée était arrêtée, sa situation presque désespérée, quand un chasseur des montagnes s'offrit d'indiquer à travers les Alpes un chemin par lequel il promettait de faire passer une partie de l'armée; et sur l'avis de Trivulce, qui alla reconnaître les lieux, on accepta cette proposition. Deux divisions s'étant engagées dans les passages habituels du mont Cenis et du mont Genèvre, qu'elles feignent de vouloir enlever, une troisième s'avance rapidement par le nouveau défilé, débouche dans le marquisat de Saluces; et tout d'un coup les Suisses, qui se croyaient maîtres de la position, pris de deux côtés par les troupes de François Ier, abandonnent les gorges où ils s'étaient retranchés et se retirent sur Milan.

Alors le roi de France peut s'avancer sans obstacles dans le Milanais; il s'empare de Novare, de Pavie, de Vigevano, et asseoit son camp à Marignan, presque sous les murs de Milan. Les Suisses, effrayés de cette marche victorieuse, avaient ouvert à Verceil des négociations pour la paix, et malgré son ardeur François Ier en attendait patiemment l'issue; un projet de traité avait été dressé, tout semblait enfin annoncer la paix, quand le jeudi 13 septembre 1515 les Suisses sortent à l'improviste de Milan et se dirigent vers le camp français, espérant le surprendre. Ils marchaient silencieusement, et peut-être auraient-ils réussi dans leur dessein si deux officiers français, La Trémouille et Fleuranges, ne les eussent aperçus et ne fussent allés en toute hâte prévenir le roi et le connétable de Bourbon, qui commandait l'arrière-garde. François Ier, retiré sous sa tente, essayait une armure qu'on lui avait envoyée d'Allemagne, et causait familièrement avec l'Alviane, général des troupes vénitiennes. Quand il vit entrer brusquement Fleuranges : « Eh quoi, lui dit-il, comme je vous vois échauffé et armé de toutes pièces! vous ne savez donc pas que nous avons la paix? » — « Plus de paix! s'écria Fleuranges; armez-vous, sire, l'ennemi s'avance. »

Cependant le connétable, averti du mouvement des Suisses, avait donné ses ordres; les trompettes parcourant le camp appelaient les soldats aux armes, les lignes se formaient, le roi disposait son corps de bataille, l'artillerie, vers laquelle on savait que les Suisses allaient diriger tous leurs efforts, élevée sur des plates-formes et défendue par un fossé, garantissait l'aile droite de l'armée, qui devait soutenir les premiers chocs de l'ennemi; enfin, on eut le temps de faire prendre à l'armée sa position; et quand les Suisses atteignirent le camp, au lieu de trouver des soldats en désordre, comme ils l'espéraient, ils virent en face d'eux des troupes fortement établies et prêtes à se défendre vigoureusement. Ils hésitèrent un moment, les chefs voulaient remettre l'attaque au lendemain; mais l'ardeur des soldats l'emporta, et la bataille s'engagea, le 13 septembre 1515, vers quatre heures de l'après-midi. On combattit avec un égal acharnement des deux parts, la nuit même n'arrêta pas la mêlée; à la clarté de la lune et à la lueur de quelques feux, les deux armées continuèrent leurs efforts; et la confusion était telle, que les soldats des deux partis, croyant regagner leurs rangs, se mêlaient aux bandes ennemies; le roi s'avança avec tant de courage parmi les bataillons suisses qu'il faillit être fait prisonnier, et, pour qu'il ne fût pas reconnu, le connétable de Bourbon, qui se trouvait alors à ses côtés, fit éteindre les feux qui les

entouraient, afin de protéger le roi de France du moins par l'obscurité. La lune avait disparu, les ténèbres profondes de la nuit étaient à peine dissipées çà et là par les feux allumés sur le champ de bataille, lorsqu'enfin on se décida à sonner la retraite : tandis que l'aigre accent du clairon rappelait les Français vers le camp, le son retentissant des deux cornes d'Uri et d'Underwald, qui autrefois avait donné à l'Helvétie le signal de la liberté, ralliait les Suisses. François Ier ne voulut pas retourner à sa tente et, pour sa première veillée d'armes, il passa courageusement la nuit presqu'au milieu des Suisses, sur un affût de canon. Le lendemain, dès le point du jour, la lutte recommença avec fureur; les troupes des deux armées avaient rejoint leurs drapeaux, repris leurs rangs, et ce fut véritablement une nouvelle bataille. La supériorité de son artillerie, la valeur des lansquenets allemands, qui se battaient contre les Suisses avec cette haine implacable, toute personnelle, qui divisait les deux peuples, assura la victoire aux armes du roi de France. Toutefois le sort de la journée n'était pas encore décidé; pendant que l'aile droite de l'armée française repoussait avec fermeté les efforts des Suisses, l'aile gauche, vivement pressée par une division ennemie, faiblissait déjà malgré la résistance courageuse du duc d'Alençon, qui la commandait, lorsque l'Alviane, qui avait reçu un courrier du chancelier Duprat, afin de hâter sa marche, arriva à neuf heures du matin sur le champ de bataille avec la cavalerie vénitienne : sa présence acheva le succès; les Suisses, surpris de tous côtés, obligés de reculer en suivant le front de l'armée, exposés à toutes les décharges de l'artillerie, plutôt écrasés que vaincus, se retirèrent en laissant à Marignan dix mille hommes morts ou blessés.

Tandis que les Suisses, le désespoir dans le cœur, suivaient en silence la route de Milan, François Ier, qui venait de gagner si glorieusement ses éperons, se faisait armer chevalier de la main de Bayard sur le lieu même du combat, et recevait en présence de son armée l'accolade du Chevalier sans peur et sans reproche.

Cette grande bataille, que le maréchal de Trivulce, qui avait assisté à dix-huit affaires importantes, nommait un « combat de géants, » inaugura heureusement le règne de François Ier et lui assura la possession du Milanais. Le jour même, il annonçait à la régente sa mère la victoire qu'il venait de remporter, et dans l'enivrement de ce premier triomphe, dont on devait une part à son jeune courage de vingt et un ans, il écrivait : « Et, tout bien débattu, depuis deux mille ans ça n'a point été vu une si » fière ni si cruelle bataille, ainsi que disent ceux de Ravenne. »



ENTREVUE DU CAMP DU DRAP-D'OR.

Malgré les prétentions de François Ier, Charles-Quint avait été élu empereur d'Allemagne : et l'on pouvait prévoir la lutte qu'allaient faire éclater les espérances déçues de l'un et l'ambition du second, encouragée par un si noble succès. Mais, avant de commencer cette guerre qui devait se continuer presque sans interruption durant vingt-sept années, les deux rivaux sentaient la nécessité de trouver des alliés qui secondassent leurs efforts. Henri VIII, roi d'Angleterre, était sans contredit l'un des plus importants dont on pût s'assurer le concours, et il le savait si bien qu'il avait pris pour devise ces orgueilleuses paroles : *Qui j'accompagne est maître*. Les souverains qui allaient se disputer la domination de l'Europe s'empressèrent de rechercher l'appui du prince anglais par les moyens que leur inspiraient à chacun les dispositions de leur caractère : l'un par les manœuvres habiles de la politique, l'autre par le faste et la grandeur de sa puissance.

Charles-Quint, en se rendant d'Espagne dans les Pays-Bas, relâcha à Douvres, et, sans déployer un luxe qui pouvait exciter quelque envie

chez Henri VIII, il alla simplement le visiter à Cantorbéry, sous le prétexte d'offrir ses respects à sa tante Catherine d'Aragon, reine d'Angleterre. Il sollicita l'alliance du roi d'Angleterre en rendant hommage à sa haute influence, et en même temps il circonvenait par des flatteries et d'adroites promesses le cardinal Volsey, ministre favori du roi, à qui il fit espérer le trône pontifical après la mort de Léon X.

A la suite d'une négociation suivie par l'amiral Bonnivet et le cardinal Volsey, une entrevue fut également décidée entre les rois de France et d'Angleterre pour conférer des affaires de l'Europe. La plaine qui s'étend entre Ardres et Guines, à peu de distance de Calais, fut choisie pour le lieu de ce rendez-vous solennel. Ce fut au mois de juin 1520 que s'ouvrit cette célèbre conférence, dont les splendeurs ont laissé de si vifs souvenirs dans l'histoire, et qui fut, à cause du luxe inouï qu'on y montra de part et d'autre, désignée sous le nom de Camp du Drap-d'Or.

Le 7 juin, les deux monarques, montés sur de superbes chevaux d'Espagne, suivis d'un nombre égal d'archers et accompagnés, le roi de France de l'amiral Bonnivet et du chancelier Duprat, le roi d'Angleterre du cardinal Volsey et des ducs de Norfolk et de Suffolk, se rencontrèrent dans la vallée d'Ardres, exactement entre Ardres et Guines. De chaque côté les gardes s'arrêtèrent aux barrières, et François Ier et Henri VIII, s'avançant l'un vers l'autre, se donnèrent chevaleresquement l'accolade, sans descendre de cheval; puis seulement ils mirent pied à terre pour s'entretenir. Après une courte conversation ils se séparèrent pour retourner dans leurs résidences; le roi de France demeurait à Ardres, et le roi d'Angleterre au château de Guines, situé dans les environs de Calais, qui faisait encore partie du territoire anglais.

Le cérémonial de l'entrevue avait été réglé dans ses moindres détails par les deux négociateurs Volsey et Bonnivet; mais ces précautions minutieuses fatiguèrent bientôt François Ier. Enfin il réussit, par une démarche franche et loyale, à rendre à ses relations avec le roi d'Angleterre l'abandon qu'il désirait voir régner entre eux.

Sortant un matin d'Ardres plus tôt qu'il n'en avait l'habitude, il se dirige vers Guines dans un costume fort simple, et seulement accompagné de deux gentilshommes et d'un page. Arrivé au château de Guines, il pénètre au milieu des archers anglais qui en gardaient l'entrée, et avant qu'ils lui eussent exprimé leur surprise de voir le roi venir ainsi, sans escorte, se confier à la bonne foi du roi d'Angleterre : *Rendez vos armes*, leur dit-il en riant, *et conduisez-moi à la chambre de mon frère.*

Henri VIII reposait encore; mais, malgré toute résistance, François Ier pénètre dans son appartement, ouvre les rideaux de son lit, et l'éveille. Henri, étonné et touché en même temps de cette noble confiance, dit au roi de France : *Mon frère, vous me faites le meilleur tour que jamais homme fit à un autre, et me montrez la grande fiance que je dois avoir en vous, et de moi je me rends votre prisonnier dès cette heure et vous baille ma foi.* En prononçant ces paroles, il détache de son cou un magnifique collier et l'offre à son illustre visiteur. « Je le porterai, reprit celui-ci, à condition que vous porterez aussi ce que je vous offre. » Et il lui remit un bracelet qui valait le double du collier qu'il acceptait. François Ier, continuant la visite avec sa même familiarité, voulut aider le roi d'Angleterre à faire sa toilette, et il ne se retira qu'après avoir reçu de vives protestations d'amitié.

Les combats en champ-clos, les passes d'armes, les luttes occupèrent les derniers jours de l'entrevue. Les reines de France et d'Angleterre, Claude et Catherine, la duchesse d'Angoulême, Louise de Savoie mère de François Ier, Marguerite d'Alençon sa sœur, environnées des dames de leur suite et témoins des joutes, distribuaient des prix aux vainqueurs. Ces jeux furent signalés par un étrange épisode. Aux coups de lance et d'épée avaient succédé des luttes corps à corps, dans lesquelles les lutteurs anglais l'avaient constamment emporté sur les Français; animé par leurs succès, Henri saisit François Ier au collet en lui disant : « Mon frère, je veux lutter avec vous. » Le roi de France était à la fois agile et vigoureux; bientôt il se fut dégagé de l'étreinte de son royal adversaire, et, le soulevant avec force, il lui donna, disent les auteurs, un *merveilleux saut*. Henri réclamait sa revanche, mais les courtisans réussirent à faire cesser ce combat peu convenable.

Les fêtes et les danses succédèrent aux joutes; elles se tenaient alternativement dans de magnifiques pavillons, ou plutôt dans de véritables palais que les souverains avaient fait élever près de leurs résidences. Celui de Henri VIII, formé de pièces de bois ajustées en Angleterre et transportées à Guines, représentait la maison ou bourse des marchands de Calais : il se composait d'un vaste corps de logis principal, flanqué de tours à chacun de ses angles; au sommet, on avait placé des statues dans diverses attitudes; extérieurement, il était revêtu de toiles habilement peintes, qui lui donnaient l'aspect monumental d'un édifice en marbre et en pierre; dans la cour d'honneur se trouvait une fontaine dont le triple jet donnait à la fois de l'eau, de l'hypocras et du vin.

La tente du roi de France, de forme ovale et à deux étages, était placée à peu de distance d'Ardres et surmontée d'une statue de saint Michel en or creux; construite en charpente légère, elle était au dehors entièrement couverte d'une toile en drap d'or; et, au dedans, les galeries, les chambres, les salles de réception étaient garnies de tentures en velours bleu semées de fleur-de-lis d'or; les cordons qui l'attachaient à la terre étaient également tissés d'or et de soie.

Entre les pavillons royaux, étaient au loin répandues, pour les princes les plus illustres et les seigneurs invités à cette réunion, des tentes décorées avec une extrême richesse, et, comme celles des souverains, ornées à profusion d'étoffes précieuses d'or et d'argent, de velours, de damas flamboyants.

Le jour, quand le brillant soleil d'été élairait de tous ses feux ces magnifiques tapisseries étincelantes d'or, rehaussées des plus vives couleurs, des dessins les plus charmants; quand les bannières et les étentards des deux nations flottaient au caprice de l'air; quand les nombreux cortéges de dames et de cavaliers, vêtus d'élégants costumes en satin, en velours, en brocart, enrichis des plus délicates broderies, parcouraient la plaine, c'était le plus splendide spectacle qu'on se pût imaginer. Le soir, toutes les tentes s'illuminaient de mille feux; la musique, les chants, les joyeux propos retentissaient, et les danses commençaient alors pour ne cesser qu'aux premières lueurs du jour.

Avant de se séparer François et Henri assistèrent à une messe célébrée par le cardinal Volsey et ils rompirent ensemble, selon la coutume, l'hostie consacrée, en témoignage de bonne amitié. Après cet acte de dévotion les rois de France et d'Angleterre se firent leurs adieux, et la conférence du camp du Drap-d'Or fut terminée; plus brillante qu'utile, elle ne réalisa aucune des espérances de François Ier. On rédigea, il est vrai, un projet de mariage entre le prince Henri, fils de François Ier, et Marie, fille de Henri VIII; mais il n'eut aucune suite, et on n'a conservé d'autres souvenirs de ce traité que les courtoises paroles que Henri VIII adressa à cette occasion au roi de France. En lisant les formules d'usage, le roi d'Angleterre, après ces mots : *Je, Henri, roi,* allait ajouter à ses titres celui de roi de France, que depuis les guerres heureuses des Anglais en France dans le siècle précédent on continuait de donner aux souverains d'Angleterre, quand, s'interrompant tout à coup avec obligeance, Henri VIII reprit en souriant : « J'ai pensé dire roi de France et d'Angleterre; mais je ne le mettrai point, puisque vous êtes ici. »



FRANÇOIS Ier ET LÉONARD DE VINCI.

La prise de Constantinople en 1454 avait éveillé ou plutôt développé en Italie le goût des arts et des lettres ; les guerres qui, à la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième, conduisirent nos armées au delà des Alpes, transmirent à la France cette ardeur pour les chefs-d'œuvre de l'antiquité, cette passion des beaux-arts qui illustraient alors Rome et Florence. Lorsque les Français pénétrèrent en Italie, ils trouvèrent une civilisation brillante au sein de laquelle les agitations politiques s'étaient calmées ; les vieilles républiques, autrefois si fières, si indépendantes, oubliaient la liberté au milieu de cet enthousiasme intellectuel qui produisait tant d'admirables travaux. Cette impression ne fut point perdue pour la patrie, et, au retour de leurs expéditions, Charles VIII, Louis XII et François Ier ramenèrent en France le goût des belles choses, la passion des littératures anciennes. Toutefois cette activité nouvelle des esprits, ce réveil des intelligences qui s'annonça dès le règne de Louis XII, ne se manifesta dans tout son éclat que sous son successeur.

Les habitudes brillantes, les mœurs chevaleresques, l'imagination exaltée de François Ier et jusqu'à son penchant pour les plaisirs, les divertissements de cour, les fêtes secondèrent merveilleusement le mouvement de la Renaissance. Ces vives prédilections pour les travaux de l'intelligence, cette sincère admiration des œuvres du génie font la véritable gloire de François Ier, presque la seule qu'on ne puisse lui contester. On lui a reproché, non pas sans raison, ses excessives prodigalités, la dureté de son administration, la témérité et l'imprévoyance de ses entreprises militaires, les rigueurs exercées contre les réformés; mais on ne saurait lui disputer le mérite d'avoir protégé les lettres et les sciences, d'avoir encouragé les beaux-arts. Il se plaisait à ces nobles occupations, et, dans l'intervalle de ses guerres et de ses négociations politiques, il y cherchait volontiers d'utiles loisirs. Autour de lui chacun s'empressait de suivre son exemple et celui de Marguerite de Valois, sa sœur, à qui revient une part légitime des éloges qu'on a adressés à François Ier.

Avec Louis XII déjà les arts, protégés par le roi et par Georges d'Amboise, son ministre, avaient commencé une existence nouvelle. L'architecture surtout avait tenté d'heureuses innovations, et, unissant avec grâce le style gothique au style grec, elle avait produit, sous les inspirations de Jean Giocondo, le château de Gaillon et le palais de justice de Rouen. François Ier vit ces efforts du goût s'étendre, ces tentatives se multiplier, et il s'y associa complétement. Il appela à lui les grands artistes de l'Italie; par ses ordres s'élevèrent ou s'embellirent, sous la direction intelligente de Primatice de Bologne, du Florentin Rosso, les châteaux de Fontainebleau, de Chambord, de Saint-Germain-en-Laye, de Madrid : on commence alors le Louvre, et partout la peinture et la sculpture rehaussent de leurs chefs-d'œuvre les résidences royales. L'influence de ces hommes supérieurs, la volonté de ce prince éclairé créent l'école française, qui va fournir à l'architecture Philibert Delorme et Pierre Lescot; à la sculpture Germain Pilon, Jean Goujon, Pierre Bontemps. La peinture française compte un nom célèbre, celui de Jean Cousin, que feront bientôt oublier ceux plus illustres du Poussin et de Lesueur. Enfin la Renaissance, avec toutes ses magnificences, son luxe, répand en France ses splendides ouvrages et ouvre à l'imagination des espaces inattendus.

Voilà quelle a été l'œuvre principale de François Ier, celle à laquelle il s'est consacré dès les premiers jours de son règne, et qui, plus qu'il ne le pensait, a placé son nom parmi ceux des grands rois qui ont gouverné la France. Au retour de son expédition dans le Milanais, que la victoire de

Marignan livra du premier coup à sa fortune, François Ier ramena avec lui Léonard de Vinci, l'un des grands maîtres de l'école florentine. De la part du roi, c'était tout à la fois un hommage rendu à la peinture italienne et le mouvement d'une généreuse bienveillance. A l'époque où le roi de France parcourait le nord de l'Italie en vainqueur, Léonard de Vinci, presque sacrifié par Léon X à la forte jeunesse de Michel-Ange, n'habitait plus Rome qu'avec regret. C'est alors que le roi offrit à son génie l'hospitalité de la France : le Vinci était vieux, on ne pouvait plus espérer de son talent des travaux considérables; mais c'était beaucoup d'avoir gagné à l'art français cette habile direction.

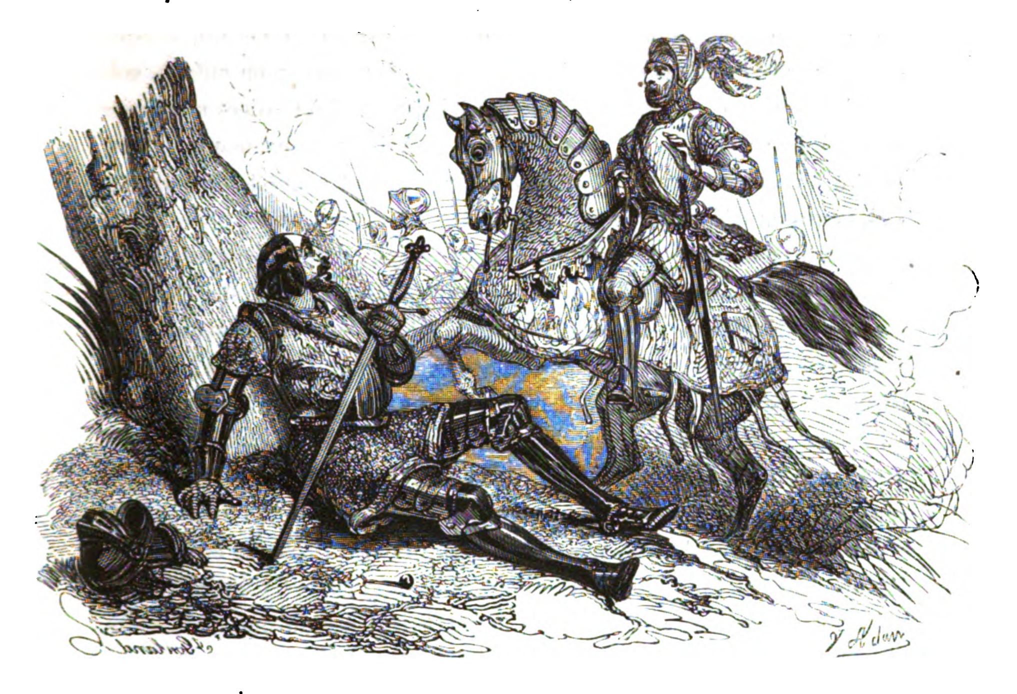
Au Louvre on admirait déjà la *Joconde*, et, lors de son séjour à Milan, François Ier voulut à tout prix s'emparer du tableau de *la Cène* peint sur muraille dans un couvent de Dominicains; pour enrichir sa capitale de cette peinture, si noble par la pensée, si précieuse par le travail, le roi de France était décidé à ne reculer devant aucune dépense. L'impossibilité absolue de ravir à Milan ce magnifique travail sans l'endommager put seule obliger François Ier à renoncer à son dessein. Mais son admiration s'était encore accrue pour Léonard de Vinci; lorsqu'il le reçut à Amboise, il le traita avec un singulier respect : comme s'il eût voulu mettre au même rang sa propre royauté et celle qu'avait conquise le génie de l'illustre artiste. Pendant les cinq années que le Vinci vécut en France, il fut environné d'honneurs, traité avec une générosité royale, accueilli avec une haute distinction; parfois on vit le peintre, appuyé sur le bras du souverain, parcourir avec lui les galeries de Fontainebleau, donnant des conseils aux artistes qui l'environnaient. Souvent encore, François Ier, presque sans suite, accompagné seulement de sa sœur, venait visiter Léonard de Vinci dans le palais qu'il habitait à Amboise; il pénétrait dans son atelier, et là suivait attentivement cette main que l'âge n'avait pas glacée, qui conduisait encore avec fermeté son pinceau : il aimait la conversation de cet artiste supérieur, à qui toutes les parties de son art, toutes les ressources étaient également familières. C'est sous la protection du roi, dans cet asile offert à sa vieillesse, que Léonard passa paisiblement les dernières années de sa vie. Vers la fin de 1520, François Ier visita un jour, selon son habitude, l'illustre maître italien : Léonard de Vinci, épuisé par l'âge, par le travail, était étendu mourant sur son lit, entouré d'un clergé nombreux, environné de ses amis. Après avoir reçu les secours de la religion, le noble vieillard attendait avec calme l'heure suprême, écoutant de pieux enseignements.

Lorsque François Ier entra dans la chambre du malade, celui-ci se dressa sur son lit, afin de témoigner plus de respect au roi de France; mais cet effort dépassait ses forces et tout à coup il fut pris d'une convulsion : le prince alors se leva et soutint la tête de Léonard de Vinci afin d'alléger son mal : « Mais, dit le Vasari, le biographe des peintres italiens, » comme si ce divin artiste eût senti qu'il ne pouvait espérer un plus » grand honneur sur cette terre, il expira dans les bras du roi. Il avait » alors soixante-quinze ans. »

Léonard de Vinci n'était en quelque sorte venu en France que pour y mourir dans les bras de François Ier : à peine avait-il pu laisser tomber autour de lui quelques précieux conseils; mais toutefois sa présence ne fut point inutile. Le spectacle de ses derniers moments donna à l'art français le juste sentiment de sa dignité; il comprit mieux sans doute quel rang lui appartenait en voyant un roi honorer ainsi un grand talent et recueillir avec vénération le dernier soupir du célèbre Florentin.

Léonard de Vinci fut enseveli à Amboise même, où il était mort, dans l'église de Saint-Florentin, avec une pompe digne de l'affection que lui portait le roi de France.

Après la mort de Léonard de Vinci, François Ier appela en France le Rosso, dont l'incontestable talent était méconnu en Italie; André del Sarte, à qui, lorsqu'il voulut absolument revoir l'Italie, le roi confia la noble mission d'acheter des tableaux pour les galeries françaises; Benvenuto Cellini, cet habile ciseleur dont une énergique volonté et une puissante imagination firent un grand sculpteur; tous furent accueillis par le protecteur de Léonard de Vinci avec une égale bienveillance : jusqu'à sa mort le Rosso conserva la direction des travaux de Fontainebleau, résidence préférée de François Ier. En même temps que le Rosso, Primatice vint à Paris; et après lui il continua les embellissements de Fontainebleau, où tous les grands maîtres italiens semblaient devoir écrire leur nom. Ces artistes, que François Ier attira successivement auprès de lui, furent nos premiers maîtres, et c'est pour cela que nous avons voulu conserver le souvenir de leur séjour parmi nous : il n'est pas sans intérêt de voir l'origine de l'école française, qui devait jeter de si vifs éclats; on se plaît à la trouver unie par des liens si intimes, par un enseignement si direct au beau siècle de la peinture italienne.



MORT DE BAYARD

A LA RETRAITE DE ROMAGNANO.

Bayard, le Chevalier sans peur et sans reproche, est la dernière de ces héroïques et belles figures du moyen âge qui nous apparaissent comme d'idéales personnifications de la foi, du dévouement et de l'honneur. Parmi cette société corrompue et élégante du seizième siècle, qui, des souvenirs chevaleresques, n'avait recueilli que les brillantes folies, les témérités aveugles, les galanteries recherchées, les *emprises* aventureuses, Bayard fut le seul qui se rappela les pures et naïves vertus du passé : il les pratiqua dans toute leur sincérité; et, s'il appartient par son intrépide courage à la chevalerie, il la rappelle aussi par sa vive piété, par la délicatesse de ses sentiments et par sa loyauté. Tout concourut à fortifier en Bayard les heureuses dispositions de la nature : sa famille lui avait légué de nobles exemples à suivre, de grandes traditions de dévouement et de valeur à continuer. Pour lui plus que pour tout autre était vraie cette parole, qui fut la devise des illustres maisons : « Noblesse oblige. »

« Mon enfant, lui disait souvent son oncle, Georges du Terrail, évêque « de Grenoble, qui surveilla l'éducation de sa jeunesse, mon enfant, sois « noble comme tes ancêtres : comme ton trisaïeul, tué à Poitiers aux pieds « du roi Jean; comme ton bisaïeul, mort à Azincourt; comme ton aïeul, « tué à Montlhéry; comme ton père enfin, qui fut couvert d'honorables « blessures en défendant la patrie. »

Bayard ne démentit pas cette valeureuse origine; sa vie, depuis le jour où pour la première fois il tira son épée jusqu'à celui où il succomba en protégeant la retraite des soldats français, fut une suite d'actions à la fois éclatantes et modestes. Aucune circonstance, quelque imprévue, quelque périlleuse qu'elle fût, ne surprit ni son courage ni sa vertu; il savait unir à l'amour de la patrie l'amour de ses devoirs, et jamais, à aucun intérêt, à aucun profit, il ne consentit à sacrifier les droites impressions de sa conscience.

Pierre du Terrail, seigneur de Bayard, né en 1476 au château de Bayard dans le Dauphiné, après avoir passé auprès de l'évêque de Grenoble ses premières années entra parmi les pages du duc de Savoie, alors l'allié de la France. Dans une entrevue que le duc de Savoie eut à Lyon avec Charles VIII, le roi remarqua l'adresse, la fierté naturelle de Bayard et l'attacha à sa personne. A partir de cette époque Bayard se dévoua tout entier au service de la France, rien ne put le détourner de cette voie; successivement sous Charles VIII, sous Louis XII et sous François Ier, il combattit en Flandre, en Italie, avec le drapeau fleurdelisé. Lorsqu'il eut atteint cette haute renommée qui a donné tant d'éclat à son nom, les adversaires de la France essayèrent d'obtenir l'appui de sa vaillante épée; ils demandèrent au Chevalier sans peur et sans reproche de rompre ses serments et de passer dans les rangs étrangers. « Je n'ai, répondit Bayard à ces offres injurieuses, qu'un maître au ciel, Dieu; qu'un maître sur la terre, le roi de France : je n'en servirai jamais d'autres. »

Il fut un des héros de ces grandes guerres d'Italie qui eurent sur les destinées de la France une si considérable influence. A dix-huit ans il prenait part à la glorieuse journée de Fornoue : c'était la première fois qu'il se trouvait à une grande bataille, et il s'y montra digne du nom qu'il portait; il eut deux chevaux tués sous lui et enleva un étendard aux ennemis. Depuis il assista aux victoires d'Agnadel, de Ravenne, de Marignan; et chaque fois, entre tant de chefs illustres, à côté de La Trémouille, de La Palisse, de Longueville, de Chabannes, de Saint-Pol, de Trivulce, il se distinguait par ce mélange de bravoure, de prudence et

d'humanité qui le rendait si terrible dans l'action, si généreux après le combat. Plus heureux que le connétable de Bourbon, Bayard termina sa carrière comme il l'avait commencée, avec gloire, avec honneur; il mourut fidèle à la France, en protégeant de sa personne la vie de ses soldats et en défendant les intérêts de sa patrie et de son roi.

En 1523, une ligue s'était formée contre la France par l'habile politique de Charles-Quint, et François Ier avait à combattre au même moment le pape, le roi d'Angleterre, l'empereur d'Allemagne Charles-Quint et les états italiens de Florence, de Venise et de Gênes réunis contre lui. La trahison imprévue du connétable de Bourbon ajoutait encore aux embarras de la situation, et une lutte pleine de désavantages pour François Ier s'engagea entre l'Europe d'une part et la France de l'autre.

L'amiral Bonnivet, chef de l'armée d'Italie, après une tentative malheureuse sur Milan reculait devant le marquis de Pescaire et le duc de Bourbon, auxquels ses lenteurs avaient permis de se rejoindre; blessé en essayant de réparer ses fautes, il chargea Bayard de diriger la difficile retraite de Romagnano et lui laissa le commandement de l'arrière-garde. Bayard avait eu, au début de la campagne, à subir les dédains de Bonnivet; abandonné dans Rebec avec quelques compagnies, il avait failli succomber devant les Impériaux, et, lorsqu'il eut réussi à leur échapper, il adressa au général qui avait ainsi compromis ses soldats de légitimes reproches. La hauteur avec laquelle Bonnivet les accueillit aigrit la discussion, et jeta entre lui et Bayard une froideur dont la modération de celui-ci put seule arrêter les suites. Quand l'amiral eut recours à son courage, Bayard jugea que l'heure des querelles était passée; il oublia ses ressentiments et accepta la périlleuse mission dont on le chargeait. « Il est bien tard pour remédier au mal, répondit-il au présomptueux général; mais, n'importe, mon âme est à Dieu, ma vie à l'État : je vous promets de sauver l'armée aux dépens de mes jours. » Il tint parole : toujours à l'arrière-garde, il contenait la poursuite des Espagnols par la fierté de son attitude. « Assuré comme » s'il eût été en sa maison, raconte Loyal-Serviteur son biographe, il fai- » soit marcher les gens d'armes et se retiroit toujours le visage droit aux » ennemis et l'épée au poing, leur donnant plus de crainte qu'un cent d'au- » tres. » Bayard marcha ainsi sans désordre, maintenant les rangs de ses soldats malgré les coups des arquebusiers qui s'étaient jetés aux côtés du chemin qu'il suivait. Il poursuivait sa retraite avec calme, avec une admirable fermeté, en face de l'armée espagnole, quand, le 30 avril 1524, vers dix heures du matin, « comme Dieu le voulut permettre, continue

« Loyal-Serviteur, fut tiré un coup de arquebuse dont la pierre le vint
» frapper au travers des reins, et lui rompit tout le gros os de l'échine.
» Quand il sentit le coup, se prit à crier : — « Jésus! » et puis il dit :
» — « Hélas, mon Dieu! je suis mort. » Et devint incontinent tout blême,
» comme failli des esprits, et pensa tomber; mais il eut encore le cœur de
» prendre l'arçon de sa selle, et demeura debout jusques à ce que un jeune
» gentilhomme, son maître-d'hôtel, lui aida à descendre et le mit sous un
» arbre. »

Étendu, sans force, au pied d'un arbre, entre ses soldats qui fuyaient et les ennemis qui s'avançaient, Bayard ne se troubla pas, il ne perdit pas sa fermeté : mais dès lors sa pensée ne s'arrêta plus que sur Dieu et sur le salut de ses gens. N'ayant pas de croix, il baise pieusement celle que forme la poignée de son épée en murmurant : « Ayez pitié de moi, mon Dieu, selon votre infinie miséricorde! » puis, dans la naïve expression de sa piété, il prend son écuyer pour écouter l'aveu de ses fautes. Ces derniers devoirs accomplis, il console ceux qui l'entourent et leur ordonne de s'éloigner pour échapper à l'ennemi. Alors le héros de cette époque, Bayard, le Chevalier sans peur, attend seul et avec calme que la mort abrège ses souffrances.

Le marquis de Pescaire, dès qu'il apprit que Bayard avait été blessé, accourut à son secours et voulut saluer une dernière fois ce glorieux adversaire; le connétable de Bourbon, qui avait autrefois combattu en tant de brillantes affaires à côté du Chevalier sans peur et sans reproche, vint pour adresser un dernier adieu à son ancien compagnon d'armes. Il le trouva encore appuyé à l'arbre sous lequel on l'avait placé, le visage tourné vers l'ennemi; et comme il lui disait quelle pitié lui inspirait l'état d'un si vertueux chevalier : « Monsieur, lui répondit Bayard, il n'y a point de pitié en moi, car je meurs en homme de bien; mais j'ai pitié de vous, de vous voir servir contre votre prince, votre patrie, votre serment. »

Bayard fut le dernier reflet du monde chevaleresque; après lui disparaissent pour toujours ces vertus d'un ordre supérieur, cette foi vive, ce courage dévoué et modeste, cette pureté de cœur, qui jetèrent un si touchant éclat sur ces hommes aux croyances sincères, à l'ardeur invincible, qui plaçaient en Dieu et en leur épée leur confiance et leur force.



FRANÇOIS Ier A MADRID.

La bataille de Pavie, qui porta un si funeste coup à la fortune de François Ier, abaissa profondément son orgueil. C'est alors qu'il écrivit à sa mère, Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, une lettre remplie de découragement : « Pour vous avertir comment se porte le ressort de mon » infortune, de toutes choses ne m'est demeuré que l'honneur et la vie, » qui est sauve ; » que l'histoire a si long-temps transformée, par étrange altération de la vérité, en cette parole célèbre : « Tout est perdu fors l'honneur. » Frappé par un de ces grands revers qui laissent sans force les âmes les plus énergiques, obligé de rendre son épée au lieutenant de Charles-Quint, à Lannoy, vice-roi de Naples, le roi de France, d'habitude si fier, si fortement épris de la grandeur de son pouvoir, ne sut pas résister à un coup qui compromettait à la fois la gloire de sa couronne et les destinées de son royaume. Conduit à Madrid, où il avait espéré obtenir directement de Charles-Quint des conditions favorables, il fut bientôt atteint d'une langueur maladive lorsqu'il vit son habile rival se refuser avec une dédaigneuse constance à l'entrevue qu'il lui demandait si instamment. Acca-

blé par un retour si complet du sort, le vainqueur de Marignan tomba gravement malade; et, pour ne point perdre à jamais le royal otage que la fortune lui avait si aisément livré, l'empereur dut enfin franchir le seuil de la prison où il retenait le roi de France.

François Ier, presque mourant, était étendu sur son lit, d'où il pouvait à peine soulever son corps brisé; son œil éteint, sa figure amaigrie attestaient ses souffrances : ce n'était plus cette élégante attitude, cette tête fièrement portée, ce regard plein de feu qui dominait naguère la cour de Chantilly et de Fontainebleau; c'était un captif malheureux et humilié. Charles-Quint fut effrayé des rapides progrès du mal; il douta un instant s'il aurait à traiter de la liberté d'un roi ou s'il n'aurait à renvoyer à la France qu'un cercueil, triste témoignage de sa vengeance. Autant qu'il le put, il essaya de réparer le mal; son accueil fut rempli d'une trompeuse bienveillance : il s'approcha avec émotion du lit de François Ier, et le traita plutôt en frère que comme un prisonnier dont la destinée était entre ses mains. Dans l'entretien qu'ils eurent ensemble, il lui fit espérer de meilleures conditions : il lui montra la France qui l'appelait de ses vœux et à laquelle il serait bientôt rendu; il ranima enfin par de touchantes promesses cet esprit si cruellement éprouvé et ne quitta le roi de France qu'après l'avoir en quelque sorte rattaché à la vie. François Ier reprit un moment courage; mais bientôt il s'aperçut que la politique avait seule dicté à l'empereur des paroles consolantes.

Charles V, rassuré sur la santé de son prisonnier, sûr de ne point se voir enlever cette garantie précieuse que la victoire de Pavie lui avait donnée, montra plus d'exigences que jamais : il voulait le démembrement de la France, demandait les plus riches provinces du royaume, et menaçait, si l'on refusait d'accéder à ces dures conditions, de placer la couronne de François Ier sur le front du connétable de Bourbon. Le roi, fatigué de ces négociations, dans lesquelles on abusait si impitoyablement des nécessités de sa position, était retombé dans son accablement ordinaire : indifférent à toutes choses, brûlé par une fièvre lente, il renonça un moment à sa délivrance; il désespérait de l'avenir, lorsque le noble dévouement, la tendresse empressée de sa sœur vinrent le rappeler à l'existence.

Marguerite, duchesse d'Alençon, cette princesse que les poètes du temps avaient nommée dans leur admiration la *Marguerite des princesses*, avait toujours eu pour François Ier une vive affection; lorsqu'elle apprit la douloureuse situation du roi, quand elle sut que chaque jour il s'affaiblissait davantage et que bientôt peut-être le frère qu'elle chérissait

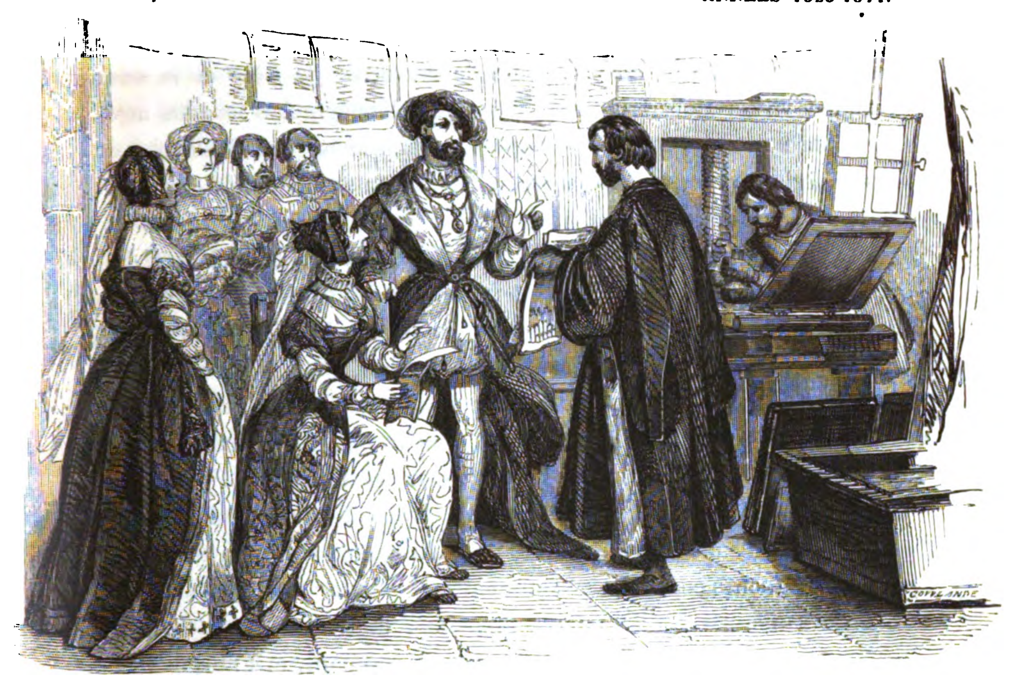
n'existerait plus, elle n'écouta que les inspirations fraternelles de son cœur, résolut de porter au roi captif des consolations, et d'aller elle-même solliciter l'inflexible vainqueur de Pavie. Ayant obtenu un sauf-conduit pour six mois, le 27 août 1525 Marguerite d'Alençon s'embarqua à Aigues-Mortes pour l'Espagne et la traversa en litière. Au gré de son impatiente tendresse, Madrid, ce but désiré de son voyage, semblait fuir à mesure qu'elle s'efforçait d'y arriver; pressant son escorte, ne prenant aucun repos, si elle essayait de tromper les longueurs de la route c'était en songeant à son frère, en composant des vers où elle exprimait, dans ce langage élégant qui lui était familier, les inquiétudes de son âme :

Je regarde de tous costez
Pour voir s'il n'arrive personne;
Priant sans cesse, n'en doutez,
Dieu, que santé à mon roi donne :
Quand nul ne vois, l'œil j'abandonne
A pleurer....

Enfin elle atteignit Madrid, et put serrer dans ses bras ce cher prisonnier; mais ce premier instant de bonheur fut mêlé d'une singulière amertume. Lorsqu'elle vit François Ier, inanimé, presqu'à l'agonie, ne point s'apercevoir de la présence de sa sœur; en considérant les traces qu'avait laissées sur le front du roi une si cruelle captivité, les larmes de Marguerite coulèrent en abondance. Surmontant néanmoins son émotion, madame d'Alençon s'empressa d'invoquer pour François Ier les secours de la religion : dans la chambre même du mourant, elle fait dresser un autel, devant lequel elle s'agenouille au milieu des Français, serviteurs et compagnons du roi dans son infortune, et tous reçoivent l'hostie sainte des mains de l'archevêque d'Embrun, qui célébrait la messe. Après cette communion le prélat s'approche du lit du malade et le supplie de fixer ses regards sur le Saint-Sacrement, qu'il lui présente. Cette cérémonie, la voix qui à ses côtés lui parle de Dieu, tirent enfin le monarque de sa léthargie; il s'éveille d'un sommeil qui semblait précurseur de la mort, entr'ouvre les yeux, et demande à communier en disant : « Dieu me guérira l'âme et le corps. » Sa prière et celles de sa sœur furent exaucées, et dès ce jour sa santé commença de s'améliorer. Marguerite, après avoir donné de tendres soins au malade, l'avoir vu revenir à la vie et se ranimer par les efforts réunis de sa piété et de son dévouement, songea à réclamer sa liberté. Au mois d'octobre 1525 elle se rendit à Tolède, et fut reçue par

Charles-Quint; elle ne le trouva pas moins opiniâtre dans ses prétentions qu'il ne l'avait été avec François Ier : il lui répondait par d'encourageantes promesses, il paraissait céder à ses instances; mais rien ne se décidait. Vainement Marguerite s'adressait à tous ceux qui avaient quelque influence dans les conseils de l'empereur; les serviteurs imitaient leur maître, ou ceux qui s'employaient avec sincérité en faveur de François Ier n'étaient pas écoutés. Désespérant de rien obtenir par les négociations, Marguerite prépara un projet de fuite dont le secret fut trahi par un valet de chambre du roi. Durant quatre mois, madame d'Alençon tenta toutes les voies de conciliation, usa de tous les moyens sans que ses démarches réussissent; et elle allait être obligée de quitter l'Espagne sans pouvoir apporter à la France d'espérances certaines, lorsque le roi de France prit une héroïque résolution : il remit à sa sœur un acte par lequel il abdiquait en faveur de son fils aîné, et Marguerite partit emportant, non pas sans regret, un édit royal qui rendait à la France un roi et ne laissait plus au pouvoir de l'empereur qu'un gentilhomme. Cependant la duchesse d'Alençon, croyant toujours que quelque heureuse nouvelle l'arrêterait en chemin, apportait à s'éloigner de Madrid autant de lenteur qu'elle avait naguère mis d'empressement à y arriver : elle voyageait à petites journées, lorsqu'elle fut avertie, par une lettre de son frère, que Charles-Quint méditait de la faire arrêter à l'expiration précise de son sauf-conduit si elle n'avait pas à ce moment franchi la frontière. La duchesse d'Alençon, profitant de cet avis, qui venait, pense-t-on, du connétable de Bourbon, poursuivit en toute hâte son voyage, et, à force de vitesse et de fatigues, atteignit la frontière de France une heure avant que le délai de son sauf-conduit fût expiré. Elle était sauvée; mais, dans les derniers instants, elle avait été suivie pas à pas par les soldats de Charles-Quint, et au moment où elle pénétrait en France par Salluces; devançant le terme où la duchesse d'Alençon pouvait être arrêtée par la rigoureuse observation de son sauf-conduit, ils se disposaient à s'emparer d'elle.

L'édit d'abdication qu'elle apportait à Paris, le mariage de François Ier avec Éléonore, veuve du roi de Portugal et sœur de Charles-Quint, qu'elle avait préparé, amenèrent enfin la conclusion d'un traité entre les deux souverains. Le 20 mars 1526 François Ier, ayant signé le traité de Madrid, rentrait à Paris après un an de captivité, devant à la fois la vie et la liberté à sa sœur, à cette noble Marguerite d'Alençon, qui toujours se dévoua à la gloire et au bonheur de son frère.



FRANÇOIS Ier ET LA REINE DE NAVARRE

VISITENT LES ATELIERS DE L'IMPRIMEUR ROBERT ESTIENNE.

Dans une des rues obscures, étroites, grimpantes du quartier des écoles on vit parfois, au seizième siècle, s'avancer, parmi les étudiants qui l'encombraient à toute heure, un cavalier de grand air, de noble figure, décoré de l'ordre de Saint-Michel, suivi seulement de quelques pages, d'écuyers et de personnages à l'attitude grave et réfléchie; d'autres fois c'était une dame élégante, d'une figure douce et spirituelle, également accompagnée d'une escorte brillante. Devant ces deux cavalcades, quand elles apparaissaient au loin, on s'écartait avec respect, et chacun faisait place. Elles pénétraient dans la rue Saint-Jean-de-Beauvais, située sur les pentes rapides de la Montagne-Sainte-Geneviève, jusqu'à la demeure d'un imprimeur dont la maison s'annonçait par une enseigne représentant un olivier dans les branches duquel s'entrelaçait flottante et large une banderole portant cette inscription : *Noli altum sapere, sed time.* Là, les visiteurs s'arrêtaient, descendaient de leurs montures, et

entraient. Ce fier cavalier se nommait François Ier, roi de France ; cette dame, Marguerite de Valois, reine de Navarre : le frère et la sœur venaient visiter Robert Estienne, qu'un des bibliographes les plus ingénieux de nos jours appelle « le premier imprimeur non-seulement de » son siècle, mais qui ait paru jusqu'à nous ; un artiste habile, un litté- » rateur, un savant. »

A l'arrivée inattendue du roi ou de sa sœur au logis de Robert Estienne, tout le monde s'agitait ; sa femme, ses enfants, ses correcteurs se pressaient au-devant du souverain : un seul quelquefois ne paraissait pas d'abord, c'était le maître. Enfermé dans son cabinet, en face d'une table couverte de manuscrits grecs, latins, hébreux, il restait absorbé dans la lecture d'une épreuve de la Bible ou d'un traité de son ami Guillaume Budée, qu'Érasme nommait « le prodige de la France. » François Ier connaissait ces savantes occupations ; il autorisait la libre indépendance de Robert Estienne et respectait ses travaux. Quand l'imprimeur arrivait, la conversation s'engageait en latin entre le roi, la reine de Navarre et lui ; on s'informait du livre qui se préparait, de la docte dissertation que la presse allait livrer aux lecteurs érudits de ce temps, et François Ier ou Marguerite de Navarre ne quittait pas les ateliers sans avoir soigneusement examiné l'œuvre à laquelle s'appliquaient les habiles ouvriers de Robert Estienne.

« Ces jours, dit l'écrivain à qui nous empruntons une partie de ce récit, » où François Ier venait ainsi donner à son imprimeur en titre un témoignage » public de sa bienveillance et de son estime pour ses travaux littéraires » et pour l'art typographique, furent assurément les plus beaux jours de » Robert Estienne. » Nous pouvons ajouter que cette éclatante distinction qu'il accordait à un homme qui avait conquis à son nom, par d'utiles travaux, une noblesse égale à toute autre, cet intérêt qu'il montrait pour les productions littéraires honorent particulièrement la vie de François Ier.

Au surplus le roi devait en quelque sorte ces hommages à ce grand art de l'imprimerie, qui allait devenir une puissance dans le monde. En effet, si les guerres d'Italie, au seizième siècle, furent une des principales causes de la renaissance des lettres et des arts en France, l'imprimerie en fut l'énergique instrument. C'est elle qui multiplie et répand tous ces chefs-d'œuvre des écrivains de l'antiquité, à l'étude desquels se forment alors tant d'excellents esprits. A ces rares manuscrits, avaricieusement gardés au fond des bibliothèques comme les plus précieux joyaux, elle substitue les éditions aux nombreux exemplaires qui livrent

pour ainsi dire à la lumière les trésors de l'imagination. C'est elle enfin qui établit par les livres ces rapides et directes communications entre les savants. L'imprimerie, on peut le dire, a rendu à la vie les œuvres du passé et conservé à l'avenir celles du présent : aussi est-elle liée intimement à la renaissance des lettres, et tous les hommes qui se sont distingués par les efforts de l'intelligence lui doivent une part de leur gloire.

Si François I[er] honora dignement l'imprimerie dans la personne du laborieux et habile Robert Estienne, il n'encouragea pas avec moins de zèle les études des littératures anciennes : source féconde où le seizième siècle puisa avec une incroyable ardeur. La prise de Constantinople, en amenant en Italie les érudits du Bas-Empire, lui avait inspiré l'amour de l'antiquité; les Français, au retour de leurs expéditions, apportèrent dans la patrie la passion de Rome et d'Athènes. Les langues latine et grecque sont partout étudiées; elles deviennent le langage universel, celui que préfèrent les lettres : elles pénètrent dans les correspondances diplomatiques et scientifiques, dans la prose et dans la poésie. Les écrivains du seizième siècle, Ronsard, Du Bellay, de Bèze, le savant Amyot, leur empruntent leurs formes et jusqu'à leurs pensées. François I[er] ne resta pas en dehors de ce mouvement; il correspondait avec Érasme, avec Budée, avec le Grec Lascaris : il leur accordait sa bienveillance et les protégeait avec éclat. Enfin il voulut donner à ces studieux penchants un appui solide, et il fonda le collége Royal, aujourd'hui le collége de France, qui, dans l'origine, fut exclusivement consacré à l'enseignement des langues anciennes. Cet établissement littéraire, créé vers 1536, ne fut d'abord formé que de trois chaires : une d'hébreu, une de latin et une de grec. Mais son importance et ses priviléges s'accrurent rapidement, on ouvrit successivement des chaires nouvelles pour les mathématiques, la philosophie, la médecine; et quelques années après sa fondation le collége Royal avait pris des développements qui assurèrent dès lors la durée de son enseignement.

Secondé ainsi par la volonté du roi, le mouvement littéraire qui remuait l'Europe éclate en France dans sa pleine originalité. Toutes les questions littéraires y sont abordées avec hardiesse et chaleur, les lettres latines sont choisies comme de parfaits modèles; la pensée essaie alors toutes les formes pour s'exprimer : la poésie, le roman, l'histoire, la théologie, se produisent en même temps parmi nous; l'idiome national, dans ses capricieuses fantaisies, dans ses imitations, commence à naître et prépare de loin, en lui léguant les traditions de l'antiquité si soigneu-

sement recueillies, la splendeur du dix-septième siècle; enfin la France, par ses diverses tentatives littéraires autant que par ses guerres et sa politique, lie des rapports intimes avec les contrées qui l'entourent; son histoire est à ce moment celle de l'Europe entière, et aux noms éminents qu'elle peut rappeler on mêle nécessairement tous les noms illustres de l'Europe. A la renommée de Sannazar, Tasse, Machiavel, Guichardin, Cervantès, Spencer, Sydney, tous ces représentants de la renaissance littéraire en Italie, en Espagne, en Angleterre, s'unit sans infériorité celle des hommes qui parmi nous se sont jetés le plus activement dans le mouvement général : des frères Du Bellay, de Guillaume Pélicier, de Georges Selve, qui servirent la France par leurs négociations et l'éclairèrent par leur érudition; de Guillaume Budée, de Tusan, de Scaliger, de Robert Estienne, qui fouillèrent avec tant de patience dans le passé; de Marot et de Ronsard, qui ouvrirent à la poésie une voie nouvelle; de Montaigne, le sceptique philosophe; d'Amyot, monté par ses talents seuls aux premières dignités de l'Église; et enfin de François Ier, cet esprit brillant, distingué, épris des arts et des lettres, poète lui-même, avide de gloire, d'éclat, prodigue à l'excès, qui demeure la plus vive personnification du goût littéraire, de la passion des beaux-arts dans un temps où régnèrent le grand Léon X, Charles-Quint, Henri VIII et Soliman-le-Magnifique.

On regrette de voir ce règne si brillant à son début s'attrister à sa fin et, sous l'influence des préoccupations religieuses et politiques, rompre en quelque sorte avec les traditions littéraires et poétiques, briser cette union charmante, si long-temps soutenue, de la royauté, de l'art et de la littérature. Dans les dernières années du règne de François Ier, la réforme religieuse prêchée par Calvin ayant éclaté dans toute sa force, le roi se crut obligé de la réprimer par de rigoureuses mesures : le protecteur de Robert Estienne rendit de sévères arrêts contre l'imprimerie et la proscrivit presque; il établit la censure et défendit *sous peine de mort* de publier aucun livre sans la permission royale. Robert Estienne, le rival, pour ne pas dire le maître des Aldes, des Elzévirs, effrayé de ces signes de persécution, transporta ses presses à Genève; Marot alla mourir en Piémont, Théodore de Bèze s'exila. Cependant, malgré les durs édits des dernières années de son règne, la France maintint à François Ier le titre de grand « pour trois actes honorables, dit Tavannes : la bataille de Marignan, la restauration des lettres et la résistance à toute l'Europe »



CHARLES-QUINT EN FRANCE.

Appelé dans les Pays-Bas par la révolte de Gand, cette turbulente cité qui, constamment et sous tous ses maîtres, avait donné à la Flandre l'exemple de l'insurrection, Charles Quint dut choisir entre trois voies également périlleuses : il lui fallait remonter par mer jusqu'aux ports des Pays-Bas, ou traverser l'Allemagne ou la France. Ces routes diverses lui présentaient toutes quelques dangers : par mer, il avait à craindre la rencontre des vaisseaux anglais depuis que ses relations amicales avaient été rompues avec Henri VIII, à la suite du divorce du roi d'Angleterre et de Catherine d'Aragon, et, s'il leur échappait, à peine pouvait-il espérer d'aborder les côtes de la Flandre armée contre lui; en Allemagne, la ligue des princes protestants devait considérablement ralentir sa marche et donner aux rebelles le temps de se faire des alliés; enfin, en France, il craignait le ressentiment de François Ier, s'il se risquait dans ce royaume auquel il avait fait une guerre si acharnée et si longue; il redoutait que son adversaire ne se laissât entraîner à quelque retour de colère et ne lui fît payer de sa liberté ses anciens outrages.

La paix, il est vrai, avait été signée entre les deux rivaux; ils s'étaient même rencontrés à Aigues-Mortes, et dans cette entrevue François Ier avait montré sans réserve cette franchise d'accueil et, si on peut le dire, cette loyauté bienveillante qui lui étaient habituelles. Le premier il était allé visiter l'empereur d'Allemagne, il avait rompu l'hostie avec lui et au moment de le quitter : « Mon frère, avait-il dit à Charles-Quint, qui déjà était son hôte, je veux et entends que, au pays où vous êtes, vous y ayez autant de puissance que si vous étiez en votre pays d'Espagne ou de Flandre, et qu'en ce que vous commanderez soyez obéi comme moi-même; et, en signe de ce, voilà ce que je vous donne. » Et il lui avait présenté un diamant d'un haut prix monté sur un anneau d'or, avec ces paroles : *Dilectionis testis et exemplum.* — *Témoignage et preuve d'amitié.* Les deux souverains avaient encore échangé leurs ordres. Pour le remercier de la bague qu'il lui offrait, Charles-Quint passa le collier de la Toison-d'Or au col de François Ier en lui répondant gracieusement : « Mon frère, je n'ai rien à présent pour me revenger de ce présent si ce n'est ceci. » Le roi de France accepta et remit à son frère l'ordre de Saint-Michel.

Cette première rencontre avec son ancien ennemi eût dû peut-être inspirer à Charles-Quint quelque confiance; mais son âme, remplie de ruses et de détours, ne pouvait croire que difficilement à la loyauté de ses adversaires. Cependant il fallait qu'il se décidât; les délais chaque jour augmentaient les périls de l'insurrection de Gand. Enfin son orgueil, le désir de venger l'atteinte portée à son autorité, surmontèrent ses hésitations, et, tout à la fois pressé par la nécessité et comptant sur la générosité chevaleresque de François Ier, sur cette foi de gentilhomme dont le roi de France attestait ses engagements, sur son honneur supérieur même à ses intérêts apparents, Charles-Quint demanda au roi le passage à travers la France pour se rendre dans les Pays-Bas, offrant de donner à l'un des fils de François Ier l'investiture du Milanais. Ces propositions furent acceptées; toutefois les souverains, sans se lier par un traité, échangèrent simplement leur royale parole : pour preuve de sa sincérité, François Ier, sollicité par les Gantois de leur donner son appui, refusa de les soutenir et fit même connaître leurs offres à Charles-Quint. Tant de témoignages rassurèrent complétement l'empereur : à la fin du mois de décembre il entrait en France par Bayonne, où les deux fils du roi le recevaient à son arrivée et se remettaient entre ses mains comme des otages accordés à sa sûreté; mais l'empereur ne voulut pas accepter cette garantie.

Lorsqu'on lui présenta le dauphin et le duc d'Orléans : « Je les accepte, dit-il, non pour les envoyer en Espagne me servir d'otages, mais pour les retenir auprès de moi comme compagnons. » Et il poursuivit sa route ramenant les deux jeunes princes à leur père. Partout on lui rendit les honneurs souverains; il fut traité comme l'eût été le roi, à qui on n'eût pu rendre plus d'hommages et de respects. A Châtellerault, où il parvint au commencement du mois de janvier 1540, l'empereur d'Allemagne fut reçu avec magnificence par le roi de France lui-même. On se dirigea ensuite vers Amboise, où, pour lui donner plus d'éclat, la réception de Charles-Quint se fit la nuit à la clarté des flambeaux; la tour par laquelle on entra au château était revêtue de riches tapisseries, de fleurs et de feuillages; toute cette cour élégante de François Ier, célèbre par tant de beauté, de grâces et d'esprit, se pressait depuis les portes du château jusqu'aux riches appartements de l'hôte du roi. En quittant Amboise, Charles-Quint accompagné de François Ier, et tous deux suivis d'un splendide cortége formé de la plus illustre noblesse d'Espagne et de France, traversa successivement Blois, Orléans, et arriva à Fontainebleau, où les fêtes les plus brillantes et les plus ingénieuses furent offertes au noble voyageur. De cette retraite, que les rois appelaient autrefois dans leurs lettres et leurs ordonnances « *nos déserts de Fontainebleau*, » François Ier avait fait une magnifique résidence décorée par les pinceaux de Primatice, du Rosso, ornée de toutes les recherches de sculpture et d'architecture, de tout le luxe qui caractérisent la brillante époque de la Renaissance A Fontainebleau, tous les plaisirs qui se peuvent inventer se succédèrent pour Charles-Quint; les somptueux festins, les réunions charmantes, les tournois, les chasses animées formèrent les nobles loisirs des deux princes. C'est à Fontainebleau que la belle duchesse d'Étampes fut présentée à l'empereur par François Ier : « Voyez-vous cette belle dame! elle me conseille de ne point vous laisser partir d'ici que vous n'avez révoqué le traité de Madrid, » dit le roi en souriant. — « Eh bien, si l'avis est bon, il le faut suivre, » répliqua Charles en conservant tout son calme. Mais quelques jours après, pour se rendre favorable le conseiller dangereux, il offrait à la maîtresse du roi de France un diamant magnifique, à l'instant où celle-ci, avant un repas, lui présentait, selon l'usage, l'aiguière et la serviette pour se laver les mains.

Cependant Charles-Quint n'était pas entièrement rassuré, il craignait que François Ier, cédant enfin aux avis qu'on lui donnait, ne mît sa liberté au prix de la cession du Milanais. S'il faut en croire les mémoires,

ces appréhensions de l'empereur d'Allemagne n'étaient pas absolument vaines; si François Ier ne songea pas à abuser de la confiance de Charles-Quint, le dauphin, son fils, dit-on, aurait concerté avec le roi de Navarre et le duc de Vendôme le projet d'arrêter l'empereur à Chantilly, et de ne lui laisser poursuivre son voyage qu'après la promesse formelle de l'investiture du Milanais. Les remontrances du connétable de Montmorency ne le détournèrent même que difficilement de ce dessein. Un jour une plaisanterie laissa peut-être deviner à Charles-Quint cette secrète résolution : à une chasse dans les bois de Fontainebleau, où le dauphin l'accompagnait, ce jeune prince sauta avec agilité sur la croupe de son cheval, et l'étreignant avec force : « Votre Majesté impériale est mon prisonnier! » s'écria-t-il en souriant. Mais rien, dans l'accueil de François Ier, ne permit de suspecter sa bonne foi; partout les réceptions furent magnifiques, partout Charles-Quint tenait le premier rang et semblait maître en France autant qu'à Madrid.

A Paris, l'empereur d'Allemagne fut reçu avec le même cérémonial que les rois de France; tous les grands corps de l'État, l'Université, le parlement, la municipalité, les princes du sang, les cardinaux, le connétable tenant l'épée nue devant lui, vinrent se joindre à son cortége et le conduisirent au Louvre. Non-seulement Charles-Quint obtint tous les honneurs dus à la royauté, mais il en exerça encore les plus précieux priviléges : il visita les diverses prisons et rendit leur liberté aux prisonniers. Durant son séjour à Paris il fit aussi avec François Ier aux tombes royales de Saint-Denis cette visite célèbre, qui a inspiré à la peinture moderne une de ses plus belles pages. Ce fut une des solennelles circonstances du passage de Charles-Quint : la cour tout entière remplissait les galeries de la vieille basilique; les plus célèbres noms retentirent sous ces voûtes; enfin lorsque, conduit par le roi de France, Charles-Quint quitta l'église haute et descendit dans ces souterrains où repose la royauté, devant ces restes illustres, en présence du vaincu de Pavie, qui le recevait en frère et qu'il allait bientôt tromper, le souverain qui devait terminer au monastère de Saint-Just son éclatante carrière dut sentir dans son cœur une étrange émotion.

De Paris, François Ier reconduisit Charles-Quint à Valenciennes; mais une fois parvenu dans les Pays-Bas, l'empereur nia ses promesses et laissa au roi de France tout l'honneur de cette lutte de la générosité chevaleresque et de la bonne foi contre la déloyauté.



DÉFENSE DE METZ.

Henri VIII, roi d'Angleterre, et François Ier étaient morts à deux mois de distance au commencement de l'année 1547, et Charles-Quint seul était demeuré debout après cette lutte qui agita toute l'Europe occidentale durant la première moitié du seizième siècle. Mais il semblait que l'empereur d'Allemagne n'eût été réservé que pour voir décroître et s'écrouler presque entièrement l'empire colossal qu'il avait tenté d'élever. A chaque pas les obstacles se dressaient devant lui, les échecs se succédaient, et il pouvait prévoir que pour en conserver les diverses parties il faudrait morceler cette puissante domination qui avait réuni sur sa tête la couronne impériale à celle d'Espagne. La papauté, effrayée de son ambition, ne le secondait plus qu'avec réserve, un traité d'alliance même avait été négocié contre Charles-Quint entre Henri II et Paul III; la mort de celui-ci, en livrant le trône pontifical au faible Jules III, avait à peine relevé à Rome l'influence impériale, qu'une ligue formée entre les princes protestants, et à la tête de laquelle s'était placé l'électeur Maurice de Saxe, éclata en Allemagne. Charles-Quint, surpris à Inspruck, malade,

sans armée, sans argent, n'eut que le temps de fuir en litière à travers les montagnes. En route il apprit que Henri II, s'unissant au mouvement de la ligue protestante, était entré dans les Trois-Évêchés et s'était emparé par surprise de Metz, grande et riche ville impériale, en même temps que de Toul et de Verdun. Ce coup fut le plus sensible pour le vieil empereur : Metz était la première ville qui couvrait l'empire du côté de la France, et maintenant elle allait devenir pour la Champagne, jusqu'alors ouverte à toutes les entreprises, une infranchissable barrière; c'était un succès qu'aux plus beaux jours de sa prospérité François Ier eût à peine osé espérer, et tout d'abord, sans combats, sans efforts, son jeune successeur l'obtenait et assurait à la France un avantage décisif. Charles-Quint ne songea plus qu'à recouvrer cette importante cité ; il négocia avec la confédération allemande, garantit par le traité de Passau la liberté de conscience aux princes protestants, rendit à tous leur indépendance politique, renouvela les constitutions de l'Empire, et dirigea toutes ses forces vers la Lorraine, pour se venger du moins sur la France des revers qui avaient renversé ses projets.

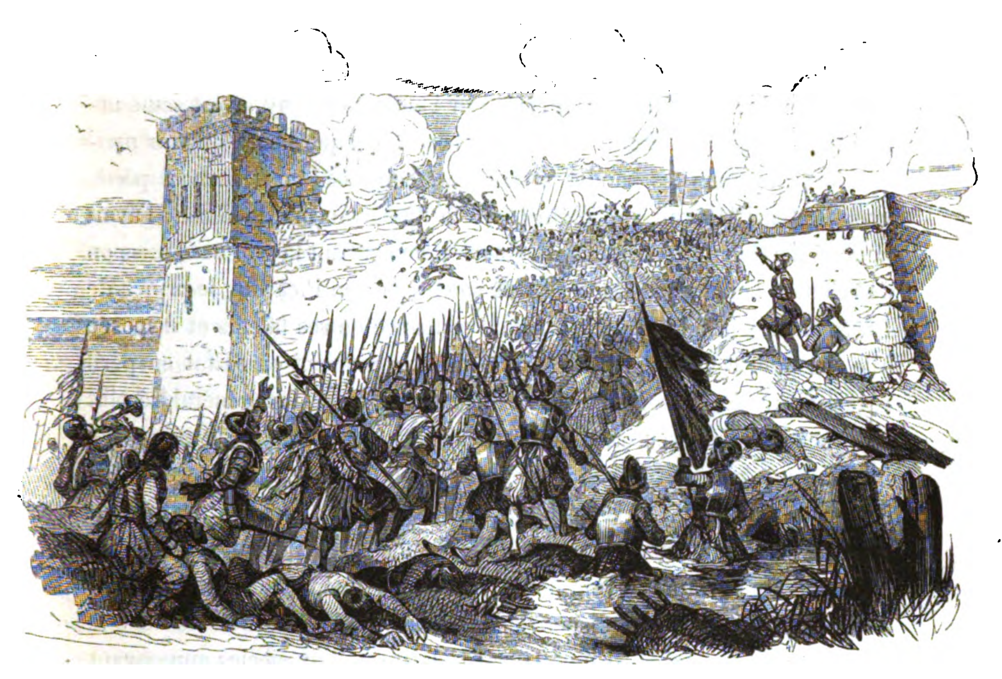
Henri II, prévoyant l'attaque prochaine de Charles-Quint, avait envoyé en Lorraine le duc François de Guise, afin de pourvoir à la défense de Metz et des autres places des Trois-Évêchés. Metz, sur laquelle allaient se diriger tous les efforts de l'empereur, n'était défendue que par la Moselle et la Seille, qui l'enferment de trois côtés; le sud était à peine garanti par un boulevard, et les hauteurs qui de toutes parts dominent la cité augmentaient encore les dangers d'un siége. Le duc de Guise entra dans Metz le 17 août 1552, et aussitôt il se disposa, secondé par Pierre Strozzi et Camille Marini, à fortifier la place qu'on lui avait confiée. On détruisit aux environs de la ville menacée tous les édifices qui pouvaient servir aux assiégeants. Les riches faubourgs, une multitude d'églises, d'abbayes, derniers témoins de la splendeur de Metz, furent abattus; la célèbre église de Saint-Arnould, qui renfermait les tombes des rois austrasiens, celles de la première femme de Charlemagne, de Louis-le-Débonnaire son fils, ne fut pas même épargnée : tout fut sacrifié aux nécessités de la défense. Cependant le duc de Guise, la torche au poing, la tête découverte, accompagné de la noblesse qui l'avait suivi à Metz, ramena solennellement ces restes précieux dans la ville et les mit à l'abri de toute insulte. Lorsque les abords de la place furent dégagés, on travailla activement aux fortifications intérieures; des batteries furent dressées sur les hautes plates-formes des églises, on éleva des remparts, on creusa des

fossés, on ouvrit des retranchements; partout les ouvriers, dirigés par Strozzi, travaillaient avec ardeur; toutes les troupes que renfermait la ville, soldats et officiers, remuaient la terre, traînaient les chariots et s'employaient activement aux préparatifs de défense : les princes mêmes, pour donner l'exemple, portaient la hotte et *besognaient* aux fortifications. Le duc de Guise, se multipliant sur tous les points, animait ses troupes de sa présence et de sa parole, et même au besoin s'unissait à leurs efforts : un ouvrage ayant été reconnu nécessaire du côté des hauteurs de Belle-Croix où on pensait que les ennemis porteraient surtout leurs attaques, afin de ne pas enlever des ouvriers aux autres parties des fortifications le duc de Guise lui-même prit la pioche et ouvrit le premier le retranchement auquel son nom est resté depuis. Enfin, lorsque les troupes de l'empereur s'avancèrent vers Metz, la place était en un état complet de défense. L'attaque commença dans les premiers jours du mois de novembre; le 20, des salves d'artillerie annoncèrent la venue de Charles-Quint. Depuis Thionville, l'empereur d'Allemagne était venu en litière; en approchant de Metz, il monta à cheval, visita aussitôt la tranchée pour encourager ses soldats et passa son armée en revue. Tout présageait un succès certain aux armes impériales : le margrave de Brandebourg, malgré les protestations d'attachement à la France, avait rompu son alliance avec Henri II, et joint ses troupes à celles de Charles-Quint; trois corps d'armée, réunissant cent mille hommes, investissaient alors Metz; en un mois et demi de siége quatorze mille coups de canon vinrent battre en brèche les remparts improvisés par le duc de Guise; de toutes les hauteurs les boulets tombaient dans la ville, des mines éclataient sous les retranchements. des brèches de cent pas semblaient ouvrir un facile passage aux assiégeants. Mais tant d'efforts échouèrent contre le courage du duc de Guise et de ses soldats; derrière les murs ruinés on voyait s'élever en une nuit de nouveaux remparts; à chaque heure des sorties meurtrières inquiétaient l'armée impériale; et, après quarante-cinq jours de siége, Charles-Quint dut reconnaître que sa fortune encore une fois l'abandonnait. Malgré le serment qu'il avait fait de ne pas quitter Metz qu'il ne l'eût ramenée à son obéissance, le 1er janvier 1553 il s'éloigna emportant dans le cœur un découragement profond qui décida, dit-on, cette abdication par laquelle se termina si étrangement la carrière aventureuse de l'empereur d'Allemagne, de ce souverain qui avait dit avec orgueil que le soleil ne se couchait pas sur ses vastes états. En reprenant la route de Thionville : « Je vois bien, dit tristement le vain-

» queur de François Ier en jetant vers Metz un regard d'adieu, que la » fortune est une femme, mieux aime-t-elle un jeune roi qu'un vieil » empereur. » — « Au moment où il se retiroit avec une troupe de cava- » lerie espagnole, il fut atteint, dit Salignac, l'historien du siége de » Metz, par une troupe que le duc de Guise avoit fait sortir de la ville : » — Que demandent les François? s'écria le commandant espagnol. — » Nous cherchons à combattre et à donner le coup de lance, lui répon- » dit-on. — Nostre troupe, reprit l'Espagnol, n'est maintenant en état » pour répondre à cela. Nous nous retirons, laissez-nous aller en paix. » — Les Français respectèrent cette infortune, et l'empereur put passer librement.

Les fatigues de ce siége avaient tellement épuisé les troupes impériales que, « de quelque côté qu'on regardât, racontent les contemporains, » on ne voyoit que soldats morts ou à qui il ne restoit qu'un peu de vie. » étendus dans la boue par grands troupeaux; d'autres assis sur de grosses » pierres, ayant les jambes dans les fanges, gelées jusqu'aux genoux et » ne les pouvant retirer, criant miséricorde et priant qu'on les achevât : » on oyoit se plaindre dans les loges une infinité de malades; en chaque » quartier étoient de grands cimetières fraîchement labourés; les chemins » étoient couverts de chevaux morts, les tentes et les armes abandon- » nées. » Tant de misères et de souffrances touchèrent le duc de Guise, et il couronna dignement sa victoire par son humanité : il fit ensevelir les morts, soigner et recueillir les blessés; il ordonna des aumônes pour les malheureux délaissés sans ressources devant Metz, leur distribua des vivres, des vêtements, et les renvoya en Allemagne.

La défaite de Charles-Quint et la délivrance de Metz remplirent la France à la fois de joie et d'orgueil; on était fier d'avoir triomphé de l'empereur d'Allemagne, qui si souvent nous avait vaincus. La brillante réputation du duc de Guise commença à ce moment, dès lors il prit rang parmi les meilleurs capitaines de son temps; bientôt la victoire de Renti et la prise de Calais confirmèrent entièrement les éloges qu'on adressait à son courage et à son expérience. Metz, que tant et de si anciens liens rattachaient à l'empire, et qui venait en quelque sorte d'être vaincue avec Charles-Quint, ne s'associa peut-être pas complétement à la joie générale; mais lentement elle se rattacha aux destinées de la France, et, comme Strasbourg, comme Besançon, comme Perpignan, comme Lille et tant d'autres villes réunies tour à tour au territoire national, elle arriva à s'unir fortement à sa nouvelle patrie par son courage et son patriotisme.



PRISE DE CALAIS.

Depuis deux siècles, Calais appartenait aux Anglais; on leur avait successivement arraché morceau par morceau le territoire de la France, on les avait chassés de la Normandie, de la Bretagne, de la Guienne, mais Calais était resté en leur pouvoir et ils avaient toujours cette porte ouverte pour pénétrer en France, cette communication directe et menaçante avec le continent. Au temps de leurs échecs les plus funestes, ils avaient cependant réussi à conserver cette forte position; pour toujours l'étendard anglais semblait devoir flotter sur le sol de la France, quand un mouvement hardi, une heureuse expédition du libérateur de Metz, du grand duc de Guise, rendit à la France sa pleine intégrité et effaça enfin cette tache qui rappelait au pays de si longs troubles, de si cruelles défaites.

La fatale journée de Saint-Quentin venait de renouveler pour la France les désastres de Crécy et de Poitiers; le connétable de Montmorency avait été fait prisonnier, et avec lui l'élite de son armée; quatre mille

morts étaient restés sur le champ de bataille; les Anglais et les Espagnols réunis étaient maîtres du nord de la France : la résistance héroïque de la ville de Saint-Quentin, dirigée par l'amiral Coligny, avait seule arrêté une invasion, et Paris tremblait encore à chaque heure de voir arriver sous ses murs les bandes étrangères. Dans ces circonstances périlleuses, Henri II avait rappelé d'Italie le duc François de Guise, l'avait nommé lieutenant-général du royaume en lui confiant la glorieuse mission de relever l'honneur de ses armes. A son arrivée en Picardie, le prince de Lorraine trouva une armée pleine de confiance en ses talents et disposée à le seconder courageusement. Alors, dans un moment où l'État en péril paraissait ne devoir songer qu'à se défendre, l'audacieux général résolut de prendre l'offensive; et, profitant de la rigueur même de la saison qui inspirait une entière sécurité à ses adversaires, il conçut la pensée de racheter par une entreprise éclatante l'échec que nos soldats venaient d'éprouver. Ayant assemblé toutes les troupes dont il pouvait disposer, le duc de Guise, après avoir fait sur l'Artois quelques démonstrations, changea subitement ses dispositions; et le 1er janvier 1558, à la tête de vingt mille hommes, il investissait Calais, où deux siècles auparavant Édouard III avait planté victorieusement le drapeau de l'Angleterre.

C'était une tentative hardie que d'essayer de ravir Calais par surprise, mais toutefois ce ne fut pas une expédition aventureuse remise aux seuls hasards de la fortune; depuis long-temps déjà on songeait à recouvrer cette place importante, Henri II en avait fait étudier les abords et la défense, et Coligny avait tracé pour cette conquête un plan qui ne fut point inutile au duc de Guise : cette entreprise, pleine de dangers et d'incertitudes, il est vrai, avait été méditée à l'avance. Calais, située dans une plaine, est d'un côté gardée par la mer, de l'autre garantie par les marais qui l'environnent; différents forts en défendaient en outre l'approche, et il ne fallait pas compter sur les lentes rigueurs d'un siége pour réduire une ville qui en quelques jours pouvait être secourue par l'Angleterre. Lorsque le lieutenant-général se présenta devant Calais, on était à l'époque la plus difficile de l'hiver, la ville semblait presque inabordable; et bien que la guerre eût éclaté entre la France et l'Angleterre, la force naturelle de cette place inspirait une telle confiance qu'elle n'avait que huit cents hommes de garnison. Le succès dépendait en partie de la rapidité de l'action, aussi le duc de Guise surpassa-t-il encore dans cette circonstance l'ardeur et l'activité habituelles de son caractère : aucun effort, aucune fatigue ne lui coûta pour atteindre son but; il conduisit lui-même

tous les travaux, les anima constamment de sa présence et s'exposa au besoin comme le dernier de ses soldats.

Le duc de Guise et son armée investirent Calais le 1er janvier 1558, et ce jour même les forts qui défendaient l'approche de la place et dominaient la chaussée pratiquée au travers des marais cédèrent devant la valeureuse ardeur de nos soldats et se rendirent aux Français. Le second jour, pénétrant parmi les dunes, où il avait découvert un sentier, le général s'empara d'une tour qui commandait l'entrée du port; il commença à ouvrir la tranchée, et à former l'attaque de la citadelle. Ce côté demanda plus d'efforts : il était entouré d'un fossé large et profond qu'il fallait franchir. Aussi, en même temps qu'on plaçait une batterie de quinze gros canons et qu'on ouvrait la brèche, on pratiquait un canal de dérivation pour détourner les eaux; chacun, le corps à demi baigné par une eau glacée, s'employait avec zèle, sans distinction de rangs, à ce pénible travail, que le duc de Guise encourageait de sa parole et de son geste du haut de la tranchée. Enfin, le 4 janvier, à l'heure de la marée basse, le duc de Guise donnant à ses troupes le signal de l'assaut leur montra lui-même le chemin en entrant le premier dans le fossé : on n'avait pu entièrement le dessécher; et pour atteindre la brèche, pour arriver au pied des remparts de la citadelle, les bataillons français et le chef qui les dirigeait s'avançaient courageusement sous le feu actif des Anglais, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Rien cependant ne put arrêter les Français, ni les dangers du chemin qu'ils s'ouvraient dans les fossés de la citadelle, ni la mitraille qu'on leur envoyait, et, après un assaut vigoureux, ils obligèrent les Anglais à abandonner le château et à se retirer dans Calais. Cependant, à la nuit, tandis que les troupes demeurées dans la citadelle pour la garder étaient séparées du camp par l'élévation de la mer, qui de nouveau avait rempli tous les fossés, les Anglais essayèrent de reprendre le fort d'où dépendait la possession de Calais; mais cette tentative désespérée fut inutile, à deux reprises ils furent repoussés et forcés de se renfermer dans la ville.

Enfin, après un siége de huit jours, Calais, cette place qui, deux siècles auparavant, avait durant onze mois résisté aux efforts du roi d'Angleterre, capitula et se rendit au duc de Guise le 8 janvier 1558; le jour même tous les postes, le port, les portes de la ville et du fort furent remis aux Français. Tous les habitants et la garnison obtinrent la permission de regagner l'Angleterre, sauf cependant cinquante hommes et lord Wenvort, le gouverneur anglais, qui demeurèrent prisonniers. Au

moment presque où Calais se rendait au duc de Guise, alors qu'on arborait le drapeau français sur ces remparts d'où il avait depuis si longtemps disparu, la mer se couvrit de voiles et la flotte anglaise parut à l'horizon; quelques heures plus tôt, ce secours sauvait Calais. Mais il était trop tard, et les vaisseaux, quand ils virent nos enseignes flotter de toutes parts sur les murailles, s'éloignèrent et allèrent annoncer de l'autre côté du détroit que l'Angleterre, après tant de conquêtes, ne possédait plus même une ville sur le continent.

La prise de Calais porta à l'orgueil anglais un coup cruel. Cette place, qu'ils considéraient comme imprenable et tellement sûre qu'ils avaient mis cette inscription sur l'une des portes : « *Les Français reprendront* » *Calais quand le plomb nagera sur l'eau comme le liège,* » appartenait actuellement à la France; tout souvenir de leurs funestes invasions avait disparu, on venait de leur ravir le dernier trophée des victoires des maisons de Lancastre et d'York. La reine Marie Tudor, lorsqu'elle apprit la fatale nouvelle, fut saisie d'un sombre désespoir; il lui semblait perdre toute sa puissance, toute son autorité; l'honneur de la couronne lui parut compromis; et à ceux qui quelques mois plus tard l'entouraient sur son lit de mort elle disait encore, dans l'amertume de sa douleur, que si l'on ouvrait son cœur on y trouverait le mot « Calais » profondément gravé. A leur retour en Angleterre, le gouverneur de Calais, lord Wenvort, et les principaux officiers furent jugés sur l'accusation de haute trahison; triste satisfaction où les Anglais cherchaient pour ainsi dire une réparation, une justification de leur défaite. La prise de Calais si bien conduite fut suivie de la conquête de Guines, de Ham et du comté d'Oye.

En France, la reprise de Calais excita un immense enthousiasme; tous les désastres de la journée de Saint-Quentin furent oubliés, le duc de Guise, partout applaudi, considéré comme un héros, devint l'homme le plus populaire de France. S'il dut en effet partager avec d'autres l'honneur d'avoir conçu cette heureuse expédition, c'est à lui seul qu'appartint la gloire de l'exécuter et d'ouvrir à la France les portes de cette ville que n'avait autrefois pu sauver aucun courage ni aucun dévouement. Lorsque le duc de Guise revint à Paris, il y fut reçu avec acclamations; l'immense service qu'il avait rendu à la France associa pour ainsi dire la maison de Lorraine aux destinées du pays, et lui ouvrit cette carrière brillante où son ambition osa un moment tant espérer.



MARIE STUART QUITTE LA FRANCE.

Le 15 août 1561 une femme jeune et belle, accoudée au rebord d'un vaisseau qui semblait à regret s'éloigner, saluait du geste et du regard les côtes de France, qui se perdaient dans les brumes vaporeuses de l'horizon; cette femme éplorée c'était la veuve de François II, la reine de France et d'Écosse, Marie Stuart enfin, l'une des plus charmantes renommées du seizième siècle, si la perfection de la beauté, les grâces ravissantes de l'esprit, la fortune la plus étonnante par d'incroyables prospérités et des malheurs inouïs semblent de légitimes titres de gloire.

Née en Écosse le 7 décembre 1542, Marie Stuart appartient cependant à la France par les liens les plus intimes, par sa famille, par son éducation et par son union avec le roi de France. Sa mère, Marie de Guise, était de cette fière maison de Lorraine qui gouverna la France pendant trois règnes successifs, Marie Stuart était la nièce de François de Guise et du cardinal de Lorraine son frère. Son éducation, commencée en Écosse, avait été terminée en France; en 1558 elle épousa le fils de Henri II, et ce mariage réunit sur le front de cette jeune fille

de seize ans les couronnes de France et d'Écosse. Cette union fut célébrée le 24 avril avec un magnificence royale, les Parisiens se pressèrent sur les pas de la jeune reine pour saluer tant de grâce et de beauté; et lorsque Marie Stuart, en présentant au dauphin de France cette main qu'avaient ambitionnée les plus illustres princes de l'Europe, lui donna le titre de roi d'Écosse, l'église retentit de joyeuses acclamations. Dès lors Marie Stuart occupa à la cour de France le premier rang, les charmes inexprimables de sa personne et de son esprit étendaient partout son influence et lui gagnaient tous les cœurs; l'admiration délicate de cette cour élégante se produisait autour d'elle de mille façons ingénieuses : dans des fêtes dont elle était la reine, dans des vers qui célébraient ses nobles qualités, dans des joutes où à l'envi on la proclamait la plus belle. Royauté facile, remplie de plaisirs et d'hommages qui la préparait bien mal aux dures épreuves qui lui étaient réservées.

Tout semblait promettre à Marie Stuart le plus brillant avenir, quand la mort de François II vint interrompre le cours heureux de sa destinée et lui arracher ses premières larmes. Bientôt elles coulèrent de nouveau lorsqu'il lui fallut quitter ce cher pays, qu'elle aimait tant et où elle était tant aimée. Depuis le jour de cette cruelle séparation, sa vie, qui devait aboutir à l'échafaud, ne fut plus qu'une lutte pénible avec le sombre fanatisme des religionnaires d'Écosse et avec les haines jalouses de la reine d'Angleterre.

A la mort de François II, Catherine de Médicis, inquiète de l'ascendant qu'avait pris Marie Stuart sur la cour de France, craignant de laisser à ses redoutables adversaires, les princes de Lorraine, l'appui de tant de grâces et d'esprit, obligea la reine d'Écosse à quitter sa patrie d'adoption pour retourner au delà des mers régner à Édimbourg. Dans les derniers jours de l'été, après avoir long-temps hésité, Marie Stuart consentit enfin à abandonner la France, et elle se rendit à Calais accompagnée de ses oncles et de sa tante la duchesse de Guise. Deux galères attendaient la reine d'Écosse, et, le 15 août 1561, la veuve du roi de France s'embarqua et quitta pour toujours cette terre bien-aimée où treize ans auparavant elle avait abordé apportant avec elle tant de joies et de nobles espérances.

Au moment même où elle sortait du port et à peine les rames commençaient-elles à se mouiller, qu'elle vit s'abîmer dans la mer un navire et la plupart de ceux qui le montaient; cet événement d'un si triste présage vint encore ajouter au trouble qui l'agitait, et, comme si déjà toutes les misères de sa vie lui apparaissaient : « Ah! mon Dieu! quel augure de

voyage est ceci! » s'écria-t-elle. Enfin, cédant au vent, sa galère s'éloigne du rivage; alors Marie Stuart, oubliant tous ceux qui l'environnaient pour jeter à la France ses derniers adieux, contemple les côtes qui disparaissent lentement, des larmes coulent doucement de ses beaux yeux, et elle dit tristement : « Adieu, France! adieu, France! » Jusqu'à la nuit ces douloureuses paroles sortent incessamment de ses lèvres; et lorsque vainement elle essaie de pénétrer les ténèbres, lorsque la terre échappe à ses regards, pleurant avec plus d'amertume, elle dit : « C'est bien à cette heure, ma chère France, que je vous perds du tout de vue, puisque la nuit obscure et jalouse du contentement de vous voir tant que j'eusse pu m'apporte un voile noir devant les yeux pour me priver d'un tel bien. Adieu donc, ma chère France, je ne vous verrai jamais plus! »

Calais et ses rivages avaient disparu dans l'obscurité; mais, content encore de respirer les brises lontaines qui lui apportaient, comme les derniers souvenirs de la France, les derniers parfums de sa véritable patrie, Marie Stuart ne voulut point quitter le tillac du vaisseau : elle s'y fit dresser un lit; et avant de dormir elle recommanda au timonier de l'éveiller dès que le jour paraîtrait, si on découvrait encore la France à l'horizon. Le hasard seconda ses désirs : le vent étant subitement tombé, on n'avança que lentement à force de bras; et aux premiers rayons du soleil on apercevait les terres grises, les masses incertaines du continent. Aussitôt qu'on l'eut avertie, la reine d'Écosse se dressa sur son lit et contempla les côtes de la France aussi long-temps qu'elle le put; elles s'étaient entièrement effacées que ses regards, errant sur le vaste espace, les cherchaient toujours et essayaient pour une dernière fois de voir la France. Enfin, quand l'éloignement lui enleva même les douces illusions de cette incertitude, elle redit : « Adieu la France, cela est fait; adieu la France, je pense ne la revoir jamais plus. » Et ses larmes coulèrent tandis qu'elle demeurait perdue dans de douloureuses pensées, si bien qu'on eût dit plutôt une exilée qu'une reine regagnant ses états.

Une espérance cependant lui resta jusqu'à l'heure de l'arrivée, espérance qu'à peine elle osait s'avouer : triste consolation pour sa douleur. La reine d'Angleterre, Élisabeth, avait refusé à sa sœur, à la reine d'Écosse, un sauf-conduit. Par ses ordres, des vaisseaux croisaient dans le détroit pour surprendre la veuve du roi de France; si on rencontrait les vaisseaux ennemis, on était obligé de regagner la France afin de leur échapper. Marie compta un moment sur cette cruelle ressource; elle désira la présence des Anglais, au risque de tomber entre leurs mains, de deve-

nir la captive de sa rivale, et de hâter de vingt années le fatal dénoûment de Fotheringay.

On réussit cependant à tromper la surveillance de la croisière anglaise; et après cinq jours d'orages, après une pénible traversée, Marie Stuart aborda en Écosse et se rendit à Édimbourg, où elle n'entendit plus autour d'elle, au lieu des poésies délicates où Ronsard, Du Bellay et tous les poètes de ce temps célébraient son esprit et sa beauté, que les farouches déclamations de Knox et de ses religionnaires.

C'est alors sans doute que, se reportant vers la France, vers Paris, vers la cour si brillante de Henri II, où naissaient sous ses pas les hommages et les fêtes, où l'admiration et le respect éclataient partout à sa vue, c'est alors qu'elle soupira ces vers célèbres, où sont recueillis ses mélancoliques regrets :

Adieu, plaisant pays de France,
O ma patrie
La plus chérie,
Qui as nourri ma jeune enfance !
Adieu, France! adieu, mes beaux jours!
La nef qui disjoint nos amours
N'a cy de moi que la moitié:
Une part te reste, elle est tienne;
Je la fie à ton amitié,
Pour que de l'autre il te souvienne.

Pour Marie Stuart le bonheur était à jamais disparu, et ce retour en Écosse sépare sa vie en deux parties dont les chances sont bien différentes : d'un côté du détroit, en France, la jeunesse, la beauté, une union royale chantée par les poètes, applaudie par la plus élégante cour de l'Europe; de l'autre côté, en Écosse, des haines sanglantes, les agitations des guerres politiques et religieuses, et une captivité à laquelle la malheureuse reine ne se soustrait que pour souffrir durant dix-huit années dans la prison préparée par la haine d'Élisabeth, et pour expier sur l'échafaud sa beauté, son esprit et les adorations dont on l'avait entourée.

Aussi, à l'heure suprême, quand on l'arracha aux déchirants adieux de ses filles d'honneur pour la conduire au supplice : « Jurez-moi, leur dit Marie Stuart, que vous allez vous réfugier en France; vous savez comme j'aimai toujours ce pays, on m'y pleurera! » Elle avait raison de ne pas douter du souvenir de la France, et, quoique le royaume qu'elle apportait à François II soit passé à l'Angleterre, jamais sa patrie d'adoption, cette contrée qu'elle chérissait, n'a méconnu les liens du cœur et de l'imagination qui l'unissaient à la reine d'Écosse.



MASSACRE DE LA SAINT-BARTHÉLEMY.

Dans la soirée du 23 août 1572 Paris présentait un sombre aspect : malgré la paix qui depuis deux ans régnait entre les huguenots et les catholiques, on semblait se préparer à une grande lutte. Des compagnies d'hommes armés parcouraient les rues ; des rassemblements se formaient sur divers points et surtout aux environs de l'hôtel de ville ; successivement les fenêtres s'éclairaient, et aux lueurs douteuses des flambeaux on voyait des officiers placer leurs soldats, échanger un mot d'ordre secret, et désigner des maisons ; le Louvre se remplissait de munitions, des chariots chargés d'armes y pénétraient, et comme des gentilshommes calvinistes demandaient · « Qu'est-ce tout ce bruit ? — C'est, répondirent » quelques capitaines, que le roi prend plaisir à attaquer un fort la nuit » et aux flambeaux, et chacun court pour le voir. » Étrange fête, dans laquelle Charles IX allait pour jamais déshonorer sa mémoire.

Un peu après minuit, la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois donna le signal ; le tocsin de l'hôtel de ville y répondit ; bientôt toutes les cloches des églises de Paris s'ébranlèrent ; et le massacre des protestants

commença vers une heure du matin, le 24 août 1572. En un moment la ville fut remplie de cris, de tumulte, de sang; les compagnies bourgeoises, les arquebusiers, les gens du duc de Guise, se distinguant dans le désordre à la croix blanche qu'ils portaient à leur chapeau, se répandirent de tous côtés, égorgeant sans pitié tout ce qui n'était pas catholique. Dans ce massacre général, la mort de Coligny devait être pour ainsi dire le signal de toutes les autres; ce fut le duc de Guise qui se chargea de cette exécution.

L'amiral de Coligny, frappé deux jours avant d'un coup d'arquebuse qui l'avait blessé au bras, était dans son lit, près duquel un ministre de la religion réformée lui lisait à haute voix les *Commentaires* de Calvin, lorsque les premiers bruits du mouvement populaire arrivèrent jusqu'à lui. Lentement le tumulte s'accrut; enfin un coup d'arquebuse retentit dans la cour même de son hôtel, et on vint lui annoncer que les premières portes étaient forcées. L'amiral se leva avec calme, se couvrit de quelques vêtements et dit au ministre qui veillait à ses côtés : « Mon père, » joignez vos prières aux miennes et recommandons notre âme à Dieu. » Au même instant un officier des gardes du roi chargé de protéger l'hôtel de Coligny cria : « Au nom du roi, ouvrez la porte! » Un valet de chambre obéit et il tomba percé d'un coup de poignard. Les assassins, tous serviteurs dévoués de la maison de Lorraine, entrèrent dans l'appartement du chef des protestants, et l'un d'eux, Besme, s'avançant, dit d'une voix sombre : « N'es-tu pas l'admiral? — Oui, c'est moi, répondit Coligny sans trouble; » mais toi, jeune varlet, tu devrois respecter ma vieillesse et avoir egard » à mon infirmité : cependant, quelque chose que tu fasses, tu n'abrégeras » pas beaucoup ma vie. » A peine put-il terminer, Besme donna l'exemple du meurtre et lui enfonça son épée dans le gosier; ceux qui l'accompagnaient achevèrent avec leurs poignards le vieil et courageux amiral, et, comme si l'assassinat n'était point une vengeance suffisante, on y joignit l'outrage. Le duc de Guise, qui attendait dans la cour, avec le duc d'Anjou et le chevalier d'Angoulême, la fin de cette sanglante expédition, voulut s'assurer que son ennemi était bien mort et fit jeter par la fenêtre le cadavre sanglant de Coligny; puis, après l'avoir reconnu et foulé aux pieds : « Courage, dit-il à ses gens; allons aux autres, le roi le com- » mande! » et, laissant étendu dans une boue sanglante ce misérable corps qu'il devait reprendre pour l'accrocher au gibet de Montfaucon, il courut à d'autres meurtres.

Paris semblait une ville conquise; le tocsin sonnait sans relâche, on

était arrêté par des barricades, puis par des tas de cadavres; les éclats répétés des arquebusades se répondaient des extrémités de la ville; des troupes effarées de victimes, poursuivies par les égorgeurs, s'enfuyaient vers la Seine, mais par une horrible précaution on avait enlevé toutes les barques : tous ceux qui ne portaient pas la croix blanche, tous ceux qui ne s'avouaient pas catholiques mouraient. Les hommes qui avaient frappé Coligny n'épargnèrent personne; dans le Louvre, jusque sous les yeux de la sœur de Charles IX, mariée depuis depuis quelques jours au roi de Navarre, on tua les huguenots. Le roi lui-même, qui d'abord avait hésité, sacrifia ses plus intimes familiers, une fois engagé il ne recula plus; quand on obtint enfin son consentement : « Tuez-les donc tous, » s'écria-t-il; et l'amiral, mais aussi tous les huguenots de France, » afin qu'il n'en demeure pas un seul qui puisse me le reprocher » après. » Il dut se trouver obéi. Téligny, gendre de l'amiral; La Rochefoucauld, ami du roi; de Piles, Pardaillan, La Force, dont le jeune fils se sauva si heureusement à l'Arsenal, et les plus vaillants chefs du protestantisme périrent. Le rang, la science, le génie, rien ne trouva grâce : Jean Goujon, l'habile artiste, fut frappé d'une balle tandis qu'il taillait les sculptures du Louvre; le vieux et savant Ramus, la gloire de l'école française, dénoncé par Charpentier son rival en doctrine philosophique, fut massacré par ses élèves : le roi de Navarre et le prince de Condé n'échappèrent qu'en rachetant leur vie au prix d'une abjuration.

S'il fallait en croire un récit de Brantôme, « Charles IX, dès qu'il fut » jour, mit la teste à la fenêtre et, voyant ceux qui se sauvoient par le » fauxbourg Saint-Germain, il prit une grande arquebuse de chasse et en » tira tout plein de coups à eux; mais en vain, car l'arquebuse ne tiroit » si loin. » Toutefois on peut démentir ce fait, qui n'a d'autre garant que les paroles d'un homme dont la véracité est souvent contestable; mais il faut du moins reconnaître que le roi s'associa pleinement par sa volonté aux meurtres de la Saint-Barthélemy.

Il avait d'abord rejeté ces excès sur le peuple et sur le duc de Guise; mais la reine, qui, avec le duc d'Anjou, le duc de Guise, le chancelier Birague et quelques autres, avait décidé les massacres du 24 août, voyant que la popularité de la maison de Lorraine s'en accroissait, engagea son fils à en prendre l'entière responsabilité. Celui-ci alors parcourut Paris au milieu des acclamations de la foule, qui jamais, on doit à l'histoire ce triste aveu, ne salua le jeune roi de plus d'hommages qu'au lendemain de cette sanglante journée. Le 26 août Charles IX vint au parlement,

et, dans une séance solennelle, en présence de toutes les chambres réunies sous la présidence de Christophe de Thou, il dit : « Je veux que » tout le monde sache que les exécutions qui ont été commises dans ces » derniers jours ne l'ont été que par mes ordres, afin d'empêcher l'effet » d'une détestable conspiration. » Le premier président demanda s'il fallait enregistrer cette déclaration : « C'est mon intention! » reprit le roi; et il ajouta qu'il publierait un édit pour faire cesser les massacres. Mais ils s'arrêtèrent moins aisément qu'ils n'avaient commencé : le peuple, habitué au sang et au pillage, ne voulait plus poser les armes; les ordres royaux ne demandaient que la mort des chefs du protestantisme, la fureur populaire exigeait l'anéantissement du parti calviniste. Les sanglantes exécutions se prolongèrent plusieurs jours; on enterra onze cents cadavres du 5 au 13 septembre, et jusqu'au 17 il y eut des meurtres isolés.

Quand le calme revint, le remords pénétra dans le cœur de Charles IX; on en trouve les traces dans ces lignes des Mémoires de Tavannes, ce féroce exécuteur des rigueurs catholiques qui s'écriait dans la nuit de la Saint-Barthélemy : « Saignez, saignez! les médecins disent que la sai- » gnée est aussi bonne en ce mois d'août qu'au mois de mai! » « Le roi » oyant conter, écrit-il, les meurtres qui s'étoient faits des vieillards, » femmes et enfants, il témoigna d'en avoir horreur. » Ces souvenirs de sang le poursuivirent à son lit de mort; au moment d'expirer : « Que de » sang et que de meurtres! s'écrioit le misérable prince; ha, que j'ai » suivi un méchant conseil! ô mon Dieu, pardonne-les-moi et me fais » miséricorde! » Le 30 mai 1574, Charles IX mourut, sinon, comme le rapportent les pamphlets calvinistes, inondé d'une sueur de sang et dans des souffrances surnaturelles, du moins désespéré de cette date fatale du 24 août.

De notre temps on a essayé de justifier le massacre de la Saint-Barthélemy, on a parlé du salut du peuple, des nécessités politiques, de l'intérêt de la religion nationale, de la foi catholique; on a rappelé l'inquiétante ambition des huguenots, leur arrogance, leurs insolentes prétentions. Tout cela est vrai; mais, si un intérêt quel qu'il soit peut excuser de pareils excès, où s'arrêtera-t-on dans cette voie? qu'est-ce qui semblera désormais permis ou défendu, si l'on autorise ces grands crimes commis par un parti, par une nation, si l'on veut? La morale supérieure aux passions ne saurait accepter ces accommodements; et si parfois elle est impuissante à empêcher ces fureurs, du moins elle doit les condamner hautement.



JOURNÉE DES BARRICADES.

Depuis que Henri de Valois avait abandonné le trône de Pologne, où l'avait appelé l'élection, pour venir recueillir la royale succession de son frère, de Charles IX, il n'avait pour ainsi dire pas régné : placé entre deux partis également impérieux et violents, il essayait de les dominer l'un par l'autre sans y pouvoir réussir. Les protestants, que le crime odieux de la Saint-Barthélemy avait poussés dans une lutte désespérée, ne reconnaissaient plus l'autorité royale : la paix sans cesse renouvelée était constamment rompue par de nouvelle prise d'armes; et au moindre succès, parfois même après une défaite, les calvinistes montraient des exigences inacceptables, des prétentions qui n'arrivaient pas à moins qu'au démembrement de la royauté. Si le roi se tournait vers le parti catholique, il ne le trouvait pas mieux disposé à la soumission; de toutes parts on était hostile à son pouvoir, on l'attaquait ouvertement. Bien qu'il eût été un des auteurs du coup d'État du 24 août 1572, Henri III n'inspirait aucune confiance aux catholiques; les pratiques superstitieuses, puériles de sa dévotion ne trompaient personne; on savait à quelles

débauches, à quelles fêtes scandaleuses il se livrait au retour de ses pèlerinages, on connaissait ses vices, son indifférence railleuse ses incertitudes; et on méprisait profondément ce lâche caractère, dont les faiblesses faisaient encore ressortir la fermeté et le dévouement du duc de Guise. Dès les premières années de son règne, les catholiques avaient formé, en défiance de l'autorité royale, une union ou sainte Ligue pour la défense des intérêts de la foi. Établie d'abord en Picardie. l'association catholique s'était rapidement étendue : la plupart des villes de France y avaient adhéré, et, avec Paris pour centre et le duc de Guise pour chef, la Ligue était devenue une menaçante puissance; elle reconnaissait encore Henri III comme souverain, mais en fait elle gouvernait plus que lui. Afin d'en abaisser l'influence, le roi convoqua à Blois des États-Généraux : les élections se firent sous les inspirations de la Ligue, et Henri III échoua dans toutes ses demandes; on lui imposa les conditions les plus inconciliables; on exigea la révocation des édits de pacification avec le maintien de la paix; on réclama impérieusement la destruction du calvinisme, et en même temps on refusa l'argent nécessaire à la guerre en rejetant à la fois la proposition de nouveaux impôts et la vente de trois cent mille livres de rente des biens de la couronne. Les États de Blois firent au roi une position impossible; et Henri III, dit un mémoire du temps, « fut si marri de ces résolutions que l'on vit quasi des larmes lui couler des yeux quand on lui fit entendre cette opiniâtreté : « Voilà, dit-il, une trop énorme cruauté; ils » ne me veulent secourir du leur, ni permettre que je m'aide du mien. »

Pendant dix années Henri III se débattit entre les factions ainsi accusé, calomnié, poursuivi d'injures à la fois par les ministres de la réforme et les prédicateurs de la Ligue, amèrement censuré quoi qu'il fît et soutenu seulement par la prodigieuse adresse de sa mère et par les intérêts divers des partis qui réciproquement balançaient leurs efforts. La mort du duc d'Alençon, son frère, augmenta encore les dangers de cette situation. Le roi de Navarre, le chef du protestantisme était devenu l'héritier le plus proche de la couronne des Valois; à la pensée d'avoir un jour pour souverain un hérétique, la fureur de la Ligue, son fanatisme religieux s'accrurent, la nation s'émut des espérances que pouvait concevoir le chef du parti huguenot. Tous les regards se tournèrent vers le duc de Guise, et pour le placer sur le trône on sembla ne vouloir pas attendre que Henri III fût mort. Le Valois avait porté deux couronnes; il fallait, disait-on, lui en donner une troisième : celle de moine. En face de ces ardentes inimitiés, le roi fut obligé de se rapprocher des

réformés; et l'exaspération s'accrut : tandis qu'à Nancy, où il avait été envoyé en une sorte d'exil, le duc de Guise réunissait ses frères et les principaux chefs de la Ligue pour adresser au roi une requête dans laquelle il était supplié ou plutôt sommé de se déclarer ouvertement pour l'union en établissant l'inquisition, en livrant aux catholiques des places de sûreté et en faisant la guerre sans relâche aux hérétiques, Paris insultait ouvertement le monarque; le prévôt des marchands et les seize quarteniers formaient un pouvoir indépendant, comptaient leurs forces, menaçaient la liberté, la vie même de Henri III, et appelaient avec impatience le héros du catholicisme, le défenseur de la foi, le vaillant balafré Henri de Guise.

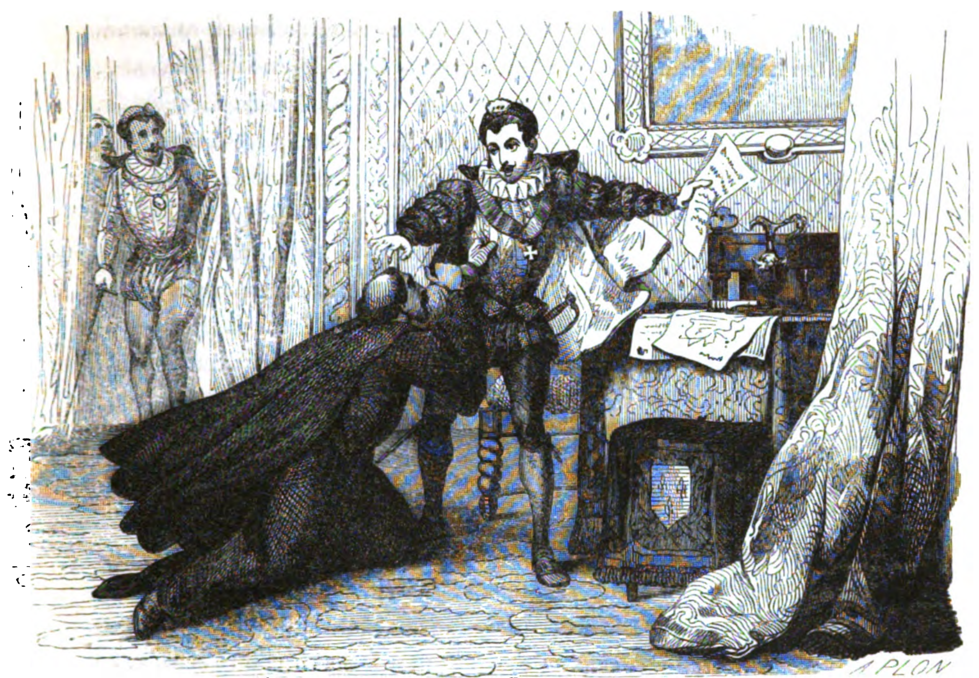
Enfin, le lundi 9 mai 1588, malgré la défense expresse du roi, le duc de Guise entra dans Paris par la porte Saint-Martin accompagné seulement de quelques gentilshommes; mais à peine l'eut-on reconnu que la foule l'entoura avec d'incroyables acclamations : on se pressait sur ses pas, on voulait l'approcher, toucher ses vêtements; les rues qu'il traversait retentissaient de cris enthousiastes, des milliers de voix répétaient *Vive le duc de Guise! vive le pilier de l'Église!* et les chapeaux s'agitaient, tous les bras s'élevaient vers le sauveur de la patrie, *le Machabée de la France*, comme on l'appelait. C'était l'entrée d'un prince dans sa capitale plutôt que celle d'un sujet rebelle. Le duc de Guise se rendit d'abord à l'hôtel de la reine-mère, puis avec elle il alla au Louvre, sans gardes, sans escorte. A la nouvelle de son arrivée, Henri médita un moment de le faire mourir; et le duc entra dans le château qu'on délibérait encore. Pour parvenir jusqu'à l'appartement du roi, il passa entre deux rangs de gardes sombres, silencieux, et son cœur faiblit en soupçonnant les projets qui s'agitaient. Cependant il se présenta avec fermeté devant Henri, qui le reçut froidement en lui reprochant sa désobéissance; et le chef de la Ligue se retira en toute hâte tandis que le roi hésitait s'il le ferait arrêter. Quelques heures plus tard le duc de Guise revenait au Louvre; cette fois environné de ses gardes, de ses officiers. Alors il fut fier, hau'ain, impérieux; il signifia superbement ses conditions : le doute n'était plus permis, le roi avait un maître s'il n'agissait énergiquement

Le 12 mai, par l'ordre de Henri III, quatre mille Suisses et deux mille gardes, mèche allumée, tambour battant, entrent dans Paris et s'emparent des ponts et des places principales. A cette agression déclarée, l'union s'agite, les prédications retentissent : la bourgeoisie était

prête : de toutes parts elle s'arme ; les écoliers de l'université, réunis sur la place Maubert, où on n'avait pas placé de gardes, donnent le signal et l'exemple de l'insurrection. Les chaînes se tendent dans les rues; en quelques heures des barricades s'élèvent jusqu'aux portes du Louvre aux cris de « Vive l'union! vive la sainte Ligue! » Le tocsin sonne à toutes les églises appelant les ligueurs au combat. Bientôt les soldats du roi sont vigoureusement attaqués; on les cerne de tous côtés, on les isole, on les sépare de leurs chefs, et, abandonnés à eux-mêmes, sans vivres, sans munitions, bloqués dans des rues étroites où ils ne peuvent répondre aux balles qu'on leur envoie, ils sont obligées de reculer et de capituler pour échapper au massacre. Le soir, la Ligue, qui avait eu tout le succès de cette journée, demeurait maîtresse de Paris et tenait le roi assiégé dans son palais; encore un effort, elle s'emparait de Henri III. Celui-ci, épouvanté, délibéra avec son conseil durant toute la nuit sur le parti auquel il fallait se résoudre, et sa mère le décida à fuir plutôt que d'accepter les dures conditions que lui faisait le chef de la Ligue.

Le lendemain, tandis que Catherine de Médicis retenait le duc de Guise à une conférence Henri III s'échappait du Louvre : feignant de vouloir se promener, il avait, avec une apparente gaieté, gagné les Tuileries, où étaient situées les écuries; là il monta à cheval avec les gens de sa suite, et sortit par la Porte-Neuve. Un poste de ligueurs placé à la porte de Nesle, voisine de celle-ci, le vit échapper et lui envoya, sans l'atteindre, quelques coups d'arquebuse. Henri jeta un dernier regard à sa capitale, maudit l'ingratitude et la perfidie de ses sujets, puis se dirigea sur Saint-Cloud et de là sur Chartres, où il arriva le 14 mai 1588. « Je suis trahi, s'écria avec violence le duc de Guise en s'adres-
» sant à la reine, quand on lui apprit la fuite de Henri, je suis trahi; pen-
» dant que Votre Majesté m'amuse, le roi est parti de son palais avec
» l'intention de me faire la guerre! »

Henri III était sauvé, il avait échappé aux projets des ligueurs; mais il leur laissait la capitale du royaume et une autorité supérieure à la sienne. Jusqu'à l'entrée de Henri IV à Paris il y eut dès lors deux pouvoirs en France : celui du roi, presque sans action et sans ressources, et celui de la maison de Lorraine et de la Sainte-Union.



ASSASSINAT DE HENRI III.

L'assassinat du duc de Guise rompit les derniers liens qui unissaient encore la cause de la royauté, de Henri III, à celle de la Ligue : lorsque les Parisiens connurent l'attentat clandestin du château de Blois, l'autorité royale, déjà déconsidérée, fut entièrement méconnue. La nouvelle arriva pendant la nuit de Noël : le peuple remplissait les églises, il priait pour le triomphe de la foi quand il apprit que le héros du catholicisme venait de succomber à une trahison infâme. Une douleur et une haine incroyables animèrent à la fois cette population dont des prédications ardentes échauffaient incessamment le zèle. Le roi fut maudit et excommunié du haut de la chaire, la Sorbonne décida que « le peuple françois étoit délié du » serment de fidélité prêté à Henri III; que, en assurée conscience, ledit » peuple pouvoit s'armer, s'unir, lever argent et contribuer pour la défense » de la religion catholique contre les conseils pleins de méchanceté et » efforts dudit roi. » Une assemblée de la bourgeoisie, du parlement et du clergé se forma à l'hôtel de ville et créa, pour le gouvernement provisoire de l'État, un « conseil général de l'union pour le bien et conservation de

» l'État, tant au fait de la guerre que des finances et police du royaume, » en attendant la tenue des états-généraux. » Enfin le duc de Mayenne, qui venait d'arriver à Paris, fut nommé lieutenant-général du royaume, et le duc d'Aumale gouverneur de Paris. Ce mouvement, cette révolution furent approuvés par le pape et le roi d'Espagne, Philippe II. A ce dernier le duc de Mayenne avait même ouvertement avoué les desseins de la Ligue : « Les catholiques sont résolus, écrivait-il, à s'opposer à tous les » desseins et tyrannies du roi, et de ne jamais poser les armes qu'ils » n'aient achevé sa ruine, sans laquelle ils ne peuvent plus espérer de sû- » reté pour eux ni pour la religion. » Vainement Henri III avait sollicité l'Espagne de se séparer de la Ligue, qui n'était plus qu'une rébellion; l'ambassadeur de Philippe II s'était rendu à Paris et avait reconnu le conseil général de l'union comme véritable gouvernement de la France.

Dans cette extrémité, abandonné de ses sujets, privé de l'habileté de sa mère, qui était morte le 5 janvier 1589, douze jours après le meurtre du duc de Guise, Henri III, malgré sa répugnance à s'unir au protestantisme, s'était rapproché du roi de Navarre, et, le 3 avril, il avait signé avec lui un traité où celui-ci s'engageait à le servir contre ceux « qui » violaient l'autorité de sa majesté et troublaient son État. » L'alliance de Henri III et du chef du protestantisme releva le parti du roi de France. La noblesse et les huguenots accoururent sous ses drapeaux, et au mois de juillet les deux princes s'avançaient jusqu'à Saint-Cloud avec une armée de trente mille hommes; Henri se trouva alors en face de la capitale rebelle, résolu à la châtier : « Ce seroit grand dommage, disait-il » en considérant sa capitale des hauteurs de Saint-Cloud, où il avait éta- » bli son quartier, de ruiner une si belle et bonne ville. Toutefois il faut » que j'aie raison des rebelles qui sont dedans et m'en ont ignominieuse- » ment chassé; c'est le cœur de la Ligue, c'est droit au cœur qu'il faut » la frapper. »

Cependant Paris, menacé d'une ruine complète, se préparait à une résistance désespérée; toute la population, hommes, femmes, enfants, moines, soldats, s'occupait de fortifier les murailles, de réunir des vivres et des armes, et tous ne quittaient les travaux de défense que pour assister aux prédications furieuses dans lesquelles on désignait hautement le roi à la mort : les places, les rues, les églises retentissaient d'invectives, d'injures contre Henri, contre le persécuteur, le nouvel Hérode, le Néron de la France. Ces cruels enseignements, ces discours fanatiques, ces appels au régicide jetés parmi des passions violentes rencontrèrent une ima-

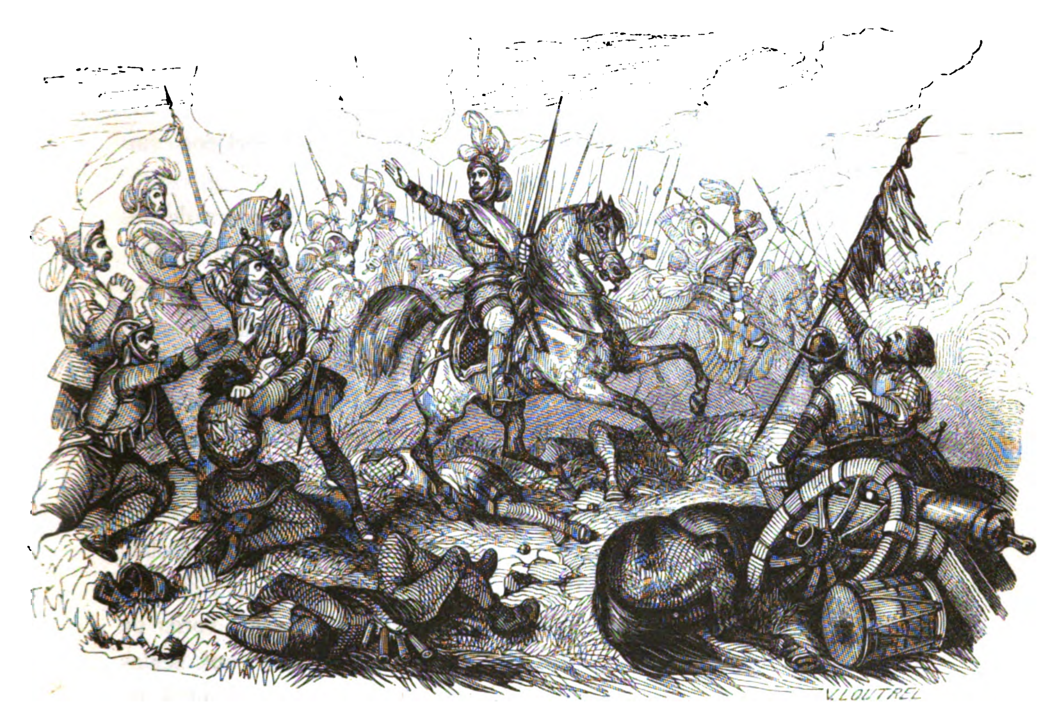
gination qui les accueillit comme des ordres. Un religieux dominicain, jeune, ardent, grossier, se crut l'instrument d'une divine volonté, et résolut de délivrer Paris, de sauver l'union par un meurtre. De secrets encouragements excitèrent encore ce zèle aveugle, ces transports d'un esprit faible; on trompa Jacques Clément par de misérables prestiges; au milieu d'apparentes révélations, on lui mit un poignard à la main; et, la veille d'un assaut général qui vraisemblablement aurait livré Paris au roi de France, il partit pour Saint-Cloud avec une lettre où on avait contrefait l'écriture d'Achille de Harlay, alors détenu à la Bastille. Clément quitta Paris le 31 juillet, arriva le soir à Saint-Cloud, et le lendemain 1er août se présenta au quartier-général de Henri III : il était environ huit heures du matin quand il fut introduit dans la chambre du prince. Les gardes lui avaient d'abord refusé l'entrée de l'appartement royal; mais Henri, par un aveuglement fatal, ordonna de l'amener. Jacques Clément s'approcha respectueusement du roi en lui présentant les lettres dont il était chargé; ayant ajouté qu'il avait en outre des renseignements secrets à lui communiquer, Henri écarta du geste les officiers qui l'entouraient et resta seul avec le moine. Alors, tandis que Henri III lit attentivement la lettre qu'on lui a remise, Jacques Clément, tirant de sa manche un long couteau, le plonge tout entier dans le ventre du roi. Celui-ci, se sentant blessé, a encore la force de retirer de sa plaie le couteau et en frappe l'assassin au visage en s'écriant : « Ah, le méchant moine! il m'a tué, » qu'on le tue! » Aussitôt les gentilshommes, les officiers se précipitent sur Jacques Clément et le tuent avec une précipitation qui donna lieu à d'étranges interprétations.

Henri III était mortellement blessé, cependant il ne mourut que le lendemain; à ses derniers moments il fit reconnaître Henri de Navarre pour son successeur, et, l'embrassant avec tristesse : « Soyez certain, lui dit-il, » que vous ne serez jamais roi si vous ne vous faites catholique. » Le dernier des Valois expira le 2 août 1589, à l'âge de trente-huit ans, après un règne de quinze ans. Avec lui finit la race des Valois si fatale à la France, qui vit tant et de si déplorables événements, et dont le souvenir n'a conservé quelque éclat que par ce génie des beaux-arts, cette passion des lettres et de l'érudition qui l'anima d'un noble enthousiasme.

Tandis qu'à Saint-Cloud le cadavre de Jacques Clément était tiré à quatre chevaux et jeté au bûcher, à Paris on honorait le moine fanatique comme un saint et comme un martyr. Des messes funèbres furent célébrées pour le repos de son âme, les églises retentirent de son éloge, et son portrait fut

même placé sur l'autel. On le nommait le libérateur de la religion, le sauveur de Paris; l'ambassadeur d'Espagne annonçait à Philippe II l'assassinat de Henri III en disant : « C'est à la main seule du Très-Haut qu'on est » redevable de cet heureux événement. » L'égarement en vint à ce point qu'on demanda au pape la béatification de Jacques Clément, et, dans les processions, on portait son image sur une bannière comme celle d'un saint et d'un héros. La Ligue se croyait sauvée : c'était alors un singulier aveuglement de penser qu'un crime était la meilleure issue aux plus difficiles situations; bien des exemples avaient contredit cette coupable politique qui, en toute extrémité, recourait à l'assassinat, et néanmoins on y persistait. La Saint-Barthélemy avait donné au protestantisme une énergie nouvelle, Henri III avait augmenté les périls de la situation par le meurtre du duc de Guise; l'assassinat de Saint-Cloud éleva contre la Ligue, au lieu d'un prince inactif, indécis, un prince courageux, énergique, habile, persévérant, que neuf années d'efforts conduisirent au trône.

D'abord le parti de la Ligue parut triompher; une partie de l'armée réunie devant Paris refusa de voir dans le chef des huguenots le légitime successeur de Henri III, les principaux chefs catholiques se rassemblèrent et déclarèrent au roi de Navarre qu'il fallait choisir entre sa foi et la couronne de France. A cette condition, durement présentée, Henri fut troublé, mais il montra de la fierté : « Me prendre à la gorge, » dit-il, sur le premier pas de mon avénement et à une heure si dange- » reuse! Auriez-vous donc plus agréable un roi sans Dieu? J'appelle de » vos jugements à vous-mêmes, messieurs; et ceux qui ne pourront » prendre une plus mûre délibération, je leur baille congé librement pour » aller chercher leur salaire sous des maîtres insolents : j'aurai parmi les » catholiques ceux qui aiment la France et l'honneur. » Puis, se tournant vers le maréchal de Biron, le plus habile des chefs royalistes : « C'est à » cette heure, continua-t-il, qu'il faut que vous mettiez la main droite à » ma couronne; venez-moi servir de père et d'ami contre ces gens, qui » n'aiment ni vous ni moi. » Cette noble fermeté ne put vaincre cependant toutes les répugnances, plusieurs seigneurs catholiques se retirèrent; le Béarnais, devant cette ligue forte et puissante soutenue par l'Espagne et Rome, resta avec une faible armée de dix mille hommes · mais il avait de l'audace, de l'intelligence; et à la longue la cause de la royauté, la cause de la France, triompha avec Henri de Navarre.



BATAILLE D'IVRY.

Depuis que la mort du dernier des Valois, de Henri III, avait transmis la couronne de France au roi de Navarre, son existence, éprouvée déjà par les agitations de la guerre civile, était devenue une lutte de tous les instants, remplie de périls et de privations. Souvent, après une journée passée à combattre en s'exposant comme le dernier de ses soldats, à peine Henri trouvait-il un refuge pour se reposer; et parfois, au milieu de la nuit, le roi de France s'estimait heureux de rencontrer une misérable chaumière pour y dormir quelques heures. Mais le Béarnais était courageux : dès son enfance il avait appris la rude vie des camps, il savait supporter la pauvreté et suffisait à toutes les difficultés de sa position par sa patience, son énergie et les ressources infinies de son esprit. La Ligue reconnut bientôt qu'elle allait avoir un adversaire plus dangereux que Henri III. A la mollesse, à l'indolence, à l'irrésolution de celui-ci, avaient succédé l'activité, la promptitude, la résolution. A la tête de sa petite armée Henri IV parcourait la Normandie, inquiétait l'armée du

duc de Mayenne, et menaçait constamment Paris, dont un jour il surprit les faubourgs. A Arques Henri IV avait montré que le roi de France conservait toute la valeur du roi de Navarre, du vainqueur de Coutras : quelques mois après il prouva de nouveau, à Ivry, que le sort des combats décidait en faveur de ses droits.

Après la journée d'Arques, Henri IV, poursuivant le cours de ses succès, s'était successivement emparé de Vendôme, du Mans, de Falaise : enfin, il assiégeait Dreux; et tous ses efforts tendaient à s'ouvrir la route de Paris, où seulement il pouvait espérer vaincre définitivement ses ennemis. Les progrès que faisait la cause royaliste obligèrent le duc de Mayenne, le chef militaire de la Ligue, à sortir de son inaction, et et à venir s'opposer à la marche victorieuse du roi de France. A son arrivée, Henri IV dut lever le siége de Dreux; mais cependant, malgré l'infériorité de ses forces, il ne voulut pas fuir devant les soldats de l'union catholique. « Point d'autre retraite que le champ de bataille! » répondit-il à ceux qui lui conseillaient de se retirer en Normandie; et il attendit ses ennemis dans la plaine d'Ivry, sur les bords de l'Eure. En se décidant à combattre, il ne cédait pas toutefois aux seules inspirations de son courage; de puissantes raisons l'engageaient à ne pas reculer. Il avait épuisé ses finances : il fallait, ou qu'une victoire lui donnât de nouvelles ressources, ou qu'il ramenât ses troupes en Normandie, et son séjour dans cette province exigeait de nouveaux sacrifices qu'il ne lui voulait pas demander; il préféra se confier encore une fois à son épée. L'armée du duc de Mayenne était, il est vrai, supérieure à la sienne, mais les troupes que Henri conduisait étaient remplies d'ardeur.

Le 14 mars 1590, ayant attiré, en feignant de fuir devant elle, l'armée du duc de Mayenne sur le champ de bataille qu'il avait choisi, Henri, levant les mains au ciel, avant de donner le signal de l'engagement demanda à Dieu, en présence des deux armées, d'être reconnu comme légitime souverain : « Mais, mon Dieu! ajouta-t-il, s'il t'a plu d'en disposer autrement ou que tu voies que je dusse être du nombre de ces rois que tu donnes en ta colère, ôte-moi la vie avec la couronne. » Puis il parcourut les rangs de ses soldats, et, unissant leur cause à la sienne, leur adressa ces mots pleins de confiance et d'énergie, que l'histoire a conservés : « Mes compagnons! si vous courez aujourd'hui ma fortune, je cours aussi la vôtre; je veux vaincre ou mourir avec vous. Si la chaleur du combat vous fait quitter vos rangs, pensez aussitôt au ralliement; c'est le

gain de la bataille : et si vous perdez vos enseignes et guidons, ne perdez point de vue mon panache blanc; vous le trouverez toujours au chemin de l'honneur et du devoir. » Et, baissant la visière de son casque surmonté de plumes blanches, il s'élança contre ses ennemis. La brillante valeur du roi, les manœuvres habiles de Biron assurèrent en moins de deux heures le succès de la bataille. Le Béarnais montra à Ivry ce courage audacieux qui lui était habituel. Un moment ses troupes hésitèrent; elles restaient suspendues entre la défense et la fuite, quand Henri IV, se jetant au milieu d'elles, leur cria : « Tournez le visage, afin que, si vous ne voulez combattre, vous me voyiez du moins mourir. » Et aussitôt on le suit au milieu de la mêlée. Pendant qu'il poursuivait les troupes du duc de Mayenne qui s'enfuyaient en déroute, le roi tomba au milieu d'un escadron de Wallons : un moment on le crut perdu; mais bientôt les plumes blanches de son casque s'agitèrent au-dessus des ennemis abattus. Le maréchal de Biron, qui, durant l'action, s'était tenu à la tête de la réserve, d'où il avait dirigé les opérations de l'armée royale, abordant le roi après l'affaire, ne put s'empêcher de lui témoigner son admiration : « Ah, sire! dit-il, cela n'est pas juste; vous avez fait aujourd'hui ce que Biron devait faire, et il a fait ce que devait faire le roi. »

Les plus fidèles compagnons du roi se trouvèrent à la journée d'Ivry. Sully y eut deux chevaux tués sous lui : d'Aumont, Crillon, qui n'avait pu prendre part à la victoire d'Arques; de Mornay, d'Aubigné combattirent aux côtés de Henri et le suivirent aux plus périlleux endroits.

La victoire d'Ivry, la plus brillante de toutes celles remportées pendant la durée des guerres civiles; si elle ne rendit pas au roi de France le plein exercice de son autorité, jeta du moins sur lui un vif éclat. Jusqu'alors, malgré ses droits, malgré son titre, il avait plutôt fait la guerre en partisan, en aventurier, — héroïque aventurier, il est vrai, — qu'en roi; dès lors il obtint, même de ses adversaires, la considération due à un général constamment victorieux, et sa gloire militaire rendit plus assurées les chances favorables de sa fortune. L'armée catholique avait perdu six mille hommes, les Suisses s'étaient rendus presque sans combattre et étaient passés sous les drapeaux du Béarnais; les compagnies allemandes, poursuivies sans pitié, avaient laissé leurs meilleurs soldats sur le champ de bataille. Cependant Henri, au milieu de ces deux armées composées de mercenaires étrangers, n'avait pas oublié qu'il y avait des Français sous les étendards de la Ligue, et la dernière parole dont il fit retentir la plaine d'Ivry fut : « Main basse sur l'étranger, sauvez les Français. »

Mayenne, humilié, livra le chemin de Paris au roi de France, qui, le 8 mai 1590, investit la capitale avec une armée de 15,000 hommes. Paris, dont la Ligue avait augmenté l'influence sur la France; Paris, qui renfermait le parlement, la Sorbonne, la cour des comptes, était le centre de la puissance de l'union catholique : tant qu'il n'y serait pas entré, Henri IV ne pouvait croire sa cause gagnée. C'est de là que venaient les coups les plus funestes au parti royal : c'est là que l'Espagne et la cour de Rome, soutenues par les Seize, formaient leurs intrigues; c'est de Paris, enfin, que partaient ces pamphlets, ces outrages, ces sermons à la fois odieux et ridicules qui entretenaient le désordre dans le pays et avilissaient la royauté à ses yeux. Henri IV résolut donc d'en terminer à tout prix par la réduction de Paris : il garda toutes les routes, s'empara du cours des rivières et réussit à intercepter tous les convois destinés à l'approvisionnement des Parisiens; durant trois mois il maintint ce blocus avec rigueur. La famine devint horrible, la population succombait aux maladies, les morts encombraient les places, on se disputait les plus misérables aliments; on mangea l'herbe qui croissait dans les rues désertes, on dévora les animaux même les plus vils, on fit de la farine avec des ossements : une femme même, égarée par le désespoir, mangea, dit-on, son enfant. La situation des Parisiens était affreuse, et cependant ce peuple hâve et décharné, épuisé par la souffrance, préféra t encore supporter toutes les misères et tous les maux de la famine plutôt que de sacrifier ses croyances et d'accepter un roi protestant. Toutefois, s'il eût persisté et poussé la ville aux dernières extrémités, le roi y aurait pénétré avant que le duc de Parme eût pu venir la délivrer; mais Henri se souvint que ces malheureux étaient ses sujets. Le cœur du Béarnais s'émut, et il permit, contre tous les droits de la guerre, qu'on laissât entrer des vivres dans Paris : sous ses yeux des voitures chargées de farine traversèrent son camp et ranimèrent l'opiniâtre résistance des Parisiens. Cet acte d'humanité fit perdre à Henri IV les résultats d'un siége de quatre mois; le duc de Parme eut le temps d'arriver au secours de la capitale, que l'armée royaliste fut obligée d'abandonner le 30 août 1590, pour rentrer en Normandie. Mais, comme l'avait dit le roi de France quand il autorisa l'entrée des approvisionnements, il aimait mieux « n'avoir point de Paris que de l'avoir déchiré en lambeaux. »



ENTRÉE DE HENRI IV A PARIS.

Vainqueur à Coutras, à Arques, à Ivry, Henri IV avait cependant compris qu'il ne réussirait pas à soumettre la France par la seule force des armes; les dissidences religieuses qui le séparaient de ses sujets formaient un obstacle insurmontable, et, quoi qu'il lui en coûtât de renoncer aux croyances dans lesquelles il avait été élevé et que partageaient ses plus fidèles compagnons, il dut se décider à une abjuration pour monter sur un trône qui lui appartenait d'après toutes les traditions de la monarchie. Cette extrémité était pénible, mais c'était l'unique moyen d'enlever à la Ligue toute sa force avec le prétexte de son opposition. Après avoir consulté ses amis, triomphé des répugnances de la plupart d'entre eux, le roi, fortifié d'ailleurs par les sages conseils de Sully, résolut de demander son appui à la foi catholique. Des conférences religieuses furent ouvertes à Suresnes et à Mantes, et le 25 juillet 1593 Henri IV se présentait à la porte de l'église de Saint-Denis pour abjurer le protestantisme. Il fut reçu à l'entrée de la vieille basilique par l'archevêque de Bourges, Bernard de Semblançay. « *Qui êtes-vous?* dit le prélat. — *Le roi.* — *Que demandez-vous?* — *Je demande à être reçu au giron de l'Église.* — *Le voulez-vous?* —

Oui, je le veux et je le désire. » Après cette première cérémonie le roi de France pénétra dans l'église, prononça la formule de l'abjuration et entendit la messe. Le chef de la maison de Bourbon, roi de France déjà par son courage et la supériorité de son intelligence, l'était maintenant par la communauté des sentiments religieux. La foule, qui, malgré les défenses des plus fougueux ligueurs, s'était rendue de Paris à Saint-Denis pour assister à cette grande solennité, salua le roi de ses acclamations comme le véritable chef de la France. Que ses convictions aient été ébranlées par la controverse religieuse, qu'il se résignât par dévouement politique, ou qu'il fût réellement entraîné par les inspirations de la foi, la conversion de Henri IV fut un acte d'une haute sagesse et d'une grande importance politique. Il rendait au catholicisme, à la religion nationale un éclatant hommage; il allait pouvoir calmer les misères du pays, et il assurait tout à la fois l'avenir de la France et celui de sa dynastie.

Au mois de février 1594, après avoir fait connaître sa conversion à la France et envoyé une ambassade à Rome pour obtenir son absolution, Henri IV fut sacré dans la cathédrale de Chartres, et son autorité reçut de la religion une nouvelle consécration. Dès lors tout devint facile pour arriver à un accommodement avec les Parisiens; ils étaient fatigués de leur misérable situation aussi bien que des sacrifices qu'ils faisaient au profit du roi d'Espagne, et commençaient à apercevoir les intrigues et les folles ambitions qui se couvraient du voile de la religion. Sans Henri IV la lutte pouvait se prolonger, la royauté passer dans les mains des étrangers, l'intégrité du royaume était même menacée; au contraire, en montant sur le trône, le héros d'Ivry, le glorieux Béarnais rendait au royaume son unité et son indépendance; au dedans le pouvoir reprenait sa force, le calme renaissait; à l'extérieur, l'Espagne perdait le fruit des discordes qu'elle avait excitées, on s'affranchissait enfin de l'influence étrangère. Ces puissantes considérations ébranlèrent la constance des Parisiens; le roi put traiter avec eux, et il obtint de M. de Brissac, alors gouverneur de la ville au nom de la Ligue, qu'il lui livrerait une porte et recevrait les troupes royalistes. Les Espagnols qui formaient alors la garnison de Paris eurent des soupçons : le duc de Féria, leur chef, avait donné l'ordre de tuer Brissac à la moindre démarche suspecte; mais celui-ci sut habilement tromper leurs méfiances, et le 22 mars 1594, à sept heures du matin, Henri IV, à la tête de ses troupes, entrait dans Paris par la porte Saint-Honoré, celle-là même par laquelle, six ans auparavant, le dernier roi de France, Henri III, avait fui ses sujets révoltés.

Le roi, en pénétrant dans Paris, avait recommandé à ses soldats la discipline la plus sévère; en même temps il faisait répandre une proclamation datée de Senlis, dans laquelle il promettait pardon et oubli à tous les Parisiens, sans excepter même de cette amnistie les chefs les plus acharnés de l'union catholique. Tandis qu'Henri IV avançait lentement, le peuple se pressait sur ses pas pour voir le nouveau monarque, et faisait retentir l'air des cris de Vive le roi! Arrivé à l'église Notre-Dame, où il venait remercier Dieu du succès de ses armes, Henri IV mit pied à terre; mais les Parisiens l'entouraient si étroitement qu'à peine pouvait-il marcher. Ses gardes voulurent alors le dégager : « Laissez-les approcher, leur dit-il, car ils sont affamés de voir un roi. » En sortant de Notre-Dame, le roi retrouva autour de lui une semblable affluence : l'église, le parvis, les rues qu'il traversait étaient remplis d'une foule qui contemplait avec une sorte d'avidité ce prince dont la valeur avait gagné son royaume pied à pied, victoire par victoire, et dont l'humanité avait épargné aux Parisiens les horreurs de la famine au prix de ses plus chers intérêts. De toutes parts éclataient les joyeuses acclamations; chacun partageait la satisfaction du vainqueur, et ce semblait être pour tous un jour de fête et de triomphe.

Cependant la nouvelle de l'entrée du roi s'était répandue, les Espagnols avaient essayé de résister aux royalistes; mais leurs efforts furent inutiles, et ils durent accepter avec reconnaissance la capitulation que le roi leur offrit : le jour même où il prit possession de sa capitale, les troupes étrangères, conduites par le duc de Féria, sortaient de Paris par la porte Saint-Denis. Henri IV voulut être témoin de leur départ; et, en leur rendant le salut qu'elles lui adressaient en passant : « Allez, leur dit-il en souriant, recommandez-moi bien à votre maître, mais n'y revenez plus. »

Si les Parisiens étaient heureux de la présence du roi, Henri lui-même ne pouvait contenir la joie, l'agitation que lui faisait éprouver cette belle journée où pour la première fois il se trouvait libre et tranquille au milieu de ses sujets. Il accueillait avec bienveillance tous ceux qui l'approchaient; son bonheur éclatait en vives saillies, en paroles indulgentes, en sincères remercîments : son trouble, son émotion se trahissaient dans chaque geste, dans chaque mot. « Je suis si enivré d'aise, disait-il, de me voir où je suis, que je ne sais ni ce qu'on me dit ni ce que je dis : il n'y a rien de l'homme en ceci; c'est l'œuvre de Dieu. »

Par ses ordres, des hérauts accompagnés du prévôt de Paris, qui

l'avait reçu à son arrivée, parcouraient la ville afin de rassurer les habitants et de leur annoncer la paix et le pardon que le roi apportait avec lui. A ces loyales promesses, le peuple répondait en criant : « Vive le roi, la paix et la liberté ! »

Pendant qu'il regagnait le Louvre après avoir prié à Notre-Dame, Henri IV eut occasion de montrer de quels sentiments il était animé à l'égard de ses ennemis. Passant sur le marché des Innocents, il s'y arrêta un instant avec ses troupes ; alors un homme, paraissant à une fenêtre, le regarda long-temps avec un mépris haineux sans même se découvrir devant lui : enfin, voyant qu'on commençait à murmurer, il se retira ; les spectateurs de cette scène insultante voulaient aller punir cette insolence, mais le roi défendit expressément qu'on cherchât cet homme et qu'on lui fît aucun mal. Il fit disparaître tout ce qui pouvait rappeler les temps de troubles et de fanatisme : on enleva des églises les tableaux où la Ligue avait retracé les tristes épisodes de sa domination, on supprima les libelles, les pamphlets, les mémoires où elle avait déposé ses injures et son fiel ; mais on respecta scrupuleusement les personnes. On permit aux chefs les plus ardents de l'union catholique de se retirer avec l'armée du roi d'Espagne ; ceux qui sollicitèrent leur pardon l'obtinrent aisément. Enfin l'ordre, la tranquillité et l'abondance revinrent dans Paris, qui vit succéder à l'existence tumultueuse et agitée des temps de l'union un gouvernement ferme, éclairé et régulier.

D'ailleurs le caractère du Béarnais plaisait aux Parisiens ; ils aimaient ses façons entraînantes, son abandon, ses piquantes reparties, et jusqu'à ses brusqueries. Léger, souvent même ingrat, il faut le dire, avec les amis dont il était sûr, Henri savait, d'un mot, d'un mouvement généreux, rallier à lui ses plus obstinés ennemis, et les Parisiens ne purent résister long-temps à ces entraînantes manières, à ces traits spontanés, à cette bonhomie spirituelle et simple, à cette familiarité de joyeuse humeur que le Béarnais mettait volontiers au service de sa cause. Toutefois, maître de Paris, il fallut que Henri IV combattît encore avant de commander à la France, et ce n'est qu'à force d'habileté, de courage et de séductions qu'il rattacha définitivement à sa couronne et à sa famille les provinces livrées si long-temps à l'indépendance et à l'isolement par les agitations des guerres civiles.



MORT DE HENRI IV.

Depuis seize ans Henri IV régnait sur la France, et il prouvait qu'il était roi non-seulement *et par droit de conquête et par droit de naissance*, mais encore par le droit du génie. Après vingt-cinq ans de guerres civiles, il avait réussi à ramener l'ordre et la prospérité dans l'État : aidé de Sully, ce ministre ferme, actif, infatigable, qui partagea constamment la bonne et la mauvaise fortune du Béarnais sans jamais en désespérer, il avait rétabli les finances, régularisé l'administration ; et la France, avec moins d'éclat que sous le règne de François Ier, se trouvait réellement plus forte. A l'extérieur le traité de Vervins, signé en 1598, avait replacé le pays à son rang et consolidé le trône de Henri, en même temps qu'à l'intérieur l'édit de Nantes fermait la longue suite des guerres civiles et transigeait pour ainsi dire avec les passions religieuses. Obéi au dedans, respecté au dehors, le roi de France avait résolu l'abaissement politique de l'Espagne, cet agent intéressé de nos discordes ; il songeait à une nouvelle organisation de l'Europe, projet immense, d'une réalisation difficile sans doute mais non pas impraticable, qui devance de beaucoup les

idées politiques de son temps. Depuis douze ans il méditait ces plans d'un esprit supérieur, dont la ruine de la maison d'Autriche était le but principal et, on peut le dire, pratique, quand un attentat, excité par les ressentiments à peine étouffés de la Ligue, arrêta brusquement la marche du chef de la maison de Bourbon et transmit la couronne à un enfant de cinq ans.

Le roi hâtait les préparatifs de la guerre qu'il venait de déclarer à l'Empire; trois armées marchaient vers la frontière : la première, que Henri devait commander lui-même, se dirigeait par la Champagne sur les duchés de Clèves et de Juliers, dont la possession était le motif des hostilités; une autre allait se joindre au duc de Savoie, et la troisième était réservée à la garde des Pyrénées. Jamais l'Europe n'avait vu de si considérables forces en mouvement, et elle attendait avec anxiété l'issue de la lutte qui se préparait. Au milieu de ces vastes desseins, le roi se sentait agité de tristes pressentiments; il était impatient de quitter Paris, il lui semblait que chaque jour de retard compromettait le succès de ses projets et accroissait les périls inconnus qu'il redoutait; plusieurs fois, il répéta plein d'appréhensions : « Je ne sortirai jamais de cette ville, ils « me tueront; leur dernière ressource est dans ma mort. »

Enfin le couronnement de Marie de Médicis, à qui le roi avait remis la régence du royaume durant son absence, avait eu lieu à Saint-Denis le 13 mai 1610 : c'était la seule cause des ajournements qu'éprouvait le départ de Henri; il était libre, deux jours encore et il s'éloignait de Paris. Mais les heures de sa vie étaient comptées, et cette grande entreprise, si ardemment poursuivie, devait lui échapper; ces dangers dont son imagination était frappée devaient se réaliser. Le 14 mai 1610, le roi, inquiet et rêveur, avait essayé de reposer quelques instants, il s'était jeté à diverses reprises sur son lit mais sans pouvoir dormir; enfin, pour échapper à ses sombres préoccupations, vers quatre heures de l'après-midi il monta dans son carrosse, accompagné des ducs de Montluçon et d'Épernon, du maréchal de Lavardin, de MM. de La Force, de Mirebeau et de Liancourt : cette voiture, dont Henri IV occupait le fond avec le duc d'Épernon, était ouverte des deux côtés et il était facile d'y atteindre. En quittant le Louvre elle prit la rue Saint-Honoré et se dirigea vers l'Arsenal, où le roi voulait rendre visite au duc de Sully, qu'une indisposition empêchait de sortir. Arrivé dans la rue de la Ferronnerie, alors fort étroite, le carrosse royal fut arrêté par un chariot chargé de foin, et cette circonstance frivole décida de la destinée

du roi de France : les valets de pied qui gardaient les portières passèrent par le cimetière des Innocents pour devancer le roi; à ce moment un homme de moyenne taille, s'élançant vers la voiture, monte sur une roue et frappe Henri IV de deux coups de poignard. Le malheureux roi n'eut que la force de s'écrier : « Ah! je suis blessé! » et il expira aussitôt : il avait été atteint au cœur, et l'assassin avait agi avec tant de promptitude qu'aucun des seigneurs ne l'avait vu. Il aurait pu même s'échapper, mais Ravaillac, fier de son crime et de son fanatisme, demeura immobile, le poignard à la main. Tandis qu'on s'emparait de lui et qu'on le conduisait à la prison de la Conciergerie, les portes du Louvre s'ouvraient devant le corps inanimé de ce prince naguère rempli de tant d'espérances et le plus ferme appui du royaume.

La mort de Henri IV jeta dans Paris une consternation profonde; non pas que le roi eût toute la popularité qu'on lui a faite depuis, mais comme il le prévoyait quand le jour même de sa mort il disait tristement à Bassompierre : « Vous ne me connaissez pas maintenant, vous » autres : mais je mourrai un de ces jours, et, quand vous m'aurez perdu, » vous connaîtrez tout ce que je valais et la différence qu'il y a de moi » aux autres hommes : » Henri fut regretté dès qu'il n'exista plus. On comprit alors que sa vie était la garantie de l'ordre et de la puissance nationales : si près des guerres civiles, on s'inquiéta lorsqu'au lieu d'un souverain ferme, éclairé, qui savait être le maître entre la noblesse ambitieuse de la Ligue et les chefs indépendants de la réforme; que redoutait l'Europe, qui connaissait sa valeur et son expérience, on v t pour roi un enfant, pour régente une étrangère, et pour ministres, à la place du sévère et actif Sully, d'avides favoris. Enfin, quoiqu'il fût prodigue pour ses plaisirs, parfois assez oublieux des services qu'on lui rendait; cependant il avait une grâce si naturelle, une parole si franche, tant d'abandon autour de lui, qu'il avait rallié bien des cœurs à sa cause.

En même temps que Marie de Médicis se faisait remettre solennellement la régence par le parlement pour tout le temps de la minorité du roi son fils, la foule se pressait dans la salle du Louvre où on avait placé le corps du roi. Henri IV était étendu sur son lit, la face découverte, vêtu d'un pourpoint de satin blanc. Autour de lui, des religieux et des prêtres des différents monastères de Paris priaient constamment pour le monarque défunt. Le parlement, les princes, tous ces seigneurs anciens compagnons du Béarnais, lui vinrent adresser un dernier adieu; devant ce lit de mort coulèrent des larmes sincères, éclatèrent de vifs regrets : on di-

sait que ce funeste événement avait été annoncé par des signes certains : on rapportait que le premier jour de mai l'arbre planté, selon une vieille coutume, dans la cour du Louvre en l'honneur du roi tomba tout d'un coup sans être agité ni par le vent ni par aucune cause apparente : on se rappelait surtout avec amertume les pressentiments du roi, qui avaient été si cruellement justifiés. Plusieurs jours avant le 14 mai, en causant familièrement avec Bassompierre, il lui avait dit : « Je ne sais ce que c'est, Bassompierre, mais je ne puis me persuader que j'aille en Allemagne. » Et souvent on l'entendit dire : « Je crois mourir bientôt. » Enfin on apprit, non pas sans une sorte de terreur, que sa mort avait été connue dans quelques villes d'Allemagne et dans les Pays-Bas le jour où Ravaillac l'assassinait à Paris ; on prétendait même qu'à l'armée impériale elle fut annoncée à l'avance. Ces bruits ajoutaient en quelque sorte à la tristesse de Paris : on croyait à un immense complot contre Henri ; on supposait au meurtrier de puissants complices, et les noms les plus élevés ne furent pas à l'abri du soupçon . on accusa surtout la maison d'Autriche, que cet événement sauvait ; l'ordre des Jésuites, qui, malgré l'abjuration du roi de France, lui portait, dit-on, une haine profonde : mais rien ne fut prouvé ; malgré les rigueurs de la torture, Ravaillac ne nomma personne.

Le jeudi 27 mai 1610, l'assassin fut exécuté sur la place de l'Hôtel-de-Ville ; durant le trajet la foule l'accabla de malédictions, et ce ne fut pas sans peine que les gardes et les archers le purent conserver à l'échafaud dressé pour lui. Le peuple l'environnait avec fureur, il éclatait contre lui en imprécations : de toutes parts on l'appelait *traître*, *assassin*, et on voulait le tuer avant même qu'il eût atteint la Grève. Le supplice fut horrible et long, mais Ravaillac n'avoua aucun fait nouveau ; il nia constamment qu'il eût des complices, et sa dernière parole fut : « Je vous l'ai déjà dit et vous le dis encore, il n'y a que moi qui l'ai fait. » Néanmoins, malgré ces protestations, les doutes ne furent pas dissipés, et la mort de Henri IV resta enveloppée d'un mystère étrange.

Henri IV avait cinquante-sept ans lorsqu'il fut frappé par Ravaillac : il avait mis fin aux guerres de religion, rétabli la puissance de la France, qu'il s'apprêtait à élever encore au moment où il tomba si subitement : ce sont là de solides titres de gloire, et le Béarnais inaugurait dignement l'avénement de la maison de Bourbon au trône de France.



MORT DU MARÉCHAL D'ANCRE.

Le meurtre du maréchal d'Ancre, le premier acte d'autorité par lequel le fils de Henri IV annonça qu'il prétendait régner, donne l'exacte mesure du caractère faible, irrésolu du successeur du Béarnais : toujours livré aux caprices d'un favori, dominé sans qu'il s'abandonnât volontairement; sévère jusqu'à la rigueur, sans avoir la fermeté de la justice, Louis XIII eût fourni vraisemblablement une des plus déplorables pages de notre histoire, si le pouvoir royal ne fût tombé sous la tutelle inflexible et glorieuse de Richelieu.

A la mort de Henri IV, le Florentin Concini, protégé par la faveur de Marie de Médicis, était rapidement arrivé au premier rang; nommé marquis d'Ancre, investi du gouvernement d'Amiens, de Péronne, de Dieppe, il avait encore réuni aux fonctions de premier ministre la dignité de maréchal de France, et, malgré l'opposition des princes du sang et de la noblesse, il dirigeait seul les affaires au nom de la régente. Si, contraint par la situation du royaume d'abandonner au dehors les vastes projets que Henri méditait, il se rapprocha forcément de l'Espagne et de la

maison d'Autriche, du moins à l'intérieur il comprit la véritable politique de la royauté et s'appliqua à réprimer les révoltes des seigneurs, à éteindre les vieux souvenirs de l'indépendance féodale contre lesquels Richelieu lutta plus tard avec tant de vigueur. Mais le maréchal d'Ancre n'avait pas pour combattre la noblesse encore puissante, une énergie et une intelligence suffisantes; porté à la conciliation, il chercha plutôt à gagner qu'à réduire les partis et les poursuivit seulement assez pour s'attirer d'implacables haines. Le luxe insolent qu'il déployait, ses prodigalités, l'avidité avec laquelle il puisait dans le trésor public, que ses ennemis regardaient volontiers comme leur bien propre, animèrent encore les ressentiments qu'il excitait. Deux fois les seigneurs avaient pris les armes contre son autorité; enfin en 1617 ils se liguèrent de nouveau « pour sauver, disaient-ils, la vie du roi en péril entre les mains d'un » étranger, » et cette fois le roi lui-même s'unit secrètement à eux.

Louis XIII avait alors seize ans, jusqu'alors il était demeuré étranger aux affaires de l'État; entouré de quelques gentilshommes, de jeunes gens dont il s'était fait une cour, sa vie se passait dans de puérils amusements, dans de frivoles plaisirs sans convenance et sans dignité. C'est au milieu de cette existence oisive, poursuivie déjà par l'ennui, que l'un des favoris du prince, Charles d'Albert de Luynes, lui apprit qu'il était roi, qu'il pouvait commander et que l'unique obstacle à sa royale volonté était ce favori, cet Italien à qui sa mère avait remis le pouvoir. Ces conseils ne restèrent pas inutiles. Louis XIII n'aimait pas Concini, dès lors il lui devint odieux; il s'imagina qu'une fois le protégé de Marie de Médicis abattu il serait enfin le maître, Luynes, à la fois poussé par sa jeune ambition et par la ligue de la noblesse, avec laquelle il entretenait de secrètes relations, aigrit la haine du roi, accrut ses méfiances, et la perte du maréchal d'Ancre fut décidée. Après tout, Louis XIII était le souverain de la France; il était libre d'accorder ou de refuser sa confiance au ministre choisi par sa mère, de le changer à son gré : mais agir aussi résolument dépassait sa fermeté, et, plutôt que de prononcer ouvertement une disgrâce, d'envoyer Concini devant le parlement s'il le jugeait coupable, il préféra recourir à une misérable intrigue d'antichambre; il se persuada, sur l'avis de Luynes, qu'un coup de violence lui rendrait le gouvernement de l'État, et conspira avec ses compagnons de jeux l'assassinat du maréchal d'Ancre.

Le lundi 24 avril 1617, vers dix heures du matin, au moment où Concini se rendait au Louvre pour visiter la reine-régente et pénétrait

dans le château par la porte où se trouvaient les archers de garde, le marquis de Vitry, capitaine des gardes du corps du roi, s'approcha du tout-puissant favori et lui dit : « Monsieur, le roi vous demande. — « Moi? répondit Concini. — Oui, vous! » reprit Vitry en dirigeant vers lui son bâton. A ce geste les officiers qui formaient la suite du maréchal, pressentant quelque tentative contre sa personne, mettent la main à leur épée; mais, avant qu'ils aient pu s'en servir, les complices de Vitry tirent plusieurs coups de pistolet sur Concini, et le maréchal tombe percé de plusieurs balles sur le pont-levis du Louvre. Au même instant le colonel d'Ornano, qui attendait dans la cour du château l'issue de cette attaque, court en annoncer le résultat au roi : « Je suis roi maintenant, s'écria « Louis; Dieu soit loué, mon ennemi est mort! » Jusqu'au dernier moment, il avait craint d'échouer dans son entreprise; vingt chevaux sellés et bridés l'attendaient dans le jardin des Tuileries pour fuir à Meaux dans le cas où Vitry aurait manqué l'arrestation du maréchal d'Ancre. Aussi, lorsqu'il apprit la mort du Florentin, il se sentit animé d'une ardeur inconnue, il crut qu'il allait régner; les compagnons de ses jeux l'entourent et l'applaudissent; la noblesse accourt féliciter le jeune souverain, et le place comme en triomphe sur une table de billard pour saluer son avénement; en même temps une déclaration adressée au peuple lui annonce que Louis XIII a pris le gouvernement de l'État. Par les ordres du roi Éléonore Concini, femme du ministre, fut arrêtée, et des gardes tinrent la régente prisonnière dans son appartement. « Malheur à » moi, mon règne est fini! » dit la reine-mère quand elle connut l'attentat qu'on venait de commettre au nom de son fils, et elle retomba sur son lit en pleurant et en soupirant comme si déjà elle eût prévu les misères de l'exil.

Cette cruelle exécution avait paru suffisante au roi pour lui rendre son autorité; mais les ennemis du maréchal d'Ancre voulurent une vengeance complète. Le peuple, qui attribuait au malheureux Concini tous les malheurs du royaume, excité par la noblesse dans son ressentiment, alla piller et dévaster l'hôtel du maréchal; tout y fut brisé ou volé : le jeune Concini, âgé de treize ans, put à peine être sauvé des fureurs de la foule; quand un écuyer vint par l'ordre de la reine l'enlever à ce désastre, cet enfant, naguère héritier d'une si grande fortune, n'avait eu à boire ni à manger depuis le matin, il ne lui restait même pas un lit où dormir, et pour arriver au Louvre il fut obligé de se cacher sous un manteau de laquais. Les outrages envers le corps de Concini arrivèrent jusqu'à une

horrible cruauté; son corps, percé de balles, fut arraché de la tombe et traîné par les rues au milieu d'imprécations et d'injures. dans lesquelles la reine sa protectrice n'était pas épargnée. Le cadavre fut ainsi amené jusqu'au Pont-Neuf, où il y avait une potence dressée à laquelle on le suspendit par les pieds; enfin, comme la rage aveugle de la populace s'augmentait par ses excès mêmes, les restes de Concini furent déchirés en lambeaux, dispersés et jetés dans des bûchers allumés sur les places publiques.

Il semblerait du moins que la maréchale d'Ancre eût assez payé sa haute fortune perdue par la mort de son époux et la ruine de sa famille; mais les haines n'étaient pas satisfaites, cette malheureuse femme dut expier en quelque sorte sa prospérité passée par le supplice. On n'avait contre elle aucun grief légitime; on lui fit un crime de la faveur de Marie de Médicis, on l'accusa de l'avoir obtenue par des sortiléges. Lorsqu'on lui demanda de quel *charme* elle avait usé pour séduire la reine : « D'aucun » autre, répondit-elle avec quelque fierté, que l'ascendant qu'un esprit » supérieur a toujours sur un esprit faible. » Le parlement la condamna comme criminelle de lèse-majesté divine et humaine, sans qu'on pût fournir aucune preuve de sa culpabilité.

Éléonore Galigaï, marquise d'Ancre, monta avec courage à l'échafaud; elle demanda humblement pardon à ceux qu'elle avait offensés, et. tandis qu'elle se recommandait à la miséricorde de Dieu, le bourreau lui trancha la tête et jeta son corps sur le bûcher. La fermeté de ses derniers moments, l'incertitude des fautes qu'on lui reprochait touchèrent la foule, qui, suivant son habituelle mobilité d'impressions, déplora sa mort et maudit ses juges avec une passion égale à celle qu'elle avait mise à l'outrager.

« Enfin je suis roi! » s'était écrié Louis XIII à la mort du maréchal d'Ancre; mais il n'y eut de changé que le nom du ministre tout-puissant, qui s'appela alors Charles d'Albert de Luynes. Le nouveau favori ne montra ni moins d'orgueil et d'insolence, ni moins d'avidité que l'aventurier italien; il pilla à son tour le trésor, il s'attribua les plus hautes dignités, et ne sut pas comme celui-ci lutter contre la noblesse, à laquelle il devait pour ainsi dire son élévation. Vitry obtint, pour récompense de son audace, la dignité de maréchal, déjà on avait payé du même prix à Thémines l'arrestation du prince de Condé; aussi le maréchal duc de Bouillon disait-il, en voyant cet échange d'honneurs contre de honteux services : qu'il rougissait d'être maréchal depuis que cette dignité était la récompense du métier de sergent et de celui d'assassin.



PRISE DE LA ROCHELLE.

L'édit de Nantes, rendu en 1598 par Henri IV, avait non-seulement assuré aux protestants la liberté de conscience, mais encore leur avait accordé d'importants priviléges politiques. Ces concessions, arrachées à Henri IV par les nécessités de son époque, et peut être aussi par les souvenirs de son ancienne union avec les huguenots, avaient, en peu d'années, donné au parti calviniste une force et une influence également dangereuses pour la tranquillité du royaume. Il formait véritablement un État dans l'État même, une puissance de fait à côté de la puissance de droit.

Cette usurpation, qui s'était affermie tant que l'autorité royale fut abandonnée par Louis XIII aux mains inhabiles du maréchal d'Ancre et du duc de Luynes, rencontra dans le cardinal de Richelieu un redoutable adversaire. Il pressentit tous les périls dont une semblable organisation menaçait l'unité politique à laquelle la France s'efforçait d'arriver ; déjà les protestants avaient, dès 1620, montré leurs desseins sans réserve : dans une assemblée tenue à La Rochelle, ils avaient divisé en huit cercles les

sept cent ving-deux églises qu'ils possédaient en France; chacun de ces cercles devait être gouverné par un conseil représentatif et par un chef civil et militaire. Ce projet, hautement délibéré, était la ruine de la France, la substitution d'une république fédérative à l'unité monarchique; l'homme de génie, le grand politique que Louis XIII avait appelé au ministère, le cardinal de Richelieu ne s'y trompa point, et dès lors tous ses efforts s'appliquèrent à rompre le faisceau menaçant de l'union protestante.

La révolte des Rochelais, au moment où l'Angleterre venait de déclarer la guerre au roi de France, lui en fournit une occasion qu'il ne laissa pas échapper. Le 10 août 1627 une armée conduite par le roi lui-même, accompagné du cardinal-ministre, du duc d'Angoulême et du maréchal de Bassompierre, investissait La Rochelle, la plus importante des villes livrées aux réformés, le boulevard du protestantisme, comme on l'appelait alors. La lutte fut longue et terrible; les Rochelais, fiers de leur puissance maritime, de leurs richesses, aspirant à rivaliser sur l'Océan avec les Hollandais, leurs coreligionnaires, étaient décidés à une résistance désespérée : ils comptaient sur l'appui de l'Angleterre, et espéraient assurer à jamais la fortune de leur parti s'ils obtenaient un succès militaire sur les armes du roi de France. A l'approche des troupes de Louis XIII, ou, pour dire plus exactement, du cardinal de Richelieu, ils avaient élu pour maire l'amiral Guiton, l'un des chefs les plus fermes, les plus intrépides de la réforme. Après avoir résisté au choix des habitants, Guiton accepta enfin la magistrature qu'on lui offrait et, prenant un poignard, il le montra à la foule qui l'entourait en disant : « Je serai maire, puisqu'absolument vous le voulez; mais c'est à condition qu'il me sera permis d'enfoncer ce poignard dans le sein du premier qui parlera de se rendre. Je consens qu'on en use envers moi dès que je proposerai de capituler, et je demande que ce poignard demeure tout exprès sur la table de nos assemblées. »

Avec un chef rempli d'une telle résolution, maîtres de la mer par leur port, secondés par une flotte anglaise, animés enfin d'une courageuse ardeur, les calvinistes semblaient invincibles; mais ils avaient à combattre une énergie supérieure à la leur, une volonté indomptable, un caractère inflexible. Le cardinal était résolu d'abattre enfin ce refuge du calvinisme et de la noblesse, d'où l'on bravait depuis trop long-temps l'autorité du roi. « Il savait, a-t-il écrit lui-même, que, tant que les huguenots auraient le pied en France, le roi ne serait jamais le maître au dedans ni

n'entreprendrait aucune action glorieuse au dehors, aussi peu rabattrait l'orgueil des grands, qui regardaient La Rochelle comme une citadelle à l'ombre de laquelle ils pourraient témoigner et faire valoir impunément leur mécontentement. » Il fallait que La Rochelle tombât pour que Richelieu pût librement marcher dans l'administration du royaume, et aucun obstacle ne réussit à le détourner de ce but important. A la fois général, ingénieur, administrateur, l'infatigable ministre suffisait à tous les soins, à tous les travaux : il traçait les plans d'attaque, ordonnait la marche des troupes, surveillait l'arrivée des convois, s'occupait enfin des affaires les plus considérables et des plus médiocres détails avec un sens et une vigilance admirables. Soldat au besoin, le cardinal se couvrait d'un casque, d'une cuirasse, et parcourait la tranchée. Chef toujours habile, il ne s'oubliait pas un instant; il communiquait aux troupes son ardeur, et tout le monde répétait avec lui ce mot d'ordre donné au commencement du siége : *Passer ou mourir*. Pour cette expédition, pour attaquer La Rochelle, Richelieu avait créé une marine, il avait établi des chantiers, formé des matelots, organisé une flotte qui occupait la mer tandis qu'une ligne de circonvallation de trois lieues d'étendue, garnie de forts et défendue par vingt-cinq mille hommes, cernait sur le continent la cité rebelle.

Cependant, malgré tant d'efforts, La Rochelle résistait : la ville était très-forte, les hommes les plus décidés de la cause protestante s'y étaient renfermés; et Guiton, fidèle à sa mission, se défendait avec intrépidité. La disette pouvait seule réduire les habitants à la soumission; mais leur marine, unie à celle de l'Angleterre, tenait l'entrée du port libre et permettait de renouveler constamment les approvisionnements. Le cardinal fit alors construire par Metezeau, architecte du roi, une vaste digue qui fermait le port aux vaisseaux étrangers, et enlevait à la ville assiégée tout secours extérieur. Trois expéditions anglaises vinrent successivement échouer contre cet obstacle gigantesque, dont actuellement encore on aperçoit les traces à marée basse.

Les Rochelais, réduits à leurs propres ressources, se défendirent pendant plusieurs mois avec un héroïque courage : ils supportèrent toutes les horreurs de la famine sans consentir à se rendre. La moitié de la population avait succombé, la garnison se composait de cent cinquante-quatre hommes quand, pour la première fois, on parla de capituler; mais, au milieu de la misère générale, en face du désespoir des habitants, Guiton demeurait inébranlable : « Pourvu qu'il reste un

homme pour fermer les portes, cela suffit! » répondait-il à ceux qui lui représentaient que bientôt il ne resterait plus personne dans cette malheureuse cité.

Enfin, après quatorze mois de siége, après une résistance qu'on ne pouvait comparer qu'à l'opiniâtreté de l'attaque, les Rochelais, perdant tout espoir de salut, quelques citoyens se rendirent vers Richelieu pour obtenir, par son entremise, une capitulation. Le ministre promit de parler au roi, alors absent, aussitôt son retour, qui devait avoir lieu dans huit jours. « Comment, monseigneur, huit jours, reprit un des envoyés, il n'y a pas dans La Rochelle de quoi en vivre trois! » Le 28 octobre 1628, on signa une convention qui enlevait à La Rochelle tous ses priviléges; et le lendemain une députation vint présenter à Louis XIII les soumissions des habitants : Richelieu put alors pénétrer triomphant dans cette ville conquise au prix de tant de persévérants efforts.

Le mercredi 1er novembre 1628 Louis XIII fit son entrée solennelle dans la cité vaincue. A la porte il fut reçu par le cardinal-ministre, qui lui présenta les clefs de la Rochelle, dues à la fois à la valeur du souverain, au courage et à l'intelligence du ministre; puis, précédé du cardinal Richelieu, accompagné du duc d'Angoulême, de Bassompierre, de Schomberg, de Lacurée, d'Effiat, le roi se rendit à l'église Sainte-Marguerite pour remercier le ciel du triomphe de ses armes, que célébraient les salves retentissantes de l'artillerie de la ville et du port. Les habitants de La Rochelle, qui voyaient s'évanouir toutes les espérances qu'ils avaient formées, qui devaient renoncer à leur indépendance passée et à la souveraineté maritime qu'ils rêvaient, réunis sur leurs remparts brisés, reçurent le roi avec plus de désespoir que de repentir.

La prise de La Rochelle fut, avec l'abaissement de la noblesse, l'acte le plus important de l'administration de Richelieu : elle ruina les prétentions d'indépendance du protestantisme et lui porta un coup mortel; elle enleva un de ses plus sûrs appuis à la rébellion des grands, et rendit à la souveraineté sa liberté d'action à l'intérieur et à l'extérieur. « Elle fonda » tout à fait, a dit un historien du règne de Louis XIII, la puissance du » prélat ministre, amiral et général d'armée, jusqu'ici incertaine et con» trariée, dépendante encore de la reine-mère, réduite à des hésitations » ou à des complaisances, maintenant établie sur le roi par l'autorité d'un » grand service, sur le royaume par l'estime ou la crainte, au dehors » par une éclatante renommée. »



SUPPLICE DU MARÉCHAL DE MONTMORENCY.

Jamais l'autorité de Richelieu ne fut si gravement menacée, ni si ouvertement attaquée que par la conspiration à laquelle le maréchal de Montmorency prêta l'appui de son nom et de son épée. Ce fut une révolte audacieuse, un véritable soulèvement contre le roi, contre la France; et, pour qu'un si funeste exemple n'entrainât pas de nouvelles désobéissances, le cardinal-ministre eut besoin de toute son activité, de toute son énergie.

Après la célèbre journée des Dupes, dans laquelle la confiance de Louis XIII parut échapper à Richelieu pendant quelques heures pour lui revenir plus complète et plus forte, Gaston, duc d'Orléans, frère du roi, qui s'était depuis long-temps mis à la tête des mécontents, avait fui d'abord en Lorraine, puis dans les Pays-Bas, d'où il essayait de renouer des intrigues dans le royaume, de susciter de nouveaux troubles et de se former un parti. Le maréchal de Montmorency, à qui il s'adressa, céda à ses instances plutôt par un entraînement d'honneur, comme il l'eût accompagné à un duel, que par un ressentiment politique contre le cardinal. Henri, duc de Montmorency, gouverneur du Langue-

doc, était âgé de trente-sept ans; à la cour il occupait le premier rang par sa naissance, par ses dignités et surtout par la noblesse et la loyauté de son caractère; parmi les soldats et le peuple sa bienveillance, ses largesses, l'éclat de sa maison lui avaient acquis une extrême popularité; ses alliances, les hautes fonctions, l'influence qu'il exerçait dans le Languedoc, où il était maître plus que le roi, faisaient de Montmorency un redoutable adversaire : les états de Languedoc récemment assemblés avaient déclaré confondre les intérêts de la province avec les siens; le Dauphiné, la Guienne, gouvernés par le duc de Créqui et le duc d'Épernon, n'étaient pas sûrs; Gaston se dirigeait avec quelques troupes vers le midi, où il espérait voir éclater à son arrivée un soulèvement général; enfin l'Espagne appuyait secrètement ces mouvements, et Richelieu savait qu'au premier désordre elle les seconderait de ses troupes. Aussi, dès qu'il connut cette conspiration, le cardinal agit avec sa rigueur habituelle; le parlement de Paris immédiatement réuni déclara, en présence du roi, rebelles et traîtres Montmorency et tous ceux qui se joindraient à lui. Après la séance le souverain et son habile ministre partirent pour le midi, en même temps qu'une armée commandée par le maréchal de Schomberg marchait contre les rebelles.

Schomberg rencontra Montmorency et le duc d'Orléans à peu de distance de Castelnaudary. Aussitôt que Gaston se vit en face des troupes royales, sa résolution commença de faiblir; et même avant l'engagement il songeait déjà à se soumettre au roi son frère. Montmorency, après être allé visiter les avant-postes, revint dire au duc d'Orléans : « Ah, monsieur, voici le jour où vous serez victorieux..... » mais il faut rougir cette épée jusqu'à la garde. — Ah! monsieur de » Montmorency, répondit le duc d'Orléans, le chef de la conspiration, à ces » paroles encourageantes, il y a long-temps que vous me promettez de » grandes victoires, et je n'ai encore eu que des espérances. Quant à moi, » je veux bien que vous sachiez que je saurai toujours bien faire ma paix » et me retirer moi troisième. » Malgré cette sorte de désertion, ce lâche abandon du prince qui l'avait entraîné à la révolte, Montmorency ne recula pas, mais il conserva peu de confiance; et quand il s'avança contre Schomberg, ce fut plutôt en soldat hardi qui cherche la mort qu'en général qui tente de remporter une victoire. A cheval et le pistolet au poing, il se jeta avec quelques-uns des siens au plus fort de la mêlée et combattit résolument jusqu'à l'instant où, atteint de dix blessures, il tomba mourant sous son cheval frappé lui-même d'une arquebusade.

Bientôt il fut environné, et on le conduisait prisonnier à Castelnaudary tandis que Gaston jetant ses armes faisait en toute hâte sonner la retraite.

Deux mois après la défaite de Castelnaudary, au moment où les cloches annonçaient à Toulouse l'arrivée du roi de France, le duc de Montmorency, escorté par huit compagnies de cavalerie, tant on craignait un mouvement en sa faveur, entrait dans la vieille capitale du Languedoc; on l'enferma dans la tour du beffroi de l'hôtel de ville, gardée constamment par cent suisses de la garde, et le procès de l'illustre rebelle s'instruisit devant le parlement de Toulouse. Louis XIII et son ministre étaient venus afin d'en surveiller la marche et de lutter par leur présence contre les sollicitations et les influences des amis du prisonnier.

Le crime était trop évident pour qu'aucune défense fût possible, Montmorency n'essaya même pas de se justifier : il avoua son erreur avec un sincère repentir, et témoigna dès lors une résignation et en même temps un courage qui jetèrent sur ses dernières heures un profond intérêt. « Messieurs, répondit-il à la première interrogation des juges » du parlement, quoique vous ne soyez mes juges naturels et ne doive » vous reconnoître en ma qualité de duc et pair de France, néanmoins, » puisqu'il plaît au roi que je réponde, je le ferai. Je m'appelle Henri de » Montmorency, duc et pair de France et filleul du feu roi; quant au » sujet de ma prévention, c'est que j'ai eu le malheur d'avoir été pris les » armes à la main contre mon prince, dont j'ai un très-grand déplaisir. » Puis il ajouta les larmes aux yeux que, s'il plaisait au roi lui donner la vie, il ne la voudrait obtenir que pour l'employer à son service et expier par l'épanchement de son sang la faute qu'il avait commise. Il ne pouvait y avoir ni doute ni hésitation parmi les juges; l'éclat de ce soulèvement condamnait à l'avance l'accusé, et le 30 octobre 1632 le parlement rendit un arrêt qui déclarait la confiscation des biens de Montmorency, abolissait son titre de duc et sa pairie héréditaire et ordonnait qu'il aurait la tête tranchée. Le duc entendit avec un calme parfait sa condamnation ; aussitôt qu'elle fut prononcée, il écrivit à sa femme cette lettre touchante : « Mon cher cœur, je vous dis le dernier adieu » avec une affection aussi vive que celle qui a toujours existé entre nous. » Je vous conjure pour le repos de mon âme, qui espère être bientôt dans » le ciel, de modérer vos sentiments de douleur et de recevoir de la main » de notre Sauveur cette affliction; j'ai reçu tant de grâces de sa bonté » que vous devez avoir tout sujet de consolation. Adieu pour jamais. » Puis il devint étranger à toute autre préoccupation que celles de la religion.

Tandis que le duc de Montmorency se soumettait, tout autour de lui s'intéressait à son sort : les églises étaient remplies d'une foule qui priait pour lui; en même temps le roi et Richelieu étaient vivement sollicités; le vieux duc d'Épernon se jeta aux genoux de Louis XIII en réclamant le pardon du coupable; le prince de Condé, sa femme, sœur de Montmorency, la duchesse de Montmorency, le duc d'Angoulême supplièrent également, sans succès : le souverain et le ministre demeurèrent inflexibles. Pour toute grâce ils permirent seulement que le condamné fût exécuté dans la cour intérieure de l'hôtel de ville.

Le 30 octobre Montmorency entendit la lecture de son arrêt, il rendit à un officier du roi le collier de l'ordre du Saint-Esprit et le bâton de maréchal en disant simplement : « Tenez, les voilà; je les rends volontiers au roi, puisque je suis tout à fait indigne de sa grâce. » Puis ensuite, couvert d'une mauvaise casaque de soldat, le col découvert, il marcha avec fermeté au supplice, assisté de ses confesseurs et tenant en main le crucifix. Les portes de l'hôtel de ville étaient fermées, le palais municipal soigneusement gardé; dans la cour où allait s'accomplir cette grande expiation il n'y avait que le grand-prévôt avec ses archers, les greffiers du parlement, les capitouls et les officiers du corps de ville. Le duc, en entrant dans la cour où se dressait l'échafaud, aperçut la statue de Henri IV placée au-dessus de la porte intérieure de l'hôtel de ville, il considéra avec un attendrissement profond les traits de ce grand prince, salua les personnes qui l'environnaient, et d'un pas ferme monta sur l'échafaud tendu de noir; posant sa tête sur le fatal billot sans éprouver un instant de trouble ni de crainte : « Mon ami, dit-il à l'exécuteur, je te pardonne de bon cœur; » il adressa au religieux qui l'avait accompagné un adieu suprême, répéta doucement . *Domine, accipe spiritum meum!* et attendit; alors la hache du bourreau étincela un instant, et la tête du dernier héritier direct de la maison de Montmorency roula sur l'échafaud.

L'émotion que causa le spectacle de cette mort si pieuse, si résignée. fit aisément oublier la faute du coupable; la sévérité de Richelieu fut maudite par ses contemporains. Mais l'histoire, plus calme, doit se montrer plus impartiale : il faut se rappeler les nécessités cruelles mais légitimes de sa situation; il faut le voir environné de toute cette noblesse encore ardente, fière, toujours prête à se révolter contre l'autorité royale. à appeler l'étranger en aide à son ambition, pour excuser, tout en les regrettant profondément, les rigueurs qui ont signalé l'administration du grand ministre.



ÉTABLISSEMENT DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

Maître absolu du pouvoir sous le nom de Louis XIII, le cardinal de Richelieu a justifié par son génie cette surprenante fortune. Épris de la grandeur de la France, son attention se portait sans relâche sur tout ce qui pouvait accroître sa puissance et sa prospérité. Au milieu des graves difficultés de la politique extérieure et de l'administration intérieure, alors qu'il dirigeait si habilement au profit du pays les événements compliqués de la guerre de Trente-Ans, lorsqu'il réprimait énergiquement les conspirations de la noblesse liguée contre son autorité, il trouvait le temps encore de protéger les lettres, de favoriser les beaux-arts, de ranimer les manufactures de luxe établies par Henri IV et de créer une marine. Aussi doit-on dire avec justice que non-seulement il a fait la gloire du règne de Louis XIII, mais qu'il a préparé celle du siècle de Louis XIV.

Richelieu fut le protecteur éclairé de Simon Vouët et de l'école fondée par ce maître; il appela de Rome le Poussin et le combla de distinctions; il encouragea de ses bienfaits Le Sueur, Philippe de Champagne, Sarrazin; aux lettres enfin il accorda l'établissement de l'Académie fran-

çaise, qui a tant contribué à former la langue et à conserver les précieuses traditions de notre littérature.

Au commencement du dix-septième siècle, vers 1630, quelques écrivains, dont les noms sont aujourd'hui presque oubliés, se réunissaient une fois par semaine chez l'un d'eux afin de causer familièrement des travaux littéraires de leur temps. Cette assemblée n'avait aucun caractère officiel, ses opinions n'avaient nulle autorité et restaient renfermées dans l'intimité de ses séances. Le cardinal de Richelieu fut instruit de ces réunions par Bois-Robert, qui y était admis, et aussitôt il conçut la pensée d'en former une institution privilégiée qui pût concentrer et diriger les efforts de notre littérature : il offrit son appui à cette société de gens de lettres et l'autorisa à lui présenter le projet d'une constitution régulière. Après quelques jours de délibérations, Beautru, Chastellet et Bois-Robert se rendaient au Palais-Cardinal et apportaient au ministre de Louis XIII le plan sur lequel s'établit l'Académie. Quarante membres choisis par la voie de l'élection devaient la composer, elle était présidée par un directeur assisté d'un chancelier et d'un secrétaire nommé à vie. On avait hésité sur le titre qu'elle prendrait; on proposa celui d'Académie d'éloquence, d'Académie des beaux-esprits, et d'Académie française : ce fut à ce dernier qu'on s'arrêta, « parce que, disait-on dans la « lettre adressée au ministre, il était le plus modeste et le plus propre à « la fonction de la compagnie. Pour le sceau dont elle se servirait et les « privilèges dont elle jouirait, elle s'en remettait à son fondateur. » Le cardinal accueillit avec bienveillance cette députation; il adopta tous les articles rédigés, sauf celui qui disait : que *chacun des académiciens promettrait de révérer la vertu et la mémoire de leur protecteur*, dont il exigea la suppression. Du reste cet homme si absolu dans ses volontés, qui ne souffrait aucune contradiction à ses ordres, laissa aux académiciens une entière liberté dans leurs discussions et dans leurs choix; il répondit qu'il estimait toute la compagnie en général et chacun de ceux qui la composaient en particulier; qu'il lui savait gré de ce qu'elle lui demandait sa protection, et qu'il la lui accordait de bon cœur.

Enfin, le 2 janvier 1635, des lettres patentes du roi donnèrent à l'Académie française son existence officielle; de ce jour elle devint un des corps de l'État. Dans le préambule de cette ordonnance de fondation, qui instituait l'assemblée nouvelle pour surveiller et régulariser les progrès de la langue, on remarque ce passage, qui n'honore pas moins Louis XIII que son ministre, et qui atteste au besoin la confiance qu'il avait en lui :

« Nous croirions faire tort à la suffisance et à la fidélité qu'il nous a fait « paroître, si, en ce qui nous reste à faire pour la gloire et l'embellisse- « ment de la France, nous ne suivions ses avis. »

Au moment où Richelieu accordait son puissant appui à la littérature et à la langue, toutes deux sortaient des doutes et des essais du seizième siècle; elles s'épuraient et acquéraient la clarté, l'expression nette, la raison sûre qui ont fait leur caractère spécial. Des formes pédantesques, des tours recherchés, des serviles imitations de l'antiquité de Ronsard, de Baïf, d'Amyot, se dégageait ce beau langage, ce style limpide et ferme à la fois, dont notre littérature a laissé tant d'excellents modèles. Déjà Corneille composait *le Cid*, Molière cherchait la voie de son génie, Malherbe régularisait les élans de la poésie, Descartes recréait la philosophie et l'écrivait avec une remarquable précision; Vaugelas, Balzac, Voiture unissaient également leurs efforts afin d'ouvrir à la langue sa véritable voie. Mais, pour que ces tentatives produisissent tous leurs résultats, il était nécessaire de les associer, il fallait à la littérature l'unité d'action qui avait fait la force politique de la France.

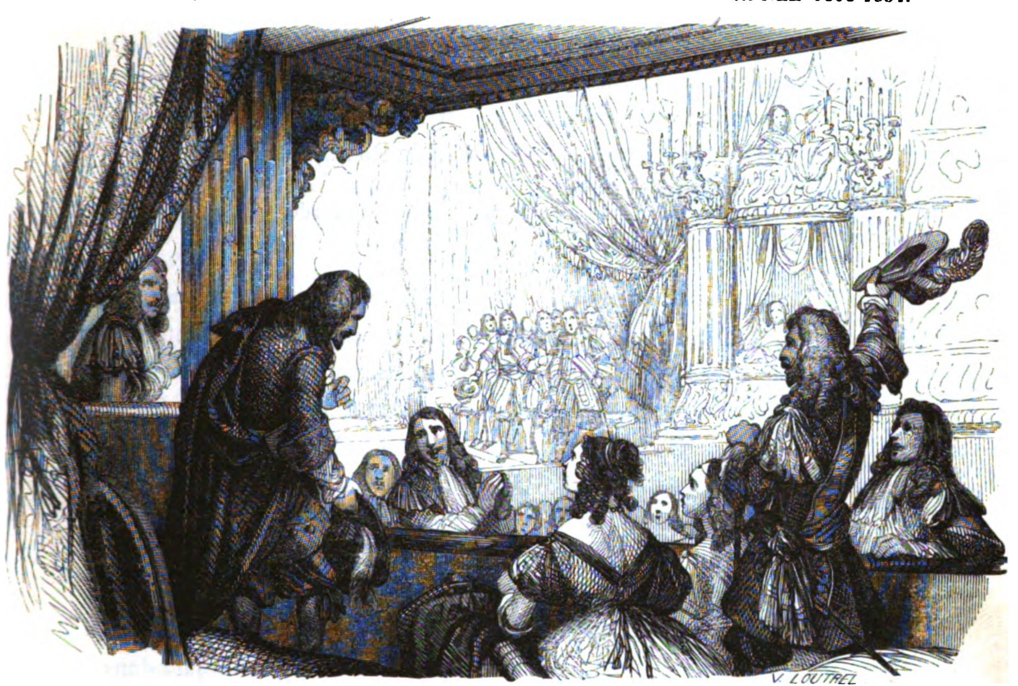
L'établissement de l'Académie française atteignit ce but, il assura l'avenir littéraire du pays. C'est dans cette assemblée que se discutèrent les règles qui ont fixé notre langue, c'est là que s'est formée sa législation; elle établit un centre commun où vinrent se réunir tous les grands esprits qui à diverses époques ont honoré la France.

La fortune de l'Académie française s'accrut rapidement, et, dès le règne suivant, elle devint une des plus brillantes sociétés littéraires de l'Europe. Successivement elle attira dans son sein les écrivains supérieurs, et, si l'on parcourt son histoire depuis son organisation, on y trouve inscrits tous les noms célèbres de notre littérature. Les deux Corneille, Racine, La Fontaine, Boileau, Bossuet, Fénelon, Fléchier, Montesquieu, Crébillon, La Bruyère, Quinault, Condillac, Mézerai, Voltaire, Buffon ont tour à tour siégé à l'Académie. Les hommes d'État, les plus illustres par leur naissance, ne dédaignèrent pas d'y être admis et considérèrent comme un honneur de prendre place parmi les intelligences d'élite qui y régnaient souverainement. De tous les grands écrivains du dix-septième siècle, Molière seul, par des susceptibilités qu'explique l'époque, si elle ne les excuse pas entièrement, manqua à la gloire de l'Académie.

Louis XIV, dès les premières années de son règne, désira remplacer Richelieu comme protecteur de l'Académie, à laquelle alors il assigna pour ses séances une salle du Louvre. Bientôt une Académie des scien-

ces, établie en 1666 par Colbert sur l'ordre du roi; une Académie des inscriptions et belles-lettres, formée en 1701; une Académie des beaux-arts, définitivement organisée en 1748, complétèrent l'institution créée par Richelieu et assurèrent aux beaux-arts, aux sciences, ainsi qu'à la littérature, une direction uniforme et permanente. La France servit encore cette fois d'exemple à l'Europe, et l'institution de Richelieu, à laquelle le grand roi accordait son éclatante protection, fut imitée successivement : en Allemagne, où des académies furent fondées à Vienne en 1552 et à Berlin en 1700; en Suède, où Linné établit également, en 1739, une assemblée littéraire et scientifique.

La révolution française interrompit un moment les destinées brillantes de l'Académie française; mais, quand le calme fut rétabli, le Directoire réorganisa, en 1795, cette grande assemblée scientifique et littéraire sous le nom d'Institut. Bonaparte, qui considérait comme une précieuse distinction la place qu'il avait obtenue à la section des sciences, et qui signait volontiers durant la campagne d'Égypte : « Bonaparte, membre de l'Institut, » reconstitua complétement l'œuvre de Richelieu et de Louis XIV, en lui conservant toutefois le titre d'Institut. Il divisa, par l'arrêté du 22 janvier 1803, le corps académique en quatre classes : 1° classe des sciences physiques et mathématiques; 2° classe de la langue et de la littérature française; 3° classe d'histoire et de littérature anciennes; 4° classe des beaux-arts. Depuis, dans les mouvements politiques qui ont agité la France, les dénominations ont varié, mais rien d'essentiel n'a été changé à la constitution de l'Académie; elle est demeurée dépositaire de toutes nos richesses intellectuelles, de toutes nos illustrations nationales, et, quoi qu'on ait pu dire, nous ne pensons pas qu'elle ait perdu de son éclat primitif; elle est restée la réunion des esprits les plus distingués, les plus vifs, les plus ingénieux de la France; aujourd'hui comme autrefois elle compte encore dans ses rangs les grands noms littéraires du pays Nos meilleurs historiens, nos écrivains célèbres, nos savants les plus éclairés maintiennent toujours sa supériorité. Si l'on examine l'ensemble de ses travaux aussi bien que les œuvres individuelles qui ont décidé l'élection des différents membres de l'Académie, si on se rappelle la récente publication du *Dictionnaire de l'Académie*, si on consulte les excellents rapports de la section des sciences, les comptes rendus de la section des sciences morales et politiques, rétablie depuis 1830, on ne saurait accuser sans injustice cette grande assemblée d'avoir oublié la mission de progrès qui lui a été confiée par la France.



CORNEILLE.

Pierre Corneille est le créateur de la tragédie en France. Avant lui, Jodelle, Garnier, Mairet et quelques autres dont le nom s'est à peine conservé tentent de louables essais; mais ce sont encore d'imparfaites ébauches. Les tragédies de Corneille, au contraire, sont des œuvres de maître; quand il a enfin trouvé la véritable voie de son génie, il y marche d'un pas ferme, puissant, et s'élève à de suprêmes hauteurs. Du même coup il trouve la forme et le langage tragiques, il fournit enfin des modèles dont le sublime de pensée et d'expression n'a jamais été dépassé. *Le Cid*, représenté en 1636, fut le premier éclat de cet énergique esprit: Corneille avait alors trente ans; ses travaux, jusqu'à ce moment, l'avaient à peine séparé de la foule des contemporains. *Mélite*, *Clitandre*, *la Veuve*, *la Place royale*, *Médée* même, étaient des ouvrages ordinaires, comparables à tout ce qu'on produisait alors. *Le Cid* est un brillant et lumineux rayon qui répand de vives clartés dans le monde littéraire où il apparaît. On ne saurait exprimer l'admiration, l'enthousiasme qu'excita en France l'œuvre héroïque du jeune poète; tout se réunissait pour ajou-

ter un intérêt particulier à cette heureuse tentative : l'éloignement dans lequel vivait l'auteur de Paris et de la société où se faisaient les réputations, l'obscurité presque complète de son nom, son âge enfin, qui rappelait invinciblement ces deux vers du rôle de Rodrigue :

> Je suis jeune, il est vrai, mais aux âmes bien nées
> La valeur n'attend pas le nombre des années.

La foule remplissait chaque soir l'hôtel de Bourgogne, et applaudissait avec transport et Rodrigue et Chimène; il semblait, aux représentations du *Cid*, que la nation reconnaissait, honorait son propre génie dans celui de Corneille. Long-temps ces mots : « Beau comme *le Cid*, » furent la formule d'une admiration excessive. Toutefois le triomphe de Corneille ne demeura pas exempt d'amertumes : au milieu des hommages publics quelques critiques violentes se firent entendre, et le poète fut attaqué avec autant de vivacité qu'il était applaudi. La gloire de l'auteur du *Cid* importuna un instant le ministre de Louis XIII; il ne pouvait souffrir d'entendre ce nom dans toutes les bouches, et, s'il ne poursuivit pas Corneille dans sa personne, il ne put s'empêcher de le faire attaquer dans son œuvre. Au fond, Richelieu trouvait-il en effet la tragédie inférieure aux tristes productions des auteurs médiocres qui flattaient sa puissance? On aimerait presque à le supposer pour l'honneur de son caractère. Quoi qu'il en soit, que ce fût une inimitié personnelle ou une erreur de goût, qu'il ne comprît pas la forte poésie du *Cid* ou qu'il se rappelât avec quel empressement, quelle superbe indépendance Corneille avait échappé à sa protection, il fut quelque temps son ennemi. Scudéry et Colletet devinrent les instruments principaux de son ressentiment, ils attaquèrent avec une envieuse passion l'ouvrage que la France admirait. L'Académie, nouvellement instituée, fut sollicitée de condamner *le Cid*, et on doit ajouter que, bien qu'elle fût placée sous l'autorité de Richelieu et unie à lui par tant de liens de reconnaissance, elle remplit cette tâche avec autant de convenance que de modération. Dans un travail publié sous le titre de *Sentiment de l'Académie sur le Cid*, elle condamna le sujet de cette tragédie et déclara expressément qu'il n'était pas bon; mais elle le fit en termes mesurés et avec autant d'impartialité qu'elle le pouvait. Corneille repoussa fièrement ces attaques par une pièce de vers dans laquelle on trouve ces répliques hardies au poète-ministre, qui confiait à cinq écrivains l'exécution de ses projets littéraires : « *Je ne dois qu'à moi seul toute* « *ma renommée* et *Mon travail sans appui monte sur le théâtre.* »

Mais sa meilleure réponse fut la tragédie d'*Horace*, représentée trois années après *le Cid* et dans laquelle Corneille se montra supérieur encore à lui-même. Alors Richelieu avait oublié ses ressentiments, et la tragédie d'*Horace* lui fut dédiée. Après ce second ouvrage suivirent *Cinna*, *Polyeucte*. *Rodogune*, *Héraclius*, produits par le poète dans toute la force de son génie, et qui lui valurent le surnom de grand : « Non-seulement, » a dit Voltaire, pour le distinguer de son frère, mais du reste des » hommes. »

Malgré ces hautes qualités et la gloire que ses ouvrages acquéraient à la France, Corneille n'obtint pas de la royauté de Louis XIV les distinctions qu'il méritait; sa vie fut privée de ces libéralités royales, de cette faveur pleine de bienveillance qui récompensèrent les travaux de Molière, de Racine, de Boileau. Lorsque le fils de Louis XIII, dans tout l'éclat de sa jeunesse, commença de régner véritablement, Corneille déjà vieux, d'humeur indépendante, un peu chagrine se serait trouvé mal à l'aise dans les galeries de Versailles; il demeura dans sa retraite et fut entièrement négligé. Le roi était brillant, plein d'ardeur, de vivacité, fier de sa puissance, et il voulait pour ainsi dire que tout fût à l'unisson de son heureuse fortune, que le génie s'éveillât aux rayons de son soleil levant. Qu'avait-il affaire de ce poète glacé par l'âge, qui ne pouvait plus illustrer son règne d'aucun chef-d'œuvre; la majestueuse poésie de Racine, sa perfection, la grâce et la douceur habituelles de son vers firent oublier un moment les fiers et mâles accents du grand Corneille.

Mais si la cour, si le roi ne se souvinrent pas de l'auteur du *Cid*, d'*Horace*, de *Cinna*, le public ne méconnut jamais la gloire de Corneille, il l'applaudit constamment et rendit à son génie des honneurs que la royauté n'obtient pas toujours. Entre plusieurs époques glorieuses pour Corneille, il en est une surtout qui le dut toucher profondément et qui rappelle ce noble enthousiasme qu'excitait parmi les Athéniens la présence de Sophocle ou d'Euripide.

Depuis deux années Corneille n'était point paru au théâtre; il vivait obscurément dans la solitude, à l'écart de tous ces esprits brillants que Versailles réunissait alors. Un jour cependant que le grand Condé et le prince de Conti étaient venus à une représentation de l'hôtel de Bourgogne, au milieu de ces brillants costumes qui selon la coutume bordaient les deux côtés de la scène, parmi cette foule étincelante de broderies, couverte de velours et de plumes, on vit apparaître un homme d'une taille moyenne, dont les vêtements négligés formaient un contraste com-

plet avec les riches habits qui l'environnaient. Aussitôt qu'on l'eut aperçu, les acteurs s'interrompirent d'eux-mêmes, les princes, les seigneurs qui formaient leur suite et tous ceux qui étaient sur le théâtre, se levèrent spontanément; le public imita cet exemple, et le nom de Corneille retentit salué par les applaudissements de toute cette salle : cet éclatant témoignage d'admiration se renouvela à tous les entr'actes, et le grand poète put juger que la mémoire de ses premiers succès n'était pas perdue, que sa gloire n'était pas effacée. A la fin de cette remarquable représentation, la sortie de Corneille fut encore accompagnée des mêmes hommages; lorsqu'on le vit se retirer, son nom fut longuement répété, les battements de mains et les acclamations reprirent avec ardeur. A ce moment l'illustre écrivain dut se sentir largement payé de ses travaux, et la faveur du roi put lui sembler moins regrettable à côté de celle que lui témoignait Paris tout entier. Certes c'était une grande soirée pour lui que celle où il vit la foule le recevoir comme un roi, et le grand Condé, le vainqueur de Rocroi, de Lens, de Senef, ce prince glorieux qui déjà avait applaudi ses premiers ouvrages, dont les larmes coulaient involontairement en entendant cette belle parole d'Auguste à Cinna .

Soyons amis, Cinna; c'est moi qui t'en convie,

se lever avec respect à sa présence et incliner sa gloire militaire devant la gloire littéraire du poète.

En 1684, Corneille se mourait à Paris dans une situation difficile : moins heureux que Molière, il avait survécu à son génie ; les faibles efforts de sa vieillesse avaient fait oublier les chefs-d'œuvre de son âge mûr et, pour adoucir l'amertume de ses dernières heures, il fallut que Boileau, rachetant ainsi la dure épigramme qu'il avait adressée à cet esprit défaillant, sollicitât la munificence de Louis XIV et qu'il arrachât à son immense prodigalité un médiocre secours pour le poète expirant.

Corneille fut enseveli à Saint-Roch, et, jusque vers les dernières années de la restauration, ni un marbre, ni même une inscription, n'indiquèrent la place où il reposait. A cette époque seulement, par les soins du duc d'Orléans, un buste surmonta la tombe de l'auteur du *Cid*, et son nom fut gravé sur la pierre funèbre. Depuis, Rouen, où Corneille est né, a rendu un solennel hommage à sa mémoire. On a élevé une statue à l'illustre poète, et le bronze a fait revivre ses traits énergiques parmi ses concitoyens.



BATAILLE DE ROCROY.

La victoire de Rocroy fut pour la France un de ces grands événements nationaux, aussi importants par l'influence morale qu'ils exercent que par leurs résultats matériels. Louis XIII venait de suivre au tombeau son ministre, le cardinal de Richelieu, laissant après lui un roi de cinq ans, et pour régente une princesse, Anne d'Autriche, d'un esprit plutôt irascible que ferme, d'un caractère indolent, mais assez éprise cependant du pouvoir pour trouver au besoin de l'énergie et de la constance, afin de le conserver intact à son fils. Richelieu enfin avait remis à Mazarin le soin de continuer au dehors l'œuvre qu'il avait poursuivie avec tant d'ardeur, l'abaissement de la maison d'Autriche; et le nouveau ministre continuait cette grande politique, qui devait aboutir au traité de Westphalie et assurer la supériorité de la France sur son ancienne rivale.

Cette situation était difficile . les incertitudes inséparables des premiers jours d'une régence, les mécontentements et la haine de la noblesse contre l'autorité de Mazarin, les embarras financiers, l'agitation qu'un changement de règne avait jetée dans les esprits; au dehors enfin les derniers

mouvements de cette célèbre guerre de Trente-Ans, qui agita toute l'Europe et dont tous les efforts étaient alors portés vers la France, présentaient à l'administration de nombreux périls, et, pour en triompher, il fallut toute l'habileté, toute la finesse, toutes les ressources d'esprit de Mazarin. Toutefois, dès les premiers jours de son administration, il fut secondé par le génie militaire et par le courage d'un prince qui devait plus tard, durant la Fronde, devenir son adversaire; le duc d'Enghien à Rocroy gagna la cause de la régence, autant que l'intelligence et l'activité du cardinal-ministre purent le faire à Paris. Richelieu, dans les dernières années de sa vie, avait assuré à sa politique l'appui de cette illustre maison de Condé, qui, depuis son origine, comptait tant d'hommes éminents, en unissant l'héritier de cette grande race, celui qui devait être un jour le grand Condé, à sa nièce, mademoiselle de Maillé-Brézé. Mazarin s'était également efforcé d'attacher le duc d'Enghien à la cause royale; et malgré sa jeunesse, il n'avait encore que vingt-deux ans, il lui confia le commandement de l'armée de Flandres, en lui donnant pour lieutenant, afin de contenir l'ardeur de son âge, le vieux maréchal de L'Hospital. D'Enghien, qui déjà avait fait ses preuves dans les dernières campagnes du règne de Louis XIII, partit pour les Ardennes, et bientôt se trouva en présence de l'ennemi.

Les Espagnols, soutenant la cause de la maison d'Autriche, avaient attaqué la France; profitant des embarras de la reine régente, ils avaient franchi la frontière et mis, avec vingt-cinq mille hommes, le siége devant Rocroy, seule ville qui couvrît la route de Paris par la Champagne. Cependant, malgré les dangers d'une invasion, malgré les menaces de cette armée qui pénétrait en France, Mazarin avait recommandé la prudence et la modération au duc d'Enghien, et l'avait engagé à éviter le combat autant qu'il le pourrait. Mais le jeune général avait trop de hâte de signaler son courage pour se rendre à ces conseils; n'écoutant que les inspirations de son audace, il résolut d'attaquer les Espagnols et de dégager Rocroy. Depuis six semaines ceux-ci assiégeaient la place, ils étaient maîtres de toutes les positions; et, pour les combattre avec quelque avantage, pour les rejoindre dans la plaine où ils s'étaient établis, sous les murs de Rocroy, il ne restait qu'une route ouverte aux Français, c'était un étroit défilé à travers les marais et les bois qui environnaient la plaine où campaient les Espagnols. Le duc d'Enghien se décida à franchir cette voie périlleuse : sa jeune hardiesse l'emporta sur la vieille expérience du général espagnol François de Mello; et, le 18 mai 1643.

l'armée française, après avoir passé à travers les marais et les bois qui environnent Rocroy, se déployait dans la plaine et prenait position en face des Espagnols. Bientôt des deux côtés on se prépara à combattre : le 18 même le duc d'Enghien eût donné le signal de l'engagement, si un mouvement fâcheux de La Ferté n'eût un instant porté le désordre parmi ses troupes; avant qu'elles ne fussent retablies dans leurs postes la nuit était venue, et il fallut remettre au lendemain la bataille que chaque parti désirait.

Cette nuit, qui précéda la journée de Rocroy, se passa dans un calme profond; les soldats avaient allumé de toutes parts des feux qui éclairaient la plaine au loin et laissaient apercevoir Rocroy, dont la destinée allait se décider le lendemain. Nulle alarme ne troubla ce solennel repos; le bruit lointain du canon qu'on tirait à Rocroy éveillait seul par moments les échos des forêts voisines. En face de cette armée ennemie, le duc d'Enghien reposa avec une parfaite tranquillité, comme s'il était assuré de la victoire; et son sommeil fut si profond à la veille de cette bataille, où pour la première fois il commandait en chef, qu'il fallut le réveiller. Bientôt il fut à cheval, et l'armée se mit en mouvement. Le jeune général parcourut les rangs en adressant, au milieu des cris de : Vive le roi! vive d'Enghien! quelques paroles à ses soldats; puis les trompettes sonnèrent la charge, et le prince, à la tête de la cavalerie de l'aile droite, s'élança contre les lignes espagnoles. La victoire fut vivement disputée, et la France la dut tout entière à l'activité, à la présence d'esprit, au courage ardent du duc d'Enghien. Tandis qu'à l'aile droite il triomphait de la résistance des Espagnols, à l'aile gauche le maréchal de L'Hospital se laissait surprendre; et déjà il reculait, lorsque le prince, qui aperçoit le désordre. traverse, suivi de sa cavalerie, le champ de bataille d'une aile à l'autre et vient ranimer le courage de ses soldats. La plupart des corps espagnols étaient en déroute, mais il restait encore un carré formidable formé de cette vieille infanterie espagnole réputée la meilleure de l'Europe depuis les campagnes d'Italie du seizième siècle, redoutable tout à la fois par son courage, sa discipline et sa férocité, qui luttait obstinément. Elle était commandée par le comte de Fuentès, âgé de quatre-vingt-deux ans, qui avait fait ses premières armes sous Philippe II et qui, malgré son âge et ses infirmités, porté sur un brancard parmi ses soldats les encourageait de son glorieux exemple. Trois fois le duc d'Enghien se précipite sur ces masses inébranlables, trois fois il est repoussé; les rangs espagnols ne s'ouvrent que pour laisser partir les décharges de l'artillerie dont la mitraille brise

incessamment nos lignes. Enfin le corps de réserve de l'armée française, que le duc avait appelé, étant arrivé, l'infanterie espagnole est obligée de se rendre; quelques officiers s'avancent, et demandent la fin du combat.

Les Espagnols avaient perdu quinze mille hommes tués ou prisonniers, leurs canons, leurs bagages, et surtout cette ancienne renommée que leur avait value tant de victoires. L'infanterie française s'empara, pour ne plus la perdre, de cette glorieuse réputation, et ce ne fut pas le moindre profit de la journée de Rocroy. Parmi les morts on trouva, auprès de son brancard brisé, le corps du comte de Fuentès, qui était tombé au milieu de ces valeureuses troupes qu'il avait si bien commandées. En apprenant ce noble trépas : « Ah ! s'écria le duc d'Enghien, je voudrais » être mort comme comme lui, si je n'avais pas vaincu. »

Après sa victoire le duc d'Enghien remercia Dieu de son appui : « Le » prince, a dit Bossuet le jour où sous les voûtes de Saint-Denis il rendit » un hommage suprême au grand Condé, le prince fléchit le genoux, et » dans le champ de bataille il rend au Dieu des armées la gloire qu'il lui » envoyait. Là on célébra Rocroy délivrée, les menaces d'un redoutable » ennemi tournées à sa honte, la régence affermie, la France en repos, et » un règne qui devait être si beau commencé par un si heureux présage. »

La victoire de Rocroy était l'heureux présage du règne qui commençait : Louis XIII était mort le 14 mai, et depuis cinq jours le roi de France se nommait Louis XIV; en même temps elle affermit les premiers jours de la régence d'Anne d'Autriche, rendit Mazarin maître de l'administration et surtout assura à l'extérieur le succès de ses négociations. Enfin cette glorieuse journée jeta un immense éclat sur les armes françaises : depuis la défaite de Pavie, la France n'avait pas remporté de succès importants sur les étrangers; elle avait recouvré Calais, glorieusement défendu Metz, mais elle ne s'était signalée en Europe sur aucun champ de bataille, et son courage n'avait éclaté que dans les combats des guerres civiles. Ce grand succès, où elle avait triomphé des meilleurs soldats de l'Europe, établit d'une façon durable la renommée militaire de la France, nos soldats héritèrent de l'ancienne réputation de l'infanterie espagnole. Bientôt les victoires de Fribourg, de Nordlingen, la prise de Thionville complétèrent les avantages de cette campagne; partout l'héritier de la maison de Condé montra une ardeur toujours heureuse, un courage inébranlable, d'admirables inspirations dans le péril, et désormais à ses gloires militaires la France put ajouter une gloire nouvelle.



MATTHIEU MOLÉ.

S'il est une sorte de courage supérieur à cette ardeur qui nous pousse sur les champs de bataille, c'est sans contredit le courage civil ; ni les excitations du combat, ni les enivrements de la victoire ne soutiennent le citoyen dans ses efforts ; dirigé par le sentiment du devoir, il y sacrifie obscurément sa vie, soit qu'il résiste aux tyrannies du pouvoir, soit qu'il s'oppose aux excès de la foule. L'histoire de la France, illustrée par la gloire militaire, compte, en face des passions politiques, de nobles actes de fermeté et d'indépendance, qui méritent également notre attention et nos respects.

La vie tout entière de Matthieu Molé nous offre d'admirables exemples du courage civil. Premier président du parlement de Paris, Matthieu Molé domine toute cette époque par son calme et sa vertu ; sa fière et belle figure apparaît constamment pure et inaltérable parmi les passions et les intrigues de ce temps, soit qu'il oppose à la reine et à Mazarin l'inflexibilité de la loi, soit qu'il commande par son inébranlable fermeté aux fureurs d'un peuple révolté. Il demeure supérieur à tous les entraînements des

mauvais jours, son caractère ne se dément pas un moment et reste égal aux plus beaux de l'antiquité. « Matthieu Molé, a dit M. le comte Molé » en écrivant la vie de son illustre aïeul, Matthieu Molé fut le héros par » excellence de l'amour de l'ordre et du devoir. C'est au maintien de » l'ordre, au parfait accomplissement de ses devoirs, qu'il dévoue modes- » tement sa vie. On y voit ces vertus dédaignées du vulgaire le conduire » presque à son insu à une renommée éclatante, et valoir, à celui qui ne » croyait être que juste et sage, d'être comparé par ses ennemis aux » hommes les plus brillants de son siècle. »

Matthieu Molé montra constamment une parfaite indépendance et une absolue soumission à la voix de la conscience; mais dans les deux journées les plus périlleuses de la Fronde, placé entre la reine qui persistait dans les excès de son autorité, et les Parisiens qui protestaient contre la puissance de Mazarin avec toute la violence de l'émeute, le premier président du parlement de Paris déploya surtout cette intrépidité inébranlable et sûre de son droit, dont notre histoire a conservé précieusement le souvenir. Dans ces deux circonstances difficiles, seul en face du danger, il s'éleva jusqu'à l'héroïsme, et prouva toute la force qu'on puise dans les saines inspirations du devoir.

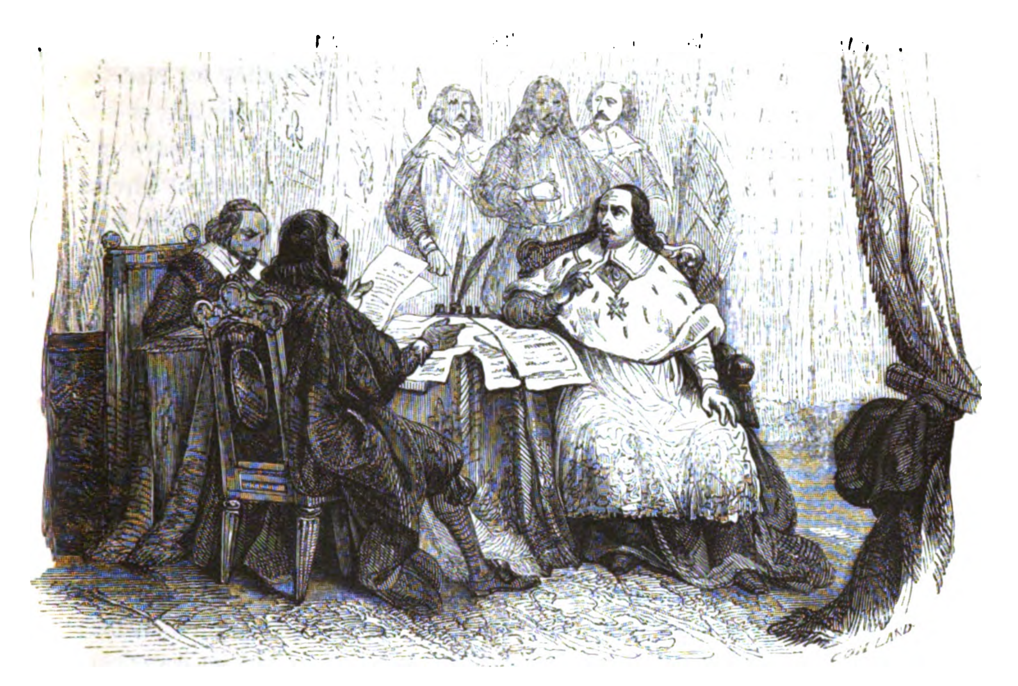
On était au 27 août 1648, à ce jour où l'arrestation imprévue des conseillers Broussel, de Blancmesnil et Charton fit éclater la révolte de la Fronde. Paris était hérissé de barricades; le peuple, excité par les chefs du parti, tenait prisonniers au Palais-Royal la reine, son fils Louis XIV, alors enfant, et le cardinal Mazarin; en même temps il environnait le parlement, auquel il demandait la liberté des conseillers envoyés la veille à Vincennes. Le premier président était sur son siége et présidait l'assemblée avec son calme ordinaire; espérant diriger le mouvement en s'y prêtant, blâmant d'ailleurs cette injuste détention, il consent à se rendre au Palais-Royal pour réclamer la délivrance des trois conseillers, et, traversant Paris à la tête du parlement, il se dirige vers le palais d'Anne d'Autriche. Ce fut un grand spectacle de voir, au milieu de cette foule animée par sa révolte même, l'illustre compagnie, en bon ordre, revêtue de la longue robe des magistrats, conduite par son président, marcher lentement vers le Palais-Royal. Devant elle, les barricades élevées pendant la nuit s'ouvraient, et le peuple suivait avec respect ces nobles interprètes de la justice et du bon droit, qui allaient défendre sa cause. L'entrevue avec la reine fut remplie de vivacité et d'amertume; Anne d'Autriche, la petite-fille de Philippe II, habi-

tuée aux formes absolues du pouvoir en Espagne, ne pouvait se résoudre à céder : « Je sais, répondit-elle d'abord, qu'il y a du bruit dans la ville; » mais vous m'en répondrez tous, messieurs du parlement, vous, vos » femmes et vos enfants. » Cependant, par l'entremise de Mazarin, on arriva à un arrangement, et la liberté de Broussel, pour la délivrance de qui les Parisiens avaient pris les armes, fut accordée. Tout semblait terminé quand le peuple, qui ne voulait pas se satisfaire d'une promesse, laissa de nouveau éclater son mécontentement. Le parlement avait repris le chemin du Palais-de-Justice, Molé marchait encore au premier rang; mais cette fois, au lieu du respect, des acclamations; un morne silence et bientôt des murmures, des reproches accueillent le cortége. Néanmoins les premières barricades sont franchies aisément; mais à la troisième le ressentiment populaire ne se contient plus, le parlement est arrêté : de toutes parts on entend des menaces, des cris de mort; les épées, les hallebardes brillent; les magistrats sont sur le point d'être massacrés, tous se troublent. quelques-uns même jettent au loin leurs insignes et essaient de se perdre dans la foule; un seul démeure impassible : c'est le premier président, Matthieu Molé. Un homme, en ce moment, le menace d'un pistolet en s'écriant : « Tourne, traître, et, si tu ne veux pas être massacré toi-même, » ramène-nous Broussel ou livre le Mazarin et le chancelier en otages. » Rien ne peut altérer le calme du noble magistrat, son visage ne témoigne d'aucune émotion. Le premier président, « le plus intrépide homme, à mon sens, qui ait paru dans ce siècle, » a écrit le cardinal de Retz, son adversaire, demeura ferme et inébranlable; il se donna le temps de rallier ce qu'il put de la compagnie. Au milieu des menaces, des injures et des exécrations, Matthieu Molé revint au Palais-Royal, où il obtint enfin les lettres de cachet qui assuraient la délivrance de Broussel.

Au 27 août, Molé avait combattu pour les droits du peuple et ne les avait pas abandonnés malgré tous les périls; l'année suivante, au mois de mars 1649, il ne déploya pas une moindre fermeté pour ramener en France la paix et la tranquillité, pour la sauver de l'intervention de l'Espagne, qu'avaient sollicitée les seigneurs soulevés contre l'autorité du premier ministre et de la régente. Chargé, par le parti des frondeurs, de négocier avec la cour, il avait signé un traité qui annulait les actes du parlement durant la Fronde, abolissait ses assemblées extraordinaires et en même temps donnait une amnistie complète et rendait aux seigneurs leurs biens et leurs dignités. La guerre civile était terminée, mais ce n'était pas le désir des chefs de l'opposition, des ambitieux qui agitaient le

pays à leur profit; et le peuple, habilement excité, environna le Palais-de-Justice, en demandant la révocation du traité apporté par Matthieu Molé à l'enregistrement du parlement. Les frondeurs, les collègues eux-mêmes du premier président s'étaient réunis contre lui; en arrivant au lieu de l'assemblée des chambres, il avait à peine pu traverser la foule pressée aux abords du palais. Quand il entra en séance pour rendre compte de ses négociations, il se fit un silence solennel; et lorsqu'on apprit que Mazarin avait signé le traité, la fureur et la consternation se peignirent sur tous les visages, un cri général fit retentir la salle et fut longuement répété dans toute l'étendue du palais. Les frondeurs accablent Matthieu Molé de reproches et d'injures, un bruit horrible éclate, et l'on vient annoncer que les Parisiens menacent de briser les portes de la Grand'Chambre, où l'on était réuni, si sur l'heure on ne leur livre le premier président. Environné d'ennemis, Matthieu Molé témoigne une intrépidité extraordinaire; il recueille les votes avec la même liberté qu'il l'eût fait dans une audience ordinaire, et rend d'une voix tranquille l'arrêt qui prononce sur le traité qu'il a conclu. Cependant au dehors le tumulte s'était encore accru, les cris de mort et de vengeance ne cessaient de retentir, et l'on réclamait avec emportement la présence de Matthieu Molé. Dans cette extrémité, on lui proposa, pour sauver ses jours, de se retirer par les greffes, d'où il pourrait gagner son hôtel sans être vu : « La cour ne se cache jamais, » répondit fièrement le chef du parlement; si j'étais assuré de périr, je ne » commettrais pas cette lâcheté, qui de plus ne servirait qu'à donner de » la hardiesse aux séditieux. » Et, appuyé sur le bras du cardinal de Retz, il descendit par le grand escalier et se dirigea paisiblement vers la foule. Il avait l'air si calme, sa démarche était si lente, qu'on eût dit qu'il se promenait avec le coadjuteur : un bourgeois posa le bout de son mousqueton sur sa poitrine en disant qu'il allait le tuer : « Quand vous m'aurez » tué, il ne me faudra que six pieds de terre! » répondit Molé sans écarter cette arme, sans détourner la tête.

Toujours fidèle à son devoir, toujours dévoué au bon droit et à la raison, Matthieu Molé traversa la Fronde sans prendre part à aucune intrigue, conservant son indépendance et ne cherchant toujours que le bien de l'État. Élevé aux fonctions de garde des sceaux lorsque le calme fut rétabli, il les conserva jusqu'au dernier jour, et, après une vie dévouée au bien public, « exempt d'infirmités, de mélancolie, comme un ouvrier » robuste, vers la fin de sa tâche, il s'endormit. »



TRAITÉ DES PYRÉNÉES.

Le traité des Pyrénées, conclu le 7 novembre 1659 entre la France et l'Espagne, compléta l'œuvre diplomatique si énergiquement poursuivie par Richelieu, continuée si habilement par Mazarin : l'abaissement de la maison d'Autriche. La paix de Westphalie, signée dix années auparavant, avait déjà consacré les résultats de la politique de Richelieu; la France au congrès de Munster avait obtenu des avantages qui assuraient sa suprématie en Europe; l'Autriche s'était vu affaiblir, tandis que sa rivale grandissait; mais cependant le traité de Westphalie avait plutôt été un acte européen général, conclu en partie il est vrai au profit de la politique française, qu'une convention diplomatique personnelle à un état. Le traité des Pyrénées a un caractère opposé; deux signatures seulement s'y trouvent . celle du ministre de France, de Mazarin; celle du ministre d'Espagne, de Louis de Haro. Le traité de 1648 avait établi l'équilibre politique européen sur de nouvelles divisions territoriales, il avait fixé les bases politiques de l'Europe centrale, et terminé la guerre de Trente-Ans, dans laquelle se trouvaient engagées toutes les puissances européennes;

le traité de 1659 régla les différends qui avaient armé l'une contre l'autre la France et l'Espagne, pacifia le midi, et, malgré toutes les réserves qui y furent insérées, introduisit les Bourbons dans la Péninsule et jeta les premières bases de cette union naturelle entre les deux pays que Louis XIV a plus tard caractérisée par les célèbres paroles qu'il adressa à son petit-fils en se séparant de lui : « *Il n'y a plus de Pyrénées.* »

Bien que Mazarin eût dirigé pour la France les dernières négociations du traité de Westphalie, c'était néanmoins l'œuvre véritable de Richelieu ; c'est lui qui l'avait préparé, il était la conclusion logique, rigoureuse de sa politique, et Mazarin n'avait eu qu'à suivre les traditions léguées par le ministre de Louis XIII. Le traité des Pyrénées appartient au contraire entièrement à Mazarin, c'est le résultat de ses efforts et la gloire de sa politique ; il en décida les clauses, et par sa correspondance on voit qu'il pressentait l'avenir que le mariage de la fille de Philippe IV avec Louis XIV réservait à la maison de France. Il avait à l'avance deviné l'invalidité des renonciations stipulées au sujet du mariage de Marie-Thérèse, et en 1646 déjà il écrivait à ses négociateurs à Munster : « Si le roi très-chrétien pouvait avoir les Pays-Bas et la Franche-Comté « en épousant l'infante, alors nous aurions tout le solide quelques renon- « ciations qu'on fît faire à l'infante. » Le roi d'Espagne, bien qu'il exigeât cette réserve, ne se trompait pas lui-même sur sa valeur : « C'est une « fadaise, disait-il, et, si le prince mon fils manquait, de droit ma fille « doit hériter. »

Cette union, qui fut l'un des points principaux du traité des Pyrénées, rencontra d'abord de graves obstacles dans la volonté de Louis XIV, alors fortement épris de Marie de Mancini, nièce de Mazarin L'honneur de s'allier à une race royale éblouit un instant l'orgueilleux ministre, et, s'il ne l'encouragea pas ouvertement, il laissa du moins quelque espérance à la passion du jeune roi. Mais l'énergie d'Anne d'Autriche le rendit bientôt à son habituelle raison : « S'il était possible « que le roi eût cette lâcheté, lui écrivit la reine régente, je vous avertis « que la France se révolterait contre vous et contre lui ; moi-même je me « mettrais à la tête des révoltés. » Dès lors le cardinal revint si sincèrement aux sentiments de la reine, qu'il déclara au roi : qu'il poi- « gnarderait sa nièce, plutôt que de l'élever par une si grande trahison ; et jusqu'à l'issue des négociations il la tint renfermée au couvent de Brouage. Louis XIV résista quelque temps encore aux instances de son ministre ; mais enfin il céda, et l'on put conclure le traité.

Les préliminaires de la paix des Pyrénées avaient été présentés à Madrid en 1656, par le marquis de Lionne; et lorsque les ministres de France et d'Espagne se rencontrèrent aux frontières des deux états, au mois d'août 1659. les bases principales étaient arrêtées. Mais il restait à débattre bien des intérêts, à fixer des divisions de territoire, à traiter enfin de deux points importants : du mariage du roi et du retour en France du prince de Condé, qui, après avoir donné au roi le secours de son épée, avait pris parti pour la Fronde et était allé servir sous les drapeaux espagnols. Mazarin apporta une habileté inouïe, une extrême finesse d'esprit, une singulière abondance de ressources, à la discussion de ces délicates questions : le grand homme d'État déploya à l'aise sa haute intelligence, et les fit toutes résoudre dans le sens qu'il désirait.

L'entrevue eut lieu avec une magnificence royale dans une île de la Bidassoa, alors nommée île des Faisans, et qui depuis s'appela île de la Conférence. Un pavillon en charpente fut construit sur la limite précise des deux royaumes, de telle sorte qu'une moitié de cette loge reposait sur le territoire français et l'autre sur celui de l'Espagne : autour de ce bâtiment principal s'élevaient d'autres pavillons et des tentes pour les seigneurs qui accompagnaient les deux négociateurs. Intérieurement la décoration, l'ameublement, tapis, fauteuils, lits de parade, tout était entièrement semblable des deux parts; les ministres, Mazarin et D. Louis de Haro, assistés chacun d'un secrétaire d'État, entraient au même moment, et, sans quitter leur territoire national, se plaçaient à une table posée au milieu du pavillon : leurs gardes restaient en dehors. Les conférences diplomatiques, entamées le 22 août 1659 et souvent interrompues par les bals, les fêtes, les spectacles, les divertissements, durèrent quatre mois. Le 17 novembre, les portes de ce pavillon, où s'étaient si longuement discutés les intérêts des deux pays, s'ouvrirent simultanément du côté de la France et de celui de l'Espagne, et laissèrent entrer deux flots de gentilshommes resplendissants d'or et de soie, aux manteaux flottants, aux toques de velours : c'était la noblesse de France et celle d'Espagne appelées à signer le traité des Pyrénées, auquel Mazarin et L. de Haro venaient d'apposer leur scel. L'abandon par l'Espagne, en faveur de la France, du Roussillon, de la Cerdagne, de l'Artois et des places principales conquises dans les dernières campagnes; le pardon accordé par Louis XIV au prince de Condé, qui déclarait ne prétendre rien, dans la conclusion de cette paix, que de la seule bonté et du mouvement du roi; enfin les sti-

pulations relatives au mariage de Louis XIV, qui renfermaient les renonciations exigées par l'Espagne, moyennant une dot de cinq cent mille écus d'or, formaient les plus importantes clauses du traité des Pyrénées.

L'année suivante, au mois de juin, les rois de France et d'Espagne eurent une entrevue à l'île de la Conférence : Louis XIV venait chercher sa jeune épouse, Philippe IV conduisait sa fille à sa nouvelle royauté. Le 3 juin, Anne d'Autriche, après une bien longue séparation, revit son frère Philippe IV ; le premier mouvement de la reine fut de se jeter dans les bras du roi d'Espagne, mais celui-ci même à ce moment conserva toute sa réserve et toute sa grave dignité. Le 6 juin, eut lieu avec un appareil magnifique la réunion des deux cours dans la salle des conférences; les plus illustres familles des deux royaumes assistaient à cette royale visite. Les souverains assis l'un à côté de l'autre, Philippe IV sur la terre d'Espagne, Louis XIV sur la terre de France, l'Évangile ouvert devant eux, écoutèrent la lecture du traité et en jurèrent le maintien, à genoux, la main sur le livre saint. Le lendemain la jeune infante fut présentée à la régente, qui dès ce jour prit le titre de reine-mère; et pour la première fois Louis XIV put apercevoir de loin sa royale fiancée en se mêlant aux seigneurs français qui environnèrent le roi d'Espagne au moment où il monta en bateau avec sa fille Marie-Thérèse pour regagner la rive du fleuve. Le mariage, qui s'était fait par procuration à Fontarabie, fut célébré le 9 juin à Saint-Jean-de-Luz avec cet éclat auquel le roi de France se plaisait déjà. Louis XIV, vêtu de noir, couvert d'un manteau de brocart d'or, se distinguait par sa taille à la fois élégante et majestueuse, par la noblesse de son attitude; il avait alors vingt-deux ans, le même âge que l'infante Marie-Thérèse. La nouvelle reine de France portait un manteau de velours violet semé de fleurs de lis d'or et doublé d'hermine, sur son front étincelait une couronne de diamants d'où s'échappaient les boucles de sa blonde chevelure. Mazarin, entouré de ses gentilshommes, accompagnait avec la reine-mère les deux époux, qui furent bénis par l'évêque de Bayonne.

Le retour de la cour de France fut salué à chaque ville par de brillantes fêtes, par des hommages empressés. Paris surtout reçut avec un égal respect le roi et l'heureux négociateur des Pyrénées, ce cardinal Mazarin autrefois exilé que la France accueillait maintenant avec autant d'éclat et de soumission que Louis XIV lui-même.



COLBERT PRÉSENTÉ A LOUIS XIV.

Arrivé au terme d'une existence pleine d'agitations et de périls, mais aussi marquée par de grandes choses, le successeur de Richelieu, le cardinal Mazarin, voyait approcher avec calme la fin d'une vie utilement employée pour la France, et du moins à ses derniers instants il avait la consolation de recevoir de Louis XIV, à qui il avait préparé un glorieux règne, les témoignages d'une sincère reconnaissance. Pénétré de la haute intelligence de son ministre, le jeune roi avait toujours respecté son autorité; et lorsque, retiré à Vincennes, Mazarin attendait incessamment son heure suprême, plusieurs fois Louis XIV vint le voir et recueillir ses conseils. Dans l'une de ces visites, à côté du ministre mourant le roi trouva un homme dont les traits fermes et sévères annonçaient à la fois l'activité et la persévérance, sur le front duquel éclataient toutes les grandes qualités d'esprit qui font les hommes d'État. Ce serviteur dévoué, ou plutôt cet ami, ce confident de Mazarin, qui lui demeurait fidèle à un moment où s'éloignent les courtisans de la fortune, c'était Jean-Baptiste Colbert, né à Reims en 1619, alors âgé de quarante-deux ans et initié

aux affaires par le ministre habile qui avait si heureusement continué l'œuvre de Richelieu. Dans cette entrevue où Louis XIV venait adresser encore une fois ses adieux au cardinal Mazarin, celui-ci lui présenta Colbert; et en le recommandant à la bienveillance du monarque : « Je vous dois tout, Sire, dit le ministre, mais je crois m'acquitter en quelque sorte envers Votre Majesté en lui donnant Colbert. »

Ce fut le dernier et non pas le moins important des services que Jules Mazarin rendit à la royauté de Louis XIV. Le 9 mars 1661, l'heureux négociateur des traités de Westphalie et des Pyrénées, le ministre infatigable, prévoyant, inventif, mourut, laissant à la France, pour continuer ses utiles travaux, Le Tellier, Lionne et Colbert, trois hommes supérieurs formés par ses soins aux difficultés de l'administration, élevés aux saines traditions que leur avait transmises le génie de Richelieu.

Louis pleura l'homme qui avait été tout ensemble son tuteur, son gouverneur et son ministre; puis, contre l'attente générale, le jeune prince, jusqu'alors uniquement occupé de ses plaisirs, annonça hautement son intention de gouverner par lui-même : « Je veux, dit-il à son conseil, que tout me soit communiqué, depuis la dépêche diplomatique jusqu'à la dernière requête; » et le grand règne qui devait occuper dans l'histoire une place si considérable commença réellement. Louis XIV, comme il l'avait résolu, travailla assidument avec ses ministres, et pendant cinquante années il ne cessa de diriger personnellement les affaires de l'État; mais s'il apporta à cette tâche une énergique volonté, une application soutenue, il fut merveilleusement secondé par ces vigoureux esprits, par ces infatigables travailleurs que Mazarin lui avait légués. Tout en accordant au monarque l'admiration légitime que méritent ses grandes qualités, il faut reconnaître qu'une large part de la gloire de ce siècle revient aux hommes d'État qui supportèrent avec lui le poids de son administration; et parmi eux à Colbert surtout, qui contribua puissamment à la grandeur de cette époque. Ce fut par l'ordre et l'économie qu'il introduisit dans les finances que Louis XIV put suffire aux dépenses énormes des guerres qui ont rempli son règne; mais en les rendant possibles, en assurant du fond de son cabinet le succès des armes de la France, rien ne lui revenait de l'éclat que donnent les victoires. Sa protection recherchait et encourageait les artistes et les savants : c'est au nom du grand roi qu'il les récompensait; enfin c'est par ses soins, par sa prévoyance que s'élevèrent de toutes parts les monuments, les palais, les splendides résidences sur lesquels est seul inscrit le nom de Louis XIV.

Le roi ne méconnut pas les solides qualités, le génie étendu de Colbert, et bientôt il réunit dans ses mains l'administration des finances, de la marine et de la maison du roi. L'activité laborieuse du contrôleur-général trouva du temps pour ces occupations multipliées, et, soutenu par cette passion véritable qu'il avait pour le bien de l'État, il réussit à organiser des services si divers avec une égale promptitude et une même intelligence. Tandis que les finances sortaient des embarras, du désordre auxquels elles étaient abandonnées pour suivre une marche régulière de perception et s'accroître par ses efforts dans une proportion imprévue, la marine militaire, entièrement négligée par Mazarin, se rétablissait sous ses ordres; et la France, qui n'avait en 1661 que dix-huit vaisseaux, possédait en 1667 soixante vaisseaux de guerre, onze frégates et quarante bâtiments de dimension inférieure. Il faisait ouvrir les ports de Rochefort, de Cette, et agrandissait ceux de Toulon et de Brest; en même temps il créait la richesse commerciale et manufacturière du pays, il développait à la fois les industries de luxe et d'utilité générale. A Sédan, à Abbeville, à Louviers, il formait des fabriques de drap; à Lyon, à Tours, à Nîmes, il créait ces belles manufactures d'étoffes de soie dont le tissage habile, les couleurs brillantes, le dessin élégant défiaient toute rivalité et qui devinrent une des industries privilégiées de la France. Pour satisfaire enfin cet amour de l'écl.t, de la splendeur, qui étaient les principaux mobiles de Louis XIV, Colbert, introduisant pour ainsi dire le luxe dans les travaux sérieux qu'il dirigeait, fonda les beaux établissements de Sèvres, des Gobelins et de Saint-Gobain, dont les produits atteignirent une telle perfection qu'ils semblent plutôt les œuvres d'un art exquis que celles de l'industrie manufacturière. Des routes nouvelles entretenues avec soin, de grands travaux d'utilité publique, des codes réglementaires de l'industrie, du commerce, organisant selon les idées de ce temps ces branches importantes de la richesse nationale; l'ordonnance de navigation de 1681, qui sert encore aujourd'hui de base à la législation maritime, forment l'ensemble complet et magnifique des projets essentiels réalisés par Colbert. Pour atteindre le but qu'il se proposait, la puissance et la gloire de la France, rien ne l'arrêtait; il savait, pour les entreprises qui pouvaient contribuer à la prospérité du pays, trouver d'inépuisables ressources; mais, autant il se montrait alors généreux, autant il se refusait aux prodigalités inutiles que préférait la cour : « Il faut, disait-il à Louis XIV, épargner cinq sous aux choses non nécessaires, et jeter les millions quand il est question de votre gloire. Un repas inutile

de trois mille livres me fait une peine incroyable; et lorsqu'il est question de millions d'or pour la Pologne, je vendrais mon bien, j'engagerais ma femme et mes enfants et j'irais à pied toute ma vie. » Nobles paroles, qui furent la règle constante de sa conduite, et donnent la véritable mesure de son administration.

Toutefois il ne méconnaissait point les devoirs de la royauté; il n'ignorait pas que l'éclat qu'elle doit aux arts et aux lettres ne lui forme pas une richesse moins durable, ne lui acquiert une gloire ni moins brillante ni moins solide que les conquêtes pacifiques et fécondes de l'industrie. L'Académie des sciences, l'Académie des inscriptions s'établirent sous son patronage éclairé. A Rome il fonda l'école de peinture, où chaque année la France envoya les artistes se former à l'étude des grands maîtres et saisir sous le ciel même de l'Italie les secrets de leur art; à Paris se constituait une Académie de peinture, où les noms de Lebrun, de Lesueur, de Mignard représentaient dignement l'école française. Non-seulement en France, mais encore à l'étranger, Colbert faisait connaître par des bienfaits le règne de Louis XIV : « Quoique le roi ne soit pas votre souverain, écrivait-il au célèbre Vossius en lui envoyant un brevet de pension, il veut néanmoins être votre bienfaiteur. » Les savants et les écrivains de la France et de l'Europe recevaient des pensions et des présents : l'Italien Cassini, le Hollandais Huyghens, le Danois Bœhmer furent appelés en France et s'y fixèrent; Bernin, attiré à Paris pour l'achèvement du Louvre, fut accueilli avec une magnificence royale. Cependant le ministre de Louis XIV ne se laissa pas éblouir par la réputation de l'architecte italien, et il sut préférer à ses plans ceux que Perrault présentait.

En toutes choses et partout, enfin, Colbert rechercha la gloire de son souverain, ou, pour parler plus exactement, celle de son pays. « *L'État c'est moi!* » avait dit Louis XIV dans un jour d'orgueil : c'était à l'État autant qu'au roi que se dévouait l'élève de Mazarin, quand il servait avec une intelligence si admirable, un courage si persévérant, le maître absolu de la France.

Tant de glorieux services ne sauvèrent cependant pas Colbert de la disgrâce et de l'impopularité. Lorsqu'il mourut, Louis XIV, fatigué de ses remontrances, lui avait retiré sa faveur; le crédit de Louvois l'avait emporté sur le sien, et l'on ne put garantir le cercueil de ce grand homme des insultes du peuple de Paris qu'en l'ensevelissant durant la nuit.



LOUIS XIV ET MOLIÈRE.

Si la grandeur du siècle de Louis XIV résulte de cette admirable réunion d'hommes de génie qui dans tous les genres produisirent des chefs-d'œuvre, remportèrent tant de nobles succès et élevèrent les sciences et les arts à un degré de splendeur jusqu'alors inouï; cependant, il faut le reconnaître, c'est principalement la gloire littéraire qui a jeté sur ce beau règne l'éclat le plus vif et le plus durable, c'est par les travaux de l'intelligence surtout que cette époque demeurera la plus brillante de notre histoire. Alors la langue se forme définitivement; elle se dégage pour toujours de ces tours recherchés, de cette surabondance d'expressions, de ces formes trop servilement imitées de l'antiquité que lui avaient transmis les studieux efforts du seizième siècle, pour atteindre à cette pureté, à cette précision à la fois simple et élégante, à cette fermeté qui en a fait en Europe une langue universelle, la langue par excellence des fortes études, de l'histoire, de la science et de la diplomatie. L'église retentit des magnifiques accents de Bossuet, Fénelon compose ses *Dialogues*, *Télémaque*, *Aristonoüs*, pour l'éducation du duc de Bourgogne; le traité de l'*Éducation des filles*, et ses admirables *Sermons*;

Pascal écrit ses *Lettres provinciales*, La Bruyère ses *Caractères;* La Fontaine, l'inimitable et naïf *bonhomme;* donne ses *Fables* en même temps que Boileau, l'esprit correct et précis par excellence, enseigne par l'exemple d'une versification parfaite autant que par ses préceptes l'*art poétique;* Corneille et Racine font parler les passions les plus vives du cœur humain avec une force, une vérité et en même temps une dignité inaccoutumées; Molière enfin, cet esprit universel et élevé, tellement supérieur à tout ce qui l'environne que l'Europe entière le revendique comme une gloire qui lui appartient autant qu'à la France, Molière crée la comédie, frappe en riant sur tous les vices, sur tous les ridicules, et laisse ces admirables modèles d'observation, de style et de pensée qui jamais n'ont pu être égalés. Voilà ce qui forme particulièrement le caractère du siècle de Louis XIV; avant lui on a beaucoup tenté, des intelligences remarquables se sont produites dans tout le cours du seizième siècle : sous François Ier, nous l'avons vu, la société française commence à fonder sa réputation dans les arts et dans les lettres et à en faire son privilége presque exclusif en Europe, mais c'est sous Louis XIV que tout se perfectionne; et surtout la littérature française, qui s'élève à des hauteurs que jamais on n'a pu dépasser. L'architecture de ce grand siècle ne demeurera peut-être pas comme l'expression la plus parfaite de l'architecture nationale; mais les œuvres littéraires de ce temps resteront comme de purs modèles, sur lesquels on devra toujours se former. Quelques progrès qui se puissent accomplir, c'est dans les auteurs du dix-septième siècle que la France recherchera constamment les lois les plus certaines de son langage et de sa littérature

Louis XIV, autour de qui éclatèrent dans leur force et leur puissance ces esprits supérieurs, a mérité de couvrir de son nom leurs travaux, on peut dire qu'il y a pris indirectement une large part et que, fût-ce orgueil personnel, fût-ce un sentiment plus élevé qui se rattachât à la grandeur de la France, et on peut le supposer, sa royale protection s'est manifestée d'une façon assez éclairée pour que les œuvres de ces talents divers, quand on veut en exprimer l'ensemble, se résument en lui; comme le seul nom de Léon X rappelle la plus brillante époque de l'art italien, comme à celui d'Auguste se rapportent tous ceux qui ont fait l'honneur de la littérature latine.

C'est surtout envers Molière que Louis XIV montra cette bienveillance courtoise, ce goût délicat, cette vive approbation qui l'associent à la littérature de son règne. Lorsque Louis XIV commença de

régner par lui-même en 1660, Molière arrivait au parfait développement de ses facultés; né en 1622, il avait alors trente-huit ans et entrait dans cette belle existence littéraire qui devait être sitôt brisée! Il avait donné déjà *l'Étourdi, le Dépit amoureux*, les premiers ouvrages qui font pressentir réellement toute la vivacité de son génie comique; il venait de faire représenter sa première et railleuse satire contre les beaux esprits de l'hôtel Rambouillet, du même coup il s'était attaqué au jargon et à la fatuité de l'époque, et l'éclat de rire qu'il avait provoqué avait encouragé ses efforts. C'est à ce moment enfin qu'on lui criait du fond du parterre à la représentation des *Précieuses ridicules* : « Courage, courage, Molière, voilà la bonne comédie! » A ce cri, qui résumait l'opinion du public le plus éclairé, Molière avait senti, comme dit Segrais, s'enfler son courage, il avait eu pour ainsi dire la perception complète de son génie, et il avait répondu avec un légitime orgueil : « Je n'ai » plus que faire d'étudier Plaute et Térence et d'éplucher les fragments » de Ménandre, je n'ai qu'à étudier le monde. » Louis XIV en jugea ainsi; il comprit que le grand comique était la plus incontestable supériorité dont son règne pût s'enorgueillir, et en toute occasion il lui vint en aide. Racine, Boileau furent un peu des courtisans à la cour de Versailles; Molière y tint une place différente et peut-être plus indépendante. Le roi était dans la jeunesse et la vivacité de son pouvoir, des préoccupations religieuses trop exclusives n'obscurcissaient pas encore son esprit, et il crut pouvoir protéger la comédie, même dans ses hardiesses, et soutenir Molière contre toutes les préventions. Le prince sourit parfois aux railleries adressées à cette noblesse prétentieuse qui se pressait à l'Œil-de-Bœuf, et, quand il la vit trop irritée contre le satirique, il le défendit; *Tartufe*, arrêté, non par la religion, mais par l'hypocrisie, fut représenté sur l'ordre du roi. Un écrivain distingué, qui a écrit avec son habituel talent la vie de Molière, M. de Sainte-Beuve, doute que ces réparations aient entièrement satisfait Molière : « Le fier offensé, dit-il, était-il et » demeurait-il aussi touché de la réparation que de l'injure? » Nous croyons du moins qu'il dut y puiser un profond mépris pour les attaques dont il était l'objet, et qu'il sortit de la table royale plus sûr de lui-même et de l'indépendance de sa parole.

Molière avait été nommé valet de chambre du roi, et son service l'autorisait à s'asseoir à la table de tous ces seigneurs qui se faisaient un orgueil de ces servitudes de cour où il ne cherchait qu'une défense et un appui pour son théâtre. Un jour on refusa d'admettre Molière au souper

d'étiquette. Louis XIV alors, l'invitant à se placer à ses côtés, le fit manger avec lui, en disant à haute voix aux courtisans qui l'entouraient : « Me voilà occupé de faire manger Molière, que mes officiers ne trouvent pas assez bonne compagnie pour eux. » C'était une leçon partie de haut et qui indiquait assez l'estime que le grand roi portait à l'illustre comédien.

En voyant dans ce salon de Versailles, où tout s'inclinait avec respect devant sa volonté, Louis XIV accueillir ainsi l'auteur du *Misanthrope*, la noblesse ne put guère douter que par son génie il se fût élevé auprès du souverain aussi haut qu'elle par la naissance. Ce ne fut pas au surplus l'unique circonstance où Louis XIV rendit hommage à cet admirable esprit : il voulut avec madame la duchesse d'Orléans présenter aux fonts baptismaux le premier enfant de Molière, couvrant ainsi de son manteau fleurdelisée, comme le remarque M. de Sainte-Beuve, le mariage du comédien. Non-seulement il l'honorait par ces distinctions, mais il s'associait pour ainsi dire à ses succès et se plaisait à constater le premier le mérite de ses ouvrages. *Le Bourgeois gentilhomme* lui dut les applaudissements de la cour. Trois jours le monarque avait gardé le silence; et les courtisans ignoraient s'il fallait approuver ou blâmer la comédie nouvelle, lorsque le roi dit à Molière : « Vous n'avez encore rien fait qui m'ait tant diverti, » et votre pièce est excellente; » et Versailles d'admirer *le Bourgeois gentilhomme*.

C'est cette protection éclairée, ce goût naturel, supérieur à celui de ses courtisans, et qu'il manifestait souvent, qui unissent si intimement Louis XIV aux écrivains célèbres de son temps. Cette bienveillance, qui descendait volontiers des hauteurs du pouvoir afin d'encourager les travaux les plus distingués de l'esprit, rendra son nom durable, plus encore que les victoires qui ont signalé son règne.

Lorsqu'en 1673 Molière succomba au bruit des rires d'un intermède bouffon, en prononçant le *juro* de la cérémonie à cette fatale représentation du *Malade imaginaire* où il avait voulu se rendre malgré le mal qui l'abattait, malgré les supplications de ses amis, pour ne pas négliger de donner du pain un seul jour, s'il le pouvait absolument, à tant de pauvres ouvriers qui n'avaient que leur journée pour vivre, Louis XIV encore protégea le cercueil du poète contre l'aveugle ignorance de la foule. Grâce à ses ordres, on put ensevelir avec respect et honneur les restes de cet homme que Boileau, ce juge rigoureux du talent, regardait comme le plus rare des grands écrivains qui honorèrent la France durant le règne du grand roi.



PASSAGE DU RHIN.

La campagne de 1672, entreprise par Louis XIV contre la Hollande, est une des plus prillantes du règne du grand roi. Tout concourt à lui donner un vif intérêt : les habiles négociations qui la préparèrent ; les forces considérables qui furent réunies pour cette guerre ; les généraux illustres qui la dirigèrent ; enfin la rapidité des succès, qui, en moins d'un mois, livrèrent presque entièrement les Provinces-Unies à la France. Louis XIV, alors âgé de trente-quatre ans, était dans tout l'éclat de sa puissance : autour de son trône se pressait cette foule d'hommes supérieurs qui portèrent si haut, en tous les genres, la gloire de son règne. Colbert imprimait aux arts et à l'industrie une impulsion vigoureuse ; il organisait les finances, créait les manufactures, et réussissait, malgré les magnificences et les prodigalités de la cour, à suffire à toutes les dépenses ; Lionne et Pomponne, dignes successeurs du cardinal Mazarin leur maître, conduisaient la diplomatie française avec un talent qui a laissé de profonds souvenirs dans l'histoire de nos relations extérieures ; Turenne, Condé, Créqui, Luxembourg commandaient les armées ; Vauban fortifiait les

places conquises; les artistes, les écrivains, Racine, Molière, Pascal, Bossuet, Lesueur, Lebrun, Puget, Mansard, Perrault, puisaient leurs inspirations dans les splendeurs de cette royauté : et tous, hommes d'état, poètes, généraux, sculpteurs, réunis par la forte volonté du jeune monarque qui fit l'unité de ce siècle, s'empressaient à l'accomplissement de ses moindres caprices comme de ses plus vastes desseins. Au dehors la brillante conquête de la Flandre et de la Franche-Comté avait établi en Europe l'influence du roi de France ; des alliances habilement ménagées tenaient dans l'immobilité la plupart des puissances jalouses de son ascendant : partout la fortune le favorisait ; et rien ne paraissait impossible à ce prince beau, spirituel, plein de majesté et d'élégance, devant lequel la France et l'Europe s'inclinaient avec admiration.

Au milieu de cet applaudissement universel, une puissance cependant, un peuple de marchands, perdu parmi les marais du Zuyderzée, disputait à Louis XIV la suprématie politique, contrariait ses projets, et intervenait, pour ainsi dire, jusque dans les affaires intérieures du royaume, par les relations qui le liait au parti protestant et par l'appui qu'il lui prêtait. Fiers de leurs vingt mille vaisseaux, de l'or entassé dans leurs plus obscurs villages, de la paix enfin qu'ils avaient imposée aux Anglais à Bréda et à laquelle ils avaient presque forcé la France à Aix-la-Chapelle, les Hollandais se vantaient d'être les arbitres des rois, et en toute occasion luttaient contre Louis XIV, attaquaient son orgueil et son gouvernement dans des pamphlets imprimés à Amsterdam, et contrariaient sa politique autant qu'ils le pouvaient. Louis XIV résolut donc de venger sa grandeur outragée et d'en finir avec cette hautaine république, qu'il accusa d'être « l'ennemi des monarchies. » Se rappelant les secours qu'avaient autrefois prêtés Henri IV et Louis XIII aux Provinces-Unies, lorsqu'elles s'affranchissaient de la domination de l'Espagne : « Mes pères ont su les élever, dit-il; je saurai les détruire. » Et tout se prépara pour atteindre cet important résultat avec une profondeur et une vigilance admirables. Deux années furent employées à isoler la Hollande et à lui enlever l'Angleterre et la Suède, ses alliées. La Suède promit une levée de seize mille hommes à la France, moyennant un subside de 500,000 livres; pour l'Angleterre, ce fut la duchesse d'Orléans, Henriette, sœur de Charles II, qui se chargea d'obtenir le concours de son frère; la jeune et belle princesse réussit complétement dans cette mission délicate, et, par un traité signé en 1670, le roi d'Angleterre livra véritablement sa couronne et sa politique à Louis XIV.

Durant ces négociations, le roi de France avait réuni cent dix mille hommes d'infanterie, douze mille cavaliers, bien disciplinés, régulièrement partagés en différents corps, approvisionnés de vivres, d'armes, de munitions; on avait en caisse cinquante millions pour fournir aux frais de la guerre; des magasins nombreux, des hôpitaux avaient été préparés sur la Meuse et sur le Rhin, et les plus habiles capitaines de ce temps devaient commander dans cette guerre.

Le 8 avril 1672, cette formidable armée, la première qu'on ait vue organisée avec tant d'ordre et de prévoyance, guidée par une pensée unique, dans un but précis, entra en campagne et pénétra dans les Pays-Bas. Le corps principal, fort de soixante mille hommes, était commandé par le roi et Turenne; Condé dirigeait l'avant-garde; une troisième division avait le duc de Luxembourg pour général; Vauban, qui accompagnait le roi, devait diriger les travaux de siége. Les États-Généraux de Hollande, consternés de ces immenses préparatifs, voulurent alors essayer de fléchir le roi, ils lui rappelèrent qu'ils étaient ses anciens et fidèles alliés, lui proposèrent une réparation s'il le désirait, et demandèrent vers qui marchait cette armée menaçante. Louis XIV refusa tout accommodement, et répondit fièrement : qu'il ferait de ses troupes l'usage que demanderait sa dignité, dont il ne devait compte à personne.

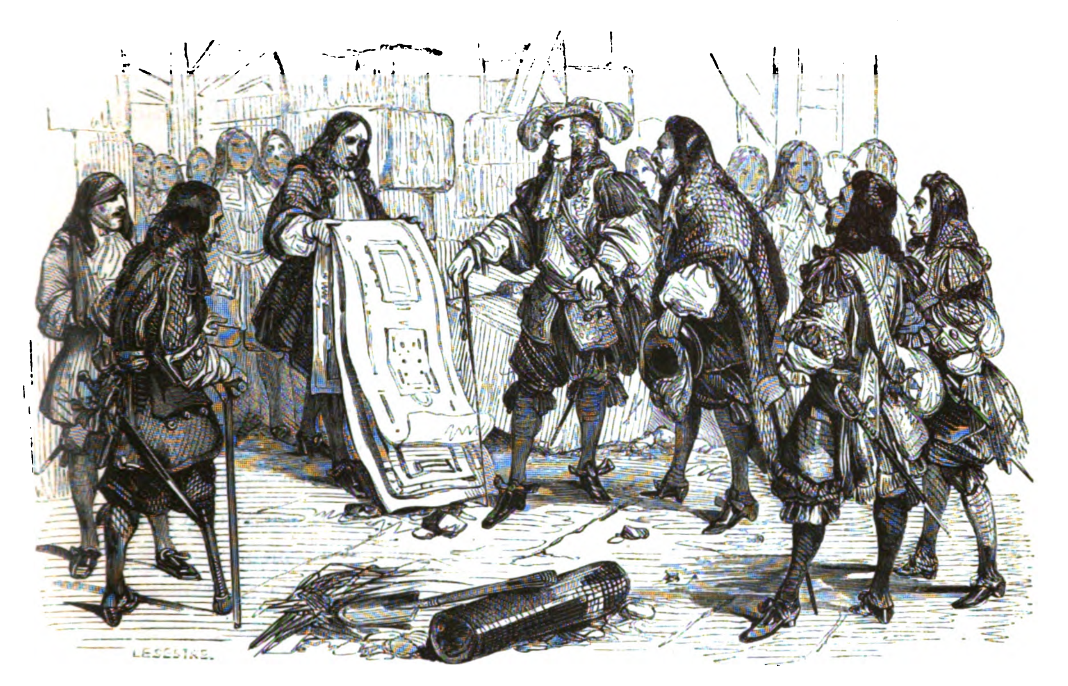
Louis XIV partit de Saint-Germain, qu'habitait encore la cour de France, le 28 avril 1672, pour aller se mettre à la tête de ses troupes. On avait choisi le Rhin pour ligne d'attaque; on entra dans les Pays-Bas en longeant la Meuse : le duché de Juliers fut traversé, et à la fin du mois de mai l'armée française se trouvait en vue des places que la Hollande possédait sur le Rhin et qui lui servaient de barrière; en quatre jours, du 3 au 7 juin, elles tombèrent au pouvoir du roi de France. En apprenant que cette première barrière avait été si facilement emportée, le grand-pensionnaire, Jean de Witt, s'écria avec désespoir : « La république est perdue. » Maîtresse du Wesel, qui formait la principale défense du Rhin, l'armée française traversa le fleuve le 9 juin, évitant, par ce mouvement, de forcer le Whaal, large, profond, garni de forteresses sur tout son cours. Enfin, le 11 juin, l'armée arriva sur le bas Rhin en face de Tolhuys, là même où elle devait exécuter, en présence du prince d'Orange, chef des troupes hollandaises, ce passage du Rhin, si célèbre dans les annales militaires du siècle de Louis XIV.

Le prince de Condé, qui devait surveiller le passage, faisait construire des ponts de bateaux, quand on lui indiqua plusieurs points

du fleuve qui étaient guéables. Aussitôt, sans attendre que les ponts fussent achevés, il se décida à lancer la cavalerie sur l'autre rive et à s'en emparer. Louis XIV, prévenu en toute hâte de cette résolution, quitta son quartier général établi à Rees, et accourut avec dix mille chevaux pour assister au passage du Rhin Le 12 juin au matin, on établit deux batteries sur la rive dont on était maître ; et un premier corps de deux mille hommes, commandé par le comte de Guiche, s'élança dans les eaux du Rhin et les traversa moitié à gué, moitié à la nage. Le général Wurtz, chargé par le prince d'Orange d'arrêter les Français, s'avança jusque dans le fleuve pour repousser les premiers escadrons. Mais l'impétuosité de nos soldats l'emporta ; il fut ramené sur le rivage par cette vaillante noblesse qu'animait encore la présence de Louis XIV, et, avant qu'il pût se reformer, toute la cavalerie française était passée. Tandis qu'elle traversait le fleuve, Condé la suivait dans un bateau avec le duc d'Enghien, son fils, et le duc de Longueville, son neveu. Arrivé sur le bord, il s'avança vers les régiments hollandais, pendant que le comte de Guiche les enveloppait par derrière, et leur cria de mettre bas les armes. Ce mouvement difficile se fût accompli presque sans combattre, sans l'imprudence des ducs de Longueville et d'Enghien : tous deux emportés par l'ardeur de la jeunesse, excités aussi par les chaleurs d'un repas de nuit, s'élancèrent sur les Hollandais et les attaquèrent brusquement ; ceux-ci répondirent à cette surprise par un feu meurtrier, le duc de Longueville paya de sa vie sa témérité. Alors le prince de Condé fondit sur les ennemis, les battit, les dispersa, et ne s'arrêta qu'après s'être rendu maître du rivage. Le lendemain, les ponts étant terminés, le roi et toute l'armée passèrent le fleuve et pénétrèrent au centre de la Hollande.

La nouvelle du passage du Rhin plongea les Hollandais dans une consternation profonde ; les États-Généraux quittèrent La Haye pour se réfugier à Amsterdam, et bientôt ils furent réduits à abaisser leur orgueil devant Louis XIV. Toutes leurs propositions furent rejetées, toutes les villes des Provinces-Unies furent prises avec une promptitude merveilleuses, et Amsterdam ne réussit à échapper à l'invasion qu'en rompant les digues et en se mettant sous la protection d'une inondation.

De nos jours on a considéré le passage du Rhin comme une opération militaire d'un ordre secondaire, mais alors on le célébra comme un exploit des plus glorieux ; et véritablement, comme l'a fait récemment remarquer M. Mignet en appréciant la guerre de 1672, « s'il était moins héroïque qu'on ne le crut alors, il eut toute la valeur d'une grande victoire. »



ÉTABLISSEMENT

DE L'HOTEL ROYAL DES INVALIDES.

L'hôtel royal des Invalides est un des monuments qui font le plus d'honneur au règne de Louis XIV ; son but, sa magnificence architecturale, la renommée des artistes qui y ont attaché leur nom, les nobles souvenirs qu'il éveille, les gloires qu'il renferme le placent au premier rang des splendeurs léguées à l'avenir par le grand roi. On excuse presque. en voyant la richesse, la grandeur de cet édifice consacré à la vieillesse et aux souffrances de l'armée, le faste ruineux que Louis XIV déploya à Versailles pour loger convenablement sa royauté.

Long-temps avant lui, il faut le reconnaître, on avait songé déjà à ouvrir un asile où les soldats blessés en défendant le pays pussent se reposer vers les derniers jours de leur laborieuse existence. Philippe-Auguste, dès la fin du douzième siècle, avait voulu fonder un hospice destiné aux hommes d'armes, et son projet échoua seulement par le refus que fit le pape d'affranchir la congrégation militaire de la discipline

épiscopale. Trois siècles plus tard ce projet fut, en partie, réalisé par Henri III, qui forma rue de l'Oursine une maison royale et hospitalière pour les gens de guerre que l'âge enlevait au service actif. Cette institution, qui durant les guerres de religion s'était perdue, fut renouvelée par Henri IV au profit de ses compagnons d'Ivry et d'Arques; un édit de 1597 leur assura un refuge rue Saint-Marcel. Louis XIII fit également en 1632 une fondation pour les vétérans : il acheta le vieux château de Bicêtre, auquel on ajouta une chapelle et des bâtiments; érigea cet établissement en commanderie de Saint-Louis, et y placa les officiers invalides. Jusqu'alors ces diverses institutions n'avaient pas eu d'organisation régulière : Richelieu avait le dessein d'établir un hôtel de retraite militaire, il voulait agrandir et rendre durable la commanderie formée à Bicêtre, y ajouter de vaste dépendances, y faire élever une église; mais la mort l'arrêta, et encore une fois fut ajourné l'acquittement de cette dette contractée envers le courage et le dévouement de l'armée.

Le prince qui à tant de reprises avait couvert l'Europe de ses armées et sur le règne de qui la gloire militaire avait jeté tant d'éclat, devait plus qu'aucun autre ce paisible asile aux soldats frappés en combattant pour l'honneur et l'indépendance de la France. Louis XIV accepta royalement cette charge, et sut réaliser dignement cette généreuse pensée de protection et de reconnaissance. Le préambule de l'ordonnance de 1674, qui règle l'organisation intérieure du nouvel établissement fondé par la royauté et lui donne le nom d'*hôtel royal des Invalides*, reconnaît noblement ces obligations et mérite d'être conservé.

« La paix, y est-il dit, qu'il plut à Dieu de nous donner vers la fin de » l'année 1659, et qui fut conclue aux Pyrénées entre nous et le roi catholique, ayant rétabli pour lors le repos dans toute la chrétienté, etc..., » nous avons estimé qu'il n'étoit pas moins digne de notre pitié que de » notre justice de tirer de la misère et de la mendicité les pauvres officiers et soldats de nos troupes qui, ayant vieilli dans le service ou qui » dans les guerres passées ayant été estropiés, étoient non-seulement » hors d'état de continuer à nous rendre des services, mais aussi de rien » faire pour pouvoir vivre et subsister; et qu'il étoit bien raisonnable que » ceux qui ont exposé librement leur vie et prodigué leur sang pour la » défense et le soutien de cette monarchie, et qui ont si utilement contribué au gain des batailles que nous avons remportées sur nos ennemis, » aux prises de leurs places et à la défense des nôtres, et qui par leur » vigoureuse résistance et leurs généreux efforts les ont réduits souvent

« à nous demander la paix, jouissent du repos assuré à nos autres sujets « et passent le reste de leurs jours en tranquillité. . . . .

. . . .

« Après avoir fait examiner plusieurs moyens qui nous ont été proposés « sur ce sujet, nous n'en avons pas trouvé de meilleur que celui de faire « bâtir et construire en quelque endroit commode et proche de notre « bonne ville de Paris un hôtel d'une grandeur et espace capable d'y re- « cevoir et loger tous les officiers et soldats tant estropiés que vieux et « caducs de nos troupes, et d'y affecter un fonds suffisant pour leur sub- « sistance, » etc.

Déjà à cette époque les principales constructions de l'hôtel des Invalides, alors situé hors du mur d'enceinte de Paris, étaient terminées et capables de recevoir dix mille vétérans. Libéral Bruant avait commencé l'édifice; Jules Hardouin-Mansard, nommé surintendant des bâtiments, fut chargé de le terminer, et il s'appliqua à lui donner le caractère de majesté qui appartenait à sa glorieuse destination. Au moment où il dirigeait les travaux, le célèbre Wren élevait à Londres le fameux temple de Saint-Paul; l'architecte français voulut lutter avec l'artiste anglais, et il résolut de couronner l'église des Invalides par un dôme. Il en présenta les plans à Louis XIV, qui les agréa, et en 1675 il entreprit cette magnifique coupole qui est demeurée, par l'élégance de ses formes et l'originalité de ses dispositions, le chef-d'œuvre de Mansard. Cette coupole, qu'on a comparée, sinon pour la grandeur, du moins pour sa beauté, à celles de Saint-Pierre et de Sainte-Sophie, est « disposée, a dit « Milizia dans ses Mémoires sur l'architecture ancienne et moderne, de « manière qu'en se plaçant à son centre on jouit d'un des spectacles les « plus splendides que puisse donner l'architecture. »

L'hôtel royal des Invalides fut achevé complétement en 1706. On a souvent reproché au souverain et à l'artiste qui exécutait ses volontés la magnificence apportée dans les constructions de ce vaste monument : mais ce n'était point un hôpital, un séjour de misère et de mendicité que Mansard devait construire; c'était une noble habitation, un hôtel où la vieillesse du soldat trouvât un asile, une récompense, et non pas une aumône. C'est précisement ce luxe royal, ces grands développements, ces cours qui rappellent celles d'un palais, qui convenaient à cette héroïque retraite.

Le roi fut satisfait de Mansard et le récompensa par le cordon de l'ordre de Saint-Michel, accordé pour la première fois en France à un

artiste. La peinture et la sculpture vinrent encore rehausser par leurs travaux l'œuvre de Mansard : Lafosse peignit à l'intérieur de la coupole la gloire des bienheureux, les réfectoires furent décorés de tableaux représentant les victoires principales du grand roi ; Coysevox, Coustou, Pigale l'enrichirent de leurs sculptures, et désormais les défenseurs du pays ne craignirent plus ces retours de fortune qui, après une vie de combats et de luttes, ne leur laissaient d'autres ressources qu'une misère honteuse.

L'exemple que la France donnait fut admiré et suivi par l'Europe entière. Charles II demanda à Louis XIV les plans de l'hôtel des Invalides, et fit élever à Chelsea un édifice consacré aux vieux soldats ; en 1708 Guillaume d'Orange ordonna la construction de l'hôtel militaire de Greenwich, magnifique résidence réservée aux marins anglais ; en 1748 Frédéric-le-Grand songea également à la vieillesse des soldats qui l'aidaient à fonder la domination prussienne, un hôtel des Invalides fut établi par ses ordres aux portes de Berlin et à l'entrée principale il fit placer cette belle inscription . *Læso et invicto militi.* — *Au soldat blessé mais non vaincu ;* en Russie, Pierre-le-Grand non plus n'oublia pas la visite qu'il avait faite à l'hôtel des Invalides : tous les souverains enfin imitèrent la haute pensée de prévoyance de Louis XIV, mais c'est à lui que revient l'honneur de l'avoir le premier réalisée.

Les arts s'étaient réunis pour décorer la calme retraite de nos soldats, leur courage lui fournit son plus bel ornement ; un siècle après que Louis XIV avait ouvert l'hôtel des Invalides, neuf cent soixante drapeaux, trophées de nos victoires, suspendus aux voûtes de l'église, rappelaient par quels services nos armées méritaient qu'on leur fît ce noble repos. Sous ces étendards, cachés un moment à l'heure de la défaite et qui depuis 1830 s'agitent de nouveau aux voûtes de l'église des Invalides, dorment dans un glorieux sommeil les héros illustres qui ont conduit les destinées militaires de la France : Vauban, Turenne sont étendus à côté de Kléber, Duroc, Jourdan ; et seul, les couvrant pour ainsi dire de sa grande ombre et s'en formant un cortége, Napoléon, selon son dernier vœu, « repose sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français qu'il a tant aimé. »



COMBAT DE SENEF.

La conquête rapide de la Hollande avait inspiré à l'Europe les mêmes craintes qu'excitait autrefois l'ambition de la maison d'Autriche, on redoutait la grandeur toujours croissante de la France; et l'Allemagne tout entière, le Danemark, les Provinces-Unies, l'Espagne s'étaient réunis contre Louis XIV. De toutes les frontières on voyait s'avancer des armées ennemies; Charles, obligé par le parlement d'Angleterre de séparer sa cause de la nôtre, se tenait à l'écart : il ne nous restait plus que la Suède, dont la position lointaine annulait presque les efforts. Dans cette situation difficile, le roi cependant ne s'effraya pas; *seul contre tous,* selon la devise que lui avait faite Louvois, il se prépara avec une admirable activité à résister à tant d'efforts hostiles. Louis XIV atteignait alors le degré supérieur de sa fortune : d'habiles ministres l'entouraient, le pays était riche, les ressources nombreuses, Turenne et Condé commandaient encore les armées; le grand roi, le prince heureux qui partout réussissait, était enfin dans tout l'éclat de sa puissance, et il pouvait voir presque sans alarmes cette menaçante coalition qui renfer-

mait pour ainsi dire son royaume dans un cercle de fer. D'abord il fit évacuer les provinces conquises dans le nord; il sacrifia la possession de cinquante places pour reprendre la ligne de Dunkerque à Namur. et ne conserva de toutes ses conquêtes que Maëstricht et Grave. La France, ainsi repliée sur elle-même, appuyée sur ses frontières, attendit ses ennemis avec une courageuse confiance.

Tandis que Schomberg allait avec dix mille hommes dans le Roussillon pour s'opposer à l'invasion espagnole, les deux généraux qui avaient déjà tant élevé la gloire militaire du règne de Louis XIV, Turenne et Condé, marchèrent vers le nord et l'est afin de déjouer les efforts combinés des Impériaux et des Hollandais. Turenne se rendit en Alsace, où il accomplit cette belle campagne de 1674, le chef-d'œuvre de son génie, qui dicta à Hénault cet éloge si juste de l'illustre général : « Les succès « de M. de Turenne ressemblaient à son caractère; ils étaient solides et « sans ostentation : ce n'étaient pas des batailles rangées, qui souvent ne « font que du bruit sans produire aucun avantage; c'étaient des combats « utiles qui sauvaient son pays, et où la conduite du général ne mettait « rien au hasard. » En même temps qu'il forçait les Allemands à repasser le Rhin et à abandonner Strasbourg, Condé s'arrachait aux loisirs de Chantilly et avec trente mille hommes faisait échouer en Flandre l'invasion du prince d'Orange par la sanglante journée de Senef.

Trop inférieur en forces pour prendre hardiment l'offensive contre son adversaire, Condé avec quarante mille hommes s'était établi entre Charleroy et Fontaine-l'Évêque, dans une forte situation appuyée sur les rives de la Sambre et de la petite rivière du Picton. Le prince d'Orange avec soixante mille hommes, cherchant à obtenir par une victoire le passage de la Sambre et l'entrée de la Champagne, avait offert le combat aux Français, sans avoir pu les attirer hors de leurs retranchements. Enfin, après d'inutiles tentatives et n'osant les attaquer dans leurs positions, il se décida, le 11 août 1674, à opérer sa retraite sur Mons en suivant un chemin coupé de défilés où ses différents corps furent nécessairement divisés. Lorsque Condé le vit engagé dans ce passage difficile il se jeta à sa poursuite, atteignit dans les bois de Senef son arrière-garde, séparée du reste de l'armée, et l'attaqua avec vigueur. En moins d'une heure, et sans perte sensible, les Français avaient mis en complète déroute l'arrière-garde du prince d'Orange, tué deux mille hommes, fait trois mille prisonniers et pris les bagages et les munitions de l'armée. Au bruit de cette attaque imprévue, le prince d'Orange, qui commandait le centre, envoie à l'avant-

garde l'ordre de rétrograder, revient lui-même sur ses pas en ralliant les fuyards et se retranche dans le village du Fay sur une hauteur fortifiée naturellement par des haies, des bois et un marais qui en défendaient l'approche. Condé avait obtenu un succès brillant dont il pouvait se satisfaire; mais il lui était plus facile de résister entièrement à son ardeur et de refuser le combat que de s'arrêter dans l'action : entraîné par son courage, échauffé par l'avantage qu'il venait de remporter, il veut enlever la position où les Hollandais s'étaient renfermés; vainement ses officiers essaient de le retenir, il persiste dans sa résolution. L'un d'eux, Fourilles, tente de calmer l'impétuosité de son attaque : « Ce ne sont point « des conseils que je vous demande, répond le prince avec une hauteur « offensante qui lui était trop habituelle, mais de l'obéissance; ce n'est « pas d'aujourd'hui que je sais que vous aimez mieux raisonner que com- « battre. » Fourilles donna par sa mort un noble démenti à ces offensantes paroles. Cependant Condé avait obstinément ramené au combat ses soldats déjà fatigués et les avait lancés sur le village occupé par le prince d'Orange. Ce fut alors une suite d'engagements successifs, très-meurtriers et complétement infructueux; on se battit jusqu'à minuit sans que d'aucun côté on pût se prévaloir d'un avantage marqué. Condé montra une infatigable activité, un brillant courage; à la tête de sa cavalerie, il conduisit lui-même plusieurs charges brillantes, s'exposant au milieu du feu comme un soldat, et dans la journée il eut trois chevaux tués sous lui. Au plus fort de l'action, voyant à ses côtés un régiment d'infanterie faiblir, il descend de cheval, marche à la tête des soldats découragés et s'efforce de les retenir. Mais la crainte l'emporte, et il demeure presque seul en face de l'ennemi; néanmoins il ne recule pas, et comme autour de lui il entend crier : « Sauvez-vous, monseigneur! courez, vous « allez être pris! — On ne court pas avec mes mauvaises jambes! » dit-il avec calme en faisant allusion à la goutte qui le tourmentait. Malgré la résistance opiniâtre du prince d'Orange, Condé ne se lassait pas; incessamment il renouvelait ses attaques, et aux bataillons qu'abattait la mitraille il faisait succéder de nouvelles troupes.

L'engagement de Senef, qui avait commencé à dix heures du matin, se prolongea fort tard aux lueurs incertaines de la lune; enfin, à minuit, la fatigue des soldats obligea les généraux de suspendre cette lutte. Rien n'avait encore décidé à qui appartiendrait définitivement le succès de cette journée. La position du prince d'Orange restait intacte, et le prince de Condé n'avait pas reculé; il n'avait même pas renoncé, après tant d'in-

utiles et coûteux efforts, à s'emparer du village dont son adversaire était maître : « Le prince ordonna, dit La Fare, qui assista au combat de » Senef, qu'on fît avancer des bataillons nouveaux et qu'on allât chercher » du canon pour attaquer les ennemis à la pointe du jour. Tous ceux qui » entendirent cette proposition en frémirent, et il parut visiblement qu'il » n'y avait plus que lui qui eût envie de se battre. » Condé dut se résoudre alors à commander la retraite à ses soldats harassés, et, par un mouvement singulier, des deux côtés on abandonna simultanément le champ de bataille, ce gage habituel de la victoire. La journée n'avait été décisive ni pour la Hollande ni pour la France. Si, cependant, l'honneur du champ de bataille ne resta ni au prince d'Orange ni au prince de Condé, celui-ci put après tout s'attribuer l'avantage de la campagne. Le combat de Senef avait changé les plans du prince d'Orange : au lieu de forcer la frontière de la Champagne, d'envahir la France, il recula vers Oudenarde, qu'il assiégea, et qu'encore Condé l'obligea d'abandonner. Tout le succès de cette campagne, qui devait conduire les armées alliées à Paris, se borna à la prise de Grave par Guillaume. Toutefois la fortune plus que le courage et l'intelligence lui fit faute ; le prince d'Orange, âgé seulement de vingt-trois ans, montra dans la campagne de Flandre toutes les qualités d'un grand général ; et à Senef, si son mouvement de retraite compromit un instant son armée, il lui resta la gloire d'avoir habilement réparé sa faute et arrêté pendant toute une journée la fougue et l'entreprenant génie de Condé.

Senef fut le dernier éclat de cette belle existence militaire qui avait commencé à Rocroy ; après la campagne de Flandre le prince de Condé revint à Chantilly et ne quitta plus qu'une fois cette glorieuse retraite, afin d'aller réparer les désastres qu'avait amenés la mort de Turenne. Alors il demeura éloigné de la cour, des champs de bataille, de ce monde d'agitations ambitieuses et de combats, pour attendre dans un noble repos la fin d'une vie dont tant de brillantes victoires avaient pour toujours assuré la renommée.

Le prince de Condé mourut en 1686, et sur cette tombe qui renfermait tant de gloire Bossuet laissa tomber les sublimes accents d'une éloquence qui retentit pour la dernière fois sur le cercueil du héros de Rocroy, de Fribourg, de Lens et de Senef.



MORT DE TURENNE.

Tandis que le prince de Condé se reposait des fatigues et des gloires de sa jeunesse sous les ombrages de Chantilly, Turenne poursuivait avec une infatigable activité sa brillante carrière. Nommé par Louis XIV maréchal-général des armées, il ne considérait cette haute distinction que comme un encouragement donné à de nouveaux services. Partout où il se montrait, il gagnait la victoire au drapeau de la France, et son expérience, formée par la méditation, pour ainsi dire par la pratique des champs de bataille, savait constamment abaisser les ennemis du grand roi. Jusqu'à ce qu'il eût atteint ce but, le repos lui parut impossible, et, quelque multipliées que fussent les guerres, quelque nombreux que semblassent les ennemis, au premier ordre il était toujours prêt lorsqu'il fallait repousser les coalitions qui réunirent si souvent l'Europe entière contre Louis XIV.

Après la campagne de Hollande en 1672, qu'il avait en partie conduite, Turenne était revenu sur le Rhin, et, dans le cours de 1674, il avait repoussé les Impériaux commandés par Montécuculli, sauvé la France

d'une invasion et pour jamais affermi nos conquêtes du Rhin. A peine était-il de retour et avait-il joui du triomphe que la nation avait fait à son libérateur, des éloges du roi, dont l'orgueil fut contraint de s'incliner devant tant de valeur, que le maréchal se rendit de nouveau en Alsace pour diriger la campagne de 1675. C'était la dernière qu'il devait commander, et ce fut le chef-d'œuvre d'un général dont la renommée était faite : jamais il ne déploya plus de qualités, plus de ressources; lui et Montécuculli, dans leurs manœuvres, luttèrent d'habileté, d'adresse, sur un terrain de quelques lieues carrées; mais ce fut Turenne qui l'emporta, et c'est à lui que demeura, avec la supériorité, l'honneur de ces mouvements par lesquels les deux généraux cherchaient à s'attirer réciproquement dans une situation favorable à leurs desseins.

Montécuculli, après avoir long-temps manœuvré, fut obligé de reculer vers Saltzbach, dans une position difficile qui le forçait ou d'accepter le combat, ou de se jeter dans la Forêt-Noire. Turenne prévoyait tous les succès de la journée qui se préparait; lui, d'habitude calme et réservé, laissait éclater sa joie : « Je les tiens, ils ne m'échapperont plus! » s'écria-t-il avec une assurance qui lui était permise, lorsqu'il eut enfin amené les Impériaux sur le terrain qu'il avait choisi. L'ardeur inaccoutumée qui animait sa figure disparaissait par instants sous un air pensif et réfléchi, tant les importants résultats de la bataille qu'il allait engager le préoccupaient.

Avant de mettre ses troupes en mouvement, Turenne voulut une dernière fois parcourir le champ de bataille où il se promettait de remporter la victoire. Le samedi 27 juillet 1675 il monta à cheval à deux heures, et se dirigea vers les lignes ennemies. M. d'Hamilton, qui le rencontra près du lieu où il allait, lui dit : « Monsieur, venez par ici, on tirera du côté où vous allez. » Turenne se rendit à cet avis. « Vous avez raison, répondit-il, je ne veux point du tout être tué aujourd'hui; cela sera le mieux du monde. » Et il se retirait, lorsque M. de Saint-Hilaire, qui commandait l'artillerie, arriva pour lui montrer une batterie placée d'après ses ordres sur une hauteur. Ce retard devait être fatal à Turenne; au moment où Saint-Hilaire étendait le bras, en lui indiquant la direction de la batterie, un boulet, tiré au hasard, emportant du même coup le bras de Saint-Hilaire, vint frapper dans la poitrine le maréchal qui revenait sur ses pas; son cheval ne fut même pas arrêté, et l'entraîna au galop tandis qu'il était tombé sur l'arçon de la selle. Dans le premier instant, on ne s'aperçut pas de la perte immense que l'armée avait faite :

« mais le cheval s'arrête, le héros tombe entre les bras de ses gens ; il ouvre deux fois de grands yeux et la bouche, et demeure tranquille pour jamais. » On le couvre d'un manteau et on le porte sous une haie ; puis, un carrosse étant arrivé, les restes de Turenne sont transportés dans sa tente. A ce moment, le fils de Saint-Hilaire, voyant que son père a le bras emporté, se jette sur sa poitrine en fondant en larmes : « Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer, dit celui-ci en montrant le corps de Turenne ; c'est ce grand homme. » — « Ainsi finit au comble de sa gloire, a dit le marquis de La Fare son contemporain, non-seulement le plus grand homme de guerre de ce siècle et de plusieurs autres, mais aussi le plus homme de bien, le meilleur citoyen et celui qui m'a paru le plus approcher de la perfection. »

Le deuil fut universel. « C'était un homme qui faisait honneur à l'homme, » dit Montécuculli en apprenant la mort de son illustre adversaire ; les soldats se rappelaient les bienfaits de leur général pour le pleurer avec plus d'amertume ; tous les citoyens regrettaient le plus habile et le plus généreux défenseur de la gloire nationale ; et Louis XIV, lorsqu'on lui annonça ce triste événement, s'écria : « Hélas ! nous perdons tout aujourd'hui ; M. de Turenne est mort. » Aussitôt qu'il n'est plus, l'armée, qui avait en lui toute confiance, se trouble et hésite ; les généraux, qui ignoraient ses plans, ne savent à quelle résolution s'arrêter ; Montécuculli reprend l'avantage, les Français repassent le Rhin ; et la présence de Condé put seule ramener à la victoire les soldats découragés. Inférieur en forces à son adversaire, Condé s'inspira des idées de Turenne, avec l'ombre duquel il aurait voulu converser, disait-il. Il força les Impériaux à évacuer l'Alsace, et termina glorieusement cette campagne si heureusement commencée par Turenne. Après ces derniers succès, qui couronnaient dignement sa vie, le vainqueur de Rocroi revint aux belles solitudes de Chantilly, dont il ne sortit plus jusqu'à l'époque de sa mort arrivée onze ans plus tard, en 1686, se délassant là des souvenirs de la guerre dans les nobles entretiens de Bossuet.

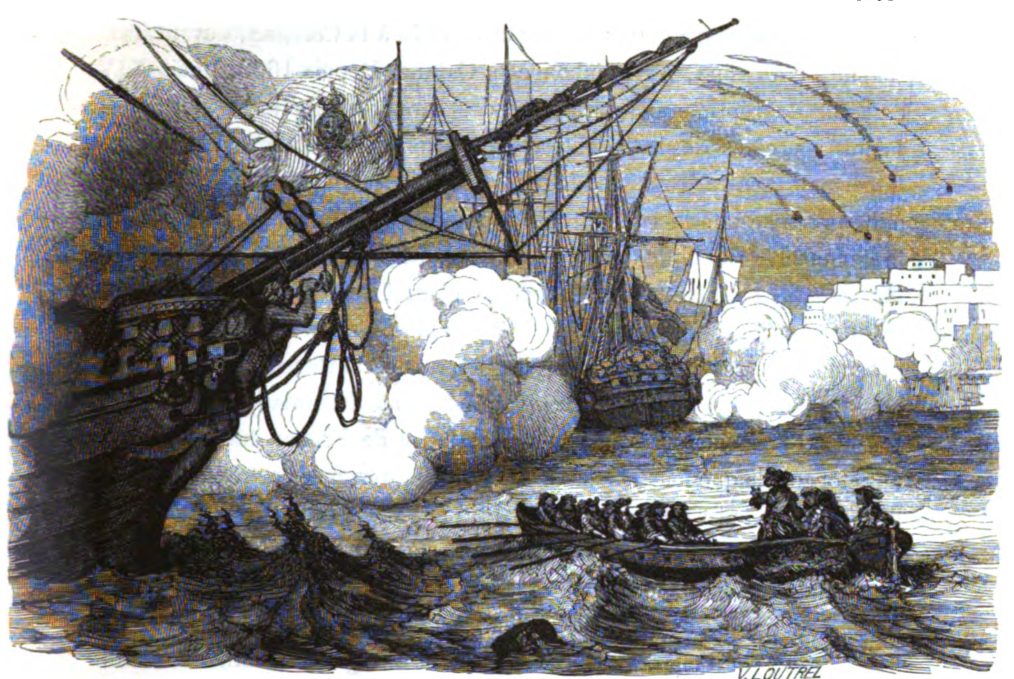
Le retour du corps de Turenne, qu'on ramena à Paris, fut une marche à la fois triomphale et funèbre à travers la France ; les hommages qu'il reçut au passage rappellent ceux adressés autrefois à Du Guesclin lorsque du château de Randon il fut conduit à Paris. A chaque ville, les magistrats et les citoyens en habit de deuil se rendaient au-devant du convoi et l'accompagnaient dans un solennel recueillement ; on le recevait comme un triomphateur, et partout la religion catholique, qui avait quel-

ques années auparavant obtenu la conversion de Turenne, honorait de ses prières et de ses bénédictions cet illustre cercueil.

A Paris, les obsèques de Turenne furent célébrées avec une magnificence royale. Comme le connétable de Charles V, le maréchal de Turenne fut enseveli à Saint-Denis; et sur sa tombe Fléchier, inspiré par un si grand sujet, fit entendre des accents dignes du héros qu'on regrettait. Le corps de Turenne resta à Saint-Denis jusqu'en 1793. A cette époque, où les passions politiques, exaltées jusqu'à la fureur, semblaient vouloir anéantir le passé, hontes et gloires, sous des ruines, la tombe de Turenne fut brisée; et son corps, arraché à son glorieux repos, demeura presque sans sépulture pendant trois ans. En 1796 il fut enfin transporté au *Musée des monuments français*, où il resta quatre années.

Mais, à son avénement au pouvoir, Napoléon, qui devait tant à la gloire des armes, voulut témoigner avec éclat son respect pour l'une des plus grandes renommées militaires du pays, et consacrer à Turenne une tombe digne de sa gloire et des services qu'il avait rendus à la France. Le 23 septembre 1800, sur les ordres du premier consul, qui par cet hommage rattachait pour ainsi dire aux illustrations du passé son illustration personnelle et mêlait, dans ce délicat et noble souvenir, la gloire du héros d'Italie à celle du conquérant de l'Alsace, les restes de Turenne furent solennellement transportés dans l'église des Invalides, où ils reposent aujourd'hui auprès de ceux du vainqueur d'Austerlitz, du héros qui leur a choisi cet honorable et dernier asile.

Ce n'est pas seulement en France que le souvenir de Turenne s'est conservé avec une sincère admiration; ceux qu'il avait combattus n'avaient pas oublié son humanité, qui savait tempérer les dures nécessités de la guerre : les habitants de la Souabe laissèrent long-temps sans la cultiver la place même où il était mort, et ils ne voulurent pas détruire l'arbre sous lequel il s'était assis quelques instants; hommage simple et touchant, digne du beau caractère de Turenne, de cette forte intelligence qui unissait à tant de grandeur tant de modestie et de réserve. En 1781, on éleva un monument au lieu où succomba Turenne *enseveli au sein de la victoire*. Moreau le fit relever en 1801; et nos armées, en traversant cette campagne, ont souvent salué de leurs hommages ce nom, qui égale les plus célèbres de notre temps.



BOMBARDEMENT D'ALGER PAR DUQUESNE.

L'intelligente administration de Colbert, continuée par Seignelay, son fils, avait donné une marine à la France; la pensée de Richelieu, abandonnée durant les troubles de la Fronde, était réalisée, et sur mer la puissance de Louis XIV n'était pas moins formidable que sur le continent. En 1675, cent mille hommes montaient nos vaisseaux; et nos flottes, commandées par d'habiles amiraux, obligeaient l'Angleterre et la Hollande à respecter le pavillon national. Dans leurs efforts, les deux ministres furent puissamment secondés par le génie et l'intrépidité de Duquesne. Ce célèbre marin, né en 1610, avait commencé sa brillante carrière sous le règne de Louis XIII, et il apporta aux projets d'organisation de Colbert l'appui de son expérience. Ce fut lui véritablement qui le premier apprit à nos marins à vaincre et à combattre, ils se formèrent sous ses ordres dans ses luttes contre le célèbre amiral hollandais de Ruyter.

La dernière campagne de Duquesne, dirigée contre les États barbaresques de la côte d'Afrique, fut digne de cette glorieuse existence qui

s'était successivement signalée par des succès à la Corogne, devant Tarragone et Messine, à Stromboli et à Catane. Depuis 1663, Louis XIV essayait de réprimer les pirateries des corsaires algériens, qui infestaient les côtes de la Méditerranée, sans avoir obtenu d'avantages importants : entre Tunis et Alger, on avait voulu construire un fort afin qu'au besoin la France pût atteindre l'une des deux villes; mais le lieutenant-général de marine Paul avait été repoussé avant que le fort fût terminé et forcé d'abandonner la côte. L'amiral duc de Beaufort avait remporté sur les corsaires algériens plusieurs victoires sans obtenir cependant de résultats décisifs, et, après de courtes trêves, les côtes de la Provence et du Languedoc éprouvaient de nouvelles violences. Les traités conclus entre la régence et le roi de France étaient rompus aussitôt, et chaque jour les dangers de la Méditerranée, cette grande voie de l'ancien continent, s'accroissaient pour les navires français. Enfin Louis XIV, que Gênes devait venir saluer à Versailles, à qui l'Espagne avait fait des soumissions, dont les armes étaient partout victorieuses en Europe, s'indigna de voir si long-temps son pouvoir bravé par ces insolents pirates, et il chargea Duquesne de leur infliger un châtiment exemplaire et de réprimer leur audace.

En 1682, le vieil amiral, alors âgé de soixante-treize ans, accompagné du jeune Bernard Renaud, qui venait de trouver l'application des mortiers à bombes aux vaisseaux, se présenta devant Alger avec douze vaisseaux de guerre et cinq galiotes à bombes. Bientôt, malgré le feu soutenu des batteries algériennes, la flotte française incendiait Alger; de toutes parts les bombes éclataient sur la résidence du dey. Alors il proposa de négocier; mais Duquesne s'y refusa, et poursuivit ses opérations jusqu'à ce que la saison des vents le força de ramener son escadre à Toulon.

L'année suivante le pavillon français flotta de nouveau devant Alger. Les galiotes à bombes étaient plus nombreuses, encore mieux équipées et servies par un corps spécial de bombardiers; dans la nuit du 26 au 27 juin le bombardement commença, et deux cent vingt-deux bombes, lancées en moins de vingt-quatre heures, vinrent jeter le désordre et l'incendie dans Alger. Le dey Hassan néanmoins voulait résister, mais la population désespérée exigea impérieusement la paix; Duquesne ne voulut accorder qu'une trêve dont la première condition fut la remise à son bord de tous les esclaves chrétiens. Le terme de la suspension d'hostilités expiré, Hassan sollicita une prolongation qui fut accordée par

l'amiral français. Duquesne en même temps fit connaître à quel prix il signerait la paix ; il exigeait : 1° la liberté de tous les esclaves ; 2° une indemnité égale à la valeur des prises faites sur la France ; 3° une ambassade solennelle envoyée au roi pour demander pardon des hostilités commises contre sa marine.

Ces rigoureuses conditions rendirent quelque énergie à Alger : on résolut de résister encore. Un chef de parti, Hadji-Hassein, s'empara du commandement et se déclara contre la lâcheté du dey, qui avait consenti à traiter ; il le fit mettre à mort et fut proclamé à sa place par les janissaires. Bientôt un drapeau rouge, arboré au sommet de la citadelle, annonça à Duquesne qu'il fallait combattre de nouveau, et les hostilités reprirent avec fureur. Aux bombes que la flotte française envoyait à Alger les assiégés répondirent en attachant à la bouche de leurs canons le consul et les captifs français, dont les membres déchirés tombaient épars sur le pont de nos navires. Mais leur résistance ne pouvait sauver les algériens, la ville était devenue le théâtre d'un immense incendie dont les terribles lueurs éclairaient la mer à deux lieues de distance : tous les édifices étaient en feu ; les principaux monuments, les magasins, les mosquées, les palais s'abîmaient avec fracas au milieu des flammes ; les blessés étaient sans refuge ; les forces et les munitions s'épuisaient, et Alger tout entier fût devenu une immense ruine si enfin les projectiles n'eussent manqué à Duquesne. L'orgueil des pirates algériens était abattu, et au moment même où la flotte de Louis XIV regagnait la France ils envoyaient à Versailles Djiafar-Aga-Effendi pour demander pardon au roi, au nom du dey et du divan, des injures et des cruautés que les corsaires avaient si insolemment multipliées contre la marine française. La paix, cette fois, fut signée pour cent ans avec la stipulation d'un respect absolu pour toutes les possessions et pour les côtes de la France. Trois ans plus tard, Alger essayait encore de violer ce dernier traité ; mais l'amiral d'Estrées, renouvelant les désastres que Duquesne avait fait éprouver en 1683 aux États barbaresques, obligeait le dey à solliciter une paix nouvelle, qui fut signée le 27 septembre 1688 et dont les clauses furent fidèlement observées.

Après les triomphes qu'il avait obtenus devant Alger, Duquesne se décida au repos et résigna son commandement. Cependant il ne se croyait pas encore dégagé de toute obligation envers son pays, et malgré son âge il témoigna le désir de sortir de sa retraite pour retourner au combat : « Monsieur Duquesne, lui dit Louis XIV, un homme qui a

» servi aussi long-temps et aussi utilement que vous doit se reposer. » Ceux qui vont commander dans la marine suivront vos leçons et vos » exemples : et ce sera encore vous qui conduirez mes flottes. »

La vie de Duquesne, couronnée par cette brillante expédition d'Alger. qui étonna l'Europe et qui fut pour ainsi dire l'heureux présage de cette œuvre d'affranchissement maritime qu'il était réservé à la France d'accomplir en 1830, se termina à Paris le 2 février 1688. La révocation de l'édit de Nantes, qui frappa Duquesne dans ses croyances religieuses, troubla les dernières heures de cette noble existence. Tranquille sur sa propre destinée, que d'éminents services recommandaient au roi, il prévit les persécutions qui allaient atteindre ses coreligionnaires et sa famille. Déjà autrefois son attachement à la foi protestante l'avait empêché d'obtenir le bâton de maréchal : « Je voudrais bien, monsieur, lui avait dit » Louis XIV, paraissant l'engager à l'abjuration, que vous ne m'empê- » chassiez pas de récompenser les services que vous m'avez rendus comme » ils méritent de l'être; mais vous êtes protestant et vous savez quelles » sont mes intentions là-dessus. » Duquesne préféra cependant sa foi aux honneurs et il répondit seulement au roi : « Sire, quand j'ai com- » battu pour Votre Majesté je n'ai pas examiné si elle était d'une autre » religion que moi. »

Avec Colbert, Duquesne fut le créateur de cette courageuse marine qui devait tant illustrer le règne de Louis XIV. Autour de l'intrépide marin s'étaient formés par son exemple Tourville, son lieutenant, Duguay-Trouin, Forbin, d'Estrées, Jean Bart, et tant de marins qui portèrent sur toutes les mers le pavillon français. Ils se rappelèrent toujours ces fières paroles que Duquesne adressait au commandant d'une flotte anglaise qui lui ordonnait de se rendre . « Le pavillon français ne » sera jamais déshonoré tant que je l'aurai à ma garde, et la fierté an- » glaise pourra bien aujourd'hui céder à la valeur française; » et ils surent conserver intact son glorieux héritage.

A la mort de Duquesne, ses fils, attachés comme leur père à la religion réformée, s'expatrièrent emportant avec eux à Aubonne en Suisse, où ils furent ensevelis, les restes de ce grand homme, pour lequel la France, qu'il avait élevée au premier rang des puissances maritimes, n'eut pas même un tombeau.



LOUIS XIV REÇOIT JACQUES II

A SAINT-GERMAIN.

Jamais Louis XIV ne montra mieux, peut-être, le respect qu'il avait pour le caractère de la royauté que dans l'accueil qu'il fit au roi d'Angleterre Jacques II, lorsque celui-ci vint, après la révolution de 1688, chercher un asile en France. Le prince exilé fut traité avec autant de déférence qu'il l'eût été dans l'éclat même de sa puissance, et l'hospitalité du château de Saint-Germain lui rendit toute la splendeur, tous les honneurs qu'il eût pu exiger au palais de Saint-James. Aux sympathies que devait naturellement inspirer une si haute infortune se joignaient de touchants souvenirs, la France ni Louis XIV n'avaient pas oublié par quels liens intimes les Stuarts s'unissaient à la race royale; on se rappelait que Jacques II était l'arrière-petit-fils de cette charmante et malheureuse Marie Stuart, qui fut pendant quelques mois reine de France; sa mère était la petite-fille de Henri IV; enfin, lors de la première révolution, durant le protectorat de Cromwell, on avait vu

Charles II et son frère le duc d'York combattre dans les rangs français sous les ordres de Turenne et de Condé. Aussi, quand le souverain déchu vint se placer sous la protection du roi de France, celui-ci se plut à honorer avec excès le monarque malheureux, témoignant ainsi à l'Europe la fidélité qu'il savait conserver à ses alliés dans l'infortune Louis XIV, qui avait rehaussé l'éclat de sa grandeur héréditaire par celui d'un beau règne, aimait à relever en un roi sans états le caractère royal, et, si l'on doit chercher les secrètes intentions de sa noble hospitalité, on peut dire que, par les respects multipliés qu'il accordait à Jacques II, il se rendait pour ainsi dire hommage à lui-même. Il ne voulait pas que les peuples vissent un prince fort de son droit réduit à l'humiliation et à la misère : « Votre cause, dit-il à son hôte royal, est celle de tous les rois. »

La reine d'Angleterre et le prince de Galles, son fils, arrivèrent les premiers en France; le roi alla au-devant d'eux jusqu'à Chatou : « Je » vous rends, madame, dit-il à la reine, un triste service; mais j'espère » vous en rendre bientôt de plus grands et de plus heureux. » Puis, après ces paroles qui laissaient aisément pressentir l'appui que Louis XIV était résolu d'accorder à la cause des Stuarts, il la conduisit au château de Saint-Germain, où la souveraine exilée retrouva le luxe auquel elle était habituée. Tout avait été disposé comme pour le service même de la reine de France; des présents de toute espèce, de riches étoffes, des vaisselles d'or et d'argent, un ameublement splendide attestaient la magnificence du roi de France. On avait placé sur la toilette de la reine, ainsi que sur celle du prince de Galles, une cassette contenant dix mille louis d'or. Tout avait été disposé avec une égale profusion pour la réception de Jacques II; pour l'entre ien de sa maison on lui régla six cent mille livres et on lui assura une pension annuelle de soixante mille livres.

Le roi d'Angleterre débarqua en France au commencement du mois de décembre 1688, et le 25 il fut reçu au château de Saint-Germain par Louis XIV. Le roi était venu l'attendre dans les appartements de la reine d'Angleterre : dès qu'on lui annonça l'arrivée du prince fugitif, il alla au-devant de lui jusqu'à la porte de la salle des gardes; les deux souverains s'embrassèrent, et Louis XIV accompagna Jacques II jusqu'à la chambre de la reine d'Angleterre. Enfin, en souvenir de cette journée, le roi fit frapper une médaille qui d'un côté représentait la France recevant Jacques II, la reine d'Angleterre et le prince de Galles, avec ces mots en exergue : *Perfugium regibus.* — *Refuge des rois.* De l'autre

côté on lisait les mots suivants : *Jacobus II, Magnæ Britanniæ rex, cum regina conjuge et principe Walliæ in Gallia receptus,* 1689.

Toutefois, une hospitalité magnifique, des prévenances amicales, de bienveillantes paroles ne furent pas les seuls témoignages de l'intérêt que Louis XIV prenait à la cause des Stuarts : un armement considérable, des armes, de l'argent, vingt mille hommes de débarquement furent mis à la disposition de Jacques II; et au mois d'avril 1689 le roi d'Angleterre s'embarquait pour l'Irlande, qui avait repoussé la révolution accomplie l'année précédente au profit de Guillaume d'Orange. En se séparant de Jacques II : « Tout ce que je peux vous souhaiter de mieux, lui avait » dit Louis XIV, c'est de ne nous jamais revoir. »

Malgré les plus favorables circonstances et tous les efforts de la France, ce désir ne se réalisa pas. Le malheur semblait avoir abattu dans Jacques II le courage du duc d'York; irrésolu, timide, il demeura une année en Irlande sans obtenir de succès décisifs, et laissa l'armée anglaise faire des progrès et s'établir dans le pays. Guillaume d'Orange vint enfin défendre en personne la couronne qu'il avait enlevée à Jacques II; le beau-père et le gendre, le roi légitime et son heureux adversaire, se rencontrèrent sur les rives de la Boyne, où la fortune des Stuarts succomba devant celle du prince d'Orange. Jacques II pouvait cependant encore continuer la guerre; mais ce prince, autrefois rempli d'énergie, de volonté, avait perdu toute fermeté : bientôt il ne songea plus qu'à abandonner l'Irlande; au moment même où la nouvelle de la victoire de Beachy-Head, remportée par la flotte française sur les vaisseaux réunis de la Hollande et de l'Angleterre, devait ranimer son courage, il désespéra de sa cause et regagna la France. Deux fois encore, mais sans plus de succès, Louis XIV arma en faveur de Jacques II; il semblait qu'une influence fatale s'étendît sur tous ceux qui prenaient quelque intérêt à la destinée de ce roi malheureux. Enfin, après avoir assisté en 1692, du haut du cap de La Hogue, à la défaite de la flotte qui devait le conduire une seconde fois dans les trois royaumes, le fils de Charles Ier écrivit à Louis XIV : « Ma mauvaise étoile a fait sentir son influence sur les » armes de Votre Majesté, toujours victorieuses jusqu'à ce qu'elles aient » combattu pour moi; je vous supplie donc de ne plus prendre intérêt à » un prince aussi malheureux. » Pour toujours le roi d'Angleterre rentra dans le silence et l'oubli; la race des Stuarts venait de signer pour ainsi dire son abdication, le trône d'Angleterre était perdu pour cette famille aussi célèbre par son infortune que d'autres le sont par leur gloire.

Les revers si constants de Jacques II ne lui purent cependant obtenir l'intérêt de l'Europe ni même de la France. Sa cause, son infortune excitaient de profondes sympathies; mais personnellement il n'inspirait qu'une médiocre estime. Louis XIV seul ne l'abandonna jamais, ne lui laissa jamais apercevoir, même dans les jours malheureux qui attristèrent la fin de son règne, que les Stuarts fussent un embarras pour lui; mais il faut convenir que Louis XIV honorait et défendait plutôt le souverain que l'homme. Le caractère de Jacques II s'était amoindri, effacé pour ainsi dire dans les minutieuses pratiques d'une dévotion inintelligente; et lorsqu'il mourut, en 1700, c'était moins un roi qu'un moine.

Cependant il retrouva quelquefois des mouvements de grandeur, et conserva avec une inébranlable conviction le sentiment de son droit. Lorsque Guillaume d'Orange proposa de reconnaître pour son héritier au trône le jeune fils du Stuart exilé, Jacques s'y refusa; il ne voulut pas reprendre la couronne par ce détour, et répondit fièrement : « Je me » résigne à l'usurpation du prince d'Orange; mais mon fils ne peut tenir » la couronne que de moi, l'usurpation ne saurait lui donner un titre » légitime. »

Dans son malheur, le roi d'Angleterre eut du moins la consolation de trouver des amis fidèles à sa mauvaise fortune : ils se réunirent en une compagnie de soldats au service de France, plutôt que de se soumettre au pouvoir nouveau qui dominait en Angleterre. Lorsque, formés en corps, ils vinrent rendre hommage à leur légitime souverain, celui-ci éprouva une émotion dont son âme semblait avoir perdu les mouvements. Jacques s'avança vers eux, salua ses sujets loyaux par une inclination du corps et le chapeau bas, revint une seconde fois, s'inclina de nouveau et fondit en larmes : la compagnie d'exilés se mit à genoux, baissa la tête contre terre, puis se relevant fit le salut militaire au dernier Stuart qui fut roi.

Le fils de Jacques II et Charles-Édouard son petit-fils essayèrent de ressaisir la couronne paternelle, mais tous deux échouèrent. Charles-Édouard en 1745 parut un moment l'emporter sur la destinée fatale de sa race; mais, presque arrivé au but, maître d'une partie de l'Angleterre, il succomba à Culloden, et jamais la cause jacobite ne releva depuis son drapeau en Angleterre.



JEAN BART.

Le nom de Jean Bart est un des plus populaires de notre histoire maritime. Ses exploits si audacieux, son activité, sa parole nette et franche, sa brusquerie même. et surtout cette haine passionnée, ardente, qu'il portait à l'Angleterre, lui ont assuré une célébrité durable. Né à Dunkerque, en face précisément des rives britanniques, à quelques lieues de Douvres, à côté de Calais, qui éveille tant d'amers souvenirs dans toute âme française, il s'anima de bonne heure de ces ressentiments, de cette inimitié profonde qui, depuis tant de siècles, divisent les deux nations. Ces sentiments hostiles, déjà si vifs d'eux-mêmes, s'augmentèrent encore de toute l'énergie de son caractère, s'aigrirent au milieu des combats, se fortifièrent à la vue des pavillons anglais, devant ces croisières des flottes anglaises et hollandaises qui éprouvèrent si souvent son intrépidité et sa prudence. Jean Bart enfin, et c'est là ce qui principalement a fait la renommée de ce hardi corsaire, est l'expression la plus énergique des ardentes rivalités de gloire et d'intérêts

qui tant de fois armèrent notre marine contre celle de l'Angleterre.

Jean Bart commença son éducation maritime en Hollande ; c'était la puissance qui dominait l'Océan. Le jeune marin y apprit le rude métier de la mer, et demeura sur les vaisseaux de la république des Provinces-Unies jusqu'au moment où la guerre éclata entre elle et la France : alors s'ouvrit devant lui cette carrière qu'il parcourut avec tant d'éclat. Fils d'un pauvre pêcheur, les règlements de cette époque lui interdisaient le grade d'officier dans la marine militaire; il prit des lettres de marque, et bientôt les flottes anglaises et hollandaises connurent son pavillon. Durant trente années, l'obscur corsaire qui croisait incessamment dans la Manche fut un des plus intrépides auxiliaires de la marine française. Rien ne l'effrayait, et, quelque supérieurs que fussent les ennemis qu'il devait combattre, il arborait le signal de la lutte. Un jour qu'il accompagnait avec deux petites frégates un convoi de vingt vaisseaux marchands, il rencontre deux forts navires anglais. Autour de lui on s'alarme; Forbin même, qui devait être son rival de gloire, alors sous ses ordres, conseille de fuir. « Fuir devant l'ennemi! répond Jean » Bart, jamais! » Il arme trois vaisseaux marchands, ordonne au reste du convoi de gagner le large et tente l'abordage. La fortune ne seconda pas son audace; Forbin et lui furent faits prisonniers et emmenés à Plymouth. Mais, malgré l'active surveillance à laquelle il était soumis, Jean Bart s'échappa, traversa la Manche sur une barque de pêcheur et revint à Dunkerque. Son nom cependant grandissait; les éclats multipliés de son audace retentirent jusqu'à Versailles, et la loi du privilége céda devant sa répution : Jean Bart fut nommé capitaine de frégate.

L'intrépide marin ne quittait pas la mer, partout les vaisseaux ennemis le rencontraient. Aucun convoi n'échappait à sa surveillance. Toujours en course, toujours combattant, il se multipliait par une infatigable activité, trompant constamment les croisières anglaises. Lorsqu'on le croyait renfermé dans Dunkerque, on apprenait qu'il venait d'obtenir un succès nouveau. L'Angleterre, n'espérant plus l'enlever ouvertement, bravement, dans une rencontre, essaya de le surprendre par la trahison.

Pendant le blocus du port de Dunkerque, autorisé par M. de Pontchartrain à armer une flottille de petits bâtiments Jean Bart avait réussi à franchir sain et sauf les lignes des vaisseaux ennemis. Encouragé par ce succès, il s'était lancé à toutes voiles dans la Manche, il y avait fait sur l'ennemi des prises considérables, et les avait conduites dans le port neutre de

Berghen en Suède durant une expédition dirigée vers les côtes d'Écosse et d'Angleterre.

Après être descendu à Newcastle et avoir dévasté les côtes d'Angleterre, il était revenu à Berghen afin de réparer quelques avaries et de reprendre le fruit de ses victoires. Un jour qu'il était à terre, le capitaine d'un corsaire anglais l'aborde et lui dit : « N'êtes-vous pas Jean Bart? » — Oui, répond celui-ci — Eh bien! il y a long-temps que je vous » cherche, reprend l'Anglais; je veux avoir une affaire avec vous. — » J'accepte, dit Jean Bart; aussitôt mon navire réparé, nous irons nous » battre en pleine mer. » Sur le point de quitter Berghen pour ce duel naval, le corsaire anglais invite Jean Bart à venir déjeuner à son bord. Celui-ci refuse d'abord : « Deux ennemis comme nous, dit-il, ne doivent » plus se parler qu'à coups de canon. » Le premier insiste, et Jean Bart, incapable de soupçonner une indigne déloyauté, se rend enfin à l'invitation et monte avec confiance sur le navire anglais. Le déjeuner fut splendide, comme si le capitaine anglais eût voulu troubler la raison de son convive; mais, lorsqu'après ce repas Jean Bart veut quitter le bord, son hôte lui déclare qu'ayant juré de le ramener mort ou vif à Plymouth il est maintenant son prisonnier. « Ton prisonnier! s'écrie Jean Bart indi- » gné de tant de lâcheté, c'est ce que nous allons voir! » Et se tournant vers ses vaisseaux mouillés à peu de distance il fait retentir la rade de ces mots jetés d'une voix éclatante : « A moi, mes braves! à moi! Dun- » kerque et Jean Bart! » Puis, s'élançant sur une mèche allumée, il écarte d'un brusque mouvement les hommes qui l'entourent, et, posant sa mèche au-dessus d'un baril de poudre monté sur le tillac et séchant au soleil : « Ton prisonnier, traître Anglais, continue-t-il, tient dans sa main » ta vie et celle de ton équipage; si un seul de tes hommes fait un pas » vers moi, nous sautons tous ensemble! »

A cette menaçante résolution, l'équipage demeure immobile; cependant les marins français avaient entendu l'appel de leur chef; ils mettent toutes leurs chaloupes à la mer, abordent le corsaire, et s'en emparent sans que l'équipage ose se défendre.

C'est après cette campagne brillante que Louis XIV voulut voir Jean Bart, qui fut conduit à Versailles par le comte de Forbin. « Jean Bart, » lui dit le roi en l'apercevant au milieu des courtisans dans la grande » galerie du château, je viens de vous nommer chef d'escadre. — Vous » avez bien fait, sire! » reprit le marin pour tout remercîment. On s'étonnait autour de lui de cette réponse, qui paraissait présomptueuse. Louis XIV

l'expliqua autrement : « Vous n'avez pas compris Jean Bart; sa réponse » est celle d'un homme qui sent ce qu'il vaut, et qui compte m'en donner » de nouvelles preuves. » Le roi ne se trompait pas, et le chef d'escadre le prouva bientôt par de nouvelles expéditions : la plus importante et l'une des dernières de sa vie maritime fut celle qu'il accomplit pour assurer l'entrée d'un convoi de blé dirigé sur Dunkerque.

Les flottes anglaise et hollandaise gardaient alors strictement le port. Jean Bart cependant tente le passage; il joint à la hauteur du Texel l'amiral Hitte. Celui-ci s'était déjà emparé des navires chargés de blé pour la France, et allait entrer dans les ports de la Hollande. Jean Bart n'avait que six vaisseaux . son adversaire en commandait huit d'une force supérieure; mais il ne s'effraie pas du nombre : « Mes amis, dit-il » à ses matelots, point de canons, point de fusils; à l'abordage! » Il reçoit le feu du vaisseau amiral, l'accroche, saute à son bord et engage un combat acharné corps à corps; il s'attaque lui-même à l'amiral, le tue d'un coup de pistolet dans la poitrine, et, après une lutte de quelques heures, ramène en triomphe la flotte marchande à Dunkerque.

Rendu au repos par la paix de Riswick, conclue en 1698, Jean Bart mourut cinq ans plus tard, le 27 avril 1702, au moment où la guerre de la succession d'Espagne lui fournissait l'occasion de nouveaux exploits.

Jean Bart ne fut pas un homme d'un génie supérieur, peut-être même eût-il été embarrassé d'un commandement trop étendu; cependant il a laissé dans l'histoire un souvenir considérable : il tient dans le siècle de Louis XIV une place à part; c'est l'homme des surprises, des coups de mains; c'est un esprit d'une surprenante audace, parfois d'une rare prudence dans ses combinaisons; enfin, dans sa guerre active contre les Anglais, il représente merveilleusement le sentiment national, l'ardeur française, la haine profonde mais constamment courageuse et loyale. On se sent fier de ses paroles, de son intrépidité; on aime à le voir partout où éclate le danger porter notre pavillon et le faire triompher au risque de sa vie. Aussi, bien que d'autres aient pu l'emporter par une intelligence plus élevée, Jean Bart demeurera, et par la hardiesse de ses entreprises, et par l'énergie de son orgueil national, le nom le plus populaire de nos fastes maritimes.



LOUIS XIV

ACCEPTE LA COURONNE D'ESPAGNE POUR SON PETIT-FILS.

Le 16 novembre 1700, l'ambassadeur d'Espagne ayant été introduit dans le cabinet du roi, Louis XIV lui présenta son petit-fils le duc d'Anjou, en disant : « Monsieur l'ambassadeur, vous le pouvez saluer » comme votre roi. » La maison de Bourbon acceptait le testament par lequel le dernier descendant direct de Charles-Quint lui léguait la monarchie espagnole. L'ambassadeur s'agenouilla devant le nouveau souverain, et lui adressa un compliment en espagnol. Après cette déclaration solennelle, sur l'ordre du roi un huissier ouvrit les deux battants de la porte du cabinet aux courtisans qui se pressaient dans la galerie de Versailles; Louis XIV, accompagné du duc d'Anjou et de l'ambassadeur, promenant alors un regard majestueux sur la foule qui l'environnait : « Messieurs, dit-il en montrant son petit-fils, voilà le roi d'Espagne. La » naissance l'appelait à cette couronne; le feu roi aussi par son testa- » ment; toute la nation l'a souhaité et me l'a demandé instamment;

« c'était l'ordre du ciel, je l'ai accordé avec plaisir. » Puis, s'adressant au jeune prince : « Soyez bon Espagnol, c'est présentement votre premier « devoir; mais souvenez-vous que vous êtes né Français, pour entretenir « l'union entre les deux nations : c'est le moyen de les rendre heureuses « et de conserver la paix de l'Europe. »

La prévoyance politique de Mazarin avait enfin amené les résultats qu'il avait pressentis : l'union intime formée entre les maisons de France et d'Espagne obtenait l'issue la plus belle qu'on pût espérer; le traité des Pyrénées, malgré les renonciations qu'on y avait insérées, produisait toutes ses conséquences; après de long efforts, la fortune de la France l'emportait sur celle de l'Autriche; le rêve de domination universelle de Charles-Quint était pour toujours évanoui. Jusqu'au dernier moment Louis XIV avait douté qu'un pareil succès couronnât sa politique; ce n'est qu'après bien des hésitations en effet que Charles II s'était décidé à transmettre à un Bourbon la couronne d'Espagne, pour laquelle il ne laissait aucun héritier direct. Trois fois ses résolutions avaient changé, et ce n'était que sur les instances de la noblesse espagnole qu'il avait signé le testament qui appelait le duc d'Anjou au trône. D'abord il avait nommé pour lui succéder le prince de Bavière, son petit-neveu; à la mort de celui-ci il avait disposé de la domination espagnole en faveur de l'archiduc d'Autriche Charles, fils de l'empereur Léopold qui avait épousé une sœur de Charles II.

Ce dernier testament semblait irrévocable, l'empereur d'Allemagne se croyait certain de la couronne de Charles II, lorsque la nation espagnole, inquiète du traité de partage signé par Louis XIV, le roi d'Angleterre et le grand-pensionnaire de Hollande en prévision de la mort du roi d'Espagne, redoutant qu'un démembrement à la suite d'une guerre malheureuse ne vînt encore affaiblir sa nationalité et lui faire perdre le reste de sa puissance, seconda pour ainsi dire à son insu les désirs de la France. Malgré les craintes qu'inspirait la grandeur croissante de Louis XIV, un parti se forma pour donner le trône d'Espagne à l'un de ses petits-fils. On espérait, non sans raison, qu'il saurait soutenir les droits de sa famille par la force; et puisque la guerre était presque inévitable, l'Espagne préféra la faire de concert avec la France plutôt que contre elle. Enfin la race royale d'Espagne et avec elle la grandeur et l'influence du pays étaient allées toujours en diminuant depuis le règne de Charles-Quint, et on voulait pour ainsi dire rajeunir la royauté espagnole par un sang nouveau. « Charles-Quint, dit M. Mignet dans son *Introduction à*

« *l'histoire de la succession d'Espagne*, avait été général et roi, Phi-
« lippe II n'avait été que roi; Philippe III et Philippe IV avaient à peine
« été rois, Charles II ne fut pas même homme. La dynastie, continue-
« t-il, passa de l'incapacité à l'impuissance, et il ne resta plus à l'Espagne
« que sa loi de succession pour la tirer de son anéantissement. Il fallait
« que le continent vînt de nouveau à son aide et que l'esprit européen.
« s'y introduisant à la suite d'une dynastie nouvelle, l'animât et la fît
« sortir de l'immobilité péninsulaire ou elle était retombée. »

Le parti français, ou, pour dire plus exactement, le parti véritablement espagnol, obtint de Charles II ce sacrifice des intérêts de famille aux intérêts nationaux. Après avoir consulté le pape Innocent XII, le roi d'Espagne signa, non pas sans émotion, le 2 octobre 1700, dans le palais de Buen-Retiro, l'acte qui enlevait la couronne d'Espagne à la maison d'Autriche au profit de la famille des Bourbons. Dans la chambre royale, tendue en velours, le roi pâle, amaigri, abattu par la maladie à laquelle il allait bientôt succomber, languissamment étendu sur un lit enveloppé de longs rideaux, entendit la lecture des dispositions testamentaires dressées par le conseil de Castille. Lorsque le ministre-sécretaire d'état Ubilla, qui lisait l'acte, arriva à cette phrase : « Et ledit duc d'Anjou doit succéder en « premier à tous nos royaumes et seigneuries, non-seulement à ceux qui « appartiennent à la couronne de Castille, mais aussi à ceux de la cou- « ronne d'Aragon et de Navarre, et à tous ceux que nous avons dedans et « dehors l'Espagne, » Charles II tressaillit et fit signe au ministre de relire le préambule où les droits du duc d'Anjou étaient légalement établis pour s'affermir en quelque sorte dans sa résolution et trouver la force de dépouiller la maison d'Autriche, si long-temps unie à l'Espagne; puis, sans écouter la fin de ce testament, comme épuisé par ses agitations intérieures, il interrompit Ubilla, prit la plume et signa.

Charles II mourut le 1er novembre, et le 9 du même mois une dépêche du ministre d'Espagne apprenait à Louis XIV la mort du roi d'Espagne et le successeur qu'il avait désigné. Le roi ne laissa rien paraître de son émotion; seulement, le lendemain, dans un conseil auquel assistaient le dauphin, le chancelier Pontchartrain, le duc de Beauvilliers et le marquis de Torcy, ministre des affaires étrangères, l'acceptation du testament de Charles II fut débattue. Les avis furent partagés : Torcy et le duc de Beauvilliers se prononçaient pour un refus, Ponchartrain devina mieux les intentions de Louis XIV en conseillant d'accepter. Le dauphin, qui d'ordinaire se mêlait peu aux affaires, montra dans cette circonstance

une ardeur et une énergie inaccoutumées; il réclama du roi l'autorisation d'accepter pour son fils un héritage qui était le bien de sa mère, et par conséquent le sien propre, déclarant que « : sa demande était juste, con- » forme à l'honneur du roi, à l'intérêt et à la grandeur de la couronne » et qu'il espérait bien aussi qu'elle ne serait pas refusée. »

C'est à la suite de ces graves délibérations que le roi présenta son petit-fils à la cour comme l'héritier du roi d'Espagne Charles II. Dès ce moment le duc d'Anjou, ou plutôt Philippe V, partagea avec Louis XIV les honneurs dus à la royauté.

La résolution qu'avait prise Louis XIV était grande et nationale, mais aussi remplie de périls : c'était déclarer la guerre à la fois à l'Autriche, à laquelle on enlevait de si brillantes espérances, à l'Angleterre et à la Hollande, auxquelles on s'était lié par le traité de partage; et, de ces deux rois qui unissaient leur fortune contre l'Europe entière, l'un avait soixante-deux ans et l'autre atteignait à peine dix-sept ans.

Philippe V et Louis XIV se séparèrent pour toujours le samedi 4 décembre 1700. Le roi de France avait reconduit son petit-fils jusqu'à Sceaux, et c'est là qu'eut lieu la dernière entrevue. La famille royale était réunie autour de Louis XIV; le dauphin père de Philippe V, les ducs de Bourgogne et de Berri ses frères, les princesses, le duc d'Orléans, tous pleuraient avec amertume : des larmes coulèrent également des yeux du vieux roi, lorsqu'après avoir embrassé encore une fois le roi d'Espagne il lui dit en montrant les princes qui l'entouraient : « Voici » les princes de mon sang et du vôtre; les deux nations présentement ne » doivent plus se regarder que comme une même nation, elles doivent » avoir les mêmes intérêts : ainsi je souhaite que ces princes soient atta- » chés à vous comme à moi; vous ne sauriez avoir d'amis plus fidèles ni » plus assurés. »

Après ces touchants adieux, les deux souverains se quittèrent pour aller chacun défendre de toute sa constance et de tous ses efforts la cause à laquelle ils venaient de s'engager. Louis XIV retourna à Versailles, où l'attendaient les cruels revers de Ramillies, d'Hochstedt, de Malplaquet, qui allaient lui faire payer bien cher la grandeur de sa maison et réduire la France aux dernières extrémités; Philippe V se rendit en Espagne, où il fit son entrée solennelle à Madrid le 21 avril 1701 au milieu des acclamations populaires; mais, avant qu'il demeurât paisible possesseur de sa royauté, c'est province par province qu'il devait conquérir l'héritage que lui avait transmis Charles II.



VILLARS A LA BATAILLE DE FRIEDLINGEN.

De tous les généraux qui avaient succédé à Condé et à Turenne dans le commandement des armées de Louis XIV, un seul, le maréchal de Villars, fut véritablement digne de les remplacer. Instruit à leur école, il avait fait ses premières armes à leurs côtés et avait appris, sous les ordres de ces grands capitaines, l'art difficile de la guerre. Vendôme avait du feu au milieu de l'action, il trouvait parfois, dans les situations décisives, des inspirations soudaines qui ramenaient la victoire sous ses drapeaux à l'heure même où elle semblait les abandonner; mais son caractère indolent, sa passion pour le plaisir compromettaient souvent les résultats de ses succès sur le champ de bataille. Catinat, avec de nobles qualités personnelles, manquait également de cette vigueur d'esprit, de cette sûreté de coup d'œil, de cette décision qui font les grands généraux. Villeroi, Marsin, Tallard, La Feuillade devaient leur élévation plutôt à la faveur qu'à leurs talents militaires. Villars, au contraire, obtint légitimement son commandement par son incontestable supériorité

et en gagnant des batailles. Son infatigable activité était soutenue par une connaissance approfondie des ressources et des difficultés de la guerre; il savait tracer un plan de campagne, diriger les mouvements d'une armée, prendre d'habiles dispositions, et profiter des fautes de ses adversaires. Après avoir suivi tour à tour Turenne, Condé, le maréchal de Créqui, dans leurs brillantes campagnes, il avait surpris les secrets de leur génie et conservé les fortes traditions de leur stratégie. Audacieux à l'occasion, donnant dans le combat l'exemple du courage, il ne risquait rien cependant par précipitation, et son ardeur naturelle était contenue par une prudence, une circonspection extrêmes qu'il avait apprises dans l'ambassade de Vienne, où il avait fait, en 1699, son éducation politique.

Le maréchal de Créqui, sous lequel Villars avait servi comme aide-de-camp, avait prévu de bonne heure la fortune militaire réservée au jeune officier. Envoyé à l'armée d'Alsace, il montra, au combat de Kocksberg, à l'assaut de Fribourg, à la prise de Kehl, une intrépidité, une résolution supérieures à son âge. A Kocksberg, il jeta au loin sa cuirasse en disant : « Je ne tiens pas ma vie plus précieuse que celle de mes braves soldats; » et il s'élança au plus fort de la mêlée. Durant toute cette campagne, il se multiplia dans tous les services; s'offrant pour les occasions les plus périlleuses, exposant sa vie avec une valeur parfois téméraire. Le maréchal de Créqui, témoin de cette fougue qui ne s'effrayait d'aucun obstacle, lui dit après la prise de Kehl, où le premier il était monté sur la brèche : « Jeune homme, si Dieu te laisse vivre, tu auras ma place plutôt que personne. »

Cependant son avancement ne fut pas aussi rapide qu'auraient pu le faire présager les bienveillantes paroles de Créqui; les talents de Villars, la place qu'il avait prise parmi les meilleurs officiers avaient excité à Versailles de vives jalousies, des haines puissantes qui s'opposaient à ce qu'il obtînt les récompenses qu'il méritait si légitimement. Presque constamment à l'armée, il ne pouvait déjouer les intrigues formées contre lui à Versailles; et, tandis que la faveur accordait le bâton de maréchal à Villeroi, qui connaissait mieux le métier de courtisan que celui de soldat, Villars, qui déjà avait pris une part glorieuse à tant de batailles, attendait vainement cette haute distinction. Incapable de détours et de déguiser ses justes mécontentements, il se plaignit un jour à Louis XIV de cette sorte de disgrâce. « Croyez-vous donc, lui dit le roi, que ces gens-là puissent perdre un homme que je connais aussi bien que vous? — Hélas, sire! reprit Villars, ces gens-là ont le privilége de parler

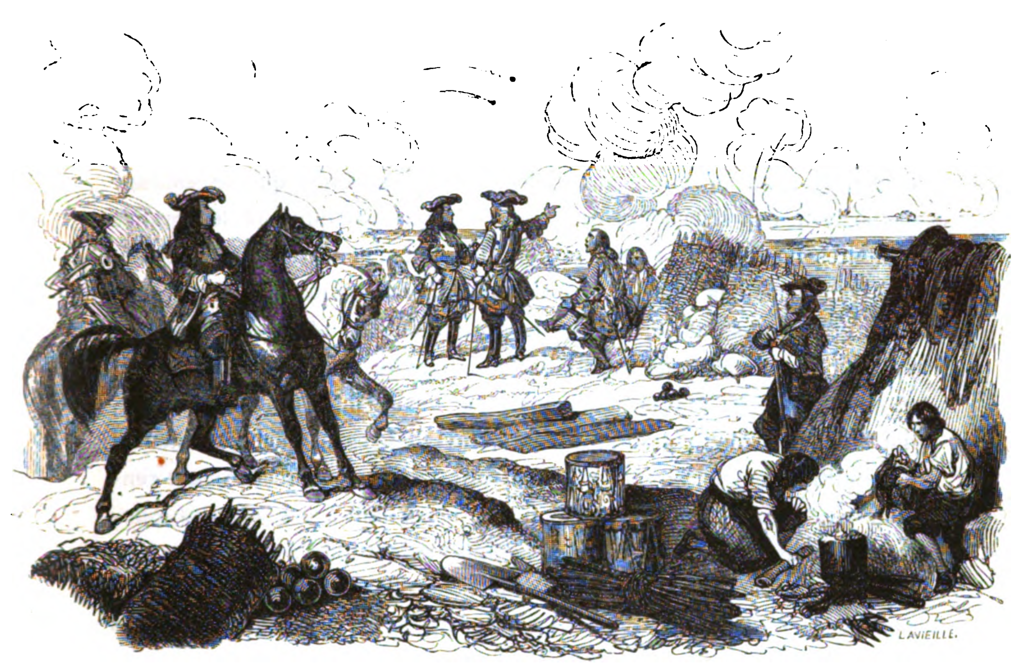
tous les jours à votre majesté, tandis que les généraux jouissent à peine de cet honneur une fois par an. » Pour toute réponse, Louis XIV le nomma lieutenant-général et l'envoya sur le Rhin aider de ses conseils le maréchal de Joyeuse vivement pressé par le prince de Bade.

Enfin, cinq ans plus tard, en 1702, Villars gagna, sur le champ de bataille de Friedlingen, ce bâton de maréchal qu'il s'indignait de voir refusé à ses services. Il fut de nouveau appelé sur le Rhin; cette fois pour réparer les fautes de Catinat, dont l'incertitude et la faiblesse avaient compromis le sort de la campagne. Villars avait présenté un plan qui fut adopté par le cabinet de Versailles, et on le chargea de l'exécuter; il avait alors quarante-neuf ans, et c'était la première fois qu'il commandait une armée en chef. Il fallait dégager le prince de Bavière, allié de la France, surpris et investi par l'armée impériale, et prouver aux alliés de Louis XIV que le roi savait les protéger. Tandis que d'un côté l'électeur de Bavière était pressé par les Autrichiens, d'un autre point s'avançait une armée de vingt-cinq mille hommes conduite par le prince de Bade. Catinat avait hésité à franchir le Rhin, Villars s'y résolut, passa le fleuve, et assaillit l'ennemi près du château de Friedlingen. Malgré un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, les troupes françaises s'emparent avec audace des hauteurs de Tulick, dont la possession doit décider du sort de la journée, et les Impériaux sont culbutés et précipités dans la plaine. Mais à cette heure de triomphe un moment de trouble faillit changer l'issue du combat. Les soldats de Villars, entraînés par l'ardeur de la poursuite, avaient suivi leurs adversaires dans la plaine située au bas du fort de Friedlingen, lorsqu'ils se voient tout à coup entourés d'ennemis; c'était la cavalerie du prince de Bade qui venait d'être enfoncée par celle de Villars; nos régiments se croient coupés du reste de l'armée, et un cri d'alarme retentit dans les bataillons français. Villars s'aperçoit de ce désordre, de cette hésitation; aussitôt il court à ses soldats en s'écriant : « Vive le roi! la victoire est à nous! » puis, saisissant un drapeau, il marche à la tête de l'infanterie et la ramène à la victoire. D'une voix unanime l'armée proclame son chef maréchal de France sur le champ de bataille; et le roi en ratifiant ce choix, écrivit au général victorieux : « J'unis ma voix à celle de mes braves soldats. »

Nommé par le droit de la victoire, Villars s'acquitta bientôt envers le roi en obtenant de nouveaux succès. Pendant cinq ans encore il continua de commander sur le Rhin les armées de Louis XIV, et, au moment où la

France était frappée en Flandre par la funeste défaite de Ramillies, il lui rendait quelque confiance par la prise des lignes importantes de Stolhofen occupées par les Impériaux. Ces lignes de défense, regardées comme imprenables, s'étendaient de Philipsbourg à Stolhofen, et de là à angle droit jusqu'à la Forêt-Noire; trente mille hommes les défendaient et dominaient ainsi au-dessous de Strasbourg toute la position du Rhin. Villars, s'emparant alors de l'île de Neubourg, que son adversaire avait négligé de fortifier, prépare un coup de main pour surprendre les formidables redoutes qui couronnaient les hauteurs. Lorsque tous ses apprêts sont terminés, afin de dissimuler plus complétement ses projets il réunit ses officiers dans un bal brillant offert à la ville de Strasbourg; et à l'approche du jour il les envoie se mettre à la tête des colonnes qu'il leur a destinées : une flottille, masquée par l'île de Neubourg, transporte les troupes au delà du Rhin, sur le front même des lignes de Stolhofen, et un corps de quatre mille hommes, se précipitant sur les redoutes ennemies, les emporte avec une audace et une rapidité que ne peut arrêter aucun péril; en quelques instants les Impériaux, frappés d'une terreur soudaine, abandonnent leurs positions et s'enfuient devant ces quatre mille hommes que Villars se disposait à soutenir, laissant à l'armée française canons, fusils, munitions, approvisionnements de toute nature. Villars, poursuivant avec activité toutes les conséquences de cet heureux coup de fortune, se répandit dans le pays de Bade, le Wurtemberg, la Franconie, et jeta la crainte jusque dans les bassins du Necker et du Haut-Danube. Il songeait à s'établir dans ces provinces en occupant Ulm et Heilbronn, lorsqu'il fut obligé de s'affaiblir pour envoyer des secours en Provence. Bientôt l'arrivée de l'armée du duc de Hanovre, supérieure aux forces dont il pouvait disposer, le contraignit de rétrograder et de repasser le Rhin, mais ce ne fut pas sans remporter un immense butin et sans jeter le trouble dans les opérations des armées de la coalition.

Dans les campagnes du Rhin, Villars s'était mesuré avec Marlborough sans désavantage. Bientôt il allait se rencontrer dans une journée décisive, à Denain, avec le prince Eugène, contre lequel il n'avait jusqu'alors lutté que dans les conférences diplomatiques, et cette fois encore Villars devait voir la fortune couronner ses efforts et justifier la confiance que lui accorda la France dans une de ces solennelles circonstances où s'agitent sur le champ de bataille les destinées de toute une nation.



VAUBAN AU SIÉGE DE BRISACH.

Louis XIV, voulant former le duc de Bourgogne à l'art difficile de la guerre, confia le jeune prince aux leçons de Vauban : nul mieux que lui n'était certes capable de remplir une pareille tâche et de continuer sur le champ de bataille l'éducation commencée par l'archevêque de Cambrai. Depuis plus de cinquante années qu'il servait la France, on l'avait toujours vu réunir à une expérience profonde, à une calme valeur, une humanité éclairée; au milieu des entraînements de la guerre il savait concilier les devoirs de son état avec les mouvements de son cœur. Aussi Vauban, qui savait si bien vaincre, mais qui non plus n'ignorait pas de quel prix on achète la victoire, sembla surtout digne à Louis XIV de diriger la jeunesse de son petit-fils.

Vauban, né en 1633, montra de bonne heure ses dispositions pour la guerre; âgé à peine de dix-huit ans, envieux des dangers que couraient ses frères tous militaires, il s'échappe, se rend à l'armée que commandait Condé et demande du service. Unissant l'étude à l'action, dans l'intervalle de deux combats il travaille assidument, réfléchit sur les diverses

parties de l'art militaire, et se voue dès lors à ces recherches spéciales et sérieuses qui valurent à la France son plus célèbre ingénieur. C'est à Clermont, durant les derniers troubles de la Fronde, qu'il appliqua pour la première fois ses connaissances sur l'art de la défense des places. Peu de temps après devant Sainte-Menehould il prouvait que le courage s'allie bien à la science, et qu'aucune des qualités qui font les grands militaires ne lui était étrangère : en face de l'ennemi, et pour atteindre plus rapidement la brèche, il s'élance dans la rivière, la traverse à la nage et tente l'assaut malgré les balles qui sifflent autour de lui. La réputation du jeune officier éveilla l'attention de Mazarin; il voulut le voir, et encouragea les efforts de ce génie qui devait jeter tant d'éclat pendant le long règne du grand roi. Alors, travaillant sans relâche, n'obtenant un résultat que pour en poursuivre un autre plus grand, recherchant constamment le progrès de cet art difficile, demandant à ses savantes combinaisons de garantir la vie des hommes autant que la durée des conquêtes, il créa la science des fortifications, l'établit sur des principes nouveaux et la soumit à des règles qui sont encore aujourd'hui les bases de cette partie de la science militaire.

En quelques années Vauban garnit de forteresses toute notre frontière, combina un plan général de défense du royaume et en assura la force par la disposition des places qu'il élevait, ouvrit des ports nouveaux sur nos côtes de l'Océan et de la Méditerranée, et conduisit de sa personne les siéges nombreux qui signalent les campagnes de cette époque. Infatigable dans son activité, durant la guerre il accompagnait les armées, pendant la paix assurait les conquêtes par l'établissement de grands centres militaires, surveillait la réparation et la construction des places, les grands travaux d'utilité publique, et rédigeait en même temps la science qu'il créait. Dans son *Histoire du Corps du Génie*, M. Allent a résumé ainsi les travaux de Vauban : « Louis XIV fait construire trente-
» trois places neuves et bâtir de nouveaux ouvrages dans trois cents for-
» teresses, Vauban dirige ces immenses travaux. Un meilleur relief, un
» tracé plus simple, des dehors plus vastes et mieux disposés, telles sont
» les seules modifications qu'il ait faites d'abord dans le système en usage.
» Mais c'est dans les applications qu'il révèle une science peu connue
» jusqu'à lui, celle de tirer du sol même et des eaux une défense simple
» et peu coûteuse; et cet art plus grand de coordonner les plans à la na-
» ture du terrain, à celle du pays, aux routes de terre et d'eau, aux
» opérations offensives et défensives des armées : en un mot, de donner

« aux États des frontières. Enfin, au lit de la mort (1707), il dicte son « *Traité de la défense* et montre tout ce que la prévoyance dans les « approvisionnements des travaux additionnels et surtout un sage em- « ploi de l'artillerie, des mines, des eaux et des troupes, peuvent ajouter « de force et de valeur aux fortifications. »

Louis XIV sentait vivement tout le prix de cette rare intelligence, et Colbert et Seignelay lui écrivaient en son nom au moment où il fortifiait les côtes de l'Océan. « Vous allez augmenter la puissance du roi sur mer « autant que vous l'avez fait sur terre en dirigeant tant de siéges et « construisant tant de forteresses. » A ce témoignage, Louvois en ajoutait un nouveau, plus précieux peut-être, lorsqu'il recommandait au maréchal d'Humières de veiller particulièrement à la conservation de Vauban : « Vous savez, dit le ministre dans sa lettre, quel déplaisir auroit le roi « s'il lui arrivoit accident. »

Il est vrai que Vauban s'exposait sans ménagement quelque part que fût le péril, et il apportait aussi peu de soin à sa sûreté personnelle qu'il mettait d'attention à préserver la vie des soldats : sur ce point il résistait avec fermeté au roi, et soutenait hardiment son avis quelque opposition qu'il rencontrât en lui. Au siége d'Ypres, Louis XIV voulait brusquer l'attaque au risque de compromettre l'armée : « Vous gagnerez un jour, « lui dit Vauban, mais vous perdrez mille hommes! » et l'impatience royale céda à la raison du savant ingénieur. Ces nobles résistances, cette humanité jointe à tant d'expérience, à un courage plein de sang-froid, cette intelligence supérieure que relevait une sincère modestie, donnent au caractère de Vauban une admirable renommée; il rappelle les vertus de Turenne, et Fontenelle n'exagérait pas en écrivant : « C'étoit un Ro- « main qu'il sembloit que le siècle de Louis XIV eût dérobé aux plus « heureux temps de la république. »

Lorsque Louis XIV demanda à Vauban de diriger le duc de Bourgogne dans sa première campagne, l'habile ingénieur avait déjà mérité la confiance du roi à un titre semblable; il avait conduit le siége de Philipsbourg, commandé par le dauphin au commencement de la campagne de 1689, et, grâce à ses savants conseils, la ville fortifiée par lui-même avait cédé à son attaque : après vingt-deux jours de tranchée Philipsbourg s'était rendue, et Louis XIV avait ainsi remercié Vauban : « Vous « savez, lui avait-il écrit, ce que je pense de vous et la confiance que j'ai « en votre savoir et en votre affection; si vous êtes aussi content de mon « fils qu'il l'est de vous, je vous crois fort bien ensemble : car il me paraît

» qu'il vous connoît et vous estime autant que moi. Je ne saurois finir » sans vous recommander de vous conserver absolument pour le bien de » mon service. » Au siége de Frankenthal, le dauphin, qui accompagnait encore Vauban, le pria de choisir quatre canons parmi ceux qu'il venait de conquérir, et sur chacun d'eux on unit ses armes à celles de la France

Vauban venait d'être élevé au rang de maréchal de France, quand il fut choisi pour commander avec le duc de Bourgogne; il se trouvait devant Brisach dans la même situation qu'à Philipsbourg, c'était lui encore qui avait autrefois construit cette place. Comme il visitait, accompagné du petit-fils de Louis XIV, ses travaux extérieurs de défense : « Monsieur le maréchal, lui dit le jeune prince, vous allez perdre votre honneur devant cette ville : ou nous la prendrons, et on dira que vous » l'avez mal fortifiée; ou nous échouerons, et l'on dira que vous m'avez » mal secondé. » — « Monseigneur, répondit avec bienveillance Vauban, » on sait comment j'ai fortifié Brisach; mais l'on ignore et l'on saura » bientôt comment vous prenez les places que j'ai fortifiées. » Vauban dirigea les opérations avec son habileté ordinaire : en présence des obstacles élevés par sa propre science, il trouva des ressources inattendues; et après treize jours d'attaques successives il pénétra dans Brisach, triomphant, pour ainsi dire, de lui-même.

Le siége de Brisach fut le dernier que Vauban dirigea, et ce n'est pas, il nous semble, sans intérêt qu'on voit cet illustre général terminer sa carrière en même temps que le duc de Bourgogne, dont les qualités promettaient à la France un si heureux avenir, commence la sienne. C'est un glorieux patronage, digne de ce jeune prince dont Fénelon avait par tant d'efforts dompté la rebelle nature. Vauban enseignant la guerre au duc de Bourgogne, le conduisant à l'ennemi pour la première fois, lui dévoilant, pour la gloire du pays sur lequel il semblait devoir régner un jour, les secrets de la science de la conquête, fournit une page touchante à l'histoire du siècle de Louis XIV.

Après tant de services, Vauban devait, sur ses derniers jours, subir la disgrâce et l'ingratitude du roi; il mourut, en 1707, oublié de Louis XIV. mais la France se souvint de son dévouement, et rendit à sa mémoire l'hommage qui lui appartenait; le 26 mai 1808, les ministres de la guerre et de la marine, accompagnés de plusieurs maréchaux de France et du petit-fils de Vauban, se rendaient à l'église des Invalides pour déposer le cœur de ce grand citoyen en face du tombeau de Turenne.



FÉNELON

RECUEILLE LES BLESSÉS DE MALPLAQUET.

« L'archevêque de Cambrai était un de ces hommes qui honorent autant » l'humanité qu'ils font honneur aux lettres par leurs talents supérieurs. » Une noble simplicité répandue sur toute sa personne et je ne sais quoi » de sublime dans le simple ajoutaient à son caractère un certain air de » prophète. » Cette opinion, exprimée au sujet de Fénelon par le chancelier d'Aguesseau, nous semble retracer avec une vérité touchante les admirables qualités de l'archevêque de Cambrai. Avec Bossuet, Fénelon fut l'honneur de l'épiscopat français à cette époque; et pour briller par des qualités différentes, il n'a pas un mérite moins éclatant que celui de l'illustre évêque de Meaux.

Fénelon est à la fois le modèle le plus parfait de toutes les vertus chrétiennes et humaines; à quelque heure qu'on le surprenne, élevé par la faveur de Louis XIV ou frappé de sa disgrâce, on le trouve constamment pur, désintéressé, pieux, humble dans la grandeur, soumis dans le malheur, maître de lui-même dans les plus délicates circonstances et en

même temps ferme dans ses convictions, inébranlablement attaché à ses croyances au prix de ce qui séduit le plus les hommes, au prix de son repos, de son crédit et de sa fortune. A ces admirables dispositions, fortifiées et soutenues par une intelligence supérieure, Fénelon unissait un sentiment profond de charité et de dévouement qui l'élève jusqu'à la sainteté.

Si l'éloquent Bossuet, par l'ardeur de sa controverse, par sa sublime parole, fut un père de l'Église au dix-septième siècle, on peut dire que Fénelon fut un apôtre par la vivacité de sa foi et la douceur pénétrante de son enseignement. Le premier surprend notre admiration par les hautes qualités de son esprit, par la force, par l'éclat de ses écrits, par l'énergie et l'inflexibilité de ses principes, par la magnificence toute chrétienne de ses oraisons, il force enfin notre respect plus que notre attachement; Fénelon nous entraîne par la bienveillance, par la charité de son caractère, par cette simplicité de cœur qui jamais ne l'abandonne, par son éloquence naturelle, douce et fleurie. L'aigle de Meaux est grand surtout quand, du haut de la chaire, il laisse tomber sur le cercueil de Condé ses magnifiques paroles et déclare, en présence des restes du vainqueur de Rocroi, de Nordlingen, de Lens, la vanité des choses humaines; jamais au contraire le précepteur du duc de Bourgogne, l'auteur de *Télémaque*, du traité de l'*Éducation des filles*, ne nous paraît plus admirable qu'à l'époque où, exilé pour ainsi dire à Cambrai par la colère de Louis XIV, il parcourt son diocèse portant partout ses bienfaits avec de douces et consolantes exhortations et venant lui-même enseigner aux petits enfants le catéchisme.

C'est durant ce séjour de dix années à Cambrai que Fénelon déploya surtout ces vertus chrétiennes qui donnèrent à son caractère une renommée si pure; et les malheurs de la guerre de 1709, dont son diocèse fut le principal théâtre, lui fournirent l'occasion de montrer toute l'étendue de sa bienfaisance pour les souffrances et les misères humaines. La grande bataille de Malplaquet, si vivement disputée, si glorieusement perdue, où les ennemis de la France payèrent par la perte de vingt-deux mille hommes une victoire incertaine, avait encombré le diocèse de Cambrai de soldats blessés et réduits à un dénûment absolu; les vivres manquaient, la retraite habilement dirigée par le maréchal de Villars forçait d'abandonner presque au hasard les magasins remplis de malades. Dans cette extrémité, l'illustre prélat fut la providence de nos armées; son palais devint un hôpital ouvert à tous ceux qui souffraient; ses richesses soula-

gèrent nos troupes; et son nom, respecté de tous les partis, des étrangers comme des Français, protégea les fugitifs de Malplaquet. L'archevêque de Cambrai étendait en tous lieux sa charité; il visitait les malades, leur offrait ses soins, calmait leurs douleurs et leurs ressentiments par de chrétiennes consolations, et tout à la fois guérissait leurs âmes et leurs corps. On le vit alors parcourir les rues de Cambrai, s'arrêtant à chaque souffrance qui l'appelait, pansant de ses mains les blessés et leur apportant en même temps tous les secours de la religion.

Cette infatigable activité, cette généreuse hospitalité, qui fit de la ville et du palais de Cambrai l'asile secourable de nos armées pendant la campagne de 1709, excita une admiration générale. « Sa maison ouverte et » sa table de même avait l'air de celle d'un gouverneur de Flandres et » tout à la fois d'un palais vraiment épiscopal, » dit Saint-Simon, dont l'amertume habituelle, la verve railleuse sont pour ainsi dire vaincues par la vertu de l'archevêque de Cambrai, « toujours beaucoup de gens » de guerre distingués et beaucoup d'officiers malades, blessés, logés chez » lui, défrayés et servis comme s'il n'y en eût eu qu'un seul; et lui, ordi- » nairement présent aux consultations des médecins et des chirurgiens; il » faisait d'ailleurs auprès des malades et des blessés les fonctions du pas- » teur le plus charitable, et souvent il allait exercer le même ministère dans » les maisons et les hôpitaux où l'on avait dispersé nos soldats, et tout » cela sans oubli, sans petitesse, et toujours prévenant avec les mains ou- » vertes. Une libéralité bien entendue, une magnificence qui n'insultait » pas et qui se versait sur les officiers et les soldats, qui embrassait une » vaste hospitalité et qui, pour la table, les meubles et les équipages, » demeurait dans les justes bornes de sa place. Aussi était-il adoré de tous » les habitants des pays quels qu'ils fussent. »

La disette qui signala l'hiver de 1709 vint encore accroître, sans la lasser, la bienfaisance éclairée de Fénelon; les armées de Louis XIV lui durent leur subsistance, il suffit à tous les besoins et, ne conservant pour lui-même que le strict nécessaire, il livra aux soldats tous les approvisionnements dont il pouvait disposer. Le respect qu'inspirait son nom l'aida dans cette pieuse prodigalité; les généraux ennemis faisaient conserver les grains et les bois de Fénelon avec autant de soin qu'ils en auraient apporté à la sûreté des domaines des souverains dont ils commandaient les troupes. En 1711, Marlborough, maître de Cateau-Cambrésis, qui renfermait d'immenses réserves de blé appartenant à l'archevêque les fit conduire à Cambrai, et Fénelon aussitôt remit cet approvisionne-

ment aux ministres de la guerre et des finances. Lorsqu'on s'adressa à lui, pour connaître de quel prix on devait payer ces secours considérables : « Je vous ai abandonné mes blés, monsieur, répondit le prélat, » ordonnez ce qu'il vous plaira, tout sera bien. »

En même temps il écrivait au duc de Chevreuse : « Si on manquait par » malheur d'argent pour de si pressants besoins, j'offre ma vaisselle d'ar» gent et tous mes autres effets ainsi que le peu qui me reste de blé; je » voudrais servir de mon argent et de mon sang, et non faire ma cour. »

Durant toute cette désastreuse campagne qui attrista la fin du règne de Louis XIV, le zèle de Fénelon ne se ralentit pas un seul instant; et, dans les pénibles extrémités où le pays fut réduit, il dut une partie de son salut à la générosité et au dévouement de l'archevêque de Cambrai : ce fut lui qui soigna nos blessés, qui nourrit les restes épuisés de nos troupes et qui fit pour ainsi dire de son diocèse un pays neutre, ouvert à toutes les souffrances et à toutes les infortunes de la guerre. Nous ne saurions mieux exprimer cette intervention bienfaisante qu'en rappelant le passage dans lequel l'historien de Fénelon, le cardinal de Bausset, a conservé le touchant souvenir de cette heureuse influence : « Les Anglais, les Alle» mands, les Hollandais rivalisaient d'estime et de vénération avec les » habitants de Cambrai pour leur archevêque. Toutes les différences de » religion et de secte, tous les sentiments de haine et de jalousie qui sé» paraient les nations disparaissaient en sa présence. Il fut souvent » obligé de tromper les armées ennemies pour échapper aux honneurs » qu'elles voulaient lui rendre; il refusa les escortes militaires qu'elles lui » offraient pour assurer le paisible exercice de ses fonctions religieuses, » et, sans autre cortége que quelques ecclésiastiques, il traversait les » campagnes désolées par la guerre : les peuples respiraient au moins en » paix pendant ces intervalles trop courts, et les visites pastorales de » Fénelon pouvaient être appelées la *trêve de Dieu*. »

Le 7 janvier 1715, quelques mois seulement avant la mort de Louis XIV, dont les préventions ne s'étaient point dissipées, Fénelon, âgé de soixante-quatre ans, vit s'éteindre avec calme une vie également illustrée par ses vertus et ses disgrâces. Ses derniers jours furent attristés par la fin prématurée du duc de Bourgogne, dont l'éducation avait été un de ses plus nobles ouvrages et pour lequel il avait résumé les devoirs de la royauté dans cette touchante recommandation : « Il faut vouloir » être le père et non le maître; il ne faut pas que tous soient à un seul, » mais un seul doit être à tous pour faire leur bonheur. »



BATAILLE DE DENAIN.

Après une suite inouïe de prospérités, la fortune, si long-temps fidèle à Louis XIV, l'abandonnait; sur son déclin, l'éclat de ce grand règne s'obscurcissait : il semblait qu'il dût payer chacun de ses triomphes par un malheur, chacune de ses victoires par une défaite; ses revers se succédaient avec une constance égale à celle avec laquelle les succès s'étaient suivis. Au dehors l'acceptation de la couronne d'Espagne pour son petit-fils Philippe d'Anjou lui avait attiré une guerre difficile; l'Europe, liguée contre la France par la haine implacable de Marlborough et d'Eugène, la pressait de toutes parts, et les défaites de Hochstedt, de Ramillies, de Malplaquet, de Turin retentissaient douloureusement au cœur du vieux roi habitué de commander partout en maître. Au dedans la fortune publique était épuisée, l'agriculture manquait de bras, les manufactures languissaient, les caisses étaient vides. Jusque dans l'intérieur de sa famille Louis XIV avait éprouvé les cruels retours de sa destinée; en quelques mois le dauphin, fils du roi, le duc et la duchesse de Bourgogne, ses petits-fils, le duc de Bretagne, leur fils, étaient morts avec une effrayante

rapidité, la même tombe les avait pour ainsi dire reçus : enfin, de quelque côté que se tournassent ses regards, le roi ne voyait que des désastres. Cependant, frappé dans sa gloire, dans sa puissance et dans ses affections, Louis XIV demeurait inébranlable : « et cette constance, cette fermeté d'âme, cette égalité extérieure, cette espérance contre toute espérance, par courage et par sagesse, non par aveuglement, a écrit Saint-Simon; c'est ce qui lui mérita le nom de *Grand*, qui lui avait été si prématuré. » En effet, il paraît plus imposant au milieu de son infortune que dans les plus brillantes années de sa jeunesse : il semble supérieur aux coups les plus funestes, les plus accablants; rien ne l'abat, rien ne le décourage. Il avait fait aux alliés des propositions de paix. Ceux-ci, enorgueillis de leurs succès, exigeaient qu'il chassât seul, avec ses propres forces, Philippe V de l'Espagne; à cette demande humiliante, Louis XIV avait relevé la tête : « Puisqu'il faut faire la guerre, avait-il dit, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants. » Mais la chance des combats avait mal secondé son courage : les coalisés avaient franchi la frontière du nord; ils s'étaient emparés de Douai, de Béthune, d'Aire, de Saint-Venant, et les coureurs ennemis s'étaient montrés jusque sur les bords de la Seine. La terreur était dans Paris : on engageait le roi à se mettre en sûreté, à se retirer derrière la Loire; mais Louis XIV ne céda pas à ces lâches conseils, et pour défendre sa couronne il rappela Villars, célèbre déjà par une brillante campagne sur les bords du Rhin.

Avant de partir pour l'armée Villars vint à Marly prendre les ordres du roi. Jamais Louis XIV ne déploya plus que dans cette entrevue avec Villars, à la veille d'une bataille décisive, cette admirable constance, ce sentiment profond de nationalité qui l'avaient soutenu dans tant de cruelles épreuves. D'abord, à la vue du maréchal, la sensibilité du père éclata; des larmes s'échappèrent de ses yeux, et d'un ton pénétré il lui dit : « Vous voyez mon état, monsieur le maréchal; il y a peu d'exemples de ce qui m'arrive, et que l'on perde dans la même semaine son petit-fils, sa petite-belle-fille et leurs fils, tous de très-grande espérance et très-tendrement aimés. » Le premier moment donné à la douleur, la fermeté du monarque reparut. « Suspendons mes douleurs pour les malheurs domestiques, poursuivit Louis XIV, et voyons ce qui peut se faire pour prévenir ceux du royaume. »

Villars n'ignorait pas qu'on sollicitait le roi d'abandonner Paris et de se rendre à Blois, aussi hésitait-il à lui proposer de remettre les destinées de la France au sort d'une bataille. Il ne voulait pas, comme les

courtisans, l'engager à fuir; il n'osait non plus lui dicter aucune résolution, Louis XIV le prévint : « La confiance que j'ai en vous, dit-il au maréchal, est bien marquée, puisque je vous remets les forces et le salut de l'État. Je connais votre zèle et la valeur de mes troupes, mais enfin la fortune peut vous être contraire. S'il arrivait ce malheur à l'armée que vous commandez, quel serait votre sentiment sur le parti que j'aurais à prendre pour ma personne? » A une question aussi grave et aussi importante, Villars demeura quelques instants silencieux : « Eh bien! reprit le roi, voici ce que je pense. Je sais les raisonnements des courtisans : presque tous veulent que je me retire à Blois. Pour moi, je sais que des armées aussi considérables ne sont jamais assez défaites pour que la plus grande partie de la mienne ne pût se retirer sur la Somme. Je compterais aller à Péronne ou à Saint-Quentin, y ramasser tout ce que j'aurais de troupes, faire un dernier effort avec vous, et périr ensemble ou sauver l'État. »

Le prince qui parlait ainsi, et prenait cette courageuse décision, avait soixante-quatorze ans, et venait de subir les coups les plus cruels qui puissent atteindre le cœur d'un homme et d'un roi. Après cet entretien, dans lequel Louis XIV avait montré tant de grandeur, Villars partit pour l'armée rempli de la confiance qui animait le roi, résolu de dégager Landrecy au risque d'une bataille s'il en trouvait l'occasion; l'imprudente sécurité que ses succès et la supériorité de ses forces inspiraient au prince Eugène la lui fournit bientôt.

Pour assiéger Landrecy, le général autrichien tirait ses approvisionnements et ses munitions de Marchiennes, magasin général de son armée, et ses communications avec cette ville n'étaient assurées que par un camp établi à Denain, sur l'Escaut, et qui s'unissait à Marchiennes par une suite non interrompue de retranchements entre lesquels les convois passaient à couvert pour se rendre à Landrecy. Ce fut le point sur lequel Villars se décida à porter son attaque. Pour réussir, il fallait un secret profond, il fallait tromper à la fois le prince Eugène et l'armée française elle-même. Par une habile manœuvre, Villars feint de vouloir forcer les lignes de Landrecy; mais tout à coup il change son mouvement, jette des ponts sur l'Escaut, le passe et se dirige sur Denain. De l'autre côté de la rivière se trouvaient des marais inondés; l'infanterie française les traverse, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et aborde les lignes de communication de Marchiennes, que les alliés nommaient le *grand chemin de Paris*. Les redoutes sont forcées avec rapidité, les troupes de

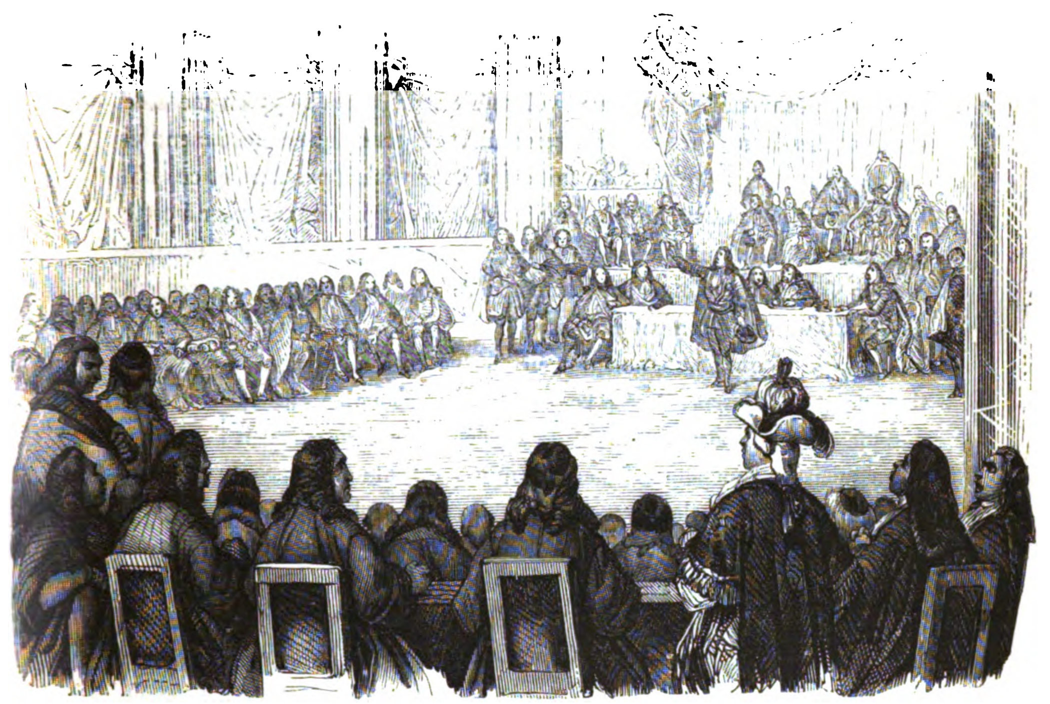
Villars s'emparent des retranchements et arrivent devant le camp de Denain; elles le trouvent couvert par un fossé palissadé : rien n'arrête leur impétuosité; elles le franchissent, et tout ce qui ne tombe pas sous leurs coups est forcé de se rendre. Le duc d'Albermale, qui commandait le camp, les princes de Nassau, de Holstein, d'Anhalt et tous leurs officiers sont fait prisonniers; et tandis que le comte de Broglie va assiéger Marchiennes, Villars se rend au-devant du prince Eugène, qui traversait l'Escaut pour secourir le camp de Denain. Profitant d'un pont qui n'a pas été rompu, Eugène ordonne attaque sur attaque; il est constamment repoussé et réduit à voir la défaite de son armée de l'autre rive du fleuve : il mord ses gants avec colère, se répandant, dit-on, en imprécations.

Le succès de cette journée fut complet : la ligne d'opérations des alliés était coupée; Marchiennes, le centre de leurs ressources, se rendit après trois jours de siége, et livra au vainqueur d'immenses approvisionnements. Villars reprit successivement Douai, le Quesnoi et Bouchain; en trois mois la coalition perdit cinquante-trois bataillons pris ou tués, deux cents canons, d'énormes quantités d'armes et de munitions. La victoire de Denain, remportée le 24 juillet 1713, avait sauvé la France et la monarchie, elle leur ouvrit une voie honorable au congrès d'Utrecht, et affermit autant que la journée de Villa-Viciosa la couronne d'Espagne sur la tête du petit-fils de Louis XIV.

Quand, après cette glorieuse campagne, Villars revint à Versailles, le roi embrassa le triomphateur en présence de toute la cour en lui répétant plusieurs fois : « Monsieur le maréchal, vous nous avez sauvés tous. »

La bataille de Denain fut le dernier éclat de ce grand règne de Louis XIV, qui avait étonné l'Europe par tant de splendeurs, de triomphes et de conquêtes, et qui avait fourni l'étonnant spectacle d'une réunion, unique dans notre histoire, d'hommes de génie dans tous les genres, d'illustres capitaines, d'habiles hommes d'État, d'écrivains supérieurs.

Deux ans après, le 1er septembre 1715, Louis-le-Grand mourut avec une majesté simple et vraie, une résignation toute chrétienne, disant à l'enfant qui allait lui succéder : « J'ai trop aimé la guerre, ne m'imitez pas en cela, non plus que dans les trop grandes dépenses que j'ai faites... Prenez conseil en toutes choses... Soulagez vos peuples le plus tôt que vous pourrez, et faites ce que j'ai eu le malheur de ne pouvoir faire moi-même. »



LE DUC D'ORLÉANS DÉCLARÉ RÉGENT.

Par son testament Louis XIV avait remis la régence du royaume, durant la minorité de son arrière-petit-fils, au duc d'Orléans, qu'à défaut de lois positives la coutume appelait à ces hautes fonctions. Mais le vieux roi avait entouré l'autorité qu'il laissait à son neveu de précautions si multipliées, d'un contrôle si actif, si continuel; il avait accordé au duc du Maine une part si considérable dans le gouvernement, il lui avait confié avec une sollicitude si défiante la personne du jeune roi, qu'il semblait qu'il eût voulu garantir son successeur contre les ambitieuses tentatives de son tuteur naturel. C'était véritablement le duc du Maine, le fils légitimé de Louis XIV et de madame de Montespan, qui allait régner; il avait la tutelle, la garde, l'éducation de Louis XV, ainsi que le commandement absolu de sa maison militaire. Il faisait partie, avec le comte de Toulouse, son frère, du conseil de régence composé de tous les ennemis du duc d'Orléans, à qui il ne restait qu'une présidence nominale, un vain titre sans pouvoir réel.

Le duc d'Orléans ne pouvait accepter ces outrageantes dispositions sur-

prises à la faiblesse du roi mourant, par les intrigues de madame de Maintenon et du duc du Maine. Louis XIV lui-même, selon Saint-Simon, avait en quelque sorte désavoué ses suprêmes volontés quand, dans l'épanchement de ses dernières heures, il disait à la reine d'Angleterre « que ce testament lui » avait été extorqué, qu'il avait fait ce qu'il ne voulait pas faire et ce qu'il » ne croyait pas devoir faire. » Le régent, qui eût préféré renoncer à cette apparence du pouvoir plutôt que de se soumettre à l'humiliante situation que lui faisait la volonté soupçonneuse du roi, en appela au parlement de la validité du testament de Louis XIV. Le duc d'Orléans avait pour lui la noblesse qui s'indignait d'obéir au duc du Maine, dont la légitimation ne couvrait pas, à ses yeux, l'origine coupable; le parlement si durement contenu pendant soixante années, et qui entrevoyait l'occasion de ressaisir son ancienne influence; enfin ses droits de prince du sang, la popularité que lui valait son courage, les dehors brillants qui faisaient trop oublier ses vices.

Aussitôt que Louis XIV fut expiré, le duc d'Orléans. s'environnant de ses amis, convoqua le parlement, la première autorité de l'État depuis qu'on avait cessé de réunir les États-Généraux, afin de soumettre à son enregistrement les dernières dispositions du roi défunt. Cette assemblée solennelle, à laquelle assistaient tous les grands noms de la France, se réunit dès le lendemain de la mort du roi. La magistrature, les pairs du royaume, les princes du sang siégeaient pour prendre la résolution qui devait décider du gouvernement de l'État; le régiment des gardes commandé par le duc de Guiche, le régiment suisse entouraient la salle des séances. Le duc du Maine arriva le premier, plein d'espérances, se croyant déjà maître du pouvoir : « ... l'air riant, satisfait, dit Saint-Simon, » partisan zélé du duc d'Orléans et l'un des plus actifs personnages de » cette curieuse scène, surnageait à celui d'audace, de confiance, qui » perçait néanmoins, et à la politesse qui semblait le combattre; il saluait » à droite et à gauche, et perçait chacun de ses regards. » Bientôt après entra le duc d'Orléans, calme, réservé, ferme et digne plus qu'il n'en avait l'habitude. Enfin le testament de Louis XIV, ouvert par le premier président, fut remis à un conseiller, qui en fit à haute voix la lecture. A chaque disposition de cet acte étrange, bien que M. de Mesmes, dévoué aux intérêts du duc du Maine, s'écriât constamment : « Écoutez, » messieurs, observez, c'est là notre loi! » la surprise et une sorte d'indignation agitaient la plupart des assistants; le codicille qui remettait la garde du roi au duc du Maine excita un murmure d'improbation

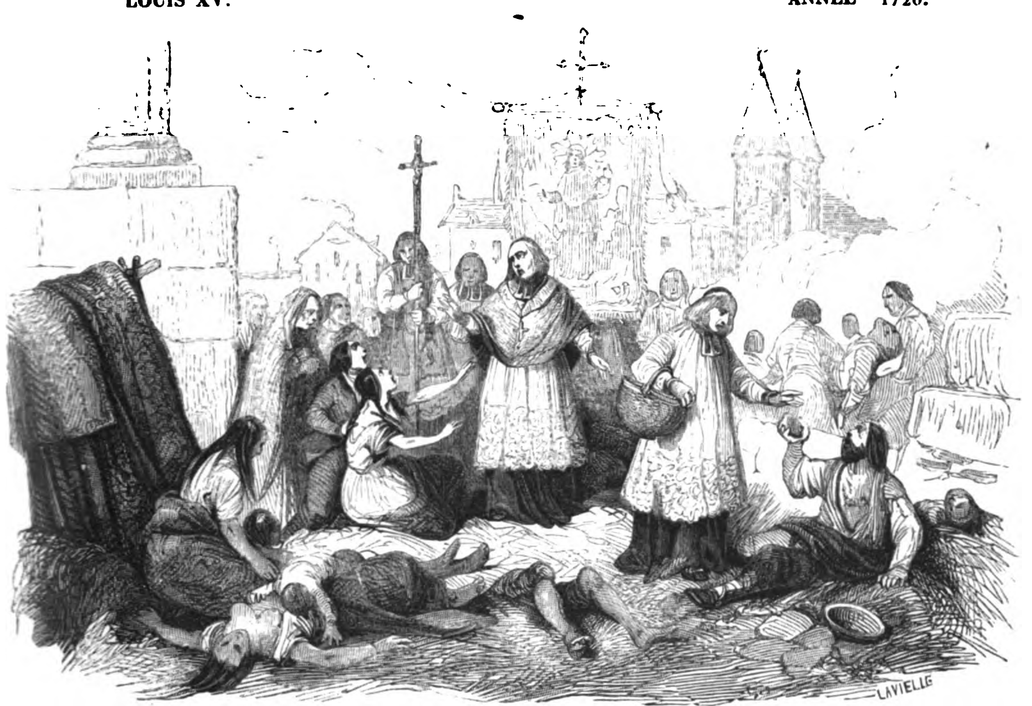
dont celui-ci se sentit troublé, il pâlit et commença à douter de sa cause. Alors le duc d'Orléans, se levant, réclama, en un discours bref, précis, contre les dernières volontés de Louis XIV, attribuant hautement aux suggestions qui avaient entouré sa mort les mesures qu'il avait prises; enfin il demanda l'entier exercice des pouvoirs de la régence, promettant au parlement que l'autorité despotique de Louis XIV n'avait pas accoutumé à tant de condescendance, de s'appuyer sur lui et de s'éclairer de ses avis : « A quelque titre, dit-il, que j'aie droit à la régence, » j'ose vous assurer, messieurs, que je la mériterai par mon zèle pour le » service du roi et par mon amour pour le bien public, surtout étant aidé » par vos conseils et par *vos sages remontrances.* » Le duc du Maine essaya de répondre, mais il fut à peine écouté; et le parlement, sur les conclusion du procureur-général Joly de Fleury, déclara que le choix du conseil de régence serait attribué au duc d'Orléans avec voix prépondérante. Après cette première victoire, qui présageait au surplus l'issue de la lutte, la séance fut suspendue pendant quelques heures, et reprise seulement à quatre heures du soir pour décider si le codicille ajouté au testament serait maintenu; il donnait encore de singuliers priviléges au duc du Maine, qui y fondait ses dernières espérances. Dans le court intervalle qui sépara les résolutions de l'assemblée, les deux adversaires avaient réuni leurs amis, excité leur zèle, et ils rentrèrent pour se livrer un nouveau combat; combat d'ambition et de puissance, où se débattait la pensée de ce prince, si absolu dans ses ordres, de son vivant si humblement obéi, dont on se vengeait en déchirant, dès le lendemain de sa mort, le dernier acte de sa volonté.

Le codicille de Louis XIV fut annulé comme son testament. Le duc du Maine essaya encore une fois de défendre la part d'autorité qui lui échappait; mais, l'audace lui manquait, sa voix était sans force, et sa pusillanimité n'osait revendiquer ce qu'il avait obtenu au prix de tant d'intrigues. Tandis qu'il parlait, les magistrats et les pairs, tous d'une voix et comme en tumulte, prononçaient l'entière abrogation du codicille. A cette défaite la fierté du fils de Louis XIV se réveilla, il demanda, si on lui ôtait l'autorité que lui avait conférée le roi mourant, qu'on le déchargeât aussi de la garde du roi et de la responsabilité de sa personne. « Très-volontiers, monsieur, lui répondit le duc d'Orléans, il n'en faut » pas davantage. » Et de ce pouvoir plus étendu que celui de la régence, qu'il devait à l'aveugle tendresse de son père, il ne resta au duc du Maine que la surintendance de l'éducation de Louis XV.

L'arrêt du parlement qui venait d'abroger le testament de Louis XIV fut accueilli par les acclamations de la foule répandue aux entrées de la salle des séances, et celle qui remplissait le palais et les rues environnantes y répondit avec empressement. La régence du duc d'Orléans commençait avec l'appui de la popularité qu'excitait en sa faveur la haine du règne qui venait de finir. « Ce règne de soixante-douze ans, dit » M. Théophile Lavallée dans une remarquable appréciation des premiers » jours de la régence, qui avait changé l'ordre social sans fonder d'in- » stitutions nouvelles, qui avait annulé la noblesse, la magistrature, le » clergé, pour élever la bourgeoisie; qui avait eu en permanence des » armées de deux cent mille hommes, sans finances régulières, sans cré- » dit; ce règne qui avait éveillé partout l'esprit, les lumières, la civilisa- » tion, en laissant le gouvernement au-dessous de la nation, et qui finis- » sait par des revers et des persécutions; un tel règne devait être suivi » d'une époque de réaction : ce fut en effet le caractère de la régence. Le » grand roi était à peine mort que tout ce qui avait fait opposition » contre lui se tourna avec espoir vers le duc d'Orléans. »

Le 12 septembre, Louis XV, âgé seulement de cinq ans, vint en personne, accompagné du duc de Villeroi, son gouverneur, au parlement tenir un lit de justice dans lequel fut solennellement enregistrée et publiée la déclaration rendue en faveur du duc d'Orléans. Alors commença la régence, ce règne de huit années durant lequel fut si complétement méconnue toute la politique de Louis-le-Grand.

L'orgueil de la noblesse se ranima, elle se partagea les fonctions et le trésor de l'État; les parlements reprirent leur influence et renouvelèrent cette opiniâtre opposition qui devait être une des causes de la révolution; tout ce qu'avait comprimé, réduit au silence, la puissante main de Louis XIV, lutta de nouveau contre la royauté; et avec cette administration saluée par tant d'applaudissements, à laquelle les qualités brillantes, l'esprit pénétrant du régent promettaient de si heureux jours, commença la décadence de la royauté absolue, qui, sous le monarque précédent, après tant de siècles d'efforts, avait atteint le terme le plus élevé de sa puissance et de sa force. Tout déchut entre les mains du duc d'Orléans; sa faiblesse, ses mœurs déréglées, ses excès, son aveugle confiance en d'indignes ministres avilirent au dedans la dignité du pouvoir, détournèrent au dehors la France des voies de la politique nationale, et préparèrent, par de funestes exemples, l'immoralité hardie, l'opposition railleuse et sceptique du règne de Louis XV.



PESTE DE MARSEILLE.

Si les nations s'illustrent par les grandes victoires, par les magnifiques monuments, par les chefs-d'œuvre de l'esprit, elles ne s'honorent pas moins par ces dévouements exceptionnels, la gloire de l'humanité, qu'à certains moments font éclater, du sein de la foule, les calamités publiques. Les efforts de ces nobles cœurs, supérieurs à toutes les craintes, intrépides autant que le soldat sur le champ de bataille, compatissants d'une pitié toute religieuse, saisissent l'âme d'admiration et de respect. Certes, en voyant au milieu des ravages de la peste ce courageux évêque, ces citoyens dévoués, la veille ignorant encore leur force, devenir des héros et risquer leur vie et leur fortune parmi tant de périls, on se sent aussi fier de leur renommée que de celle des héros de l'histoire, des généraux célèbres, des grands écrivains, des artistes éminents.

Marseille était encore bruyante des fêtes qui avaient salué le passage de mademoiselle de Valois, fille du régent; les derniers sons de la musique retentissaient presque, les fleurs semées sous les pas de la princesse n'étaient, pour ainsi dire, pas fanées, les galères qui avaient conduit dans

d'élégantes promenades la fille du duc d'Orléans se balançaient dans le port, leurs flammes, leurs longues banderoles aux mille couleurs flottaient encore dans les airs : la ville enfin était à peine reposée de ses plaisirs, de sa curiosité, lorsque, dans le courant du mois de juin 1720, la peste y fut apportée par un navire venu de Syrie, suppose-t-on ; car la cause de ce grand désastre n'a jamais été bien connue. La funeste nouvelle circula lentement et surprit Marseille au milieu des souvenirs de fête. D'abord on douta ; les chefs de l'administration essayèrent de tromper les craintes publiques, mais bientôt le nombre des morts vint démentir leurs paroles rassurantes : la peste était à Marseille. Dès le premier moment la terreur fut profonde : tous ceux à qui leur fortune le permettait s'enfuirent, tout à coup la cité demeura déserte ; les lazarets furent sans intendants, les hospices sans administrateurs, les tribunaux sans juges. Chaque jour de nouvelles désertions ajoutaient aux craintes de la population et risquaient de porter au loin le fléau. En un instant un immense égoïsme saisit tous les cœurs, les liens les plus intimes furent brisés ; chacun ne songea qu'à sa propre sûreté, sans oser même jeter un regard autour de soi.

Au milieu du mois de juillet il ne restait plus à Marseille que les gens que retenait la misère, les malades qui n'avaient pu s'éloigner, et, pour protéger cette malheureuse ville, deux magistrats, deux échevins, Estelle et Moustier ; un courageux citoyen, le chevalier Rose, qui, libre de fuir, préféra partager les dangers de la peste, et, à leur côté, cet évêque, ce *bon pasteur*, Belzunce, qu'on avait inutilement supplié de se mettre à l'abri. Lorsqu'ils se virent abandonnés, livrés presque à leurs seules forces, ils ne se découragèrent pas ; chacun prit sa part du fardeau, et, jusqu'à la fin de cette grande infortune, ils demeurèrent intrépidement au poste qu'ils avaient volontairement accepté. Tandis que les échevins faisaient venir des vivres, des secours, appelaient des médecins, ouvraient les hospices aux malades, surveillaient les mesures de sûreté et de salubrité, le chevalier Rose faisait enlever les morts, dirigeait les efforts des ouvriers qu'il pouvait réunir, maintenait l'ordre et, au prix de sa fortune, tentait d'arrêter les progrès du mal. Pour l'évêque, il se mêlait à tous ces travaux et puisait dans son cœur une charité sans limites.

Délaissé par ses domestiques, par sa maison ecclésiastique, que la crainte a éloignés ; privé de toute aide, Belzunce, dès le matin, parcourt seul à pied la cité remplie de morts : il pénètre dans les maisons infectes

et obscures des pauvres, soigne et console les malades au mépris de la contagion et sans songer qu'elle peut l'atteindre. Après une journée occupée par cette pieuse sollicitude il revient le soir dans les rues, sur les places encombrées de pestiférés; il encourage les mourants au nom du ciel, il relève leur confiance, et si tout espoir est perdu, il les fortifie des derniers secours de la religion. Puis, à certaines heures, il fait des prières générales, il promène l'hostie sainte au milieu de ces douleurs, de ces souffrances, et la montre aux malades comme une espérance. S'il faut qu'il donne de sa personne un courageux exemple, il est toujours prêt. Le nombre des morts augmentant chaque jour, les bras devinrent insuffisants pour les transporter : on les jeta dans des tombereaux pour les conduire à la sépulture commune; mais chacun refusait de diriger ces funèbres voitures. Les forçats, rendus à la liberté pour aider aux ensevelissements, brisaient les harnais, et les ouvriers épouvantés refusaient de les réparer. Afin de ranimer ces âmes défaillantes, de les décider à mener ces tombereaux chargés de cadavres, l'évêque monte sur le premier qui part, s'y assied et le conduit à sa triste destination.

Rose venait en même temps de se dévouer à une tâche également affreuse. Sur l'un des boulevards de Marseille l'épidémie avait pour ainsi dire amassé une montagne de cadavres, d'où s'échappaient incessamment de « mortelles exhalaisons comme d'un volcan pestilentiel; » près de deux mille morts y séjournaient depuis trois semaines et formaient une horrible masse putréfiée. Aucun n'osait approcher de ce redoutable foyer de mort, les plus hardis reculaient devant l'œuvre d'assainissement; Rose se charge de cette entreprise : il avait découvert de vieilles fortifications voisines de l'esplanade, creusées au niveau de la mer; il en fait rompre les voûtes, et, relevant les courages chancelants, il réunit cent galériens, les baigne de vinaigre, se place à leur tête, fait entourer l'esplanade et, en moins de trente minutes, par une manœuvre rapide, les horribles débris des morts sont précipités dans les bastions ouverts à l'extrémité de la place. Cependant de si nobles exemples n'avaient pas été inutiles : une portion du clergé se serre autour de son chef et le seconde; quelques hommes, moins effrayés en voyant affronter ainsi le fléau, rentrent dans la ville et viennent joindre leurs efforts à ceux de Rose et des échevins. Au plus fort de l'épidémie on vit une femme jeune et belle parcourir Marseille, secourant les malades, ne répugnant à aucun office, offrant partout son aide; elle disparut avec le mal, et son nom

resta ignoré. Enfin, vers la fin du mois de décembre, la peste, après avoir frappé un tiers de la population, semblait se lasser; les habitants, jusqu'alors cachés dans leurs maisons, reparaissaient pâles et tremblants, et circulaient timidement au milieu des rues encore embarrassées de morts; les magasins se rouvraient, les marchés s'approvisionnaient; déjà on avait commencé la désinfection des maisons, des navires, des marchandises, des mobiliers, lorsque reparurent des symptômes alarmants, qui réveillèrent toutes les appréhensions. Cette situation douteuse se prolongea plusieurs mois, et ce ne fut que vers le milieu de juin 1721 que la santé publique parut complétement rétablie. « Ainsi, dit Lemontey, » qui a raconté avec une effrayante vérité le fléau du midi, la peste de » Marseille, cachant dans d'obscurs nuages sa naissance et sa fin, hésita » pendant deux mois à son début, comme avait fait la peste de Montpel- » lier en 1629, et pendant cinq à son déclin, sans que la science médi- » cale pût se vanter d'avoir arrêté l'un ou participé à l'autre. Si l'on veut » mesurer le temps pendant lequel avait sévi la contagion, la durée de » cinq mois en paraît le terme moyen. »

La peste avait cessé, mais elle laissait derrière elle une profonde misère. De toutes parts on s'empressa de secourir Marseille. Le régent y fit parvenir des chargements de blé et des sommes considérables. Le pape Clément XII envoya deux vaisseaux remplis de blé; dans la traversée ils furent surpris par des corsaires algériens, mais, quand ceux-ci apprirent à qui ces approvisionnements étaient destinés, ils les rendirent. Ceux qui avaient si courageusement combattu le fléau prodiguèrent encore le peu qui leur restait aux malheureux qui n'échappaient à la peste que pour subir les nécessités de la misère. Enfin la confiance revint; les vaisseaux, éloignés du port de Marseille par la peste, reparurent, tout sujet d'inquiétude s'évanouit, et bientôt la reine du midi avait recouvré son éclat. Alors on reprit pour ainsi dire la vie où on l'avait interrompue, et on chercha la consolation du passé dans un incroyable mouvement de fêtes et de plaisirs. Cet entraînement, qui suit habituellement les grandes catastrophes, emporta avec le souvenir du mal, celui de la reconnaissance; Marseille heureuse perdit la mémoire des services rendus à son infortune : Belzunce, Rose, Estelle, Moustier lui devinrent presque indifférents; mais la France fit sa gloire de ces noms devenus immortels, et les honora comme ceux de ses plus illustres citoyens. Marseille ne resta cependant pas toujours ingrate : en 1802 elle éleva un monument à la mémoire de son évêque et de ses courageux concitoyens.



BATAILLE DE FONTENOY.

A la mort de l'empereur d'Allemagne Charles VI, le cardinal Fleury, malgré sa politique prudente, timide même, s'était vu forcé de faire la guerre. Toutes les ambitions avaient été excitées en Europe par l'ouverture de cette brillante succession; et la France, quel que fût le parti pour lequel elle se décidât, devait légitimement prétendre exercer son influence au profit de l'un des compétiteurs. Sa haine politique contre la maison d'Autriche ne lui permit pas d'hésiter; c'était une occasion de l'abattre complétement, et elle se déclara contre Marie-Thérèse en faveur de l'électeur de Bavière. Une ligue formée entre la France, l'Espagne et la Bavière se proposa le partage des États autrichiens; les rois de Prusse, de Pologne et de Sardaigne y accédèrent, et la cause de la fille de l'empereur Charles VI, abandonnée de l'Europe entière, sembla perdue. Le courage de Marie-Thérèse et l'inhabileté de la plupart des généraux coalisés relevèrent la fortune de la maison d'Autriche, et donnèrent à cette guerre un cours tout différent. En 1744 la coalition contre l'Autriche était dissoute, Marie-Thérèse avait placé son époux

sur le trône impérial, et la France se voyait obligée, pour obtenir la paix, de continuer seule la guerre contre l'Autriche et l'Angleterre réunies. Après avoir long-temps combattu en Allemagne avec des chances diverses, les Français, désirant attaquer directement l'Angleterre, l'âme de cette guerre, avaient transporté la lutte dans les Pays-Bas.

Dès 1744, le maréchal de Saxe, l'un des meilleurs capitaines de ce temps, et dont les talents militaires eussent fait honneur aux plus brillantes époques du règne précédent, était entré dans la Flandre avec 40,000 hommes. Au commencement de l'année 1745, son armée fut doublée; et le roi Louis XV, accompagné du dauphin son fils, étant venu le rejoindre, on assiégea Tournai, place autrefois fortifiée par Vauban. Aussitôt qu'il apprit ce mouvement, qui menaçait un point important de la ligne des Pays-Bas, le duc de Cumberland, avec une armée composée de Hanovriens, d'Anglais et de Hollandais, s'avança contre le maréchal de Saxe, et tout se prépara pour une grande bataille. Le roi de France ne commandait pas en personne, il est vrai, mais sa présence animait les soldats d'un singulier enthousiasme; et lorsqu'il avait parcouru les rangs après que le maréchal de Saxe eut fait prendre position à ses troupes, il avait été accueilli par des cris empressés de *Vive le roi! vive monseigneur le dauphin!* Quand il eut pris place en arrière de Fontenoy, à l'entrée du champ de bataille, dans une situation qui cependant n'était pas sans péril, on donna le signal du combat, qui s'engagea le 10 mai 1745, à six heures du matin. Les Français occupaient une vaste plaine triangulaire; à leur droite ils étaient appuyés sur Antoing; sur Fontenoy à leur centre; et à leur gauche, sur le bois de Barry. Le maréchal de Saxe, quoique épuisé par une longue et dangereuse maladie, déployait une infatigable activité : partout on le voyait excitant le courage de ses soldats, surveillant tous les mouvements, réparant le désordre des attaques ennemies. Néanmoins, malgré cette vigilance inquiète, cette supériorité de vues, cette rapidité d'action qui caractérisaient le génie militaire du maréchal de Saxe, une manœuvre habile et inattendue du duc de Cumberland faillit compromettre le succès de cette journée et renouveler les désastres qui avaient autrefois marqué nos luttes avec l'Angleterre.

Le duc de Cumberland ayant formé, avec une partie de son armée, une colonne compacte forte de 20,000 hommes, la fit pénétrer entre Fontenoy et Barry, sous le feu croisé de l'artillerie. Les deux premières lignes de l'infanterie française furent successivement rompues : la cavalerie essaya inutilement plusieurs charges; la formidable colonne, recevant avec

une admirable impassibilité les balles ennemies, avançait toujours d'un pas ferme et mesuré, gagnait constamment du terrain, et allait tourner à Antoing la droite de l'armée. Le maréchal de Saxe désespérait de reprendre l'avantage, et il ne songeait déjà plus qu'à assurer la retraite de ses troupes, quand l'heureuse inspiration d'un officier français, du duc de Richelieu, vint subitement changer l'issue de la bataille de Fontenoy. L'armée française était en déroute, il ne restait plus en réserve que la Maison du roi et quatre canons; on pressait Louis XV de quitter le champ de bataille et de ne pas s'exposer davantage, lorsque le duc de Richelieu, qui était allé reconnaître la colonne anglaise, revint auprès du roi. « Quelle nouvelle? lui crie-t-on; quel est votre avis? — Ma nouvelle, répond Richelieu, c'est que la bataille est gagnée si on le veut, et mon avis est qu'on fasse avancer quatre canons contre le front de la colonne pendant que la Maison du roi et les autres troupes l'entoureront; il faut tomber sur elle comme des fourrageurs. » Cette ressource était extrême; si elle trompait l'attente du duc de Richelieu, elle pouvait compromettre la sûreté du roi. Autour de Louis XV les avis se croisaient, les courtisans trouvaient trop hardi le conseil qu'on lui donnait; mais il ne se rendit point à ces timides appréhensions, et il autorisa le duc de Richelieu à faire exécuter la manœuvre qu'il proposait.

En un instant les ordres ont circulé, les canons dirigés contre la colonne anglaise l'écrasent de leur mitraille, les soldats reprennent courage et l'exemple de la Maison du roi les ramène au combat; la mêlée devient affreuse : les chevaux, ensanglantés jusqu'au poitrail, peuvent à peine avancer au milieu des cadavres qui s'amoncèlent dans la plaine. Les troupes du duc de Cumberland, épuisées par l'effort qu'elles ont fait pour arriver au point où elles se trouvent, n'ont plus la force de résister aux Français; et en une heure cette bataille, que la France regardait déjà comme une défaite, devient une de ses plus glorieuses victoires. « Vous voyez à quoi tient le sort des batailles, » dit à Louis XV le maréchal de Saxe quand il se rendit vers lui apres la défaite des Anglais. Puis il ajouta en s'agenouillant : « Sire, j'ai assez vécu; je ne souhaitais de vivre aujourd'hui que pour voir votre majesté victorieuse. »

Le roi de France passa ensuite les régiments en revue pour leur témoigner sa satisfaction. Les cris de victoire, les drapeaux percés de balles qui flottaient en l'air, le saluaient partout sur son passage; les officiers s'embrassaient avec une joie qui éclatait sur leur front. A ce moment on vint demander à Louis XV comment il voulait qu'on traitât les blessés



Anglais : « Comme les nôtres, répondit-il avec une noble générosité ; ils ne sont plus nos ennemis. »

Quand on put enfin parcourir le champ de bataille, Louis XV voulut calmer pour ainsi dire, par la vue cruelle qu'il offrait, les enivrements du succès ; il visita avec le dauphin, dans la plaine même de Fontenoy, les victimes de cette journée, et le jeune prince put juger de quel terrible prix on paye une victoire. Autour de lui les soldats mourants, étendus dans une boue sanglante, luttaient vainement contre la mort ; les uns brisés par la souffrance ne semblaient même pas s'apercevoir de la présence du roi, d'autres plus courageux ou plus forts trouvaient encore un reste de vie pour s'écrier : Vive le roi ! vive monseigneur le dauphin ! puis ils retombaient mourants, épuisés par ce dernier effort. L'impression fut profonde sur le cœur du fils de Louis XV. Le roi, s'apercevant de son émotion : « Vous voyez, mon fils, lui dit-il, ce qu'il en coûte à un prince pour remporter des victoires. » Le roi de France n'avait pas, on le voit, oublié les derniers avis que son aïeul lui adressait en mourant ; et bien qu'il ne combattît que pour imposer à ses ennemis de légitimes conditions de paix, il regrettait cependant ces dures extrémités de la guerre.

La bataille de Fontenoy fut une des plus brillantes journées du règne de Louis XV ; le roi, qui devait bientôt oublier dans les honteux plaisirs de Versailles les devoirs de la royauté, s'y montra avec ses plus brillantes qualités. S'il déploya après l'affaire une touchante humanité, tant que le succès ne fut pas décidé il sut contenir les émotions de son cœur et conserva une ferme intrépidité digne du petit-fils de Louis XIV. Pendant toute la durée du combat, il demeura paisible au milieu du danger ; un homme fut tué à ses côtés par une balle anglaise sans qu'il en parût troublé. Tandis que les troupes anglaises forçaient les rangs de notre infanterie, le maréchal de Saxe, s'attendant à une défaite, conjura le roi de se mettre à l'abri avec son fils ; ajoutant qu'il ferait tout ce qu'il pourrait pour garantir la retraite : « Oh ! je suis sûr qu'il fera ce qu'il faudra, répondit avec calme Louis XV, mais je resterai où je suis. » Et il n'avait cessé de dominer le champ de bataille et d'encourager ses soldats en partageant leurs dangers.

Les années suivantes la victoire de Lawfeld, la prise de Berg-op-Zoom et de Maëstricht complétèrent les résultats de la bataille de Fontenoy et obligèrent enfin les ennemis de Louis XV à signer le traité d'Aix-la-Chapelle.



DUPLEIX DÉFEND PONDICHÉRY.

Le nom de Dupleix, qui se lie aux plus chers intérêts de la France, qui rappelle d'importants et nombreux services, est demeuré presque inconnu. La gloire a échappé à cette homme de génie, qui la méritait si bien; et, après avoir fait durant trente années retentir l'Asie du nom de la France, ce grand citoyen n'a pas trouvé dans sa patrie un marbre ou un bronze qui conservât son souvenir. Dupleix cependant a tenté d'importantes entreprises dans l'Inde; il avait rêvé pour son pays ce vaste empire dont l'Angleterre s'est depuis emparée, et à cette difficile entreprise il consacra des talents supérieurs et une immense fortune. Mais alors Louis XV oubliait les devoirs de son rang dans les tristes loisirs de Versailles, et son gouvernement ne répondit que par une honteuse inertie à des efforts qui forment une des plus brillantes pages de notre histoire coloniale. Dupleix, après avoir vainement lutté contre l'abandon de la métropole; après avoir déployé dans les plus périlleuses circonstances une admirable fermeté d'âme, dut renoncer à ses desseins et revenir, pour prix de son dévouement, terminer dans la misère et dans l'obscu-

rité une existence dont les hardiesses avaient étonné et subjugué l'Inde.

Fils d'un fermier-général du roi, autrefois directeur de la compagnie des Indes orientales, Georges Dupleix, à peine âgé de vingt ans, fut nommé en 1720 conseiller du conseil supérieur de Pondichéry et commissaire-administrateur des guerres. Bientôt on apprécia toutes les solides qualités d'esprit, l'étendue des vues, la fermeté de caractère de Dupleix, et on l'envoya comme gouverneur à Chandernagor, afin de rendre quelque éclat à ce comptoir, dont la situation était déplorable. Le mandataire de la compagnie des Indes ne trompa point les espérances qu'il avait fait concevoir, en dix ans son administration fit de Chandernagor une de nos colonies les plus prospères; deux mille maisons bâties en briques remplacèrent de misérables habitations en bois; le commerce de Chandernagor s'étendit non-seulement dans l'Inde, mais en Chine, dans tout l'empire du Mogol et jusqu'en Tartarie; enfin Dupleix, qui avait à peine trouvé quelques bateaux à Chandernagor lorsqu'il y arriva en 1731, y laissait en 1740, après neuf années d'administration, douze à quinze vaisseaux qui faisaient journellement le service. Lorsque le gouverneur-général des colonies indiennes se retira on ne crut pas pouvoir lui choisir un meilleur successeur que Dupleix, qui fut nommé gouverneur de Pondichéry et commandant général des comptoirs de la compagnie des Indes.

C'est alors que s'ouvrit devant lui cette brillante carrière qu'il devait parcourir avec tant d'éclat. Il s'était enrichi à Chandernagor : aussitôt qu'il arrive à Pondichéry, il met sa fortune au service de la compagnie, il lui fait des envois d'argent, équipe des vaisseaux, remplit les magasins et construit même des fortifications; puis, ces premières précautions prises, il jette son regard sur l'Inde, sur les possessions françaises, et cherche dès lors par quels moyens il peut conquérir à la France la souveraineté de la presqu'île indienne. Jusque-là il avait montré seulement les talents d'un administrateur, maintenant il va se placer au rang des hommes d'État. Persuadé que la compagnie française ne pouvait avantageusement combattre l'influence anglaise qu'en unissant la puissance territoriale à l'activité commerciale, Dupleix s'applique à étendre les possessions françaises et à s'assurer une souveraineté réelle sur les princes indiens qui l'environnent. Les rivalités d'ambition qu'excitait le partage de l'empire mogol, dont on se disputait les débris, lui fournirent une favorable occasion d'exécuter ses desseins. Il noue des négociations avec les divers compétiteurs, intervient dans les guerres que se

livrent les chefs des provinces devenus indépendants sous les noms de soubabs, nababs et rajahs; en même temps il inquiète l'Angleterre et tente de s'emparer de Madras, qu'elle occupe. L'heureuse expédition de Labourdonnais, avec lequel on regrette de voir Dupleix en désaccord, seconde son ambition, et la compagnie française s'établit à Madras. L'Angleterre cependant s'inquiétait des progrès que la France faisait dans l'Inde; qu'un prince actif, éclairé, succédât à Louis XV, et elle pouvait perdre à la fois son influence maritime et coloniale. Dupleix était l'agent le plus influent de nos agrandissements; elle dirigea contre lui tous ses efforts, et, tandis qu'elle combattait sa politique auprès des chefs indiens, elle envoyait une armée de huit mille hommes et une flotte de soixante-dix vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Boscawen, reprendre Madras et assiéger Pondichéry. La première partie de ce plan réussit, mais la fermeté de Dupleix fit échouer l'autre.

Le 30 août 1746 l'amiral anglais ouvrit la tranchée à cent soixante-dix toises de la place, et le gouverneur des Indes françaises se disposa à une énergique résistance; séparé par deux mille lieues de la métropole, qui semblait l'avoir oublié, il sut trouver dans son génie toutes les ressources dont il avait besoin, créa en quelque sorte ce qui lui manquait et assura sa défense à force d'activité et d'intelligence. A la fois ministre, capitaine, ingénieur, munitionnaire, il suffit à toutes les nécessités, pourvut à tous les services, et dans cette périlleuse situation enflamma et soutint le courage de ses troupes par son exemple Après quarante jours de tranchée, pendant lesquels il avait habilement profité de toutes les fautes du général anglais et tenu les assiégeants en échec, il les obligea à s'éloigner et à reconnaître la supériorité de la France.

Cette défense hardie étendit la renommée de Dupleix dans toute l'Asie et accrut encore son influence; la paix d'Aix-la-Chapelle, conclue en 1748, en suspendant momentanément les hostilités entre la France et l'Angleterre permit au gouverneur de reprendre ses projets sur l'Inde Deux rivaux prétendaient alors régner sur le Dekhan; Dupleix cette fois prit une résolution décisive, à tout prix il seconda l'un d'eux et fut assez habile pour assurer son triomphe. A ce moment la fortune de Dupleix et l'ascendant de la France atteignirent leur plus brillant période : le vainqueur du Dekhan, favorisé par le gouverneur français, reconnut solennellement à Pondichéry sa suzeraineté.

Dupleix, qui désirait frapper l'imagination orientale, déploya pour cette cérémonie une magnificence que depuis on lui a injustement repro-

chée. Il vint au-devant du chef auquel il avait accordé son appui monté sur un éléphant et accompagné d'une suite nombreuse; lorsque les deux alliés se rencontrèrent ils descendirent de leurs éléphants pour se serrer la main, et entrèrent à Pondichéry dans un palanquin. Sur la place principale on avait dressé une vaste tente, c'est là que Dupleix proclama son protégé Mouzaferzing soubab du Dekhan; ensuite, en face de l'armée et du peuple qui les environne, au bruit de l'artillerie, des cloches, des instruments de guerre, il lui fait prêter serment de fidélité par les nababs et les chefs militaires. En retour de cette investiture, Mouzaferzing donne à la compagnie des Indes françaises deux cents lieues de côtes; et avant de se séparer, comme dernier témoignage d'amitié, les deux souverains, car le chef des colonies françaises en avait véritablement les droits et la puissance, échangent leurs armes. Les plans de Dupleix se réalisaient, il dominait dans l'Inde; le grand-Mogol lui avait accordé la royauté ou plutôt la nababie de Carnate, les soubabs d'Arcate et du Dekhan le reconnaissaient comme leur protecteur et lui payaient un tribut; Karikal, Masulipatnam s'étaient ajoutées aux vastes accroissements du territoire de Pondichéry; la France était maîtresse du vaste empire indien où règne aujourd'hui l'Angleterre : son représentant songeait à s'ouvrir une route vers Delhi, quand l'impardonnable insouciance du cabinet de Versailles renversa cette puissance si péniblement élevée. Dupleix sollicitait des renforts; il les attendit vainement et il dut se contenter des milices indiennes qu'il formait lui-même : il éprouva quelques défaites qu'agrandit bientôt le délaissement où il se trouvait. L'Angleterre, qui redoutait son activité, se plaignit amèrement du génie ambitieux d'un homme qui voulait lui ravir la souveraineté de l'Asie; la compagnie des Indes enfin, pour laquelle Dupleix avait tant fait, abandonna à l'heure des revers cet homme « qui voulait conquérir des royaumes à des gens qui ne demandaient que des dividendes, » elle calomnia ses projets, qu'elle ne comprenait pas, et obtint de la cour de France un ordre de rappel contre le gouverneur des colonies de l'Inde.

Dupleix, tout en affirmant l'excellence de ses vues, se soumit, et quitta en versant des larmes de douleur et d'orgueil cette conquête magnifique qu'il abandonnait à l'Angleterre. Ce grand homme, qui avait fait la gloire du nom français au delà des mers, pour lequel on avait frappé des médailles, qui pendant trente ans avait commandé à vingt millions d'hommes, mourut dans l'indigence après avoir inutilement réclamé à la compagnie des Indes plus de sept millions qu'il lui avait avancés.



DÉPART DE LA FAYETTE POUR L'AMÉRIQUE.

Les colonies anglaises de l'Amérique du nord, après avoir long-temps opposé une légitime résistance aux injustes prétentions du parlement anglais, venaient de secouer le joug de la métropole. Le 4 juillet 1776 les députés des treize provinces réunis en congrès à Philadelphie, reconnaissant que leurs tentatives étaient vaines pour concilier leurs droits et la fidélité qu'ils devaient à la couronne, proclamèrent enfin l'indépendance des provinces anglaises, qui furent constituées en république fédérative sous le nom d'États-Unis d'Amérique.

Cet acte d'émancipation produisit en Europe une sensation profonde; mais la France surtout, pénétrée de toutes parts des doctrines philosophiques du dix-huitième siècle, l'accueillit avec d'énergiques sympathies; elle répondit à ce cri d'indépendance parti de l'autre côté de l'Océan par un cri d'enthousiasme.

Ce mouvement cependant ne fut point secondé par le gouvernement de Louis XVI. Les nécessités de la situation intérieure dominant celles de la politique extérieure, on réprima les trop vives manifestations qui éclataient en faveur des Américains et on n'autorisa qu'avec une extrême réserve

l'envoi des secours qu'on voulait leur adresser. Mais toute la prudence, tous les efforts des ministres de Louis XVI ne purent contenir l'agitation des esprits, et à la cour même de Versailles on défendait la cause de l'Amérique du nord avec chaleur. Franklin, célèbre déjà dans la science par l'invention du paratonnerre, et qui « avait, comme on le disait alors, arraché la foudre aux cieux et le sceptre aux tyrans, » devint l'objet de l'attention générale ; chacun voulait le voir, lui parler, et cette noblesse de France si brillante, si élégante, si fort intéressée au maintien de la monarchie dont elle recevait une partie de sa splendeur, ne savait rendre assez d'hommages à cet homme aux mœurs simples, aux libres habitudes qui venait au nom d'un peuple en insurrection représenter à Paris une république naissante. On demandait à grands cris la guerre : le peuple, en haine de l'oppression; la noblesse, pour affaiblir l'Angleterre.

Louis XVI, qui, après tout, comprenait bien que son métier était d'être royaliste, comme le disait Joseph II, refusait de se déclarer en faveur de l'Amérique. Sa politique hésitait, il redoutait à la fois de compromettre les intérêts de la monarchie en les unissant pour ainsi dire à ceux d'un peuple en insurrection et de perdre cette heureuse occasion d'enlever à la rivale de la France treize riches provinces, quand le courageux dévouement d'un homme qui prêta constamment à la cause de la liberté l'appui de son nom, de son bras et de son intelligence gagna aux États-Unis le concours de la France.

La Fayette, en offrant ses services à l'Amérique, ne fut séduit par aucune de ces brillantes espérances que les chances de la guerre présentaient à la noblesse française : servir comme volontaire et à ses frais, dans quelque rang qu'on voulût, furent les seules conditions qu'il fit au congrès. Modeste, désintéressé, il ne recherchait d'autre prix de ses efforts que le triomphe de la cause et des principes à la défense desquels il se vouait : « A la première connaissance de cette guerre, a-t-il écrit, mon cœur fut enrôlé, et je ne songeai qu'à joindre mes drapeaux. » Les fâcheux événements qui signalèrent la fin de la campagne de 1776, les défaites successives des Américains à New-York, à Long-Island, au fort Washington et aux Jerseys hâtèrent l'exécution des projets du jeune enthousiaste. Les envoyés américains étaient découragés, ils doutaient presque de l'issue de la lutte qu'ils avaient engagée, lorsque La Fayette alla trouver l'un d'eux, M. Deane, et lui dit : « Jusqu'ici, monsieur, vous n'avez vu que mon zèle, il va peut-être devenir utile; j'achète un bâtiment qui portera vos officiers. Il faut montrer de la confiance, et c'est

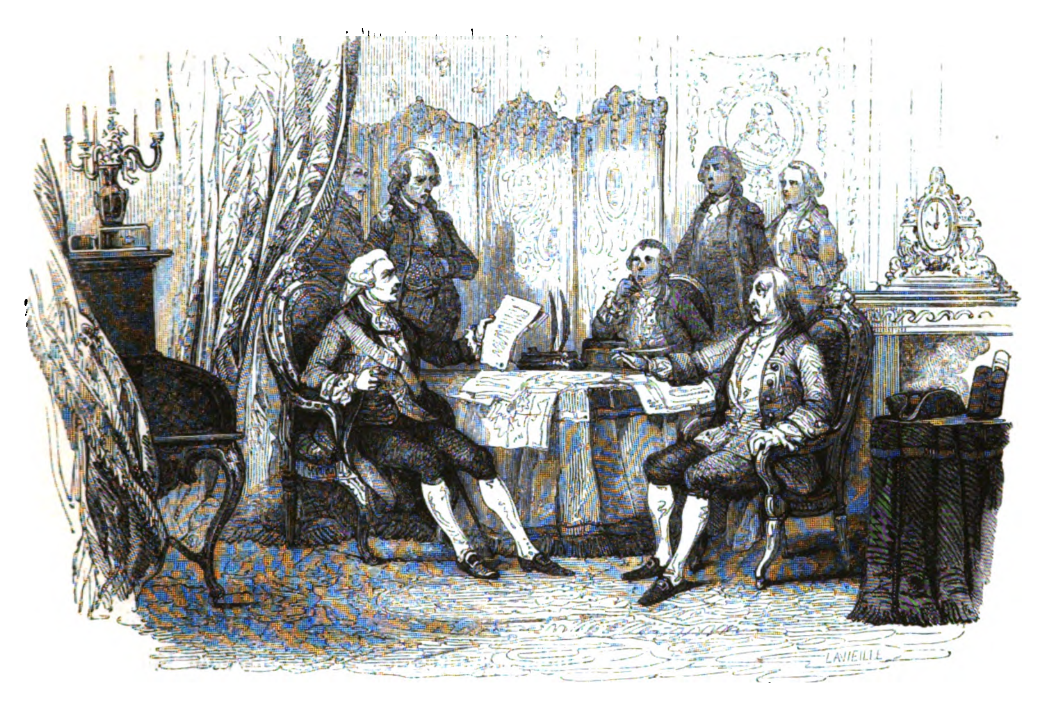
dans le danger que j'aime à partager votre fortune. » Les propositions du marquis de La Fayette furent aisément acceptées ; mais il lui fallait trouver de l'argent, acheter et armer un vaisseau, puis enfin échapper lui-même à la surveillance dont il était l'objet depuis qu'on soupçonnait ses relations avec les agents américains. La fermeté de ses convictions, l'ardeur de sa jeunesse surmontèrent tous les obstacles, et vers le commencement d'avril tout était disposé pour un prochain embarquement.

La Fayette alors traversa secrètement la France et se rendit à Bordeaux, en y arrivant il apprit que son projet de départ était connu à Versailles et qu'il était poursuivi par un ordre d'arrestation. Aussitôt le jeune volontaire de la liberté fait partir son vaisseau pour le port du Passage en Espagne et il écrit à Paris, aux ministres, à sa famille, à ses amis, afin d'obtenir l'autorisation de quitter la France et d'aller offrir aux Américains le secours de son épée. Pour toute réponse, il reçoit l'ordre de se rendre à Marseille et de rejoindre son beau-père, le duc d'Ayen, qui visitait l'Italie. La Fayette feint d'obéir et part pour Marseille en chaise de poste avec un officier, nommé Mauroy, qui désirait comme lui servir sous les drapeaux de l'indépendance ; mais à quelques lieues de Bordeaux leur voiture change de direction, prend la route de Bayonne, et, pour mieux encore éviter les poursuites, La Fayette, revêtant un habit de courrier, monte à cheval et précède la chaise de poste. Ils avaient évité tous les dangers, ils allaient franchir la frontière, quand à Saint-Jean-de-Luz La Fayette, qui était revenu par cette route du port du Passage lorsqu'il y avait conduit son vaisseau, fut reconnu par la fille du maître de poste ; mais un signe la fit taire, son adroite fidélité détourna même les poursuites, et les deux fugitifs atteignirent le port du Passage, où seulement ils furent rejoints par les dépêches royales qui devaient interdire au marquis de La Fayette l'entrée du continent américain : il était trop tard, et la cause des États-Unis avait gagné un de ses plus zélés défenseurs.

Enfin, après six mois d'efforts, de travaux et d'inquiétudes, le 26 avril 1777 La Fayette, le héros des deux mondes, âgé de dix-neuf ans, s'embarquait pour l'Amérique du nord sur le bâtiment qu'il avait acheté et qui, par un hasard d'heureux présage, se nommait *la Victoire*. Le 15 juin, après sept semaines de traversée, il abordait à cette terre désirée où l'avaient attiré de si nobles convictions, de si généreux sentiments. Depuis, La Fayette ne cessa de prendre une part active à la lutte jusqu'au jour où triompha le parti de la liberté qu'il avait si chaleureusement embrassé.

Le départ de La Fayette causa en France, à la cour et parmi le peuple, une vive émotion, on admira tant de hardiesse et de persévérance unies à tant de jeunesse, cet amour de la liberté dans un homme appelé à profiter, par sa naissance, de tous les priviléges du rang. C'est de ce moment que la révolution américaine fut décidément et sérieusement adoptée par la France; la cour de Versailles, qui s'était opposée avec tant de persistance au départ de La Fayette, le justifia bientôt par ses propres démarches; sur les instances et par l'intervention du volontaire des États-Unis elle envoya des troupes et des vaisseaux aux Américains, elle unit entièrement ses intérêts aux leurs contre l'Angleterre et reconnut la première leur nationalité.

La Fayette, qui était parti presque proscrit pour les États-Unis, fut accueilli à son retour par d'unanimes acclamations, on le fêtait comme un héros, les ministres recherchaient ses conseils, les jeunes nobles voulaient suivre son exemple et s'enrôler sous les drapeaux de la république du Nouveau-Monde. Après un court séjour à Paris, durant lequel il s'occupa de chercher de nouveaux auxiliaires aux Américains, La Fayette se disposa à retourner en Amérique; mais avant de quitter la France il reçut un témoignage public de la reconnaissance des États-Unis : le petit-fils de Franklin lui présenta officiellement une épée d'honneur que le congrès lui avait décernée. Elle était chargée d'ingénieuses allégories, qui toutes rappelaient quelques-unes des brillantes actions de celui à qui on l'offrait. La figure de l'Amérique délivrée de ses chaînes élevait une branche de laurier vers un jeune guerrier dont les traits rappelaient ceux de La Fayette, sur l'autre face il faisait au lion britannique une mortelle blessure; d'un côté Franklin avait inscrit la devise de l'Amérique, un croissant de lune avec ces mots : *Crescam ut prosim. — Je croîtrai pour être utile;* de l'autre était écrite celle que La Fayette avait adoptée à son départ : *Cur non? — Pourquoi non?* Cette fois son départ pour le Nouveau-Monde eut tout l'éclat d'un triomphe, jusqu'à son vaisseau lui et les compagnons qu'il emmenait furent accompagnés par une foule empressée qui les saluait de ses cris d'enthousiasme et de liberté; sur son canot flottait le drapeau fleurdelisé, et le canon de la France répondit par une glorieuse salve aux adieux que lui adressa le vaisseau qui portait La Fayette. Ce fut précédé d'une réputation qui s'augmentait chaque jour que La Fayette reparut en Amérique apportant avec son épée l'heureuse nouvelle de l'intervention active du cabinet de Versailles, qui accordait à la république des États-Unis le secours de ses soldats et de ses vaisseaux.



LA FRANCE

RECONNAIT L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS.

La guerre de l'indépendance des colonies du nord de l'Amérique fut une cause véritablement nationale pour la France; la lutte s'engagea autant entre elle et l'Angleterre qu'entre cette dernière et les provinces révoltées. Lorsque le cabinet de Versailles, entraîné par l'enthousiasme de la nation, par l'évidence de nos intérêts politiques, par l'aventureuse expédition de La Fayette, se décida à combattre, il le fit loyalement et courageusement. Une fois résolu à s'unir aux Américains, il mit nos soldats, notre armée, notre argent au service du parti qu'il adoptait et ne posa pas les armes avant qu'il eût atteint son but : l'affranchissement de l'Amérique du nord.

Dès le commencement de 1777, les États-Unis avaient envoyé trois commissaires à Paris pour obtenir la conclusion d'un traité avec la France; depuis un an on négociait, sans que le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, voulût reconnaître officiellement la mission des agents américains. Cependant ses intentions étaient évidemment

favorables : les représentants de la jeune république étaient accueillis avec bienveillance; Franklin surtout, dont le nom était populaire, le caractère respecté, obtenait une considération, une influence qui excitèrent les susceptibilités de l'Angleterre. On autorisait tacitement ses démarches; il envoyait aux Américains des armes, des munitions, il délivrait des lettres de marque aux corsaires français, sans que le gouvernement apportât d'obstacles à ses efforts. Mais Louis XVI hésitait à se déclarer ouvertement; il redoutait de s'engager dans une guerre générale et d'accroître les difficultés qui déjà entravaient son administration. Enfin l'éclat de joie avec lequel fut accueillie par la France la nouvelle de la capitulation du général Burgoyne, qui avec dix mille hommes s'était rendu aux insurgés, mit un terme aux irrésolutions du roi, et à la fin de 1777 il consentit à se prononcer en faveur des États-Unis d'Amérique.

Le 6 décembre 1777 le secrétaire du conseil d'État se rendait à l'hôtel des commissaires américains et leur déclarait, par ordre du roi, « qu'après « de longues et mûres délibérations sur leurs propositions Sa Majesté « avait résolu de reconnaître l'indépendance des États-Unis, de faire « avec eux un traité de commerce et d'alliance. » Il ajouta « que non- « seulement le roi reconnaissait leur indépendance, mais qu'il la soutien- « drait par tous les moyens qui étaient en son pouvoir; qu'il allait peut- « être s'engager pour eux dans une guerre coûteuse, mais qu'il ne « demanderait pas le remboursement des dépenses qu'elle occasionnerait : « parce que, en définitive, les Américains ne devaient pas croire qu'il « n'avait pris cette résolution que dans la vue de les servir, attendu « qu'indépendamment de son attachement véritable à leur cause il était « évidemment de l'intérêt de la France d'affaiblir la puissance de l'An- « gleterre en en détachant les colonies. »

Cette déclaration franche, précise expliquait tout à la fois les doutes et la détermination de Louis XVI. Les mots qui la terminaient exprimaient assez la répugnance qu'il avait éprouvée à s'unir à un peuple en insurrection, et témoignaient qu'il sacrifiait encore plus la paix aux intérêts évidents du pays qu'à l'indépendance des colonies anglaises. Pour la France, au contraire, c'était avant tout à la liberté de l'Amérique qu'elle se dévouait. Après deux mois de conférences, dans lesquelles furent arrêtées les conditions de l'alliance de la France avec les États-Unis; le 6 février 1778, le docteur Franklin, Silas Deane et Arthur Lee, plénipotentiaires des États, et le comte de Vergennes assisté

du secrétaire du conseil d'État, qui avait principalement suivi les négociations, signaient, au nom des treize provinces des États-Unis d'Amérique et de Sa Majesté très-chrétienne le roi de France, un traité d'amitié et de commerce.

Cet acte, le premier par lequel l'indépendance des provinces du nord de l'Amérique fut reconnue, est un des plus importants de la diplomatie du dernier siècle. Il introduit parmi les États modernes une nouvelle puissance, il suscite une rivalité qui va devenir bientôt redoutable à l'orgueil maritime de l'Angleterre; quelque réserve enfin qui l'ait précédé et qu'il contînt, il renfermait une révolution morale, il déclarait pour ainsi dire la légitimité de l'insurrection en certaines circonstances. Le traité de 1778 consacrait enfin l'existence de droit des États-Unis, dont la paix de 1783 devait constater l'existence de fait. Aussi l'Angleterre le considéra comme une déclaration formelle d'hostilités : elle rappela son ambassadeur, le nôtre quitta Londres; et la guerre ne tarda pas à éclater entre les deux nations.

Tandis que l'ambassadeur d'Angleterre s'éloignait sans même solliciter une audience de congé du roi de France, le docteur Franklin, à la persévérance de qui l'Amérique devait en partie le succès de ses négociations, était officiellement présenté à Louis XVI par le comte de Vergennes comme le représentant d'un peuple allié. Lorsque l'envoyé de la république des États-Unis, accompagné de quelques-uns de ses concitoyens, pénétra pour la première fois dans les galeries de Versailles et fut admis à l'audience du souverain le plus absolu, peut-être, de l'Europe, la curiosité fut vivement excitée par cette étrange réception : l'âge de Franklin, la simplicité affectée de ses vêtements, sa réputation de savant et de philosophe, l'alliance dont il avait été le plus actif négociateur, tout contribuait à fixer l'attention publique; et s'il pouvait s'étonner, comme autrefois le doge de Gênes, de se trouver à Versailles, la France, Louis XVI et sa cour ne devaient pas être moins surpris de l'y voir.

Le ministre des affaires étrangères écarta difficilement la foule des courtisans, quand, revêtu du brillant costume de la cour de France, l'épée au côté, la poitrine couverte d'ordres en pierreries, de cordons, il conduisit vers le roi ce vieillard dont les longs cheveux blancs, sans apprêt, couvraient les épaules, qui ne se distinguait par nul insigne, par nulle décoration, sur le vêtement sévère duquel n'éclatait aucune broderie. Franklin aborda Louis XVI sans trouble, mais non sans une profonde émotion et une respectueuse reconnaissance; il s'inclina de-

vant le monarque, qui lui dit : « Monsieur, vous pouvez assurer de mon » amitié les États-Unis d'Amérique; je dois vous dire aussi que je suis » très-satisfait de votre conduite en particulier depuis votre arrivée dans » mon royaume. » Et d'un geste il congédia le ministre américain, le vieil imprimeur de Philadelphie. Après cette audience, Franklin traversa la cour du palais pour se rendre dans les bureaux du ministre des affaires étrangères : alors la foule, qui attendait impatiemment son passage, l'accueillit avec enthousiasme et le salua de ses acclamations; des applaudissements, des cris de joie prouvèrent chaleureusement au nouvel ambassadeur quel sincère intérêt la France prenait aux affaires de l'Amérique.

Bientôt elle le témoigna mieux que par de vaines démonstrations : ses flottes sortirent des ports; d'Orvilliers, d'Estaing, le bailli de Suffren attaquèrent la puissance anglaise dans tous ses établissements coloniaux, la frappèrent à la fois dans l'Inde et dans l'Amérique. Un an plus tard, en 1779, l'Espagne décidée par notre exemple accordait son appui à l'Amérique, unissait ses vaisseaux aux nôtres, tandis que la France réunissait en Normandie une armée prête à franchir le détroit au premier signal. La terreur fut un moment dans Londres, on trembla à la menace d'une invasion : « Si l'ennemi eût débarqué, s'écria un orateur en plein » parlement, nous aurions combattu, mais nous aurions succombé. » Les tempêtes écartèrent ce danger des côtes de la Grande-Bretagne, les flottes française et espagnole furent dispersées par les vents et obligées de regagner les ports de France.

Mais néanmoins l'Amérique triompha par notre courage et notre constance, on peut le dire; quand elle désespérait de sa cause, lorsqu'elle refusait d'y sacrifier sa fortune, nous la défendions de notre or et de notre sang. En même temps que la France envoyait dix millions au congrès américain six mille hommes d'élite commandés par le comte de Rochambeau, se joignant aux troupes conduites en Amérique par La Fayette, se plaçaient sous les ordres de Washington. Ces puissants auxiliaires amenèrent, en 1781, la célèbre capitulation de York-Town, qui ne fut pas moins désastreuse pour l'Angleterre que celle de Saratoga. Enfin, fidèles au parti que nous avions embrassé, nous combattîmes pour l'Amérique sur terre et sur mer jusqu'à ce que la paix de 1783 vînt garantir aux États-Unis l'indépendance reconnue par le traité de 1778.



LOUIS XVI

DONNANT SES INSTRUCTIONS A LA PÉROUSE.

Si Louis XVI manquait de cette fermeté de caractère, de cette énergie, de cette décision politique qui savent dominer les situations difficiles, du moins il possédait, il faut le reconnaître, toutes les vertus à la fois modestes et solides qui dans des temps ordinaires rendent les peuples heureux. D'une admirable pureté de mœurs, d'un extrême bon sens, d'une profonde sincérité de cœur, formé aux travaux du gouvernement par des études sérieuses et utiles, il apportait sur le trône les qualités capables de réparer les maux et les hontes du règne précédent, s'il n'eût pas fallu à la société corrompue de son époque des remèdes violents, supérieurs pour ainsi dire aux efforts de sa bonté. Son règne ne se fût pas illustré par ces guerres brillantes mais ruineuses, par ces tentatives héroïques qui excitent l'ambition des conquérants; il eût été marqué par ces conquêtes pacifiques et utiles qui profitent aux nations sans leur coûter de sacrifices, et même au milieu des agitations qui, presque dès son avénement, troublèrent l'exercice de son pouvoir il ordonna et encouragea des expéditions

qui, si elles n'ont pas toujours réussi au gré de ses vœux, prouvent cependant ses louables intentions et la saine direction de son gouvernement. La plus célèbre et l'une des plus importantes par son but, par la part active qu'y a prise Louis XVI et par sa malheureuse issue fut le voyage d'exploration scientifique et commerciale entrepris par La Pérouse sur les ordres et d'après les instructions formelles du roi.

Les progrès considérables de notre marine, l'émulation excitée par les recherches scientifiques accomplies par les Anglais, et enfin l'inclination naturelle que Louis XVI avait pour les études géographiques, l'engagèrent à faire exécuter par la marine française un voyage de circumnavigation; et dès que le traité de Versailles, signé en 1783, nous eut rendu la paix, il fit équiper une escadre destinée à résoudre les problèmes géographiques que Cook n'avait pu approfondir.

D'après les indications mêmes fournies par Louis XVI, un projet de voyage fut esquissé et soumis à son examen. Le roi l'étudia avec une scrupuleuse attention, et montra, dans les observations qu'il y ajouta, cette justesse d'esprit, ce sens exact qui lui étaient habituels. Ses connaissances approfondies en géographie s'y déployèrent à l'aise, et ne demeurèrent pas au-dessous de la tâche qu'il avait acceptée; il traça aux navigateurs leur véritable itinéraire, route précise dont ils s'écartèrent peu. Il avait indiqué les recherches auxquelles on devait plus particulièrement se livrer et les avantages commerciaux qu'on devait surtout s'efforcer d'obtenir soit immédiatement, soit pour l'avenir; ses observations enfin attestaient une instruction étendue et solide, une expérience remarquable de l'art difficile de la navigation. Tout était prévu dans le résumé rapide écrit par Louis XVI : les points de relâche, l'ordre des découvertes à faire ou à perfectionner, les opérations relatives aux observations astronomiques, à la navigation, aux sciences physiques et naturelles. Mais où surtout éclatait la sollicitude du monarque, c'était dans les instructions remplies d'humanité que lui avaient inspirées la santé et la sûreté des équipages : il réglait tout ce qui devait les garantir des vives souffrances d'une longue navigation, il déterminait la conduite que, dans leur propre intérêt, ils avaient à suivre avec les naturels des pays qu'ils visiteraient; enfin, il recommandait rigoureusement que les deux navires qui formaient l'escadre d'exploration ne se séparassent pas dans les passages dangereux.

Ce fut après avoir examiné ainsi, dans ses différentes parties. le projet d'expédition, que le roi le remit au navigateur à qui il en avait confié

l'exécution : c'était un capitaine de vaisseau arrivé au grade qu'il occupait dans la marine française par de longs et honorables services. Jean-François Galaup de La Pérouse, né en 1741, était entré en 1756 dans la marine avec le grade de simple garde. En 1780, après une expédition habilement conduite contre les établissements anglais de l'Hudson, on l'avait nommé capitaine de vaisseau; et lorsque Louis XVI le chargea du commandement de cette importante expédition consacrée à la science et au commerce, bien qu'il fût seulement âgé de quarante-trois ans il justifiait, par les travaux de dix-huit campagnes, la confiance du monarque.

Les préparatifs de ce voyage, dont le but était de combler toutes les lacunes, de dissiper tous les doutes qui pouvaient exister encore dans la géographie maritime, répondirent à l'étendue de son plan et à l'importance des résultats qu'on en espérait. Deux frégates, *la Boussole* et *l'Astrolabe*, furent disposées pour cette grande campagne maritime; elles furent munies de tout ce qui sembla nécessaire ou seulement utile pour un voyage qui devait durer trois années. Une commission, formée d'hommes supérieurs dans les diverses sciences et dans les arts, accompagnait les navigateurs; et, après avoir été reçu une dernière fois par le roi, après avoir encore écouté les savantes instructions de Louis, ses touchantes recommandations, La Pérouse se rendit à Brest, où, le 10 août 1785, il s'embarqua, et salua la France d'un adieu qu'il ne croyait pas, hélas! être éternel.

La grandeur du projet, le soin apporté à son organisation, l'habileté de ceux qui furent choisis pour l'exécuter, tout paraissait promettre à La Pérouse un succès certain; mais la fortune trompa toutes les espérances, et cette expédition, entreprise dans des conditions si favorables, se termina subitement par un sombre dénoûment presque inouï dans les fastes maritimes.

Durant les premiers temps de son voyage, La Pérouse adressa, aussi régulièrement qu'il le put, ses rapports au ministre de la marine; son voyage réussissait à son gré : il avait parcouru une portion considérable de la route qui lui avait été tracée, quand il envoya de Botany-Bay une lettre, datée du 7 février 1788, qui indiquait la marche qu'il comptait suivre jusqu'à son retour : « Je remonterai aux îles des Amis, et je ferai absolument tout ce qui m'est enjoint par mes instructions relativement à la partie méridionale de la Nouvelle-Calédonie; je passerai à la fin de 1788 entre la Nouvelle-Hollande et la Nouvelle-Guinée; je visiterai, pendant le mois de septembre et une partie d'octobre, le golfe de la Car-

pentaria et toute la côte occidentale de la Nouvelle-Hollande jusqu'à la Terre de Diémen, mais de manière qu'il me soit possible de remonter au nord assez tôt pour arriver au commencement de décembre 1788 à l'île de France. » Ce fut la dernière fois que La Pérouse écrivit en France : depuis on ne reçut plus de ses nouvelles.

Deux ans après l'époque fixée pour le retour de La Pérouse il n'était pas encore reparu, et l'on ne pouvait que former de tristes conjectures sur l'issue de sa campagne. Alors, en 1791, l'Assemblée nationale demanda au roi d'envoyer à la recherche des malheureux navigateurs. L'amiral d'Entrecasteaux fut chargé de cette mission, mais il n'obtint aucun résultat ; et l'on semblait devoir ignorer à jamais la destinée de La Pérouse, lorsqu'en 1827 le capitaine Dillon, qui naviguait dans les mers de l'Inde, découvrit des débris de vaisseaux et des objets qui avaient appartenu à La Pérouse. Guidé par ces indices, il poursuivit ses recherches, et il put dire quelle avait été la fin de l'expédition de La Pérouse : il paraît certain que, durant la nuit, elle échoua dans les rescifs de la plus grande île du groupe Vanikoro, et que *l'Astrolabe* et *la Boussole* furent englouties sans que personne ait pu échapper à ce désastre. Le capitaine Dillon fouilla le banc de corail où les navires avaient touché et recueillit des canons de bronze, une cloche marine, quelques fragments de porcelaine, et des tubes barométriques qui provenaient évidemment de l'armement de La Pérouse. En 1828, le capitaine Dumont-d'Urville, qui, lui aussi, devait terminer bien douloureusement une utile carrière, retrouva, en parcourant les mers dans lesquelles avait navigué La Pérouse, de nouveaux débris d'armes et de navires qui confirmèrent tout ce qu'on avait pu prévoir du l'infortuné navigateur.

Avant de quitter ces lieux, Dumont-d'Urville rendit un dernier hommage à la mémoire de La Pérouse. Sur ces rochers où s'étaient brisés quarante ans auparavant *la Boussole* et *l'Astrolabe*, il éleva un mausolée surmonté d'un obélisque triangulaire qui sur l'une de ses faces porte cette inscription :

A LA MÉMOIRE
DE LA PÉROUSE
ET DE SES COMPAGNONS,
L'ASTROLABE.
14 MARS 1828.

Monument de douleur, qui, dans ces lointaines contrées, rappelle les généreux efforts de la France et consacre en même temps le souvenir d'un grand dévouement aux progrès de l'esprit humain.



OUVERTURE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Après avoir long-temps essayé de concilier les intérêts divers qui luttaient entre eux, de combler le déficit, d'équilibrer les recettes et les dépenses, d'accorder enfin les réformes compatibles avec le maintien de son autorité, Louis XVI, entravé dans ses louables résolutions par les exigences de la noblesse, qui ne voulait céder aucun de ses priviléges ni prendre part aux charges publiques; par les prodigalités croissantes de la cour, et surtout par sa propre indécision et sa funeste inertie, se décida à convoquer les États-Généraux, qui, depuis près de deux siècles, n'avaient point été réunis. Pendant les quinze années de son règne, le roi avait appelé quatre ministres à la direction des finances, sans qu'aucun d'eux réussît à rétablir l'ordre dans l'administration; depuis plusieurs années on suffisait à peine aux dépenses par des emprunts qui chaque jour devenaient plus difficiles à conclure, sans qu'on pût prévoir le terme de ces opérations ruineuses. Turgot seul avait offert à la royauté des moyens décisifs, il avait voulu le bien avec une ferme résolution; mais Louis XVI ne s'était pas senti la force de soutenir son ministre, et

il reçut sa démission en disant avec tristesse : « Il n'y a que M. Turgot » et moi qui aimions le peuple. » Parole de regret qui atteste autant la faiblesse de Louis XVI que ses généreuses intentions. Incapable de diriger le mouvement révolutionnaire qui envahissait la France et de lui résister, Louis, désirant toujours le bien, mais sans la fermeté nécessaire pour le réaliser, usa d'expédients jusqu'au jour où son administration se vit entièrement compromise. Alors, il se décida, quelque dangereux que pût être pour la royauté ce remède héroïque, plutôt que de prendre une résolution hardie, à appeler à lui les États-Généraux, espérant encore, malgré son impuissance habituelle, les maîtriser et obtenir d'eux au prix de quelques concessions les impôts sans lesquels son gouvernement devenait impossible.

Cette grande mesure, dans laquelle la cour ne voyait qu'une ressource nouvelle, fut accueillie avec enthousiasme par la France entière; elle en attendit la réforme de tous les abus, l'égalité pour tous les citoyens, l'affranchissement de toutes les servitudes, derniers restes de la féodalité, sous lesquelles la portion la plus active et la plus laborieuse de la population demeurait encore humiliée malgré les progrès de la philosophie. « Si la royauté, a dit M. Mignet en parlant des États-Généraux de 1789, » en attendait de l'argent, la nation en attendait des lois, et tout le parti » philosophique une révolution. »

La convocation des États-Généraux agita tous les esprits, chacun y vit le commencement d'un avenir nouveau; et les plus hautes questions, celles qui tenaient à l'organisation même de la monarchie, furent débattues à cette occasion : le peuple annonça hardiment sa prétention de prendre place dans l'assemblée autrement que pour enregistrer les volontés royales, il rappela fièrement que ce tiers-état si dédaigné formait l'immense majorité de la France; et cette opinion fut hardiment exposée dans un écrit célèbre, où Sieyès résumait ainsi la situation du tiers-état : « Qu'est-ce que le tiers? — Tout. — Qu'a-t-il été jusqu'alors » dans l'ordre politique? — Rien. — Que demande-t-il? — A devenir » quelque chose. »

L'assemblée des États-Généraux fut ouverte le 5 mai 1789, la noblesse y était représentée par deux cent soixante-dix députés, le clergé par deux cent quatre-vingt-onze, et le tiers-état par cinq cent soixante-dix-huit. La veille de la séance royale, tous les députés furent invités à une messe solennelle, célébrée à l'église Saint-Louis de Versailles par M. de La Fare, évêque de Nancy, et les trois ordres se trouvèrent pour la première fois en présence. La cérémonie fut touchante; un attendris-

sement, une bienveillance sincères éclataient sur les visages; toutes les haines, toutes les discordes avaient disparu; chacun voulait sincèrement le bien et tous espéraient arriver sans troubles, sans violence, à la liberté et à la gloire qu'on rêvait pour la patrie. Sur la route que suivit le cortége pour se rendre à l'église, les maisons étaient tendues de tapisseries, les balcons couverts d'étoffes précieuses, les fenêtres garnies de spectateurs qui saluaient le passage des députés. Les gardes françaises et les gardes suisses formaient la haie et contenaient l'empressement de la foule venue pour assister à cette fête. De distance en distance des chœurs faisaient retentir l'air; le son du tambour, des trompettes, de la musique militaire et le chant des prêtres animaient de leurs accents la marche des députés des États-Généraux. A l'église, le roi et la reine s'étant mis sous un dais de velours violet, les trois ordres prirent place, et, après un discours dont quelques phrases, qui rappelaient la solennelle circonstance dans laquelle on se trouvait, furent vivement applaudies malgré la sainteté du lieu et la présence du roi, l'évêque monta à l'autel et donna la sainte bénédiction à l'assemblée.

Le lendemain, Louis XVI, accompagné de la reine et des princes de la famille royale, fit l'ouverture des États-Généraux. Pour cette grande réunion on avait disposé avec magnificence la salle des Menus-Plaisirs, située sur l'avenue de Paris. Dès neuf heures du matin, les députés se pressaient aux entrées de la salle des séances. A une heure le roi monta sur le trône qui lui avait été préparé, et la reine Marie-Antoinette prit place à ses côtés; autour du souverain se pressaient aussi, dans leur splendide costume de cérémonie, les princes, les grands-officiers de la couronne, les maréchaux de France et les ministres du roi : à la droite du trône royal siégeaient les membres du clergé, revêtus de pourpre, couverts de riches dentelles, de robes violettes; en face de l'ordre ecclésiastique, à gauche, se tenait la noblesse, qui brillait d'or, de broderies, de plumes blanches, d'ordres en pierreries; au fond, sévèrement vêtu de noir, le tiers-état, qui devait dominer cette assemblée. Avant l'entrée du roi, l'assemblée s'était un instant émue à l'arrivée du comte de Mirabeau; tous les regards se dirigèrent vers le célèbre député qui, rejeté par la noblesse, était allé demander un mandat au tiers-état : quelques murmures même se firent entendre; mais un fier regard de Mirabeau contint l'agitation, et la voix des huissiers qui annonçaient le roi ramena le silence parmi les députés. Lorsque Louis XVI entra, il fut salué par de nombreuses acclamations; quand il se fut assis il se couvrit d'un

chapeau orné de plumes blanches attachées par une agrafe en diamants, et prononça un discours fréquemment interrompu par les cris de : « Vive le roi! » Après lui, le garde des sceaux Barentin et le contrôleur-général Necker exposèrent la situation générale de la France, les difficultés qui entravaient l'action du gouvernement, et réclamèrent au nom du roi la loyale assistance des États-Généraux. Le roi alors se leva pour partir, et la salle retentit d'un long cri de : « Vive le roi! » Au moment où la reine allait le suivre, des acclamations nouvelles mêlèrent son nom aux témoignages de respect et de reconnaissance qui s'adressaient au monarque.

Cette séance royale, où pour la première fois les députés de la France étaient réunis dans l'intérêt public, fut le premier acte d'une révolution qui allait changer la constitution de la société française et la renouveler jusque dans ses bases; le règne du tiers-état, du peuple, commençait, et Louis XVI venait de donner entre les mains de la nation la démission de son pouvoir.

Bientôt les députés du tiers-état, convoqués par le roi, se déclarent réunis au nom du peuple, et, en l'absence de la noblesse et du clergé, donnent à la réunion des États-Généraux le titre d'Assemblée nationale, qui leur semble mieux annoncer la mission qu'ils se proposent. Quelques jours plus tard, le 20 juin, le tiers-état, chassé pour ainsi dire de la salle de ses séances, se rend au jeu de paume de Versailles, et là, malgré la volonté du roi et les dangers qui les menacent, les mandataires de la nation se lient à l'accomplissement de la réforme par un serment solennel. A cette formule : « Nous jurons de ne jamais nous séparer et de nous » réunir partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides, » que le modeste et ferme Bailly, président de l'Assemblée, lit au milieu des éclats de l'orage, tous les bras s'élèvent vers le ciel, et le tiers-état, d'une voix qui domine les retentissements du tonnerre, répond : « Nous » le jurons. »

La révolution française venait de commencer . le tiers-état, qu'on avait essayé de tenir au second rang, s'emparait de la direction des affaires, préparait une constitution où tous les droits fussent garantis, et répondait fièrement à la royauté absolue, qui prétendait lui dicter ses résolutions : « Nous sommes ici par la puissance du peuple, on ne nous » en arrachera que par la puissance des baïonnettes. »



FÉDÉRATION.

La fête de la Fédération est une de ces rares et belles journées de la révolution, où les plus vives discussions se calmaient, où les passions les plus exaltées s'apaisaient un instant pour se confondre dans un sentiment commun : l'amour de la liberté et de la patrie. Au milieu des agitations, des haines de cette époque, c'est pour ainsi dire une heure de trêve entre les partis ; un moment ils se réunissent, ils se donnent la main et ne reconnaissent plus qu'un drapeau : celui de la France.

Après une année de travaux, l'Assemblée nationale avait enfin donné une constitution au pays, la révolution avait jeté les premières bases du droit nouveau pour lequel elle combattait. La France rajeunie venait de recevoir une organisation qui pour toujours effaçait ces distinctions juridiques, ces divisions territoriales, ces barrières nombreuses qu'élevaient les coutumes provinciales et qui, jusqu'en 1789, apportèrent tant d'obstacles à l'œuvre d'unité nationale qui avait été la tâche principale de la royauté, comme elle devait être la plus importante peut-être de la révo-

lution. Ces grands changements accomplis, l'Assemblée nationale voulut les consacrer par une fête et réunir dans une même cérémonie, pour prêter serment à la constitution, le monarque et les sujets, le chef de la nation et tous ces citoyens qu'un décret venait de ramener au même rang, d'unir par un même nom, et dont elle avait resserré les liens en détruisant entre eux toute trace de conquête et d'origine étrangère. Le 14 juillet, jour anniversaire de la prise de la Bastille, la France fut convoquée à Paris dans une assemblée nationale, et tout se prépara pour cette grande solennité, l'une des plus imposantes de la révolution, la première où elle fut véritablement et publiquement reconnue, acceptée par le roi et la nation entière.

Le vaste emplacement du Champ-de-Mars avait été choisi pour cette première fête de la liberté ; afin que la foule des citoyens appelés à la Fédération pût assister à la cérémonie, on résolut de transporter la terre du milieu sur les côtés, de façon à former un immense amphithéâtre qui pût contenir tous les spectateurs. Douze mille ouvriers avaient été réunis pour exécuter ces travaux, et cependant on craignait que les préparatifs ne fussent pas terminés pour le jour fixé ; alors tous les habitants de Paris, avec un enthousiasme et une ardeur admirables, viennent se joindre aux travailleurs, tous les citoyens se transforment en ouvriers et prennent part à ces pénibles terrassements. Ce fut un spectacle unique qui témoigne singulièrement quel intérêt, quelles sympathies inspiraient les principes nouveaux. Des hommes de tous les rangs, de toutes les conditions, des femmes des dernières classes à côté de femmes élégantes et parées, des enfants se rendent au Champ-de-Mars, s'emparent de la pelle, s'attellent aux brouettes, remuent et portent courageusement la terre ; une femme jeune et délicate aide de ses faibles efforts un robuste journalier : des gardes nationaux piochent, d'autres remplissent les brouettes ; les travaux se prolongent pendant la nuit, éclairés par des flambeaux que des enfants tiennent devant ces ouvriers improvisés. Le matin les différents quartiers, les diverses corporations, viennent, précédés de leurs bannières, sur lesquelles on lit : *Pour la patrie rien ne coûte : vivre libre ou mourir : les enfants de la liberté*. Quand le canon qui annonce l'instant de la retraite a retenti, chacun regagne sa section, sa famille et son foyer. Des communes environnantes arrivaient chaque jour des cultivateurs conduits par leurs maires et leurs curés pour se mêler aux travailleurs du Champ-de-Mars ; c'était une ardeur de dévouement dont on ne peut rendre qu'imparfaitement les transports. Les travaux s'accom-

plissaient avec une surprenante rapidité, au milieu des chants patriotiques et de la joie populaire.

Le 14 juillet 1790, le Champ-de-Mars présentait un admirable aspect. A l'une des extrémités s'élevait, devant l'École-Militaire, la tribune royale, ornée de riches draperies bleu et or; à l'autre extrémité, en face d'un pont de bateaux qu'on avait jeté sur la Seine, se dressait un arc-de-triomphe sur lequel on lisait :

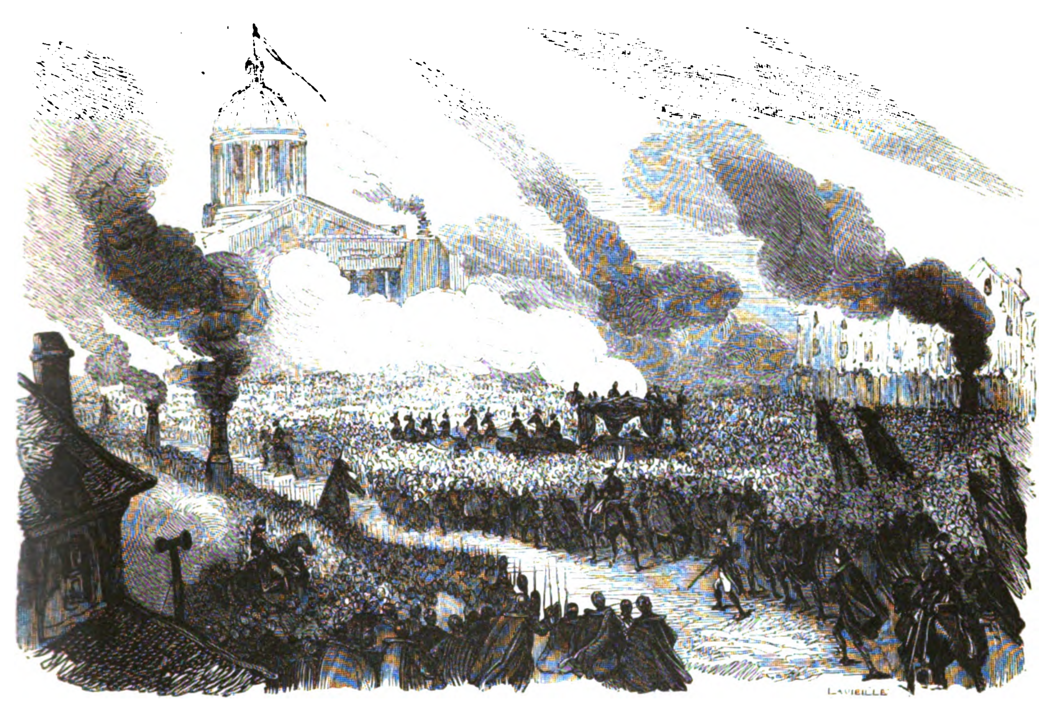
LA PATRIE OU LA LOI PEUT SEULE NOUS ARMER,
MOURONS POUR LA DÉFENDRE ET VIVONS POUR L'AIMER.
LE ROI D'UN PEUPLE LIBRE EST SEUL UN ROI PUISSANT.

Au centre de cette vaste enceinte un autel élevé de vingt-cinq pieds, et auquel on montait par quatre larges escaliers, dominait tout le Champ-de-Mars. Sur les degrés couverts de drapeaux aux couleurs nationales se tenaient trois cents prêtres vêtus d'aubes blanches, ceints d'écharpes tricolores. Dans la matinée, les députés des départements, ceux des gardes nationales du royaume, les fédérés, s'étaient rendus au Champ-de-Mars, qu'ils remplissaient; quatre cent mille citoyens couvraient les gradins de gazon élevés avec tant de zèle pour la cérémonie : les hauteurs de Passy et de Chaillot fermaient l'horizon par un magnifique amphithéâtre où se pressaient les spectateurs. La cérémonie commence; l'évêque d'Autun monte à l'autel, et célèbre la messe qu'accompagnent des chœurs nombreux et les éclats solennels du canon : aussitôt après il bénit les drapeaux de l'armée et les quatre-vingt-trois bannières départementales, tandis que les glorieux accents du *Te Deum* retentissent dans l'espace. Alors La Fayette, ayant reçu de Louis XVI la formule du serment, paraît à l'autel suivi de son état-major, et, au nom des milliers de citoyens qui l'entourent, répond à la lecture du serment : « Je le jure; » et de toutes parts le peuple, formant de ses mille voix une seule et éclatante voix, répète : « Je le jure. » Les étendards s'agitent, les sabres étincellent, le canon se fait entendre de nouveau. A ce moment, où la France, représentée tout entière au Champ-de-Mars, accepte avec tant d'enthousiasme la révolution, les nuages qui jusqu'à cette heure avaient obscurci le ciel se dissipent, la pluie cesse et le soleil illumine de tous ses feux ce glorieux spectacle. Lorsque le calme s'est rétabli, tous les regards se dirigent vers la galerie où se trouve Louis XVI entouré de sa famille et de ses ministres. Le roi se lève, s'avance au-devant de la tribune royale, et étendant

sa main vers le ciel : « *Moi, roi des Français*, dit-il, *je jure d'employer tout le pouvoir que m'a délégué l'acte constitutionnel de l'État à maintenir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par moi.* » Des acclamations enthousiastes, des applaudissements qui se prolongent jusqu'aux derniers rangs, accueillent les paroles de Louis XVI, et redoublent quand la reine, cédant à l'entraînement général, élève dans ses bras le dauphin, son fils, et du haut du balcon où elle est placée le présente à la foule en s'écriant : « Voilà mon fils, il se réunit ainsi que moi dans ces mêmes sentiments. » Ce mouvement inattendu fut récompensé par les cris de : « Vive le roi! Vive la reine! Vive le dauphin! » que le peuple mêlait à ceux de : « Vive la constitution! Vive la liberté. »

Cette heureuse journée se termina par des fêtes auxquelles les sentiments de paix, de concorde qui animaient tous les cœurs, donnèrent un caractère de confiance, de bonheur, qui ne se retrouva guère depuis dans les solennités populaires. Le soir, Paris fut rempli d'une joie calme et profonde à la fois; toute cette immense population semblait ne former qu'une seule famille; on circulait sans désordre, sans tumulte, dans les rues, sur les boulevards brillamment illuminés. Sous les hautes verdures des Champs-Élysées, éclairés par des cordons de lumières, par des pyramides de feu, se pressait une foule qui jouissait paisiblement des fêtes offertes à la cité par la municipalité de Paris. A l'autre extrémité de la ville, en face du faubourg Saint-Antoine, on avait établi un bal, et à l'entrée on lisait : *Ici l'on danse;* c'était à cette place même que, l'année précédente, s'élevait encore la Bastille, cette sombre prison d'État dont la prise avait pour ainsi dire inauguré la révolution.

La France crut un instant que la révolution s'accomplirait ainsi sans effort, que les haines étaient pour toujours apaisées, que les débats orageux avaient cessé et que tous les intérêts s'allaient paisiblement concilier; mais cet accord ne dura qu'un jour, le réveil fut prompt, et dans la lutte on retrouva le même emportement, l'amertume haineuse, l'égoïsme implacable du passé. Enfin, « la fête si touchante de la Fédération, a dit M. Thiers en racontant cette grande cérémonie, ne fut encore qu'une émotion passagère. Le lendemain les cœurs voulaient encore tout ce qu'ils avaient voulu la veille, et la guerre était recommencée. »



MORT DE MIRABEAU.

L'empressement du peuple de Paris aux funérailles de Mirabeau fut autant un hommage à la révolution à laquelle il avait consacré les ardeurs de son éloquence, qu'un témoignage public rendu à la mémoire de cet homme illustre. Mirabeau est en effet la plus puissante expression des premiers efforts de la révolution : au sein de cette Assemblée nationale, où tous les partis comptaient tant d'habiles orateurs, sa voix éclate au-dessus de toutes les autres pour la liberté, et les domine toutes. Il est véritablement le tribun de ce temps, et tout en lui, vices et talent, seconde ce rôle glorieux. Une imagination vive, ardente, une intelligence supérieure, une audace, une confiance que rien ne troublait, une énergie qui ne s'effrayait d'aucun moyen le poussaient aux luttes de la tribune qui s'ouvraient pour la France.

Son élection, véritable coup de parti, l'avait invinciblement jeté dans la voie qu'il parcourut avec tant d'éclat. Repoussé par la noblesse de Provence, dont il avait sollicité le vote, il accepta celui du tiers-état, qui envoya le comte de Mirabeau représenter aux États-Généraux ses

intérêts méconnus. Lorsqu'il arriva à Paris, l'agitation de sa jeunesse, troublée par des passions violentes, lui avait fait une célébrité qui s'accrut bientôt. Quand pour la première fois Mirabeau parut à l'assemblée, il fut reçu par un mouvement hostile : son regard impérieux, étincelant, défia ses adversaires, leur ordonna le calme, et de ce moment, on peut le dire, commença sa souveraineté populaire; il devint le héros des deux premières années de la révolution. En toute occasion il était prêt à combattre; quelle que fût la discussion, il y jetait de soudaines lumières et en décidait l'issue par l'autorité de sa parole. Enfin quand, redoutant les entraînements de ce grand mouvement politique de 1789, il tendit la main à la royauté, qu'il avait autrefois accabléee; dans cette délicate situation, il sut conserver toute l'énergie et la liberté de sa parole. Fier, inébranlable au milieu des orages de cette assemblée, si profondément divisée, il fit face à toutes les haines; et la maladie à laquelle il devait succomber s'était déjà emparée de lui, que sa voix arrêtait encore les passions extrêmes. La dernière discussion importante à laquelle il prit part fut celle qu'excita le décret sur l'émigration : Mirabeau était opposé à cette mesure; il la combattit avec son éloquence habituelle. Le projet proposait d'instituer une commission dictatoriale, composée de trois membres, qui désignerait nommément et à son gré ceux qui auraient la liberté de circuler hors du royaume. A la lecture de cette loi, dont on avait à dessein exagéré les dispositions, l'assemblée laisse échapper des murmures. Alors Mirabeau s'élance à la tribune : « Vos murmures m'ont soulagé, » s'écrie-t-il; vos cœurs répondent au mien et repoussent cette absurde » tyrannie. Pour moi, je me crois délié de tout serment envers ceux qui » auront l'infamie d'admettre une commission dictatoriale. » A ces mots une interruption éclate au côté gauche, où siégeait Barnave, l'adversaire déclaré de Mirabeau. « Oui, répète le fougueux orateur, je jure... » De nouveaux cris se font entendre. « Cette popularité, poursuit-il sans se » troubler, que j'ai ambitionnée et dont j'ai joui comme un autre, n'est » pas un faible roseau; je l'enfoncerai profondément en terre... et je le » ferai germer sur le terrain de la justice et de la raison. » Et, au milieu des applaudissements : « Je jure, ajoute-t-il, si une loi d'émigration est » votée, je jure de vous désobéir. » Cette séance fut son dernier triomphe. Depuis il ne parut plus que rarement à la tribune : son intelligence était toujours forte et lucide; mais ce corps, usé par les excès du plaisir et du travail, défaillait. Une fois encore il essaya de parler; il fut obligé de s'interrompre à diverses reprises, et quitta pour n'y plus reparaître

cette assemblée, où son souvenir resta vivant, où sa place demeura longtemps respectée sans qu'aucun orateur osât l'occuper.

La nouvelle de sa maladie causa une émotion profonde à Paris et dans toute la France. Une foule immense, parmi laquelle circulaient d'instants en instants les bulletins de sa santé, environnait son hôtel et consolait de ses hommages l'heure suprême de Mirabeau. L'empressement public, cette noble récompense des grands hommes, toucha son cœur. « Il m'a » été doux, dit-il, de vivre pour le peuple, il me sera glorieux de mourir » au milieu de lui. » Malgré les souffrances, sa mort fut calme, souriante, empreinte, pour ainsi dire, de cette sérénité toute matérielle que devaient inspirer les traditions antiques dont tous les esprits étaient alors épris. « Mon ami, dit-il le jour même où il expira, à Cabanis, son médecin, je » mourrai aujourd'hui; il ne reste plus qu'à s'envelopper de parfums, » qu'à se couronner de fleurs, qu'à s'environner de musique, afin d'en» trer paisiblement dans le sommeil éternel. » Parfois de cruelles douleurs interrompaient cette paisible agonie, alors il demandait de l'opium, il voulait mourir, « *dormir*, » disait-il, et, s'adressant aux amis qui l'entouraient : « Vous m'aviez promis, poursuivait-il, de m'épargner des » souffrances inutiles; quand un malade est sans espoir et qu'il a pour » médecin son meilleur ami, celui-ci est un barbare s'il lui refuse un peu » d'opium pour terminer les angoisses de la mort. »

Le 2 avril 1791, à huit heures et demie du matin, Mirabeau expira, et en lui la monarchie perdit un de ses plus fermes appuis. Paris apprit sa mort avec consternation; elle fut annoncée le soir même à l'Assemblée nationale, qui entendit cette triste nouvelle au milieu d'un silence solennel. Le regret fut universel; et Barnave, qui dans les derniers temps avait constamment lutté contre Mirabeau, monta à la tribune pour témoigner de la douleur de son parti. Le président de l'assemblée proposa d'envoyer une députation à ses funérailles, et de tous les bancs on répondit : « Nous irons tous. » Il y avait deux ans précisément que la voix de Mirabeau avait retenti pour la première fois dans la salle des États-Généraux, et depuis elle n'avait cessé d'être écoutée avec respect. Ses engagements avec Louis XVI, alors soupçonnés plutôt que prouvés, n'avaient point diminué l'estime et l'admiration qu'inspirait son talent. Après sa mort il fixa encore une fois l'attention de l'assemblée par un excellent discours sur l'importante question du droit de tester : « Il sera plaisant, avait-il dit en le remettant » à M. de Talleyrand, qu'il chargea de le lire, d'entendre parler contre

» les testaments un homme qui n'est plus et qui vient de faire le sien. »

Le 4 avril un funèbre cortége, dans lequel tout Paris était représenté et la France par ses députés, conduisait au Panthéon le cercueil de Mirabeau. La garde nationale, la municipalité de Paris, l'Assemblée nationale tout entière, les ministres et une immense foule de citoyens vêtus de deuil s'étaient réunis pour cette cérémonie. On s'arrêta à l'église Saint-Eustache, où fut prononcé un éloge de Mirabeau; puis on se rendit à l'église Sainte-Geneviève, érigée en Panthéon national par un décret de l'Assemblée nationale, daté du lendemain de la mort du grand orateur, et à minuit le corps de Mirabeau était déposé à côté de celui de Descartes dans ce temple que consacrait

AUX GRANDS HOMMES LA PATRIE RECONNAISSANTE.

De cet homme remarquable à tant de titres, il ne restait plus qu'un nom célèbre et un glorieux souvenir. Bien qu'il ait succombé dans toute la vigueur de son talent, il est douteux qu'on doive pour lui-même regretter la mort prématurée de Mirabeau : alors tous les partis espéraient en lui, tous désiraient l'attacher à leur cause; une année plus tard, à cette tribune, où il recevait tant d'applaudissements, il n'aurait peut-être trouvé que la haine et le mépris. Quelque énergique que fût son caractère, il n'aurait pu vraisemblablement retenir à son gré le mouvement révolutionnaire, qui n'eût pas plus ménagé sa personne qu'il n'épargna sa mémoire, lorsqu'en 1793 son corps fut arraché du Panthéon, son nom proscrit, son buste couvert d'un voile, quand on eut découvert les preuves de sa réconciliation avec la cour. Mirabeau n'ignorait pas ces changements de la faveur publique, déjà il les avait éprouvés; de son vivant, lorsqu'on pressentit qu'il se rapprochait de la royauté, on avait crié dans les rues un pamphlet intitulé *La grande trahison du comte de Mirabeau.* « Moi aussi, dit-il le lendemain, on m'a porté en triomphe, » et pourtant on crie aujourd'hui : *La grande trahison du comte de Mi-* » *rabeau!* Je n'avais pas besoin de cet exemple pour savoir qu'il n'y a » qu'un pas du Capitole à la roche Tarpéienne. » Certes, pour sa renommée mieux a valu que Mirabeau soit mort dans tout l'éclat de sa gloire, alors que l'enthousiasme public oubliait ses vices, les erreurs de sa vie, les différences de ses opinions pour n'admirer que son génie et de grands services rendus à la cause de la liberté.



LA LEVÉE EN MASSE.

L'héroïque résistance que la France opposa à l'invasion étrangère demeurera l'éternel honneur de la révolution. Les opinions peuvent différer sur les rigoureuses mesures inspirées par de pressantes nécessités, on doit regretter les excès qui parfois ont compromis la cause de la liberté; mais, à quelque parti que l'on appartienne, dans quelque rang qu'on soit, il faut admirer sans réserve le dévouement avec lequel un peuple entier se lève pour défendre son indépendance, pour conserver l'intégrité du territoire national. Cet enthousiasme, cet ardent patriotisme communiquent à l'âme une sympathique exaltation, éveillent une invincible fierté. Plus tard, sous l'Empire, on combat avec courage, on remporte des victoires plus brillantes, plus nombreuses peut-être que celles de la révolution; mais on ne retrouve pas à un égal degré l'amour de la patrie, le culte exclusif de la France, dont les volontaires de la république présentent de si beaux exemples : alors l'empereur, la gloire militaire tiennent la première place dans le cœur des soldats, la France n'a que la seconde. En 1792 une seule pensée conduit nos

armées : l'indépendance de la patrie, sa sûreté; la conquête n'est point le but de la guerre, elle n'en est que le résultat inévitable : on est citoyen, en un mot, autant que soldat; quelques années après on est soldat plus que citoyen. La formation des armées à ces deux époques indique profondément au surplus cette différence; sous Napoléon le recrutement est un impôt, le plus dur de tous, auquel on cherche par tous les moyens à se soustraire : pendant la révolution, la vie est un don volontaire que chacun offre au pays; on part en chantant, sans seulement songer aux glorieuses récompenses, et l'on meurt en criant Vive la France! vive la liberté!

Ces mouvements spontanés, cette ardeur de dévouement, qu'excitèrent les principes nouveaux proclamés par la révolution française, éclatèrent surtout avec un élan remarquable à l'heure du péril, quand la France, cernée par l'Europe entière, menacée de voir se réaliser le manifeste insolent de Brunswick, cria à tous ses enfants : Aux armes!

Le 11 juillet 1792, après une discussion animée, où Vergniaud, l'admirable orateur de la Gironde, exposa hardiment les dangers auxquels la silencieuse faiblesse du roi entraînait le pays, dans un discours qui renfermait ces retentissantes paroles : « C'est *au nom du roi* que les princes « français ont tenté de soulever l'Europe; c'est *pour venger la dignité* « *du roi* que s'est conclu le traité de Pilnitz; c'est *pour venir au se-* « *cours du roi* que le souverain de Hongrie et de Bohême nous fait la « guerre, que la Prusse marche vers nos frontières; » le président de l'Assemblée législative, au milieu d'une émotion profonde, d'un recueillement solennel, prononça ces mots : CITOYENS, LA PATRIE EST EN DANGER!

« Dès cet instant, dit M. Thiers, les séances furent déclarées perma- « nentes; des coups de canon, tirés de moment en moment, annoncèrent « cette grande crise : toutes les municipalités, tous les conseils de district « et de département siégèrent sans interruption, toutes les gardes na- « tionales se mirent en mouvement; des amphithéâtres étaient élevés au « milieu des places publiques, et des officiers municipaux y recevaient le « nom de ceux qui venaient s'enrôler volontairement. »

Le 22 juillet la municipalité fit officiellement proclamer la déclaration de l'Assemblée législative. A six heures du matin le canon d'alarme du parc d'artillerie du Pont-Neuf annonça par une salve de trois coups, qu'il répéta toutes les heures, et le danger commun, et l'appel que ses représentants adressaient au pays. En même temps deux cortéges formés d'officiers municipaux, d'un détachement de garde nationale, précédés

de tambours, de trompettes, de canons, couverts pour ainsi dire chacun par une vaste bannière tricolore sur laquelle on lisait : *Citoyens, la patrie est en danger!* partirent de la place de Grève; et sur les différentes places de Paris, sur les boulevards, aux carrefours des rues ils s'arrêtaient, et l'envoyé de la Commune proclamait la formule solennelle. Puis, quand partout ils eurent jeté cette parole d'alarme, ils revinrent à l'Hôtel de ville; un des étendards fut attaché à la façade de la *Maison commune*, l'autre alla flotter au parc d'artillerie du Pont-Neuf. Alors, sur les places principales, au parvis Notre-Dame, à la place Royale, à la place Dauphine, à l'Estrapade, au carré Saint-Martin, devant le Théâtre-Français et le Théâtre-Italien, on éleva de vastes estrades sur lesquelles se dressaient des tentes ornées de rubans tricolores, de drapeaux et d'armes, de couronnes de laurier et de chêne entrelacés; devant chaque tente on avait placé une longue table posée sur deux tambours; des registres étaient ouverts; et trois magistrats municipaux, ceints de l'écharpe tricolore, restaient constamment à ces amphithéâtres, afin de recevoir les enrôlements des citoyens qui voulaient se rendre aux armées.

Les engagements volontaires furent nombreux et durèrent pendant huit jours sans interruption. A chaque heure on voyait arriver des bataillons de volontaires, portant le drapeau tricolore, armés les uns d'une pique, d'autres d'un fusil de chasse, quelques-uns d'un sabre seulement, mais tous enflammés d'enthousiasme pour la patrie; ils s'inscrivaient, et souvent ils se dirigeaient de suite vers le corps d'armée auquel ils étaient destinés. Cette grande nécessité du salut public dominait tous les cœurs, élevait tous les courages : les femmes mêmes réprimaient les mouvements de leur sensibilité et envoyaient à la frontière leux époux, leurs frères et leurs enfants. La France suivit l'exemple de Paris, dans tous les départements les enrôlements volontaires se multipliaient; non-seulement de toutes les villes, mais des moindres villages on voyait partir des compagnies de volontaires pour la lutte qui se préparait et qui devait agiter l'Europe durant vingt-cinq ans.

L'année suivante, malgré des succès décisifs, le danger d'une invasion menaçait de nouveau la France; après une année d'efforts, de victoires, après la prise de Mayence et de Nice, le pays fut un moment ramené à une situation effrayante; la défection de Dumouriez devant les Autrichiens leur avait ouvert le nord; Custine, par de fausses opérations, avait compromis la sûreté de la frontière de l'est : Condé venait de se rendre, Valenciennes ne pouvait plus résister, les émigrés s'assemblaient à Jersey,

sur le Rhin, en Suisse, ils pénétraient même en France, la révolte troublait plus de cinquante départements, trente mille paysans des Cévennes étaient soulevés, la Vendée avait proclamé Louis XVII, le jeune dauphin captif au Temple, et formé une armée de soixante mille hommes. De toutes parts environnée d'ennemis, la Convention se jeta dans cette politique impitoyable qui sauva le pays au prix de tant de rigueurs. A Paris elle gouverna avec la loi des suspects et le tribunal révolutionnaire. Pour repousser l'étranger elle renouvela, au nom du salut public, avec plus de vigueur encore que l'Assemblée législative, l'appel aux armes de 1792. C'est alors qu'elle rendit ce décret célèbre par sa concision et le caractère énergique dont il est empreint :

« ARTICLE 1er. Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été « chassés du territoire, tous les Français sont en réquisition permanente « pour le service des armées. Les jeunes gens iront au combat, les « hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances; « les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux; « les enfants mettront le vieux linge en charpie; les vieillards se porteront « sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers.

« ART. 2. Les maisons nationales seront converties en casernes, les « places publiques en ateliers d'armes; le sol des caves enlessivé pour en « extraire le salpêtre. »

Le chant révolutionnaire de la *Marseillaise* retentissait chaque soir sur les théâtres. Au milieu de la scène on plaçait l'autel de la patrie, des chœurs remplissaient le fond du théâtre; et dans cet appareil on disait l'hymne de la révolution, qui formait un drame rapide, plein d'émotion, auquel le public s'associait avec enthousiasme. A la fin de ces représentations, les spectateurs, transportés par ces accents passionnés, se précipitaient dans le foyer et couvraient à l'envi de leurs noms la liste partout et toujours ouverte des engagements volontaires.

Aux heures de calme, ces moyens hors la loi étonnent notre esprit, ces mesures d'une implacable sévérité troublent notre cœur, et cependant c'est par ces énergiques inspirations qu'au moment suprême la Convention put envoyer quatorze armées aux frontières et sauver ensemble la France et la liberté.



LOUIS XVI A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

L'insurrection du 10 août 1792 porta le dernier coup à la monarchie absolue : ce fut la déchéance de fait de l'autorité royale, dont le décret de l'Assemblée législative ne fit en quelque sorte que légaliser la suspension. Depuis sa tentative de fuite, Louis XVI inspirait de continuelles défiances au parti de la révolution. La constitution de 1791 lui avait, en apparence, rendu l'exercice du pouvoir; mais on suspectait ses intentions, on attaquait ouvertement sa personne, et ses adversaires les plus hardis osaient prononcer le nom de république. Le manifeste du duc de Brunswick, connu à Paris le 28 juillet; les résistances opiniâtres du roi, le danger de l'invasion qui menaçait la France, le refus de sanction que Louis XVI avait opposé à deux décrets votés par l'Assemblée constituante avaient animé les esprits d'un ressentiment qui éclata avec violence dans le mouvement du 10 août.

Dès les premiers jours d'août tout était disposé pour l'insurrection. Les sections, prêtes à marcher, avaient reçu des armes et de la poudre; le plan de l'attaque des Tuileries était fait, les faubourgs avertis, et au

premier signal le peuple de Paris devait envahir le palais du roi. Pour dernier ajournement, la section des Quinze-Vingts, qui donnait l'exemple de l'émeute, arrêta : « que si le corps législatif ne prononçait pas le 9 la » déchéance du roi ; si justice et droit n'étaient pas faits au peuple, à minuit » le tocsin sonnerait, la générale battrait, et tout se lèverait à la fois. » Le 9 août au soir, l'assemblée, irrésolue, essayant de résister à l'exaltation générale, n'avait encore pris aucune résolution décisive; alors, comme on l'avait si audacieusement annoncé, Paris s'agita, et de toutes parts retentirent les bruyants avertissements de l'émeute. Les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau se dirigèrent vers les Tuileries précédés d'un drapeau sur lequel on lisait : « Loi martiale du peu- » ple souverain contre la rébellion du pouvoir exécutif. » Danton, par son activité, par son ardeur, avait organisé l'émeute du 10 août; Pétion, alors maire de Paris, s'y associa par son inaction et son silence : Santerre et Westermann, qui devaient tous deux se faire une réputation révolutionnaire, se mirent à la tête des insurgés.

Au jour naissant, la révolution, en armes, impérieuse, exigeante, se trouvait en présence de la royauté naguère si humblement obéie, si respectée, et maintenant si déchue. Comme en octobre 1789 à Versailles, comme une première fois en juin 1792 aux Tuileries, un combat allait se livrer, dans lequel se brisa cette fois le sceptre porté durant deux siècles par les Bourbons. La cour, avertie du complot qui se tramait, s'était mise en mesure de repousser la force par la force. Les compagnies suisses, la garde nationale et la gendarmerie garnissaient les entrées des Tuileries et du Louvre; mais de ces troupes il n'y avait guère de réellement dévoué que les Suisses. Louis XVI passa la revue des troupes qui défendaient le château, il parcourut les Tuileries et le jardin; mais, dans cette inspection, il reçut peu de témoignages d'affection.

Toutefois on était résolu à la lutte, quand la mort imprévue de Mandat, chef de la garde nationale et chargé du commandement du château, changea les projets de la cour. On demeura incertain sur le parti qu'il fallait prendre. Déjà les canons des assaillants étaient pointés sur le palais, ils en menaçaient les abords; trente mille hommes, dont les piques reluisaient aux rayons du soleil levant, marchaient en colonnes serrées contre les entrées principales, que les résolutions de Louis XVI n'étaient pas arrêtées. Cependant à chaque minute le danger augmentait, une partie des gardes nationaux manifestaient leurs sympathies pour ceux

qu'ils étaient chargés de repousser; et, dans le cas d'une attaque victorieuse, les quelques serviteurs encore fidèles au roi pouvaient bien mourir à ses côtés, mais non point protéger sa vie.

Dans cette périlleuse extrémité, Rœderer, procureur-syndic du conseil départemental, voyant le désordre qui régnait au château, où il s'était rendu, et jugeant des dangers que courait la famille royale, proposa au roi de se confier à l'Assemblée législative. C'était alors la seule chance de salut; car, si le peuple l'emportait, il était douteux que, dans l'ardeur du combat, il épargnât Louis devenu suspect à la nation. Néanmoins la reine résista vivement d'abord à la proposition de Rœderer; sa fierté impériale répugnait à aller demander protection à ses ennemis : Marie-Antoinette, courageuse fille de Marie-Thérèse, aurait préféré pour elle succomber avec orgueil plutôt que de fléchir. On la vit « tantôt » vouloir résister comme une reine, tantôt pleurer comme une femme. » Enfin la sûreté de son fils, du jeune dauphin, l'emporta. « Madame, lui » dit Rœderer, vous exposez la vie de votre époux et celle de vos enfants, » songez à la responsabilité dont vous vous chargez. » Elle se décida alors à suivre le roi à l'Assemblée nationale. Louis XVI, plein d'un calme, d'une fermeté qui l'abandonnaient trop dans ses déterminations politiques, se dirigea vers le jardin des Tuileries, qu'il fallait traverser. Un peuple furieux, menaçant, dont le roi n'était séparé que par un ruban tricolore tendu comme une barrière, remplissait les abords de l'avenue des Feuillants, que suivait la famille royale. Louis marchait d'un pas assuré, le visage tranquille et résigné; la reine, plus agitée, n'était pas sans inquiétude pour son fils. « Monsieur, dit-elle à Rœderer, vous » répondez de la vie du roi et de mes enfants. — Madame, reprit le » procureur-syndic, je réponds de mourir à leur côté, mais je ne pro» mets rien de plus. »

A l'arrivée de l'illustre et malheureuse famille, l'Assemblée législative envoya une députation au-devant du roi afin de l'introduire dans la salle des séances, dans ce lieu d'asile réputé inviolable, où la monarchie vaincue venait chercher un refuge. Une foule immense se pressait curieusement sur les pas de Louis XVI. A un instant où elle formait une barrière presque impénétrable, un grenadier de haute taille, d'une figure farouche, s'empare du dauphin, le prend dans ses bras et l'enlève; la reine jette un cri : « Ne craignez rien, dit le soldat, je ne veux pas lui faire de » mal, » et il porta le royal enfant sur le bureau. On avait cependant ouvert un passage aux fugitifs des Tuileries; et Louis XVI, sa jeune fille,

la reine Marie-Antoinette, madame Élisabeth, sœur du roi, purent enfin pénétrer dans l'Assemblée accompagnés de Rœderer et de deux ministres : « Je viens, dit le roi, pour éviter un grand crime; je me croirai toujours en sûreté lorsque je serai parmi les représentants de la nation. » Vergniaud répondit : « Sire, vous pouvez compter sur la fermeté de l'Assemblée législative; ses membres ont juré de mourir en défendant les droits du peuple et des autorités constituées. » L'Assemblée accueillit cette grande infortune, ce roi et sa famille chassés et poursuivis par l'émeute, avec un silencieux respect, mais sans lui témoigner aucune sympathie.

Louis s'était assis à côté du président : sur l'observation que sa présence gênait la liberté des délibérations, il fut placé dans la loge du journaliste chargé de recueillir les débats; et la séance continua. Rœderer exposait la situation inquiétante des Tuileries, quand tout à coup on entend le bruit du canon : une consternation profonde régna alors dans la salle. « Je vous avertis, dit le roi, que je viens de défendre aux Suisses de tirer. » Mais les décharges de l'artillerie continuent, une vive mousqueterie s'y joint bientôt; on se battait au château : par un malentendu encore inexpliqué, un coup de fusil, parti on ignore de quel rang, vint donner le signal d'un sanglant combat dans lequel succombèrent les derniers défenseurs de la royauté. Le peuple fut bientôt maître des Tuileries; dans sa colère, accusant les Suisses d'avoir commencé la lutte, il ne fit grâce à personne; les cadavres s'amoncelèrent, le sang ruissela dans les appartements royaux; les femmes mêmes eussent péri, si une voix généreuse ne se fût écriée : « Grâce aux femmes, ne déshonorez pas la nation. »

Lorsque les vainqueurs en masse vinrent annoncer à l'Assemblée la défaite des Suisses et apprirent au roi que sa cause était perdue aux Tuileries, l'Assemblée législative rendait le décret célèbre par lequel :

Louis XVI était provisoirement suspendu de la royauté;

Un plan d'éducation était ordonné pour le prince royal;

Une Convention nationale était convoquée.

Louis XVI était entré roi à l'Assemblée législative, il en sortit prisonnier : destinée fatale, que depuis trois ans tout avait concouru à accomplir, l'imprudence des amis de Louis XVI, l'inhabileté de ses conseillers, et, il faut l'ajouter, la faiblesse, l'indécision du monarque, ses résolutions incertaines, sa politique mystérieuse et changeante, autant au moins que les désirs légitimes, les entraînements violents, les prétentions de la révolution française.



COMBAT DE VALMY.

L'Europe s'était déclarée contre la révolution; le manifeste du duc de Brunswick avait appris à la France quel châtiment lui était réservé si elle se laissait vaincre, et bientôt après cette insultante proclamation les forces réunies de la Prusse et de l'Autriche avaient pénétré en France. La fortune sembla d'abord favoriser les ennemis de la révolution : l'armée du duc de Brunswick avait pris Longwi, puis Verdun, et elle s'avançait vers Châlons, d'où nul obstacle n'allait plus l'arrêter jusqu'à Paris; on ne parlait déjà qu'avec un dédain profond de cette révolution de *tailleurs* et de *savetiers*, ainsi qu'on appelait l'assemblée législative, le courageux peuple de Paris et toute cette nation dont on se croyait maître, quand la campagne de l'Argonne et le combat de Valmy donnèrent une idée plus juste de ce mouvement prodigieux qui devait changer la face de l'Europe et introduire dans le monde une activité et des passions nouvelles. Les révolutionnaires avaient répondu à la déclaration de Brunswick et à l'invasion de la France par la déchéance de Louis XVI, s'engageant ainsi sans retour et attestant la foi qu'ils avaient dans la

cause nationale; nos soldats, cette jeunesse arrachée la veille à la charrue, à l'atelier, pour marcher contre l'étranger, prouvèrent bientôt que la révolution saurait combattre glorieusement pour les principes qu'elle proclamait. La victoire de Valmy, la première que la France révolutionnaire remporta sur ses ennemis au commencement de cette lutte de vingt-cinq années qu'elle allait soutenir contre l'Europe, rendit au pays sa confiance et sa force.

A la nouvelle de l'invasion prussienne, et quand on apprit la perte de Longwi et de Verdun, les préparatifs s'activèrent : de tous les points de la France arrivaient à la frontière de jeunes soldats, chaque jour Paris dirigeait des colonnes de volontaires vers la Champagne; au nord de la capitale, sur les hauteurs de Montmartre, de Ménilmontant, de Saint-Chaumont, on élevait des ouvrages de défense, on formait des retranchements, on montait des batteries, tout se disposait pour une énergique résistance. En même temps Dumouriez, abandonnant le projet d'invasion de la Belgique, accourait à Sedan afin de prendre le commandement de l'armée de La Fayette; il la trouva désorganisée, inquiète, doutant du succès devant les progrès de l'armée d'invasion : par son activité, par la supériorité et la hardiesse de ses vues, il relève son courage, rétablit la discipline, et lui rappelle qu'elle doit sauver le pays. A son arrivée Dumouriez avait réuni un conseil de guerre afin de s'éclairer sur les mesures à prendre, tous les généraux étaient d'avis de reculer derrière la Marne, d'y ramener les armées du Nord et de l'Est et de s'y retrancher fortement. Dumouriez eut une opinion différente : l'ennemi s'étendait en Lorraine, il ne lui fallait plus qu'un mouvement pour être maître de la grande route de Paris; mais ce mouvement était environné de périls : la forêt de l'Argonne. coupée de marais. de cours d'eau, ouverte seulement par cinq défilés, lui restait à franchir; c'est à ces difficiles passages que le général français résolut d'arrêter ses adversaires. « Ce sont là, dit-il avec ardeur à l'officier à qui il développait ses plans, ce sont là les Thermopyles de la France; si je peux » y être avant les Prussiens, tout est sauvé. » Il opère en face de l'armée du duc de Brunswick une marche d'une audace surprenante, s'empare de toutes les routes qui traversent l'Argonne et ferme la route de Paris. Les Prussiens, reconnaissant la faute qu'ils avaient faite, essayèrent d'enlever les défilés, mais partout ils furent repoussés. Ce succès cependant inspira à Dumouriez une confiance qui faillit lui devenir funeste : sûr de la forte position qu'il occupait, il se relâche de ses précautions, il

dégarnit un chemin qu'il croyait impraticable et d'une importance secondaire; les Prussiens profitent de cette faute, traversent la forêt de l'Argonne et débouchent sur la route de Châlons. Dans cette situation dangereuse, Dumouriez garda un admirable sang-froid : quoiqu'il se vît tourné par les ennemis, il ne voulut pas quitter ses positions; et tandis que les Prussiens s'établissaient entre lui et Paris, qu'ils semblaient défendre, l'armée française, tournant le dos à la frontière, parut vouloir fermer toute voie de retour aux vainqueurs. Les Prussiens pouvaient désormais s'avancer sur la capitale; mais leurs derrières n'étaient pas assurés, et ils redoutaient de s'aventurer en pays ennemi en laissant entre eux et la frontière une armée. Trompé toujours sur la valeur de ces troupes improvisées pour ainsi dire, croyant encore qu'au premier coup de canon elles fuiraient lâchement, le roi de Prusse se décida, malgré l'avis du duc de Brunswick, à livrer une bataille; Kellermann venait de se joindre à Dumouriez, ce fut une raison de plus pour le vainqueur : il était joyeux, disait-il, de trouver les deux généraux français réunis, afin de pouvoir les enlever d'un seul coup. En vain on l'avertit que sa résolution peut être fatale au salut de ses troupes, au succès de sa cause; Frédéric-Guillaume persiste et donne l'ordre de combattre.

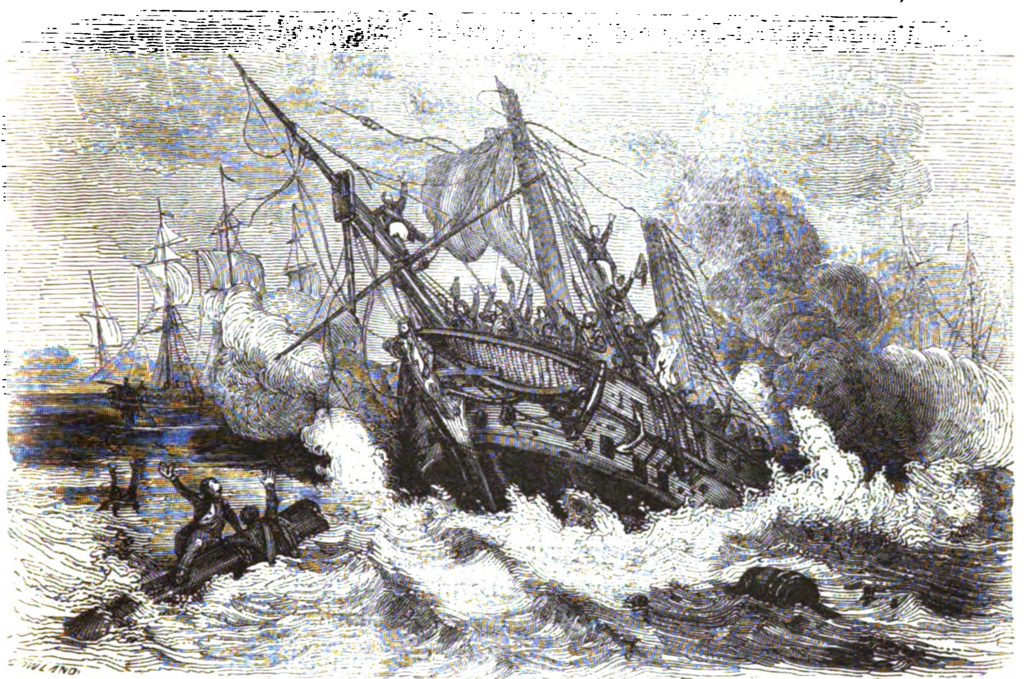
Dumouriez, établi à Sainte-Menehould, avait fait occuper les hauteurs environnantes, et Kellermann en arrivant s'était établi sur celles du moulin de Valmy, où il concentra ses troupes; c'est de ces positions que le roi de Prusse prétendait s'emparer. Le 20 septembre 1792 une violente canonnade s'engage dès le matin entre les deux armées, et la coalition obtient l'avantage au commencement de la journée; les obus tombent dans nos rangs, quelques caissons d'artillerie éclatent et jettent parmi les Français le trouble et la crainte : déjà les lignes se rompent, la confusion s'accroît d'instant en instant. Dans ce mouvement Kellermann est blessé, renversé de cheval; mais cet accident ne l'arrête pas : il se relève aussitôt, oubliant ses souffrances pour ne songer qu'à la victoire, et fait d'énergiques efforts afin de rallier ses soldats; ceux-ci, se rassurant enfin, reprennent leur position. Brunswick, qui s'aperçoit que l'ordre se rétablit, dirige contre la hauteur de Valmy trois colonnes d'attaque soutenues par de la cavalerie, en ordonnant de culbuter les troupes françaises à la baïonnette. A l'approche de ces régiments formés par Frédéric-le-Grand, vieillis sur les champs de bataille, nos jeunes soldats hésitent de nouveau, ils regardent avec indécision ces troupes aguerries; il était midi alors, le brouillard s'était dissipé, et, sous l'immense nuage de fumée qui

les couvre, les deux armées se peuvent apercevoir distinctement. Kellermann voit le doute, l'hésitation de son armée; aussitôt il s'élance au milieu des rangs : « Camarades, dit-il, le moment de la victoire est » arrivé, laissons avancer l'ennemi sans tirer un seul coup et chargeons-le » à la baïonnette. » Puis il place son chapeau au bout de son épée, l'agite et s'écrie d'une voix forte : « Vive la nation! allons combattre pour » elle! »

Ce cri de victoire est répété sur toute la ligne et se prolonge pendant plusieurs minutes, l'inquiétude fait place à l'enthousiasme, les enfants de la révolution, ces soldats qui bientôt vont porter la victoire partout, inaugurent glorieusement leur première campagne; il s'affermissent, serrent les rangs et attendent l'ennemi avec une contenance résolue qui déjà présage le succès. Trois fois Brunswick essaie d'enlever la hauteur de Valmy, trois fois il est repoussé; à quatre heures de l'après-midi il tente une dernière attaque qui ne réussit pas mieux que les précédentes: alors il se retire lentement, convaincu de l'impossibilité de l'emporter, appréciant mieux ce que valent ces soldats animés par les inspirations du patriotisme et de la liberté. A sept heures du soir le feu cessa complétement des deux côtés : la révolution venait de prouver à l'Europe qu'elle saurait défendre ses actes et ses principes. Tout l'honneur de la journée de Valmy revient à Kellermann et à son armée, qui en supportèrent vaillamment l'effort. Kellermann termina le bulletin qu'il adressa au ministre de la guerre par ces remarquables et prophétiques paroles : « La nation française, après ce que j'ai vu hier, peut être sûre que les » soldats les plus aguerris ne doivent pas l'emporter sur ceux qui se sont » consacrés à la défense de la liberté. »

« Cette épreuve fut décisive, dit M. Thiers dans son *Histoire de la* » *révolution*, dès ce moment on crut à la valeur de ces *savetiers* et de » ces *tailleurs* qui composaient l'armée française d'après les émigrés. » On avait vu des hommes équipés, vêtus et braves, on avait vu des » officiers décorés et pleins d'expérience : dans ce moment la révolution » fut jugée; et ce chaos, jusque-là ridicule, n'apparut plus que comme » un terrible élan d'énergie. »

Aujourd'hui, quand on traverse les plaines arides de la Champagne, au loin, sur une hauteur qui interrompt les lignes uniformes de l'horizon, on aperçoit une colonne qui se dresse fièrement vers le ciel : c'est tout à la fois un monument de gloire et de liberté; il consacre le souvenir de la première victoire de la révolution.



DÉVOUEMENT DU VENGEUR.

La France, menacée de toutes parts par l'Europe coalisée contre elle, ne se laissa cependant pas abattre; elle comprit toute la grandeur des devoirs qu'elle avait à remplir, et, dans les circonstances les plus difficiles, elle sut conserver intacte son indépendance; ce vif sentiment de nationalité, qui fut la goire la plus pure et la plus incontestée de la Révolution, inspira à ses enfants d'héroïques actions. A l'heure du danger on oubliait les divisions intérieures pour défendre l'intégrité du territoire, et chacun se dévouait à cette noble tâche avec un égal courage. Tandis qu'au premier appel nos jeunes soldats, ne demandant ni pain ni vêtements, exigeant à peine des armes, couraient à la frontière en répétant leur chant de victoire, la sublime résolution du *Vengeur* apprenait à nos ennemis que la France ne reculerait devant aucune extrémité, plutôt que d'abaisser son pavillon devant les drapeaux étrangers.

Le 9 prairial an II (28 mai 1794), une flotte, partie de Brest pour aller protéger l'arrivée d'un convoi de vivres venu d'Amérique, rencontra l'escadre anglaise qui croisait devant nos côtes. On avait recommandé à

l'amiral Villaret-Joyeuse d'éviter le combat; mais quand les Anglais et les Français furent en présence, leur haine profonde, leur vieille rivalité, encore aigrie par les circonstances, éclatèrent si énergiquement qu'on fut obligé de céder à l'impétueuse ardeur des soldats.

Après s'être observés quelques jours, les deux amiraux donnèrent enfin le signal, et l'affaire s'engagea définitivement le 1er juin 1794. Bientôt les détonations de l'artillerie se mêlèrent aux chants révolutionnaires et au *Rule Britannia*, des deux côtés on combattit avec une intrépidité qu'excitaient tout à la fois le patriotisme et l'orgueil national. Sous le pavillon français, qui ne portait d'autres mots que *la victoire ou la mort*, on entendit de sublimes paroles, on vit d'admirables actions. Aux instances qui veulent l'arracher à une mort imminente, Bouvet répond : « Je serai content si ma mort est utile à la patrie! » Malgré trois blessures, le bras en écharpe, il s'élance, et son courage sauve un vaisseau sur le point d'être pris par l'amiral anglais. Lehyr tombe en s'écriant : « Courage, mes amis, vengez-moi! » Bazire, Vignot, Hue, Cordier succombent sans se plaindre, ne songeant qu'à l'issue du combat.

Mais un dévouement plus grand encore devait couronner cette journée; *le Vengeur*, après avoir long-temps lutté contre des forces supérieures, se voit entièrement désemparé, et cependant, criblé de boulets, faisant eau de toutes parts, il persiste dans sa résistance et repousse à deux reprises l'ennemi qui tentait l'abordáge. Tous ses efforts sont inutiles, il faut céder au nombre, il faut se rendre ou mourir : *le Vengeur* ne se rendra pas. Vainement le vaisseau s'enfonce lentement dans la mer, le courageux équipage n'hésite pas et attend avec calme le moment qui doit l'anéantir. Enfin, quand l'heure est venue, quand les canons arrivés à fleur d'eau sont près de disparaître, *le Vengeur*, avant de couler bas, envoie pour adieu une dernière et terrible bordée à ses ennemis; puis les intrépides marins remontent sur le pont, fixent le drapeau aux trois couleurs pour l'ensevelir avec eux sous les flots, et les bras tendus vers le ciel, aux cris mille fois répétés de « Vive la France! Vive la liberté! » ils descendent lentement et comme en triomphe dans la mer qui devient leur glorieuse sépulture. L'eau frémit, bouillonne, et ces héros disparaissent pour toujours en léguant à la patrie un exemple sublime. Devant tant de grandeur, toute jalousie s'éteignit, toute rivalité se tut, l'éloge fut unanime; en Angleterre comme en France on rendit hommage à cet invincible patriotisme.

Paris accueillit avec enthousiasme la nouvelle de ce combat et de la cou-

rageuse action qui l'avait terminé; le rapport qu'on en fit à la Convention fut souvent interrompu par les applaudissements de la salle et des tribunes; sur tous les bancs retentissaient, comme les échos lointains des derniers accents du *Vengeur*, les mots de patrie, de liberté; enfin, l'émotion qui se manifestait à chaque phrase de ce brûlant récit éclata avec transport au tableau suivant : « Tout à coup le tumulte du combat, » l'effroi du danger, les cris de douleur des blessés cessent; tous montent » ou sont portés sur le pont; toutes les flammes, tous les pavillons sont » arborés... Un instant ils ont dû délibérer sur leur sort; mais non, nos » frères ne délibèrent pas... Ils voient l'Anglais et la patrie, ils aimeront » mieux s'engloutir que de l'affliger par une capitulation; ils ne balancent » point, leurs derniers vœux sont pour la liberté, ils disparaissent.

» Un Panthéon s'élève au milieu de la commune centrale de la répu» blique, ajoute le rapporteur; ce monument de la reconnaissance natio» nale est aperçu de toutes les frontières : qu'on l'aperçoive donc aussi » du milieu de l'Océan. »

Cette proposition, adoptée à l'unanimité, au bruit des acclamations de l'assemblée, fut convertie en un décret ainsi conçu :

« Article 1er. Une forme du vaisseau de ligne *le Vengeur* sera sus» pendue à la voûte du Panthéon, et les noms des braves composant » l'équipage de ce vaisseau seront inscrits sur la colonne du Panthéon.

» 2. A cet effet, les agents maritimes s'entendront, etc.

» 3. Le vaisseau à trois ponts qui est en construction dans le bassin » couvert de Brest portera le nom du *Vengeur*. »

Dans cette circonstance solennelle, on réclama le concours des arts pour rendre au *Vengeur* un hommage durable. L'article 4 du décret disait :

« La Convention nationale appelle les artistes peintres, sculpteurs, » poëtes, à concourir pour transmettre à la postérité le trait sublime de » l'équipage du *Vengeur*. Il sera décerné des récompenses au poëte, au » peintre, au sculpteur, qui auront le plus dignement célébré la gloire de » ces citoyens. »

Le pays s'associa au vote de ses représentants, et la France se crut justement le droit d'ajouter une page nouvelle à ses annales de gloire. Sans doute notre flotte, cruellement maltraitée, diminuée de six vaisseaux, regagna difficilement Brest; mais l'escadre anglaise, sillonnée par nos boulets, encombrée de cadavres et de débris, se traînait péniblement vers ses ports, et pour nous, du moins, l'admirable dévouement du *Vengeur* couvrait notre retraite de tout l'éclat qu'une victoire nous aurait valu.

Aussi le nom du *Vengeur* fut long-temps dans toutes les bouches ; les théâtres reproduisirent son héroïsme ; quelque rapide que fût alors la vie, quelque multipliés que fussent les événements, le décret de la Convention s'accomplit aux applaudissements de la France.

Le Panthéon conserva sur ses tables d'airain le souvenir de tous les noms de l'équipage.

Un vaisseau, lancé des chantiers de Brest, reçut dans un noble baptême le nom du *Vengeur;* et, par une singulière compensation, ce fut ce navire qui amena quelques années plus tard Sydney-Smith prisonnier.

Si la peinture, plus lente dans sa forme, ne reproduisit que long-temps après ce grand événement, la poésie, répondant à l'appel de la Convention, s'empressa de le célébrer dignement.

Le dévouement du *Vengeur* inspira à Chénier cette strophe :

Lève-toi, sors des mers profondes,
Cadavre fumant du *Vengeur*,
Toi qui vis le Français vainqueur
Des Anglais, des feux et des ondes.
D'où partent ces cris déchirants?
Quelles sont ces voix magnanimes?
Ce sont les braves expirants
Qui chantent du fond des abîmes :
Gloire au peuple français !

Lebrun, le poète lyrique, composa une ode remplie d'ardeur dont nous citerons quelques vers :

Voyez ce drapeau tricolore
Qu'élève en périssant leur courage indompté;
Sous le flot qui le couvre, entendez-vous encore
Ce cri : « Vive la liberté ! »
Ce cri, c'est en vain qu'il expire
Étouffé par la mort et par les flots jaloux ;
Sans cesse il revivra répété par ma lyre :
Siècles, il planera sur vous.

Quand on grave de si nobles paroles sur une tombe, quand la reconnaissance d'un grand peuple récompense ainsi le courage ; alors, on peut bien succomber, mais on ne meurt jamais.



VICTOIRE DE FLEURUS.

Les mesures énergiques décrétées par la Convention au mois d'août 1793 avaient produit d'immenses résultats. l'arrêté célèbre de l'assemblée révolutionnaire avait été volontairement exécuté. La France, réunissant toutes ses forces dans un effort sublime dont l'histoire nous offre cet exemple unique, avait en une année créé douze armées, fourni un million de fusils et douze millions de livres de salpêtre. Sept cent mille jeunes soldats étaient en ligne sur toute cette longue frontière qui de la Méditerranée s'étend à l'Océan. Les ateliers et les fonderies étaient dans une continuelle activité; on fabriquait de la poudre, on fondait des canons, on armait des vaisseaux. Les représentants du peuple, délégués inflexibles de l'autorité nationale, parcouraient la France, surveillant les levées en masse, dirigeant les approvisionnements, réprimant les insurrections; ils se rendaient aux armées, excitaient le zèle des généraux, *décrétaient la victoire* sous peine de mort, poursuivaient l'exécution des plans de campagne tracés par Carnot au Comité de salut public, et entretenaient par les mots de patriotisme et de liberté l'ardeur de nos jeunes soldats.

La France formait enfin un vaste camp dont l'unique pensée était l'indépendance nationale.

Pour sauver la patrie, il ne fallut pas moins que l'unanimité de ce dévouement. Après la défection de Dumouriez, les places principales du Nord, Condé, Valenciennes, le Quesnoy, étaient tombées au pouvoir des alliés; la trahison avait livré Toulon aux Anglais; notre armée du Midi, coupée dans ses communications avec Paris par l'insurrection des Cévennes, était acculée aux Pyrénées; de toutes parts des ennemis menaçaient la France, et la moindre hésitation, un instant de doute assuraient le triomphe des armées étrangères. La France fut délivrée; salut chèrement acheté, non par le sang glorieusement versé sur le champ de bataille, mais au prix de cette implacable tyrannie, de ce gouvernement de terreur et d'oppression, d'une cruelle nécessité, d'un si douloureux souvenir, qui réduisit impitoyablement toute opposition au silence! Alors, sous la violente impression de ce pouvoir, qui, pour accomplir son œuvre, se plaça au-dessus de toutes les lois, de tous les sentiments, avec une énergie qu'on ne peut considérer sans un mélange d'admiration et de terreur, s'ouvrit la campagne de 1794, « qui donna à la révolution, dit M. Théo-
» phile Lavallée dans son *Histoire des Français*, l'attitude conquérante
» qu'elle devait garder pendant vingt ans pour venir à bout de se faire
» reconnaître par l'Europe. »

C'est au nord que s'établit toute l'importance de la campagne de 1794; c'est là surtout que se concentrèrent les efforts de la France et de la coalition. A Londres on avait formé le projet d'une marche sur Paris en suivant la ligne tracée par Condé, Valenciennes et le Quesnoy, en passant par Guise. L'empereur d'Autriche, pour animer le courage des troupes alliées, était venu en Belgique, afin de suivre les mouvements de la guerre. Les forces de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Hollande réunies, s'élevant à cent soixante mille hommes, se partageaient, depuis Dunkerque jusque vers la Meuse, en trois corps d'armée, dont les principaux chefs étaient Kaunitz, Cobourg, Clerfayt et d'York. La Prusse agissait sur le Rhin dans le but de se joindre aux Autrichiens et de seconder le mouvement de l'invasion. A cette armée la France opposait cent soixante-dix mille soldats commandés par Pichegru et occupant une ligne d'opérations à peu près parallèle à celle des ennemis. Pendant deux mois, sur ce vaste théâtre, les mouvements se multiplièrent, plusieurs combats furent livrés. Les Français s'emparèrent, sur leur gauche, de Menin, de Courtray, d'Ypres, sans qu'aucun résultat décisif fît pressentir l'issue de la cam-

pagne. Notre gauche, aux ordres de Moreau et de Souham, obtenait des succès marqués, mais la droite avait inutilement franchi la Sambre et investi Charleroi. Trois fois elle avait été obligée de reculer et d'abandonner ses attaques. Enfin Carnot, voyant l'inutilité des mouvements de l'armée de Pichegru, changea son plan, et revint au système général d'attaque qu'il avait adopté : la concentration d'une masse armée sur un point décisif, afin de frapper un coup d'éclat. La Sambre formait la communication de l'armée autrichienne; c'est par là qu'elle pouvait au besoin s'appuyer sur l'Allemagne, en tirer des ressources, y faire sa retraite dans le cas d'une défaite. Carnot devina tout l'avantage de cette position et sut réparer les vaines tentatives de la campagne par une manœuvre importante. Il rappela Jourdan avec un corps de quarante-cinq mille hommes de l'armée de Moselle, lui donna l'ordre de se joindre à l'aile droite de Pichegru; et, de ces forces réunies créant une armée distincte sous le nom d'armée de Sambre-et-Meuse, il lui en confia le commandement, laissant à Pichegru le surplus des troupes, qui formèrent l'armée du Nord.

Jourdan arriva à l'armée de Sambre-et-Meuse lorsque, après avoir encore une fois traversé la Sambre et investi Charleroi, elle venait d'être repoussée de nouveau. Saint-Just et Lebas, qui déjà avaient parcouru l'Alsace comme représentants du peuple, surveillaient au même titre les opérations de l'armée commandée par Jourdan : ils demandaient une victoire, ils l'exigeaient. Jourdan ne perdit pas un instant; il traversa la Sambre, investit Charleroi, et, après sept jours d'un siége actif, habilement conduit par l'ingénieur Marescot, la place envoya un officier avec un projet de capitulation; Saint-Just, qui dominait dans le conseil de guerre, refusa même d'ouvrir la lettre du parlementaire : « Ce » n'est pas un chiffon de papier, c'est la place qu'il nous faut; » ce fut son unique réponse. Le soir de ce jour Charleroi ouvrait ses portes, et la garnison déposait les armes; au même moment le canon retentissait sur les hauteurs de Fleurus, Cobourg arrivait en présence des lignes françaises pour secourir la place. Il ignora la reddition de Charleroi, et, le 26 juin 1794, il offrit à notre armée le combat. La bataille de Fleurus se livra dans une suite de positions s'étendant de Fleurus à Watignies sur un espace circulaire de dix lieues, et constamment appuyées à la Sambre, qui traverse Charleroi, le centre de cette ligne.

L'armée de Sambre-et-Meuse était commandée, sous les ordres de Jourdan, par Kléber à la gauche, au centre et à la droite par Champion-

net et Marceau, noms qui se sont illustrés dans les guerres de la révolution. L'armée ennemie avait pour chefs le prince d'Orange, l'archiduc Charles, le comte de Kaunitz, Beaulieu, qui montra une habileté et un courage remarquables. La bataille fut longue, acharnée, la victoire vivement disputée sur tous les points; les positions occupées par les Français furent successivement enlevées et reprises, et, si le prince de Cobourg avait eu un génie militaire digne de la valeur des troupes qu'il commandait, l'avantage lui fût vraisemblablement resté.

L'effort des deux armées se porta principalement sur le village de Lambusart, vers celui de Fleurus, à l'extrême droite des Français; le courage de Marceau, à qui était confié la défense de cette position, l'activité, la confiance que Jourdan sut inspirer à ses troupes l'emportèrent. Trois colonnes autrichiennes, conduites par Beaulieu, s'avancèrent afin d'enlever leur position à nos soldats. Tandis qu'elles marchaient sur eux, les blés au milieu desquels on combattait s'enflamment; un obus fait éclater un caisson et jette, comme à Valmy, la confusion dans nos rangs; le camp est enveloppé de flammes et de fumée; quelques bataillons demandent l'ordre de la retraite : « Non, s'écrie Jourdan, » point de retraite aujourd'hui! Nous retirer quand nous pouvons com- » battre! Non, non, point de retraite! » Ces paroles se répètent; les soldats de la république, ces enfants la veille à la charrue, s'animent de l'ardeur de leur général, ils se jettent sur les Autrichiens aux cris de « Point de retraite aujourd'hui! » les repoussent, les obligent à reculer, et, à six heures du soir, l'armée de Sambre-et-Meuse, après avoir partout montré un courage inébranlable, restait maîtresse du champ de bataille de Fleurus tandis que tous les corps de l'armée alliée opéraient leur retraite et cédaient la victoire aux volontaires de la révolution.

La bataille de Fleurus, où pour la première fois on appliqua à l'art de la guerre les aérostats afin de connaître et de suivre les mouvements de l'ennemi, eut une grande influence sur les opérations militaires de 1794; elle décida la retraite des Autrichiens et livra pour la seconde fois la Belgique à nos armées. La France apprit avec enthousiasme la défaite des troupes de la coalition étrangère, dont les vieux généraux avaient été vaincus au nom de la liberté, comme à Valmy, à Jemmapes, par Jourdan, Kléber, Marceau, Championnet, vaillants officiers sortis naguère des rangs de ce peuple dont on menaçait l'indépendance.



FUNÉRAILLES DE MARCEAU.

Marceau fut un de ces intrépides enfants, l'honneur de la révolution, qui les premiers coururent à la frontière quand l'invasion menaça l'indépendance du pays. Comme Hoche, comme Kléber, ses amis, comme Championnet, il avait gagné sur le champ de bataille la ceinture de général, et justifié par ses services sur le Rhin, en Belgique, en Vendée, les distinctions qu'il avait obtenues. Lorsqu'une balle autrichienne vint arrêter sa noble carrière Marceau commandait l'arrière-garde de cette vaillante armée d'Allemagne, dont la jeune gloire de Bonaparte a trop fait oublier les éclatants services. Il avait alors vingt-sept ans, c'était encore un jeune homme, et sa vie déjà était remplie de ces actions héroïques, de ces vives paroles d'intrépidité qui animent chaque page de l'histoire de ce temps.

Renfermé dans Verdun au moment où les Prussiens envahissaient la Champagne, c'est à lui qu'on confia la triste mission de porter au roi de Prusse l'acte qui lui ouvrait les portes de la dernière place forte qui défendait la route de Paris; de généreuses larmes s'échappèrent des

yeux de Marceau en remettant au souverain la capitulation de Verdun. Au retour de cette désastreuse campagne, dans laquelle il avait perdu ses équipages, ses chevaux, ses armes, un représentant du peuple lui demanda ce qu'il désirait qu'on lui rendît : « Un sabre nouveau pour venger notre défaite, » répondit le jeue officier avec une fière énergie. A Fleurus il avait eu deux chevaux tués sous lui ; en Vendée il avait combattu vaillamment, sans oublier après la lutte que ses adversaires étaient français, et il avait commencé la grande œuvre de pacification accomplie par Hoche. La lutte suprême dans laquelle il succomba fut digne de sa courageuse vie : il mourut en regardant l'ennemi, en protégeant la retraite de nos soldats, sacrifiant un avenir brillant, d'heureuses espérances à sa patrie, léguant à l'avenir un noble exemple de patriotisme.

L'invasion de l'Allemagne, combinée en 1796 par Carnot, n'avait pas réussi ; l'archiduc Charles, commandant en chef de l'armée autrichienne, avait habilement séparé les armées de Moreau et de Jourdan, et forcé ce dernier, après une défaite sur la Lahn, à repasser le Rhin. Rappelé par Jourdan du blocus de Mayence et chargé de contenir l'archiduc en escarmouchant contre lui tandis que l'armée franchissait le dangereux défilé d'Altenkirchen, Marceau remplit cette difficile tâche avec son activité et son courage habituels : constamment placé au poste où il y avait le plus de péril, il contenait intrépidement avec son arrière-garde les efforts des Autrichiens engagés dans la forêt d'Hochsteinbach, défendait chaque route, chaque passage, sans que le nombre de ses ennemis ni le désavantage d'un mouvement de retraite le décourageassent; il reculait. mais en ordre, avec fermeté, en conservant ses rangs, disputant à chaque pas le terrain qu'il était obligé d'abandonner. Ainsi combattant, il était arrivé à l'extrémité de la forêt, au défilé d'Altenkirchen, que les troupes de Jourdan n'avaient pas encore entièrement traversé. Craignant que l'approche de l'arrière-garde ne jetât la confusion et le désordre parmi les soldats, le général en chef envoie dire à Marceau qu'il allait le soutenir ; mais qu'à tout prix il fallait qu'il arrêtât encore la marche des Autrichiens. Quelques dangers qu'offrît l'ordre qu'il venait de recevoir, Marceau n'hésite pas : sur les hauteurs qui dominent l'issue de la forêt, il fait monter deux batteries d'artillerie légère; en même temps il commande de marcher en avant et se place lui-même à l'avant-garde. Alors, voulant mieux reconnaître l'ennemi, qui s'approche, il s'avance accompagné seulement d'un officier et de deux ordonnances jusqu'aux premiers postes d'éclaireurs; il examinait les positions autrichiennes, quand un chasseur

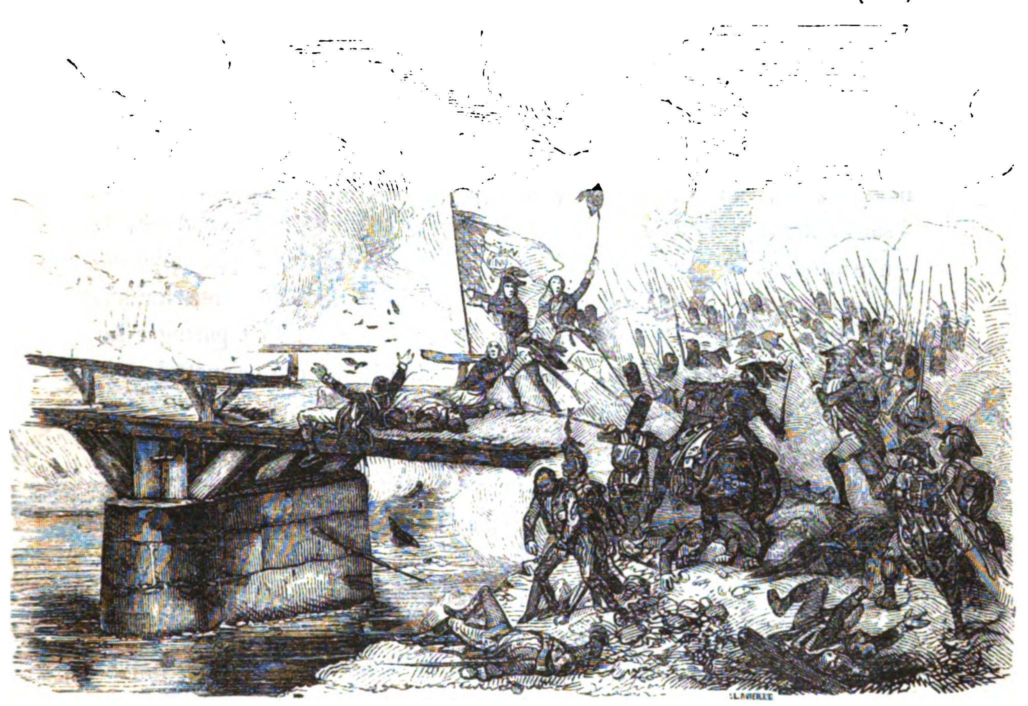
tyrolien, caché à peu de distance dans un buisson, l'ajuste et tire. Marceau, frappé d'une balle, essaie de faire quelques pas, descend de cheval, et tombe dans les bras des soldats accourus pour le soutenir : il était frappé à mort. Aussitôt que Jourdan apprend la fatale nouvelle il se rend avec un douloureux empressement auprès de l'intrépide général, à qui l'unissait une tendresse profonde. On transporte Marceau à Altenkirchen, on lui prodigue des secours, qui devaient être, hélas! inutiles; et Jourdan, rappelé pour la sûreté de son armée, ne quitte son ami mourant qu'après une vive et touchante entrevue. Lorsque les officiers de la république purent revenir auprès de leur compagnon d'armes mourant, ils le trouvèrent entouré de soins; et leurs regrets se mêlèrent à ceux des soldats autrichiens. Cependant Marceau conservait son calme, son courage; en face de la mort qu'il avait tant de fois affrontée, il demeurait paisible et voulait consoler ses amis. « Mes amis, disait-il, je suis trop regretté, » pourquoi me plaindre? Je suis bien heureux, puisque je meurs pour la » patrie. » Les nécessités de la guerre ajoutèrent encore à l'amertume de ce deuil, nos troupes repassaient le Rhin; ses chefs devaient la suivre, et il leur fallut laisser Marceau sur la rive gauche du fleuve. L'armée ennemie reçut avec respect ce précieux dépôt; tous les généraux autrichiens vinrent saluer l'illustre blessé : le vieux Kray, qui avait échappé à tant de batailles, se rendit vers lui; ce fut une scène d'un triste et puissant intérêt que les adieux adressés par ce général vieilli sous les armes et dont les talents militaires étaient depuis long-temps reconnus à ce jeune homme si vite arrivé au commandement suprême, et dont la vie à peine commencée se terminait avec tant de gloire. Kray, profondément troublé, les yeux mouillés de larmes, pressa avec émotion les mains déjà glacées de ce jeune homme contre qui il avait autrefois combattu. Deux corps de hussards envoyèrent une députation à Marceau, afin d'exprimer toute la sincérité du deuil d'une armée qui le pleurait autant que s'il l'eût commandée; l'archiduc Charles voulut aussi voir le soldat de la république. Enfin, trois jours après avoir été frappé, le 21 septembre 1796 (cinquième jour complémentaire an IV), environné de quelques officiers français qui, par l'ordre de Jourdan, ne l'avaient pas quitté, Marceau expira avec une calme sérénité, sans regrets, ne songeant encore, à cette dernière heure, qu'à sa patrie, dont le nom errait sur ses lèvres, et se consolant presque de la mort en songeant que du moins il ne repasserait pas le Rhin franchi avec gloire quelques mois auparavant.

Marceau succomba précisément une année avant Hoche, presque au même jour et à la même heure où le général de l'armée d'Allemagne rendit le dernier soupir. Mais Marceau, plus heureux que Hoche. ne s'éteignait pas dans une maladie de langueur, agité d'une impuissante activité; il tombait sur le champ de bataille en combattant pour la France. frappé, comme un soldat, d'une balle ennemie. Quand il fut mort, on demanda à l'archiduc Charles de restituer à la France le corps du glorieux général; et il y consentit en donnant pour ainsi dire un funèbre rendez-vous sur la tombe du héros à l'armée de la république, afin de rendre avec elle un dernier hommage à la mémoire de Marceau. Le corps de Marceau fut déposé, près de Coblentz, dans la redoute de Pétersberg, qui prit depuis le nom de fort Marceau; des soldats portaient le cercueil du jeune général, entouré de trophées d'armes et de drapeaux pris à l'ennemi, suivi de ses amis désespérés, des soldats du corps qu'il commandait dans la forêt d'Hochsteinbach et de divers détachements de l'armée. Les troupes autrichiennes avaient également pris les armes, et des salves d'artillerie parties des deux rives du Rhin annoncèrent en même temps à la France et à l'Allemagne la perte d'un courageux soldat.

A Pétersberg. on éleva à Marceau une pyramide sur laquelle furent gravées ces simples paroles : « Passant, tu foules la tombe d'un héros. » Monument de deuil élevé sur la terre étrangère, et qu'ont respecté à leur passage les armées qui deux fois envahirent la France.

Jusqu'au dernier moment, les armées française et autrichienne s'étaient unies pour honorer les restes de Marceau; vingt ans plus tard la noble voix d'un poète étranger, inspiré par le voisinage de cette tombe, rendit encore un hommage au héros. Lord Byron, dans le Pèlerinage de Childe-Harold, adressa à Marceau un adieu digne de cette pure mémoire :

« Salut, ô pyramide simple et sublime! dit Harold; tu couvres les » cendres d'un héros. Il était notre ennemi, mais honneur, honneur im- » mortel à sa mémoire! A peine son corps était-il descendu dans le sé- » pulcre, les larmes coulaient des yeux du soldat, et arrosaient la terre » où il allait reposer. Sa vie fut glorieuse, courte, immortelle; il se battit » pour rendre la liberté à sa patrie; il fut pur comme la cause qu'il avait » embrassée, noble comme Paul-Émile et Brutus. Il fut magnanime, et » ses ennemis ont pleuré sur son tombeau. »



BONAPARTE AU PONT D'ARCOLE.

La fermeté que Bonaparte avait montrée à la journée du 13 vendémiaire an IV, où il sauva le gouvernement républicain d'une nouvelle et dangereuse insurrection, l'enleva enfin à l'obscurité où il languissait depuis une année dans les bureaux du ministère de la guerre. Le Directoire le nomma d'abord général de division, et bientôt après il lui confia le commandement en chef de l'armée d'Italie : c'était moins une récompense qu'une heureuse occasion fournie à l'activité du jeune général de se déployer à l'aise. Sur les Alpes tout était à faire, tout était à créer : l'armée n'avait ni habits, ni vivres, ni solde; lorsque Bonaparte arriva au quartier-général à Nice, le 26 mars 1796, il n'apportait, pour suffire aux besoins de l'armée, que deux mille louis et deux millions en traites qui furent en partie protestées. Les trente mille hommes délaissés au loin, qu'il venait commander, n'avaient que du courage, son génie fit le reste; et une année plus tard l'armée d'Italie, glorieusement sortie de cinq grandes batailles, était abondamment pourvue, l'Autriche demandait la paix, enfin le Directoire recevait, avec dix millions levés sur les pays con-

quis, d'admirables tableaux, des statues, des bas-reliefs, les plus remarquables chefs-d'œuvre de l'Italie : nobles trophées de cette belle campagne, où commence véritablement la prodigieuse fortune de Bonaparte.

D'abord Bonaparte fut accueilli sans beaucoup d'empressement par l'armée d'Italie; son aspect était peu capable d'entraîner. « Petit, maigre, » sans autre apparence que des traits romains et un regard fixe et vif, il » n'avait dans sa personne et dans sa vie passée rien qui pût imposer » aux esprits. » Mais l'influence communicative de son génie anima bientôt ses soldats; Bonaparte releva leur ardeur, leur fit partager sa confiance, et leur montra les riches plaines de l'Italie, qui promettaient à la victoire un repos abondant.

« Soldats, dit-il à son arrivée, vous êtes nus, mal nourris; le gouver- » nement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre pa- » tience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont ad- » mirables; mais ils ne vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne » rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines » du monde : de riches provinces, de grandes villes seront en votre pou- » voir; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, » manqueriez-vous de courage ou de constance? »

Ces brillantes espérances, cette fière éloquence remplirent l'armée d'un enthousiasme qui ne fut pas déçu. Aussitôt qu'il eut disposé ses forces, rétabli l'ordre et la discipline, le jeune général commença la grande lutte qui lui livra l'Italie. Toujours combattant, toujours vainqueur, Bonaparte s'avance en Italie, sépare les armées piémontaise et autrichienne, triomphe successivement à Montenotte, à Millesimo, à Dego, à Mondovi et, après avoir obligé le Piémont à demander un armistice, poursuit librement en Lombardie les armées impériales. Le 10 mai il gagne la célèbre bataille du pont de Lodi; le 15, un mois après l'ouverture de la campagne, il entrait en triomphe à Milan, dont la municipalité lui présentait les clefs. Infatigable dans ses succès, Bonaparte poursuit sa marche victorieuse; il s'empare de Vérone, dont il fait le centre de ses opérations. Cette conquête rapide, sans trêve, sans repos, avait dissous la ligue italienne. Le pape, comme le roi de Sardaigne, avait sollicité un armistice qui lui fut accordé pour la cession des légations de Bologne et de Ferrare. L'Autriche seule combattait avec une opiniâtre persistance; des troupes nouvelles venaient constamment remplacer celles qu'elle perdait à chaque combat, et ses armées se succédaient en Italie comme ses défaites. Le général Wurmser, deux fois battu, s'était enfermé dans

Mantoue; aussitôt deux armées, l'une de vingt mille hommes sous les ordres de Davidowich, l'autre de quarante mille sous ceux d'Alvinzi, descendent en même temps en Italie par le Tyrol et le Frioul, afin de se réunir sous Vérone et d'accabler Bonaparte avec des forces doubles des siennes.

La situation des Français, malgré une si heureuse campagne, n'était pas alors sans dangers; l'armée de Moreau, qui devait par le Tyrol venir appuyer nos soldats, était forcée de faire sa retraite, de repasser le Rhin, et Bonaparte demeurait seul, livré à lui-même avec une armée inférieure de moitié à celle de ses adversaires. Il avait cependant conduit ses brigades sur la Brenta au-devant d'Alvinzi; mais, après une journée de lutte, il était rentré dans Vérone le 13 novembre. Ses troupes s'alarmaient. « L'armée, dit M. Thiers dans son admirable récit de la « campagne d'Italie, était dans la consternation; ces braves soldats, « éprouvés par tant de fatigues et de dangers, commençaient à mur- « murer. Comme tous les soldats intelligents, ils étaient sujets à de « l'humeur, parce qu'ils étaient capables de juger. » Néanmoins, au milieu de tant de périls, chargé de tant de responsabilité, Bonaparte, tout en adressant au Directoire de justes et amers reproches, ne se décourageait pas, et son apparente inaction cachait un admirable dessein d'où allait sortir la victoire. « Après avoir médité sur le champ de « bataille, il venait de prendre une de ces résolutions que le désespoir « inspire au génie. » Réduit à vingt mille hommes pour en arrêter quarante mille, il choisit un champ de bataille où le courage devait être plus important que le nombre et s'en remet avec confiance à l'intrépidité de ses soldats du succès de son plan d'attaque.

Dans la nuit du 14 novembre, il sort de Vérone par la porte qui conduit à Milan : l'armée croit déjà qu'on recule, qu'on abandonne l'Italie; mais à quelque distance de la ville le mouvement est changé. Le 15 novembre, au jour naissant, les Français passent l'Adige sur un pont de bateaux, à Ronco, et se dirigent sur les flancs et presque les derrières des Autrichiens, que cette habile manœuvre allait surprendre dans leur marche sur Vérone. Bonaparte se trouvait alors jeté au milieu d'immenses marais coupés par deux chaussées qui aboutissaient à la route de Vicence à Vérone, que suivait Alvinzi. « Il tenait donc, dit M. Thiers, « deux chaussées qui, toutes deux, allaient rejoindre la grande route « occupée par les Autrichiens, l'une entre Caldiero et Vérone, l'autre « entre Caldiero et Villa-Nova. Voici quel avait été son calcul : au milieu

» de ces marais, l'avantage du nombre était tout à fait annulé; on ne » pouvait se déployer que sur les chaussées, et sur les chaussées le cou- » rage des têtes de colonne devait décider de tout. Par la chaussée de » gauche, qui allait rejoindre la route entre Vérone et Caldiero, il pou- » vait tomber sur les Autrichiens s'ils tentaient d'escalader Vérone. Par » celle de droite, qui passe l'Alpon au pont d'Arcole et aboutit à Villa- » Nova, il débouchait sur les derrières d'Alvinzi; il pouvait enlever ses » parcs et ses bagages et intercepter sa retraite. » C'est vers ce dernier point, sur le pont d'Arcole, que se portèrent les efforts des armées. Pendant deux jours on s'y battit avec une fureur égale. Les Autrichiens disputèrent vivement le passage qui allait décider du sort de la campagne.

Augereau s'engage le premier sur le pont, l'artillerie autrichienne le force de reculer; cependant il revient à la charge, culbute une division ennemie qui avait franchi le pont, la jette en désordre dans les marais et veut pousser en avant. Il prend un drapeau, le porte sur le pont, suivi de ses soldats; mais les batteries qui défendent la rive de l'Alpon et la fusillade des lignes autrichiennes l'obligent encore de revenir en arrière, et Alvinzi a le temps d'envoyer des renforts à Arcole. Bonaparte, qui suivait de Ronco le mouvement de l'attaque, voit son plan compromis. Alors il court au pont d'Arcole pour tenter un nouvel effort, saisit un drapeau, ramène ses troupes, qui reculaient en désordre, et s'écrie en s'élançant au milieu de la mitraille : « Soldats! n'êtes-vous plus les braves de Lodi? » Suivez votre général! » A sa voix les soldats se reforment et le suivent; mais ce mouvement d'énergie ne peut se communiquer à la queue de la colonne, et une dernière décharge balaie encore une fois la chaussée. L'aide-de-camp de Bonaparte tombe en le couvrant de son corps, Lannes est blessé, et les Français abandonnent le pont. Dans cette retraite précipitée, Bonaparte, renversé dans le marais, s'y enfonce; il allait être pris par les Autrichiens, lorsqu'une compagnie de grenadiers revient vers lui à la voix de Belliard, le dégage, et le remet à cheval.

Pendant trois jours les positions d'Arcole furent témoins d'une lutte sanglante; mais enfin la valeur de l'armée d'Italie, l'habileté des manœuvres de Bonaparte l'emportèrent, et le général autrichien se retira en désordre sur Montebello après avoir perdu douze mille morts et six mille prisonniers. La journée d'Arcole, où il avait montré à la fois le génie du général d'armée et le courage du soldat, fut décisive pour la renommée de Bonaparte; c'est de ce moment surtout que son nom devint populaire, que sa gloire brilla de tout son éclat.



MORT DU GÉNÉRAL HOCHE.

Le souvenir de Hoche est un des plus purs et des plus touchants que nous ait transmis la révolution française ; sa haute renommée, exempte de reproches, de soupçons même, est demeurée intacte au milieu des agitations politiques. Dévoué à la France, dévoué à la liberté, le jeune général fut honoré de tous les partis, respecté par toutes les opinions ; et les passions politiques ont fait taire leurs violences en face de cette glorieuse figure, où se réunissent tous les traits qui font l'honneur de cette époque : le dévouement, l'enthousiasme sincère, la scrupuleuse probité. Dans ces temps difficiles, où tant de fermes caractères se démentirent parfois, Hoche, fidèle à sa foi politique, mais toujours calme, toujours humain, ne s'écarta pas un instant de la noble route qu'il s'était tracée.

La rapidité de sa fortune militaire, justifiée par des talents supérieurs, une si profonde expérience, une intelligence si élevée unie à tant de jeunesse, la mort prématurée qui à vingt-neuf ans enleva Hoche à la gloire, ajoutent encore au vif intérêt qu'excite cette belle existence, consacrée

tout entière à la cause du pays, sans qu'aucune illégitime ambition en soit venue jamais troubler le cours.

Né à Versailles le 24 juin 1768, Hoche, aux premiers jours de la révolution, était encore sergent dans le régiment des gardes-françaises, et assistait, le 14 juillet 1789, à la prise de la Bastille. Trois ans plus tard, il recevait le commandement en chef de l'armée de Moselle; dans ce court intervalle, il avait franchi les rangs inférieurs, et s'était élevé au grade de général en chef. Hoche n'avait alors que vingt-cinq ans; mais il possédait un courage entreprenant, une prodigieuse activité, et surtout une raison sûre, formée par de sérieuses études. « Notre nouveau général, » écrivait un des officiers de son état-major, m'a paru jeune comme la » révolution, robuste comme le peuple; son regard est fier et étendu » comme celui de l'aigle. » A ces avantages, Hoche joignait une taille haute, des cheveux noirs, abondants, une physionomie spirituelle, d'une expression habituellement sévère, mais que néanmoins la bienveillance adoucissait aisément; une longue cicatrice, laissée par une blessure reçue en 1788 à la suite d'un duel, donnait un singulier caractère d'audace à son front, dont la pureté et l'élévation annonçaient le génie.

Sa présence à l'armée de la Moselle se signala par des succès nouveaux pour la France; d'une armée indisciplinée, affaiblie, découragée, que lui avait laissée Houchard, il fit, par sa continuelle surveillance, par sa fermeté et son infatigable zèle, une armée forte, soumise, remplie d'ardeur, devant laquelle reculèrent Brunswick et Wurmser. Un moment il fut arrêté dans cette carrière, qu'il parcourait avec tant d'éclat, par une arrestation qui le retint quelques mois en prison; il en sortit aussi dévoué qu'avant son emprisonnement, et jamais il ne parla de cette épreuve cruelle qu'avec une rare modération. « Oublions nos maux pour ne songer » qu'à la patrie! » écrivait-il alors à l'un de ses aides-de-camp; et plus tard, un jeune officier lui ayant rappelé leur commune détention à la Conciergerie : « Mon ami, lui répondit Hoche, ne rappelons plus le passé, et » que l'injustice des hommes que nous avons éprouvée nous fasse trembler » à notre tour d'être injustes envers notre pays. »

La pacification de la Vendée, qui lui fut confiée presque aussitôt qu'il eut recouvré sa liberté, montra toutes les ressources du génie de Hoche. Il déploya dans cette difficile mission une habileté politique, une expérience administrative égales à ses talents militaires; et réussit par son humanité, par sa tolérance éclairée, par ses heureuses dispositions, à rendre au repos et à l'ordre ces malheureuses contrées, depuis si long-temps

troublées par la guerre civile. Dans cette tâche importante, il sut mériter à la fois l'estime de ceux qu'il soumettait et celle du gouvernement qui l'employait; vainqueurs et vaincus rendirent hommage à la grandeur de ce caractère, dont l'ascendant l'emporta sur toutes les haines et les passions qui animaient les Vendéens

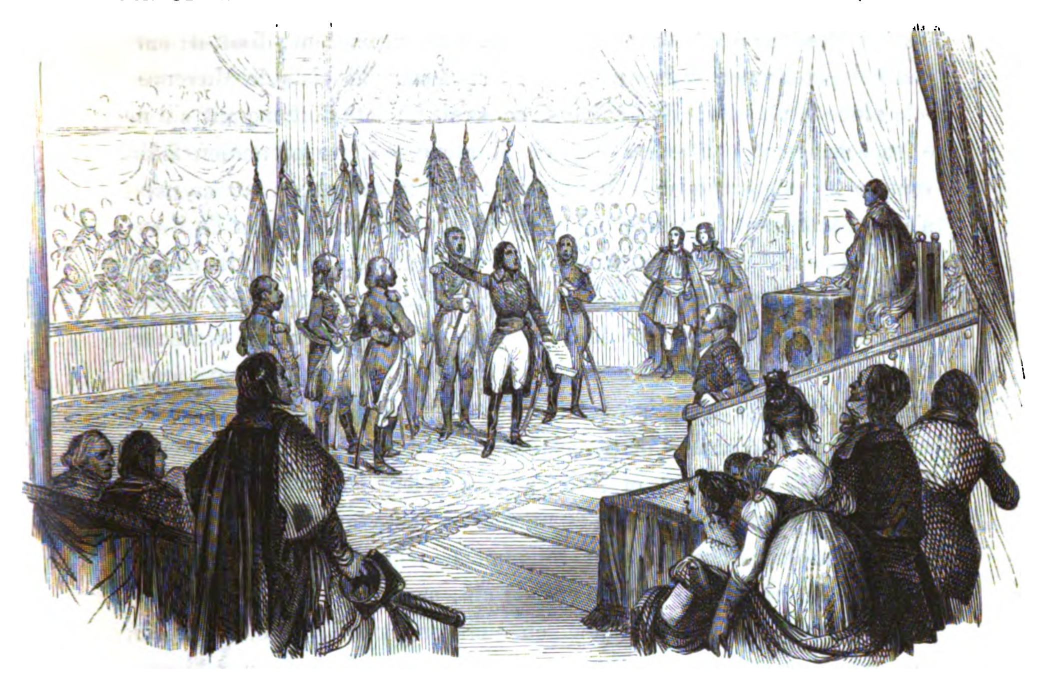
Après une expédition en Irlande, où Hoche voulait porter la guerre contre l'Angleterre, et qui échoua par des obstacles indépendants de son énergique volonté, il fut appelé à l'armée de Sambre-et-Meuse, où il y avait des fautes à réparer, des défaites à venger. C'est là que ce général de vingt-neuf ans, auquel la France devait déjà tant de reconnaissance. allait terminer sa glorieuse existence en combattant pour la dernière fois les ennemis de la révolution, en consacrant le reste de ses jours au service de la liberté. Hoche, dans une rapide campagne qu'ouvrit la célèbre bataille de Neuwied, battit entièrement les Autrichiens; il se disposait par une habile manœuvre à les envelopper et à leur couper toute retraite, quand la nouvelle de l'armistice de Léoben, signé par Bonaparte, vint arrêter le général de l'armée de Sambre-et-Meuse dans sa marche victorieuse. Après la journée du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), dans laquelle Hoche avait offert au Directoire attaqué le secours de son épée, le gouvernement, réunissant les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin sous le nom d'armée d'Allemagne, lui confia ce beau commandement pour récompenser son dévouement. Hoche ne devait pas long-temps profiter de cette haute distinction : depuis quelque temps sa santé, naguère si vigoureuse, était profondément altérée; ses forces, épuisées par les fatigues de la guerre, par de nombreux découragements qui tant de fois l'avaient arrêté au milieu de ses triomphes, trahissaient chaque jour son courage. L'envoyé du Directoire qui lui apporta sa nomination le trouva abattu, épuisé par la souffrance à son quartier-général de Wetzlar; un changement fatal s'était accompli en lui; ce n'était plus ce visage plein d'éclat, ces regards brillants de force des anciens jours; des yeux éteints, une pâleur extrême, une toux sèche et fréquente, une respiration pénible n'annonçaient que trop la gravité de son mal. Cependant il reprit un instant son ardeur en apprenant l'issue du 18 fructidor : « Vive la République! s'écria-t-il; venez vous réjouir avec moi, mes amis, la République triomphe! » Mais bientôt il retomba dans son premier affaiblissement, et ses amis, en suivant les rapides progrès du mal, purent prévoir le moment où il succomberait. Cependant Hoche, malgré ses souffrances, était dévoré d'une incroyable agitation : il parcourait encore le pays, visitait les différents

corps d'armée, pressait l'organisation des provinces conquises, lorsque l'heure de l'agonie sonna pour lui. Le 16 septembre 1797, sentant ses douleurs augmenter, il fit appeler son médecin. Hoche, appuyé sur un de ses amis, près d'une fenêtre, essayait de respirer; son regard mélancolique, parcourant cette campagne encore toute retentissante de ses victoires, cherchait au loin la patrie qui lui était si chère et qu'il ne devait plus revoir; arraché à cette triste méditation, il put à peine expliquer ce qu'il ressentait et s'évanouit : il ne se releva plus. Deux jours après, le 18 septembre, à quatre heures du matin, il rendit le dernier soupir au milieu de ses amis désolés, auxquels, à cet instant suprême, il parlait encore de la France.

A la nouvelle de la mort de Hoche, la douleur fut profonde, les regrets universels, et le deuil de l'armée témoigna d'une tristesse et d'une vénération inaccoutumées. Pendant toute une journée les soldats se pressèrent pour saluer son corps exposé sur un lit de parade, auprès duquel était placée la glorieuse épée de Neuwied entourée de son écharpe de général et surmontée d'une couronne de laurier. De Wetzlar un nombreux cortége partit pour conduire à Coblentz les restes de Hoche, qu'on devait ensevelir à côté de Marceau mort une année auparavant, jeune comme lui, comme lui plein d'espérances, mais frappé du moins par une balle ennemie au milieu du combat.

Partout, sur son passage, le cercueil de Hoche fut salué par l'artillerie; les drapeaux français et les drapeaux autrichiens s'inclinèrent également devant lui. A son arrivée à Coblentz, la garnison du fort d'Ehrenbreitstein prit les armes; les soldats autrichiens se mêlèrent à ceux de la République pour rendre les honneurs funèbres à ce général si subitement tombé au sein même de sa victoire. Cette triste marche s'arrêta dans la citadelle de Petersberg, où Hoche fut déposé auprès de Marceau, à qui un commun patriotisme, une sincère amitié l'avaient constamment uni.

A l'instant où la foule attristée allait se séparer, un hommage, le dernier et le plus touchant, vint attester la popularité du héros que chacun pleurait. Un grenadier, le regard morne et désolé, sortit des rangs, s'approcha de la fosse où pour toujours reposait un des plus nobles enfants de la France, et, présentant son arme, il jeta dans cette tombe, qui renfermait tant de gloire, tant d'espérances, hélas! évanouies, une couronne de laurier en disant : « Hoche, c'est au nom de l'armée que je te donne cette couronne! » et chacun se retira en silence.



BONAPARTE

PRÉSENTE LE TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO.

Échangeant son rôle de conquérant contre celui de pacificateur, Bonaparte, après la brillante campagne d'Italie de 1796, voulut donner la paix à la France, qui lui devait tant de victoires, et le vainqueur d'Arcole, de Rivoli, de Millesimo, demanda au Directoire les pouvoirs nécessaires pour traiter avec l'Autriche. Chargé de cette difficile mission, le jeune général la conduisit avec fermeté; et dans ses négociations avec le comte de Cobentzel, plénipotentiaire de l'Autriche, il sut lutter par sa hardiesse, par sa décision, contre tous les détours que lui opposait le ministre allemand. Soutenu par le sentiment de sa force et par la confiance de la République, qui avait remis entre ses mains ses précieux intérêts, Bonaparte alla droit au but, posa nettement ses conditions en négociateur qui a derrière lui une armée victorieuse, et déploya toute cette énergie de volonté qui devait le conduire à une si haute fortune. Les bases principales de la paix étaient posées, mais M. de Cobentzel refusait de conclure si, en échange de Mayence, cédée à la France, on n'ac-

cordait Mantoue à l'Autriche : « C'est là notre ultimatum, disait-il; car, » si l'empereur mon maître consent à vous donner les clefs de Mayence, » la place la plus forte de l'univers, ce serait un acte déshonorant s'il ne » les échangeait contre les clefs de Mantoue. » Cette prétention faillit rompre les négociations; le 16 octobre 1797, la discussion sur ce point s'anima tellement, le comte de Cobentzel, oubliant la situation de l'Autriche, montra tant d'arrogance et de hauteur que Bonaparte ne put contenir plus long-temps son impatience. Le plénipotentiaire autrichien, rappelant tous les avantages du traité qu'on offrait à la France, accusa en terminant le négociateur de sacrifier l'intérêt et le repos du pays à son ambition militaire. A peine eut-il achevé que Bonaparte, se dirigeant vers un guéridon chargé de porcelaines données par la grande Catherine à Cobentzel, s'en saisit et le brisa avec colère sur le parquet en disant au négociateur frappé d'étonnement : « La guerre est déclarée; » mais souvenez-vous qu'avant trois mois je briserai votre monarchie » comme je brise cette porcelaine. » Puis, sans rien écouter, il sortit, monta en voiture pour regagner son quartier-général, en envoyant un officier prévenir l'archiduc Charles, qui commandait l'armée autrichienne, que les hostilités recommenceraient dans vingt-quatre heures. M. de Cobentzel effrayé se décida à accepter l'ultimatum de la France, et le lendemain, 17 octobre 1797, le traité de paix fut signé à Pazzeriano, quartier-général de Bonaparte; toutefois cette convention fut datée du village de Campo-Formio, situé entre les deux armées.

Le traité de Campo-Formio fut le premier que la République française conclut avec l'empereur d'Allemagne; l'article 1er, dans lequel l'Autriche avait cru devoir reconnaître l'existence du gouvernement avec lequel on traitait, était ainsi conçu : « *L'empereur d'Allemagne reconnaît la République française.* » Bonaparte fit rayer ces mots : « Effacez cet article, dit-il, la République française est comme le soleil, est aveugle qui » ne la voit pas. Le peuple français est maître chez lui, c'est son droit » imprescriptible : la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de » loi intérieure. »

Impatient d'ajouter à sa gloire militaire une gloire nouvelle, dans ses négociations Bonaparte n'avait pas exactement suivi les instructions du Directoire; mais cette paix, telle qu'il l'avait obtenue ou plutôt exigée, assurait trop d'avantages à la France pour n'être pas acceptée avec enthousiasme, le pays était las de la guerre qui de puis six ans demandait tant d'efforts et de sacrifices. Le traité de Campo-Formio donnait à la France

ses limites naturelles, fondait à côté de la République française une république italienne, notre sœur de liberté, et reconnaissait par le fait même de sa conclusion la légitimité du mouvement révolutionnaire. Aussi Berthier et Monge, envoyés par Bonaparte au Directoire afin de lui annoncer la ratification de la paix, furent-ils accueillis avec transport par les Parisiens : l'heureuse nouvelle circula rapidement, le nom de Bonaparte était partout répété; on racontait ses succès, on exaltait sa gloire, qu'il avait sacrifiée, disait-on, au repos de la patrie. Le peuple attendit avec impatience le jour où il pourrait saluer de ses hommages le négociateur dont les victoires avaient préparé cette paix désirée.

Le 5 décembre 1797 Bonaparte arrivait à Paris et rentrait dans sa modeste demeure de la rue Chantereine, qui le lendemain même prenait, par une décision de la municipalité de Paris, le nom de *rue de la Victoire*. Aussitôt qu'on apprit son retour, le général de l'armée d'Italie fut environné de l'admiration générale : on se pressait dans ses salons, chacun voulait voir le héros d'Italie; lorsqu'il sortait, quand il paraissait aux théâtres, dans les promenades, un cortége se formait sur son passage et l'applaudissait. Le Directoire, bien qu'il ne crût pas le négociateur exempt de reproches, voulant s'associer cependant à la joie universelle, à l'enthousiasme public, et remercier Bonaparte des services qu'il avait rendus à la France, prépara au Luxembourg une réception triomphale pour la remise du traité de Campo-Formio et la présentation des drapeaux enlevés à l'Autriche.

Le 10 décembre 1797, cinq jours après l'arrivée de Bonaparte, les directeurs, revêtus de leur costume officiel, placés sur une estrade élevée au fond de la vaste cour du Luxembourg, attendaient avec impatience l'homme illustre dont la gloire remplissait la France. Le lieu choisi pour cette fête extraordinaire avait été décoré avec magnificence; des tentures tricolores recouvraient les murs du palais, de glorieux trophées formés des drapeaux ennemis s'élevaient de distance en distance autour de la cour. Le Corps législatif, le Conseil des Anciens, les ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemark, de la Porte Ottomane, les envoyés des républiques batave, cisalpine, ligurienne, organisées et protégées par la République française, les principaux magistrats, assistaient à cette grande cérémonie, à laquelle tout Paris était pour ainsi dire représenté par l'élite de la société, par les artistes les plus célèbres, par les écrivains les plus distingués de cette époque. Bientôt l'artillerie placée aux environs du palais annonça de sa grande voix l'ar-

rivée du héros de la fête. Bonaparte, entouré de son état-major, parut au milieu d'acclamations que prolongeait longuement la foule réunie aux abords du palais. Talleyrand, en qualité de ministre des relations extérieures, présenta le négociateur de Pazzeriano aux directeurs; et il sembla tout à la fois encourager son ambition et annoncer ses hautes destinées, lorsqu'il ne craignit pas de dire au gouvernement de la République : « Loin de redouter ce qu'on appelle son ambition, je sens « qu'il nous faudra peut-être un jour la solliciter. » A peine cette prophétique parole fut-elle entendue; Bonaparte attirait tous les regards, fixait toute l'attention : son attitude simple, les lignes pures et fermes de cette figure toute romaine, son œil ardent, son front élevé, plein de génie, produisirent sur les spectateurs une impression profonde; et quand il s'adressa à Barras, après lui avoir remis le traité, un avide silence recueillit ses paroles.

« Le peuple français, dit-il dans son style bref et coloré, pour être libre « avait les rois à combattre; pour obtenir une constitution fondée sur la « raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre : la constitution et « vous avez triomphé de ces obstacles.

« Vous êtes parvenus à organiser la grande nation dont le vaste terri- « toire n'est circonscrit que parce que la nature elle-même en a posé les « limites.

« Vous avez fait plus, les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si « célèbres par les arts et les sciences, voient avec les plus grandes espé- « rances le génie de la liberté sortir du tombeau de leurs ancêtres.

« J'ai l'honneur de vous remettre le traité de Campo-Formio, ratifié « par Sa Majesté l'Empereur. La paix assure la liberté, la prospérité et « la gloire de la République. »

Barras, président du Directoire, répondit longuement à ce discours; puis des chœurs chantèrent un hymne de Chénier composé pour cette circonstance. Deux généraux, Joubert et Andréossy, portant un drapeau sur lequel étaient inscrites en caractères d'or toutes les grandes actions de la campagne d'Italie, s'avancèrent ensuite pour recevoir l'accolade de Barras; après eux Bonaparte la reçut également, mais, lorsqu'il s'approcha, par un mouvement spontané tous les directeurs se levèrent pour presser dans leurs bras le vainqueur d'Italie. Les cris : *Vive la République! Vive Bonaparte!* retentirent de nouveau, la musique fit entendre ses accents, le canon résonna, et le peuple salua une dernière fois de ses applaudissements le héros que la France adoptait.



BATAILLE DES PYRAMIDES.

Lorsqu'après la signature de la paix de Campo-Formio Bonaparte vint apporter à Paris les drapeaux enlevés aux armées de la coalition, l'accueil qu'il reçut put lui faire pressentir sa future grandeur. Mais cependant l'heure n'était pas encore venue de réaliser les rêves de son ambition; le pouvoir était livré aux désordres de toute nature, aux prétentions les plus mesquines, à des luttes sans force ni patriotisme. Bonaparte, trop grand pour se mêler à ces tristes intrigues, n'était pas encore assez fort pour les dominer; toutefois, en voulant se tenir à l'écart des affaires, il redoutait l'oubli, et son infatigable activité ne pouvait se résigner au repos.

Ce fut alors qu'il proposa au directoire la conquête de l'Égypte. Cette difficile entreprise, qu'il rêvait depuis deux ans, présentait, il est vrai, de sérieux obstacles, mais elle pouvait apporter à la France de précieux avantages si elle réussissait : la Méditerranée devenait un lac français, on fermait à l'Angleterre la route la plus sûre et la moins longue de ses possessions de l'Inde. Bonaparte voyait plus loin encore : si la victoire

donnait raison à son projet, il espérait aller atteindre, au sein même de sa puissance et de ses richesses, l'orgueilleuse dominatrice des mers, et la frapper dans ses opulents comptoirs de l'Inde. Outre ces motifs puissants approuvés par la politique, cette terre lointaine, d'où était partie la civilisation, avait pour l'imagination d'irrésistibles attraits. « S'enfoncer dans les contrées de la lumière et de la gloire, où Alexandre et Mahomet ont vaincu et fondé des empires, y faire retentir son nom et le renvoyer en France répété par les échos de l'Asie, était pour lui une perspective enivrante, » a dit M. Thiers en racontant la campagne d'Égypte. C'était en effet là la secrète pensée de Bonaparte; lui-même avait dit : « Les grands noms ne se font qu'en Orient, » et il y voulait agrandir encore la renommée du vainqueur de l'Italie. Après avoir eu long-temps à combattre les irrésolutions du directoire, Bonaparte obtint enfin une armée pour conquérir l'Égypte et une flotte pour l'y conduire. Curieux de tous les genres de gloire, il ne voulut pas que son expédition fût seulement une entreprise militaire, il songea à faire profiter les sciences et les arts des victoires qui allaient lui livrer l'Égypte. Pour cette œuvre de guerre et de civilisation, il réunit les meilleures troupes, les généraux les plus illustres, les savants les plus renommés : trente-six mille hommes furent appelés de l'armée d'Italie; il choisit pour lieutenants Desaix et Kléber, dont les noms le disputaient presque au sien en éclat; enfin Monge, Berthollet, Fourier, Denon, Dolomieu, ses collègues de l'Institut, s'embarquèrent avec lui.

La flotte partit de Toulon le 19 mai 1798, s'empara le 10 juin de Malte, ce rocher réputé imprenable, et arriva en vue d'Alexandrie le 2 juillet suivant. Jusqu'alors l'expédition française était parvenue à échapper à la flotte anglaise, qui croisait en tout sens dans la Méditerranée, incertaine du véritable but de cette expédition, dont les préparatifs considérables lui avaient révélé l'importance. Au moment d'atteindre le rivage, on aperçoit une voile à l'horizon; Bonaparte se crut un moment poursuivi par les vaisseaux anglais, et, croyant une lutte prématurée alors qu'il ne pouvait s'appuyer à aucun point de la côte, il désespéra un instant. « Fortune, tu m'abandonnes, s'écria-t-il; quoi! pas seulement cinq jours? » Heureusement cette crainte était vaine; la fortune restait fidèle à Bonaparte : c'était un navire français. Bonaparte débarqua à quatre lieues d'Alexandrie, s'avança sur cette ville, l'emporta d'assaut et marcha sur le Caire, dont la possession devait assurer le succès de la campagne. Après une route pénible à travers des sables

brûlants, sous un ciel de feu, l'armée aperçut enfin, à la gauche au delà du Nil, les hauts minarets de la capitale de l'Égypte, et au loin resplendissantes sous l'ardeur du soleil les gigantesques pyramides de Giseh, témoins muets de tant de révolutions. A ce spectacle, elle oublia sa fatigue, les privations qu'elle subissait, et partagea tout l'enthousiasme de son chef.

Les mamelucks, qui, au nom de la Turquie, dominaient en Égypte, placés entre le Nil et les Pyramides, s'apprêtaient à défendre l'entrée du Caire aux Français : d'un côté ces dix mille guerriers, dont les brillants costumes, les armes étincelaient d'or et d'acier, cette multitude d'Arabes rangée sous leurs ordres ; de l'autre l'armée française, qui d'instant en instant attendait le signal du combat, animaient d'un admirable mouvement ce magnifique tableau. Avant d'engager la bataille, Bonaparte, le front rayonnant, le regard enflammé d'une inexprimable ardeur, parcourt les rangs de ses soldats; et, leur désignant du geste les grands monuments qui se dressent au milieu du désert : « Songez, soldats, leur dit-il, que du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent ! » Puis il donna l'ordre d'avancer. Chaque division formait un carré appuyé à ses angles par l'artillerie, les bagages et les généraux se tenaient au centre. Dès les premiers mouvements des troupes françaises, les mamelucks s'élancent sur elle; mais ils viennent constamment se briser contre ces murailles humaines dont le feu les décime. Enfin, après avoir successivement essayé de rompre les rangs de nos soldats, Mourad, qui commande les troupes égyptiennes, épuisé par ces attaques inutiles, se voit forcé de fuir vers la Haute-Égypte et de gagner le désert. Tandis que Desaix, Régnier et Dugua soutenaient vigoureusement le choc des mamelucks, la division Menou avait enlevé le camp d'Embabeh, adossé au Nil, et forcé ses défenseurs de chercher une périlleuse retraite à travers les eaux du fleuve. De toutes parts les ennemis avaient disparu; Bonaparte restait maître du champ de bataille des Pyramides, et rien désormais ne l'empêchait d'entrer au Caire. Dans leur défaite les mamelucks avaient perdu deux mille des leurs, quatre mille Arabes, cinquante canons et quatre cents chameaux.

Aussitôt après la victoire, Bonaparte s'occupa de consolider sa conquête; et, dans cette tâche nouvelle, il déploya cette surprenante activité, ces vues profondes, cette vive intelligence qui caractérisent partout l'action de son pouvoir. L'Égypte fut traitée plutôt en pays allié qu'en pays ennemi ; protégeant avec soin les croyances religieuses,

les traditions et les usages de ce peuple qu'il voulait unir intimement aux destinées de la France, Bonaparte, dans un célèbre ordre du jour à ses soldats, leur rappela avec énergie le respect qu'ils devaient aux mœurs, aux habitudes des mahométans, quelque différentes qu'elles fussent de celles de l'Occident. Aussi la sagesse de ses mesures, sa bienveillante tolérance, sa politique prudente ne contribuèrent pas moins à assurer son autorité, que la rapidité et l'éclat de ses victoires. Les Arabes, délivrés du joug pesant des mamelucks, considéraient, dans leur admiration fatale, Bonaparte comme l'envoyé de Dieu ; ils l'appelaient le favori d'Allah et de la victoire, et, à la suite de la bataille des Pyramides, on fit retentir le dôme de la mosquée du Caire d'un chant de litanie qui célébrait les exploits du vainqueur de l'Égypte : *Le favori de la victoire,* disait-il, *à la tête des braves de l'Occident, a détruit l'infanterie et les chevaux des mamelucks.*

Au milieu des devoirs de son administration et des soins multipliés de son commandement, le général de l'armée d'Égypte n'avait pas oublié les espérances que la science avait conçues de son expédition. Quand son pouvoir fut régulièrement établi au Caire, Bonaparte s'occupa d'organiser une commission scientifique qui prit le nom d'Institut d'Égypte ; il lui assigna des revenus considérables pour accomplir ses travaux, et la plaça dans un des palais du Caire. Monge eut la présidence de cette assemblée, dans laquelle Bonaparte ne voulut occuper que le second rang. Différentes commissions se partagèrent alors l'étude de l'Égypte, sous ses divers aspects historique, archéologique, agricole et géologique. On commença une carte exacte du pays, le cours du Nil fut soigneusement étudié ; pour la première fois on visita Thèbes aux cent portes, Memphis, dont les ruines attestent encore la grandeur ; on pénétra dans les profondeurs des Pyramides, et on arracha à ces tombes royales les restes qu'elles conservaient depuis tant de siècles.

Bien que l'expédition d'Égypte n'ait pas eu toutes les conséquences qu'on désirait, cependant elle donna d'importants résultats. La France, qui, cinq siècles auparavant, avait quitté cette terre en vaincue, remportant les restes inanimés de son roi, y était glorieusement rentrée par la victoire. Elle avait ouvert à la politique et à la science des voies nouvelles, avait fait entrer l'Orient plus avant dans la sphère de l'activité européenne; elle s'était enfin créé d'intéressantes relations et laissait après elle de nobles traditions de grandeur et de générosité, dont encore aujourd'hui le souvenir n'est pas effacé sur les rivages du Nil.



RÉVOLUTION DU 18 BRUMAIRE.

Lorsqu'il partit pour l'expédition d'Égypte Bonaparte ne se sentait « pas assez fort pour marcher seul, » a-t-il dit plus tard. A son retour de cette lointaine campagne, l'enthousiasme du pays lui annonça partout que l'heure des hautes destinées était arrivée. Durant son absence, le Directoire lui avait en quelque sorte ouvert la voie du pouvoir par la faiblesse de son administration, par les revers de sa politique extérieure. Bonaparte avait laissé le pays tranquille et fort, appuyé sur les républiques italiennes dont le traité de Campo-Formio avait reconnu l'existence; il le retrouva déchiré par les partis que le Directoire ne pouvait contenir, menacé sur ses frontières, déchu devant l'étranger.

Cette situation dangereuse, si propice à ses secrets désirs, avait rappelé Bonaparte de l'Égypte; la France le salua comme un libérateur : tous les regards, toutes les espérances se tournèrent vers lui; de Fréjus, où il était débarqué le 17 vendémiaire an VIII (octobre 1799), son retour fut jusqu'à Paris un véritable triomphe : on l'appelait le sauveur de la république, le défenseur de la liberté; tous les partis s'offraient à lui et

cherchaient à s'assurer l'appui de son bras et de sa gloire : l'hôtel de la rue de la Victoire était devenu le rendez-vous de tous les hommes qui se mêlaient alors à la politique. Le Directoire lui-même, quoique se défiant du vainqueur des Pyramides et d'Aboukir, entraîné par l'admiration publique remerciait officiellement de son retour le débarqué de Fréjus, et lui prodiguait les fêtes et les hommages. A ces empressements Bonaparte opposait une froide réserve, il affectait une apparente fatigue des affaires publiques, ne semblait désirer que le repos, mais en secret il agissait activement et préparait le coup d'État qu'il avait résolu. Il s'était rapproché de Sieyès, l'esprit le plus habile, l'intelligence la plus élevée du Directoire; Moreau, cédant à l'irrésistible séduction dont Bonaparte savait si bien fasciner ceux qu'il voulait s'attacher, avait promis son sabre à l'heure de l'action, enfin tous les officiers qui avaient fait sous les ordres du jeune ambitieux les campagnes d'Italie se serraient autour de lui. Le plan des conspirateurs était hardi : appuyés sur deux des directeurs, Sieyès et Roger-Ducos, ils voulaient demander au conseil des Anciens, dont l'assentiment était à peu près certain, un ordre de translation des conseils hors de Paris et faire remettre à Bonaparte le commandement suprême de la capitale. Une fois maître de la représentation nationale, on espérait en obtenir aisément, sous le prétexte d'un complot des jacobins, la création d'un gouvernement provisoire et le vote d'une constitution nouvelle.

La première partie de ce projet s'accomplit sans obstacles : sur la proposition du député Cornet, un décret transféra les conseils à Saint-Cloud et Bonaparte fut chargé du commandement de Paris. Aussitôt qu'il a reçu ce décret il va prêter serment, et adresse une proclamation aux habitants de Paris; puis, entouré de ses amis, des généraux associés depuis longtemps à sa fortune, il passe en revue dans le jardin des Tuileries les troupes de la garnison et leur adresse un appel énergique : « Dans quel » état ai-je laissé la France et dans quel état l'ai-je retrouvée! leur » dit-il. Je vous avais laissé la paix, et je retrouve la guerre! je » vous avais laissé des conquêtes, et l'ennemi presse nos frontières! » j'ai laissé les millions de l'Italie, et je retrouve des lois spoliatrices et » la misère! » Les soldats lui répondent par le cri de *Vive Bonaparte!* Tandis qu'aux Tuileries on s'assurait du pouvoir, au Luxembourg on retenait prisonniers Moulin et Gohier qui avaient essayé de résister aux conspirateurs et refusaient de se démettre de leurs fonctions directoriales; Barras seul, lâche et corrompu, avait cédé aux premiers ordres et s'était

enfui à sa terre de Grosbois. Le soir du 18 brumaire, il n'y avait plus d'autre autorité; la constitution était ouvertement violée et le Directoire, le gouvernement légal déchu. Cependant tout n'était pas terminé, il fallait encore que les conseils sanctionnassent cette révolution; les conspirateurs voulaient du moins conserver aux yeux du peuple une apparence de légalité. Les faubourgs s'agitaient, il suffirait d'un signe de résistance des conseils pour qu'une insurrection populaire compromît les succès qu'on avait obtenus.

Le 19 brumaire, Bonaparte, après avoir échelonné différents corps sur la route de Paris à Saint-Cloud et garni le château de troupes, y arriva avec son état-major. Les deux conseils étaient réunis : lorsque Bonaparte pénétra dans le conseil des Anciens, l'assemblée jurait d'un commun accord le maintien de la constitution; il monte à la tribune, et, dans un discours saccadé, interrompu par les exclamations des députés, par les cris des opposants, il dénonce les démocrates, qu'il accuse de conspirer, sollicite l'assemblée de sauver la république, et s'offre à exécuter fidèlement ses décisions. « La patrie n'a pas de plus zélé défenseur que » moi, dit-il; mais c'est sur vous seuls que repose son salut : il n'y a » plus de gouvernement, trois directeurs ont donné leur démission. » Les dangers sont pressants; évitons de perdre deux choses pour les- » quelles nous avons fait tant de sacrifices, la liberté et l'égalité... — Et » la Constitution? s'écrie un député. — La Constitution, réplique Bona- » parte, vous l'avez vous-même anéantie; vous l'avez violée au 18 fruc- » tidor, au 22 floréal, au 30 prairial. Elle n'offre plus de garantie aux » citoyens; elle ne peut point sauver la patrie, parce qu'elle n'est res- » pectée par personne. » Et il laisse les Anciens dans la crainte et l'incertitude que leur inspirent ces étranges paroles.

Du conseil des Anciens Bonaparte se dirige vers celui des Cinq-Cents, dans la pensée de justifier également sa conduite. L'assemblée était livrée à une menaçante exaltation : comme aux Anciens on avait solennellement renouvelé le serment de fidélité à la constitution; et Lucien Bonaparte, qui présidait l'assemblée, avait été forcé de le prêter. Un député provoquait un rapport sur la situation de la république, quand Bonaparte, escorté de quelques grenadiers, se présente à l'entrée de la salle. A sa vue tous les représentants se lèvent d'un mouvement unanime ou se précipitent vers l'audacieux interrupteur, et de toutes parts il entend : « A bas » le dictateur! Hors la loi! A mort le tyran! » Quelques-uns l'environnent, le repoussent en lui adressant de vives interpellations : « Que

« faites-vous, téméraire, que faites-vous? lui crie-t-on; vous violez le « sanctuaire des lois... Tous vos lauriers sont flétris... Sortez, sortez! » Bonaparte est ému, troublé. Pour la première fois il hésite, et il faut que ses grenadiers le viennent arracher de cette foule qui l'accuse et veut le proscrire. Sa retraite ne diminue pas le désordre, on demande la mise hors la loi de l'usurpateur; vainement Lucien essaie de le justifier, on ne l'écoute pas : « Misérables, dit-il avec fureur, vous voulez que je « mette hors la loi mon propre frère! » et il quitte le fauteuil de la présidence au milieu du tumulte.

La résistance énergique des Cinq-Cents déjouait les projets de Bonaparte. Étranger jusqu'alors aux agitations politiques, il demeurait incertain; il lui répugnait de violer à force armée la représentation nationale. Mais Sieyès et Lucien l'y excitent. Le président du conseil des Cinq-Cents monte à cheval avec son frère, tous deux haranguent les soldats, calomnient les intentions de l'assemblée, déclarent qu'une opposition factieuse opprime ses délibérations. Enfin Bonaparte s'écrie : « Soldats, « puis-je compter sur vous? — Oui, oui; vive Bonaparte! — Eh bien! je « vais mettre les agitateurs à la raison. » Le général Leclerc prend un bataillon, fait battre la charge, et pénètre dans la salle des Cinq-Cents. L'assemblée se lève avec indignation : « Au nom du général Bonaparte, « dit Leclerc, le conseil est dissous. » A cet ordre les députés répondent par le cri de « Vive la république! » et restent immobiles. « Repré- « sentants, je ne réponds plus de la sûreté du conseil, poursuit le général, « grenadiers, en avant! » Quelques députés se jettent au-devant des soldats et veulent protester; mais le bruit du tambour couvre leurs voix. Les grenadiers s'avancent lentement; et, sans injure, sans violence, cédant comme à regret à la voix qu'ils ont l'habitude de respecter, ils poussent les membres du conseil des Cinq-Cents hors de la salle par les portes du jardin. A cinq heures le lieu des séances était vide, et les représentants s'enfuyaient vers Paris. Aussitôt le conseil des Anciens et une trentaine de membres du conseil des Cinq-Cents se réunissent, légalisent, par un décret, les violences de cette journée, et nomment consuls Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos. Le mouvement du 18 brumaire était accompli, la révolution s'arrêtait; et la France, qui remettait ses destinées au génie d'un seul homme, put dire avec Sieyès : « Nous avons un maître; il sait « tout, il fait tout, il peut tout. »



PASSAGE DES ALPES.

Durant l'expédition d'Égypte, la France, affaiblie par les luttes des partis, livrée à un gouvernement inhabile et sans force, avait perdu en Europe l'ascendant que lui avaient conquis Hoche et Bonaparte. A son retour, celui-ci trouva la frontière de nouveau menacée par la coalition; et le premier consul, maître du pouvoir par le coup d'État du 18 brumaire, n'en recueillit que les périls et la lourde responsabilité. En présence de l'Europe liguée contre lui, Bonaparte semblait n'avoir pas d'autre ressource que la guerre; mais, préférant affermir son autorité par la paix plutôt que par la conquête, avant de recourir aux armes il voulut tenter la voie des négociations. Ses efforts réussirent en partie.

Il détacha d'abord la Russie de l'alliance étrangère par un procédé plein de grandeur et de générosité. Depuis les dernières campagnes de Brune en Hollande et de Masséna en Suisse, un grand nombre de Russes étaient restés prisonniers en France; Bonaparte les réunit, les fit habiller chacun avec l'uniforme de son régiment, et les renvoya dans leur pays sans aucune proposition d'échange. Cette démarche désintéressée, supérieure aux calculs d'une politique étroite et haineuse, toucha profondément l'em-

pereur Paul Ier, et, jusqu'à sa mort, il se sépara des ennemis de la France. Le premier consul obtint également la neutralité de la Prusse, qui décida celle de la Suède et du Danemark ; mais il échoua auprès de l'Autriche et de l'Angleterre. La première, fière de ses succès en Allemagne et en Italie, espérait pouvoir enfin triompher de la Révolution ; et quant à l'Angleterre, sa haine repoussait tout accommodement : il fallait qu'elle ou la France succombât dans la lutte.

Bonaparte avait écrit directement au roi d'Angleterre, en l'invitant à mettre un terme à une guerre à laquelle était attaché le sort de toutes les nations civilisées ; on lui avait répondu par des conditions inacceptables, il dut se préparer à combattre. Une loi ordonna la levée de deux cent mille conscrits . on rappela trente mille vieux soldats, l'artillerie et le génie furent entièrement réorganisés, et les hostilités interrompues par l'hiver recommencèrent au mois d'avril 1800. Moreau, à la tête de l'armée du Rhin, fut chargé de garantir la frontière de l'est, menacée par le général Kray ; et toute l'attention de Bonaparte se concentra vers le midi, où la situation était surtout dangereuse.

Cent vingt mille Autrichiens, sous les ordres de Mélas, avaient envahi l'Italie, les communications de l'armée française étaient coupées, et, tandis que Masséna se renfermait dans Gênes avec dix-huit mille hommes, Suchet, repoussé jusqu'à la frontière de Provence, se retirait derrière le Var. Ce fut alors que Bonaparte résolut de surprendre l'ennemi par une de ces marches hardies qui décident du sort d'une campagne. Mesurant du regard la route autrefois suivie par Annibal, il se décida à y faire passer les soldats de la République et à franchir les grandes Alpes pour descendre dans la Lombardie ; tandis que Mélas l'attendait dans les Alpes de Savoie : projet hardi que le succès pouvait seul justifier.

Une armée de cinquante mille hommes avait été formée à Dijon, mais avec tant de mystère qu'à peine savait-on qu'elle existât. Les différents corps disséminés dans le Jura et la Savoie étaient pour ainsi dire cachés, prêts cependant à se rejoindre au premier ordre.

Enfin, le 6 mai 1800, le premier consul quitte précipitamment Paris, arrive à Genève, où l'attendaient trente-cinq mille hommes, et se trouve le 15 mai avec son armée au pied du mont Saint-Bernard. Bonaparte avait agi avec sa promptitude ordinaire ; on ignorait encore son départ que déjà il s'engageait dans les défilés des Alpes. Toutes les difficultés avaient été prévues, toutes les dispositions prises pour que le mouvement s'opérât avec rapidité. Le général Marescot avait été chargé de la recon-

naissance du Saint-Bernard ; au retour de cette mission Bonaparte lui dit : « Peut-on passer ? — Oui, cela est possible, répondit Marescot. — Eh bien ! partons! » dit le premier consul ; et l'on se mit en marche.

C'était la première fois que, depuis le passage d'Annibal par les grandes Alpes, on voyait une armée se frayer une route à travers ces rochers escarpés, ces glaces éternelles. Pour tenter avec le train considérable des armées modernes, avec de l'artillerie et un lourd matériel, cette voie qui avait semblé presque impossible aux soldats légèrement équipés de Carthage, il fallait l'heureuse audace du vainqueur d'Arcole et des Pyramides.

Le 17 mai, trente-cinq mille hommes abordent le grand Saint-Bernard. Des mulets portent les affûts démontés et les munitions renfermées dans des sacs; les pièces de canon sont placées dans des troncs d'arbres creusés à l'avance, cent soldats s'attellent à chacune d'elles et les montent jusqu'au haut du col. A chaque pas les obstacles se multiplient devant les soldats de la République, dans ces chemins impraticables; mais rien n'arrête la puissante volonté qui dirige l'expédition. Enfin l'armée, avec son artillerie et ses bagages, atteint les sommets des Alpes, et son courage s'anime à la vue de ces riches plaines de la Lombardie où la victoire l'attend. Après une halte de quelques heures, durant laquelle elles reçoivent l'hospitalité des religieux de l'hospice du mont Saint-Bernard, nos troupes reprennent leur pénible marche et descendent avec plus de dangers encore les pentes rapides du Piémont ; les lignes infinies de soldats se développent au milieu de ces neiges éclatantes, sous lesquelles disparaissent tous les chemins; les chants patriotiques éveillent les lointains échos des Alpes ; s'il se présente un obstacle, il est enlevé au pas de course comme une redoute ennemie : l'ardeur française éclate au milieu de ces précipices de glace comme sur le champ de bataille. L'armée, remplie de confiance dans le génie de son chef, semble pressentir la grandeur de ses desseins, et chacun veut y concourir de tous ses efforts.

On était entré le 17 mai dans les défilés des Alpes ; le 18, de son quartier-général de Martigny, Bonaparte l'annonçait au ministre de la guerre par la lettre suivante. « Citoyen ministre, écrivait-il, je suis au » pied des grandes Alpes, au milieu du Valais. Le grand Saint-Ber- » nard a offert bien des obstacles, qui ont été surmontés avec ce courage » héroïque qui distingue les troupes françaises dans toutes les circonstan- » ces. Le tiers de l'artillerie est déjà en Italie, l'armée descend à force, » Berthier est en Piémont : dans trois jours tout sera passé. » Le 22,

cette grande manœuvre stratégique, que devait couronner la glorieuse campagne d'Italie de 1800, était accomplie.

Cependant, au moment d'atteindre la Lombardie, Bonaparte faillit échouer par la résistance inattendue du fort de Bard, qui commandait le seul chemin ouvert aux Français. Le moindre retard pouvait compromettre le succès de la campagne, en permettant à Mélas, avancé vers la Provence, de se replier sur Milan; et toute l'armée se voyait arrêtée par une barrière inexpugnable, dont les canons plongeaient à bout portant sur la route qu'on devait suivre. On parvint cependant à faire passer l'infanterie et la cavalerie par des sentiers taillés à vif dans les rochers des montagnes d'Albaredo; mais l'artillerie ne pouvait prendre cette voie : il fallait qu'elle traversât le chemin dominé par le fort de Bard. Alors Bonaparte, se fiant à sa fortune, recourt à un de ces audacieux moyens qui lui réussirent si souvent; il fait couvrir la route de matelas et de fumier, on garnit de paille les roues des affûts, les caissons et les pièces sont enveloppés de feuillage, et, pendant la nuit, les munitions et l'artillerie passent à une demi-portée de fusil sous les batteries mêmes du fort de Bard. Quand la garnison autrichienne voulut s'opposer à cette marche hardie, une partie du transport était déjà effectuée; et les derniers convois reçurent sans s'émouvoir, sans se troubler, sans ralentir un instant leur pas, le feu des canons ennemis.

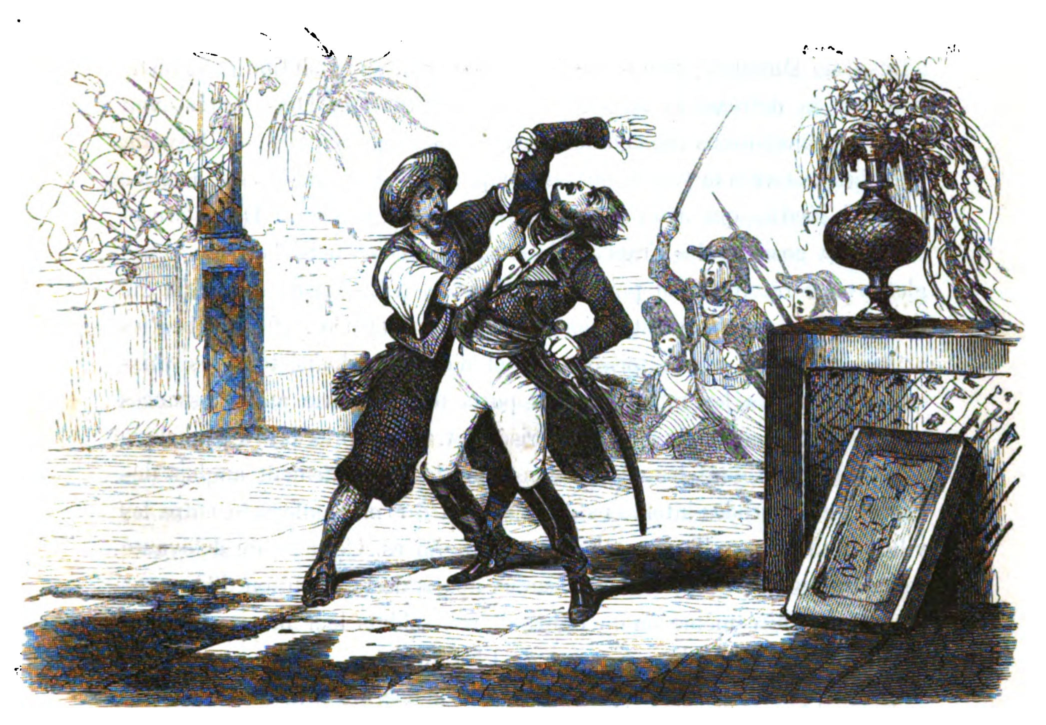
Quelques jours après, Bonaparte, maître de la Lombardie, décrétait le rétablissement de la République Cisalpine. Le 2 juin, enfin, il entra à Milan, d'où il adressa à ses soldats une proclamation dans laquelle il leur présageait la victoire qu'ils allaient obtenir bientôt à Marengo.

« Soldats, leur disait-il, vous rendrez la liberté et l'indépendance au » peuple de Gênes; il sera pour toujours délivré de ses éternels en» nemis !

» Aurait-on donc impunément violé le territoire français ? laisserez» vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos » familles ? Vous courrez aux armes ! Eh bien ! marchez à sa poursuite, » opposez-vous à sa retraite, arrachez-lui les lauriers dont elle s'est » parée, et apprenez au monde que la malédiction est sur les insensés qui » osent insulter le territoire du grand peuple !

» Le résultat de tous nos efforts sera : Gloire sans nuages et paix so» lide ! »

La gloire en effet accompagnait partout cette héroïque destinée, mais la paix devait lui manquer toujours pour affermir sa puissance.



ASSASSINAT DE KLÉBER.

Bonaparte abandonnant l'Égypte en avait laissé le commandement supérieur à Kléber, une des plus brillantes et des plus solides renommées militaires de la révolution. Dévoué à la république, à laquelle il devait sa fortune; général d'une capacité reconnue, éprouvée, Kléber était avec Desaix et Moreau un des rivaux que l'opinion publique opposait à l'ambitieux chef de l'armée d'Italie. Kléber accepta la mission qui lui était confiée, mais avec l'intention de terminer l'expédition et de ramener à sa patrie menacée les vaillants soldats de l'armée d'Orient. Toujours contraire à la campagne d'Égypte, irrité d'ailleurs du départ précipité de Bonaparte, séparé de la France par les croisières anglaises, privé de ressources, d'appuis, chargé de la conduite d'une armée qui s'affaiblissait sans cesse sous ce climat dévorant, il se sentit découragé et ne désirait plus que le retour. Par l'entremise du commandant de la flotte anglaise, Sidney Smith, il ouvrit donc des négociations avec la Porte Ottomane, et conclut définitivement un traité, signé à la forteresse d'El-Arish, par lequel l'armée française devait évacuer le pays à la condition d'être

transportée en France sur les vaisseaux anglais; et en même temps il adressa au Directoire une lettre où il annonçait sa résolution et la justifiait par sa détresse et les dangers de sa situation. Déjà, après avoir selon les conventions remis aux Turcs les places principales de l'Égypte, il se dirigeait vers la côte avec ses troupes afin de s'embarquer, lorsque l'amiral Keith, qui avait intercepté la lettre envoyée au Directoire et croyait la position des Français désespérée, signifia à Kléber que l'Angleterre ne reconnaissait point la convention d'El-Arish, et qu'elle ne consentirait à aucune capitulation avant que son armée n'eût mis bas les armes, ne se fût rendue prisonnière et n'eût abandonné tous ses vaisseaux et toutes les munitions des ports d'Alexandrie aux puissances alliées. Et c'était après avoir autorisé le traité, après être en quelque sorte intervenu dans les négociations, que le gouvernement anglais déclarait de si perfides intentions et tenait notre armée enfermée entre les villes rendues aux Turcs et les flottes anglaises. Cet acte de déloyauté semblait devoir anéantir les malheureux débris de l'expédition d'Égypte; mais l'extrémité même où on réduisait nos soldats leur inspira un courage qui nous rendit la possession de l'Égypte.

Kléber, pressé de toutes parts, retrouva son énergie et la communiqua à ses troupes; il mit à son ordre du jour l'étrange déclaration de lord Keith, et la fit suivre de ces éloquentes paroles : « Soldats, on ne répond à une « telle insolence que par des victoires; préparez-vous à combattre! » Puis, avec dix mille hommes, il marcha contre les Turcs, les attaqua près des ruines d'Héliopolis, les mit en pleine déroute et s'empara de leurs canons, de leurs bagages, de leurs chameaux; après cette victoire décisive il revint sur le Caire, bombarda la ville, que lui livra un siége de dix jours, et ramena tout le pays à la domination française. Ces rapides succès relevèrent la confiance du général en chef; les nouvelles récemment arrivées de France lui avaient appris le mouvement du 18 brumaire, et, plutôt que d'aller ou combattre ou subir l'influence du premier consul, il conçut le dessein de réaliser enfin la colonisation de l'Égypte, de s'établir sur les rives du Nil et d'y attendre, dans l'indépendance que lui assurait le gouvernement de cette lointaine contrée, l'issue des événements dont la France était alors le théâtre. Ses triomphes récents le secondaient merveilleusement; ce retour de fortune contre toute attente semblait aux habitants de l'Égypte le résultat d'une décision supérieure : ils considéraient le général en chef avec un mélange de terreur et d'admiration; son invariable fidélité à sa parole avait gagné leur confiance, la

justice de son administration acheva leur soumission. Kléber réorganisa les finances, forma différents corps indigènes, rétablit l'ordre et le calme autour de lui; son activité enfin allait vraisemblablement acquérir pour toujours cette conquête à la France, lorsque l'attentat d'un fanatique enleva tout à coup l'habile général à la gloire de cette grande entreprise.

Le 14 juin 1800, Kléber, après avoir passé la revue de la légion grecque, vint au Caire pour examiner des travaux qu'on faisait au palais qu'il habitait. Avant de les visiter, il assista à un brillant déjeuner chez le général chef d'état-major général; des membres de l'Institut, des officiers étaient réunis à ce repas, où Kléber se montra plus gai que de coutume. Le succès qui couronnait ses efforts, le développement des établissements français, les témoignages d'affection qu'il recevait de la population avaient dissipé sa froideur ordinaire; il était animé, aimable, expansif : aucun de ceux qui l'entouraient ne pressentait que ce joyeux déjeuner fût un banquet d'adieux. A deux heures, le général, accompagné seulement de Protain son architecte, se rendit à son palais; pour y arriver il suivait une longue galerie ombragée d'une épaisse vigne, qui liait l'habitation du major-général à celle du général en chef, et s'entretenait avec son architecte des embellissements qu'il projetait, quand un musulman, sortant à l'improviste d'une galerie voisine, s'approche de Kléber, s'incline devant lui comme pour embrasser sa main et, profitant du premier instant de surprise qu'excite sa présence, se relève et porte un coup de poignard au général en chef de l'armée d'Égypte : « A moi, » guide, je suis assassiné! » s'écrie Kléber, qui venait d'apercevoir au loin un de ses guides; il essaie encore de s'appuyer au mur de la terrasse et tombe baigné dans son sang. A peine Protain a-t-il vu cette action qu'il se jette sur l'assassin et engage avec lui une lutte, dans laquelle il reçoit six blessures; son adversaire alors le laisse évanoui, revient sur Kléber, qu'il frappe trois fois encore, bien que déjà le premier coup fût mortel, s'échappe de la galerie et, n'espérant pas trouver une issue pour fuir du palais, se cache dans les hautes plantes des jardins.

Cependant l'alarme s'était répandue, le cri d'angoisse de Kléber avait retenti; bientôt les gardes, les officiers, tous ces amis avec lesquels naguère il portait la santé de la république l'entouraient essayant d'en obtenir quelques paroles : ils l'interrogèrent vainement, Kléber ne put parler. Quelques instants plus tard le général en chef de l'armée d'Égypte rendait le dernier soupir, la France perdait un de ses plus nobles enfants, un de ses plus intrépides défenseurs.

Tandis qu'on transportait Kléber dans l'appartement du major-général on fouillait le palais et les jardins dans tous les sens, sur tous les points. Deux guides amenèrent un jeune homme qu'ils avaient surpris caché sous un napal touffu : l'architecte Protain, revenu à lui, reconnut l'assassin, qui fut jeté en prison ainsi que trois ulémas de la grande mosquée du Caire. Lorsqu'elle apprit le meurtre de son chef l'armée fut saisie d'une consternation profonde, qui se changea bientôt en une ardente soif de vengeance. Tout s'agita dans la ville; les habitants se renfermaient avec terreur dans leurs maisons, les magasins se fermaient. Nos soldats, furieux, égarés, parcouraient les rues jetant autour d'eux des regards menaçants et criant : « Aux armes ! vengeons, vengeons Kléber ! » Ce ne fut pas sans peine qu'on put contenir l'excès de cette légitime douleur, et il fallut du moins que le châtiment des coupables satisfît pleinement le ressentiment public.

D'abord Soleyman et les ulémas avaient tenté de nier; mais la torture de la bastonnade força bientôt des aveux complets. On apprit que le jeune Soleyman avait été envoyé au Caire par le vizir Jussouf, qui prétendait se venger ainsi de ses défaites. Au Caire, les ulémas de la grande mosquée, à qui on l'avait adressé, avaient exalté par leurs encouragements l'imagination du musulman; puis ils lui remirent un poignard et lui montrèrent Kléber. Un exemple était nécessaire; l'armée d'ailleurs réclamait une expiation rigoureuse. Soleyman fut condamné à avoir le poing brûlé et à subir ensuite l'affreux supplice du pal : ses complices eurent la tête tranchée. La fermeté inébranlable avec laquelle ce malheureux insensé supporta les angoisses d'une mort horrible éveilla la pitié sur ses dernières souffrances.

Depuis que Kléber était mort, toutes les demi-heures on tirait un coup de canon en signe de deuil. Le 17 juin, dès la pointe du jour, des salves d'artillerie annoncèrent à l'Égypte les funérailles du général, qui furent célébrées avec une pompe digne de ce grand nom et des regrets de l'armée. Le corps de Kléber, placé sur un char tendu de velours noir semé de larmes d'argent et entouré de trophées, de drapeaux, de lauriers, fut conduit à la redoute d'Ibrahim, où il devait être enseveli. Tous les corps de l'armée, les principales autorités du Caire, les généraux environnaient le noble cercueil, sur lequel les soldats jetèrent à l'envi des couronnes de cyprès et de lauriers tandis qu'un membre de l'Institut, Fourier, prononçait l'éloge du héros qu'on pleurait.



NAPOLÉON AU CONSEIL D'ÉTAT.

Ce serait méconnaître toute l'étendue du génie de Napoléon de ne le considérer qu'au travers des gloires du champ de bataille. Pour apprécier convenablement cette vaste intelligence, pour juger de ses aptitudes diverses, de sa fécondité, il faut suivre l'empereur dans les mouvements variés de sa puissance, le voir tour à tour visiter les chantiers d'Anvers, ouvrir la route audacieuse du Simplon, inaugurer un monument, en même temps tracer un plan de campagne et dicter un règlement d'administration publique; pour rendre justice enfin à cette prodigieuse activité, à cette expérience du génie, à cette vigueur et à cette finesse de vues qui étonnent toujours quand on s'arrête à les examiner, il est en quelque sorte nécessaire de s'attacher à tous les travaux qui signalèrent ce règne merveilleux, et de rechercher partout la trace de cette infatigable vigilance. Rien ne paraissait étranger à Napoléon, les sciences les plus différentes, les recherches les plus opposées; il savait tout ou plutôt il devinait tout, car, dans bien des circonstances, c'est seulement ainsi qu'on peut s'expliquer les subites lueurs dont il vint éclairer les questions

les plus compliquées. Mais quel que soit l'objet sur lequel s'exerce cette haute intelligence, elle se manifeste toujours avec un même éclat; et si l'on étudie Napoléon dans la vie civile ou politique, il n'apparaît pas moins grand que dans la vie militaire. L'empereur enfin n'est pas seulement un général, ce n'est pas un roi, ce n'est pas un homme d'État : c'est tout cela à la fois. Lui-même se plaisait parfois à le faire remarquer, et, quelque éclatante que fût sa renommée militaire, il ne voulait pas qu'elle l'absorbât tout entier. « Ce n'est pas comme général que je gouverne, » dit-il aux premiers jours de sa puissance, mais parce que la nation croit » que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement. » Déjà, dans ses campagnes d'Italie, il s'était montré sous le double aspect du général d'armée et de l'homme d'État : entre deux victoires il organisait les républiques italiennes, négociait avec l'Autriche et plaçait son nom au bas d'un traité de paix. Durant la période de l'Empire, il souffrit moins encore que le chef politique s'effaçât derrière le général; souvent, à la veille d'un engagement sérieux, il s'occupa d'affaires civiles et d'administration intérieure, comme pour rappeler à la France qu'il régnait autrement que par l'épée.

Au retour de ses grandes campagnes d'Allemagne, il se rendait aussitôt au Conseil d'État; et il ne le présidait pas avec moins d'intérêt qu'il ne disposait ses lignes le jour d'une bataille. Lorsqu'il pouvait pendant quelques mois quitter son bivouac, il assistait assidument aux séances du Conseil d'État; et, même aux plus expérimentés, il fournissait toujours quelque vue nouvelle. Cette assemblée législative, où étaient réunis tous les hommes distingués par leur savoir, plaisait singulièrement à l'empereur : c'est là seulement qu'il autorisait la discussion. Dans le Corps législatif, dans le Tribunat tant qu'il exista, il redoutait le retentissement qu'avaient dans l'Empire les accents d'opposition pour l'influence fâcheuse qu'ils exerçaient sur les affaires; mais au Conseil d'État la liberté de la parole était entière : chacun pouvait exposer hardiment son opinion, c'était une réunion de famille; l'empereur s'y exprimait sans réserve, et chacun était autorisé à l'imiter. Si la gloire militaire de Napoléon a pour théâtre les champs de bataille, on peut dire que sa supériorité politique et administrative éclata surtout dans les réunions du Conseil d'État; il en avait fait l'école de ses hommes d'État et de ses administrateurs, les plus habiles que la France eut jamais. Dès le commencement du Consulat, il avait réservé à cette réunion, formée des meilleurs esprits qui l'environnaient, une importance et une place supérieu-

res à celles des assemblées législatives. « N'acceptez pas votre nomination, dit le premier consul à Rœderer, dont le nom avait été placé sur « la liste des trente premiers sénateurs, qu'irez-vous faire là? Il vaut « mieux entrer au Conseil d'État, il y a là de grandes choses à faire. »

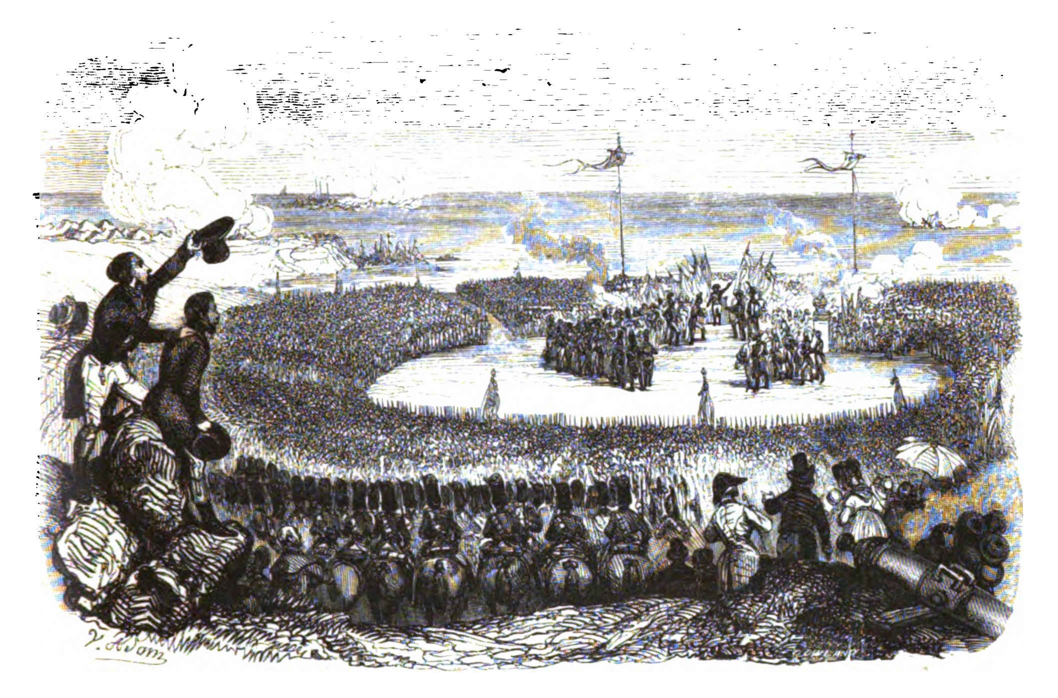
En effet, la rédaction du Code civil, cette grande œuvre d'unité législative qui consomma véritablement la révolution et l'implanta, comme on l'a dit, dans le foyer domestique, allait pour ainsi dire inaugurer l'installation du Conseil d'État. Pendant trois années, Bonaparte assista régulièrement aux séances et prit une part active aux débats. « Il parlait, « dit l'un des rédacteurs du Code civil, M. Thibaudeau, sans apprêt. « sans embarras, sans prétention, avec la liberté et sur le ton d'une con- « versation qui s'anime naturellement. Il n'y fut jamais inférieur à aucun « membre du Conseil; il égala quelquefois les plus habiles par sa facilité « à saisir le nœud des questions, par la justesse de ses idées et la force « de ses raisonnements, il les surpassa souvent par le tour de ses phrases « et l'originalité de ses expressions. » Parfois, après une discussion longue et animée, au milieu d'avis contradictoires, Napoléon, sortant d'une silencieuse réserve, indiquait le point décisif de la question, d'un mot l'éclaircissait et la résumait dans une phrase nette et incisive. Ainsi, dans une des séances consacrées à la section de l'état civil, on avait longuement débattu les articles relatifs à la situation des militaires français sur le territoire étranger, on cherchait comment serait constaté leur état civil, quels officiers seraient chargés de le dresser, quelle serait la forme spéciale de la rédaction des actes, lorsque Napoléon, prenant tout d'un coup la parole, montra sur ce point la véritable législation : « Le militaire « français n'est jamais chez l'étranger, lorsqu'il est sous les drapeaux; où « est le drapeau français, là est la France. » Et rien ne distingua l'état civil de nos soldats sur le territoire étranger, de celui des citoyens sur le sol français; la rédaction des articles demeura la même, ou plutôt on appliqua les dispositions générales. « Où l'élève de Brienne avait-il pris « cette spécialité du légiste? remarque M. A. Renée dans un savant « travail sur Napoléon. On se rappelle qu'il dévorait tous les livres, et « on peut supposer que le Digeste et les Pandectes ne l'avaient pas re- « buté. Son ardente curiosité se portait sur tout; et en effet il inclinait « plus qu'aucun de ses collègues vers la législation romaine, dont il dé- « fendit avec chaleur plus d'un principe et qu'il fit pénétrer dans le « Code français. »

Napoléon prolongeait volontiers les discussions, et plus d'une fois on

dut l'avertir que l'heure était trop avancée pour ne pas suspendre la séance; mais néanmoins, quelque assidus et difficiles que fussent les travaux, on recherchait avec empressement l'honneur de faire partie d'une assemblée présidée par l'empereur et dans laquelle il avait appelé Merlin, Portalis, Cambacérès, Treilhard, Siméon, Fourcroy, Chaptal, Rœderer, Gouvion Saint-Cyr, tous les hommes enfin qui s'étaient acquis quelque renommée dans les diverses branches du gouvernement. Le Conseil d'État se réunissait habituellement aux Tuileries; quelquefois à Saint-Cloud, mais rarement. Lorsque l'empereur n'était pas à l'armée, à l'heure des séances on entendait le tambour battre aux champs dans le grand escalier des Tuileries, les sentinelles présentaient les armes, un huissier annonçait : « Sa Majesté l'empereur! » et Napoléon, précédé d'un chambellan et suivi d'un aide-de-camp, paraissait et prenait place.

Son fauteuil, élevé d'une marche au-dessus du sol, était à l'une des extrémités de la salle; à sa gauche et à sa droite se tenaient les princes et les grands dignitaires. Aussitôt que l'empereur avait pris place la séance commençait, et, quel que fût le rang des retardataires, aucun ne pouvait plus pénétrer dans la salle. Souvent, pendant les discussions, Napoléon, absorbé par les soucis de sa politique, semblait étranger à ce qui se disait autour de lui; mais, lorsqu'il avait à donner son avis, on restait surpris de l'entendre clairement traiter la question débattue, repousser ou accueillir les opinions qu'on avait émises, et conclure sur le tout sans que rien laissât deviner la moindre distraction. Ces débats législatifs, auxquels il laissait une complète indépendance, duraient de longues heures, et sous la présidence de l'empereur on vit fréquemment des séances ouvertes à dix heures du soir se terminer à cinq heures du matin.

Sa parole variait selon les sujets; habituellement il était surtout précis, formel, décidé, avare de mots et de détours. Parfois, lorsque quelque événement politique l'avait vivement affecté, il s'en expliquait avec cette force, cette éloquence naturelle et pleine, ces mouvements passionnés que lui inspiraient son imagination méridionale et les grands événements de sa vie. Ces épanchements, qui associaient si intimement le Conseil d'État à ses destinées, furent fréquents dans les derniers temps de l'Empire. On eût dit qu'alors Napoléon se soulageait ainsi du poids de son impassibilité officielle, qu'il voulait se montrer tout entier à ceux dont des revers soudains devaient sitôt le séparer, et leur expliquer du moins, s'il ne pouvait les réaliser, ces projets, ces grandeurs qu'il désirait pour la France.



DISTRIBUTION DES CROIX D'HONNEUR

AU CAMP DE BOULOGNE.

Élevé au trone impérial par le vœu de la France, Napoléon voulut que son autorité reçût en quelque sorte la triple sanction de la nation, de l'armée, et enfin de la religion, à laquelle il venait de rendre ses temples. Il avait obtenu déjà celui du peuple; sur trois millions cinq cent vingt-quatre mille cinq cent soixante-dix-neuf citoyens appelés à voter sur cette importante question, trois millions cinq cent vingt et un mille six cent soixante-quinze avaient demandé que Napoléon reçût le titre d'empereur; bientôt nous verrons le souverain pontife franchir les Alpes et venir à Notre-Dame de Paris sacrer le « nouveau Charlemagne. » Ce fut au camp de Boulogne que Napoléon fit reconnaître par ses soldats la haute dignité dont la nation récompensait ses services, et qui renouvelait pour l'heureux lieutenant d'artillerie de La Fère toutes les grandeurs du chef de la dynastie carlovingienne.

La fête du camp de Boulogne fut surtout une fête militaire : Napoléon

s'y montra entouré des compagnons de ses victoires, de ces fiers enfants de la révolution, qu'il venait de revêtir du titre long-temps oublié de maréchal; et pour la première fois il distribua à ses troupes les croix de l'ordre de la Légion-d'Honneur, qu'il avait substituée dans les derniers jours du Consulat au sabre d'honneur, seule récompense exceptionnelle accordée sous la République aux actes d'un courage supérieur. L'institution impériale, accueillie d'abord avec mécontentement, était bientôt devenue populaire. Tous les soldats enviaient cette décoration, ils la préféraient même à un grade supérieur, et pour l'obtenir ils ne reculaient devant aucun danger. Dans cette grande journée du camp de Boulogne, l'empereur, avec cet instinct merveilleux de convenance qu'il mettait dans ses rapports avec l'armée, s'effaça devant le général, et si Napoléon accueillit volontiers les cris de : Vive l'empereur! dont on saluait sa présence, ce fut moins pour satisfaire son orgueil que pour renvoyer de l'autre côté du détroit ces acclamations qui consacraient d'une si éclatante façon le nouveau gouvernement de la France. Ce n'est pas en effet sans une secrète intention qu'il choisit pour son sacre militaire cette plage de Boulogne, d'où on menaçait depuis six mois l'Angleterre d'une invasion, et dont les canons éveillaient au loin les échos de Douvres; et si parfois l'empereur apparut dans tout l'éclat de sa puissance, ce fut surtout afin qu'on l'aperçût des côtes d'Angleterre et qu'on pût juger de la force d'une nation unie à un semblable chef par les liens solides d'une admiration et d'un dévouement absolus.

Arrivé à Boulogne le 24 juillet, Napoléon avait consacré un mois à inspecter le camp établi sur les bords de la Manche; chaque brigade avait été passée en revue, chaque baraque visitée, et l'empereur dut se trouver satisfait de l'enthousiasme qu'excita partout sa présence. Le camp avait alors un admirable aspect : de larges rues, qui toutes portaient le nom d'un grand combat ou d'un général illustre, séparaient les différents corps. Au centre des parterres formés devant les tentes se dessinait en verdure l'N impérial; des statues rapidement ébauchées durant les loisirs du camp, des colonnes de stuc, des faisceaux d'armes, des trophées décoraient les places et les voies principales de cette ville improvisée, qu'animait l'immense population militaire réunie sur ce point. Les troupes qui se rendaient aux revues, les trains qui circulaient, les fournisseurs des régiments, tous s'agitaient avec bruit, traversaient incessamment le camp; les propos joyeux, les chants militaires retentissaient sous chaque tente : puis par instant l'éclat du canon couvrait tous ces bruits, tout ce

mouvement; c'était un combat simulé de la flottille d'invasion, ou l'attaque de quelque frégate anglaise, ou l'empereur qui sortait de son quartier et dont on saluait le passage.

Le 16 août 1804, cent mille hommes, appelés des différents camps formés sur les côtes de la Manche, sont réunis dans un vaste amphithéâtre tracé naturellement en face de la mer à la droite du port de Boulogne. Au milieu de cet espace immense s'élevait un tertre entouré d'étendards et de drapeaux surmontés d'aigles d'or qui le dominait entièrement : c'est là qu'était placé l'empereur entouré de ses maréchaux, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Serrurier, tous les noms enfin qui s'étaient si rapidement illustrés aux côtés du vainqueur d'Italie dans les dernières guerres de la République. Sur cette hauteur, au centre de laquelle se trouvait le trône impérial, se dressait un brillant trophée formé des drapeaux que Bonaparte avait enlevés depuis dix ans à l'ennemi, à Lodi, à Arcole, à Rivoli, aux Pyramides, à Aboukir, à Marengo, nobles étendards payés du sang de la France, et qui attestaient à la fois son courage et sa gloire. Cette décoration militaire, la seule dont Napoléon voulut que cette fête fût ornée, était surmontée d'une large couronne formée de branches de laurier et de chêne entrelacées, et sur laquelle s'agitaient les queues empourprées prises autrefois aux enseignes de beys d'Égypte. De toutes parts s'étendaient au loin les lignes infinies de cette armée en qui ces drapeaux, ces couronnes, tout cet appareil éveillaient tant de glorieux souvenirs.

L'empereur, accompagné de ses frères, des grands dignitaires de l'empire, des hauts officiers de la couronne, après avoir parcouru les rangs monte à la place qu'on lui avait préparée; l'armée tout entière présente les armes, deux mille tambours battent aux champs, les clairons font éclater leurs fanfares, les spectateurs de cette fête disent le nom de Napoléon, tout s'agite, tout s'émeut pour lui témoigner l'admiration qu'il excite. Enfin, le bruit s'éteint lentement, les cris s'arrêtent, et le solennel silence de cette heure n'est plus troublé que par le frémissement involontaire qui s'échappe des grandes assemblées et par le lointain murmure de la mer. Alors Napoléon s'avance en vue de ses troupes et, étendant la main, prononce le premier le serment de l'ordre de la Légion-d'Honneur, que répètent avec enthousiasme les nouveaux légionnaires formés en pelotons à la tête de chaque colonne. Les retentissements des batteries du port, les canons de la flottille qui manœuvre devant Boulogne,

les ardentes acclamations de ces soldats qui bientôt allaient porter dans toutes les capitales le drapeau aux trois couleurs, l'aigle impériale, saluent ce moment solennel où l'empire est pour ainsi dire inauguré. Après le serment, Napoléon lui-même remet la décoration de la Légion-d'Honneur aux braves qui les premiers ont mérité cette distinction; et l'armée tout entière passe devant lui en inclinant ses drapeaux devant l'empereur, auquel elle vient de se lier par de nouveaux serments. Tandis que les colonnes d'infanterie se déployaient sur les coteaux pour venir ensuite défiler devant le trône, une division de cinquante voiles, avant-garde de la flottille du Havre, paraît à la hauteur d'Alpreck et vient compléter l'ensemble de cette grande scène. La fête se continua pendant une partie de la nuit et, dans l'obscurité, on put des rivages de l'Angleterre voir étinceler le chiffre de Napoléon répété dans les airs par les ingénieuses combinaisons de l'artifice, et entendre long-temps encore les joyeux cris, les vives acclamations qui éclataient sur son passage.

Avant qu'il abandonnât le camp de Boulogne pour aller visiter la Belgique et les départements du Rhin, son armée offrit à l'empereur un noble hommage d'admiration : elle lui vota une statue colossale en bronze qui devait être placée au milieu du camp pour conserver d'une façon durable le souvenir de la cérémonie dont Napoléon avait été le héros. Ce projet fut accueilli avec empressement, et chaque soldat voulut contribuer d'une partie de sa solde à l'érection du monument. C'est en portant au glorieux chef de la France le vœu de ses soldats que le maréchal Soult dit à Napoléon avec une fière et légitime confiance : « Sire, prêtez-moi du bronze, je vous le rendrai à la première bataille. »

Toutefois, malgré la sincérité de ses désirs, l'armée du camp de Boulogne ne devait pas voir l'accomplissement du vœu que lui avait inspiré son dévouement; la rapidité et l'importance des événements le firent long-temps oublier, et ce n'est que quarante ans plus tard que la ville de Boulogne a réalisé ce projet. Une colonne surmontée de la statue impériale se dresse maintenant sur l'emplacement même où Napoléon fut salué empereur par son armée. Ce monument, aujourd'hui que l'empire n'existe plus, rappelle la première solennité de cette grande époque, garde la mémoire du véritable sacre de l'empereur, de celui où son pouvoir fut reconnu et accepté par ces courageux soldats d'Italie, par ces cent mille hommes qu'il avait formés à la victoire et qui sous ses ordres en Allemagne devaient s'appeler la Grande-Armée.



SACRE DE L'EMPEREUR.

Élevé à la dignité impériale par le vœu du Corps législatif, du Tribunat et du Sénat, Napoléon ne se satisfit pas de l'assentiment de la nation et de l'armée, qu'il avait obtenu par les votes des municipalités et dans les acclamations du camp de Boulogne, il voulut que la religion catholique, à laquelle il venait de rendre ses temples et son culte, consacrât par ses prières sa jeune dynastie. Comme Charlemagne, comme les empereurs romains, il désira que le pape lui-même répandît l'huile sainte sur son front : mais le nouvel élu n'alla pas chercher dans Rome la bénédiction papale; ce fut le souverain pontife qui, traversant une partie de l'Europe, vint la lui donner dans la capitale de l'empire français. Cette solennelle cérémonie, qui, après quinze années de troubles, de dangers, de changements continuels, de vives ardeurs pour la liberté et l'égalité, ramena, du moins en apparence, le pays à la forme de gouvernement qu'on avaita bolie en 1792, eut lieu le 2 décembre 1804. Le sacre de Napoléon fut environné de tout l'éclat qu'on crut capable d'émouvoir profondément la France; l'empereur, dès les premiers jours de sa puissance,

avait renouvelé toutes les grandes charges, toutes les hautes dignités de la royauté, toutes les préséances et les minutieuses étiquettes de cour. Il avait, le 18 mai 1804, créé six grands dignitaires de l'empire inamovibles : un grand électeur, un archichancelier d'empire, un archichancelier d'état, un architrésorier, un connétable, un grand-amiral; le lendemain un second décret élevait au grade long-temps oublié de maréchal tous ces généraux qui s'étaient illustrés sous la république dans les plaines de l'Italie et de l'Allemagne. La cour des Tuileries fut formée presque entièrement d'après les traditions de l'ancienne monarchie; bientôt la noblesse, les titres accordés selon le bon plaisir du souverain, les grands apanages, les fiefs distribués aux soldats heureux que distinguait l'empereur complétèrent ce retour aux souvenirs déchus du passé. Ce fut au milieu de cet appareil, dans cette pompe si éloignée de la simplicité à laquelle on était habitué depuis le commencement de la révolution, que l'empereur se rendit à Notre-Dame, et c'est assisté de tous ces généraux autrefois ses compagnons, maintenant ses sujets, qu'il prit cette couronne impériale qu'ils l'avaient aidé à conquérir. Cette journée, dans laquelle Napoléon vit un pape prier Dieu pour la dynastie qu'il fondait; où, conduit par la destinée favorable qui secondait si merveilleusement tous ses désirs, l'ancien lieutenant d'artillerie prit possession du suprême pouvoir environné d'une pompe qui satisfaisait son orgueil, fut l'une des plus belles de la vie impériale.

Le 2 décembre, dès le matin, le canon retentissant dans Paris annonça au peuple le sacre de Napoléon; le ciel s'échauffa pour ce grand jour, comme s'il eût voulu s'associer à la fortune impériale. La veille, la neige était tombée sans interruption; mais le 2 décembre, l'air s'épura, les rayons d'un soleil resplendissant vinrent éclairer la cérémonie du sacre. Dès le matin Napoléon et Joséphine quittèrent les Tuileries accompagnés de tous les dignitaires, de tous les grands fonctionnaires de l'État, et, entre les rangs de ces vieux soldats heureux d'assister au triomphe de leur général, l'empereur et l'impératrice arrivèrent aux portes de Notre-Dame. La vieille basilique avait été revêtue d'un costume de fête; comme si ses murs eussent été trop sombres pour les splendeurs de cette solennité, on les avait recouverts jusqu'à la hauteur des premières galeries d'une décoration dans le goût de l'architecture antique. Intérieurement les hautes colonnes se cachaient sous de magnifiques tentures, l'éclat des bougies illuminait la vaste église dans toute son étendue; ses riches tribunes étaient remplies d'une foule empressée, qui, dès

qu'apparut l'empereur, fit éclater des cris d'enthousiasme. La nation était officiellement représentée par des députations de toutes les gardes nationales de l'empire. L'Europe un instant pacifiée avait envoyé ses ambassadeurs à Notre-Dame. Tous les corps de l'État, les princes de la famille impériale, les membres du sacré collége, les envoyés de la république italienne remplissaient la nef. L'empereur fut reçu par le pape : Pie VII avait quitté l'Italie le 3 novembre, accompagné de quatre cardinaux, de deux archevêques et d'une suite nombreuse, pour venir en France sacrer l'homme des destins; on lui avait partout rendu les honneurs souverains, et la nation avait escorté de ses respects le pontife qui venait bénir le chef qu'elle s'était choisi. Pie VII officia avec toute la pompe de l'église romaine : l'empereur avait rendu au trésor de Notre-Dame, enlevé durant la révolution, les riches ornements, les vases précieux en vermeil enrichis de diamants, nécessaires aux cérémonies religieuses; sur l'autel brillaient sous la lumière des flambeaux d'or les dons magnifiques de Napoléon. Durant l'office, Napoléon et Joséphine, revêtus tous deux du manteau impérial semé d'abeilles d'or, reçurent les saintes onctions; puis, tandis qu'on récitait les prières du sacre, ils retournèrent s'asseoir sur leur trône, d'où ils s'avancèrent de nouveau vers l'autel pour la cérémonie du couronnement. Immédiatement après que le pape eut béni la couronne impériale; sans permettre au pontife de la placer sur sa tête, Napoléon la saisit brusquement, la posa sur son front, puis ensuite couronna lui-même l'impératrice toujours agenouillée au pied de l'autel. Le nouveau souverain ne voulut qu'aucune main étrangère touchât à cette couronne qu'il prétendait ne devoir, après Dieu, qu'à la confiance d'un grand peuple et à son épée.

Lorsque l'office divin fut terminé, l'empereur, assis, la couronne sur le front, la main posée sur l'Évangile, que tenait le grand-maître des cérémonies, prononça, devant les trois présidents du Tribunat, du Corps législatif et du Sénat, le serment qui le liait pour toujours à la France. Alors le héraut d'armes d'une voix forte et élevée s'écria : « *Le très-glorieux et très-auguste empereur Napoléon, empereur des Français, est couronné et intronisé : vive l'empereur!* » Les voûtes de la métropole retentirent au même instant des cris de *Vive l'empereur! Vive l'impératrice!* Les deux époux quittèrent l'église au bruit des mêmes acclamations, qui se prolongèrent jusqu'à ce que l'empereur et l'impératrice furent rentrés au palais des Tuileries. La République avait cessé d'exister, la révolution pour un temps allait s'arrêter; l'empire commençait,

avec toutes ses gloires, avec toutes ses grandeurs, son triomphe de dix années. Pendant trois jours des fêtes brillantes célébrèrent dans toute l'étendue de la France l'inauguration du nouveau pouvoir.

Le 5 décembre, Napoléon distribua à ses soldats assemblés les enseignes sous lesquelles ils devaient marcher désormais; pour cette cérémonie, des députations de l'armée, de la marine, des gardes nationales du royaume remplissaient la vaste étendue du Champ-de-Mars, qui n'avait point vu depuis le jour de la Fédération de si imposante solennité. L'empereur occupait une tribune à la hauteur des appartements de l'École-Militaire; autour de son trône étaient réunis les grands corps de l'État, les hauts dignitaires de l'empire; aux pieds de l'empereur pour ainsi dire, la France se tenait remplie d'admiration et de respect; enfin les colonnes s'ébranlent et s'approchent du trône qu'environnaient des officiers et les présidents des colléges électoraux, portant les drapeaux surmontés d'un aigle. Alors Napoléon se lève, et s'adressant aux troupes : « Soldats, leur dit-il d'une voix haute et énergique, voici vos drapeaux; ces » aigles vous serviront toujours de point de ralliement, elles seront partout où votre empereur les jugera nécessaires pour la défense de son » trône et de son peuple. Vous jurez de sacrifier vos vies pour les défendre » et de les maintenir constamment par votre courage sur le chemin de la » victoire : vous le jurez. » — « Nous le jurons! » répètent les députations militaires, les gardes nationales et la foule qui se presse sur les amphithéâtres, et l'empereur remet à chaque corps ces étendards sous lesquels pendant neuf années nos soldats devaient victorieusement parcourir l'Europe.

L'année suivante, à la couronne impériale Napoléon réunissait la couronne de fer des anciens rois lombards. L'Italie avait suivi l'exemple de la France, et une députation solennelle était venue offrir à l'empereur une royauté nouvelle. En 1805, Napoléon traversait les Alpes pour recevoir l'hommage de l'Italie : ce second couronnement eut lieu à Milan, avec une magnificence égale à celle qu'on avait déployée à Paris; là encore, Napoléon, avant que le pontife déposât la couronne sur son front, s'en empara fièrement et se couronna lui-même aux acclamations de la foule. Cette cérémonie excita le plus vif enthousiasme dans ce beau pays, qui, après tant de siècles, voyait renaître sa nationalité et s'unissait à de si glorieux destins.



BATAILLE D'AUSTERLITZ.

A peine Napoléon venait de ceindre la couronne impériale, qu'une nouvelle et formidable coalition éclata contre lui; l'Europe, effrayée de la rapidité de cette fortune, des vues étendues, ambitieuses de puissance et de supériorité que le jeune empereur concevait pour la grande nation, redoutant l'accroissement continuel de la France et la haute influence qu'elle prenait sur les affaires du monde, l'Europe, encore une fois, tira son épée, espérant peut-être que les enivrements du pouvoir avaient affaibli le génie du vainqueur de l'Italie. La Russie et l'Autriche, inspirées par la haine de l'Angleterre, payées par son or, s'unirent à elle et à la Suède pour combattre la France; la Prusse avait seule, au commencement de la campagne, promis sa neutralité à Napoléon, mais au premier prétexte elle s'empressa de la rompre pour se joindre à nos ennemis.

L'empereur, en face de l'Europe en armes, ne se troubla cependant pas, il se sentait fort du dévouement et de la confiance du peuple rangé derrière lui; il demanda la paix selon son habitude et se prépara à la guerre. On mobilisa les gardes nationales, auxquelles on confia la

défense des frontières; le camp de Boulogne fut levé et les différents corps échelonnés sur les bords de l'Océan furent dirigés sur l'Allemagne, où bientôt commencèrent les opérations de cette mémorable campagne de 1805, l'une des plus brillantes dont nos fastes militaires aient conservé le souvenir. L'empereur, sans hésiter, sans s'arrêter, avait dicté de suite au comte Daru, dans l'inspiration de la colère, son plan de campagne contre l'Autriche qui la première avait commencé l'attaque, et il le fit avec une telle précision, une telle rectitude de vue, que, « sur une ligne de départ de deux cents lieues, a écrit M. de Norvins dans son *Histoire de Napoléon*, des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies d'après les indications primitives jour par jour, lieue par lieue, jusqu'à Munich. Au delà de cette capitale les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès. »

L'armée, composée de deux cent trente-cinq mille combattants, partagée en sept corps placés sous les ordres de Bernadotte, Davoust, Ney. Soult, Lannes, Augereau, Marmont, avait passé le Rhin dans les premiers jours du mois de septembre 1805; le 1er octobre suivant, l'empereur la rejoignait et lui adressait ces prophétiques paroles : « Soldats... » déjà vous avez passé le Rhin... nous ne nous arrêterons plus que nous » n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés et » confondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Quelques obstacles qu'on » nous oppose, nous les vaincrons et nous ne prendrons pas de repos que » nous n'ayons planté nos aigles sur le territoire de nos ennemis. » Tout s'accomplit selon les prévisions du grand capitaine : dès les premières marches l'armée autrichienne vit ses communications coupées par les Français; le 14 octobre, Ney emportait, dans une affaire brillante, les hauteurs d'Elchingen; le 20, Ulm capitulait et livrait à Napoléon tout un corps d'armée, soixante canons et quarante drapeaux; enfin, le 15 novembre, Vienne, la capitale de l'Autriche, ouvrait ses portes à Napoléon et aux Français, tandis que l'empereur François II allait se réfugier dans le camp d'Alexandre.

Ainsi, en moins de deux mois, l'un des chefs principaux de cette menaçante coalition n'avait plus ni empire ni couronne, et la France occupait militairement l'Autriche. Néanmoins il restait à Napoléon un ennemi, un ennemi implacable, la Russie, qui refusait même de reconnaître en lui le souverain de la France; l'empereur ne s'arrêta pas long-temps à Vienne, il s'engagea dans la Moravie et, à la fin de novembre, après de

savantes manœuvres pour attirer l'ennemi sur les lieux où il avait décidé de combattre, il rencontra, dans la plaine d'Austerlitz, l'armée russe, à laquelle s'étaient réunis les débris des bataillons autrichiens. Napoléon n'avait que soixante mille hommes à opposer aux quatre-vingt-dix mille soldats des deux empereurs; mais ses mouvements étaient combinés avec tant d'habileté que la victoire était certaine.

« Cette armée est à moi, » s'écria-t-il avec une indicible joie en voyant ses adversaires, trompés par ses démonstrations, abandonner les positions qu'il voulait occuper; et l'issue de cette belle journée prouva que sa confiance n'était pas téméraire. L'armée russe, en obéissant à son insu aux volontés de Napoléon, était remplie d'une égale confiance; elle croyait les Français découragés, en pleine retraite, et personne autour d'Alexandre ne doutait du succès, à l'instant même où on livrait pour ainsi dire à la France le gain de cette bataille. Le 1er décembre, l'empereur adressa une proclamation à ses soldats; et le soir, désirant s'assurer de l'effet qu'elle avait produit, il parcourut les bivouacs. Bientôt il est reconnu, et l'armée tout entière, illuminant ses lignes de fanaux formés avec de la paille, fait à Napoléon une marche triomphale, heureux présage de la victoire qui se prépare; des cris de joie accueillent partout son passage, le camp retentit d'acclamations; un vieux grenadier même sort des rangs, et, s'adressant à l'empereur, lui dit : « Sire, je te promets, au nom des grenadiers de l'armée, que tu n'auras à combattre que des yeux, et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe, pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement. » C'était en effet un an auparavant que, le même jour, le pape avait posé sur le front de l'homme des destins la couronne impériale. Ému de tant d'amour et d'enthousiasme, maître de cette coalition qui avait espéré lui dicter des lois, l'empereur, sûr de la victoire, rentra dans sa baraque : « Voilà, dit-il, la plus belle soirée de ma vie; mais je regrette de penser que je perdrai demain tant de ces braves gens... »

Le lendemain le soleil se leva radieux sur ce glorieux anniversaire; dès que les colonnes ennemies eurent opéré le mouvement qu'attendait l'empereur, il traverse au galop les rangs de ses troupes en s'écriant : « Soldats, il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre! » Puis, les masses s'ébranlèrent et l'action s'engagea; l'armée tint la parole qu'elle avait donnée : les troupes russes, si fières d'elles-mêmes, écrasées et serrées par les divisions françaises, n'offrirent bientôt qu'une masse confuse et désespérée. Après quelques heures elles battaient en retraite.

ou plutôt fuyaient en désordre devant nos régiments; tout fut tué ou pris, un corps entier se perdit dans les marais, et vingt mille tués ou blessés, vingt mille prisonniers, deux cent soixante-dix canons, quatre cents caissons restèrent en notre pouvoir comme les trophées de ce véritable « combat de géants » qui inaugurait si brillamment la période de l'empire.

Le plan de Napoléon avait si parfaitement réussi, que cette bataille ressembla à une grande parade où il aurait commandé les deux armées. « J'ai livré trente batailles comme celle-ci, dit-il, mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été si décidée et où les destins aient été si peu balancés. » Le jour même il remercia son armée dans une proclamation remplie de cette énergie qui caractérisait toutes les paroles de l'empereur : « Soldats, je suis content de vous; vous avez justifié, à la journée » d'Austerlitz, tout ce que j'attendais de votre intrépidité; vous avez dé» coré vos aigles d'une immortelle gloire... Mon peuple vous reverra avec » joie; et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour » qu'on vous réponde : Voilà un brave. »

L'empereur récompensa dignement le zèle et le courage qui l'avaient si bien secondé; il distribua sur le champ de bataille aux plus braves des croix de la Légion-d'Honneur; il adopta les enfants des soldats qui avaient succombé, et tous furent élevés aux frais de l'État; enfin, il accorda six mille francs de pension aux veuves des généraux, deux mille quatre cents à celles des colonels et majors, mille deux cents à celles des capitaines, huit cents à celle des lieutenants, et deux cents francs aux veuves des soldats.

La troisième coalition était dissoute, la Prusse, qui se disposait à attaquer Napoléon, envoya humblement le féliciter de sa victoire d'Austerlitz; tandis que le czar regagnait la Russie avec les restes de son armée, l'empereur François venait implorer dans son bivouac la clémence du vainqueur : dans cette entrevue on convint des bases principales de la paix, qui fut conclue à Presbourg le 10 décembre 1805. Napoléon, maître de l'Europe, exigea des garanties : la Prusse et l'Autriche payèrent, au prix de l'intégrité de leur territoire, la coalition dans laquelle l'Angleterre les avait entraînées; et si Alexandre put sauver une partie de ses troupes et rentrer en Russie, il ne le dut qu'à la générosité de l'empereur qui consentit à n'user pas, dans toute leur rigueur, des droits que lui avait donnés la journée d'Austerlitz.



BATAILLE D'IÉNA.

La Prusse, trompée par les souvenirs de gloire que lui avait légués Frédéric-le-Grand, se crut appelée à renverser la puissance de Napoléon, que la victoire d'Austerlitz avait élevée si haut l'année précédente; et, avec un orgueil rempli d'aveuglement, elle adressa à Napoléon un ultimatum qu'à peine elle eût pu se permettre après une longue suite de succès, le plaçant dans un bref délai entre une obéissance absolue aux conditions qu'elle lui faisait et une guerre immédiate. Le choix de l'empereur n'était pas douteux; il réunit ses soldats, auxquels il dénonça l'audace de la Prusse dans une énergique et courte proclamation : « Soldats, disait-il, » la même faction, le même esprit de vertige, qui, à la faveur de nos dis- » sensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au » milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils... Ils » veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée! Les » insensés! qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire » la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfants du grand peu- » ple. » Puis la grande armée s'avança contre les deux cent mille hom-

mes que commandaient le roi de Prusse et le duc de Brunswick, dont autrefois à Valmy une défaite avait déjà puni les insolentes menaces. Les premiers engagements purent faire pressentir l'issue de la campagne : le 8 octobre Napoléon quitta Bamberg et aussitôt il battit successivement ses adversaires à Schleitz et à Saafeld, où le prince Louis de Prusse, l'un des plus ardents instigateurs de cette guerre, fut tué; enfin le 13 octobre 1806 Napoléon et ses troupes s'emparaient des hauteurs d'Iéna, où devait se décider la lutte entre la France et la Prusse. Cependant, avant d'engager cette bataille, qu'il avait un si légitime espoir de gagner, Napoléon tenta encore d'obtenir la paix sans combattre et donna à l'Europe un grand témoignage de modération; il adressa au roi de Prusse une lettre, afin d'arriver à une conciliation : « Le succès de mes armes n'est » point incertain, écrivait-il à Frédéric-Guillaume, vos troupes seront » battues, mais il en coûtera le sang de mes enfants; s'il pouvait être » épargné par quelque arrangement compatible avec l'honneur de ma » couronne, il n'est rien que je ne fisse pour épargner un sang si pré» cieux. Il n'y a que l'honneur qui, à mes yeux, soit encore plus précieux » que le sang de mes soldats. » Le roi de Prusse rejeta ces ouvertures pacifiques et préféra s'en remettre au sort des combats.

Le 14 octobre 1806, Napoléon, après avoir donné au maréchal Lannes ses dernières instructions, traversa les rangs de son armée : « Sol» dats, dit l'empereur d'une voix ferme et puissante, l'armée prus» sienne est coupée comme celle de Mack l'était à Ulm il y a au» jourd'hui un an. Cette armée ne combat plus que pour se faire jour » et pour regagner ses communications : le corps qui se laisserait per» cer se déshonorerait. Ne redoutez pas cette célèbre cavalerie; op» posez-lui des carrés fermés et la baïonnette. — En avant, en avant! » vive l'Empereur! » s'écrièrent les soldats avec ardeur; et les colonnes françaises s'ébranlèrent pour marcher sur les Prussiens. Il était six heures du matin, et d'épais brouillards obscurcissaient encore le jour naissant; néanmoins la fusillade s'engagea vivement : les premiers postes ennemis furent rapidement enlevés; et l'armée française, descendant du plateau d'Iéna par les issues de droite et de gauche, se forma en bataille devant les Prussiens, dont les forces supérieures aux nôtres s'élevaient à cent trente mille hommes. En quelques heures les lignes prussiennes, attaquées au centre par Lannes et la garde, à gauche par Augereau, à droite par Soult et Ney, étaient entièrement rompues. Des régiments essayèrent de se former en carrés, ils furent enfoncés; la cavalerie de

Murat acheva la défaite de l'armée ennemie, qui s'enfuit en désordre sur Weymar. Pas un bataillon n'était resté entier, vingt mille hommes et une artillerie considérable étaient au pouvoir de Napoléon.

A cette sanglante mêlée d'Iéna, Napoléon se montra dans tous les rangs : sa présence y excitait des transports d'enthousiasme et échauffait tous les cœurs; mais il dut plutôt contenir l'ardeur de ses troupes que l'exciter. Les bataillons de réserve, en voyant les succès de leurs compagnons, frémissaient d'impatience; plusieurs voix même firent entendre les mots : « *En avant!* » A ces cris d'un courage irréfléchi, l'empereur s'arrête : « Qu'est-ce! dit-il. Ce ne peut être qu'un jeune homme « sans barbe qui ose vouloir m'indiquer ce que je dois faire. Qu'il attende « d'avoir commandé dans trente batailles rangées, avant de prétendre « me donner des avis. »

En même temps que nous triomphions à Iéna, Davoust remportait une brillante victoire à Awerstadt sur un autre corps de l'armée prussienne. Il y avait huit jours que la campagne était ouverte et le roi de Prusse, fuyant en toute hâte, n'avait plus pour ressource que l'appui de la Russie, qui l'avait poussé à cette guerre.

Le 25 octobre, après une marche rapide sur Berlin, Napoléon entra en maître à Potsdam, où il établit son quartier-général; tandis que le troisième corps d'armée et Davoust, qui s'étaient si vaillamment conduits à Awerstadt, entraient à Berlin. Dans la résidence royale de Frédéric-Guillaume on présenta à l'empereur des Français l'épée de Frédéric-le-Grand, sa ceinture, le grand cordon de l'Aigle-Noir qu'il portait habituellement, précieusement conservés à Potsdam. En recevant ces glorieux restes du prince qui avait affermi la monarchie prussienne par tant de victoires, Napoléon les considéra avec émotion : « J'aime mieux « cela que vingt millions, s'écria-t-il. Je les enverrai à mes vieux sol- « dats des campagnes de Hanovre; j'en ferai présent au gouverneur « des Invalides, qui les gardera comme un témoignage mémorable des « victoires de la grande armée et de la vengeance qu'elle a tirée des « désastres de Rosbach. » Napoléon voulut aussi saluer la tombe de Frédéric-le-Grand; accompagné de quelques généraux, il descendit au caveau qui renfermait le cercueil du héros de la Silésie, de l'illustre général du dix-huitième siècle, et il demeura quelques instants absorbé dans une silencieuse méditation.

Le 27 octobre Napoléon fit enfin son entrée solennelle dans la capitale de la Prusse; il passa sous l'arc de triomphe élevé à la gloire de

Frédéric II, et reçut les soumissions du corps municipal. L'empereur fut accueilli par les acclamations de la bourgeoisie de Berlin, qui maudissait l'aveuglement et l'imprudence de la noblesse prussienne, dont les instances avaient secondé les haines de la Russie et décidé le roi à cette guerre désastreuse, et il reçut avec bienveillance les hommages de cette population frappée tout à la fois de crainte et d'admiration; mais il demeura impitoyable pour les provocateurs de la lutte, et les livra au doute cruel de savoir si la Prusse serait ou non effacée de la carte d'Europe : « Je rendrai cette noblesse si petite, dit-il avec dureté, qu'elle » sera obligée de mendier son pain. » Il mit sur les pays conquis une contribution de guerre de cent soixante millions, partagea la Prusse en quatre départements, dont il confia l'administration générale à des Français, et fit prêter aux autorités prussiennes un serment qui laissait dans l'incertitude le rétablissement de la monarchie. De sa puissance brisée à Iéna, il ne restait plus au roi de Prusse que quinze mille hommes, Kœnigsberg, et quelques places dans la Silésie. Tous les corps d'armée avaient mis bas les armes, les villes avaient ouvert leurs portes et capitulé presque sans combattre; Spandau, Fulde, Stettin, Magdebourg, avec d'immenses approvisionnements, appartenaient à Napoléon. Jamais l'insolence d'un peuple n'avait été punie d'une défaite plus rapide et plus honteuse.

La France apprit les brillants résultats de la campagne de Prusse par cette proclamation officielle de l'empereur : « Une des premières puis» sances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une » honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Fran» conie, la Saale, l'Elbe, nous les avons traversés en sept jours et avons » livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille; nous avons » fait soixante mille prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux parmi les» quels ceux des gardes du roi de Prusse, six cents pièces de canon, trois » forteresses, plus de vingt généraux : cependant plus de la moitié de vous » regrettent de n'avoir pas tiré un coup de fusil. Toutes les provinces » de la monarchie prussienne jusqu'à l'Oder sont en notre pouvoir. »

La Prusse était au pouvoir de Napoléon; mais sa tâche n'était pas encore entièrement accomplie : la Russie enfin se déclarait et venait au secours de son alliée vaincue; il fallait, avant d'obtenir la paix, la gagner par de nouvelles victoires. Après un court repos accordé à ses soldats Napoléon entra en Pologne, où l'ardeur intrépide de la France devait l'emporter encore sur le courage passif des troupes du czar Alexandre Ier.



ENTREVUE

DE NAPOLÉON ET D'ALEXANDRE Ier SUR LE NIÉMEN.

« Soldats, il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous » étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz; les bataillons russes épou- » vantés fuyaient en déroute, ou, enveloppés, rendaient les armes à leurs » vainqueurs. Le lendemain ils firent entendre des paroles de paix; mais » elles étaient trompeuses. A peine échappés, par l'effet d'une générosité » peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en » ont ourdi une quatrième; mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient » leur principale espérance n'est déjà plus, ses places fortes, ses capi- » tales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, » sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre sont en » notre pouvoir : l'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les mau- » vais temps de la saison n'ont pu vous arrêter un moment; vous avez » tout bravé, tout surmonté, tout a fui à votre approche. C'est en vain » que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette ancienne et il- » lustre Pologne : l'aigle française plane sur la Vistule; le brave et infor-

» tuné Polonais en vous voyant croit revoir les légions de Sobieski de
» retour de leur mémorable expédition.

» Soldats, nous ne déposerons point les armes que la paix générale
» n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, n'ait restitué à notre
» commerce sa liberté et ses colonies. Qui donnerait le droit de faire es-
» pérer aux Russes de balancer les destins? qui leur donnerait le droit de
» renverser de si justes desseins? *Eux et nous ne sommes-nous pas les*
» *soldats d'Austerlitz!* »

Cette belle proclamation, dans laquelle Napoléon, enivré encore de la victoire d'Iéna, semble prévoir l'avenir, ouvrit la campagne contre les Russes. On était alors au milieu de l'hiver; Napoléon désirait prolonger le repos qu'il avait accordé à ses troupes après la campagne de Prusse, mais les Russes, comptant sur les fatigues de notre armée, sur les rigueurs de la saison, auxquelles ils résisteraient mieux que les Français, recommencèrent activement la guerre dans les premiers mois de l'année 1807. La bataille d'Eylau, livrée le 8 février, mit pour la première fois en présence dans une action générale les Russes et les Français. La journée fut l'une des plus sanglantes dont l'histoire de la guerre ait conservé le souvenir; une neige épaisse tomba constamment et rendit plus affreux encore le spectacle du champ de bataille. Après douze heures d'une lutte acharnée, dans laquelle la cavalerie française perça toute la profondeur des rangs ennemis par une charge célèbre dans les fastes militaires de l'empire, Napoléon resta maître des plaines d'Eylau, qu'encombraient les morts et les blessés; ce fut tout le fruit d'une victoire indécise. Après la bataille d'Eylau, l'armée française reprit ses quartiers d'hiver; et les Russes, attirés au midi par une attaque subite de la Turquie, consentirent à une trêve, qui, jusqu'au printemps, ne fut troublée que par des combats isolés. Napoléon ne demeura cependant pas inactif; de loin comme de près, il ne cessait, tout en traçant un plan de campagne, en dirigeant les mouvements de ses troupes, de s'occuper du gouvernement intérieur de la France : « Pour connaître Napoléon tout entier, dit M. Bignon, il fau-
» drait le voir le même jour, dans les mêmes heures, discutant toutes les
» questions relatives à la guerre, depuis les plans de campagnes, l'artil-
» lerie, le génie, la composition de l'armée, jusqu'à la chaussure et à la
» giberne du soldat; réglant toutes les parties de la marine, depuis les
» combinaisons générales, l'expédition et le retour des escadres, jusqu'à
» l'armement de la dernière de ses chaloupes canonnières; parcourant
» toutes les parties de l'administration, depuis la direction du ministère de

» l'intérieur jusqu'à la réparation de l'église de village; enfin traitant ces » diverses matières et une foule d'autres avec la même connaissance de » l'ensemble et des détails, avec la même fidélité de mémoire, la même » netteté d'idées, que si chacun des départements ministériels eût été » pour lui l'objet d'une étude exclusive... Peut-être, continue M. Bignon, » n'a-t-il pas existé au monde un autre individu, soit dans les hautes, » soit dans les basses régions de la société, qui ait prouvé, autant que » Napoléon, de quelle continuité, de quelle variété, de quelle étendue » de travail l'intelligence d'un seul homme est capable. »

A la fin du printemps, les hostilités se renouvelèrent; Napoléon se disposait à prendre l'offensive, quand il fut prévenu par le général Beningsen commandant l'armée russe. Les deux nations, la France et la Russie, se trouvèrent de nouveau en présence sous les murs de Friedland, le 14 juin 1807 : « Ce jour est une époque heureuse, s'écria Na- « poléon en entendant les premiers retentissements du canon; c'est l'an- » niversaire de Marengo. » Cette fois, comme à Austerlitz, comme à Iéna, la victoire fut complète, brillante, décisive : les Russes, pris en queue, en tête, sur leur gauche, cherchèrent une retraite à travers les eaux de l'Alle, où leur droite s'appuyait, et s'y perdirent en partie. Beningsen avait laissé à Friedland trente mille hommes tués, blessés ou prisonniers, ses canons et tous ses bagages, tandis que cette victoire coûtait seulement quinze cents morts à la France. Kœnigsberg, que les Russes couvraient, fut obligée de se rendre, et Napoléon atteignit Tilsitt sans obstacle. Arrivé sur la rive gauche du Niémen, il vit s'étendre au loin devant lui les longues plaines de la Russie, où sa fortune devait un jour échouer, et il s'arrêta. Le czar demandait un armistice; moins implacable que ne le furent plus tard ses ennemis, Napoléon l'accorda et, pour arriver plus rapidement à la conclusion de la paix, il fit proposer à Alexandre une entrevue que celui-ci se hâta d'accepter.

Au milieu du Niémen, à une distance égale des deux rives, on avait construit un vaste radeau sur lequel se dressait un magnifique pavillon garni de riches tentures et décoré des drapeaux russes et français. Le 25 juin 1807, Napoléon, escorté du grand-duc de Berg, du prince de Neufchâtel, du maréchal Bessières, du général Duroc, du grand-écuyer Caulaincourt; et Alexandre, accompagné du grand-duc Constantin son frère, du général Beningsen, du prince Labanow, de l'aide-de-camp général comte de Lieven, abordaient à une heure et demie au radeau du Niémen. Les deux empereurs y posèrent en même temps le pied; ils se

prirent la main et s'embrassèrent en présence de leurs armées, qui s'étendaient superbement sur les bords opposés du fleuve. « Je hais les Anglais » autant que vous les haïssez, dit tout d'abord Alexandre; je serai votre » second dans tout ce que vous ferez contre eux. — En ce cas la paix » est faite, » répondit Napoléon. Ils entrèrent alors dans le pavillon, où leur conférence se prolongea deux heures. Avant de se quitter ils convinrent de neutraliser Tilsitt et d'y établir chacun leur quartier-général, afin de hâter les négociations. Tandis que les souverains qui venaient de régler le sort du monde regagnaient, l'un la Russie, l'autre la Prusse, un double cri de « Vive l'Empereur! éclata sur les rives du Niémen et salua cette amitié à peine formée, qui devait être si fatale à Napoléon.

Pendant vingt jours les empereurs séjournèrent à Tilsitt, où le roi de Prusse, sous la protection d'Alexandre, vint pour ainsi dire en suppliant. Le traité de paix entre la France et la Russie fut signé le 7 juillet; le surlendemain une convention, qui commençait ainsi : « L'empereur Na- » poléon, par égard pour l'empereur Alexandre, consent à restituer au » roi de Prusse les pays ci-nommés, » rendait au roi de Prusse ses États diminués de moitié. Après s'être donné des marques d'une vive amitié, les empereurs se séparèrent en se promettant de se réunir l'année suivante.

Comme ils en avaient formé le projet, Napoléon et Alexandre eurent au mois de septembre 1808 une entrevue à Erfurth. L'empereur de Russie se montra plus dévoué que jamais à son allié; Napoléon avait éprouvé des revers en Espagne : « Fût-ce sur la brèche, dit le czar en » faisant allusion aux événements du midi, nous sommes à vous; c'est » dans les circonstances difficiles que l'empereur nous trouvera. » Il multiplia les témoignages d'amitié; c'est à Erfurth, à une de ces représentations où se pressait un *parterre de rois*, qu'au moment où, dans la tragédie d'*Œdipe*, Philoctète dit en parlant d'Hercule :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux,

Alexandre se tourna vers Napoléon, et s'écria en lui pressant affectueusement la main : « Je l'éprouve tous les jours. »

Ces démonstrations, dont il était difficile de soupçonner la sincérité, trompèrent Napoléon; il crut trop à l'amitié de ce *Grec du Bas-Empire*, dont on a le droit d'accuser la loyauté quand un historien russe (Butturlin) avoue qu'Alexandre « demandait la paix afin de gagner le temps » nécessaire pour se préparer à soutenir convenablement la lutte qu'on » savait bien devoir se renouveler. »


LESESTRE.

NAPOLÉON DEVANT MADRID.

Napoléon, après deux années de victoires en Allemagne, apprit avec indignation la capitulation de Baylen, par laquelle un général français avait, en rase campagne, livré deux divisions à un ennemi mal équipé, mal discipliné; dix-huit mille hommes avaient déposé leurs armes et défilé honteusement devant l'armée espagnole. L'empereur était encore à Bordeaux, au retour de son voyage de Bayonne, où il avait fait reconnaître son frère Joseph pour roi des Espagnes, après l'abdication du fils de Charles IV, de Ferdinand, lorsqu'il reçut, le 1er août 1808, la nouvelle de la capitulation de Baylen. C'était le premier échec positif, considérable qu'éprouvaient les armes de Napoléon depuis qu'il combattait; le général Dupont n'avait même pas conservé l'honneur d'une victoire incertaine à l'aigle impériale; il avait rendu ses armes, abaissé ses drapeaux devant ceux de l'armée catholique. La défense héroïque de Saragosse, qu'on connut en même temps que la catastrophe de Baylen, donna la mesure des résistances que préparait l'Espagne; Napoléon resta surpris de ce ferme courage, de ce soulèvement national : « Godoï

» et Murat, dit-il, m'ont trompé, la nation espagnole montre une énergie » à laquelle j'étais loin de m'attendre. J'eusse mieux fait de déclarer » franchement la guerre à son roi : j'aurais eu à combattre des troupes » réglées, peu nombreuses, faciles à vaincre, difficiles à recruter; tandis » que si la lutte continue comme elle a commencé, avec des prédications, » des croix et des bannières, les prêtres et les moines feront marcher » contre mes armées jusqu'au dernier Espagnol. »

Il continua en toute hâte sa route vers Paris, et se disposa à lutter d'énergie avec l'Espagne. D'abord il se rendit à Erfurth, afin de s'assurer des dispositions pacifiques de l'empereur de Russie; puis, pressant le retour de ces vaillantes brigades qui avaient triomphé de l'Allemagne et de la Russie à Iéna et à Friedland, il les dirigea vers les Pyrénées, où lui-même arriva au commencement du mois de novembre. Les hostilités reprirent aussitôt, et la victoire accompagna Napoléon sur les rives de l'Èbre et du Douro comme sur celles du Danube et de l'Elbe; il suivit la route de Madrid, s'empara de Burgos, gagna les batailles d'Espinosa, de Tudela, de Somo-Sierra, et arriva le 2 décembre, anniversaire de la bataille d'Austerlitz, sous les murs de la capitale de l'Espagne. Elle était livrée au plus complet désordre, les partis se méfiaient les uns des autres et prétendaient exclusivement diriger la défense : les plus prudents inclinaient à éviter un siége, ils demandaient que les portes fussent ouvertes; mais les exaltés voulaient combattre l'empereur, repousser à tout prix les Français. Ce n'était plus en eux le courage, le patriotisme qui les animaient, c'était une fureur fanatique; et un parlementaire envoyé par le maréchal Bessières, afin de sommer la ville de se rendre, n'échappa à la rage de la populace que par la protection des troupes réglées, qui le ramenèrent aux avant-postes. La veille le marquis de Paralès, accusé d'avoir mis du sable dans les cartouches distribuées à la foule, avait été massacré. Madrid enfin, abandonnée à toutes les violences, sans autorité à qui l'on obéît, offrait au moment d'un siége le triste spectacle de la guerre civile.

Cependant l'empereur avait investi Madrid, reconnu les différents points d'attaque et pris ses dispositions. Toutefois, désirant obtenir la soumission de la capitale de l'Espagne par un mouvement volontaire des habitants plutôt que par la force, il envoya au chef militaire une seconde sommation, à laquelle celui-ci répondit en réclamant un délai, sans faire pressentir sa résolution. Alors Napoléon, sans plus attendre, ordonna de commencer les premières démonstrations. Déjà le général Maison s'était emparé du faubourg situé sur la route de France · la rési-

-dence royale de Buen-Retiro, où s'était fortifié le parti de la résistance, devint le théâtre d'une vive attaque; l'artillerie y fit une brèche par laquelle s'élancèrent nos voltigeurs, qui culbutèrent rapidement la garnison. Maître de ce point important, qui domine toute la ville et l'entrée de la grande rue d'Alcala, Napoléon fit encore une tentative auprès des habitants avant d'ordonner un assaut général, dont il voulait épargner les horreurs à la capitale du royaume de son frère. Par son ordre le major-général Berthier adressa une dernière et énergique sommation à Madrid : « Défendre Madrid, écrivait-il, est contraire aux principes de la guerre et inhumain pour les habitants. Sa Majesté m'autorise à vous envoyer une troisième sommation. Une artillerie immense est en batterie, des mineurs sont prêts à faire sauter les principaux édifices; des colonnes sont à l'entrée des débouchés de la ville, dont quelques compagnies de voltigeurs se sont rendues maîtres : mais l'empereur, toujours généreux dans le cours de ses victoires, suspend l'attaque jusqu'à deux heures. Arborez un pavillon blanc avant deux heures, et envoyez des commissaires pour traiter de la reddition de la ville.

Enfin, à cinq heures, un député de la ville, D. Bernardo Yriarte, et le général Morla, membre de la junte ou conseil militaire, vinrent demander une suspension d'armes, afin de laisser aux autorités le temps de disposer le peuple à la soumission. Le major-général conduisit à l'empereur les deux commissaires. A la vue du général Morla, qui était intervenu dans la capitulation de Baylen et l'avait violée, Napoléon ne put contenir son indignation; il s'exprima avec une vivacité, une sévérité qui ne lui étaient point habituelles. Comme les deux envoyés rejetaient sur l'irritation de la foule les excès commis en Espagne, à Madrid, depuis le commencement de la guerre : « C'est vainement, dit l'empereur avec l'accent de la colère, que vous mettez en avant le nom du peuple; si vous ne pouvez réussir à calmer son irritation, c'est parce que vous l'avez excitée, parce que vous-mêmes vous l'avez préparée par des mensonges... Comment donc osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen? Voilà comment l'injustice et la mauvaise foi tournent toujours au préjudice de ceux qui s'en sont rendus coupables. Retournez à Madrid, je vous donne jusqu'à demain six heures du matin : revenez alors si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il s'est soumis; sinon vous et vos troupes vous serez tous passés par les armes. » Dans la nuit, les officiers généraux et les troupes espagnoles quittèrent Madrid avec seize pièces de canon;

leur départ enleva toute espérance aux habitants, et la capitale de l'Espagne ouvrit ses portes aux soldats de Napoléon le 4 décembre 1808. Pour l'empereur, il ne voulut point entrer dans Madrid; et c'est à son quartier-général, établi sur les hauteurs de Chamartin, à une lieue de la ville, qu'il reçut une députation, composée de plus de douze cents citoyens des différentes classes et corporations, qui vint lui présenter la soumission de Madrid. Le vainqueur la reçut avec bienveillance; et dans cette entrevue il proclama hautement ses intentions sur l'Espagne, dont il voulait faire, par de libres institutions, une nation rajeunie et forte.

Napoléon avait espéré que la reddition de Madrid entraînerait aisément celle des places révoltées contre la royauté de Joseph. Il allait continuer cette campagne, dont sa présence aurait décidé le succès, lorsqu'il apprit que l'Autriche, à peine remise des profondes blessures de la campagne de 1805, armait contre lui. Aussitôt Napoléon dut abandonner l'Espagne pour se rendre en Allemagne, où l'appelaient de plus pressants intérêts; et tandis que Joseph, son frère, entrait solennellement à Madrid le 22 janvier 1809, au milieu d'une pompe tout espagnole et salué des acclamations d'un peuple qui semblait sincèrement ramené à lui par la victoire, l'empereur partait en toute hâte de Valladolid pour courir au glorieux champ de bataille de Wagram.

S'il fût resté en Espagne, cette guerre, qui porta à la puissance impériale le premier coup, qui entraîna sa chute en partie, se fût sans doute plus heureusement terminée et selon les vues de Napoléon. Mais son absence rendit le courage aux Espagnols : ils firent une guerre de rochers, de buissons, d'embuscades, à laquelle nos soldats ne purent résister; l'Angleterre mêla ses intrigues à ces ressentiments, et de ce moment tout accord devint impossible entre la France et l'Espagne. Mais, si cette entreprise fut coupable dans ses moyens, si Napoléon trompa la dynastie espagnole avec une déloyauté qui surprend en lui, si pour la première fois il se joua des traités et de sa parole, le but qu'il poursuivait était honorable, généreux, d'une saine politique : c'était l'union, avec un respect réciproque de leur indépendance, des deux peuples que séparent les Pyrénées. Ce que Louis XIV avait obtenu autant par l'habileté diplomatique que par la guerre, Napoléon voulut l'enlever par la violence et ce fut son tort; mais, dans sa pensée, il songeait à réaliser pour la France impériale la parole du grand roi : « Il n'y a plus de Pyrénées. »



MORT DU MARÉCHAL LANNES.

Tandis que Napoléon ramenait en Espagne la victoire sous les drapeaux de la France, l'Autriche, appuyée par l'Angleterre, secrètement encouragée par la Prusse et la Russie, déchirait le traité de Presbourg et se préparait à combattre. Lorsqu'elle se crut assez sûre de ses forces, elle annonça brusquement ses intentions; et le 9 avril 1809 l'archiduc Charles, commandant de l'armée autrichienne, déclarait la reprise des hostilités par la lettre suivante, adressée au général en chef des troupes françaises en Bavière : « D'après une déclaration de Sa Majesté l'em-
» pereur d'Autriche à l'empereur Napoléon, je préviens monsieur le gé-
» néral en chef de l'armée française que j'ai ordre de me porter en avant
» avec les troupes sous mes ordres, et de traiter en ennemi toutes celles
» qui me feront résistance. »

Jusqu'au dernier moment l'Autriche avait essayé de cacher ses desseins sous des protestations réitérées d'amitié; à la veille d'une rupture elle affirmait son désir sincère de la paix, et tentait par ses détours de surprendre la vigilance de l'empereur. Mais cet actif génie ne sommeil-

lait jamais; le regard fixé sur l'Europe il surveillait toutes les démarches de ses ennemis, et, quelque infatigables qu'ils fussent dans leurs attaques, Napoléon se montrait plus infatigable qu'eux encore.

Le 12 avril une dépêche télégraphique, reçue dans la soirée à Paris, apprend à Napoléon le passage de l'Inn par l'armée autrichienne : un instant après il monte en voiture, et le 17 il était déjà au milieu de ses soldats, auxquels il adressait une proclamation où il rappelait, en le flétrissant, le manque de foi de l'Autriche : « Soldats, dit-il, j'étais au milieu » de vous lorsque le souverain de l'Autriche vint à mon bivouac en Mo- » ravie; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une » amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout » à notre générosité : trois fois elle a été parjure! nos succès passés nous » sont un sûr garant de la victoire qui nous attend; marchons donc et » qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

La marche de Napoléon fut rapide, comme il l'avait prévu, et partout victorieuse; la coalition, dont l'Autriche était dans cette circonstance l'agent dévoué, put juger que la fortune et le génie demeuraient toujours d'accord pour défendre la haute destinée de la France. Le 23 avril l'armée française, après avoir triomphé dans trois batailles, à Thann, à Abensberg, à Eckmühl, s'emparait de Ratisbonne et dégageait la Bavière de l'occupation autrichienne. Le 13 mai l'archiduc Charles opérait sa retraite derrière le Danube, tandis que Napoléon restait maître de l'Autriche et entrait à Vienne; toutes ses menaces étaient réalisées, et la maison de Lorraine, chassée de la capitale de l'empire, voyait de nouveau son existence compromise. L'empereur annonça à la France ses succès multipliés par ce bulletin : « Un mois après que l'ennemi a passé » l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans » Vienne. Ses landwers, ses levées en masse, ses remparts créés par la » rage impuissante des princes de Lorraine, n'ont point soutenu vos re- » gards; les princes de cette maison ont abandonné leur capitale, non » comme des soldats d'honneur, qui cèdent aux circonstances de la guerre, » mais comme des parjures que poursuivent leurs remords. »

La campagne était victorieusement commencée, mais elle n'était pas terminée; l'empereur ne voulait laisser aucune trêve à ses adversaires, il désirait abattre tant d'orgueil par une entière défaite. Il résolut de traverser le Danube sans délai et de poursuivre l'archiduc Charles. Le 21 mai des ponts de bateaux joignaient les deux rives du fleuve, et l'armée s'étendait en face d'Essling devant les troupes autrichiennes : la

lutte fut acharnée, la bataille dura deux jours, Essling fut successivement pris et repris treize fois par les Autrichiens et les Français; cependant une attaque dirigée contre le centre des lignes de l'archiduc allait décider la victoire, quand les eaux gonflées du Danube rompirent les ponts qui joignaient au rivage l'île Lobau, centre d'approvisionnement de l'armée, et Napoléon dépourvu de munitions, acculé à une barrière infranchissable, demeura avec quarante mille hommes seulement en face d'un ennemi qui en comptait cent mille.

Cet événement, que les troupes de l'archiduc devinent bientôt, ranime leur ardeur, elles reforment leurs lignes et reviennent à la charge; mais nos soldats ne reculent pas, ils se servent de la baïonnette, tentent un dernier effort et restent maîtres de la position d'Essling. Alors l'empereur commande la retraite avec ce calme, ce sang-froid qui lui sont habituels; on rétablit un pont de communication entre la rive gauche du Danube et l'île Lobau, qui occupait le milieu du fleuve, et nos soldats y viennent chercher un refuge. Dans cette situation difficile, les officiers généraux sont d'avis de repasser à tout prix sur la rive droite; mais Napoléon s'y oppose, déjà il avait trop reculé : « Il faut rester dans » Lobau, dit-il, ou rétrograder jusqu'au Rhin, nous attendrons l'armée » d'Italie. » Pendant que Masséna contient l'ennemi, on fait rentrer dans Lobau l'artillerie, les munitions, les blessés; et nos brigades évacuent en ordre les villages de Gross-Aspern et d'Essling, dont elles s'étaient emparées avec tant de courage.

Napoléon surveillait ce mouvement de retraite, lorsqu'il vit s'avancer un triste cortége portant un blessé : c'était le maréchal Lannes frappé d'un boulet qui lui avait enlevé les jambes au moment le plus vif de l'action, lorsqu'il parcourait le front de sa ligne. Douze grenadiers tachés de sang, couverts de poussière, noircis par la poudre, avaient placé l'illustre blessé sur un brancard formé de leurs fusils et de quelques branches de chêne, et le transportaient à Ebersdorf. Dès que l'empereur eut reconnu le duc de Montebello, il se précipita vers lui, le serra dans ses bras en versant des larmes, et s'écria : « Lannes, me connais-tu? C'est » ton ami, c'est Bonaparte! Lannes, tu nous seras conservé. » A cette voix, qu'il connaissait si bien, qui lui était si chère, le maréchal sortit de l'évanouissement où l'avait plongé la perte de son sang; il regarda l'empereur et put lui dire un dernier adieu, lui parler encore une fois de cet attachement qui ne s'était jamais démenti depuis vingt ans qu'il accompagnait Napoléon sur les champs de bataille. « Je désire vivre, si

» je puis vous servir..... ainsi que notre France, répondit-il avec diffi-
» culté, ...mais je crois qu'avant une heure vous aurez perdu..... celui
» qui fut votre meilleur ami. » Puis, malgré son épuisement, il soulève ses bras et presse Napoléon sur son cœur dans une étreinte affectueuse. Celui-ci, agenouillé près du brancard, ne pouvait se résoudre à se séparer de son fidèle compagnon; enfin l'affaiblissement du maréchal augmentant d'instant en instant, l'empereur dut s'arracher à cette entrevue et permettre aux grenadiers de s'éloigner avec leur précieux fardeau. Lannes, transporté à Vienne, y succomba le 30 mai dans un délire où se confondaient tous les glorieux souvenirs de sa vie militaire. Depuis les premières campagnes d'Italie il était attaché à la fortune de Bonaparte et avait assisté à toutes les grandes guerres de l'empire; nommé maréchal d'empire dès la première promotion, en 1804, toujours son courage, son expérience avaient secondé les vues hardies de l'empereur avec un dévouement dont ses dernières paroles étaient la juste expression. Bonaparte ressentit vivement cette perte, la plus cruelle de celles qu'il eût éprouvées à la journée d'Essling. L'armée apprit avec consternation la mort du duc de Montebello : elle n'ignorait pas l'estime qu'avait Napoléon pour l'illustre maréchal; il le nommait le Brave des braves, comme Ney. « Son esprit, disait-il, avait grandi au niveau de son courage : il
» était devenu un géant. » Aussi les soldats, la France tout entière partagèrent les regrets de l'empereur et s'unirent à cette grande douleur.

Cependant Napoléon surmonta son émotion, afin de pourvoir aux besoins de l'armée; à onze heures du soir, après une journée dans laquelle il n'avait pas un moment cessé de diriger tous les mouvements et de combattre les plus fâcheux hasards, il ordonna à Masséna, qui protégeait la retraite, de se retirer dans l'île Lobau, et lui-même monta dans un bateau pour regagner la rive droite du Danube. L'obscurité était profonde, les eaux agitées par un vent impétueux, embarrassées par les arbres et les débris qu'entraînait le courant; mais Napoléon était tranquille, autant que le matin même, quand il s'exposait au feu avec tant de témérité que le commandant des grenadiers de la garde lui disait : « Retirez-vous,
» Sire, ou je vous fais enlever par mes grenadiers. » Il sentait que la fortune ne l'abandonnait pas encore. Cette dangereuse traversée s'acheva sans acccident; et bientôt l'empereur accélérait les préparatifs, hâtait les convois, faisait porter des vivres et des secours aux troupes campées dans l'île Lobau, et s'apprêtait à reprendre l'avantage qu'un funeste incident lui avait ravi à Essling.



NAPOLÉON A SCHŒNBRUNN.

La guerre de 1809, qu'avait engagée si imprudemment la maison de Lorraine, s'était terminée par un coup de foudre; la victoire de Wagram avait livré l'Autriche à Napoléon, l'empereur des Français régnait à Vienne comme à Paris.

Établi, après la prise de Vienne, dans le beau palais impérial de Schœnbrunn, situé à deux lieues de la capitale de l'Autriche, Napoléon, entouré de ses maréchaux, de ses ministres, des grands dignitaires de l'empire, y gouvernait aussi paisiblement qu'aux Tuileries; et, tandis que le duc de Cadore, son ministre des affaires étrangères, suivait les négociations relatives à la paix, ses décrets réglaient chaque jour les détails de l'administration intérieure de l'empire. Il commandait en maître, l'Europe attendait avec inquiétude ses résolutions, lorsque le patriotisme fanatique d'un jeune étudiant de l'université d'Iéna faillit briser cette haute fortune, et venger d'un coup de poignard les défaites multipliées de l'Allemagne.

Deux jours avant la signature du traité de Vienne, Napoléon passait une revue des soldats de sa garde sur la terrasse du château de Schœnbrunn; les cris de « *Vive l'empereur!* » venaient d'accueillir sa présence,

les étendards s'agitaient encore, son brillant état-major se pressait autour de lui, quand un jeune homme, vêtu d'une redingote bleue, coiffé d'un chapeau militaire sans cocarde, auquel était seulement attaché un bouton de métal décoré d'un aigle, essaya de percer cette foule dorée et de se glisser à travers les chevaux pour présenter à l'empereur un papier qu'il tenait à la main. Le prince de Neufchâtel, Berthier, qui suivait Napoléon, engagea ce jeune homme à attendre que la revue fût terminée pour remettre sa pétition; mais, comme, malgré cet avis, il s'obstinait à poursuivre l'empereur et à se mêler aux généraux qui l'environnaient, le général Rapp le saisit rudement au collet de sa redingote pour l'écarter : dans ce mouvement, Rapp sentit sous le vêtement de cet homme le manche d'une arme; il fit aussitôt signe à deux gendarmes de l'arrêter, et ordonna de le conduire prisonnier au corps-de-garde. Alors on le fouilla, et on trouva sur lui un couteau effilé, quatre frédérics d'or et un portrait de femme. Pendant deux heures, l'assassin, à toutes les questions qu'on lui adressait, répondit : « Je voulais parler à l'empereur. » Enfin Napoléon, instruit de cette opiniâtre résistance, fit amener cet inconnu et voulut lui-même l'interroger longuement :

— Qui êtes-vous, lui dit Napoléon, d'où êtes-vous, et depuis quand êtes-vous à Vienne?

— Je me nomme Frédéric Stabbs, répondit le jeune Allemand, je suis d'Erfurth, et je suis ici depuis deux mois.

— Que me vouliez-vous?

— Vous demander la paix et vous prouver qu'elle est indispensable.

— Pensez-vous que j'eusse voulu écouter un homme sans caractère, sans mission?

— En ce cas, je vous aurais tué.

— Quel mal vous ai-je fait?

— Vous opprimez ma patrie et le monde entier; si vous ne faites point la paix, votre mort est nécessaire au bonheur de l'humanité : en vous tuant, j'aurais fait la plus belle action qu'un homme de cœur puisse faire.... Mais, j'admire vos talents, je comptais sur votre raison, et avant de vous frapper je voulais vous convaincre.

— Vous êtes fils d'un ministre luthérien, et c'est sans doute la religion?

— Non, sire, mon père ignore mon dessein; je ne l'ai communiqué à personne, je n'ai reçu les conseils de qui que ce soit. Seul depuis deux ans je médite votre changement ou votre mort.



— Étiez-vous à Erfurth quand j'y suis allé?

— Je vous y ai vu trois fois.

— Pourquoi ne m'avez-vous pas tué alors?

— Vous laissiez respirer mon pays, je croyais la paix assurée, et je ne voyais en vous qu'un grand homme.

— Êtes-vous franc-maçon ou illuminé?

— Non, sire.

— Connaissez-vous l'histoire de Brutus?

— Il y eut deux Brutus, le dernier mourut pour la liberté.

— Avez-vous eu connaissance de la conspiration de Moreau et de Pichegru?

— Les journaux m'en ont instruit.

— Que pensez-vous de ces deux hommes?

— Ils craignaient de mourir.

— On a trouvé sur vous un portrait, quelle est cette femme?

— Ma meilleure amie, la fille adoptive de mon vertueux père.

— Quoi! votre cœur est ouvert à des sentiments si doux, et vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre les êtres que vous aimez en devenant un assassin?

— J'ai cédé à une voix plus forte que ma tendresse.

— Mais, en me frappant au milieu de mon armée, pensiez-vous échapper?

— Je suis étonné en effet d'exister encore.

Touché de la jeunesse de cet enfant énergique, qui avait à peine vingt-deux ans, et de son inébranlable fermeté même en face du supplice, Napoléon considérait ce malheureux avec compassion; il eût voulu l'épargner : « C'est un fou, c'est un malade! » s'écria-t-il; et le médecin Corvisart fut appelé pour constater l'état de Stabbs. Son pouls était calme, sa contenance tranquille : « Monsieur se porte bien, » répondit le médecin. « Je vous l'avais bien dit! » reprit Stabbs triomphant en quelque sorte de cette parole, qui était sa condamnation. Cependant, avant de l'abandonner à la mort, Napoléon fit une dernière tentative :

— Celle que vous chérissez, dit-il, sera bien affligée.

— Elle sera bien affligée de ce que je n'ai pas réussi, répondit Stabbs; elle vous hait autant que je vous hais moi-même.

— Si je vous faisais grâce?

— Si vous me faisiez grâce, je ne vous en tuerais pas moins; je n'ai en ce moment qu'un regret, c'est de n'avoir pas réussi.



Cette parole, d'un insensé, d'un furieux, fermait toute voie à la clémence; l'empereur livra l'étudiant à la justice militaire. Pendant les deux jours qui précédèrent son exécution il refusa toute nourriture, disant qu'il avait assez de forces pour aller à la mort. La veille même, il entendit résonner le canon; il demanda ce que c'était. « C'est la paix, lui dit-on. — Ne me trompez-vous pas? — Non. — Je mourrai » plus tranquille alors. » Et des pleurs coulèrent de ses yeux.

Lorsque l'empereur eut quitté Schœnbrunn, Stabbs fut conduit à la mort; il y marcha d'un pas ferme, avec une constante tranquillité. Pour toute grâce, il demanda de n'être point lié; on y consentit, et le jeune étudiant ne laissa plus entrevoir ni un regret ni un remords : l'amour de la patrie exalté jusqu'à un farouche dévouement absorbait en lui, comme il l'avait dit, tous les autres sentiments. Au moment où les soldats qui devaient le fusiller abaissaient leurs fusils vers lui, il s'écria avec un mouvement d'enthousiasme : « Vive la liberté! vive l'Allemagne! » Ce furent ses dernières paroles et il tomba frappé de balles françaises. Stabbs est la première et la plus violente expression de cette vaste association qui se formait en Allemagne contre l'empereur; l'étudiant d'Iéna résume dans un acte, dans un crime, les sentiments de haine qui animaient cette mystérieuse affiliation du *Tungend bund*, dont les adeptes, choisis surtout parmi la jeunesse des universités allemandes, combattirent avec une si patriotique ardeur en 1813 : Stabbs en fut la première victime, il en est le héros.

L'attentat de Schœnbrunn vint troubler l'empereur au milieu d'une prospérité qui secondait si merveilleusement ses desseins; ces mots de liberté, de patrie, dont l'Allemagne allait se faire une arme et que Stabbs jeta à son pays comme une parole de ralliement, retentirent dans toutes les universités, au cœur de cette jeunesse dont on excitait déjà les passions par de trompeuses promesses. Le *Tungend bund*, encouragé par les souverains eux-mêmes, couvrit bientôt l'Allemagne d'un vaste réseau, d'une conspiration permanente dont on excitait l'enthousiasme et l'énergie par cette exaltation révolutionnaire qu'on était venu combattre avec tant d'acharnement en France vingt années auparavant. Napoléon, dans tout l'éclat de sa puissance, put pressentir les prochains soulèvements de ce peuple qui, au moment où la paix se signait, se préparait déjà à la guerre.



LES FRANÇAIS A MOSCOU.

Le 14 septembre 1812, l'armée française, arrivée sur les hauteurs qui environnent Moscou, aperçut à ses pieds l'ancienne capitale de la Russie. A la vue de cette immense cité, aux mille clochers, aux dômes dorés, resplendissants au soleil, étendue, comme la Rome antique, entre sept collines, au milieu des jardins, baignée par les flots d'argent de la Moscowa, nos soldats furent transportés d'un enthousiasme que partagea bientôt leur chef. Un cri : « Moscou! Moscou! » s'échappa de toutes les bouches; et les régiments français pénétrèrent dans Moscou en faisant retentir la ville des czars du chant de la révolution, de la *Marseillaise.*

Le 9 mai 1812, l'empereur avait quitté Saint-Cloud; pendant quelques jours il s'était arrêté à Dresde, où l'attendaient l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse, les princes de la Confédération du Rhin, et pour la dernière fois Napoléon y avait vu les rois, courbés devant sa fortune, encombrer ses antichambres. Enfin le 21 juin il rejoignait ses troupes à Wilcowiski, et leur annonçait les travaux de la campagne de Russie.

Le 24 juin, l'armée passa le Niémen; et, après une marche glo-

rieuse à travers la Russie, elle atteignit les champs de la Moscowa, où elle allait remporter une nouvelle et éclatante victoire. Un moment Napoléon eut la pensée de s'arrêter dans son triomphe; mais l'ardeur des troupes l'emporta : « Poursuivons nos succès, dit-il; avec de pareilles » troupes on doit aller au bout du monde. » La bataille de la Moscowa ne trompa point ces espérances. Cependant avant de combattre il voulut encore parler à ses soldats, et il leur adressa cette proclamation :

« Soldats, voilà la bataille que vous avez désirée! Désormais la vic» toire dépend de vous; elle nous est nécessaire, elle nous donnera l'abon» dance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. » Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Witepsk, à Smo» lensk, et que la postérité la plus reculée cite votre conduite dans cette » journée; que l'on dise de vous : « Il était à cette grande bataille sous » les murs de Moscou. »

Le matin de cette grande journée, le soleil, d'abord obscurci, se dégagea radieux des nuages qui le cachaient; l'empereur le montrant d'un geste d'inspiration et de confiance : « C'est le soleil d'Austerlitz, » dit-il aux généraux qui l'entouraient, et il donna le signal du combat.

Le soir l'armée d'Alexandre fuyait en désordre et nous livrait la route de Moscou; trente mille morts, cinq mille prisonniers, quarante généraux tombés sur le champ de bataille ou demeurés en notre pouvoir attestaient la défaite des Russes. La grande armée put alors, sans obstacles, s'avancer vers Moscou; bientôt elle contempla avec enthousiasme ce but de tant d'efforts. La campagne de Russie, cette expédition gigantesque comme le génie qui l'avait conçue, paraissait accomplie. Pendant trois mois les Russes avaient fui devant les régiments français, ou avaient été défaits partout où ils avaient essayé de résister; Moscou était en notre pouvoir, et tout faisait espérer à l'armée un glorieux repos après tant de fatigues. Cependant, avant que rien pût faire pressentir la grande catastrophe qui se préparait, le silence et la solitude au milieu desquels les Français entrèrent dans Moscou semblèrent déjà d'un fatal présage. Les rues étaient désertes. Dans l'ombre apparaissaient seulement quelques figures sauvages qui s'effaçaient aussitôt. Néanmoins Napoléon, fier de sa conquête, gagna le Kremlin, citadelle et palais des czars, s'y établit, organisa l'administration de Moscou, nomma un gouverneur-général un commandant d'armes, et assigna à chaque corps sa position.

A cinq heures du soir l'incendie éclata sur trois points principaux : à l'hospice des Enfants trouvés, à la Banque et au Bazar. On attribua

d'abord ces premiers feux à l'imprudence, au voisinage des bivouacs; mais le lendemain, 16 septembre, dans la soirée, le feu se manifestant dans les différents quartiers à la fois, on ne put plus douter qu'un affreux système de destruction, dont le secret échappait, ne fût organisé dans Moscou. Bientôt la grande capitale présenta le spectacle d'un vaste incendie. De toutes parts les flammes s'élançaient vers le ciel en immenses colonnes, et couvraient la ville d'un tourbillon d'étincelles en s'affaissant sur elles-mêmes. Les édifices publics, les palais s'écroulaient avec un horrible fracas au milieu de nos soldats obligés de fuir devant cet ennemi nouveau. Enfin on réussit à arrêter quelques hommes, des incendiaires; on les amena à Napoléon, à qui ils révélèrent l'extrémité où un farouche patriotisme avait poussé Rotopschin, gouverneur russe de Moscou. A l'approche des Français, il avait ouvert les portes des prisons à tous les criminels : « Mes frères, leur avait-il dit, vous avez commis quel- » ques crimes; mais vous n'en êtes pas moins de vrais Moscovites, et vous » expierez vos fautes en servant dignement votre patrie. » Puis il livra au feu la cité qu'il était chargé de défendre. Deux ou trois mille misérables répandus dans Moscou allumaient partout l'incendie : ceux qu'on pouvait surprendre étaient conduits vers l'empereur, qui, après les avoir interrogés, les envoyait à une commission militaire. Napoléon, impuissant contre l'implacable fléau, fut épouvanté de cette énergie sauvage; il voyait avec une colère, un désespoir qu'il pouvait à peine comprimer, les sinistres lueurs de l'incendie. « Voilà donc comme ils font la guerre, dit-il avec » amertume; la civilisation de Saint-Pétersbourg nous a trompés : ce » sont toujours des Scythes. » Cependant cette mer de feu où Moscou s'abîmait, s'étendant incessamment, atteignit enfin le Kremlin, le séjour de l'empereur. « Napoléon, dit M. de Ségur dans le tableau saisissant qu'il » a tracé de l'incendie de Moscou, Napoléon marche convulsivement; il » s'arrête à chaque croisée et regarde l'élément victorieux dévorer avec » fureur sa brillante conquête, se saisir de tous les ponts, de tous les pas- » sages de la forteresse, le cerner, l'y tenir comme assiégé, envahir à cha- » que minute les maisons environnantes, et, le resserrant de plus en plus, » le réduire enfin à la seule enceinte du Kremlin..... Napoléon, maître » enfin du palais des czars, s'opiniâtrait à ne pas céder cette conquête, » même à l'incendie, quand tout à coup un cri : « Le feu est au Kremlin! » » passe de bouche en bouche. L'empereur sort pour juger le danger. Deux » fois le feu venait d'être mis et éteint dans le bâtiment sur lequel il se » trouvait; mais la tour de l'arsenal brûlait encore. Un soldat de police

» vient d'y être trouvé. On l'amène à Napoléon, qui le fait interroger devant lui. C'est ce Russe qui est l'incendiaire ; il a exécuté la consigne au signal donné par son chef. Tout est donc voué à la destruction, même le Kremlin antique et sacré.

» Cet incident avait décidé Napoléon ; il descend rapidement cet escalier du Nord, fameux par le massacre des Strélitz, et ordonne qu'on le guide hors de la ville, à une lieue sur la route de Saint-Pétersbourg, vers le château impérial de Pétrowskoï. »

Ce ne fut pas sans peine que Napoléon et sa suite purent échapper à travers les ruines enflammées qui embarrassaient leur route ; plusieurs fois la vie de l'empereur fut en péril, il lui fallut dépasser un long convoi de poudres qui circulait entre ces feux et qu'une étincelle pouvait à chaque moment faire éclater. Après être, au péril de sa vie, sorti de Moscou, Napoléon put contempler l'immense désastre qui lui ravissait le fruit d'une campagne si brillante et si hardie.

D'abord il voulait poursuivre sa route et marcher vers Saint-Pétersbourg, pousser les Russes aux extrémités de l'empire et les forcer à traiter ; mais ses généraux le dissuadèrent de ce projet et le pressèrent de séjourner à Moscou, où restaient encore de considérables approvisionnements, et d'y ouvrir des négociations. Il céda à regret en disant : « Ceux qui ont brûlé Moscou ne sont pas gens à demander la paix. » Il avait sûrement jugé des dispositions d'Alexandre ; le czar, dominé par le parti de l'aristocratie qui venait de brûler Moscou, refusa toute proposition d'arrangement plutôt que de céder au génie victorieux de Napoléon : « Ma résolution est inébranlable, répondit-il à toutes les démarches de l'empereur ; aucune proposition de l'ennemi ne pourra m'engager à terminer la guerre. »

Après un séjour d'un mois, les Français quittèrent Moscou le 18 octobre 1812 : quatre-vingt mille hommes, une artillerie et des bagages nombreux, chargés d'habits, de vivres, de butin, et une masse de cinquante mille personnes, formée des habitants qui abandonnaient la ville incendiée, de femmes, de malades, d'employés civils, prirent la route de Smolensk ; et alors commença cette retraite qui devait être si fatale à la puissance impériale.



PASSAGE DE LA BÉRÉSINA.

« Le 6 novembre, dit M. de Ségur dans son *Histoire de la campagne* » *de Russie*, le ciel se déclare, son azur disparaît; l'armée marche enve- » loppée de vapeurs froides, ces vapeurs s'épaississent : bientôt c'est un » nuage immense qui s'abaisse et fond sur elle en gros flocons de neige. » Il semble que le ciel descende et se joigne à cette terre et à ces peuples » ennemis pour achever notre perte. Tout alors est confondu et mécon- » naissable : les objets changent d'aspect; on marche sans savoir où l'on » est, sans apercevoir son but, tout devient obstacle. »

Jusqu'à ce moment, jusqu'au commencement de novembre, la marche de la grande armée avait été pénible, semée de périls et de privations, menacée à chaque pas par les troupes russes qui sortaient de leurs déserts pour nous attaquer; néanmoins c'étaient de ces maux, de ces dangers qu'à force de courage, d'énergie, on parvient à surmonter. Mais lorsque les rigueurs de l'hiver sévissent contre nous, quand la nature s'unit pour ainsi dire à nos ennemis afin de nous accabler, la situation horrible de l'armée française dépasse la mesure des forces humaines; elle devient

intolérable, et ces soldats, qui depuis si long-temps ont affronté toutes les misères de la guerre, qui se sont battus il y a vingt ans sans chaussures, à peine vêtus, qui enfin ont courageusement supporté tant de souffrances pour la gloire et l'indépendance nationales, deviennent impuissants à supporter les inexprimables désastres de la retraite de Russie. Pour la première fois, ils connaissent, sinon la crainte, du moins le découragement; la discipline, autrefois si forte, se relâche complétement; le dévouement se change en un profond égoïsme; chacun oublie ce qui l'environne pour ne songer qu'à soi-même. On se dispute, les armes à la main, une place au misérable foyer allumé au milieu des neiges, une affreuse nourriture enlevée aux cadavres des chevaux; les rangs sont méconnus, le lien de la patrie toujours si puissant se brise; pour le moindre repos, pour un bien-être passager, on oublie sa véritable sûreté, et c'est le sabre à la main que les officiers essaient vainement d'arracher leurs soldats à un dangereux sommeil, qui bientôt devient éternel.

Après une marche d'un mois à travers les neiges, des marais à demi glacés, sans vivres, sans ressources, par un froid qui s'augmente chaque jour, cette armée, si brillante il y a six mois, qui comptait six cent mille hommes en entrant en Russie, maintenant réduite à soixante-dix mille soldats en état de combattre et suivie d'une multitude inutile qui embarrasse ses mouvememts, atteint la rive de la Bérésina le 26 novembre 1812. Au milieu de ce trouble, en face de tant de désastres, un courage était demeuré inébranlable, une intelligence conservait encore toute sa raison; Napoléon veillait sur tout, et dirigeait autant qu'il le pouvait les troupes, dont il partageait les misères. La Bérésina n'était pas seulement une barrière entre les Russes et nous, c'était un obstacle qu'il fallait absolument franchir, sous peine d'un immense détour dans ce pays désolé : l'empereur garde tout son calme pour opérer ce difficile passage; il considère le danger d'un regard de génie, et, avec cette activité qu'il conserve dans les revers, il hâte ses dispositions afin d'échapper aux Russes qui le poursuivaient et comptaient le cerner et couper sa retraite à la Bérésina. L'amiral Tchichagof, chassé de Borisow, s'était retiré sur la rive droite de la rivière, où il attendait les Français menacés sur la rive gauche par le corps de Wittgenstein, qui cherchait à se réunir à Kutusow. Tant d'obstacles ne troublent pas l'empereur; il fait reconnaître les bords de la Bérésina et envoie le général Éblé avec des sapeurs et des pontonniers pour établir deux ponts au pied des hauteurs du village de Studzianca, en même temps que par de fausses démonstrations il trompe ses adversaires sur le

point véritable où il veut effectuer son mouvement. Ce passage présentait alors des difficultés presque insurmontables ; les hauteurs de toutes parts étaient garnies de partisans russes ; depuis deux jours le dégel avait rompu les glaces de la Bérésina, et les ouvriers du génie étaient obligés de travailler plongés jusqu'aux épaules dans une eau fangeuse et glacée ; les outils manquaient aussi bien que les matériaux, pour avoir des poutres on fut obligé de démolir les maisons du village. Toutefois, excités par la présence de Napoléon, qui les presse, les encourage, les pontonniers, avec un dévouement que l'empereur seul peut obtenir, construirent en face de Studzianca deux ponts distancés de cent toises, et destinés l'un à l'infanterie, l'autre à la cavalerie, à l'artillerie et aux bagages. Le premier, commencé le 26 novembre à huit heures du matin, était terminé à une heure de l'après-midi ; aussitôt Napoléon, qui depuis le matin n'avait pas un instant quitté les travaux, ordonne le passage et fait avancer Oudinot vers la rive droite ; Ney le suit bientôt ; et tous deux avec leurs divisions contiennent les efforts de Tchichagof, qui revenait sur ses pas pour nous barrer le chemin : à quatre heures le pont destiné à l'artillerie était prêt, deux cent cinquante pièces de canon et leurs caissons s'y engagent et courent soutenir le duc de Reggio.

Cependant la nuit était arrivée, et Napoléon espérait que la foule des traîneurs, les blessés, vingt mille personnes enfin qui, sans ordre, sans discipline, suivaient l'armée active, profiteraient de ces heures de trêve pour franchir le pont ; c'était leur salut : cependant ces hommes, fatigués, accablés par le froid, couchés autour des feux du bivouac de Studzianca, refusaient obstinément de s'arracher à cette halte environnée de périls. Le 27 novembre, l'arrivée du maréchal Victor à Studzianca avec sa division, et la rupture momentanée du grand pont de l'artillerie, augmentèrent l'encombrement. Enfin on vit apparaître les éclaireurs de Wittgenstein ; l'empereur alors traversa la Bérésina et alla établir son quartier-général sur la rive droite, laissant au duc de Bellune, à Victor, le soin de protéger la retraite des derniers corps et d'arrêter l'armée russe aussi long-temps qu'il le pourrait. En même temps on pressait sans plus de succès les traîneurs de gagner la rive droite. Une nuit encore se passa dans ces inquiétudes, dans ces agitations. Les troupes encore régulièrement organisées abandonnent la rive gauche de la Bérésina, tandis que demeurent obstinément dans la neige, dans la boue, un troupeau compacte d'hommes, de femmes, d'enfants, de malheureux blessés qui se chauffent avec une stupide béatitude aux rares feux allumés sur le rivage.

Le 28, au point du jour, l'artillerie tonnant sur les rives de la Bérésina vint dissiper ce fatal engourdissement . on se battait des deux côtés du fleuve. Alors, autant on avait apporté de lenteur à le traverser, autant on y mit de hâte, et l'empressement devint également funeste. Le pont de l'artillerie s'était rompu; on se pressa vers celui de l'infanterie, dont on se disputait le passage avec fureur, le sabre à la main, à coups de baïonnette, en renversant dans les eaux bourbeuses tous ceux qui n'avaient pas la force de conserver leur rang. A cet instant régna un inexprimable désordre, un tumulte effrayant, où se confondaient les menaces, les cris de rage, de douleur, les roulements des voitures et les éclats retentissants du canon, qui se rapprochaient constamment. Toutefois le maréchal duc de Bellune, maître de quatre mille hommes seulement, tient toute la journée avec une admirable fermeté devant l'armée russe. Enfin à la nuit se frayant une route à travers les cadavres et les mourants qui encombraient le pont, il quitta Studzianca suivi de son corps principal; et le 29, à six heures et demie du matin, il rappela ses avant-postes et fit passer son arrière-garde. Les Russes suivaient de près; ils auraient franchi la Bérésina après nous si le général Éblé n'eût mis le feu au pont. Ce fut un moment d'horrible désespoir pour ceux qui restaient sur la rive gauche, quand, serrés entre le fleuve et l'armée russe, ils se virent ainsi abandonnés. On se rua dans un effort effrayant vers le pont enflammé, et, à travers l'incendie, on tenta de trouver une issue. Les fuyards, poussés par les lances des Cosaques et les boulets russes, s'entassaient au milieu des voitures brisées, des hommes et des chevaux écrasés; les plus forts précipitaient sans pitié les plus faibles dans les eaux pour se faire place: on s'avançait; et, après d'incroyables efforts, on ne trouvait d'autre route que les glaces flottantes de la Bérésina. Quinze mille hommes furent pris par les Russes sur cette rive fatale. Les vainqueurs ne trouvèrent que trois canons et quelques caissons, mais ils s'emparèrent d'un butin immense qui leur rendit la plupart des richesses, des précieux objets enlevés à Moscou.

Ayant assuré autant qu'il l'avait pu la retraite de son armée, Napoléon, qui pouvait seul réparer les malheurs de la campagne de Russie, regagna en toute hâte la France, à laquelle le célèbre vingt-neuvième bulletin apprenait qu'elle pouvait être vaincue. Le sénat accorda à l'empereur toutes les ressources nécessaires à la guerre, hommes et argent; mais il commença à douter de cette étonnante fortune, de ce vaste génie contre lequel commencèrent alors à se former les trahisons, à s'unir les secrètes lâchetés.



BATAILLE DE LEIPZIG.

Autant la fortune avait partout secondé les desseins de Napoléon, autant, depuis le désastre de Russie, elle déjouait constamment les efforts de son génie. « L'étoile pâlissait, dit Napoléon à Sainte-Hélène; » je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de ton- » nerre pouvait seul nous sauver... Et chaque jour, par une fatalité ou » une autre, nos chances diminuaient. Les mauvaises intentions com- » mençaient à se glisser parmi nous. La fatigue, le découragement » gagnaient le plus grand nombre; mes lieutenants devenaient mous, » gauches, maladroits, et conséquemment malheureux. Ce n'étaient plus » les hommes du début de notre révolution ni ceux de mes beaux mo- » ments... Les hauts généraux ne voulaient plus de la guerre : je les avais » gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de riches- » ses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances et eussent acheté du repos » à tout prix... Le feu sacré s'éteignait. »

Napoléon l'emportait encore sur les champs de bataille, mais c'étaient toutes victoires sans résultats. Les intrigues de la politique autrichienne et

russe trompaient tous ses calculs. Ses généraux avaient perdu de leur activité, l'empereur lui-même se sentait par instants fatigué; et quand cette grande intelligence reprenait sa force, un revers soudain, imprévu, anéantissait ses espérances les mieux fondées : Napoléon n'était plus heureux! Après les victoires de Lutzen et de Bautzen il accorde, presque malgré lui, contre sa conviction, un armistice aux alliés, afin de donner un gage de sa modération; les vaincus en profitent pour se remettre de l'ébranlement des deux défaites qu'ils ont éprouvées, sans accueillir aucune proposition de paix. « J'ai accepté l'armistice, dit hautement le » roi de Prusse à ses sujets, afin que la force nationale que mon peuple a » si glorieusement montrée puisse se développer entièrement. »

A Dresde, une marche rapide de l'empereur lui vaut un succès important; l'armée autrichienne doit être entièrement détruite : Napoléon se voit maître de la campagne! il tombe subitement malade..... Ses lieutenants continuent mollement la poursuite. Vandamme, interprétant mal un ordre, tombe au pouvoir de nos ennemis en déroute, qui le font prisonnier avec une partie du corps qu'il commande. Enfin les plus lâches défections s'ajoutent à nos revers; les alliés de notre prospérité nous trahissent honteusement sur le champ de bataille aux jours de l'infortune, et ravissent à la France le prix de son courage.

La journée de Dresde, si heureusement commencée, et dont un fâcheux malentendu a compromis les avantages, oblige Napoléon de se jeter sur Leipzig afin de garder le chemin de la France, qu'on menace de lui fermer. C'est là que se livra cette célèbre et funeste bataille de Leipzig, la plus sanglante des temps modernes.

Le 15 octobre 1813, l'armée française, forte de cent quarante mille fantassins et de vingt mille cavaliers, adossée aux faubourgs de Leipzig, attendait l'attaque de l'armée autrichienne. Le 16 trois colonnes se portaient contre les positions des Français, qui furent prises et reprises jusqu'à six fois. La victoire demeurait incertaine; mais l'ennemi fut décidément repoussé dans la soirée, il se retira avec des pertes considérables. La journée du 17 fut employée à réorganiser les différents corps, à fortifier les positions qu'on occupait, et, le 18, la lutte commença dans des conditions de force encore plus inégales pour les Français que celles du premier engagement. Les alliés s'étaient augmentés de plus de cent mille hommes conduits par Blücher et par Bernadotte, prince royal de Suède, qui, oubliant à la fois son ancienne patrie et les intérêts véritables de sa royauté, se montrait le plus acharné des ennemis de la

France. Trois cent mille hommes, enfermant cent quarante mille soldats dans un demi-cercle dont le centre se trouvait à Leipzig, s'avancèrent contre Napoléon. Les soldats de Lutzen et de Dresde déployèrent un admirable courage; ils se maintinrent opiniâtrément dans toutes leurs lignes, opposant au nombre une inébranlable énergie : jamais, de l'avis de leurs ennemis, ils n'avaient montré plus de bravoure. Sur aucun point ils n'auraient été entamés sans une infâme trahison : au plus fort de la mêlée, au moment où Bernadotte attaquait avec cent mille hommes et trois cents canons la gauche, formée de quarante mille hommes seulement, sans pouvoir la faire reculer, douze mille Saxons, arrivés la veille à Leipzig, feignant d'effectuer une charge, passent dans les rangs ennemis et se déshonorent à la face de deux armées par l'action la plus flétrissante que puissent commettre des soldats; les transfuges aussitôt tournent leur artillerie contre les frères d'armes qu'ils viennent d'abandonner, et leurs pièces vomissent la mitraille. Néanmoins, malgré cette lâche défection, quand la nuit vint mettre un terme à cette sanglante mêlée, nos régiments n'avaient pas cédé devant ces trois cent mille hommes qui les pressaient de toutes parts. « Malgré la défection de l'armée saxonne » au milieu du combat, malgré le courage ardent et persévérant des » troupes alliées, rapporte Robert Wilson, témoin de la journée de » Leipzig, on ne put enlever aux Français un seul des villages qu'ils » s'étaient proposé de conserver comme essentiels à leurs positions. »

Le 19 octobre, Napoléon, à qui les munitions manquaient, dut se décider à quitter Leipzig afin de se rapprocher de ses dépôts d'approvisionnements. Le mouvement de retraite fut ordonné. Tandis qu'une portion de l'armée se met en marche, Lauriston, Macdonald et Poniatowski, formant l'arrière-garde, défendent les barrières du midi. Dès que les alliés avaient pu reconnaître que les Français se retiraient, ils avaient réuni tous leurs efforts contre Leipzig; mais chaque rue, chaque maison devenait une citadelle que nos soldats disputaient avec un courage héroïque. Déjà Victor, Augereau, Ney, Marmont suivaient en sûreté la route de Lindenau. Napoléon, après être allé, dans une touchante entrevue, dégager de notre alliance le roi de Saxe, plus fidèle à sa parole que ses sujets, avait rejoint ses troupes; Lauriston s'ébranlait pour s'éloigner aussi de Leipzig : encore deux heures, et nos bagages, notre artillerie, notre armée intacts échappaient aux alliés. Tout à coup la fusillade s'anime vers l'unique pont qui sert à traverser l'Elster, une explosion terrible retentit, domine tous les bruits du combat, et vient

au loin agiter l'âme de Napoléon de tristes pressentiments. Le pont de l'Elster avait sauté, et trente mille hommes, cent cinquante pièces de canon, Poniatowsbi, Macdonald, Lauriston étaient encore dans Leipzig; leur retraite était coupée. Alors le désordre fut au comble : les soldats acculés à l'Elster luttaient sans espoir; plusieurs régiments. Macdonald et Poniatowski cherchèrent un chemin périlleux dans les eaux de l'Elster. Quelques-uns atteignirent la rive opposée, beaucoup se perdirent au milieu du fleuve; Poniatowski, le vaillant Polonais dont l'intrépidité et le dévouement avaient fait un enfant de la France, blessé au bras à la bataille de Leipzig, ne put maîtriser son cheval et fut emporté dans un gouffre : deux jours auparavant Napoléon, pour récompenser sa valeur, lui avait envoyé les insignes de maréchal d'empire.

Les hommes qui purent traverser l'Elster firent enfin connaître la cause du nouveau désastre qui venait de porter aux destinées impériales un coup à peu près irréparable. Au moment de sortir de Leipzig, Napoléon avait donné l'ordre de s'assurer du pont de l'Elster dans ces termes précis : « On devra le faire sauter quand le dernier peloton sortira de la « ville et qu'il ne restera plus que cet obstacle à opposer à l'ennemi. » On commença alors à miner le pont. Pendant que la retraite se faisait en bon ordre grâce aux efforts de nos troupes, une défection nouvelle, celle d'un bataillon badois, avait livré une porte de Leipzig aux alliés; ceux-ci avaient pénétré dans la ville et poursuivaient les Français : non pas toutefois sans avoir à combattre les trois corps d'arrière-garde, qui, tout en se défendant, s'efforçaient d'arriver à la route que suivait Napoléon; ils l'auraient rejointe, si, par une fatale méprise, le sapeur chargé de faire sauter le pont, entendant la fusillade se rapprocher, n'eût pensé que l'ennemi arrivait et n'eût mis le feu aux poudres.

En résumé, la journée de Leipzig fut perdue pour la France; mais, si l'on se rappelle et le témoignage de nos ennemis et les coups imprévus qui nous frappèrent : la défection des Saxons, celle des Badois, l'explosion prématurée du pont de l'Elster, on peut dire à bon droit que cette *bataille des nations*, comme l'appelèrent les Allemands, fut encore glorieuse pour nous; elle peut exciter en France de tristes souvenirs, mais aucune honte. L'empereur remporta encore la victoire de Hanau, sur la rive droite du Rhin; puis, pour la première fois, les Français repassent en retraite la frontière de France : la campagne de 1814 allait s'ouvrir.



COMBAT DE MONTEREAU.

Après avoir confié au patriotisme et à la fidélité de la garde nationale ce qu'il avait de plus cher, sa femme et son fils, l'impératrice et le roi de Rome, qu'il ne devait plus revoir, Napoléon quitta Paris dans la nuit du 24 au 25 janvier 1814 afin d'aller combattre l'invasion étrangère. Alors commence l'immortelle campagne de France, chef-d'œuvre militaire de Bonaparte, effort suprême pour lequel il retrouve tout le génie. toute l'activité de sa jeunesse. A la tête de soixante mille hommes seulement, il marche au-devant des trois cent mille soldats qui s'avancent sur la capitale; et sa fortune l'eût encore emporté sans les trahisons qui se succédèrent autour de lui et lui ravirent le prix de chaque victoire.

Les deux principales armées des souverains alliés se dirigeaient vers Paris en suivant, l'une, le cours de la Seine, l'autre celui de la Marne. Napoléon se jette entre les deux rivières, il s'efforce d'empêcher la jonction des Prussiens du feld-maréchal Blücher avec l'armée austro-russe du prince de Schwartzemberg; il poursuit et attaque séparément ces corps, qu'il ne peut affronter en masse. Successivement il bat les Prussiens à

Brienne, à Champaubert, à Montmirail, à Château-Thierry, à Vauxchamp, et force enfin Blücher à opérer un mouvement de retraite sur Châlons avec une perte de 32,000 hommes. Tandis qu'en moins de quinze jours il remportait sur la Marne cinq victoires décisives et forçait cent cinquante mille hommes à reculer devant lui, le général en chef de l'armée autrichienne franchissait la Seine à Bray et à Nogent, malgré une vive résistance, et s'emparait de la route de Paris. Aussitôt Napoléon, laissant Marmont et Mortier pour contenir l'armée prussienne, quitte la Marne et court en toute hâte se réunir aux maréchaux Victor et Oudinot, qui reculaient lentement devant le prince Schwartzemberg. La présence de l'empereur ranime l'ardeur de ses soldats; et les combats de Mormans, de Nangis et de Valjouan renouvellent sur la Seine les succès obtenus sur la Marne. L'avant-garde du général autrichien se retire avec embarras; et si Montereau eût été occupé par le duc de Bellune, comme Napoléon l'avait ordonné, la marche de Schwartzemberg était compromise. Malheureusement Victor, si souvent infatigable, s'arrête à deux lieues de Montereau pour donner quelque repos à ses troupes; ce délai fatal permet aux Bavarois et aux Wurtembergeois de s'emparer des ponts de Montereau, de s'y fortifier, de protéger la retraite des colonnes ennemies, qui regagnent Troyes en toute hâte. Napoléon apprit la halte du maréchal Victor au château de Nangis, à l'instant même où, confiant dans l'exécution de ses ordres, il écrivait au duc de Vicence, négociateur au congrès de Châtillon : « La Providence a béni nos armes; j'ai fait « trente à quarante mille prisonniers; j'ai pris deux cents pièces de ca- « non, un grand nombre de généraux, et détruit plusieurs armées, sans « presque coup férir; j'ai entamé hier l'armée du prince de Schwartzem- « berg, que j'espère détruire avant qu'elle ait repassé la frontière. » Mais, les résultats qu'il prévoyait étaient changés, au lieu de poursuivre les Autrichiens il fallait enlever la position de Montereau, où les Bavarois s'étaient fortement établis. A peine reposé de la victoire de Nangis, Napoléon s'avance sur Montereau et commande une attaque générale : les généraux Gérard et Pajol, le général Chateau, gendre du maréchal Victor, l'un des plus vaillants officiers de l'armée, et qui devait racheter par la gloire d'une mort héroïque la faute que Napoléon reprochait au duc de Bellune, se portent sur Montereau d'un mouvement combiné. Cette affaire fut une des plus acharnées de la campagne de 1814 : les Bavarois disputent pas à pas le terrain, mais ils sont obligés de céder; une attaque vigoureuse, dirigée sur le plateau de Surville, qui domine

le confluent de la Seine et de l'Yonne, livre aux Français cette position importante, d'où nos canons écrasent les Wurtembergeois jusque dans Montereau. Napoléon, qui occupait la hauteur de Surville avec deux bataillons de sa garde, se rappelant les travaux de sa jeunesse, dirige lui-même les coups, et, au milieu des boulets que lancent les ennemis pour reprendre Surville, il pointe avec sang-froid les pièces; les vieux grenadiers, effrayés du péril de leur chef, le veulent éloigner : « Allez, mes amis, leur dit en souriant l'empereur, ne craignez » rien; le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. » Enfin la victoire couronne les efforts des conscrits de 1814; les Wurtembergeois, rudement assaillis, poursuivis par les bataillons français, rentrent en désordre dans Montereau, et, après avoir essayé de faire sauter le pont, effectuent péniblement avec les Bavarois leur retraite au travers des rues de Montereau. Les habitants, qui subissaient avec impatience la présence des étrangers, se soulèvent aussitôt qu'ils aperçoivent les aigles impériales, et prennent part à la lutte; de toutes parts les ennemis sont attaqués, on forme des barricades pour embarrasser leur marche, on tire sur eux de toutes les fenêtres, et ils abandonnent Montereau dans un désordre et avec une terreur inexprimables.

Cette journée avait coûté huit mille hommes dont cinq mille prisonniers, quatre drapeaux et six pièces de canon à l'ennemi : c'était une victoire brillante, un avantage considérable; mais Napoléon, qui depuis deux jours avait vu les fautes se multiplier autour de lui, dont les succès à Nangis n'avaient pas été aussi complets qu'ils auraient pu le devenir sans le retard du maréchal Victor, reçut le duc de Bellune avec une sévérité extrême, à son quartier-général de Surville, et lui donna la permission de quitter l'armée. Le maréchal essaya de se justifier sans que Napoléon lui en laissât le temps. Enfin, il parvient à se faire écouter, il prononce le nom de son malheureux gendre blessé mortellement, et aussitôt des larmes l'interrompent; cette douleur touche Napoléon, qui tend la main au maréchal quand celui-ci, avec une noble chaleur, s'écrie : « Je ne quitterai pas l'armée, je vais prendre un fusil, je n'ai pas » oublié mon ancien métier, Victor se placera dans les rangs de la garde... »

De Montereau, Napoléon, qui avait pour un moment éloigné de Paris le danger d'une attaque, se reporte entre la Seine et la Marne; là il continue entre ses ennemis ses savantes et hardies manœuvres. Jusqu'alors on lui avait contesté la science des marches et des contre-marches, il prouva qu'il n'ignorait rien de l'art de la guerre; il tira de la position

des armées alliées, de la configuration du terrain, des moindres incidents, d'inépuisables ressources. Devant Soissons il poursuit les Prussiens commandés par Blücher, les accule à l'Aisne et à une place mal fortifiée mais suffisamment munie : à Soissons; la perte du feld-maréchal semble inévitable, il faut qu'il mette bas les armes, quand, par un coup de fortune, contre toutes prévisions, le commandant de Soissons, au lieu de résister vingt quatre heures, ouvre ses portes et donne un asile à l'armée de Blücher. Toujours inférieur en forces, souvent mal secondé, trahi au dedans et au dehors, Napoléon tient en échec ces trois cent mille hommes; il dispute chèrement Soissons, Reims, Laon, et partout sa présence annonce la victoire. A Arcis-sur-Aube trente mille soldats défendent le champ de bataille contre l'armée austro-russe de Schwartzemberg; la cavalerie ennemie, dix fois plus forte que la nôtre, ébranle les divisions des généraux Colbert et Excelmans, déjà les fuyards se précipitent vers le pont de l'Aube; l'empereur, qui était accouru au bruit de l'attaque, se jette l'épée à la main au milieu d'eux et s'écrie : « Voyons » qui de vous le repassera avant moi! » Et les rangs se reforment. Après une journée de combat les Français font leur retraite en ordre, et reculent fièrement devant ces forces trop supérieures.

Le combat d'Arcis avait convaincu Napoléon de l'impossibilité d'arrêter avec sa faible armée les forces réunies de Schwartzemberg et de Blücher : alors il combine un nouveau plan; soudaine et magnifique inspiration qui relevait les destinées impériales, si la trahison ne l'eût dejouée : il se décide à se jeter sur les derrières de l'ennemi, à couper ses communications et à le placer entre son armée et Paris. Il opérait dans cette direction, déjà les souverains étaient troublés, ils pensaient à rétrograder, quand Napoléon est averti qu'à Paris on conspire contre lui, que s'il tarde à venir diriger la défense de la capitale tout est fini : « La présence de Napoléon, lui écrit le directeur des postes, Lava- » lette, est nécessaire, s'il veut que la capitale ne soit pas livrée à l'en- » nemi; il n'y a pas un instant à perdre. » Napoléon aussitôt dirige ses troupes sur Fontainebleau, et, les devançant, il se jette dans une voiture de poste. Il court, il dévore l'espace; à chaque relais il apprend une nouvelle funeste : que l'impératrice et le roi de Rome ont quitté Paris, que son frère Joseph a fui, que l'ennemi est aux barrières. Enfin le 30 mars 1814, à dix heures du soir, il n'est plus qu'à cinq lieues de Paris, au relais de la Cour-de-France; il va se remettre en route, quand le général Belliard arrive et lui apprend que *Paris a capitulé.*



ADIEUX DE FONTAINEBLEAU.

Tout ce que peuvent le génie et l'intrépidité, Napoléon l'avait tenté. Obligé de céder la route de Paris à l'invasion étrangère, il avait habilement modifié son plan de campagne; et, « si la trahison ne fût pas venue » à leur secours, dit un écrivain anglais, les alliés se trouvaient dans un » cercle vicieux d'où il leur était impossible de se tirer : elle fut con- » sommée au moment où les succès de Napoléon semblaient hors du pou- » voir de la fortune; et le mouvement de Saint-Dizier, qui devait lui » assurer l'empire, lui fit perdre la couronne. » Appelé à Paris pour diriger les efforts des troupes qui défendaient les hauteurs de Chaumont, de Belleville, de Montmartre; au moment d'atteindre sa capitale, il apprend que Paris vient de capituler. L'empereur alors envoie le duc de Vicence afin d'intervenir en son nom dans le traité qui va se conclure. Pendant toute une nuit d'attente, Napoléon, protégé seulement par l'obscurité, voit s'allumer à ses pieds, dans la vaste plaine qui s'étend des fontaines de Juvisy à Charenton, les feux des bivouacs ennemis.

Enfin, à quatre heures du matin, il reçoit un courrier qui lui annonce que la capitulation définitive a été signée sans lui à deux heures du matin : aussitôt il monte dans sa voiture et se rend à Fontainebleau, qu'il ne devait plus quitter que pour l'exil.

Dès cet instant, bien que Napoléon n'eût pas encore abdiqué, les défections se multiplient autour de lui avec une désolante rapidité; le sénat, si long-temps servile, retrouve quelque énergie pour l'abandonner; ses lieutenants, ses maréchaux, tous ces grands dignitaires dont il a fait la fortune, le délaissent avec une honteuse audace; Berthier, qui devait tant à Napoléon, s'enfuit des premiers vers Paris, en se faisant précéder de sa soumission, sans même dire adieu à son bienfaiteur. En même temps Marmont vendait son corps d'armée, et trahissait l'homme qui l'avait élevé si haut; la convention conclue par le duc de Raguse brisa l'âme de Napoléon : « L'ingrat! s'écria-t-il, il sera plus malheureux que moi! » Cependant, tous ne fuient pas devant le malheur : les soldats sont toujours dévoués, les revers n'ont pas ébranlé leur fidélité; un mot de leur général, ils retournent au combat. Napoléon, en réunissant les divers corps, peut encore former une armée de cent vingt mille hommes et disputer sa couronne aux alliés, non pas en partisan, mais en souverain. Au midi le maréchal Soult défend Toulouse et traite au nom de l'empereur Napoléon. Au nord le général Maison lutte victorieusement contre soixante mille hommes. Un officier qui arrive de la Haute-Loire dit à Napoléon l'enthousiasme des troupes et de la population, et le sollicite de rallier les armées du midi : « Non, lui répond l'empereur, » il est trop tard; ce ne serait plus à présent qu'une guerre civile, et » rien ne pourrait m'y décider. » Et avec tant d'espérances de succès, maître de sa situation, il signe la formule d'abdication dont les souverains alliés, François, son beau-père, Alexandre, autrefois si fier de l'amitié du grand homme, font la condition absolue de la paix :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur était le seul » obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur, fidèle à » son serment, déclare qu'il renonce pour lui et ses enfants aux trônes » de France et d'Italie; et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de sa » vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France. »

Après cette renonciation, qui anéantissait non-seulement ses droits personnels, mais encore ceux de son fils, de cet enfant couronné roi à sa naissance et salué des acclamations de l'Europe entière, Napoléon fut pris d'un découragement profond; pour la première fois cette

âme, inflexible devant tant de revers, se sentit impuissante sous le fardeau dont on l'accablait. Un instant Napoléon voulut quitter la vie : dans la nuit du 12 au 13 avril, les longues galeries du château de Fontainebleau furent troublées d'un mouvement soudain; les appartements intérieurs s'éclairèrent; les valets de chambre et les garçons de service accoururent; le maréchal Bertrand, le duc de Vicence, le duc de Bassano montèrent chez l'empereur et furent introduits dans sa chambre à coucher. La cause de cette agitation resta d'abord inconnue; plus tard seulement on sut, d'après un récit dont l'exactitude et l'impartialité n'ont pas été contestées, que Napoléon avait pris une forte dose d'opium que depuis la campagne de Russie il portait constamment sur lui. Sa forte constitution résista à l'action du poison; après une nuit de souffrances, les symptômes mortels disparurent, il fut sauvé, soit que la dose de poison fût trop insuffisante, soit que le temps en eût diminué l'action. Après cette passagère faiblesse, qui vint en quelque sorte prouver que le génie lui-même n'échappe pas aux angoisses humaines, Napoléon reprit toute son énergie : « Dieu ne le veut pas! » s'écria-t-il, et, avec une calme fermeté, il attendit sa destinée.

Les souverains alliés, maîtres de Paris et gardés par deux armées, dont les avant-postes cernaient Fontainebleau, redoutaient encore l'homme que l'Europe avait non pas vaincu, mais pour ainsi dire étouffé sous son poids. Ce nom, qui seul valait une armée, retentissait incessamment à leurs oreilles; au moindre mouvement, il leur semblait que l'empereur allait sortir triomphant de Fontainebleau et rentrer dans sa capitale. Dès que le traité du 11 avril 1814, qui stipulait sur le sort de Bonaparte et de sa famille, fut ratifié, le souverain déchu reçut l'ordre d'abandonner la France.

Le 20 avril 1814, à une heure, Napoléon, accompagné de quelques fidèles officiers, parut au haut de l'escalier d'honneur dans la grande cour du palais de Fontainebleau. A son aspect les tambours battirent aux champs, on présenta les armes; on lui rendit avec un respect encore plus profond tous les honneurs qu'il eût reçus aux Tuileries lorsqu'il y commandait en maître. Pour ces soldats dévoués, malgré sa défaite, malgré l'abdication cet homme était toujours l'empereur, le chef qui les avait conduits à Arcole, à Marengo, à Austerlitz, à Wagram, à la Moskowa, partout enfin où il y avait eu de la gloire à acquérir. Napoléon descendit l'escalier, s'avança vers la garde, fit signe qu'il voulait parler, et alors il adressa à ces soldats auxquels l'unissaient vingt années de victoires

ces touchants adieux dont éternellement l'histoire gardera le souvenir

« Soldats de ma vieille garde, dit Napoléon, dont les paroles retentis-
» saient dans un silence religieux, je vous fais mes adieux! Depuis vingt
» ans je vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la
» gloire. Dans ces derniers temps, comme dans ceux de ma prospérité,
» vous n'avez cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité. Toutes
» les puissances de l'Europe se sont armées contre moi, quelques-uns de
» mes généraux ont trahi leur devoir, et la France elle-même a voulu
» d'autres destinées. Avec des hommes tels que vous, notre cause n'était
» pas perdue; mais la guerre eût été interminable. C'eût été la guerre
» civile, et la France eût été malheureuse; j'ai donc sacrifié tous nos inté-
» rêts à ceux de notre chère patrie : je pars. Vous, mes amis, continuez
» de servir la France. Son bonheur était mon unique pensée, il sera tou-
» jours l'objet de mes vœux! Ne plaignez pas mon sort. Si j'ai consenti
» à me survivre, c'est pour servir encore à votre gloire; je veux écrire
» les grandes choses que nous avons faites ensemble..... Adieu, mes
» enfants; je voudrais vous presser tous sur mon cœur, que j'embrasse
» au moins votre drapeau! »

Le général Petit s'approche alors, Napoléon le serre dans ses bras; puis, saisissant l'immortel étendard de la garde, il baise avec émotion le drapeau tricolore, déjà proscrit en France. La douleur qui troublait le cœur de tous ces soldats, des sanglots étouffés interrompent seuls le silence de cette scène d'une grandeur si naturelle. Enfin Napoléon surmonte son émotion : « Ha, chère aigle! puisse le baiser que je te donne » retentir dans la postérité!... Adieu encore une fois, mes vieux compa- » gnons! que ce dernier baiser passe dans vos cœurs!... » Il s'arrache aux serviteurs, on peut dire aux amis qui l'entourent, s'élance dans la voiture où l'attend déjà le général Bertrand, et part pour l'île d'Elbe, que les souverains alliés lui avaient désignée comme résidence.

L'empire, cette époque resplendissante de tant de gloire, était fini; l'Europe avait enfin triomphé de l'homme des destins, du héros de l'histoire moderne, dont les grandes actions rappellent invinciblement à la mémoire Alexandre, César, Charlemagne : le représentant de la révolution parmi les royautés européennes, le souverain qui avait rempli le monde du bruit de son nom et de celui de la France, à peine gardé par une faible escorte, traversait en prisonnier cette contrée où tout s'agitait naguère à son moindre geste, et marchait vers l'exil.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES FAITS MÉMORABLES DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Ire RACE. — MÉROVINGIENS.

		Années
Sainte Geneviève arrête Attila devant Paris. . . .	CHILDÉRIC.	451
Bataille de Tolbiac.	CLOVIS.	496
Meurtre de Sigebert.	CHILPÉRIC.	575
Mort de Brunehaut.	CLOTAIRE II.	613
Bataille de Testry.	THÉODORIC III.	687

IIe RACE. — CARLOVINGIENS.

Bataille de Poitiers.	CHARLES-MARTEL.	732
Roland à Roncevaux.	CHARLEMAGNE.	778
Charlemagne visite les écoles.	—	782-814
Witikind reçoit le baptême.	—	785
Charlemagne sacré empereur d'Occident.	—	800
Traité de Verdun.	CHARLES-LE-CHAUVE.	842
Siége de Paris par les Normands.	CHARLES-LE-GROS.	885

IIIe RACE. — CAPÉTIENS.

Élection de Hugues-Capet.	HUGUES-CAPET.	987
Prédication de la première croisade.	PHILIPPE Ier.	1095
Prise de Jérusalem par les croisés.	—	1099
Affranchissement des communes.	LOUIS VI.	1110
Bataille de Bouvines.	PHILIPPE II.	1214
Siége d'Avignon par Louis VIII.	LOUIS VIII.	1226
Justice de saint Louis.	LOUIS IX.	1234-1270
Bataille de Taillebourg.	—	1242
Captivité de saint Louis.	—	1250
Mort de saint Louis.	—	1270
Querelle de Boniface VIII et de Philippe-le-Bel. . .	PHILIPPE IV (le Bel).	1303
Supplice des Templiers.	—	1307
Dévouement des citoyens de Calais.	PHILIPPE VI.	1347
Bataille de Poitiers.	JEAN (le Bon).	1356
États-Généraux de 1356.	—	1356
Le prévôt des marchands et le dauphin.	—	1358
Charles V remet à Du Guesclin l'épée de connétable.	CHARLES V (le Sage).	1370
Mort de Du Guesclin.	—	1380
Démence de Charles VI.	CHARLES VI.	1392
Assassinat du duc d'Orléans.	—	1407
Bataille d'Azincourt.	—	1415

		Années
Entrevue du dauphin et du duc de Bourgogne au pont de Montereau.	—	1419
Jeanne d'Arc présentée à Charles VII.	Charles VII.	1429
Supplice de Jeanne d'Arc.	—	1431
Bataille de Montlhéry.	Louis XI.	1465
Entrevue de Péronne.	—	1468
Défense de Beauvais.	—	1472
Mort de Charles-le-Téméraire.	—	1477
Bataille de Fornoue.	Charles VIII.	1495
Louis XII proclamé père du peuple par les États-Généraux.	Louis XII.	1506
Bataille de Ravenne.	—	1512
Bataille de Marignan.	François Ier.	1515
Entrevue du camp du Drap-d'Or.	—	1520
François Ier et Léonard de Vinci.	—	1520
Mort de Bayard.	—	1524
François Ier à Madrid.	—	1525
François Ier et la reine de Navarre visitent les ateliers de l'imprimeur Robert Estienne.	—	1525-1544
Charles-Quint en France.	—	1540
Défense de Metz.	Henri II.	1552
Prise de Calais.	—	1558
Marie Stuart quitte la France.	Charles IX.	1561
Massacre de la Saint-Barthélemy.	—	1572
Journée des Barricades.	Henri III.	1588
Assassinat de Henri III.	—	1589
Bataille d'Ivry.	Henri IV.	1590
Entrée de Henri IV à Paris.	—	1594
Mort de Henri IV.	—	1610
Mort du maréchal d'Ancre.	Louis XIII.	1617
Prise de La Rochelle.	—	1628
Supplice du maréchal de Montmorency.	—	1632
Établissement de l'Académie française.	—	1635
Corneille.	—	1636-1684
Bataille de Rocroy.	Louis XIV.	1643
Matthieu Molé.	—	1648
Traité des Pyrénées.	—	1659
Colbert présenté à Louis XIV.	—	1661
Louis XIV et Molière.	—	1665-1673
Passage du Rhin.	—	1672
Établissement de l'hôtel des Invalides.	—	1674
Combat de Senef.	—	1674
Mort de Turenne.	—	1675
Bombardement d'Alger par Duquesne.	—	1683
Louis XIV reçoit Jacques II à Saint-Germain.	—	1688
Jean Bart menace de se faire sauter.	—	1691
Louis XIV accepte la couronne d'Espagne pour son petit-fils.	—	1700

			Années.
Villars à la bataille de Friedlingen	—		1702
Vauban au siége de Brisach	—		1703
Fénelon recueille les blessés de Malplaquet	—		1709
Bataille de Denain	—		1713
Le duc d'Orléans déclaré régent par le parlement.	Louis XV.		1715
Peste de Marseille	—		1720
Bataille de Fontenoy	—		1745
Dupleix défend Pondichéry	—		1746
Départ de La Fayette pour l'Amérique	Louis XVI.		1777
La France reconnaît l'indépendance des États-Unis.	—		1778
Louis XVI donnant ses instructions à Lapeyrouse.	—		1785

RÉVOLUTION.

Ouverture des États-Généraux	—		1789
Fédération	—		1790
Mort de Mirabeau	—		1791
Levée en masse	—		1792
Louis XVI à l'Assemblée législative	—		1792
Combat de Valmy	—		1792
Dévouement du *Vengeur*	Convention.	(An II)	1794
Bataille de Fleurus	—	(An II)	1794
Funérailles de Marceau	Directoire.	(An IV)	1796
Bonaparte au pont d'Arcole	—	(An V)	1796
Mort de Hoche	—	(An V)	1797
Bonaparte présente le traité de Campo-Formio	—	(An VI)	1797
Bataille des Pyramides	—	(An VI)	1798
Dix-huit brumaire	—	(An VIII)	1799
Passage des Alpes	Consulat.		1800
Assassinat de Kléber	—		1800
Napoléon au conseil d'État	—		1802

EMPIRE.

Distribution des croix d'honneur au camp de Boulogne	Napoléon.		1804
Sacre de l'empereur	—		1804
Bataille d'Austerlitz	—		1805
Bataille d'Iéna	—		1806
Entrevue du Niémen	—		1807
Napoléon devant Madrid	—		1808
Mort du maréchal Lannes	—		1809
Napoléon à Schœnbrunn	—		1809
Les Français à Moscou	—		1812
Passage de la Bérésina	—		1812
Bataille de Leipzig	—		1813
Combat de Montereau	—		1814
Adieux de Fontainebleau	—		1814

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

Afin d'indiquer avec le plus de clarté possible, à nos lecteurs, l'ordre chronologique des faits mémorables selon les différents règnes, nous joignons à notre table un tableau chronologique des rois de France depuis Mérovée jusqu'à l'abdication de Napoléon en 1814.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES ROIS DE FRANCE.

Ire RACE. — MÉROVINGIENS.

1.	Mérovée	monte sur le trône en	451	meurt en	457
2.	Childéric Ier	—	457	—	481
3.	Clovis Ier	—	481	—	511
4.	Childebert Ier	—	511	—	558
5.	Clotaire Ier	—	558	—	561
6.	Caribert	—	561	—	567
7.	Chilpéric Ier	—	567	—	584
8.	Clotaire II	—	584	—	628
9.	Dagobert Ier	—	628	—	638
10.	Clovis II	—	638	—	656
11.	Clotaire III	—	656	—	670
12.	Childéric II	—	670	—	673
13.	Thierri ou Théodoric III	—	673	—	691
14.	Clovis III	—	691	—	695
15.	Childebert II	—	695	—	711
16.	Dagobert II	—	711	—	715
17.	Chilpéric II	—	715	—	720
18.	Thierri ou Théodoric IV	—	720	—	737
19.	Childéric III	—	742	—	752

IIe RACE. — CARLOVINGIENS.

20.	Pépin (le Bref)	—	752	—	768
21.	Charlemagne	—	768	—	814
22.	Louis (le Débonnaire)	—	814	—	840
23.	Charles Ier (le Chauve)	—	840	—	877
24.	Louis II (le Bègue)	—	877	—	879
25.	Louis III	—	879	—	882
	Carloman	—	879	—	884
26.	Charles II (le Gros)	—	884	—	888
27.	Eudes	—	888	—	898
28.	Charles III (le Simple)	—	898	—	923
29.	Robert Ier	—	922	—	923
30.	Raoul	—	923	—	936
31.	Louis IV (d'Outre-Mer)	—	936	—	954
32.	Lothaire	—	954	—	986
33.	Louis V	—	986	—	987

IIIe RACE. — CAPÉTIENS.

Ire BRANCHE. — CAPÉTIENS DIRECTS.

34.	Hugues Capet	—	987	—	996
35.	Robert II (le Pieux)	—	996	—	1031

36. Henri I[er]	—	1031	—	1060
37. Philippe I[er]	—	1060	—	1108
38. Louis VI (le Gros)	—	1108	—	1137
39. Louis VII (le Jeune)	—	1137	—	1180
40. Philippe II (Auguste)	—	1180	—	1223
41. Louis VIII (le Lion)	—	1223	—	1226
42. Louis IX (Saint)	—	1226	—	1270
43. Philippe III (le Hardi)	—	1270	—	1285
44. Philippe IV (le Bel)	—	1285	—	1314
45. Louis X (le Hutin)	—	1314	—	1316
46. Philippe V (le Long)	—	1316	—	1322
47. Charles IV (le Bel)	—	1322	—	1328

II[e] BRANCHE. — VALOIS.

48. Philippe VI (de Valois)	—	1328	—	1350
49. Jean (le Bon)	—	1350	—	1364
50. Charles V (le Sage)	—	1364	—	1380
51. Charles VI (le Bien-aimé)	—	1380	—	1422
52. Charles VII (le Victorieux)	—	1422	—	1461
53. Louis XI	—	1461	—	1483
54. Charles VIII	—	1483	—	1498
55. Louis XII (Père du peuple)	—	1498	—	1515
56. François I[er]	—	1515	—	1547
57. Henri II	—	1547	—	1559
58. François II	—	1559	—	1560
59. Charles IX	—	1560	—	1574
60. Henri III	—	1574	—	1589

III[e] BRANCHE. — BOURBONS.

61. Henri IV	—	1589	—	1610
62. Louis XIII	—	1610	—	1643
63. Louis XIV	—	1643	—	1715
64. Louis XV	—	1715	—	1774
65. Louis XVI	—	1774	—	1793

RÉVOLUTION.

Louis XVI	—	1789	—	1793
Assemblée constituante	s'ouvre en	1789	finit en	1791
— législative	—	1791	—	1792
Convention	—	1792	—	1795
Directoire	commence en	1795	—	1799
Consulat	—	1799	—	1804
Empire	—	1804	—	1814

FIN.

ERRATA.

Meurtre de Sigebert,	*au lieu de*	574,	*lisez*	575
Bataille de Bouvines,	—	1213,	—	1214
Le prévôt des marchands et le dauphin,	—	1357,	—	1358
Corneille,	—	1606-1684,	—	1636-1684



